

Histoire du droit français / par M. F. Laferrière,...

Laferrière, Firmin (1798-1861). Histoire du droit français / par M. F. Laferrière,.... 1838.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.

HISTOIRE
DU DROIT FRANÇAIS.

TOME II.

ANGOUTÊME. — IMPRIMERIE DE LEFRAISE ET C.
Rue Vauban, 8.



EX LIBRIS
JOSEPH MCCLASON

Stamps
For Reference

Not to be taken from this room

HISTOIRE

DU

DROIT FRANÇAIS,

PAR M. F. LAFERRIÈRE,

AVOCAT A LA COUR ROYALE DE BORDEAUX.

L'histoire interne du Droit contient la substance même du Droit. (*Ille ipsam jurisprudentiam substantiam ingreditur.*)

LEIBNITZ (*Nova Methodus*).

La science explique les lois par l'histoire, et la philosophie travaille à les épurer par la morale, source première des lois.

POETALIS (*de l'Usage et de l'Abus de l'Esprit philosophique*).

TOME SECOND.

PARIS,

JOUBERT, LIBRAIRE-ÉDITEUR, RUE DES GRÈS-SORBONNE, 14.

AU COIN DE CELLE DE CLUNY.

—

1838.

21

HISTOIRE

DU

DROIT FRANÇAIS.

LIVRE SEPTIÈME.

ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE,

ET CODIFICATION.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES. — CARACTÈRES DES GÉNÉRATIONS
ET DES ÉCOLES DU 18^e SIÈCLE. — MIRABEAU AVANT LA
RÉVOLUTION. — PRINCIPES DE 1789. — DIVISION GÉNÉ-
RALE DU PRÉSENT LIVRE EN QUATRE PÉRIODES.

L'HISTOIRE du droit français se lie à toutes les époques de notre histoire, à tous les développements de notre nationalité. Nous avons, dans le premier livre, remonté bien au-delà du berceau de la France ; mais tels sont les rapports qui rattachent le droit civil français au droit romain,

et pour le fond et pour la méthode, qu'il nous fallait étudier le droit romain dans sa lutte du peuple et du patriciat sous la République, dans son alliance avec la philosophie stoïcienne et avec le christianisme, sous l'Empire, pour comprendre sa mission historique et les causes qui pouvaient l'entraver. — Le spiritualisme des jurisconsultes romains et le spiritualisme de l'église chrétienne s'unissent à l'entrée d'une ère nouvelle : ils auront la mission de civiliser ce monde confus qui commence par l'invasion barbare, avec tous les mouvemens des hommes du Nord, et qui s'immobilise bientôt sur un territoire conquis et morcelé, en attachant la condition de l'homme à la condition de la terre. La féodalité, qui représente l'esprit de domination dans le vainqueur, et l'esprit d'asservissement dans le vaincu, a pour loi générale et caractéristique LA FORCE, et pour loi secondaire l'isolement et l'hérédité. La société civile, qui renferme les personnes, les propriétés, la famille, subit l'influence prédominante de cette grande réaction des vainqueurs, des hommes du Nord contre le spiritualisme du droit romain et du christianisme. Les traditions qui viennent des lois *personnelles* des Barbares et des mœurs de la Gaule, depuis long-temps province romaine, s'affaiblissent, se confondent sous l'empire de ce principe uniforme qui fait la société à son image, qui donne son empreinte matérielle aux conditions correspondantes des personnes et des choses. C'est dans cette ombre épaisse où toute loi s'est éteinte,

où toute ancienne tradition s'est modifiée sous l'action de l'élément dominateur, que se forment lentement le Droit féodal, droit des vainqueurs et des nobles, et les Coutumes, droit des vaincus, des roturiers, des *coutumiers* (1). Nous avons recherché, du point de vue supérieur de la féodalité, l'origine et le caractère des coutumes, et sans entendre les deshériter des traditions celtiques, germaniques et romaines qui ont dû se transmettre d'une époque à une autre (2), nous avons reconnu que le droit féodal et le droit coutumier ont une corrélation si intime, que, dans la condition générale des personnes, des propriétés, de la famille, ils se sont identifiés; que les coutumes réfléchissent, dans leur ensemble, le principe immédiat et les transformations successives du régime féodal; qu'en un mot, et dans le sens générique, elles forment le droit civil de la féodalité. Mais à côté de ce résultat historique et légal du moyen-âge, qui explique la longue haine dont la féodalité a été poursuivie, se retrouvent les idées du droit et du christianisme, le pouvoir royal qui vient prêter secours à l'affranchissement des communes, sanctionner leurs chartes ou franchises, et qui travaille sans cesse à constituer la nationalité française: à côté des coutumes de la féodalité se trouvent le droit canonique, les chartes communales, les ordonnan-

(1) Expression de plusieurs monuments du moyen-âge. Glossaire de Delaurière. V^o *Coustumier*.

(2) Tome 1^{er}, p. 89.

ces des rois, la jurisprudence parlementaire, la science du droit romain qui se réveille au 12^e siècle, que Saint-Louis fait passer dans les livres de ses conseillers, dans les usages de ses domaines, dans la pratique judiciaire, que l'Ecole romaine du 16^e siècle entoure de toute sa puissance de rayonnement : puis vient l'Ecole française de Dumoulin ; elle se forme et s'instruit à l'Ecole romaine de Cujas, mais elle donne au Droit français le génie pratique et national, et dès ses premiers pas elle entrevoit, au milieu des diversités infinies des coutumes, la belle loi de l'unité, de l'uniformité.

Le Droit civil français pouvait s'approcher de ce grand résultat à mesure seulement que la société elle-même, laborieusement formée de la combinaison d'éléments étrangers, ennemis, sentirait le besoin d'une réforme fondamentale : c'est la crise de la fin du 18^e siècle qui se prépare lentement à travers les siècles, les institutions politiques et religieuses, les idées. Le 16^e siècle était déjà un âge révolutionnaire ; le 17^e, qui paraît l'arrêter par le bras de la royauté absolue, en recueille secrètement la force intime dans l'école rationnelle et chrétienne de Port-Royal, dans l'école historique et philosophique du Droit. Quand la société politique, au 18^e siècle, marche vers sa dissolution, que le besoin confus, mais instinctif des réformes générales entre dans tous les esprits, dans toutes les écoles de philosophie même les plus opposées par leurs principes, le Droit civil s'a-

vance rapidement et avec un sentiment plus distinct de sa loi de perfectionnement , vers les idées de réforme et d'unité. L'école rationnelle et d'association, qui procède par le principe généralisateur du droit romain et de la philosophie chrétienne, a pour représentants Domat, Daguesseau, Pothier, dont tous les jurisconsultes contemporains sont les disciples. La révolution se présente comme une époque imminente, inévitable : l'IDÉE, sur tous les points, est prête à passer DANS LES FAITS.

C'est là tout l'espace que nous avons parcouru dans notre premier volume , en suivant dans leurs phases successives le droit romain et son alliance avec le christianisme, les coutumes aux diverses époques de la féodalité et de la monarchie, la lutte du droit canonique contre l'esprit féodal, la lutte des ordonnances contre la théocratie et la féodalité, les progrès de la jurisprudence parlementaire, l'influence des écoles scientifiques du Droit romain et du Droit français sur le développement des idées et la réforme de la société civile.

Nous voilà devant l'Epoque révolutionnaire : nous n'avons plus à signaler les causes de la révolution, mais bien l'esprit de la génération qui l'a faite, et les deux grandes écoles philosophiques qui, avec des principes divers, ont cependant porté dans leur sein le même besoin de réforme, et dont l'esprit a triomphé successivement au milieu des déchirements de l'époque. — Ici, nous touchons à des faits encore palpitants, à des lois pres-

que contemporaines : nous sommes les descendants directs de la Révolution. Le mouvement de rénovation sociale a embrassé tout à la fois la société politique, administrative, religieuse, civile ; il nous faut, nécessairement, sous peine de manquer aux exigences de l'histoire du Droit, passer par la société politique et religieuse avant d'arriver à la société civile. Il faut rapprocher, sans les confondre, les lois qui appartiennent à différents ordres d'idées. Il y a une idée générale, dominante, à chaque période de la Révolution ; nous devons l'étudier en elle-même et dans ses résultats législatifs. — L'histoire de la révolution française a été considérée dans son action politique et extérieure ; tout le monde connaît les beaux monuments qu'elle a produits. — L'histoire, moins attrayante sans doute, mais non moins instructive, des idées, des institutions, des lois, a été presque toujours négligée ; elle appartenait nécessairement à l'histoire du Droit français, lequel puise dans la révolution son principe d'originalité.

Notre premier essai a paru mériter quelque indulgence ; on nous pardonnera notre seconde entreprise. Nous sortons des idées générales de l'histoire et du Droit, nous arrivons à l'application ; mais si les détails, par leur abondance et leur confusion, semblent à chaque instant conspirer contre la méthode, il sera facile de voir cependant que la pensée philosophique qui nous a guidé dans les premiers livres, retrouve sa place dans le dédale des lois intermédiaires, et que l'époque révo-

lutionnaire, dans son ensemble, contient la transition intellectuelle du droit ancien au droit français du 19^e siècle. Le génie national est fidèle à lui-même; et si la vérité s'obscurcit quelquefois au milieu des tempêtes, elle reparaît ensuite avec ce caractère de simplicité et de clarté qui lui concilie tout l'amour, tout le dévouement de la France.



La génération qui va s'élancer dans la carrière ouverte par la révolution de 1789, doit être distinguée dans sa filiation historique.

Trois générations ont traversé le 18^e siècle : celles de la Régence, du règne de Louis XV, de la Révolution.

Ce sont les hommes d'un âge mûr, pendant la Régence, qui, sous le rapport historique, ont formé la première génération du 18^e siècle. Nés au temps de la révocation de l'édit de Nantes et des dragonnades (1685-1690), ils avaient vu les malheurs de la vieillesse du grand Roi, il avaient subi l'empire du jésuite Letellier. Libres et dissolus dans leurs mœurs, ils s'étaient condamnés à porter le joug de l'hypocrisie, de peur d'encourir le blâme public de Louis XIV (1). Affranchis par la mort

(1) Articles inédits du journal de Dangeau, 1685.— 26 déc. « Le major (du « palais) déclara que le Roi lui avait ordonné de l'avertir de tous les gens qui « causeraient à la messe. »

de leur sévère tuteur, ces hommes impuissants et serviles, se jetèrent dans une licence effrénée. L'immoralité marcha tête haute; le scandale, qui s'avoua audacieusement, mit à découvert la corruption, et la fit entrer dans toutes les classes: les hommes de la Régence seront ces mêmes vieillards qui applaudiront un jour à l'élévation des maîtresses de Louis XV (1).

La Régence n'est qu'une période de dix ans, mais elle influe profondément sur le caractère national; elle flétrit la fleur du 18^e siècle. La jeunesse contracte des habitudes licencieuses; les esprits sont entachés de frivolité, de scepticisme, d'irréligion; il leur manque les études fortes qui préparent les grands talents. Les jeunes gens de la Régence furent les hommes qui commandèrent sans gloire les soldats de Louis XV; le drapeau de Fontenoy fut le seul voile dont ils purent couvrir la honte attachée aux armes françaises.

C'est cette seconde génération qui imprima à l'esprit du 18^e siècle son caractère de liberté. Heureusement, elle se divisa, dans la région intellectuelle, en deux branches, en deux écoles distinctes. Les chefs de ces écoles divergentes, Voltaire et Montesquieu, ont porté, à leur point de départ, l'empreinte bien marquée de l'époque qui vit naître leurs premiers ouvrages; mais Voltaire

(1) On sait que c'est le maréchal de Richelieu qui présenta à la cour la comtesse Dubarry, avec l'approbation de tous les vieux seigneurs. (Voir l'*Histoire du 18^e siècle de Lacretelle*.)

l'a plus ou moins subie pendant tout le cours de sa longue carrière ; et Montesquieu , seulement à son début , dans *les Lettres Persanes* publiées en 1725 : depuis , sa nature vigoureuse et bien supérieure à l'esprit d'immoralité , de fronde et de haine irréligieuse , a régné seule et rejeté toute alliance étrangère.

L'école irréligieuse et matérialiste du 18^e siècle est la fille de la Régence. On doit le dire , quoique à regret : la première impulsion fut donnée par Voltaire , qui , en 1734 , à son retour d'Angleterre , attaqua la philosophie chrétienne de Pascal , exalta la philosophie sensualiste de Locke , et s'attacha spécialement à faire ressortir l'hypothèse par laquelle Locke se demande si Dieu n'aurait pas pu douer la matière de la faculté de penser (1). — Les disciples de la nouvelle école allèrent bien au-delà du but que se proposait leur chef. Diderot attaqua le christianisme dans sa base , Helvétius , le spiritualisme et la morale. Le *système de la nature* se donna comme une conséquence rigoureuse de la philosophie moderne ; l'école matérialiste eut ses d'Holbac et ses ardents propagateurs. Voltaire protestait contre cette tendance absolue et désastreuse ; il jetait son amertume satirique sur la masse de ses collaborateurs à l'Ency-

(1) Un professeur de Genève, M. de Fœlix, qui a complété le travail de Burlamaqui sur le droit naturel, entreprit avec succès de réfuter cette opinion déjà très répandue sous la double influence de Locke et de Voltaire.

Droit naturel, Burlamaqui, t. 2, annoté par Fœlix.

clopédie ; il publiait à part son *Dictionnaire philosophique* pour enchaîner le matérialisme ; il se servait du système astronomique de Newton, sur le vide et la matière finie, pour combattre les athées (1) ; mais il ne reculait pas dans la lutte qu'il avait engagée et contre l'église catholique et contre le christianisme en lui-même.

Montesquieu repoussait le matérialisme avec la conscience et la hauteur de raison de l'homme de génie : « Car quelle plus grande absurdité, disait-il, qu'une fatalité aveugle qui aurait produit des êtres intelligents ? » — Son chapitre préliminaire de l'*Esprit des Lois* est la page profondément philosophique du 18^e siècle. Dans ses investigations sur la marche de la civilisation moderne, il reconnaissait et proclamait la grande mission du Christianisme : « Nous devons au christianisme, et dans le gouvernement un certain Droit politique, et dans la guerre un certain Droit des gens que la nature humaine ne saurait assez reconnaître (2). — Si je pouvais un moment cesser de penser que je suis chrétien, je ne pourrais m'empêcher de mettre la secte de Zénon au nombre des malheurs du genre humain (3). » Mais

(1) *Dict. phil.*, art. *Athée*, sect. 2. « La philosophie de Newton, qui admet et qui prouve la matière finie et le vide, prouve aussi démonstrativement un Dieu. Aussi je regarde les vrais philosophes comme les apôtres de la divinité : il en faut pour chaque espèce d'hommes ; un catéchiste dit à ses enfants qu'il y a un Dieu, mais Newton le prouve à des sages. »

(2) Liv. 24, chap. 3.

(3) Même liv., chap. 10.

Montesquieu prononçait la parole spiritualiste ou chrétienne, avec le calme du juge ou de l'historien, et non avec la chaleur et la passion du combattant.

Ce fut J.-J. Rousseau qui entreprit la réaction vive et militante contre le matérialisme et la philosophie anti-chrétienne. Ses écrits inspirés représentent le sentiment moral de l'homme. Par son spiritualisme logique et chaleureux, il repoussa les doctrines qui avaient formulé dans la philosophie les mœurs de la Régence ; il rappela l'homme à sa dignité, la femme à ses devoirs d'épouse et de mère. La réaction dans le monde moral se fit avec éclat et promptitude. Il n'en fut pas ainsi dans l'ordre des idées religieuses. J.-J. Rousseau, tour-à-tour catholique et protestant, semblait s'arrêter au pur déisme ; toutefois, il commença aussi la réaction chrétienne en proclamant, au nom de la philosophie, la sublimité de la morale de l'Évangile et la divinité du Christ (1). — Dans la sphère politique, au lieu de suivre l'impulsion historique de Montesquieu et la méthode d'observation, il sema imprudemment de vagues généralités, des théories, universelles en apparence, et très étroites en réalité. Philosophe spiritualiste, il fit la grande inconséquence du *contrat social* qui appartient à des principes contraires aux siens (2) ; et cette production, mal digérée par son auteur, plus mal comprise par ses

(1) Profession de foi du vicaire Savoyard.

(2) On peut voir à cet égard la démonstration sans réplique insérée dans le tome 1^{er} de *l'Essai sur l'Indifférence*, de M. de La Mennais.

adeptes (1), balancera dans la suite, par les erreurs qu'elle contient et le mal qu'on en fera sortir, le bien que l'*Emile* a pu faire à l'époque de son apparition : quand l'Assemblée constituante votera une statue en l'honneur de J.-J. Rousseau, elle se rendra solidaire de l'inconséquence, car elle érigeria la statue, selon les termes de son décret, à l'auteur d'*Emile* et du *Contrat Social*.

Les grands ouvrages de Voltaire, de Montesquieu, de Rousseau, et les monuments encyclopédiques qui résumaient ou exagéraient leurs idées, s'arrêtèrent vers 1760, 1765.

C'est l'époque de l'éducation, de l'enfance ou de la naissance de ceux qui devaient faire la révolution de 89. Mirabeau avait treize ans en 1765; et sept ans après, exilé par son père à Manosque, il écrivait au pied des Alpes son premier ouvrage, ce qu'il appelle sa *première profession de foi de citoyen*, l'Essai sur le despotisme (2).

Cette troisième génération du 18^e siècle est plus morale que les précédentes; les grands scandales, du moins, sont plus rares : les traditions de la régence sont comme effacées. Le mouvement des idées, les progrès scientifiques impriment aux

(1) En 1790, l'abbé Fauchet, dans ses discours au *Cercle social*, appliqua à la doctrine panthéistique les formules du *Contrat social*. — (*Hist. parlem.*, 1790.) Fauchet revint plus tard à d'autres idées.

(2) L'ouvrage a été publié à Londres en 1775, mais il a été composé à la fin de 1772.

(*Mém. de Mirabeau*, par son fils adoptif; t. 4, p. 4 et suiv.)

esprits un caractère plus sérieux , plus réfléchi , plus profondément enthousiaste. Un sentiment actif de bienveillance sociale a remplacé la recherche générale des plaisirs sensuels. La foi dans les destinées de l'humanité se fortifie ; la raison et la liberté sont des puissances morales dont la société commence à éprouver l'influence irrésistible.

Ce sont ces enfans nourris du lait de leurs mères , sous la réforme inspiratrice de l'*Emile*, ces jeunes gens imbus des doctrines de Voltaire, de Montesquieu , de Rousseau , dont quelques-uns , aux applaudissements de tous , vont combattre en Amérique pour la liberté. Ce sont eux qui se lèvent, en 1788, à l'appel d'un parlement frappé de vertige et emporté dans le tourbillon d'une époque qu'il ne comprend plus (1). Cette génération, dans sa jeunesse , a vénéré Turgot et Malesherbes , elle a vu avec douleur échouer leur plan de réforme sociale devant des résistances et des intrigues de Cour , témoin l'hymne à la France , du jeune et grand poète , André Chénier (2) ! Elle a entendu

(1) Le parlement de Bordeaux, dans ses remontrances, fit, comme le parlement de Paris, un appel aux *états-généraux*, et peu de temps après il se refusa à l'enregistrement des décrets de l'assemblée constituante.

(2) Malesherbes, Turgot, ô vous en qui la France
Vit luire, hélas ! en vain sa dernière espérance,
Ministres dont le cœur a connu la pitié,
Ministres dont le nom ne s'est point oublié,
Oh ! si de telles mains justement souveraines,
Toujours de cet empire avaient tenu les rênes,
L'équité clairvoyante aurait régné sur nous !

(Hymne à la France.)

avec ivresse les cris de liberté venant des rives américaines , et elle a reporté sur la France son enthousiasme révolutionnaire.

Mais elle n'était pas homogène dans ses idées et ses vœux en 1789 ; elle embrassait , dans ses diversités , les hommes puissants qui furent opposés, de fait ou d'intention , aux réformes de Turgot , et dans le cœur desquels l'approche d'une révolution éveillait des sentimens de crainte ou d'antipathie. Ces hommes , nés au milieu des privilèges , étaient placés à la source du pouvoir et des faveurs , des dignités civiles et ecclésiastiques ; ou bien , seigneurs féodaux , ils exploitaient leurs domaines dans les provinces , ils exerçaient tous les droits de la féodalité civile , en croyant à leur légitimité : ils composaient la classe orgueilleuse des nobles *possédant fiefs* , comme en Bretagne , comme en Provence , où ils manifestèrent si vivement leur hostilité contre les idées nouvelles (1).

Et puis , à côté de la classe riche et puissante , où s'agitaient des idées contradictoires sur les besoins de la France ; à côté de la classe bourgeoise , où dominaient les idées d'avenir et le désir , le pressentiment d'une révolution sociale , se traînait une génération contemporaine , sœur malheureuse et délaissée qui , à certaines époques , avait res-

(1) C'est contre eux que Mirabeau commença à signaler sa puissance oratoire aux états de Provence , à Aix et à Marseille , villes où il fut nommé député du tiers-état.

senti des secousses convulsives, et qui, aux jours d'émeute, était sortie effrayante de ses retraites de misère : génération de prolétaires, ignorante, vicieuse, dégradée, sa présence avait souvent attristé les fêtes splendides de Paris et de Versailles, et projeté une ombre menaçante sur l'ordre extérieur de la société. Cette classe infime était le triste et vivant héritage des siècles passés, des serfs de ville et de campagne affranchis, mais sans ressources ; en un mot, elle formait à la fin du 18^e siècle un peuple à part, déshérité des progrès de la civilisation. La foi religieuse s'était retirée de ce peuple, jeté comme une tribu de *Parias* dans une société chrétienne ; il ne pouvait comprendre les idées purement morales. Tous les vices, toutes les passions fermentaient sourdement dans ces masses perverties. C'était un terrible élément de destruction que la Société du 18^e siècle portait là dans son sein ; il y reposait encore inactif, oublié, mais prêt à éclater au jour de l'éruption.

Telles étaient donc la société et les classes diverses qui devaient assister à l'époque nouvelle, qui devaient faire le bien ou le mal de la révolution française.

Au milieu de cette génération, qui souhaitait la rénovation sociale avec ardeur, marchait un homme au regard de feu, à l'attitude hardie, à la parole retentissante, qui appelait la révolution plus fortement que tous les autres, et qui devait la représenter dans sa toute-puissance, MIRABEAU ! MIRABEAU, qui a écrit *Justice me sera faite, le temps*

la rend à tous (1), et que la piété filiale vient de révéler au 19^e siècle dans toute sa grandeur, en racontant simplement sa vie, ses souffrances, ses pensées, ses immenses travaux (2). Il avait cruellement appris, dans sa jeunesse, à haïr l'arbitraire et l'aristocratie féodale. Retenu pendant dix ans dans des prisons d'état ou des lieux d'exil par les dix-sept lettres de cachet accordées à l'injustice paternelle ; il avait trempé sa haine du despotisme aux sources profondes de l'histoire, de la méditation, de la science politique. A l'âge de vingt ans, du fond de son exil, il avait lancé contre l'arbitraire son premier manifeste (3) ; à vingt ans, il avait répété ces paroles de Tacite : Ah ! certes, nous avons donné un grand exemple de patience ! *dedimus profecto grande patientiæ documentum* (4) ! et depuis ce temps, pendant quinze années, libre ou sous les verroux de Vincennes, à la cour du grand Frédéric ou dans les salons de Paris, il a constamment signalé sa généreuse impatience de combattre l'arbitraire des hommes ou les vices des institutions, les abus, les déceptions du pouvoir ministériel, les spoliations de l'agiotage, et d'ouvrir à la France l'ère nouvelle de la liberté pu-

(1) Ouvrage publié sur l'agiotage, en 1788.

(2) *Mémoires de Mirabeau*, écrits par lui-même, par son père, son oncle et son fils adoptif (7 vol.). — Voir aussi les *Etudes sur Mirabeau*, par Victor Hugo, qui a écrit, sous l'impression de ces mémoires, un livre plein de pensée et d'imagination.

(3) *Essai sur le despotisme*.

(4) Le passage de Tacite sert d'épigraphe au livre de l'*Essai*.

blique. Ses écrits rapides, improvisés, pleins de choses et animés déjà d'une véhémence toute oratoire, répondaient aux événemens, aux besoins de chaque jour. A la France, il offrait son livre sur *les lettres de cachet*, né du sein de ses malheurs : « Mon âme enhardie par la persécution, » dit-il, a élevé mon génie abattu par les souffrances..... Libre ou non, je réclamerai jusqu'à mon dernier soupir les droits de l'espèce humaine (1). » — A l'héritier du grand Frédéric, et dans un écrit publié le jour de son avènement au trône, Mirabeau présentait la charte des libertés que réclamait la philosophie sociale du 18^e siècle (2). — Aux Bataves qui imploraient le secours de son éloquence contre le stathoudérat, il versait la haine de l'oppression, l'héroïque amour de l'indépendance nationale ; pour armes, il leur proposait la manifestation courageuse de l'opinion publique ; pour salut, la puissance du juste et de l'injuste (3). Comme Voltaire, comme Montesquieu, il était allé en Angleterre étudier l'esprit des institutions anglaises ; et ses idées politiques, épurées par une grande sagacité, par une expérience anticipée qui combinait les rapports et les différences, se reportaient vers la *constitution future de la France*. Il répandait avec une ardente activité les

(1) Lettres de Vincennes. — Introduction aux lettres de cachet.

(2) Lettre à Frédéric-Guillaume.

(3) Adresse aux Bataves. La fin de l'adresse est un morceau de la plus haute éloquence ; elle est citée dans les *Mémoires*. (T. 5-78.)

notions justes, les sages prévisions que lui fournissaient ses observations et son génie divinateur ; il voulait que le trône donnât à la France *la liberté qu'elle pouvait porter* (1), et, à défaut de ce don d'une haute sagesse, il pressentait la révolution dans sa puissance destructive, dans son universalité. Il l'attendait, pour se jeter dans l'arène ; « il attendait, disait-il, qu'elle ordonnât à un bon citoyen, toujours comptable de son suffrage et même de ses talents, d'élever sa voix.... Et cette révolution ne saurait tarder (2)..... Avec ou sans premier ministre, sous Achille ou Thersite, elle aura indubitablement lieu (3)..... Le jour où sous l'inspiration de ma conscience et fort de ma conviction, citoyen pur, sujet fidèle, écrivain vierge, je me jetterai dans la mêlée, je pourrai dire : Ecoutez un homme qui n'a jamais varié dans ses principes, ni déserté la cause publique (4) ! »

Le premier, il avait donné, dans les régions ministérielles, l'idée des convocations nationales. A ce souvenir d'initiative, et l'œil fixé sur l'avenir qui s'ouvrait, il écrivait, en 1787, au confident de ses pensées : « Je regarde comme un des plus beaux jours de ma vie, celui où vous m'ap-

(1) Expression de Mirabeau dans sa lettre à Frédéric-Guillaume.

(2) Lettre écrite en 1787, à M. de Montmorin alors ministre. (*Mém.* 5-451.)

(3) Lettre à un membre du Parlement. (*Mém.* 5-461.)

(4) Lettre au comte de Montmorin, 18 avril 1788. (*Mém.* 4-484.)

« prenez la convocation des *Notables*, qui sans
 « doute précéder a de peu celle de l'*Assemblée na-*
 « *tionale*. J'y vois un nouvel ordre de choses
 « qui peut régénérer la Monarchie ; je me croi-
 « rais mille fois honoré d'être le dernier secrétaire
 « de cette assemblée, dont *j'ai eu le bonheur de don-*
 « *ner l'idée* (1). » Représentant futur de la révolu-
 tion, orateur né pour elle, il lui appartenait d'être le moteur des assemblées régénératrices. On le voit, en 1788, hâter auprès d'un ministre de Louis XVI, et saluer de ses espérances le jour encore incertain des états-généraux : « Au premier mot
 « solennel qui indiquera l'époque précise de la con-
 « vocation des états-généraux, tout sera calmé.
 « Les bons citoyens, les hommes paisibles, les
 « Français qu'on n'est pas encore parvenu à dé-
 « goûter de la monarchie, parce qu'ils sentent
 « bien que la France est *géographiquement monar-*
 « *chique*, seront remplis d'espoir et de docilité (1). »
 Il appartenait à Mirabeau de commencer, même à l'insu de tous, et dans le secret des confidences ministérielles, l'exercice de cette INITIATIVE qui devait plus tard faire sa grandeur et sa gloire à la tribune. La convocation des notables lui avait annoncé l'époque nouvelle, irrésistible. Le grand jour est venu ! — L'Assemblée nationale reçoit dans ses rangs Mirabeau, tout retentissant de ses as-

(1) Lettre au major Mauvillon.

(2) Lettre au comte de Montmorin, ministre, 18 avril 1788. (*Mem.* 4-484.)

sauts de courage et d'éloquence contre l'aristocratie provençale, puissant et fier des cris de joie et des triomphes dont la Provence avait accompagné le moderne Périclès.

Mirabeau l'avait écrit, à la veille des états-généraux : « GUERRE AUX PRIVILÉGIÉS ET AUX PRIVILÈGES, « VOILA MA DEVISE (1) : »

C'est celle de 1789.

Le principe fondamental de la révolution française, celui au nom duquel elle a été faite, est exprimé dans ces mots sacramentels : LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

La liberté dans les actions humaines, fondement de leur moralité, du mérite et du démerite ; la liberté personnelle ;

L'égalité dans l'origine et la nature des hommes : C'est là le principe chrétien.

La liberté dans les conventions relatives aux intérêts et aux actes de la vie civile ;

L'égalité dans les droits de propriété :

C'est là le principe du Droit romain, du droit rationnel.

C'est donc du christianisme et du Droit romain ou rationnel qu'est sorti le principe de la révolution.

Seulement, à chacune des idées élémentaires on peut assigner sa plus grande part d'activité :

La liberté, comme puissance révolutionnaire,

(1) Lettre du 10 août 1788. (*Mém.* 3-189.)

s'est exercée plus spécialement dans l'ordre de la société politique ;

L'égalité, dans l'ordre de la société civile.

La révolution sortait du principe chrétien, et ce n'était pas seulement par un mouvement confus, instinctif; elle avait souvent aussi la conscience claire et distincte de ce principe moteur.

Un chartreux, membre de l'assemblée nationale et même du club des Jacobins, Dom Gerles proposa, en 1790, à l'assemblée de déclarer, par un décret solennel, « que la religion catholique était « et demeurerait toujours la religion de la nation (1). » — Un membre influent de la majorité (2) répondit : « Lorsque l'assemblée s'occupe « d'assurer le culte public, est-ce le moment « de présenter une motion qui peut faire douter « de ses sentimens religieux? Ne les a-t-elle pas « manifestés quand elle a pris pour base de tous « ses décrets la *morale de la religion*? Qu'a fait l'assemblée nationale? Elle a fondé la constitution « sur cette consolante *égalité si recommandée par « l'Évangile*; elle a fondé la constitution sur la « fraternité et sur l'amour des hommes; elle a, « pour me servir des termes de l'écriture, *humilié « les superbes*; elle a mis sous sa protection le faible « et le peuple dont les droits étaient méconnus; « elle a enfin réalisé pour le bonheur des hommes « les paroles de Jésus-Christ lui-même, quand

(1) Séance du 12 avril 1790. (*Hist. parlem.*, t. 8, p. 400-446.)

(2) Charles de Lameth.

« il a dit : Les premiers deviendront les derniers,
 « les derniers deviendront les premiers. » — L'as-
 semblée rejeta la motion comme dangereuse, mais
 elle protesta, par un décret, de son attachement à
 la religion ; elle exprima en ces termes sa conduite
 et sa pensée : « Qu'elle n'a ni ne peut avoir aucun
 « pouvoir à exercer sur les consciences et sur les
 « opinions religieuses ; que la majesté de la religion
 « et le respect profond qui lui est dû ne permet-
 « tent pas qu'elle devienne l'objet d'une déli-
 « bération ; que l'attachement de l'assemblée au
 « culte catholique , apostolique et romain ne saurait
 « être mis en doute (1) ».

Un rapporteur , organe des comités où se pré-
 paraient les lois , en considérant la religion dans
 son berceau, dans ses progrès, rappelait à l'assemblée
*que la déclaration des droits et la constitution avaient
 consacré les maximes religieuses et civiles de ce
 livre qui, bien médité, peut suffire à l'instruction
 et au bonheur des hommes (2).*

Et Mirabeau , poursuivant une minorité op-
 posante de ses reproches acerbes , s'écriait : « Je
 « suis scandalisé de ne pas voir des mandemens ci-
 « viques se répandre dans toutes les parties du
 « royaume et porter jusqu'à ses extrémités les plus
 « reculées des maximes et des leçons conformes
 « à l'esprit d'une révolution qui trouve sa sanction

(1) Les mêmes sentimens sont exprimés avec plus d'étendue dans l'adresse
 sur la constitution civile du clergé.

(2) Rapport de Voidel , séance du 6 novembre 1790.

« dans les principes même et les plus familiers élémens
 « du Christianisme (1). » Puis il s'adressait d'un
 ton plus calme au peuple entier et disait : « La
 « France apprendra aux nations que l'Evangile et
 « la liberté sont les bases inséparables de la vraie
 « législation et le fondement éternel de l'état le plus
 « parfait du genre humain. »

Enfin n'est-ce pas aux chants de reconnaissance de l'église catholique que furent proclamés les décrets de la nuit du 4 août ? Pour la première fois depuis l'ère chrétienne, le *Te Deum* fut inscrit dans une loi ; mais cette loi déclarait détruire entièrement le régime féodal ; elle détruisait la grande réaction de la force contre l'esprit du Christianisme. L'action de grâces des peuples chrétiens, l'hymne catholique, était ainsi le chant de victoire de la révolution triomphant de la féodalité (2).

Le principe révolutionnaire sortait aussi, comme nous l'avons dit, du droit naturel et rationnel, de l'idée de justice qui faisait le fond du Droit romain ; la révolution avait au plus haut degré la conscience de ce principe d'impulsion.

Toutes les déclarations des droits de l'homme qui furent proposées et celle qui fut adoptée comme le préliminaire de la constitution, en sont le témoignage : elles proclament le principe romain de la propriété libre, en opposition avec la propriété

(1) *Histoire parlem.* (8-126)

(2) Voir les décrets de la nuit du 4 août.

féodale. La parole des orateurs qui s'adressaient aux députés ou au peuple, s'inspirait aussi des droits de la raison et de la nature humaine. Quand la Bretagne, la vieille patrie de la résistance, protestait contre les décrets de l'assemblée par la bouche des magistrats de son parlement, l'Homme de la révolution disait à la tribune : « Ce n'est pas dans de vieilles chartes ,
 « où la ruse combinée avec la force a trouvé les
 « moyens d'opprimer le peuple, qu'il faut chercher
 « les droits de la nation ; c'est dans la RAISON :
 « ses droits sont anciens comme le temps et sacrés
 « comme la nature. »

Et il ajoutait, en parlant des magistrats qui comparaissaient à la barre de l'assemblée : « Leur fierté
 « sénatoriale veut empêcher les Bretons d'être
 « libres ; ils voudraient que les abus fussent éternels
 « et que le régime féodal fût immuable : qu'ils
 « apprennent qu'il n'y a d'immuable que la RAISON
 « et qu'elle détruira bientôt toutes les institutions
 « vicieuses ! »

Il y avait dix-huit siècles, lorsque le stoïcien Labéon instituait, contre les doctrines du patriciat de Rome, l'école nouvelle du Droit romain, il fondait LE DROIT SUR LA RAISON. Et quand Mirabeau, en qui se personnifiait la puissance nationale, veut détruire le patriciat moderne, au début de la révolution française, il proclame aussi la souveraineté de la raison et du droit : « Ne nous défions pas de l'empire
 « de la vérité et de la raison ; elles finiront par
 « dompter, ou, ce qui vaut mieux, par modérer
 « l'espèce humaine, et gouverner tous les gouver-

« nemens de la terre : Mars est le tyran , MAIS LE
« DROIT EST LE SOUVERAIN DU MONDE (1) .

A ces voix , retentissant du haut de la tribune ,
répondait la voix de la chaire catholique ; un pré-
dicateur du roi , l'abbé Fauchet , disait au peuple
réuni pour une cérémonie funèbre : « Les faux
« interprètes des divins oracles ont voulu , au nom
« du ciel , faire ramper les peuples sous les volontés
« arbitraires des chefs ; ils ont consacré le despo-
« tisme ; ils ont rendu Dieu complice des tyrans.
« Ces faux docteurs triomphaient parce qu'il est
« écrit *Rendez à César ce qui est à César*. — Mais
« ce qui n'est pas à César , faut-il aussi le lui rendre ?
« Or , la liberté n'est point à César , elle est à la na-
« ture humaine (2) . » — Et le peuple des fidèles se
pressant autour du prêtre chrétien , lui donnait la
couronne civique , et dans son enthousiasme le por-
tait en triomphe (3) !

L'enthousiasme est religieux et saint ; il donne les
grandes pensées au cœur de l'homme , il fait les
grandes actions des peuples , il assiste toujours à la
naissance des révolutions légitimes ; mais cette
flamme divine , si prompte à remonter au ciel ,
laisse les hommes en proie aux terrestres passions !

(1) Discours de sept. 1789 , lors de l'hésitation du Roi à sanctionner les
décrets du 4 août.

(2) *Hist. parlam.* 4-332.

(3) Dans une de ses adresses , l'assemblée disait : « Les idées utiles , né-
cessaires au genre humain , ne sont pas exclusivement destinées à orner les pa-
ges d'un livre , et l'être suprême , en donnant à l'homme la perfectibilité ,
« apanage particulier de sa nature , ne lui avait pas défendu de l'appliquer à
« l'ordre social devenu le plus universel de ses intérêts et presque le premier
« de ses besoins. » — (*Hist. parlam.* 4-332.)

Le principe de la révolution a eu quatre périodes :

La première s'étend de 1789 à la fin de 1791, elle embrasse la durée de l'Assemblée constituante ;

La deuxième s'étend de 1792 à la fin de 1795 ; elle embrasse l'Assemblée législative et la Convention ;

La troisième s'étend de 1796 à la fin de 1799, elle embrasse le Directoire et les Conseils jusqu'au 18 brumaire an 8 ;

La quatrième part du 18 brumaire et embrasse le Consulat.

Dans chacune de ces périodes, le principe révolutionnaire a eu divers modes d'application ; il a agi par voie de réaction pour détruire les institutions du passé, ou même les créations premières de la révolution ; par voie d'organisation pour fonder des institutions nouvelles ; par voie exceptionnelle pour se défendre contre les obstacles ou les attaques dirigées contre lui. Dans les trois premières périodes, il a eu ses puissances, ses instrumens, ses adversaires ; puis est venue l'Epoque consulaire de la réconciliation politique et de l'organisation civile.

1^{re} PÉRIODE (DE 1789 A LA FIN DE 1791).

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

INITIATIVE RÉVOLUTIONNAIRE. — DIVISION.

Les hommes que la révolution jeta sur la scène de l'histoire ne furent pas animés long-temps des mêmes pensées, des mêmes sentimens : à l'enthousiasme du bien se mêlèrent les mauvaises passions.

L'Assemblée constituante représentée par Mirabeau ;

Le club des Jacobins , par Robespierre ;

La presse populaire , par Camille Desmoulins (1) ,
Loustalot (2), Brissot (3), et Marat (4);

Les masses , les districts, les sections où se dessinaient les Maillard et les Danton ;

Enfin l'Émigration et ses projets d'hostilité armée : voilà quels furent les agens dominateurs , les instrumens , les causes vivantes d'irritation qui poussèrent la révolution dans les voies et hors des voies que devait se tracer son cours naturel.

Une grande INITIATIVE fut exercée par l'Assemblée quand elle voulut constituer son pouvoir législatif et dissiper les prétentions des Ordres privilégiés qui songeaient à étouffer la révolution naissante.

De là le titre exclusif d'Assemblée nationale, que prennent les députés du tiers-état dans l'une des premières séances (5), et cet appel aux *députés absents* « qui voudront partager avec eux , après la
« *vérification de leurs pouvoirs* , la suite des grands
« travaux qui doivent procurer la régénération de
« la France ; » de là le serment du jeu de paume (20 juin) « de ne jamais se séparer jusqu'à ce que
« la constitution du royaume soit établie et affermie

(1) Révolutions de France et de Brabant.

(2) Révolutions de Paris.

(3) Le Patriote.

(4) L'Ami du Peuple.

(5) Déclaration du 47 juin.

« sur des fondemens solides ; » de là l'éloquente Adresse de Mirabeau sur le renvoi des troupes réunies près de Versailles ; de là enfin cette conduite pleine de prudence et de fermeté , qui força les deux Ordres privilégiés à se réunir aux Communes , et brisa l'arme du pouvoir absolu dont l'aristocratie et la Cour voulaient charger les débiles mains de Louis XVI.

Mais lorsqu'il fallut mettre la cognée aux racines de l'antique société, l'assemblée hésita , son initiative faiblit : « Ceux qui connaissent le prix du temps ,
 « et qui veulent se prémunir contre les événemens ,
 « disait Mounier , publiciste de l'école anglaise , *choi-*
 « *sissent toujours parmi les actions qu'ils se propo-*
 « *sent ce qui est indispensable , avant de passer à*
 « *ce qui est utile , ou à ce qui peut être différé.* » Ces paroles circonspectes étaient prononcées le 9 juillet 1789 ; elles annonçaient doute , choix , temporisation ; elles furent bientôt démenties par les réalités. — Mais l'impulsion vint du dehors , et l'initiative alors fut prise par le peuple. Le siège de la Bastille , l'insurrection des campagnes , préparèrent la nuit du 4 août. La marche des Parisiens sur Versailles , les sinistres événemens des 5 et 6 octobre , le changement subit de la résidence royale , précédèrent et provoquèrent les mesures décisives de novembre et décembre , telles que la déclaration sur les biens du clergé , la suspension indéfinie des parlemens , la destruction de l'ancienne division des provinces , l'établissement des assemblées primaires.

Avant la fin de l'année 1789, les nombreux Comités de l'assemblée avaient fourni leur tribut à la constitution (1) ; en cinq mois, la France fut couverte des ruines de l'antique organisation et des essais de la nouvelle. Tous les principes du régime nouveau étaient promulgués. Mais, par la force des choses, la destruction alla plus vite que l'organisation, et le désordre s'empara de ces masses agitées qui avaient reçu le sentiment, et non encore l'intelligence d'une nouvelle vie (2).

Au milieu des troubles publics, la société levait un œil d'inquiétude vers le pouvoir constituant, le seul qui parût subsister : l'assemblée avait bientôt déposé sa première hésitation ; les législateurs de 1790, avec la conscience du mouvement qui les entraînait, disaient hardiment au peuple : « On

(1) Il y avait une formation de comités pour tous les grands objets de politique, de finance, de législation : comités de constitution, de finances, d'aliénation de biens nationaux, comité ecclésiastique, comité féodal, etc. Chaque comité était une réunion d'hommes spéciaux ; de leur élaboration sont sortis tous les grands travaux de l'assemblée ; les rapports en sont très-précieux, et une collection particulière de ces rapports serait très-utile. — Nous avons rencontré souvent dans nos recherches le nom d'un député de l'Angoumois, qui vient de mourir et qui mérite d'être cité, M. Pougeard-du-Limbert, de Confolens ; il faisait partie du comité si important de l'aliénation des biens nationaux, et il a fait des rapports dont l'utilité a été signalée par Camus dans ses notices.

(2) Dans une adresse aux habitants des campagnes (*Broch. de 1790*, p. 10), il était dit : « N'oubliez jamais que, lorsqu'on veut créer une plaine, « ce n'est pas seulement les *montagnes* qu'on abaisse, mais les *vallées* qu'on « élève. »

Ce n'était pas au moment même de la révolution que le nivellement était possible.

« nous reproche trop de précipitation.....? C'est en
 « attaquant, en renversant tous les abus à la fois
 « qu'on peut espérer de s'en voir délivrer sans re-
 « tour. Alors seulement chacun se trouve intéressé
 « à l'établissement de l'ordre. Les réformes *lentes et*
 « *partielles* ont fini par ne rien réformer. L'abus que
 « l'on conserve devient l'appui, et bientôt le res-
 « taurateur de tous ceux qu'on croyait avoir dé-
 « truits (2). » Par ce langage énergique, l'assemblée
 nationale sanctionnait et rendait irrésistibles toutes
 les conséquences de l'initiative qui avait été jus-
 qu'alors exercée, quel qu'en fût le moteur : elle ac-
 ceptait le concours des clubs, de la presse, des
 masses populaires. Mais vers la fin de sa carrière,
 elle eut besoin de rassembler toutes ses forces pour
 résister au mouvement précipité des idées et des
 volontés individuelles, qui s'exaltaient dans ces
 mêmes foyers de l'opinion publique.

Entrons dans cette vie si laborieuse. Le moment
 est venu d'étudier et de classer les lois de la révolu-
 tion française d'après ses modes de réaction et d'or-
 ganisation.

Dans notre première période, de 89 à 94, la
 réaction a eu pour objet :

1° De détruire l'ancienne monarchie et ses insti-
 tutions politiques, administratives, judiciaires ;

2° De détruire les institutions attachées au droit
 canonique ;

(2) Adresse de fév. 90. (*Hist. parlem.* 4-332.)

3° De détruire la féodalité conservée dans l'ordre civil.

C'est avec les idées de liberté et d'égalité qu'elle a détruit les anciennes institutions.

C'est aussi avec ces deux idées fondamentales et par leurs combinaisons, que la révolution a organisé la nouvelle société politique, religieuse et civile : elle a voulu mettre *l'égalité* sous la protection de *la liberté*.

Quant aux lois créées pour la défense des intérêts révolutionnaires, elles ont eu leurs principes à part ; elles ont porté le caractère de *lois exceptionnelles* ; mais elles sont rares encore dans cette première période ; c'est plus tard qu'elles ont répondu par la violence aux attaques de l'émigration et de la guerre civile.

SECTION PREMIÈRE.

RÉACTION CONTRE L'ANCIENNE MONARCHIE. — VUES D'ORGANISATION NOUVELLE.

§ 1^{er}. — Réaction contre les institutions politiques.

La révolution a suivi dans ses réactions une marche logique et déterminée par la nature des choses et des obstacles. Sa première nécessité était d'enlever à la Couronne le caractère de royauté absolue : autrement, l'assemblée des députés n'aurait eu qu'une existence précaire ; elle n'aurait pas été un pouvoir dans l'état.

Depuis Louis XIV les Ordres privilégiés avaient confondu leurs intérêts avec ceux de la monarchie absolue. Les députés du tiers-état, par la déclaration du 17 juin sur la commune vérification des pouvoirs, par la prise de possession du titre exclusif

d'Assemblée nationale, se posèrent comme les vrais représentans des intérêts du pays. Leur premier acte politique fut l'exercice d'un droit tout national : l'assemblée nouvelle sanctionna pour la durée de sa session la perception des impôts, et établit la nécessité constitutionnelle de leur vote législatif (1).

Le 23 juin, le roi, organe passif alors de l'aristocratie qui l'entourait, dit aux Communes : « C'est
« comme défenseur des lois de mon royaume,
« que je viens vous en retracer le véritable esprit
« et réprimer les atteintes qui ont pu y être portées. »
— Il exprime sa volonté d'annuler la déclaration du 17 juin, d'annuler aussi comme anti-constitutionnels les arrêtés qui empêcheraient de suivre l'ancienne forme des délibérations. Il va jusqu'à couvrir de sa protection explicite les institutions féodales : « Sont
« nommément exceptées des affaires qui pourront
« être traitées en commun, celles qui regardent les
« droits antiques et constitutionnels des trois ordres...
« *les propriétés féodales et seigneuriales*, les droits
« utiles et les prérogatives honorifiques des deux
« premiers Ordres (2). »

Après avoir déroulé tout le plan du parti aristocratique, qui avait pour chef à la Cour le comte d'Artois, le roi ajoutait : « Si vous m'abandonnez
« dans une si belle entreprise, seul je ferai le bien
« de mes peuples, seul je me considérerai comme
« leur véritable représentant. »

(1) Décrets 17 juin. — 7 oct. 89.

(2) Art. 8 des déclarations du Roi.

A ces paroles menaçantes et qui n'étaient pas celles de Louis XVI, quoique prononcées par lui, l'assemblée répondit par Sieyès : « Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier ; » — par Mirabeau, qui s'adressait à l'envoyé de la cour : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la puissance du peuple... » Elle répondit aussi, dans la même séance, par le décret d'inviolabilité, émané du même orateur : « La personne de chacun des députés est inviolable ; quiconque y attentera est infame, traître envers la nation et coupable de crime capital. » Enfin la constitution de 1791, formée par la réunion d'élémens démocratiques, qu'on voulut en vain modifier par une révision tardive, fut une dernière réponse aux menaces du pouvoir absolu.

La révolution, dans ses réactions politiques, ne s'arrêtait pas à la monarchie des derniers siècles : elle n'était pas moins ennemie du pouvoir combiné de la noblesse, du clergé, des parlemens, que du despotisme ministériel ou des formes absolues de la royauté de Louis XIV. Philippe-le-Bel, en convoquant pour la première fois les états-généraux en 1302, avait résisté à la théocratie ; en ne faisant de la noblesse féodale qu'un Ordre privilégié dans l'état, il avait détrôné la féodalité politique. Le même roi, en donnant une plus grande importance au parlement de Paris, avait organisé une lutte de chaque jour contre les institutions féodales et théocratiques. Mais du quatorzième siècle à la fin du dix-huitième, les états-généraux et les parlemens avaient épuisé

leur vie. Le tiers-état, par son agrandissement, sa richesse, ses lumières, avait pris une importance toute nationale. En présence d'une noblesse contaminée par des traditions et des avilissements de cour, d'un clergé mondain et complice quelquefois d'un siècle sceptique, le tiers-état pouvait se dire et il s'est dit énergiquement *LA NATION* (1). Au souvenir encore récent des luttes parlementaires qui avaient rempli les règnes de Louis XV et de Louis XVI, il pouvait entrevoir la chute prochaine des parlemens non-seulement comme corps politiques, mais de plus comme pouvoir judiciaire. Aussi la révolution se hâta d'arracher du sol de la France les derniers restes de cette monarchie tempérée qui avait rempli une grande mission au sortir de l'ère féodale, mais qui ne pouvait plus répondre aux besoins du 18^e siècle.

Les actes se pressent en peu de temps vers ce but : dès les premiers jours, l'assemblée déclare qu'il ne peut exister d'intermédiaire entre le roi et l'assemblée nationale; puis elle substitue le vote individuel des membres d'une assemblée une et indivisible, le vote par tête, au vote par Ordre des anciens Etats (2); elle prohibe toute distinction de rang et de préséance entre députés (3); elle accomplit la même réaction au dehors par le décret du 26 octobre 1789; elle

(1) C'est le sujet de la fameuse brochure de Sicyès : *Qu'est-ce que le Tiers?*

(2) Le rapport au Roi, du 27 Déc. 1788, laissait à la décision des états la question du vote par baillage ou par tête, et celle de la délibération par ordre ou par tête. • (Voir Décl. 17 juin. — Décr. 13 juillet.)

(3) Arrêté du 15 octobre.

prohibe toute convocation ou assemblée par *Ordres* ; elle veut que désormais les assemblées de baillages se fassent par *individus*. Elle va plus loin, et sur la proposition du député Lambel, appuyée par Lafayette, Noailles, Tracy, Barnave, Lanjuinais, elle décrète, le 49 juin 1790, à la veille de la fédération des gardes nationales, « que la noblesse héréditaire est pour
« toujours abolie ; que les titres de noblesse ne pour-
« ront être pris par qui que ce soit, ni donnés à per-
« sonne ; qu'aucun citoyen ne pourra porter que le
« vrai nom de sa famille (1).

§ 2. — Réaction contre les institutions administratives. —
Vues d'organisation. — Système nouveau des contributions
foncières et mobilières.

De la sphère des pouvoirs politiques la réaction se porta immédiatement sur le système administratif. — Les privilèges des provinces et des communautés, les privilèges personnels en matière de subsides, la vénalité des offices de judicature et des offices municipaux, furent compris dans le vaste sacrifice de la nuit du 4 août. L'admissibilité, sans distinction de naissance, aux emplois et dignités civils et militaires, fut proclamée ; et la Déclaration des droits exprima ce principe, destructif de tout l'ancien régime féodal et monarchique, « qu'au-
« cune fonction publique ne peut être considérée
« comme la *propriété* de ceux qui l'exercent. »

(1) Elle abolit même l'usage des livrées et armoiries.

Une réforme fondamentale était à faire dans l'ordre administratif, c'était celle relative à la division par provinces. Thouret l'appelait de ses vœux à la tribune, en novembre 1789 : « Ne désespérons pas
« que le jour viendra où l'esprit national étant mieux
« formé, tous les Français étant réunis en une seule
« famille, n'ayant qu'une seule loi et un seul mode de
« gouvernement, abjureront tous les préjugés de l'es-
« prit de corporation particulière et locale. La
« constitution doit prévoir, provoquer et faciliter
« ce bon mouvement qui rendra la nation française
« la première et la plus heureuse nation du monde. »

Cette réalisation de l'unité nationale ne se fit pas attendre.

Le royaume était partagé en autant de divisions différentes qu'il y avait de diverses espèces de régimes ou de pouvoirs :

- En diocèses, sous le rapport ecclésiastique ;
- En gouvernemens, sous le rapport militaire ;
- En généralités, sous le rapport administratif ;
- En baillages, sous le rapport judiciaire (1).

Le 22 décembre 1789, la division territoriale fut effacée. Les provinces perdirent leurs noms comme elles avaient déjà perdu leurs privilèges ; et la division par départemens, par districts, par cantons, par municipalités, fut décrétée (2). Les difficultés du sol et des habitudes provinciales s'ap-

(1) Thouret. — Séance du 29 septembre. (*Hist. parlem.* 3-28.)

(2) La mesure ne fut décrétée définitivement que le 26 février 1790.

planirent devant la volonté législative. L'unité nationale, œuvre lente et glorieuse de Philippe-Auguste, St-Louis, Philippe-le-Bel, Charles VII, Louis XI, Richelieu, Louis XIV, reçut de la révolution sa sanction définitive. La France ne fut plus une réunion de provinces et de peuples divers; il n'y eut plus qu'un territoire, le territoire français; qu'un seul peuple, le peuple français : la loi contient ces belles paroles : « Une constitution nationale et
 « la liberté publique étant plus avantageuses aux
 « provinces que les privilèges dont quelques-unes
 « jouissaient et dont le sacrifice est nécessaire à
 « l'union intime de toutes les parties de l'empire,
 « il est déclaré que tous les privilèges particuliers
 « des provinces, principautés, pays, cantons, villes
 « et communautés d'habitans, de quelque nature
 « qu'ils soient, sont abolis sans retour et demeureront
 « confondus *dans le droit commun* des Français (1). »

Louis XVI, qui avait pris plaisir à tracer de sa main la nouvelle carte du royaume, disait à l'assemblée constituante, dans une séance illustrée par l'enthousiasme du serment civique (4 février 1790) : « Cette
 « subdivision égale et sagement motivée, qui, en af-
 « faiblissant les anciennes séparations de provinces
 « à provinces, et en établissant un système général et
 « complet d'équilibre, réunit davantage à un même
 « esprit et à un même intérêt toutes les parties du
 « royaume; cette grande idée, ce salutaire dessein

(1) Décr. du 11 août 1789, art. 40.

« vous sont entièrement dus. Il ne fallait pas moins
 « qu'une réunion de la part des représentans de la
 « nation , il ne fallait pas moins que leur juste ascen-
 « dant sur l'opinion générale , pour entreprendre
 « avec confiance un changement d'une aussi grande
 « importance , et pour vaincre , au nom de la raison ,
 « la résistance de l'habitude et des intérêts particu-
 « liers. »

A la division nouvelle correspondit un vaste système d'élection. Les assemblées primaires de tous les citoyens actifs, qui étaient au nombre de plus de 4 millions (1), furent instituées dans les cantons pour nommer les électeurs ; et ceux-ci devaient choisir les membres de l'assemblée nationale , de l'administration de département, de l'administration de district.

Le dernier élément auquel s'arrêta la division territoriale et administrative , fut la commune ou municipalité. La constitution de cette unité particulière répandue sur tous les points du royaume, fut élective et essentiellement démocratique. 44,828 municipalités furent décrétées dans la France divisée en 83 départemens , et commencèrent ensemble leur organisation intérieure , organisation compliquée qui renfermait une assemblée générale de tous les citoyens actifs pour l'exercice du droit d'élection,

(1) Être Français ou devenu Français, majeur de 25 ans , domicilié de fait dans le canton , payer une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail , n'être point domestique : c'est avoir la qualité de citoyen actif. (Voir le Décr. du 45 Janvier 1790.)

un corps municipal, un conseil général de la commune, un bureau exécutif, un maire, un procureur de la commune, un secrétaire-greffier et un trésorier (1).

Les droits de présentation, nomination ou confirmation, et les droits de présidence ou de présence aux assemblées municipales, attachés autrefois à la possession de certaines terres, aux fonctions des commandants de provinces ou de villes, aux évêchés, ou archevêchés, furent expressément abolis (2).

Deux espèces de fonctions furent départies aux corps municipaux, les unes propres au pouvoir communal, les autres relatives à l'administration générale; celles-ci étaient déléguées par l'état aux municipalités.

Au milieu des innovations et des réformes se régularisait une institution destinée à les défendre et à protéger l'ordre public : l'institution des milices nationales. Mirabeau, dès l'année 1788, avait improvisé la garde nationale dans la Provence agitée (3); le 14 juillet la fit surgir dans Paris et bientôt dans toute la France; c'était l'une des pensées créatrices de Sieyès. La loi du 29 septembre 1791 l'organisa, en employant pour principal mobile l'amour des droits nouveaux, inhérens à la qualité, de

(1) Décr. du 14 décemb. 1789, art. 5-16-26-30-31-32-33-37; Décr. du 29 déc. (Voir aussi *Hist. parlem.* 8-320.)

(2) Décr. 14 déc. 3.

(3) *Mém. de Mirabeau*, t. 5.

citoyen actif. La conservation de ces droits tenait à l'inscription sur les registres de la garde civique (1); et dans cette première ferveur du patriotisme, l'amour du devoir, l'honneur du service étaient l'une des sources de la pénalité. « Pour manquement au service ou à l'ordre, disait la loi, la peine sera d'être *suspendu de l'honneur de servir* depuis un jour jusqu'à trois (2); » trait caractéristique de cette époque de dévouement à la chose publique.

L'une des révolutions administratives dont l'importance répondit le plus à celle de la division départementale, fut la réforme des impôts. Nulle branche d'administration n'avait donné lieu à plus de travaux, de systèmes, de conceptions en tout genre. Les financiers et les économistes avaient exploité cette science difficile des revenus publics, les uns pour augmenter les ressources de l'état, les autres pour alléger le fardeau des peuples. « L'assemblée nationale, dit Camus (2), a voulu, dans la détermination des contributions publiques, évincer tout esprit de système et ne procéder que d'après les principes, en accordant à la nécessité impérieuse ce qu'elle contraignait de lui céder. Les principes veulent l'établissement d'une contribution uniforme, égale, modérée sur les facultés évidentes et reconnues..... Les principes

(1) Décr. 28 sept. 2-4.

(2) Sect. 5-11.

(3) Notice 7^e, p. 24.

« établissent les contributions directes; la nécessité
« exige les contributions indirectes. »

L'égalité des impôts était une conquête facile à faire sur les nobles et les privilégiés. L'opinion publique, depuis long-temps, avait battu en ruine les privilèges en matière de subsides. Le vœu d'égalité avait été émis par les Notables, et par l'Ordre de la noblesse avant sa réunion aux Communes. Il fut réalisé par les arrêtés du 4 août; et les privilégiés offrirent de supporter la charge égale des impositions pour le dernier semestre de 1789 (1). Mais avec ce principe fondamental d'égalité et d'uniformité, il fallait à l'assemblée une théorie qui régularisât l'action de l'état sur la fortune des citoyens, pour la répartition proportionnelle des charges publiques.

L'assemblée substitua d'abord le terme de *contribution* à celui d'impôt : la contribution suppose le consentement libre de celui qui paie (1); et le droit de consentir les impôts, qui avait été si vivement réclamé dans les anciens états-généraux, fut aussi le premier des droits reconquis par la nation française. La nécessité d'une contribution commune, répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés, est un devoir social qui fut inscrit dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen,

(1) Il y avait 200 mille familles privilégiées; la charge répartie sur elles donna 36 millions. (Adresse, 24 juin 1791.)

(2) « Un peuple libre n'acquiesce que des contributions; un peuple esclave
« paie des impôts, » dit le Dictionnaire de la Constitution.

muette cependant sur la loi du devoir en général. Telle était, au surplus, l'importance que l'assemblée attachait au consentement libre des impositions, que la constitution attribua exclusivement au corps législatif l'établissement et la fixation des contributions, et qu'elle affranchit les décrets sur cette matière, de la sanction royale nécessaire pour les autres actes de législation (1). — Elle donna aux assemblées nationales le droit de suivre l'emploi des fonds publics ; et l'établissement de ce droit constitutionnel fit supprimer la Cour des comptes qui, depuis, a concilié son existence avec le gouvernement représentatif, en suivant dans ses dernières ramifications les dépenses de l'état, des départemens et des communes.

L'assemblée parut adopter l'ancienne division des impôts *directs* et des impôts *indirects* ; mais elle abolit tous les impôts qui étaient classés par le régime antérieur dans ces deux catégories : la *taille* personnelle et réelle, le 20^e, la *capitation*, la *dîme*, qui étaient rangés dans la première ; les *droits d'aides* sur les boissons, les *droits d'entrée et de circulation*, la *gabelle* (2) et autres impositions de monopole, de privilège exclusif, qui étaient rangées dans la seconde : toutefois, elle ne supprima ces impositions

(1) Constit. de 1791, sect. 3. — Tit. 5. — Art. 8.

(2) La gabelle qui avait été toujours si odieuse et qui dans le 16^e siècle avait été le sujet de graves insurrections, avait coûté au peuple, en 1787, 76 millions 592;532 liv., c'est-à-dire 5 liv. 14 s. par tête. (Rapport de Dupont de Nemours, 14 août 1790).

indirectes qu'après beaucoup d'efforts et de décrets pour les maintenir, au moins en partie; elle ne céda qu'à la répulsion générale dont ces impôts étaient l'objet. Il ne resta dans la classe des contributions indirectes que les douanes reportées aux frontières⁽¹⁾ et les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque qui rentraient dans un autre ordre d'idées.

— Aussi n'est-ce pas dans la division des contributions *directes* et *indirectes* qu'il faut chercher la doctrine de l'assemblée nationale; c'est dans les principes donnés par la nature des choses.

Sa théorie peut se ramener aux bases suivantes :

Tous les biens ayant besoin de la protection de la société doivent contribuer aux dépenses d'intérêt public et d'administration. L'impôt doit saisir les *facultés réelles*, qu'elles soient apparentes ou occultes par leur nature; mais ces dernières ne peuvent être frappées par l'impôt qu'au moment où elles se produisent par des faits extérieurs, par des signes certains. L'égalité doit régner dans l'application des impôts, mais cette égalité doit être proportionnelle et à l'étendue des facultés et à la différence de leur nature.

Sous le point de vue administratif des contributions publiques, il y a d'abord deux espèces de propriété, la propriété foncière et la propriété mobilière; deux espèces de propriétaires, les *propriétaires fonciers* et les *capitalistes*.

(1) Décr. 31 oct. 90, 23 avril 91.

On doit placer dans un ordre à part la classe industrielle des travailleurs et des commerçans. Le propriétaire d'un capital, en le louant, en l'aliénant, peut favoriser un travail utile ; il se fait, entre le capitaliste et le travailleur, une sorte de société qui distribue entre eux les revenus des capitaux mobiliers et du travail : la propriété industrielle et commerciale doit donc être considérée comme une source plus abondante de revenus que la simple propriété mobilière.

Les immeubles, les capitaux mobiliers, la propriété industrielle et commerciale, voilà la matière imposable.

L'impôt direct, régulier, annuel ne peut être qu'un prélèvement sur les *revenus* fonciers, mobiliers, industriels. — Dans un ordre bien réglé de dépenses privées, les hommes ne mettent que leurs revenus ; c'est donc seulement une part de revenus qui doit passer dans les dépenses publiques.

La contribution directe a été divisée par l'assemblée nationale en contribution foncière et contribution mobilière : elle a répondu ainsi à la division de la propriété en biens immeubles et capitaux.

Les biens immeubles sont apparens ; ils ne peuvent être dissimulés ; ils créent des *facultés* essentiellement *imposables*, puisqu'ils réclament la protection efficace et continuelle de la société : ils sont l'objet de la contribution foncière qui a été fixée, pour le maximum, au sixième du revenu net des immeubles.

Les capitaux n'ont pas, comme les immeubles, une réalité extérieure.

La contribution mobilière créée par l'assemblée constituante, a eu pour objet de les atteindre, mais en évitant l'arbitraire de la *taille personnelle* et de la *capitation*.

C'est la valeur du loyer d'habitation que l'assemblée a prise pour le signe de la fortune mobilière et la base de la contribution. La loi a supposé que l'importance ou la médiocrité de l'habitation révélait l'abondance ou la médiocrité des capitaux ou des ressources professionnelles. Mais comme elle était dans un ordre d'idées un peu conjecturales, au lieu de fixer le même taux que pour la contribution foncière, elle a pris pour base de la contribution mobilière le vingtième ou le dix-huitième du revenu des capitaux, présumés par la valeur des logemens (1).

L'égalité proportionnelle; qu'elle adoptait pour principe, conduisait à une gradation d'impôts selon les signes de fortune; et dans la contribution mobilière s'est placé comme élément d'augmentation l'impôt somptuaire : une taxe a été prescrite à raison du nombre de *domestiques* et de *chevaux*. L'assemblée ne frappait pas le luxe avec l'austérité du chancelier de L'Hôpital qui prescrivait les dépenses de vêtement et de table selon les conditions; mais

(1) Quelques intendants des provinces avaient déjà adopté le loyer comme base d'impôt.

elle regardait le luxe comme signe de richesse, et le taxait en conséquence.

Pour imposer l'industrie, l'assemblée nationale a créé les patentes.

Les patentes s'appuient sur le même principe que la contribution mobilière ; elles en sont une branche extensive : elles sont proportionnelles et à la durée de l'entreprise industrielle ou commerciale et à l'importance des capitaux qu'on y emploie ou des profits qu'on en retire ; cette importance se manifeste au dehors par l'étendue, l'apparence, le prix du logement de l'entreprise et de l'entrepreneur (1).

L'assemblée nationale se trouvait en présence d'un ordre de choses où abondaient des rentes foncières de toute espèce, des rentes perpétuelles et viagères, et qui soumettait ces rentes à la retenue des impositions royales. Elle transporta ce droit de retenue dans le système nouveau. Les propriétaires de fonds grevés de rentes, et même les débiteurs d'intérêts et de rentes perpétuelles constituées avant la publication des nouveaux décrets, furent autorisés à faire, en les acquittant, *une retenue proportionnelle* à la contribution foncière (2) ; cette retenue fut ensuite fixée uniformément au cinquième du montant des rentes et intérêts (3). Mais pour l'avenir,

(1) Ad. du 24 juin 1791.

(2) Décr. 23 nov. 1790, tit. 3, 6 et 7.

(3) 7 juin 1791. Même disposition, Décr. 24 décemb. 1791, assemblée législative.

les stipulations sur la retenue de la contribution furent déclarées libres ; seulement, dans le silence des contractans, la retenue existait de plein droit (1).

Le désir d'atteindre les capitaux dans leur emploi ostensible fit réclamer une imposition particulière sur les rentes dues par l'état. La motion faite à ce sujet, fut renvoyée d'abord au comité des contributions, et ensuite rejetée (2).—Les besoins du crédit public, la foi des engagements pris au nom de l'honneur national envers les créanciers de l'état, motivèrent le rejet. — La retenue sur les rentes particulières ne pouvait, pas sans doute, s'appliquer aux rentes sur l'état : en effet, l'état, débiteur de la rente publique, ne se payait pas d'impôt à lui-même à la décharge du créancier ; il ne pouvait donc pas retenir une avance qu'il ne faisait pas ; mais il y avait une plus sérieuse analogie qui pouvait faire imposer les rentes sur l'état : puisque les capitaux mis dans l'industrie paient l'impôt spécial des patentes, pourquoi les capitaux rendus productifs pour le prêteur, par l'intermédiaire de l'état, seraient-ils affranchis de la condition des autres capitaux ? Il y a identité de raison : de part et d'autre, emploi ostensible de capitaux mobiliers. Mais la situation de l'assemblée nationale, au milieu des crises financières,

(1) Décr. 23 nov. 90, tit. 2-9.

(2) Rapport du comité, 3 déc. 1790.—Décr. 4 déc.—C'est le député Laverne qui fit la motion. (*Hist. parlam.* 4.)

ne lui permettait pas d'appliquer ici le principe d'égalité (1).

Les revenus fonciers, mobiliers et industriels alimentaient la contribution directe; ce que l'Assemblée nationale conserva d'imposition indirecte, frappa sur les capitaux eux-mêmes. Les capitaux furent frappés à l'entrée du royaume par les douanes, mais la liberté de la circulation intérieure fut sans réserve. L'ancien régime connaissait, dans la classe des impositions sur les actes, les droits de contrôle, d'insinuation, de centième denier, de greffe et consignations, lettres de ratification, etc., etc. « L'assemblée n'a conservé d'impositions qui « portassent sur les capitaux, dans l'intérieur du « royaume, que celles qui correspondaient à cette classe : *les droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque* (2). » Seize droits différens, aggravés par une foule de lettres-patentes, d'arrêts du conseil et d'ordonnances, d'une interprétation arbitraire et difficile, ont été réunis en un seul, sous le titre *de droit d'enregistrement*, et réglés par une seule loi de

(1) La question actuelle de la conversion des rentes est une branche de la question d'imposition des rentes sur l'état; la conversion, à la vérité, est censée volontaire, puisqu'il y a offre de remboursement, mais par le fait on présume que le créancier aimera mieux convertir que de recevoir son remboursement; la mesure est fondée sur cette probabilité, car le remboursement intégral est impossible; pourquoi donc ne pas soumettre plutôt les rentiers à la condition uniforme de toute propriété *apparente*, à la condition de l'impôt qui serait exercé par une retenue semestrielle sur les intérêts, et dont chaque acheteur de rentes serait averti par la quotité de la rente achetée et par la date de l'achat?

(2) Adresse du 24 juin 1791.

peu d'étendue. Ces droits d'enregistrement, qui comprenaient aussi les droits de succession, sont une imposition sur les transactions entre citoyens, sur les mutations de propriété. Ils ont pour base, d'une part, le service public qui complète l'authenticité des actes *notariés*, qui certifie l'existence et la date des actes sous signature privée; d'autre part, la possibilité d'atteindre les capitaux dans leur circulation, sans que la sécurité du citoyen puisse être inquiétée par d'indiscrètes recherches. Lorsque les capitaux se réalisent au dehors, et que par leur transformation territoriale, ils réclament de la société une protection efficace et continue, ils se trouvent frappés d'un prélèvement en faveur de la société. De même, quand ils passent d'un propriétaire à un autre par voie de cession, ou d'une génération à une autre par voie d'hérédité, il y a encore pour l'état un prélèvement ou sur le capital employé dans l'acquisition, ou sur les biens transmis par succession : une sorte de prime est payée d'avance par les nouveaux propriétaires en vue de la protection sociale. — Telle est du moins la plus favorable explication des droits de *mutation*, qui ont tiré leur origine de la féodalité, mais qui, en passant du seigneur féodal à la société, ont grandi de toute la différence de l'intérêt privé à l'intérêt public, de l'exploitation de l'homme par l'homme à la contribution du citoyen.

Les droits de succession qui font partie des droits de mutation pris dans le sens générique, peuvent devenir menaçans pour la propriété, selon les doc-

trines reçues en matière de propriété foncière. La fausse doctrine qui regarde la propriété et sa transmissibilité comme une concession purement arbitraire de la société, peut légitimer les droits de succession les plus élevés : ils deviennent alors une simple rétention sur une concession que l'état aurait pu ne pas faire. — Mais la doctrine vraiment sociale qui, dans la transmission héréditaire ou testamentaire, ne voit que l'effet ou l'exercice naturel du droit de propriété, limite les droits de succession à une contribution nécessaire et proportionnelle aux charges publiques ; elle combine cette obligation avec le droit plus ou moins éloigné que l'héritier pouvait prétendre aux biens qui lui sont transmis. Ce principe de modération, qui respecte la propriété dans ses voies naturelles de transmission, a dirigé l'assemblée nationale (1). Les droits sont déterminés par elle selon la différence des lignes directes ou collatérales, et selon la différence des degrés de parenté. Mais en intéressant les percepteurs des droits d'enregistrement ou de succession à grossir leurs recettes pour grossir leur traitement, elle a donné à cette administration une habitude d'investigation, d'inquiétude et de rigueur, qui révèle trop souvent l'association de l'intérêt personnel à l'exercice d'une fonction publique (2).

L'assemblée ouvrait la voie à toutes les grandes

(1) Décr. 5 déc. 1790.

(2) Décr. 27 mai 1791, art. 8 ; le Décr. étendait ce droit à la régie de l'enregistrement et à la régie des douanes.

pensées, lors même qu'elle ne pouvait pas les organiser. Après la division territoriale par départemens, après la réforme générale des impôts, elle sentit de quelle importance serait le cadastre général des communes pour l'assiette juste et proportionnelle des contributions foncières, pour les vues d'améliorations agricoles et pour la statistique de la France. Elle ordonna que l'ingénieur chargé de l'opération ferait d'abord un plan de *masse* pour présenter la circonscription de la communauté et sa division en sections, et formerait ensuite les plans de détail qui composeraient le *parcellaire* de la communauté (4). L'institution du cadastre peut avoir un jour les plus grands résultats pour faciliter les échanges et mettre en circulation la richesse territoriale.

Enfin le législateur de 89 qui réformait l'administration tout entière, lui donna la sanction sans laquelle son existence aurait été toujours incomplète et précaire. L'ancienne administration avait été souvent refoulée en deçà de ses limites par la puissance judiciaire; les parlemens s'étaient associés au pouvoir gouvernemental, et leur suprématie ôtait à l'administration l'indépendance qu'elle doit avoir dans sa sphère d'action. Le principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, fut proclamé par l'assemblée nationale; et l'indépendance de l'autorité administrative devint une maxime du droit public de la France.

(4) Décr. 4 et 24 août, et Décr. 16 sept. 1791.

§ 3. — Réaction contre les institutions judiciaires. — Vues sur le jury civil, l'inamovibilité, l'élection des juges. — Principes des juridictions nouvelles.

L'institution judiciaire de l'ancienne monarchie était antipathique à la révolution. Le parlement de Paris, en réclamant les formes oubliées des Etats de 1614, pour paralyser les états-généraux qu'il avait imprudemment convoqués, avait perdu en un seul jour le fruit d'une popularité laborieusement acquise. — L'assemblée nationale, avant de remplacer les parlemens, les mit dédaigneusement en *vacances indéfinies* (1).

Les parlemens de Rouen, de Metz, les états du Cambrésis, les parlemens de Rennes et de Bordeaux, représentés par les chambres des vacations qu'on avait provisoirement maintenues, prirent des délibérations hostiles, refusèrent l'enregistrement des décrets, firent des adresses au Roi. Les magistrats opposans furent appelés à la barre de l'Assemblée pour répondre de leurs protestations (2). — La résistance de l'esprit parlementaire accéléra la solution des grandes questions que l'organisation judiciaire portait avec elle.

Les plus graves étaient relatives à l'établissement du jury en matière civile, à l'inamovibilité des magistrats, à l'élection des juges, à la nature et à la division, à l'ordre et à la compétence des juridictions nouvelles.

1) Décr. 3 nov. 89.

(2) Fév. 90.

Tous les esprits et tous les vœux étaient d'accord sur l'établissement des jurés en matière criminelle, et sur la nécessité immédiate de réformer la législation pénale de 1670, objets étrangers à notre plan.

Il n'en était pas ainsi de l'établissement du jury en matière civile. Les esprits étaient divisés ; les théoriciens et les praticiens se combattirent vivement.

Adrien Duport, qui avait été membre du Parlement de Paris, et qui avait une grande hardiesse de conception, a attaché son nom au projet d'établir en France le jury civil ; Barnave, moins systématique, d'un talent plus abondant et plus libre, rivalisa d'efforts avec lui en faveur de cette thèse d'organisation sociale. — Les orateurs qui se joignirent à eux pour demander l'établissement immédiat du jury en matière civile, ou du moins la déclaration du principe, comme base nécessaire d'une organisation ultérieure, furent Rœderer, Pétion, Barrère et ROBESPIERRE lui-même, qui combattit le principe en 1793, époque à laquelle il pouvait enfin se révéler tout entier (1).

Sieyès qui passait pour l'esprit le plus profond de l'assemblée, proposa un jury spécial qui n'en avait que le nom, car il confondait dans la même juridiction le fait et le droit : le projet, annoncé

(1) Il soutint, lors de la discussion de la Constitution de 93, *les arbitres publics* proposés par le Comité de salut public, et s'opposa au jury réclamé par Cambacérès : il déclara qu'il n'avait soutenu le jury civil, en 89, que comme moyen de combattre les ennemis de la Révolution.

à grand bruit , avorta devant une assemblée, étonnée et confuse de sa précoce admiration.

Thouret et Mirabeau se sont déclarés contre le jury civil : toutefois , ils ne l'ont pas regardé comme impraticable dans l'avenir. Ils subordonnaient la possibilité de son établissement à deux conditions , la simplification des lois civiles , et la disposition plus favorable de l'opinion publique.

Deux hommes , dont l'un surtout était une grande autorité en matière judiciaire , Lanjuinais et TRONCHET, repoussèrent d'une manière absolue l'institution du jury civil , considérée soit en elle-même , soit par rapport à la France.

Dans cette discussion solennelle, cherchons les principes.

La base logique de la théorie de Duport est la nécessité de séparer le fait et le droit. Il faut que le fait soit déterminé , avant qu'il y ait possibilité de jugement , c'est-à-dire de comparaison du fait avec la loi , d'application de la loi au fait.

La base morale de cette théorie est la nécessité d'une justice impartiale. Au civil , le juge qui aura vu qu'un fait n'est pas prouvé par une partie, ne peut pas facilement adopter les moyens de droit qui devront lui faire gagner sa cause : l'application de la loi n'est donc pas impartiale et libre.....

Enfin , la base expérimentale et historique est dans l'exemple de Rome , de l'Angleterre , des États-Unis ; elle est , par conséquent , dans l'antiquité , dans le moyen-âge , dans les temps mo-

dermes. A Rome, l'institution judiciaire reposait sur la distinction du fait et du droit. Le fait était déclaré par les citoyens que désignait le préteur ; le droit était appliqué par le préteur lui-même, ou conformément à la formule qu'il avait donnée au juge délégué. — En Angleterre, l'institution du jury s'étend avec la même universalité aux matières civiles et aux matières criminelles. — La constitution des États-Unis porte : « Dans toute
« discussion de justice qui intéresse la *pro-*
« *priété*, la manière ancienne de procéder par jurés
« est la meilleure sauvegarde des droits du peuple. »

Aux objections que l'on pouvait tirer : 1° de la difficulté des questions et de l'obscurité des procès ; 2° de la complication des lois, de la multiplicité des coutumes, Duport répondait, quant aux procès : « A leur naissance, les procès sont d'ordinaire
« assez simples; presque toutes les discussions judi-
« ciaires viennent de l'obscurité dans les faits.
« Tous les procès qu'on peut imaginer et tou-
« tes les questions quelconques sont renfermées
« dans cette triple division : contestation sur la loi,
« faits convenus. — Contestation sur le fait, loi
« convenue. — Contestation et sur le fait et sur la
« loi. — Tout procès engagé par un débat contra-
« dictoire se résume en fait ou en droit. *Le résumé*,
« en fait ou en droit, indiquerait l'accord ou le
« désaccord, et la juridiction du jury ou du tri-
« bunal. »

Quant à la complication des lois, le théoricien répondait : « Lorsque vous n'aurez plus ni retraits,

« ni substitutions, ni droits d'aînesse, ni droits féo-
 « daux, ni dîmes, ni affaires ecclésiastiques; lorsque
 « vous aurez converti les *lods et ventes*, et modifié
 « le droit de *contrôle* qui dénature un grand nombre
 « d'actes; réformé nos coutumes déjà *aux trois*
 « *quarts détruites*; lorsqu'enfin les lois seront deve-
 « nues plus précises et plus claires, les trois quarts
 « des procès n'existeront plus (1). »

Tel est, dans sa substance rationnelle et en le saisisant au milieu des débats qui le développent, le système de Duport.

Tronchet, jurisconsulte, enrichi d'une longue expérience, attaqua cette théorie dans sa distinction fondamentale du fait et du droit; il soutint que toutes les questions judiciaires sont mixtes, ou mêlées de fait et de droit. « Il n'est pas un homme, dit-il, ayant *quelque expérience* des affaires, qui ne convienne que, d'après la nature de celles qui se présentent dans nos tribunaux, il n'en est pas *une sur cent*, de celles que nous appelons questions de fait, dans laquelle les questions de fait soient matériellement divisibles de la question de droit (2). » — Il s'attache ensuite à prouver que si l'institution du jury civil avait été possible en Angleterre, c'est que que les lois anglaises avaient un caractère spécial tout-à-fait opposé à la législation civile de la France. Les Anglais avaient conservé les formules d'action venant de la procédure romaine: une

(1) Choix des rapports, 3-282.

(2) *Hist. parlem.* 5-259 et suivantes.

formule de droit répondant à chaque action, la distinction matérielle du fait et du droit pouvait exister : mais les faits étaient mutilés ou étouffés par la formule, et la vérité du fait disparaissait dans l'application. Le plus grand publiciste de l'Angleterre, Blakstone, en donne de nombreux exemples. — En second lieu, la preuve testimoniale est admise en Angleterre pour tous les faits, sans différence entre les actes civils, sans limite dans les quotités et les sommes litigieuses.

En France, au contraire, le principe fondamental de la jurisprudence était :

1° Que les actions n'avaient point de formule, sauf peut-être en matière de retrait lignager ;

2° Que la preuve testimoniale n'était pas admissible au-dessus de 400 fr. ; que dès lors toutes les preuves des conventions civiles reposaient sur des écrits qu'il fallait apprécier dans leurs conséquences légales.

En s'opposant à l'institution du jury civil, le sévère Tronchet ne faisait aucune réserve en faveur de l'avenir. Il affirmait « que la forme particulière
« du jury civil des Anglais était et *serait toujours*
« impraticable parmi nous (1). » — Dans ses idées, réduites à leur plus rigoureuse expression, « les
« jurés au civil ne peuvent être que de simples vérificateurs de preuves extérieures et matérielles ,

(1) *Hist. parlém.* 5-262-265.

« d'après lesquelles ils doivent se borner à attester
« qu'un fait existe ou non (1). »

La voix et l'expérience de Tronchet l'emportèrent sur la théorie nouvelle de Duport et de Barnave : l'assemblée nationale, qui établit avec une foi pleine et entière les jurés en matières criminelles, repoussa le jury des tribunaux civils. — Toutefois des convictions isolées conservèrent leur énergie, et la discussion sur le jury civil a été reproduite dans le cours de la révolution.

Elle fut soulevée dans la Convention au moment où le comité du salut public enfantait la Constitution républicaine, inaugurée le 40 Août 1793, et morte à sa naissance. L'unité du sujet, malgré la différence des époques, nous force de rattacher cette seconde tentative à la première. C'est Cambacérès qui remit en lumière la pensée de Duport, mais il ne donna aucun argument nouveau à l'appui de la théorie (2). — Pour renverser la grande objection sur l'impossibilité de séparer matériellement le fait et le droit, il se contenta d'affirmer

(1) La loi du 27 juillet 1833, ch. 2, sur l'expropriation publique, qui a fait parmi nous la première expérience du jury civil, a considéré les jurés comme Tronchet lui-même; ce sont des *vérificateurs et estimateurs*, des experts dont la déclaration doit lier les juges du droit.

(2) Il donna un argument de circonstance qui n'a sans doute pas une grande valeur scientifique, mais qui distingue les époques de 89 et de 93. — « On demande que les tribunaux soient garnis de *sans-culottes*; mais le véritable moyen d'atteindre ce but est celui d'associer des jurés aux juges; car le peuple choisira les jurés, et il est à présumer qu'il donnera la préférence aux *sans-culottes*. »

qu'à l'avenir les procès ne présenteraient presque jamais que des points de fait à éclaircir ; que la plupart seraient terminés par un rapport d'experts ou par une preuve testimoniale. « Il ne peut rester, dit-il, aux tribunaux d'autre litige que celui qui dérive des *questions d'état, des actions possessionnelles, ou de l'exécution des contrats* (1). »

La Convention incertaine renvoya plusieurs fois la question à son comité de salut public : Hérault-de-Sechelles fit le rapport (2) ; l'ancien avocat-général au parlement de Paris développa de puissans argumens contre le jury civil, et sa parole produisit sur la Convention le même effet que le discours de Tronchet sur l'assemblée constituante ; on peut même dire que son rapport toucha mieux au vif de la question.

Il laissa de côté l'exemple de l'Angleterre et les expériences historiques qui ne peuvent avoir une grande valeur en dehors du peuple, des conditions et des mœurs qui les ont soutenues ; il considéra le jury civil en lui-même et dans ses différences avec le jury criminel : c'est dans la nature des lois civiles et criminelles, et selon l'expression de Montesquieu, *dans les rapports nécessaires qui en dérivent*, que se trouve le fond de la question ; c'est là que le rapporteur du Comité en chercha la solution. — Plaçons-nous sur le même terrain.

Le délit et la peine, voilà les élémens de tout procès

(1) Choix des Rapp. 42-386. — Disc. du 16 juin 1793.

(2) Rapport du 20 juin 93. Choix des Rapports, t. 42-412.

criminel; un délit existe-t-il? Y a-t-il un coupable? Voilà sur quoi prononce le jury. — Si la loi pénale est insuffisante, si elle est muette ou douteuse sur le fait incriminé, la justice criminelle est obligée d'*absoudre*; nulle place à l'arbitraire du juge.

En matière civile, il ne peut exister une loi pour chaque contestation; le jury déclarera le fait. — Mais comment se fera l'application de la loi? Le fait peut être considéré sous plusieurs rapports; il peut présenter des conséquences différentes; les juges civils, jetés nécessairement dans le domaine de l'appréciation des faits, seront jurés sous ce rapport; ils confondront les deux fonctions, ils absorberont la mission du jury; leur opinion pourra complètement anéantir sa déclaration, conséquence monstrueuse. — Pour éviter ce vice destructif du jury, il faudrait un code civil qui embrassât dans ses détails tous les cas possibles de contestation entre les citoyens; or il y a *impossibilité absolue* de prévoir tous les cas, c'est là une vérité reconnue en législation civile. Jamais les espèces ne sont les mêmes dans les mille questions qui s'agitent devant les tribunaux, et une légère circonstance de fait a souvent, dans le droit, une grave conséquence (1). Quand la loi civile est muette, le juge ne doit pas s'abstenir, comme le juge criminel doit absoudre dans le silence de la loi pénale; il faut qu'il statue: il ne fait pas alors une application de la loi, puis-

(1) C'est la maxime de Dumoulin, *modica circumstantia facti inducit magnam juris diversitatem*. (T. 4^{er}, p. 555, no 164.)

qu'elle n'existe pas ; c'est un jugement d'équité qu'il rend , c'est une appréciation rationnelle des faits de la cause , combinés avec les notions du droit, qui émane de sa conscience et qui devient son œuvre de justice. Mais cette opération n'a aucun rapport avec l'application d'un texte pénal à un fait caractérisé par la loi, à des circonstances légalement qualifiées. Ainsi la différence qui existe dans la nature des faits criminels , des faits civils , dans la nature des lois civiles et des lois criminelles , les conséquences nécessaires qui dérivent de ces différences pour l'opération du juge ; voilà une première raison qui ne permet pas de conclure de l'institution du jury criminel à l'institution du jury civil.

Une autre différence est signalée par le rapporteur ; elle est fondée sur une expérience toute judiciaire. En matière criminelle, on remonte du fait à la loi ; en matière civile, on descend ordinairement de la loi au fait. — Par exemple, un individu agit en partage de succession ; on lui conteste sa qualité d'héritier, et il produit des titres pour la prouver ; on conteste ses titres dans leur forme ou dans leur nature : le sort du procès dépend des questions de droit qu'il faut résoudre. C'est après avoir réglé le droit qu'on passera au fait du partage. — A quoi tient cette différence dans l'opération du juge criminel et du juge civil ? Hérault-de-Sechelles la constate , mais il n'en cherche pas la raison. — Cette différence nous semble résulter de la nature même des jugemens criminels et civils. — Le jugement criminel n'est pas une œuvre de raisonne-

ment, c'est l'application d'une loi positive à un fait déterminé, c'est la comparaison du fait déclaré avec la loi qui le punit, opération simple qui n'a pas d'autre motif que le rapport direct du fait à la loi. — Le jugement civil, au contraire, est une œuvre de raisonnement et de doctrine, œuvre souvent compliquée et laborieuse. Il faut demander aux circonstances de temps, de lieu, de fait, de procédure, leur rapport logique et légal; il faut aller sans cesse de la loi aux faits, et des faits à la loi, pour mer l'ensemble de l'opération, dans laquelle on pose les principes avant d'en faire l'application réelle. — Le jugement, au criminel, est une opération d'analyse qui rapproche deux élémens, le délit et la peine. — Le jugement, au civil, est une opération de l'esprit où la synthèse légale a besoin d'être arrêtée, avant que l'application analytique aux faits du procès soit possible au juge. Cette seconde raison, qui tient à la nature de l'opération intellectuelle, met encore une grande distance entre l'institution du jury civil et l'institution du jury criminel.

Enfin il est un troisième motif qui dérive de la nature même des questions à juger; c'est celui qui a été présenté dès l'origine comme une objection insoluble, et auquel on n'a jamais répondu : l'impossibilité de distinguer le fait et le droit dans la plupart des contestations civiles. Les questions, en général, sont complexes; le fait et le droit se confondent, ils ne peuvent se concevoir et se saisir l'un sans l'autre. — « Le jury civil, disait le rapporteur, est aussi in-

« concevable qu'impossible à établir : que ceux qui
 « le soutiennent nous donnent donc un exemple ,
 « qu'ils disent comment ils l'exécuteront. »

C'est en effet dans l'exécution que la théorie du jury civil vient échouer, du moins comme théorie générale. Toutefois, présenter la pratique comme absolument impossible, n'est-ce pas aussi tomber dans les exagérations de doctrine? S'il est un grand nombre de matières où la séparation du droit et du fait ne puisse jamais avoir lieu, il est certainement une classe de procès où l'on conçoit la divisibilité. Les questions de possession, de prescription, de propriété, comme le dit la constitution des Etats-Unis, les questions de dommages et intérêts, les questions d'état qui ouvrent une vaste carrière aux procès importants, les questions de nullité de convention par suite du dol, de la fraude, de la violence, toutes les questions enfin où la preuve testimoniale est admissible, pourraient former une classe à part et être réservés à la connaissance des jurés. Mais prendre le jury civil pour base unique de l'institution judiciaire, c'est vouloir bâtir un édifice sans fondement, c'est sacrifier à une théorie inapplicable; c'est rester, comme le célèbre Duport, dans les nuages brillants d'une hypothèse, ou mutiler la législation civile, comme Cambacérès qui réduit tous les procès aux faits possessoires, à l'exécution des conventions, aux questions d'état. Il y a, en dehors de cette limite arbitraire, toute une législation de matières civiles où le fait et le droit ne peuvent se comprendre

l'un sans l'autre, et qui échappera toujours par sa nature à la distinction du fait et du droit, fondement du jury. — L'histoire du Droit français doit recueillir de cette discussion un grave résultat : les Assemblées nationales ont eu raison sans doute de ne pas prendre le jury civil pour base de l'institution judiciaire ; mais la doctrine des adversaires du jury avait un caractère absolu qui méconnaissait des distinctions possibles dans la nature des causes. A côté de l'opinion tranchante de Tronchet et de Hérault-de-Sechelles, il faut placer, dans toute son autorité, la pensée de Thouret et de Mirabeau qui, en rejetant l'institution immédiate du jury civil ne lui fermaient pas cependant le domaine de l'avenir : ils attachaient sa destinée en France à l'état des esprits et à la réforme de la législation civile. — C'est donc une question qui pourra s'élever encore. — Lorsque la simplification des lois, dont parlait Mirabeau, aura pénétré dans la procédure, lorsqu'une classification fondée sur la philosophie du droit et sur l'expérience, aura distingué la différente nature des causes judiciaires, l'avenir pourra reprendre la discussion de l'assemblée nationale : à une théorie moins absolue que celle d'Adrien Duport, il pourra demander des règles applicables. Ce n'est pas avec l'absolu des doctrines que l'humanité fait son cours ; mais dans le sein de l'absolu elle puise des vérités relatives qu'elle s'approprie et qui secondent la marche progressive de la civilisation.

Le jury étant repoussé par l'assemblée consti-

tuante, il fallut créer des juges et des tribunaux pour remplacer cette antique magistrature qui avait jeté un si grand éclat sur la monarchie.

Là se trouvait d'abord la question de l'inamovibilité des juges; elle ne divisa point les hommes de théorie et de pratique : les Duport et les Tronchet se réunirent pour exclure l'inamovibilité comme une garantie incompatible avec le principe de la révolution.

« Les juges ne sont pas propriétaires de la justice,
« disait Duport. Qu'est-ce que des emplois à vie,
« si ce n'est une véritable propriété? La perpétuité
« des juges était une institution utile dans un autre
« ordre de choses; elle tenait à l'ancien régime, elle
« en était une partie essentielle; semblable aux privilèges des corps et des individus, elle servait de
« barrière au despotisme; mais, comme eux, elle
« nuisait à la liberté.

« Des hommes qui savent qu'une fois juges ils ne
« descendront pas de leur tribunal, sont tentés de
« regarder leurs fonctions comme une aliénation de
« la société en leur faveur, et eux, comme une
« classe distincte dans l'état..... En rendant les juges
« perpétuels, on risque d'affaiblir en eux le sentiment
« même de la justice; ce qui constitue la moralité
« entre les hommes, c'est l'égalité de leurs rapports
« et la réciprocité de leurs actions.

« Les juges perpétuels ne voient pas leurs égaux
« dans leurs justiciables; ils ne voient pas en eux des
« hommes qui pourront les juger ou influencer sur
« leur sort : ils sont donc amenés involontairement
« à des idées de supériorité ou au moins de distinc-

« tions contraires, en général, à l'idée de justice et
« d'impartialité.

« Déclarer l'inaMOVibilité, c'est travailler dans
« l'intérêt des mauvais juges (1).

« Il est certain (disait le député Dandré, conseil-
« ler au parlement d'Aix) qu'un magistrat assuré
« de conserver son état toute sa vie se fait une
« routine et n'étudie plus; il croit n'avoir plus à
« apprendre et n'avoir qu'à juger (2). »

« Le juge, dit Tronchet lui-même, ne doit pas
« être *inamovible*, ni abandonné à l'inconstance de la
« faveur populaire. Je crois qu'il peut être subor-
« donné à une révocation possible, pourvu qu'elle ne
« se fasse pas d'une manière trop injurieuse, et que
« ce ne soit que par une très grande majorité de
« suffrages qu'elle puisse être provoquée. »

L'inaMOVibilité des magistrats, fondée par Louis XI, et bientôt après accompagnée de la vénalité des charges de judicature, fut repoussée par l'assemblée nationale.

Les juges à vie furent remplacés par des juges temporaires. — Le fondement de la nouvelle organisation fut l'élection des juges par les citoyens. Le projet proposé par Thouret concentra sur lui les lumières de la discussion, et l'élection des juges pour dix ans fut adoptée. Le grand jurisconsulte qui avait fait repousser l'institution du jury civil,

(1) Discours de Roederer. (*Hist. parlem.* 5-422.)

(2) Séance du 3 mai 1790.

résuma sa doctrine en ces paroles graves : « Il est
 « trois moyens par lesquels on est certain d'attacher
 « à l'administration de la justice les deux caractères
 « qui lui sont essentiels, l'impartialité et les lumières,
 « qui seules peuvent en garantir l'équité : *l'élection*
 « *libre, la publicité des jugemens, un genre de respon-*
 « *sabilité.* »

De la condition personnelle des juges passons à l'institution même des tribunaux.

Les anciennes juridictions avaient des caractères de distinction qui tenaient spécialement à leur différence d'origine : les distinctions s'effacèrent devant l'unité de l'origine nouvelle.

La grande division était en juridiction ordinaire et juridiction extraordinaire (1).

La première était la justice régulière et universelle sur les personnes et sur les choses, la justice du territoire (2). — Elle comprenait les justices seigneuriales, les baillages, les sénéchaussées, les présidiaux, les parlemens. — On l'appelait aussi, sous un autre rapport, juridiction *propre* ou *déléguée* : dans ce sens, le droit de justice seigneuriale était considéré comme un droit de *propriété*, un droit patrimonial dont l'exercice pouvait être *délégué*, et la justice royale comme un ancien attribut de la

(1) Voir leur exacte nomenclature. (*Hist. du Droit Fr.*, t. 4^{er}, p. 553, en note.)

(2) *Ubi tamquam magistratus jus terrendi habent.* (Loyseau. off. liv. 1, ch. 6, n° 46.)

suzeraineté du roi sur les terres du royaume. Dans les temps féodaux, les rois exerçaient personnellement la justice; le chêne de Vincennes et les jugemens de Saint-Louis sont célèbres. Mais la justice royale avait toujours pu être *déléguée*, et dans les usages de la monarchie parlementaire ou absolue, bien que la justice fût censée toujours *émaner du roi*, elle devait être nécessairement exercée par des magistrats. — La juridiction *déléguée* n'était, en définitive, que l'exercice par intermédiaires, comme baillis, juges ou conseillers, de la juridiction *propre* appartenant aux seigneurs et au roi : la juridiction propre ou *déléguée* se confondait donc réellement avec la juridiction ordinaire.

Les tribunaux de la juridiction ordinaire, possédant la justice territoriale, avaient ce qu'on appelait la plénitude de juridiction, *juridictio plenior*.

Les tribunaux de la juridiction extraordinaire tenaient à des institutions particulières de politique, d'administration, de finances, à des intérêts spéciaux de commerce et d'industrie. Les prévôts, les élus, les juges du sel, les juges consulaires et autres étaient dans la classe des juridictions extraordinaires.

Toutes les juridictions étaient originairement confondues dans la justice des seigneurs ou du roi. C'est par degrés et dans le cours des siècles, que les juridictions extraordinaires ont été détachées de la justice seigneuriale ou royale. Elles ont alors formé des tribunaux *d'exception* par opposition à la justice *ordinaire*. Celle-ci, à leur apparition, avait

supporté impatiemment l'idée de son démembrement, et elle avait entravé les juridictions nouvellement créées. Au 16^e siècle, par exemple, il y eut un ardent conflit de prétentions entre les juges civils et les juges consuls. Toutefois, les tribunaux civils ayant primitivement possédé la plénitude de juridiction, l'avaient conservée en jurisprudence, comme *un attribut de droit*, malgré la distraction de *fait*. Le retour à la juridiction primitive fut toujours considéré comme favorable; et celle-ci, une fois saisie par le consentement des parties, d'une cause qui rentrait dans la juridiction exceptionnelle, ne pouvait plus en être dessaisie. Son incompétence n'était pas réputée matérielle, mais personnelle : il était libre aux plaideurs de renoncer expressément ou tacitement à une exception d'incompétence que l'on regardait comme relative à l'intérêt privé et non à l'ordre public des juridictions. C'était la conséquence de ce résultat historique, savoir que la juridiction extraordinaire n'était, en fait, qu'un démembrement de la juridiction ordinaire.

Les divisions entre les juridictions ordinaire et extraordinaire, territoriale et exceptionnelle, disparurent dans le système judiciaire de l'assemblée constituante. L'idée de justice fut complètement dégagée aussi de l'idée de propriété. Les distinctions qui tenaient aux principes de l'ancienne société, aux traditions historiques, devaient naturellement cesser avec leur cause. La révolution établissait des divisions nouvelles fondées sur la théorie et non sur l'histoire.

A la puissance judiciaire comme aux autres pouvoirs de la société, l'assemblée constituante assignait une source unique, la souveraineté nationale. Elle attachait à la loi d'organisation du 16 août 1790 le point de départ de la nouvelle institution des tribunaux. Le décret sur l'organisation judiciaire divisa les juridictions en trois branches : les justices de paix, les tribunaux de district, les tribunaux de commerce. — Les juridictions nouvelles avec leur objet, leur compétence, leurs limites, étaient les parties intégrantes d'un seul tout, d'une même institution. Les anciennes juridictions, différentes dans leurs objets, étaient séparées encore par le caractère successif de leur établissement ; les juridictions nouvelles, différenciées seulement par leur objet, étaient égales dans l'unité de leur origine.

Le principe d'égalité, qui s'introduisait partout, domina aussi les juridictions dans l'ordre de première instance et d'appel. Le régime antérieur admettait plusieurs degrés dans les tribunaux et fondait une imposante hiérarchie. L'appel qui, dans les mains de St-Louis et de ses successeurs, avait ébranlé la justice féodale et constitué la grandeur des parlements, fut conservé dans la nouvelle organisation, mais uniquement comme un recours à d'autres juges pour un second examen. La crainte de créer de grands corps de magistrature, héritiers de l'esprit parlementaire, fit attribuer la juridiction d'appel aux juges établis dans chaque *district*

comme juges de première instance (1). Les parties devaient déterminer d'accord le tribunal de district qui serait saisi de leur appellation; à défaut d'accord à ce sujet, elles choisissaient le tribunal d'appel sur un tableau légal de sept tribunaux, dont un devait être situé hors du département témoin du litige. Le choix s'exerçait par un droit égal d'exclusion ou de récusation sur les sept tribunaux (2). Il y eut donc, dans l'institution de l'assemblée constituante, faculté d'appel, mais il n'y eut plus de hiérarchie judiciaire. La garantie d'un second jugement, laquelle naît des lumières supérieures des magistrats d'appel et d'un plus grand nombre de juges, disparut devant cette application trop rigoureuse de l'idée d'égalité. L'appel, dans cet ordre de choses, n'avait plus de base, puisque les probabilités d'un meilleur jugement n'augmentaient pas par le changement du tribunal : aussi l'assemblée nationale avait-elle porté long-temps la discussion sur cette question : la faculté *d'appel* sera-t-elle conservée ? Elle n'osa pas trancher la question par la négative, et elle adopta un système moyen qui enlevait à la faculté d'appel son véritable caractère, celui d'une sauve-garde en faveur de la justice, de la science et de la vérité.

(1) Le *district* est l'arrondissement; l'histoire de la Révolution; de M. Thiers, contient à ce sujet une erreur *matérielle* qu'on devrait faire disparaître de ce beau monument; on y suppose un tribunal par département, au lieu d'un tribunal par district (t. 4^{er}); c'est confondre l'organisation de l'an 3 avec celle de 1790.

(2) Décr. 16 août 1790, tit. 5, art. 5.

L'égalité fut mise encore, mais sans erreur d'application, dans les rapports des juridictions entre elles. La loi du 16 août 1790 était la base commune de l'institution des nouveaux tribunaux. Il n'y avait plus, par conséquent, de titre antérieur sur lequel une juridiction pût fonder sa plénitude d'autorité par rapport à une autre; il y avait différence pour l'avenir, quant à *l'objet* de la compétence judiciaire; il y avait égalité quant au *caractère* de cette compétence. L'ensemble des créations nouvelles constituait l'ordre public des juridictions, et cet ordre ne fut point livré à la volonté des parties litigantes; il fut déclaré immuable; la loi dit : « L'ordre constitutionnel des juridictions ne pourra « être troublé (1). »

L'égalité, établie dans les rapports des juridictions entre elles, dut régner à plus forte raison dans les rapports des citoyens avec la justice. Aussi la loi déclara-t-elle que tout privilège en matière de juridiction, était aboli, que tous les citoyens sans distinction plaideraient en la même forme, et devant les mêmes juges, et dans les mêmes cas. — L'égalité devant la loi devint le principe dominant.

(1) Décr. 16 août 90, tit. 2, art. 17. — Voir dans la revue de législation (2-404), un article remarquable de M. Victor Foucher, avocat-général. — L'auteur y examine la question spéciale de l'incompétence des tribunaux civils à l'égard des tribunaux de commerce. Il combat la jurisprudence qui tend à accorder aux tribunaux civils la plénitude de juridiction. Cette jurisprudence, qui nous paraît erronée, méconnaît le point de vue historique, d'après lequel on doit mettre sur la même ligne toutes les parties d'une seule et homogène institution.

Ce principe, appliqué aussi aux actions judiciaires, fit disparaître l'ancienne distinction entre les actions en *rescision* et les actions en *nullité*. Le Droit romain, dans sa lutte du Droit prétorien contre le Droit civil des douze tables, avait admis les restitutions en entier (*in integrum restitutio*) et les nullités de plein droit (*ipso jure*); les premières étaient accordées par le préteur lorsque les contrats étaient attaqués pour cause de violence, de dol, d'erreur ou de minorité; les secondes avaient lieu sans action, sans intervention du juge, lorsque l'une des conditions ou des formalités prescrites par le droit civil n'avait pas été remplie: la nullité pouvait être perpétuellement opposée, et il n'était pas même besoin d'appeler des sentences nulles par le droit civil. Les légistes français qui, dans leur haine contre la féodalité, avaient cherché toujours à favoriser l'extension du pouvoir royal, avaient implanté dans la jurisprudence cette distinction toute romaine, bien que l'antagonisme du droit civil et du droit prétorien ne pût pas exister en France. « On a mis entre *droits royaux*, dit Coquille (1), les restitutions en entier fondées sur « *minorité, dol, crainte, ou force, à cause du velléien,* « *ou à cause de juste erreur, ou pour promesse faite in-* « *duement et sans cause, ou pour déception d'outre* « *moitié du juste prix.....*, et pour autoriser et faire « valoir l'allégation qui s'en fait, on a recours à la « chancellerie du roi pour obtenir lettres. » — Ce

(1) *Inst. cont.*, p. 7 et 8.

sont ces lettres de chancellerie qu'on appelait lettres de *rescision*, et qu'on prenait, en payant un droit fiscal, avant d'intenter l'action. De cet usage était venue la maxime, *voies de nullité n'ont pas lieu en France*, maxime souvent mal comprise et qui voulait dire seulement qu'on ne connaissait pas les nullités de plein droit, sans intervention du juge (1), et que, dans les cas généraux de restitution en entier, il fallait l'autorisation royale. — La jurisprudence française connaissait aussi cependant les nullités, sans lettres de rescision; « c'était, dit Coquille, lorsqu'ils s'agissait de faire rescinder ou déclarer nuls les contrats ou dispositions qui sont interdits par les *coutumes* ou *constitutions de nos rois*; » c'étaient encore les nullités reposant sur la violation des lois d'ordre public, ou des bonnes mœurs, les nullités des testaments, ou celles qui résultaient d'une incapacité absolue de contracter (2). — Les différences entre l'action en rescision et l'action en nullité, n'étaient pas seulement dans leur source légale, dans leur forme, elles se faisaient aussi sentir dans les conditions de leur durée : les lettres de rescision ne s'obtenaient que dans les dix ans; l'action en nullité durait trente ans. « Ces différences existaient, parce qu'elles existaient, dit M. Troplong; c'était la meilleure et la plus courte raison à donner. » La loi du 7 septembre 1790 détruisit cet

(1) Sauf dans quelques cas très rares, ce qui est encore vrai dans le droit actuel; exceptions : art. 1443, 1974 du Code civil. — 692 Code de procédure.

(2) Rép., v^o nullité.

usage vicieux : « Les chancelleries établies près les
 « cours supérieures et les présidiaux, ensemble l'u-
 « sage des *lettres royaux* qui s'y expédient, demeu-
 « reront supprimés. — En conséquence, il suffira,
 « dans tous les cas où lesdites lettres étaient ci-
 « devant nécessaires, de se pourvoir par-devant les
 « juges compétents pour la connaissance immédiate
 « du fond (1). » — Il en résulte que les actions en nul-
 lité et les actions en rescision ont été gouvernées par
 les mêmes formes et devaient être également sou-
 mises aux tribunaux.

En fondant pour l'avenir l'institution judiciaire, l'assemblée nationale ne répudiait point le passé avec l'aveuglement de la haine, elle s'assimilait, au contraire, des dispositions et des vues éprouvées par une longue expérience. Ainsi les tribunaux de district ont emprunté aux présidiaux des règles de compétence et de dernier ressort. Les tribunaux de commerce ont été la vivante imitation des juridictions consulaires.

Dirigée par son impérieux besoin de juger les questions sociales du point de vue logique, de remonter aux principes des choses, elle rendit un bel hommage à la raison et à la conscience de l'homme, en ordonnant que les JUGEMENTS SERAIENT MOTIVÉS. Au moment où elle léguait à la postérité les vrais principes de l'institution judiciaire, elle jetait les bases de la véritable jurisprudence, la jurisprudence ra-

(1) Décr. 7 sep. 90, art. 20-21. (Voir l'intéressante dissertation de M. Troplong sur cette matière. — Vente, 2, n° 685.)

tionnelle. Si ces créations portaient souvent un caractère de haute raison, elles réfléchissaient aussi quelquefois ces grandes pensées qui viennent du cœur, selon l'expression de Vauvenargues. Pour le pauvre et le faible, pour l'habitant des campagnes long-temps opprimé, il y avait dans l'assemblée nationale une sympathie et une bienveillance qui lui inspirèrent la belle institution des Justices de paix. Le chancelier de L'Hopital, si fécond en réformes judiciaires, avait favorisé les arbitrages et donné la sanction de l'autorité publique aux sentences privées. Mais nul législateur n'avait encore regardé comme un devoir social l'essai de conciliation entre citoyens disposés à invoquer la justice des tribunaux. La société, par l'organe d'un homme simple et désarmé de tout pouvoir, intervient pour faire entendre le langage d'une bienveillance éclairée, d'une équité conciliante, le conseil désintéressé des sacrifices réciproques. Elle semble à regret ouvrir aux citoyens la porte des tribunaux; elle les convie d'abord à l'autel de la paix; elle leur offre un médiateur : n'est-ce pas l'application sociale d'une idée toute chrétienne? N'est-ce pas un vivant symbole de la charité qui pénètre alors dans l'esprit de la loi (1)? Peut-être l'essai de conciliation n'a-t-il pas réalisé toutes les espérances qu'en avaient conçues les hommes de bien de la Constituante; mais cependant il ne faut pas croire, comme on l'a dit souvent,

(1) Le principal honneur de l'institution appartient à Thouret qui présenta le plan des justices de paix.

que l'essai de conciliation soit aujourd'hui stérile dans ses effets; la statistique des tribunaux démontre par les résultats qu'un tiers environ des procès civils est arrêté à la naissance des débats (1). — L'assemblée a donc vraiment placé une heureuse institution au sein des mœurs nationales, si impétueusement emportées de tout temps vers les discussions judiciaires.

Et puis, dans le juge de paix de 1790, après cet office de bienveillance et de conciliation, il y a un autre homme, il y a le juge civil appelé à prononcer sur les intérêts du pauvre, de l'ouvrier, de l'habitant des campagnes, sur les différends qui naissent des faits possessoires. Le juge qui va sur les lieux en litige vérifier les usurpations de terres, les déplacements de bornes, reconnaître la possession ou ordonner la réintégration, est encore le juge des temps primitifs, l'homme simple et bon qui se rapproche des justiciables, et qui arrête à leur naissance les procès ruineux pour le colon et le petit propriétaire. — Dans ce magistrat utile se trouve encore le dépositaire de la confiance publique, qui intervient au moment où l'intérêt s'agite souvent sans respect pour la mort, où la cupidité pourrait exploiter la douleur; c'est

(1) Compte-rendu de l'administration civile et commerciale de France pour l'année 1834 : 97,558 affaires de la compétence des tribunaux civils ont été portées devant les juges de paix comme conciliateurs. Un peu plus du tiers a été arrêté par la conciliation ; 491,797 affaires ont été portées à leur jugement. — Comme juges ils en ont arrangé près de la moitié. (Voir le *Droit* du 16 déc. 1836, n° 376.)

lui qui appose le sceau de l'inviolabilité sur la fortune et les titres des citoyens.

L'assemblée nationale n'a pas voulu allier aux fonctions du juge de paix celles du juge de police; elle eût craint de commettre trop souvent avec les citoyens une autorité toute paternelle. C'est l'autorité municipale qui fut érigée en tribunal de police (1). Les officiers municipaux choisissaient parmi eux trois membres auxquels était attribuée la juridiction pénale. Le juge de paix ne put connaître que comme juge civil, *des rixes et voies de fait* que le tribunal municipal appréciait et punissait comme juge de police (2). — Mais le juge de paix fut chargé des fonctions de la police de sù-

(1) Décr. 24 août 1790, tit. XI.-1.-Décr. 19 juillet 1791, art. 22. C'est le Code des délits et des peines du 3 brumaire an 4, qui a confié la police municipale aux juges de paix.

(2) Décr. 24 août 1790, tit. 3, art. 10. — Une question de compétence assez grave est celle de savoir si le juge de paix peut connaître en première instance des dommages et intérêts pour toute espèce de *voie de fait* (même coups, blessures et meurtres), ou si sa compétence est bornée aux *voies de fait* qui entreraient dans la classe des délits de police. La cour de cassation, arrêt d'oct. 1834, a reconnu une compétence illimitée. Nous croyons cette doctrine erronée et fondée sur une erreur historique. — Le tribunal de police ne pouvait pas connaître alors comme *juge civil*, des rixes et voies de fait; c'était l'autorité municipale qui seule jugeait les faits de police, comme tribunal *exclusivement* criminel. Mais tout délit engendre deux actions, l'action *criminelle* et l'action *civile*; l'homme outragé par une *voie de fait* qui aurait été de la compétence *criminelle* du tribunal de police, devait avoir le moyen d'agir simplement par la *voie civile* pour le même fait, et c'était devant le juge de paix, comme juge civil, qu'il devait agir. Le juge de paix avait, au civil, la compétence correspondante à celle du tribunal de police, au criminel. (Voir Henrion de Pansay, *compét.*, ch. 19, p. 161.)

reté (1). « Ces fonctions, disait l'assemblée, sont délicates, elles ont besoin, pour s'exercer, d'une sorte de latitude de confiance qui ne peut se reposer que sur des mandataires infiniment purs. Les juges de paix, élus par le peuple pour exercer le plus doux et le plus consolant de tous les ministères politiques dans un cercle peu étendu, ne semblaient-ils pas désignés pour accumuler sur leurs personnes tout ce qui peut rendre la police tranquillisante pour ceux qu'elle protège, respectable pour ceux qu'elle surveille, et rassurante pour ceux même qu'elle soumet à son action (2)? » — Enfin le juge de paix, avec deux de ses collègues ou deux de ses assesseurs, composa le tribunal correctionnel qui, en réprimant, devait surtout opérer sur le prévenu par l'influence morale de la correction.

Au sommet de l'institution judiciaire, l'assemblée nationale plaça le tribunal de cassation. L'ancienne juridiction du conseil, investie du droit de casser pour *vices de forme* les arrêts des cours souveraines, avait reçu de d'Aguesseau un règlement précis sur sa procédure et son mode de jugement. Tronchet, dont le plan fut adopté par l'assemblée nationale, suivit les traces de d'Aguesseau, en élargissant la sphère d'action de la juridiction nouvelle (3). Sous l'empire des coutumes et des ordonnances, lorsque les arrêts n'étaient pas motivés, lorsque la pensée du

(1) Décr. 6 sept. 1791.

(2) Instruct. sur la procéd. criminelle décrétée le 29 sept. 1791.

(3) Décr. 19 juillet 1791, 46. (*Hist. partem*, mai 1790, t. 5, p. 466.)

magistrat ne se manifestait que par une formule impérative, les vices de forme étaient nécessairement le seul moyen de cassation. Mais sous les auspices d'une législation nouvelle qui ordonnait au juge de rendre compte des motifs de sa décision, d'énoncer la raison de droit qu'il avait voulu appliquer aux faits du litige, le tribunal de cassation recevait une mission de raison et de science; la violation de la loi, dans ses rapports avec les faits reconnus et qualifiés par les jugemens, devenait un second et large moyen de cassation : le tribunal était institué pour maintenir l'unité dans une législation qui allait conquérir l'uniformité. C'est cette partie de ses attributions qui lui a donné une si grande influence sur la science du Droit nouveau. La loi a trouvé, sur les hauteurs de l'ordre judiciaire, une assemblée de juriconsultes, laquelle, sans juger la vérité des faits en eux-mêmes, sans se laisser envahir par le flot des passions extérieures, a répondu sur toutes les questions de droit public, civil et criminel que le mouvement social soulevait pendant une longue époque de transition, de lutte, de réorganisation. Dans ce cahos de législations qui mouraient ou naissaient, dans ce choc de principes qui réclamaient l'empire sans avoir foi dans eux-mêmes, la lumière n'était pas, et, si l'on peut rappeler ce mot sublime, *la lumière a été faite*. Jamais institution n'a mieux justifié les vues de ses fondateurs et les espérances d'un grand avenir. — Ce fut un beau moment pour Tronchet que celui où il fut appelé par l'élection de ses concitoyens et celle de ses collègues

à présider ce tribunal suprême dont il était le fondateur (4)!

L'établissement des jurés en matière criminelle, que notre plan nous a permis seulement d'indiquer (2), la grande pensée de la réhabilitation des condamnés après un temps d'expiation (3) (l'une des bases du système pénitentiaire que notre époque prépare); la création des justices de paix; l'égalité des juridictions de première instance et leur sage distribution par arrondissement; l'introduction des motifs dans les jugemens et arrêts; l'organisation de la cour de cassation en vue de l'unité de législation et de jurisprudence : tels sont, dans l'ordre judiciaire, les titres de gloire de l'assemblée constituante.

SECTION DEUXIÈME.

RÉACTION CONTRE LES INSTITUTIONS CANONIQUES. — VUES D'ORGANISATION.
— CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.

La réaction révolutionnaire, dans l'ordre des institutions canoniques, se fit contre les personnes,

(1) Ce fut en l'an 8, lorsque pour la première fois les sections réunies furent chargées de choisir leur premier président.

(2) Notre but est le droit civil dans ses rapports avec le mouvement social. — L'histoire du droit criminel est une œuvre à part que nous n'avons pas entreprise, et qui est digne des travaux de quelque historien jurisconsulte.

(3) Nous trouvons dans le compte-rendu de la justice criminelle pendant l'année 1834, un passage qui doit être recueilli :

« C'est une grande pensée digne de l'assemblée constituante à laquelle appartient *tant de hautes conceptions*, que celle de présenter aux condamnés, après un temps d'expiation et d'épreuve, la perception de leur éta-

contre les biens du clergé, contre la discipline et les formes organiques de l'église de France. Toutes les parties de la société ecclésiastique subirent ainsi l'application rigoureuse du principe de la révolution.

Le clergé était un être collectif, un Ordre, une personne morale dans l'état. Le principe d'individualité fut introduit dans la société ecclésiastique. Le clergé fut dissous comme ordre et corporation : ses membres furent réduits à l'état de fonctionnaires publics ou de citoyens (1).

Le principe de liberté, d'abord, et puis de désaveu social, fut jeté au sein des Ordres religieux. Depuis long-temps l'opinion publique du 18^e siècle frappait à la porte des couvens et les effrayait de ses menaces. La révolution entra brusquement dans la société monastique ; elle agit sur le présent et sur l'avenir. Elle suspendit l'émission des vœux dans tous les monastères de l'un et de l'autre sexe (2) ; elle restreignit le nombre des monastères à un seul du même ordre dans chaque municipalité (3) ; bientôt après, elle refusa sa sanction aux vœux antérieure-

« blissement dans tous les avantages de la vie civile, comme la récompense
« et le témoignage éclatant de leur régénération morale. Mais cette institu-
« tion ne produira tous ses fruits et ne deviendra féconde en applications
« utiles, que lorsqu'elle sera le commencement d'un système pénitentiaire
« établi sur les meilleures bases et parfaitement lié dans toutes ses parties. »
(Publié en sept. 1836. — Voir le journal le *Droit* des 3 et 4 sept.)

(1) Décr. 29 oct. 1789.

(2) Décr. 28 oct., 1^{er} nov. 89.

(3) Décr. 5 fév. 90.

ment prononcés; la loi ne les reconnut plus. La vie politique et civile fut rendue aux personnes : les liens religieux devinrent seulement des liens de conscience et de foi (1).

Les dîmes, les bénéfices, les biens des monastères avaient fait la richesse et la force matérielles du clergé français; en 1789 le clergé possédait le cinquième du territoire; le peuple payait annuellement pour les dîmes une valeur de 433 millions (2) : c'est d'abord contre ces riches éléments de la société canonique que la réaction se fit avec le plus d'énergie.

Dans la séance du 23 juin, le roi avait expressément compris les dîmes *au nombre des propriétés qui seraient constamment respectées* (3).

Les dîmes, dans la nuit du 4 août, n'avaient pas été radicalement supprimées; on les avait seulement déclarées *rachetables*. — Le procès-verbal de cette nuit fameuse fut soumis, six jours après, à la révision des députés; et, à cette séance du 40 août, la voix toute-puissante de Mirabeau demanda l'abolition entière et immédiate de la dîme ecclésiastique. Un homme d'un esprit sévère, d'une haute influence, s'éleva contre cette proposition. Au grand étonnement de l'assemblée, ce fut l'abbé Sieyès qui jusqu'alors, de concert avec Mirabeau,

(1) Décr. 13-20 fév. 90.

(2) Rapport de Chasset. (*Hist. parlem.* 5-330.) Les rentes que le clergé avait à payer par suite d'emprunts, s'élevaient à 5 millions 833 mille livres (capital 149 millions 434 mille livres.)

(3) Art. 42 de la déclaration des intentions du Roi, 23 janv. 1789.

avait été le promoteur des mesures hardies et décisives de la révolution ; il jeta une sorte de blâme sur l'enthousiasme de la nuit du 4 août : « Par le
 « prompt effet d'un enthousiasme patriotique , nous
 « nous sommes tout-à-coup placés dans une situa-
 « tion qu'on n'aurait pas osé espérer de long-temps....
 « Nous nous trouvons étonnés de la rapidité de
 « notre marche, effrayés presque de l'extrémité à
 « laquelle des sentimens irréfléchis auraient pu nous
 « conduire. — La dîme au 4 août a été déclarée ra-
 « chetable, donc elle a été déclarée pour ce qu'elle est,
 « pour une possession légitime. » — l'assemblée cou-
 vrit de ses murmures l'inconséquence apparente (1)
 de l'un des chefs de la révolution ; et un prélat
 mieux inspiré, l'archevêque de Paris (Juigné), fit
 le lendemain à l'assemblée cette belle déclaration :
 « Au nom de mes confrères et de tous les membres
 « du clergé qui appartiennent à cette auguste as-
 « semblée, nous remettons toutes les dîmes ecclé-
 « siastiques entre les mains d'une nation juste et gé-
 « néreuse : que l'évangile soit annoncé, que le culte
 « divin soit célébré avec décence....!

Les droits casuels des curés de campagne furent abolis sans indemnité (2) : c'était la réalisation partielle d'un vœu que le chancelier de L'Hopital avait déposé dans l'ordonnance de janvier 1560 (3).

(3) Nous disons apparente, car Sieyès expliqua sa pensée en disant que les riches payaient la dîme plus que les pauvres, et que la suppression de la dîme sans indemnité était une faveur pour les riches.

(2) Décr. 4 août.

(3) Voir mon tom. 4^{er}, p. 351.

Les dîmes *inféodées* ou laïques, qui produisaient une valeur annuelle de 40 millions, et dont le capital était évalué à 400 millions, furent seulement déclarées rachetables; bien qu'elles fussent d'origine ecclésiastique, elles appartenaient presque en totalité à la noblesse (1): nous en avons ailleurs expliqué la source et le caractère (2). Mais les dîmes étaient en général si odieuses aux habitants des campagnes, que l'assemblée constituante se décida, en présence des insurrections et de la guerre aux châteaux, à abolir la dîme inféodée, si non à l'égard des créanciers, du moins en faveur des débiteurs. Un décret ordonna qu'elle cesserait d'être perçue, comme toutes les autres dîmes, à partir du 1^{er} janvier 1791, et qu'à raison des *dîmes inféodées* qui furent appelées, dès lors, *dîmes seigneuriales*, il serait accordé aux propriétaires une indemnité sur le trésor public (3).

Le clergé, qui avait abandonné les dîmes ecclésiastiques devant l'expression du vœu national, n'abandonna pas ainsi ses biens ou bénéfices.

Une grande et solennelle discussion sur la motion de l'évêque d'Autun, qui proposa la vente des biens du clergé, s'engagea au sein de l'assemblée. Maury et Mirabeau s'y mesurèrent, cham-

(1) C'est une observation que d'Aguesseau avait faite au commencement du 18^e siècle, dans son *mémoire* sur les dîmes inféodées.

(2) T. 1^{er}, p. 409 et suivantes.

(3) Décr. 14 avril 1790, art. 3, 3 mai et 7 nov. 1790.

pions célèbres, l'un du passé, et l'autre de l'avenir (1).

« On nous a donné nos biens, disait l'abbé Maury ; les actes de fondation existent ; ce n'est point à la nation qui n'est, comme le clergé lui-même, comme les hôpitaux, comme les communes, qu'un corps moral, ce n'est pas même au culte public que ces dons ont été faits : tout a été *individuel* entre le donateur qui a légué et l'église qui a reçu : on ne connaît aucun don générique fait à l'église.

« Si les rois ont donné à l'église, ils ont aussi gratifié la noblesse en lui accordant des fiefs ou des biens à cens ; ces bénéfices militaires, qui sont héréditaires aujourd'hui, seraient donc soumis au retrait absolu comme les bénéfices ecclésiastiques ? »

Mirabeau répondait : « En dissolvant le corps du clergé pour le réduire à ses premiers élémens, pour n'en former qu'une seule collection d'*individus* et de citoyens, les biens de l'église peuvent-ils être regardés comme des propriétés particulières ? »

« Les rois n'ont pas doté les églises dans le même sens qu'ils ont enrichi la noblesse ; ils n'ont voulu pourvoir qu'à une dépense publique. — Aucune loi nationale n'a constitué le clergé en corps permanent dans l'état, aucune loi n'a

(1) Séances des 2-43-44 nov., 49 déc. 1789, et avril 1790. (*Hist. parlem.* 5-325.)

« privé la nation du droit d'examiner s'il conve-
 « nait que les ministres de sa religion formassent
 « une agrégation publique existante par elle-même,
 « capable d'acquérir et de posséder.

« Des simples citoyens, en donnant leurs biens au
 « clergé, et le clergé en les recevant, ont-ils pu
 « créer un corps dans l'état, lui donner la capa-
 « cité d'acquérir, priver la nation du droit de le
 « dissoudre ?

« Tous les membres du clergé sont des officiers
 « de l'état ; le service de l'autel est une fonction
 « publique : comme le magistrat et le soldat, le
 « prêtre est à la solde de la nation. »

L'abbé Maury répliqua et attaqua plus vive-
 ment la question de droit : d'autres orateurs pri-
 rent part au débat, et le point décisif s'obscurcit au
 lieu de s'éclaircir. Il y avait une question qui devait
 être nettement dégagée et mise en saillie, la question
 du *droit de propriété*. Elle était regardée comme fon-
 damentale par Mirabeau ; il reconnaissait qu'il ne
 s'agissait pas de savoir ce qui *était utile*, mais ce
 qui *était juste*. La conclusion qu'il cherche à établir
 et dans laquelle se résume toute sa discussion sur les
 fondations ecclésiastiques émanées des rois, des
 corps politiques ou des particuliers, est celle-ci :
 « Toute nation est seule et véritable proprié-
 « taire des biens de son clergé. » — Mira-
 beau, pour arriver à ce résultat, place le principe
 même de la propriété dans la loi : « Une pro-
 « priété particulière est un bien acquis en vertu
 « des lois ; la loi seule constitue la propriété, parce

« qu'il n'y a que la volonté publique qui puisse
 « opérer la renonciation de tous et donner un titre
 « commun, un garant à la jouissance d'un seul.
 « Or, aucune loi nationale ne garantissait la perpé-
 « tuité des fondations dans la forme précise où elles
 « étaient établies..... Aucune loi nationale n'a cons-
 « titué le clergé un corps permanent dans l'état. »

L'abbé Maury réfutait historiquement Mirabeau,
 1° par ce passage impératif des capitulaires : « Que
 « tout ce que l'église possède soit possédé et reste
 « dans son domaine, *quidquid ecclesia possidet in il-
 « lius ditione maneat res possessa*;

2° Par ce fait incontestable, qu'en remontant
 au-delà du 16^e siècle, on ne trouve aucune forme
 d'autorisation imposée par l'état aux acquisitions
 du clergé;

3° Par l'édit même de 1749, qui n'avait pas pro-
 noncé l'inaptitude du clergé à être propriétaire,
 mais avait eu pour but d'arrêter l'agglomération
 des propriétés ecclésiastiques;

4° Quant au clergé, comme corps, il existait par la
 volonté des peuples, et il était reconnu par toutes
 les lois de l'état.

Mais en entrant dans la théorie du droit de pro-
 priété, l'abbé Maury, jaloux de répondre en même
 temps à Thouret et à Mirabeau, appela à son se-
 cours des principes contradictoires : d'abord le
 principe même de Mirabeau ou de J.-J. Rousseau,
 qui fondait la propriété sur la loi. Il disait ex-
 pressément, dans sa réplique, *une propriété anté-*

rieure à la loi est une chimère; et bientôt après il formulait une idée d'un ordre tout-à-fait opposé, il disait : LA PROPRIÉTÉ EST LE RAPPORT DES CHOSES ET DES PERSONNES, pensée aussi féconde que juste. Or le rapport des personnes et des choses est préexistant à la loi, et ce rapport, donné comme un principe fondamental de la propriété par le défenseur même du clergé, suffisait pour repousser son système ; il devait rester comme la base unique de la discussion.

La question ramenée à ce point, le défenseur des biens du clergé avait pour lui le passé, l'histoire; mais le droit de la société était contre lui. — Il ne fallait pas dire avec Chapelier (1) : « Les gens de « main-morte respectivement à la nation n'ont ja-
« mais eu de propriété. » C'était nier un fait attesté par des siècles. — La véritable réponse sortait de la doctrine même avouée par l'abbé Maury. La propriété, de son aveu, était le rapport des choses et des personnes. Le clergé, sous la monarchie féodale, parlementaire, et absolue, a été une corporation, un Ordre dans l'état, une *personne morale*; alors il a pu, comme l'état lui-même, les communautés d'habitans, les corporations laïques, être propriétaire. Sa propriété a été subordonnée à des conditions plus ou moins sévères pour l'aliénation et la transmission; mais elle n'en était pas moins une propriété, comme celle de la couronne et des

(1) Choix des Rapports, t. 1er, p. 160 et suivantes.

communes. Le clergé était une corporation, une personne morale reconnue dans l'état; il pouvait donc posséder à titre de propriétaire. Il y avait lien possible entre la chose et la personne: la propriété du clergé reposait sur ce rapport. Mais la révolution de 1789 détruit ce rapport fondamental. Par la déclaration des Droits, par la loi du 26 octobre sur les assemblées des baillages, le clergé comme ordre, comme corporation, comme personne morale, a été dissous; il a été réduit à *ses premiers élémens*, selon l'expression de Mirabeau. Le principe *d'individualité* a pris la place du principe de *corporation*: la loi n'a plus reconnu dans le clergé que des individus, citoyens ou fonctionnaires publics; donc le rapport de la chose à la personne, qui avait soutenu dans le passé la propriété ecclésiastique, n'existait plus, n'était plus possible; donc les biens n'ont plus eu leur propriétaire légitime.

Le propriétaire alors, quel était-il? La société générale, l'état, par droit de déshérence, comme disait Thouret, ou par droit d'occupation. L'état, subsistant comme personne morale, comprenait toutes les autres corporations dans son vaste sein, et recueillait nécessairement la succession des personnes morales qui n'étaient plus. La question, dans ses dernières racines, touchait donc à celle-ci: la société avait-elle le droit de détruire dans le clergé sa qualité d'Ordre, de corporation, de personne morale? Qui l'eût osé nier? Cette qualité n'était qu'un attribut politique et civil conféré par l'an-

cienne monarchie ; or un attribut politique et civil d'un corps de l'état est livré par sa nature à l'appréciation et au droit de la société légalement représentée. l'Abbé Maury reconnaissait implicitement ce pouvoir de la société, en disant *qu' on n'avait pas le droit de détruire la religion* : non certes, l'homme n'a pas le droit d'abolir la religion chrétienne ; mais autre chose est, évidemment, de détruire la religion ou de détruire dans le clergé sa qualité politique et civile d'Ordre, de corporation, de personne morale. Ainsi, les *individus* qui composaient le clergé n'étant plus que des citoyens par rapport à la société, ne pouvaient plus posséder et acquérir *qu'individuellement*. C'était à l'état, héritier naturel d'une corporation détruite, qu'il appartenait de livrer à la circulation les biens du clergé, de les disséminer entre les citoyens, de les mettre à la portée des individualités qui voudraient ou pourraient acquérir.

Le rapport, qui était le fondement rationnel et légal du décret du 2 novembre 1789, sollicité pour que les biens du clergé fussent mis à *la disposition de la nation*, fut indiqué par Mirabeau et Chapelier, mais sous un point de vue trop secondaire (1). Sa haute valeur avait été, de prime abord, appréciée par Thouret, publiciste et jurisconsulte profond. —

(1) C'est subsidiairement que Chapelier, dans sa 2^e partie, disait :

« Si le clergé conserve ses biens, l'ordre du clergé n'est pas encore détruit.
« — Que les individus qui composent le clergé ne soient désormais que des
« citoyens. »

Ce principe était la raison décisive, *l'ultima ratio* de la main-mise de l'état ; pour nous il élève le fait révolutionnaire à la puissance du droit. Il constitue sur sa véritable base le droit de propriété nationale. Il est une dérivation de cette loi sociale que nous avons observée à toutes les époques de l'histoire du droit (1), de cette loi sur la correspondance perpétuelle de la condition des personnes et des propriétés. La propriété de *main-morte* naquit aux 13^e et 14^e siècles, lorsque le clergé, appelé par Philippe-le-Bel aux états-généraux de 1302, devint un Ordre, une personne morale dans l'état ; quand cessait, en 1789, la personne morale du clergé, selon notre loi historique et philosophique, la propriété du clergé devait cesser.

L'église avait perdu ses dîmes, ses bénéfices, ses couvens, ses ordres monastiques ; elle sentit bientôt ses institutions organiques trembler sur leur base. La réforme entreprise par l'assemblée nationale se produisit sous le nom de CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.

La constitution civile du clergé avait deux parties bien distinctes, l'une dérogatoire, l'autre organique.

Dans sa partie dérogatoire, elle abolissait le concordat de Léon X et de François I^{er} ; elle rétablissait la pragmatique de Charles VII, qui faisait,

(1) T. 4^{er}, p. 5: « Une classe de personnes appelle toujours une classe correspondante de propriétés. »

avant le concordat de 1516, le droit commun de la France, et que plusieurs fois le parlement avait énergiquement revendiquée. L'assemblée nationale, en 1790, s'inspira du même esprit que le clergé français à l'assemblée de Bourges de 1438 ; la constitution civile, dans sa première partie, était donc une réaction contre une œuvre impopulaire du pouvoir absolu. Mirabeau, qui avait pris une grande part à la discussion, disait dans un projet d'adresse, avec toute sa véhémence : « Le concordat n'était que la coalition de deux usurpateurs pour se partager les droits et l'or des Français. On vit la nation et le clergé lui opposer tout l'éclat d'une résistance unanime, redemander les élections, et revendiquer la pragmatique, qui seule avait fait jusqu'alors le droit commun du royaume. C'est ce concordat irréligieux, cette convention simoniaque, ce pacte ignominieux, qui imprimait depuis des siècles aux plus saintes fonctions la tache honteuse de la vénalité, qu'aujourd'hui nos prélats ont l'impudeur de réclamer au nom de la religion, en face de l'univers (1) ! »

Dans sa seconde partie, destinée à l'organisation, la constitution civile du clergé contenait :

1° La démarcation nouvelle des diocèses, suivant la division des départemens ;

2° Le principe de l'élection appliqué à la nomination des évêques et des curés ;

3° L'attribution du droit d'élire aux citoyens ,

(1) *Hist. parlem. de la Révolution*, 8-375.

en général, sans privilège pour les personnes ecclésiastiques ;

4° La déclaration d'égalité dans la mission spirituelle des évêques, d'indépendance dans la juridiction épiscopale à l'égard de la juridiction du pape, et la prohibition des bulles de confirmation.

Les fondateurs de la constitution civile, signal de tant de divisions et de désordres, étaient fortement convaincus de l'idée qu'ils devaient remonter, dans leurs réformes, jusqu'au berceau de l'église primitive. Le comité ecclésiastique, où figuraient Lanjuinais, d'Ormesson, Treilhard, Expilly, posa les principes du christianisme, et dans les dispositions nouvelles, en déduisit les conséquences avec la logique froide et inflexible d'un réformateur radical. Durand de Maillane, canoniste célèbre, auteur de plusieurs ouvrages estimés⁽¹⁾, était membre aussi du comité ecclésiastique de l'assemblée; et quoique ses doctrines fussent moins absolues que celles de ses collègues, il a publié cependant l'apologie du comité⁽²⁾ avec l'épigraphe, *Optimis auspiciis ea gesta pro rei publicæ salute* (Val. Max.). Il a prouvé, dans son histoire apologétique, que les réformes opérées par l'assemblée constituante avaient leurs principes dans les anciens canons, et que plusieurs avaient été réclamées depuis long-temps par les défenseurs des libertés de l'église gallicane. Le comité ecclésiasti-

(1) Le Dictionnaire du Droit canonique, 5 volumes in-4°; le Recueil des libertés de l'Eglise, etc.

(2) *Hist. apolog. du comité ecclés.*, 1791.

que de l'assemblée nationale peut être regardé comme la dernière branche de l'école rationnelle du jansénisme. Mais les représentans extrêmes de l'esprit de Port-Royal avaient oublié cette pensée de l'homme de génie, leur maître, qui avait médité sur l'alliance de la raison et de la foi ; cette pensée de Pascal : « L'art de bouleverser les états est d'ébran-
 « ler les coutumes établies, en sondant jusque dans
 « leur source, pour y faire remarquer le défaut d'au-
 « torité et de justice. Il faut, dit-on, recourir aux
 « lois fondamentales et primitives de l'état qu'une
 « coutume injuste a abolies ; c'est un jeu sûr pour
 « tout perdre. » — Les membres du comité ont *sondé*
jusque dans les sources pour réformer, et, sans le
 vouloir, ils ont précipité le renversement de l'église de France. Mais si le résultat vint accuser leur prudence, il ne peut accuser ni leur science profonde, ni leur bonne foi.

Aux quatre principaux chefs de réformation disciplinaire se rapportent, en effet, des textes nombreux et d'imposantes autorités. L'assemblée nationale éleva la constitution civile du clergé comme un monument de sa fidélité à l'esprit du christianisme et aux vraies traditions de la science catholique. Jetons un coup d'œil sur ces points fondamentaux.

I. La démarcation nouvelle des diocèses lui fut reprochée comme un empiètement sur les droits de l'autorité spirituelle. Jamais, dirent les opposans (1),

(1) Discours de l'abbé Maury. Lettre pastorale de l'évêque de Boulogne.

on ne peut supprimer ou diminuer un diocèse sans détruire ou restreindre la juridiction de l'évêque, ou du métropolitain; mais donner et ôter la juridiction spirituelle, sont des actes essentiels à l'autorité spirituelle. Comment la puissance civile pourrait-elle se les permettre? — Un principe reconnu dans l'antiquité chrétienne répondait à cette objection. Les apôtres et les évêques, leurs premiers successeurs, avaient une mission divine et illimitée, *euntes docete OMNES GENTES* : ils pouvaient exercer leurs fonctions spirituelles chez toutes les nations; cependant ils bornèrent l'exercice de leur ministère à une certaine portion de territoire, selon la distribution des provinces de l'Empire. C'est là l'origine de la circonscription des diocèses. Le gouvernement ecclésiastique fut réglé sur le gouvernement civil. — Au quatrième siècle, Saint-Basile, métropolitain de la Cappadoce, fut obligé de restreindre ses fonctions spirituelles à l'une des parties de la province, quand la Cappadoce forma deux provinces et deux métropoles ecclésiastiques, dont l'une eut son siège en la ville de Césarée et l'autre en celle de Thyane. La division pour *le spirituel* suivit le partage pour *le civil*. — Une loi de Valens avait fait de la ville de Nicée une métropole; une loi de Valentinien la réduisit à son ancien titre, et l'évêque de Nicée acquit et perdit successivement la juridiction spirituelle d'évêque métropolitain. — L'empereur Marcien érigea en métropole la ville de Calcédoine, où se tenait un concile œcuménique. L'évêque de Calcédoine prit rang parmi les métropolitains, et le con-

cile ne s'opposa nullement à cet acte de la puissance politique. Au sixième concile œcuménique, tenu en 680 à Constantinople, les pères renouvelèrent un ancien canon, lequel portait : « S'il a été fait « quelque changement à l'égard d'une cité par la « puissance impériale, nous voulons que l'ordre des « choses ecclésiastiques suive les formes civiles et publiques (1). » — « Par ce canon, disait Balsamon, « patriarche d'Antioche ; il est permis à l'empereur « d'établir de nouveaux évêchés, d'en ériger d'autres « en métropolitains, d'ordonner de leur élection et « autre administration, comme il lui semblera raisonnable (2). »

Théod. Balsamon fut l'un des plus habiles canonistes de l'église grecque ; ses commentaires sur les canons des apôtres et les sept conciles œcuméniques, sont des monumens d'une grande autorité ; il mourut au treizième siècle. Ainsi, nul doute que, dans les premiers siècles, l'église ne suivît, pour son gouvernement, l'ordre du gouvernement civil. L'assemblée nationale s'est conformée à cette règle ancienne, en ordonnant la circonscription des diocèses et des paroisses selon la nouvelle division du territoire. L'ordre ecclésiastique devait, dans sa pensée, suivre les formes civiles et publiques, et la juridiction spirituelle de l'évêque s'étendait ou se

(1) Bibliothèque canonique de Bouchel, vo *Autorité*, 4-448.

(2) Bouchel, *loc. cit.*

restreignait selon l'étendue ou la limite de la circonscription nouvelle.

II. L'élection des évêques et des curés fut un second objet d'attaque. Le principe électoral avait été, jusqu'au seizième siècle, le principe commun de l'église de France ; ce résultat historique était entouré de trop de lumières pour qu'on pût le contester à l'égard de l'élection des évêques ; on le contestait à l'égard des curés, et il faut convenir que l'élection des curés n'est pas aussi clairement démontrée que celle des évêques par l'histoire ecclésiastique. Toutefois, l'assemblée constituante avait pour elle des titres imposans ; les Actes des Apôtres prouvent que les évêques et les *diacres* étaient élus par l'assemblée des chrétiens ; il est naturel d'en conclure que les prêtres, qui formaient un ordre intermédiaire, étaient aussi désignés par election. Ce qui a pu laisser de l'obscurité dans les monumens primitifs, c'est que les évêques et les prêtres étaient appelés des mêmes noms. Les doutes s'éclaircissent à mesure qu'on s'éloigne des premiers temps, car on doit appliquer aux curés ce qui est dit des *prêtres* dans les auteurs ecclésiastiques. Dans l'antiquité, il n'y avait pas de prêtres sans fonctions, et l'on appelait simplement *prêtres* les ministres chargés des fonctions curiales. Un décret du pape et martyr Pie I^{er} (an 454) porte : « Qu'aucun ne
« soit établi prêtre d'une église s'il n'y est appelé par
« l'élection canonique de ceux qui se réunissent, au
« moins au nombre de deux ou trois. Si quelqu'un
« s'est mis autrement en possession d'une église,

« ayant agi par cupidité et contre la discipline de
 « la règle canonique, qu'il soit chassé... *Aliter quam*
 « *secundum canonicæ regulæ disciplinam egerit, expella-*
 « *tur* (1). » — Dans le quatrième siècle, un canon de
 Carthage ordonna qu'il n'y aurait de prêtre que
 celui qui aurait été élu par les clercs et le peuple
 de la Cité : « *Sed nec ille sacerdos erit quem nec cle-*
 « *rus, nec populus propriæ civitatis elegit* (2). » Enfin
 un décret du pape Léon I^{er} porte qu'aucune rai-
 son ne permet de regarder comme prêtres ceux
 qui n'ont point été élus par les clercs, ni deman-
 dés par le peuple (3); et il exige les vœux des ci-
 toyens, le témoignage des peuples, pour qu'on
 soit reçu dans l'ordre des prêtres (4).

III. Le droit d'élection conféré au peuple était
 un troisième point attaqué par les opposans. —
 Mais la tradition des exemples et l'autorité des tex-
 tes favorables à la constitution civile du clergé,
 remontaient au berceau même du christianisme ;
 c'était la discipline établie par les apôtres. — Quand
 il fallut remplacer l'apôtre Judas, Mathias fut élu
 dans l'assemblée générale des témoins de l'ascension.
 — Quand il fallut consacrer des ministres du second
 ordre pour aider les apôtres, la multitude fut assem-
 blée : « Choisissez, mes frères, disent les apôtres

(1) *De Elect. can. 1, In antiquis.*

(2) *Can. Qui in aliquo; Distinct., 51.*

(3) *Nulla ratio sinit ut inter clericos habeantur qui nec a clericis sunt electi; nec a plebibus sunt expetiti. (Can. Nulla; Dist. 62.)*

(4) *Can. Vota; Dis. 63.*

« à la multitude des disciples , sept hommes d'entre
 « vous à qui l'on rende bon témoignage (1). » — « Une
 « preuve évidente (selon l'abbé Duguet) que le peu-
 « ple et le clergé élisient véritablement leur évêque,
 « dans les premiers siècles de l'église, c'est qu'ils l'é-
 « lisaient encore après le concile de Nicée (2). » Jus-
 qu'au douzième siècle , la tradition est constante :
 depuis, elle est interrompue ou confuse. L'usage an-
 tique se perd ; mais à différentes époques , il est
 énergiquement réclamé ; et au seizième siècle encore,
 le clergé français , par l'organe de l'archevêque de
 Bourges , son orateur , représenta au roi Henri III
 qu'il était nécessaire de rétablir l'ancienne forme
 d'élection pratiquée par les apôtres , lorsqu'après
 l'invocation du Seigneur , ils élurent Mathias à la
 place de Judas (3). L'assemblée constituante réalisa
 le vœu du seizième siècle , de ce siècle qui était aussi
 pour l'esprit humain une époque de mouvement et
 de révolution.

IV. L'égalité des pouvoirs spirituels des évêques,
 l'indépendance de leur juridiction , à l'égard de
 celle du pape , fut encore l'un des points princi-
 paux de l'attaque des non conformistes. La consti-
 tution civile (tit. 2 , art. 49.) porte que le nouvel
 évêque ne pourra s'adresser au pape pour en obtenir
 sa *confirmation* , mais qu'il lui écrira comme au chef
 visible de l'église universelle , en témoignage de l'u-

(1) Act. des Ap., ch. 4, ch. 6, v. 3.

(2) Conf. eccl., t. 2, p. 30.

(3) Fleury, Hist. eccl., année 1582.

nité de foi et de communion qu'il doit entretenir avec lui. — « Les pouvoirs que Jésus-Christ a laissés « à son église, dit Fleury, ne regardent que les biens « spirituels, la grâce, la sanctification des âmes, la « vie éternelle. » Jésus-Christ a donné à ses apôtres une mission universelle; le sacrement de l'ordre est la source de tous les pouvoirs du sacerdoce. L'église est une, l'épiscopat est un, tous les évêques le possèdent *solidairement*, selon Saint-Cyprien. — L'antiquité n'a pas reconnu l'obligation de recourir au pape pour la confirmation canonique des évêques nouvellement élus. Un canon du concile d'Antioche, de l'an 340, n'exige rien autre chose de l'évêque pour son installation canonique, que d'être consacré en présence des évêques de sa province assemblés en concile (1). Le concile général de Constantinople, en 869, confirma solennellement cette règle : « Le saint concile universel dit et statue que, « conformément à ce qui a été ordonné par les précédents conciles, les installations et consécra-
 « d'évêques se feront par les évêques assemblés. » — « Lorsque le clergé et le peuple, dit d'Héricourt, « s'étaient choisi un pasteur, s'il était jugé digne de « remplir la chaire épiscopale vacante, il était sacré « par le métropolitain, qui avait droit de confirmer « l'élection. Les métropolitains étaient confirmés par « les patriarches et primats. Pour ces derniers, les

(1) *Non aliter oportere fieri nisi cum synodo episcoporum eum qui dignus extiterit... promoveret.* (C. Episc., 49.)

« évêques assemblés comme dans un concile, confir-
 « maient leur élection et les consacraient. Ils *écrivaint*
 « *cependant une lettre au pape*, après leur consécra-
 « tion, pour entretenir l'union de leur église avec
 « le saint siège (1). »

D'après la parfaite conformité qui existe entre ce passage des *Lois ecclésiastiques* de d'Héricourt, et l'art. 49 de la Constitution civile, on est obligé de croire que l'un a servi de base à l'autre.

Ainsi les évêques et les prêtres reçoivent, dans l'ordination, la mission et la juridiction spirituelles. Les bulles du pape, autorisées par l'usage des derniers siècles, ne donnaient rien d'essentiel au ministère. Sous le concordat même de François I^{er}, si le pape refusait, sans raison légitime, des bulles à l'évêque nommé par le roi, l'évêque pouvait être consacré par le métropolitain, et recevoir de lui la confirmation canonique. — Écoutons au surplus Bossuet : « Comme le pape donne des bulles pour
 « l'institution des évêques, Bellarmin saisit ce point
 « qu'il fait valoir comme une preuve importante en
 « faveur de son opinion, mais il ne daigne pas faire
 « attention *combien cet usage est moderne*, et que l'é-
 « glise s'est souvent réunie avec les Grecs et les
 « autres Orientaux, en leur laissant leurs anciennes
 « coutumes, et sans les obliger à demander des
 « bulles (2). » — « Il serait à souhaiter, disait encore

(1) Lois eccl., liv. 2, ch. 8.

(2) Défense de la Déclaration du clergé de France, liv. 8, ch. 45.

« Bossuet (dans la défense de la déclaration de 1682),
 « qu'on bannît des écoles chrétiennes l'opinion
 « nouvelle et inouïe aux douze premiers siècles, qui
 « enseigne *que les évêques reçoivent leur juridiction du*
 « *pape* (1). »

En présence de telles autorités, l'assemblée constituante pouvait donc, sans manquer aux principes de l'église catholique, rétablir l'usage des premiers siècles, fondé sur l'unité, l'égalité de l'épiscopat que les évêques, successeurs des apôtres comme les papes, représentent dans une sainte solidarité. L'histoire du droit français, qui est l'histoire des principes, doit au jansénisme de l'époque révolutionnaire ce témoignage des faits et des monumens ecclésiastiques.

Mais dans l'église de France, représentée au sein de l'assemblée nationale par les prélats et les curés, se manifesta violemment l'esprit d'opposition et de lutte qui, dans le dix-huitième siècle, avait divisé le clergé des campagnes et le haut clergé, les curés et les évêques. Le clergé avait alors ses deux classes plébéienne et aristocratique. Depuis que l'église avait cessé d'appeler aux charges du saint ministère par la voie électorale, Richelieu et Louis XIV avaient remplacé les effets de l'élection par le choix judicieux des grandes capacités; c'est une des causes de l'éclat de la religion au dix-septième siècle. — Mais déjà, vers la fin du règne de Louis XIV, le caractère des promotions avait changé. Les grandes familles, la

(1) Défense de la Déclaration du clergé, ch. 14.

noblesse, avaient envahi successivement les dignités de l'église, les riches bénéfices; et dans le dix-huitième siècle, les hommes du tiers-état et du peuple ne pouvaient plus aspirer qu'aux fonctions inférieures du ministère ecclésiastique. Il y avait distinction profondément marquée entre le *haut* et le *bas* clergé; c'était la distinction rivale de l'aristocratie et de la démocratie. La constitution civile, qui fondait la nouvelle église gallicane sur le principe de l'égalité et de la démocratie, eut pour partisans le clergé inférieur, la classe des curés; elle eut pour adversaires prononcés les dignitaires de l'église, moins quatre évêques, membres de l'assemblée constituante. — Et alors, le corps législatif put prévoir quelle opposition serait apportée à l'institution nouvelle : il songea à l'arme puissante du quatorzième siècle, à l'appel comme d'abus; il décréta que l'évêque nommé par ses concitoyens, et qui ne pourrait obtenir de son métropolitain la confirmation canonique, aurait le droit de se plaindre. Mais à la place du parlement de Paris, à la place de la magistrature imposante des gens du roi, antiques gardiens des libertés de l'église, c'était le tribunal du district, avec un commissaire du roi, qui devait apprécier *l'appel comme d'abus*; c'est-à-dire que la grande institution du quatorzième siècle, appliquée à un autre ordre de choses, n'était plus qu'un vain mot, un impuissant simulacre (1).

(1) Décr. du 15 mars 1790.

Pour donner à l'organisation nouvelle un point d'appui dans la conscience des ecclésiastiques, à défaut de leur sympathie, l'assemblée exigea des ecclésiastiques qui exerceraient les fonctions de leur ministère, le serment à la constitution civile et puis le serment civique (1). La division éclata alors avec une nouvelle force, et le schisme entra dans l'église à la suite des bulles du pape qui prohibaient le serment, ou qui en ordonnaient la rétractation à ceux qui l'avaient déjà prêté (2). Le *parjure* ou *l'inconséquence* la plus manifeste, tel était le reproche que le souverain pontif enjoignait aux prêtres assermentés d'encourir publiquement. Le trouble fut jeté dans les consciences et des ministres de l'autel et des simples fidèles. L'écho de ces agitations intérieures se fit entendre faiblement dans la capitale, au milieu des grandes voix de la révolution; mais l'impression fut apparente et profonde dans ces âmes tout à la fois ardentes et timorées que le catholicisme inspirait dans les provinces, et qui, jusqu'alors, avaient sympathisé vivement avec les principes de 89. Nous en avons un témoignage irrécusable dans les faits et dans les écrits de l'époque (3).

L'assemblée sentit le besoin de justifier ses intentions dans une adresse où elle protestait de son

(1) Décr. des 12, 13 juil. et 27 nov. 1790.

(2) Bulles des 10 mars et 13 avril 1791.

(3) Voir le rapport intéressant de Gallois et Gensonné, commissaires envoyés dans les départemens de la Vendée et des Deux-Sèvres.—Rapport à l'assembl. législ., 9 oct. 1791. (*Hist. parlem.*, t. 42., p. 77.)

dévoûment à la religion catholique. Dix-huit évêques constitutionnels présentèrent la défense de leurs principes dans un ouvrage de raisonnement et d'érudition (1). — Un curé du Poitou publia un écrit plein de force, de science et de précision, pour calmer les consciences si profondément alarmées dans ce centre religieux de la France, pour démontrer que toujours l'église gallicane avait reconnu à la puissance publique le droit de régler la discipline, et que tout citoyen devait, sans exception, obéir dans l'ordre de la police civile et de la police ecclésiastique. Il disait, avec Saint-Bernard : « Si, « comme l'enseigne l'apôtre, toute personne doit être « soumise aux puissances, il n'y a pas d'exception « pour nous; qui vous autorise à en faire? Chercher « à en établir, c'est chercher à tromper : *Si quis tentat excipere, tentat decipere* (2). — Pontifes, prêtres, c'est à vous que s'adresse ce saint docteur : « enseignez au peuple l'obéissance et la soumission « à la loi; cessez d'alarmer sa piété, de l'égarer, de « le porter à la révolte, en le trompant sur les dangers chimériques qui menacent la religion, par « des écrits séditions et des suggestions perfides. »

Et s'appropriant alors les éloquentes paroles prononcées dans l'assemblée générale du clergé de

(1) Accord des vrais principes de l'église, de la morale et de la raison sur la constitution civile du clergé, 1791.

(2) *Div. Bernard. Ep.*, 42.

L'écrit du curé fut imprimé à Châtellerault, en 1791; fut prononcé comme discours à Civray, le 8 juillet 1781.

France, en 1625 (1), il disait (qu'il nous soit permis d'exhumer cette éloquence oubliée) :

« Si la puissance terrestre attaquait la religion,
 « la persécutait avec le glaive, appelait de nouveau les
 « fidèles au martyre, que devrions-nous faire pour
 « obéir à l'esprit de l'Évangile? Il vaudrait mieux
 « conquérir par l'effusion de notre sang la céleste
 « victoire, que de perdre, en tirant l'épée, la gloire de
 « la patience chrétienne. Nul ne peut improuver cette
 « maxime, qu'il ne blâme en même temps l'exemple
 « et le précepte de Jésus-Christ. Et certes, ce ne sont
 « pas des chrétiens, mais des hérétiques passionnés
 « qui, à la plus légère crainte pour leur culte, cou-
 « rent aux armes, foulent les lois aux pieds, violent
 « tous les droits et résistent de toute manière aux
 « puissances ordonnées de Dieu. Qu'ils cherchent
 « d'autres lois que les lois du christianisme, ceux qui

(1) *Décl. Cleri gal. in comit. habit.*; an. 1625.

Voici l'admirable texte dont nous avons offert une traduction nouvelle :

« Si religionem ipsam expugnet, ferro sæviat, rursus ad martyrium vocet
 « fideles; tamen si evangelio acquiescere volumus, satius est fuso sanguine
 « cœlestem victoriam reportare, quam educto gladio christianæ patientiæ
 « famam lædere. Quam quidem nostram sententiam improbare nemo potest,
 « nisi qui Christi exemplum simul et præceptum improbet. Ea si quidem est
 « non christianorum sed hæreticorum contumacia qui, vel levissimo metu re-
 « ligionis ad arma concurrunt, leges calcant, jura violant, et a deo ordinatæ
 « potestati qua possunt via resistunt. Quare alias leges quam a christiana
 « disciplina præscriptas querant, quæ satius esse putant rebellare, quam pati.
 « Unde novum jus e cœlo fluxit, ut credant nobis licere quod apostolis et mar-
 « tyribus non licuit? An in fide propagata jus esse, quod in nascente nefas fuit?
 « Nusquam christianus aliud est. Unum evangelium et idem Jesus. Qui aliter
 « sentiunt fidem in factionem convertunt, ex alia credulitate sibi dominatum
 « et gloriam querunt. »

« aiment mieux se révolter que souffrir. Un nouvel
 « évangile vous est-il donc venu du ciel pour vous
 « apprendre à regarder comme permis ce qui fut
 « défendu aux apôtres et aux martyrs ? La foi, en se
 « propageant, a-t-elle changé en droit ce qui était
 « un crime à sa naissance ? — Non, le vrai chrétien
 « est toujours semblable à lui-même : il n'a qu'un
 « Evangile, il n'a qu'un Christ. Ceux qui tiennent un
 « autre langage, changent leur foi en inspiration fac-
 « tieuse, et fondent sur la crédulité des peuples leur
 « orgueil et leur domination ! »

Mais les prélats français étaient alors emportés par le tourbillon politique. L'émigration allait sollicitant les armes étrangères; les illusions d'une contre-révolution prochaine fascinaient les esprits ennemis de toute réforme. Une partie du sacerdoce crut à l'efficacité de la résistance, et non à l'imminence de la persécution populaire; elle ne mit pas en pratique la patience chrétienne. Sa vertu n'aurait pas failli sous les coups de l'exil et de la persécution; les événemens l'ont prouvé. Mais la foi dans la nécessité du martyre lui manquait; l'espoir du succès étouffait l'esprit de résignation; et devant ces grands intérêts de la terre que la révolution agitait, l'abnégation toute évangélique pouvait être d'abord une vertu trop exigeante et trop difficile pour le clergé du dix-huitième siècle, naguère si riche et si puissant, en apparence, des puissances du monde. Il lui fallait l'épreuve de la persécution pour le retremper dans les sources pures du christianisme; et la révolution, irritée par les obstacles, entraînée hors

de ses voies légitimes, ne lui refusera pas un jour cette douloureuse purification de la vertu, ce baptême du martyr.

Nous avons parcouru la sphère politique et religieuse; entrons dans la société civile.

SECTION TROISIÈME.

RÉACTION CONTRE LA FÉODALITÉ DANS L'ORDRE CIVIL. — ESPRIT DE LA RÉVOLUTION
A L'ÉGARD DES COUTUMES. —
DÉCRETS DE LA NUIT DU 4 AOÛT. — DIVISION GÉNÉRALE DE LA SECTION.

L'assemblée nationale entrant la première dans l'ère de la régénération, devait travailler à l'établissement de la constitution politique, judiciaire, ecclésiastique : tout ce qui regardait directement les droits naturels de l'homme social qu'elle voulait réhabiliter, la vie politique, la sûreté, la liberté individuelle, a dû être l'objet principal de ses prévisions. Quatre mille décrets ont concouru à jeter la société dans le moule d'une organisation nouvelle (1). — Mais la réaction révolutionnaire ne devait pas se borner à briser les anciennes formes politiques, administratives ou canoniques. La féodalité avait, depuis nombre de siècles, envahi de toutes parts la société civile. Sa base principale, dans le droit coutumier, c'est la classification correspondante des personnes et des biens, la subor-

(1) Le célèbre Camus, archiviste de l'assemblée, avait annoncé une histoire des travaux de l'assemblée nationale. L'ouvrage n'a pas été publié; nous ne connaissons de lui qu'une suite de vingt notices, qui sont plutôt des tables qu'autre chose.

dination de la condition de l'homme à la condition féodale de la terre, la constitution territoriale et aristocratique de la famille, la prédominance de *la réalité sur la personnalité*: le droit coutumier, considéré d'un point de vue général, était le droit civil de la féodalité.

Les Ordonnances des rois de France avaient bien attaqué ces classifications corrélatives dans quelques-unes de leurs branches, mais elles avaient aussi imposé quelquefois le droit absolu de la royauté à la place de la féodalité. Or la mission révolutionnaire de l'assemblée constituante était d'effacer de toutes les régions de la société politique et civile les institutions de la puissance seigneuriale et de la royauté absolue.

Les décrets de la nuit du 4 août, dont nous étudierons bientôt l'esprit, avaient, même dans l'ordre civil, une grande portée. Le coup qui frappait sur les personnes réagissait presque immédiatement sur les choses. Un député de Reims, un homme du tiers-état (1), qui sentait bien que la législation coutumière venait de perdre sa raison d'existence, proposa la nomination d'un comité de soixante membres pour la rédaction d'un code français, et Duport, en 1790, disait à la tribune: « *Nos coutumes sont déjà aux trois quarts détruites.* » Toutefois l'en-

(1) M. Vieillard, en 1790, il publia un écrit sur l'abolition des justices seigneuriales. Il a été membre de la cour de cassation, président de la section criminelle. — Mort en 1809.

treprise d'un Code civil parut trop vaste pour qu'on pût la concilier avec les autres travaux de l'assemblée (1); la constitution porta simplement : « Il sera « fait un Code de lois civiles commun à tout le royaume (2). » Mais l'assemblée qui voyait l'impossibilité actuelle de le donner à la France, n'en continuait pas moins son œuvre de réaction. Elle savait que sa mission, toute d'avenir, n'avait cependant pour son exercice qu'une durée limitée; elle sentait qu'alors il importait surtout de renverser les plus grands obstacles produits par le régime antérieur, de semer des principes, de préparer la voie à des législateurs plus éloignés de la crise sociale.

Elle distingua donc différens objets dans les coutumes du moyen-âge rédigées et modifiées au 16^e siècle. Ce qui, dans le droit coutumier, était un élément privé, sans relation directe avec la société politique, elle le laissa intact, et passa inoffensive en proclamant seulement, pour un avenir prochain, le principe de l'uniformité des lois. Mais ce qui, dans les coutumes, n'avait de vie que par la féodalité apparente ou évidemment transformée; ce qui constituait ou soutenait l'élément aristocratique des anciens maîtres de la terre, des barons du moyen-âge; ce qui traduisait encore en image vivante le servage, la condition des main-mortables, les caractères de supériorité et de dépendance des fiefs et des censives, ce cortège infini de droits réels et personnels qui at-

(1) C'est ce que dit l'archiviste Camus.

(2) Titre 1^{er}.

tachaient l'homme à une sujétion permanente et lui défendaient d'avoir jamais la propriété absolue de l'héritage reçu de ses pères; en un mot, tout ce qui portait dans la personne, dans la propriété, dans la famille, l'empreinte visible de la féodalité : tout fut frappé de réprobation.

Cependant la justice de l'assemblée constituante distingue encore dans ce qu'elle proscriit. Elle n'est pas pressée par l'aiguillon ardent qui, depuis, a précipité la marche d'une autre assemblée; elle n'entend pas encore le cri de guerre de l'émigration qui se mêlera au cri de l'étranger; et à côté des droits qu'elle supprime, elle place le principe du rachat, de l'indemnité. Les droits qui tiennent au servage, à la main-morte réelle ou personnelle, sont seuls abolis d'une manière absolue.

Et il faut le dire ici, car c'est une gloire pour l'assemblée nationale et un symptôme éclatant de l'esprit qui l'animait : le principe de justice domine toutes ses réactions contre le passé. — Elle détruit le système administratif et judiciaire de l'ancienne monarchie, mais elle impose à l'état une indemnité envers les fonctionnaires supprimés; elle lui impose le remboursement du prix des offices, l'obligation de payer les dettes qui grèvent les corporations anéanties, soit laïques, soit ecclésiastiques. En succédant aux biens, la nation prend les charges. Une multitude de décrets a pour objet cette immense partie de la liquidation des dettes nationales. Offices militaires et municipaux, gouvernemens de province, emplois dans les administrations de ferme et de régie,

offices de magistrature et de judicature, greffes et autres offices domaniaux, brevets de retenue pour toute espèce de charges publiques, maîtrises et jurandes, dettes des corporations d'arts et métiers, des pays d'états, des églises, des fabriques, des communautés supprimées, dettes et rentes du clergé, etc., etc...., sont portés sur le registre public des liquidations (1). Les anciens titulaires, les créanciers des corporations deviennent créanciers de l'état, et les créanciers de l'état sont mis d'avance *sous la garde de l'honneur et de la loyauté de la nation française* (2). La révolution s'empare des anciennes institutions, mais elle veut que la nation en acquitte le prix; elle agit comme un vainqueur généreux qui, en pays conquis, enlève les fruits de la terre, mais les paie au peuple vaincu.

Avant de suivre son action dans les diverses branches du droit civil, nous devons nous arrêter à quelques faits préliminaires et aux décrets de la nuit du 4 août, dont l'esprit général s'élève et se répand sur toutes les divisions.

Certes, le ministre Necker ne comprenait pas toute la portée de la révolution qui s'approchait, quand il disait, à la fin de 1788, dans son rapport au roi (3) : « Il n'entrera jamais dans l'esprit du tiers-

(1) Prix des offices de magistrats, 450 millions; charges des finances, 418; — de la maison du roi, 52. — Emplois militaires, 35. — Gouvernemens, 3. (*Hist. parlem.* 7-467.)

(2) Arrêté, 17 juin 1789.

(3) Rapport du 27 déc. sur le doublement du tiers-état.

« état de chercher à diminuer les *prérogatives seigneuriales* ou *honorifiques* qui distinguent les deux premiers ordres dans leurs *propriétés* ou dans leurs *personnes*. » — Et le parti aristocratique était plus aveugle encore lorsqu'il faisait dire au roi, le 23 juin 1789 : « Toutes les propriétés sans exception seront constamment respectées, et Sa Majesté comprend expressément, sous le nom de propriété, les *dîmes, cens, rentes, droits et devoirs féodaux et seigneuriaux*, et généralement tous les droits et *prérogatives utiles ou honorifiques attachés aux terres et aux fiefs*, ou appartenant aux *personnes* (1). »

La déclaration des intentions du roi ajoutait :

« Sa Majesté veut que l'usage de la *corvée* pour la confection, l'entretien des chemins, soit entièrement et pour toujours aboli dans son royaume. — Le roi désire que l'abolition du droit de *main-morte*, dont il a donné l'exemple dans ses domaines, soit étendue à toute la France, et qu'il lui soit proposé des moyens de pourvoir à l'*indemnité* qui pourrait être due aux seigneurs, possesseurs de ce droit (2). »

Ainsi, et l'histoire ne doit jamais l'oublier, l'aristocratie territoriale, qui avait alors le roi pour organe passif, voulait, après le serment du Jeu-de-Paume, imposer à la France le maintien de la féodalité dans l'ordre civil, moins le SERVAGE, qui se-

(1) Art. 12, Décl. des intentions du roi.

(2) Art. 30-34, même Décl.

rait racheté par des indemnités ; moins la CORVÉE des grandes routes ! Aveuglement funeste ! incroyable ignorance de l'esprit d'une époque ! — Et cependant les avertissemens n'avaient pas manqué : dès les premiers mois de 1789, les paysans de la Provence s'étaient insurgés contre les droits seigneuriaux ; partout la haine contre la féodalité jetait ses étincelles prophétiques.

Le 14 juillet éclata ; les hommes du 23 juin s'enfuirent à l'étranger. La révolution prit possession de sa puissance. Bientôt commença l'insurrection des campagnes : l'incendie des châteaux, la destruction des anciens titres et des chartes féodales signalèrent ses progrès. Le Dauphiné, le Beaujolais, le Mâconnais, la Bourgogne furent ravagés par les bandes révoltées : le Lyonnais était menacé. L'assemblée constituante, effrayée de ces désordres, s'inquiétait de l'impuissance de la force publique. Un député de la noblesse, le vicomte de Noailles, qui avait défendu avec gloire, sous les yeux de Washington, la liberté américaine, mit courageusement la main sur la plaie sociale (1) : « Le but de l'assemblée
« est d'arrêter l'effervescence des provinces, d'as-
« surer la liberté publique et de confirmer les pro-
« priétaires dans leurs véritables droits ; mais com-
« ment peut-on espérer d'y parvenir sans connaître
« quelle est la cause de l'insurrection qui se ma-

(1) Un arrêté avait été proposé à l'assemblée pour rétablir l'ordre. (*Hist. parlem.*, t. 2, p. 224.)

« nifeste dans le royaume, et comment y remédier
« sans appliquer le remède au mal qui l'agite ?

« Les communautés ont fait des demandes ; ce
« n'est pas une constitution qu'elles ont désirée ; elles
« n'ont formé ce vœu que dans les baillages : qu'ont-
« elles donc demandé ? Que les *droits d'aide* fussent
« supprimés ; qu'il n'y eût plus de délégués ; que
« les *droits seigneuriaux* fussent allégés ou échangés.

« Ces communautés voient , depuis plus de trois
« mois , leur représentans s'occuper de ce que nous
« appelons et de ce qui est en effet la *chose publique* ;
« mais la chose publique leur paraît être surtout
« la chose qu'elles désirent et qu'elles souhaitent
« ardemment d'obtenir. D'après tous les différends
« qui ont existé entre les représentans de la nation ,
« les campagnes n'ont connu que les gens avoués
« par elles qui sollicitaient leur bonheur , et les per-
« sonnes puissantes qui s'y opposaient.

« Qu'est-il arrivé dans cet état de chose ? Elles
« ont cru devoir s'armer *contre la force* , et aujour-
« d'hui elles ne connaissent plus de frein : aussi ré-
« sulte-t-il de cette disposition, que le royaume
« flotte dans ce moment entre l'alternative de la
« destruction de la société, ou d'un gouverne-
« ment qui sera admiré et suivi de toute l'Eu-
« rope.

« Comment l'établir ce gouvernement ? Par la
« tranquillité publique. Comment l'espérer, cette
« tranquillité ? En calmant le peuple, en lui mon-
« trant qu'on ne lui résiste que dans ce qu'il est
« intéressant pour lui de conserver.

« Pour parvenir à cette tranquillité si nécessaire,
« je propose :

« 1° Qu'il soit dit, avant la proclamation projetée
« par le comité, que les représentans de la nation
« ont décidé que l'impôt sera payé par tous les in-
« dividus du royaume, dans la proportion de leurs
« revenus ;

« 2° Que toutes les charges publiques seront à
« l'avenir supportées par tous ;

« 3° Que *tous les droits féodaux* seront rachetables
« par les communautés en argent, ou échangés sur
« le prix d'une juste estimation, c'est-à-dire d'après
« le revenu d'une année commune, prise sur dix
« années de revenu ;

« 4° Que les *corvées seigneuriales, les main-mortes et*
« *autres servitudes personnelles* seront détruites sans
« rachat. »

Cette proposition faite avec calme est écoutée dans un profond silence ; bientôt un autre membre de la noblesse s'élance à la tribune, le duc d'Aiguillon : « Ce ne sont point seulement des brigands
« qui à main armée veulent s'enrichir dans le sein des
« calamités : dans plusieurs provinces, le peuple
« tout entier forme une espèce de ligue pour dé-
« truire les châteaux, pour ravager les terres et
« surtout pour s'emparer des chartiers où les titres
« des *propriétés féodales* sont en dépôt : il cherche
« à secouer enfin un joug qui depuis tant de siècles
« pèse sur sa tête. — Il faut l'avouer, Messieurs,
« cette insurrection, quoique criminelle....., peut
« trouver son excuse dans les vexations dont il est

« la victime. Les propriétaires des fiefs, des terres
 « seigneuriales, ne sont... que bien rarement cou-
 « pables des excès dont se plaignent leurs vassaux;
 « mais leurs gens d'affaires sont souvent sans pitié,
 « et le malheureux cultivateur, soumis au reste
 « barbare des *lois féodales* qui subsistent encore
 « en France, gémit de la contrainte dont il est la
 « victime. »

La Bretagne, le pays de la féodalité par excellence, devait prendre le plus de part à cette grande dénonciation (1); un Breton inconnu, Kerengal trouva cet accent de conviction et d'âpreté généreuse qui remue toute une assemblée : « Messieurs, vous eus-
 « siez prévenu l'incendie des châteaux, si vous
 « aviez été plus prompts à déclarer que les armes
 « terribles qu'ils contenaient et qui tourmentent le
 « peuple depuis des siècles, allaient être anéan-
 « ties par le rachat forcé que vous alliez en or-
 « donner.

« Le peuple impatient d'obtenir justice et las de
 « l'oppression, s'empresse de détruire ces titres, mo-
 « numens de la barbarie de nos pères.

« Soyons justes, Messieurs; qu'on nous apporte
 « ici les titres qui outragent non-seulement la pudeur,
 « mais l'humanité même; qu'on nous apporte ces
 « titres qui humilient l'espèce humaine en exigeant
 « que les hommes soient attelés à une charette comme
 « les animaux du labourage; qu'on nous apporte ces

(1) Le duc d'Aiguillon faisait partie du club breton, devenu, depuis, le fa-
 meux club des amis de la Constitution, le club des Jacobins.

« titres qui obligent les hommes à passer les nuits à
 « battre les étangs pour empêcher les grenouilles de
 « troubler le sommeil de leurs voluptueux sei-
 « gneurs.... Qui de nous, dans ce siècle de lumières,
 « ne ferait pas un bûcher expiatoire de ces infames
 « parchemins, et ne porterait pas un flambeau pour
 « en faire un sacrifice sur l'autel du bien public ?
 « — Vous ne ramènerez le calme dans la France
 « agitée que quand vous aurez promis au peuple que
 « vous allez convertir en prestations en argent, rache-
 « tables à volonté, tous les droits féodaux quelcon-
 « ques. Dites-lui que les lois que vous allez promul-
 « guer anéantiront jusqu'aux moindres traces les
 « droits de servitude dont il se plaint justement ;
 « dites-lui que vous reconnaissez l'injustice de ces
 « droits acquis dans des temps d'ignorance et de
 « ténèbres.

« Pour le bien de la paix, hâtez-vous de donner ces
 « promesses à la France. Un cri général se fait en-
 « tendre ; vous n'avez pas un moment à perdre :
 « un jour de délai occasione de nouveaux embrase-
 « mens. La chute des empires est annoncée avec
 « moins de fracas : ne voulez-vous donner des lois
 « qu'à la France dévastée ? »

Des applaudissemens universels accueillent cette parole simple et pénétrante d'un homme qui n'a fait à la tribune que cette unique apparition. — L'enthousiasme s'empare de l'assemblée ; l'étincelle électrique est dans tous les cœurs ; le dévouement au bien public est l'inspiration commune ; et soudain les privilèges de personnes, de noblesse, de corpora-

tions, de provinces, viennent à l'envi se confondre et s'abîmer dans un sacrifice volontaire. La féodalité qui, depuis huit cents ans, dominait la société civile, abdique comme un autre Sylla du haut de la tribune, descend et se fait l'égale du peuple. La nuit du 4 août est une grande époque de réconciliation nationale : alors la main du Dieu des chrétiens a tracé l'arc d'alliance entre le passé et l'avenir de la société.

Les décrets du 4 août imprimèrent à la France, à l'Europe, une grande commotion. Les âmes sympathiques au progrès social les saluèrent comme la plus belle conquête du 18^e siècle ; beaucoup de villes envoyèrent des adresses d'adhésion et de félicitation à l'assemblée nationale ; un gentilhomme du Forez publia qu'il faisait l'abandon à ses censeurs des arrérages de tous ses droits féodaux. L'évêque de St-Claude applaudit aux maximes de l'assemblée et annonça qu'il rendait la plénitude de l'état civil aux habitants du Mont-Jura, qu'il renonçait à sa haute-justice, l'une des plus importantes du royaume par son étendue (1). — Mais déjà, au mois de septembre, bien des esprits s'étaient refroidis : Lally-Tolendal et l'abbé Maury demandèrent que les arrêtés du 4 août fussent soumis à la sanction royale. Mirabeau prévoyait des modifications, il s'y opposa. Le 18 septembre, le roi indiqua des restrictions, invita l'assemblée à la con-

(1) Séances des 21 et 22 août. (*Hist. parlem.* 2-319.)

servation de quelques droits féodaux (1)... C'est alors que Mirabeau s'écria : « Ne nous défions pas
« de l'empire de la vérité et de la raison. Le Droit
« est le souverain du monde. » — Devant l'attitude prise par l'assemblée, le roi annonça, le 20 septembre, qu'il allait ordonner la *publication* des arrêtés dans tout le royaume, et il écrivit l'ordre d'impression et de publication au bas des arrêtés.
« Un mois se passa, dit Merlin, témoin des événements, avant que l'assemblée constituante fût
« informée que cette *publication* n'avait pas été faite
« dans le sens qu'elle y avait d'abord attaché; qu'à
« la vérité les décrets du 4 août avaient été imprimés
« à l'imprimerie royale, mais qu'il n'en avait été
« adressé officiellement aucun exemplaire aux tribunaux, ni même aux municipalités (2). » — L'assemblée décréta, le 20 octobre, l'envoi aux tribunaux, aux municipalités et autres corps administratifs, avec transcription sur leurs registres, avec affiches et publications. — L'envoi fut ordonné aussi et définitivement effectué au nom du roi, par lettres-patentes du 5 novembre 1789. C'est donc de ce jour seu-

(1) J'invite l'assemblée nationale à réfléchir si l'extinction du cens et des droits de lods et ventes convient véritablement au bien de l'état. — « Le Roi éludait la question de sanction. Dans une lettre confidentielle à l'archevêque d'Arles, il disait : « Je suis content de cette démarche noble et généreuse des
« deux premiers ordres de l'état. Ils ont fait de grands sacrifices pour la
« réconciliation générale, pour leur patrie, pour leur roi... Le sacrifice est
« beau; mais je ne consentirai jamais à dépouiller mon clergé, ma noblesse...
« Je ne donnerai point ma sanction à des décrets qui les dépouilleraient,... »
« (Corresp. inéd., t. 4, p. 440. — *Hist. parlem.* 2-248.)

(2) Merlin, Question de Droit, v^o *Féodalité*, § 4^{er}.

lement que les décrets du 4 août ont eu leur force légale et exécutoire : le régime féodal a *légalement* subsisté jusqu'à cette époque (1).

Ces décrets ne pouvaient toutefois se suffire à eux-mêmes : le principe destructif de la féodalité était proclamé ; il fallait qu'il fût réalisé par des dispositions spéciales et propres à jeter la lumière dans le chaos des lois féodales, afin de distinguer ce qui était aboli définitivement de ce qui devait subsister jusqu'au rachat des droits. La confusion fut d'abord un asile pour des intérêts opposés : l'intérêt des seigneurs qui regrettaient leurs privilèges et voulaient se maintenir en possession, l'intérêt des vassaux ou censitaires qui étaient impatients de briser tous les anciens rapports et de conquérir leur liberté absolue. — En février 1790, les troubles devinrent alarmans dans le Quercy, le Rouergue, le Périgord, le Bas-Limouzain, la Basse-Bretagne. La guerre des châteaux se ralluma et devint plus furieuse qu'au mois d'août. « Les causes de troubles
« du département de Bretagne sont connues, di-
« sait Lanjuinais à l'assemblée constituante ; les ar-
« rêtés du 4 août ont été le signal de toutes les
« vexations féodales. On a multiplié les exécutions
« pour le paiement des rentes arriérées ; on a exigé
« les corvées féodales, les assujétissemens avilissans.
« Depuis la publication des décrets, on a intenté 400

(1) Voir Réquisit. de Merlin et arrêt de cassation du 26 fructidor an II, quest. de droit, *loc. cit.*

« procès au sujet *des moulins* seulement. Les meules
 « des moulins à bras, moyens uniques de la subsis-
 « tance du pauvre, ont été brisées avec violence...
 « On calomnie aujourd'hui les municipalités (1). »

« L'incertitude du peuple sur les droits féodaux
 « est la cause principale des insurrections, » ajoutait
 M. de La Rochefoucault.

« L'objet des insurrections est la féodalité, » disait
 un autre membre (2).

Et les paysans exaltés par la haine de la féodalité comme par l'enivrement d'une liberté mal comprise, entraînés aussi par les bandes incendiaires qui jetaient la terreur dans les provinces, menaçaient les châteaux d'une nouvelle Jaquerie : ils dévastaient les propriétés, ils brûlaient les titres seigneuriaux, et au-dessus des feux de joie qui dévoraient les vieilles chartes, ils élevaient la fausse légende : *De par le roi et l'assemblée nationale, quittance finale des rentes* (3).

Mais les milices nationales opposèrent leur courage aux dévastateurs; les désordres s'apaisèrent; et l'assemblée, en développant les effets des arrêtés du 4 août, ne fut point entraînée hors des voies qu'elle s'était d'abord tracées. Son système s'est réalisé principalement dans les décrets des 15 mars, 18 décembre 1790, 13 avril, 18 septembre 1791.
 — Deux jurisconsultes du premier ordre ont été les rapporteurs du comité féodal, Merlin et Tron-

(1) *Hist. parlem.*, 4-322.

(2) Prieur, *id.*, 360-371.

(3) *Hist. parlem.*, 4-322.

chet : leurs travaux sont des monumens de science, de justice et de raison ; ils ont servi de base aux décrets (1).

Pour rattacher à une méthode simple et féconde l'action de la révolution dans l'ordre civil, nous allons la suivre, pendant la période de l'assemblée constituante, dans ses rapports,

1° Avec les personnes ;

2° Avec les propriétés ;

3° Avec la famille.

Nous ferons une classe à part des lois exceptionnelles ou garanties révolutionnaires.

La même méthode nous dirigera aussi dans l'étude des périodes subséquentes, en l'appliquant et la modifiant selon les exigences du sujet.

§ 1^{er}. — Action de la révolution à l'égard des personnes.

No 1^{er}. — SERFS, SERVITUDE.

Main-morte personnelle et réelle — Droits féodaux représentatifs de la servitude personnelle.

L'assemblée constituante, dans ses décrets sur la condition civile des hommes, a pour objet d'affranchir les personnes des droits féodaux, régaliens

(1) Voir principalement les rapports de Merlin sur les droits féodaux, les retraits de bourgeoisie, le retrait lignager ; — celui de Tronchet sur le rachat des droits. — Ils ne se trouvent point dans nos collections contemporaines, le *Choix des rapports*, l'*Histoire parlementaire* ; c'est une omission fâcheuse. — On les trouve dans un *Recueil des Lois nouvelles* décrétées par l'assembl., divisées par ordre de matière, 7^e division, 4^{re} partie, par M. de St-M... ; 1792.

et canoniques que l'ancien régime faisait peser sur elles.

L'assemblée a fait une distinction fondamentale à l'égard de la féodalité et des droits qui en dérivent. Elle a distingué dans la féodalité deux époques historiques : l'époque où elle était *absolue*, où le servage était l'état général de tout ce qui n'était ni noble, ni ecclésiastique (1); et l'époque qui a succédé à l'émancipation des serfs, à l'affranchissement des communes.

Elle a considéré que, pendant la première époque, la féodalité avait agi par son principe exclusif, *la loi du plus fort*; elle a considéré que les droits nés ou dérivés de cette période étaient par leur nature constitutifs ou représentatifs de la *servitude personnelle* : elle les a abolis, soit dans leur nature originaire, soit dans leur représentation, sans aucune réserve et sans indemnité.

Mais elle a vu la féodalité de la seconde époque contracter avec des hommes libres ou affranchis, faire des concessions de fonds, à titre de fief ou de censive, se créer des vassaux et des censitaires; et elle a distingué, dans ces contrats d'inféodation et de cens, les devoirs purement *personnels* et les devoirs *réels*; les uns ont été abolis comme touchant à la liberté de la personne, les autres ont été conservés comme des droits purement fonciers qui formaient le prix de la propriété concédée.

(1) Voir le rapport de Merlin, du 8 fév. 90, p. 60, *loc. cit.*

Ainsi, les législateurs de 89 ont reconnu dans la féodalité deux caractères distincts : la féodalité *dominante*, et la féodalité *contractante*. Dans leur système réactionnaire, ils se sont conformés à la différence que nous avons signalée, au troisième livre de cette histoire, entre les époques absolue et décroissante de la féodalité. — A la féodalité absolue ils arrachent tous les caractères de servitude qu'elle avait imprimés aux personnes et aux biens (1) ; à la féodalité décroissante et entraînée dans la voie des concessions territoriales, ils tiennent compte de ces deux grands titres de concession noble et roturière : le contrat d'*inféodation* et le contrat d'*accensement*, ou *bail à cens*.

Tout le système anti-féodal de l'assemblée nationale est dominé par ce double point de vue.

« *Par servitude personnelle*, dit l'instruction dé-
 « créée en 1791, on entend une sujétion qui a
 « été imposée à la personne et que la personne
 « est obligée de subir par cela seul qu'elle existe,
 « qu'elle habite un certain lieu. » Dans son rap-
 port, Merlin s'exprime ainsi : « On a aboli sans in-
 « demnité les servitudes *personnelles* et les droits
 « qui y tiennent ou les représentent, c'est-à-dire
 « ceux qui ne dérivent ni de *contrats d'inféodation*,
 « ni de *contrats censuels*, qui ne sont dus que par
 « les personnes, indépendamment de toute posses-

(1) On peut consulter avec fruit l'instruction de l'assemblée nationale du 15 juin 1791 (*in princip.*).

« sion de fonds, et n'ont pour base qu'une usur-
 « pation enhardie par la féodalité, soutenue par la
 « puissance seigneuriale, légitimée par la loi du
 « plus fort. »

La servitude personnelle de *corps* et de *poursuite*, ou la *main-morte personnelle*, étaient identiques, car par *main-morte* on entendait dans ce sens un droit seigneurial en vertu duquel les vassaux étaient de condition servile, attachés à la glèbe, privés du droit de disposer de leurs biens, obligés de les laisser au seigneur, et soumis en tous lieux à la poursuite des seigneurs du fief (1).

Il y avait de plus la *main-morte réelle et mixte*; c'était un demi-affranchissement. Le serf affranchi prenait du seigneur un héritage en *main-morte réelle*; il y avait stipulation de services personnels, de corvées, de taille seigneuriale, prohibition de donation entre-vifs ou testamentaire, ou tout autre restriction du droit de propriété. Mais c'était le possesseur de l'héritage, tenu en *main-morte réelle*, qui était soumis à la servitude personnelle, et il n'y était soumis que comme détenteur; en abandonnant l'héritage à un autre possesseur, il dépouillait la servitude. — La tenure en *main-morte* était *mixte*, quand le serf à qui elle était faite n'était pas complètement affranchi dans sa personne, et qu'il y avait réciprocité de condition demi-servile entre la terre et l'homme. L'assemblée constituante

(1) C'était dans un autre sens qu'on donnait le nom de *gens de main-morte* aux corps ecclésiastiques et séculiers qui étaient propriétaires.

a affranchi les personnes et les biens de toute servitude et main-morte personnelle, réelle et mixte (1); elle a rendu à l'homme, dans sa plénitude, ce caractère libre qu'il tient de la nature et du christianisme; elle a accompli ce vœu de Louis XVI, exprimé dans l'édit de 1779 sur les main-mortables de ses domaines : « Nous verrons avec satisfaction
 « que notre exemple et cet amour de l'humanité si
 « particulier à la nation française, amènent sous
 « notre règne l'abolition générale des droits de
 « *main-morte et de servitude*, et que nous serions
 « ainsi témoin de l'entier affranchissement de nos
 « sujets. »

La servitude et la main-morte, en 1789, existaient principalement dans les coutumes du Mont-Jura, de Nivernais, de Bourgogne, de Bourbonnais, de la Marche, de Vitry-le-Français, de Troyes, et les coutumes locales de Blois.

Mais les droits qui *dérivaient* de la servitude et qui la *représentaient*, sous des rapports particuliers, étaient bien plus généralement répandus. L'assemblée constituante se mit à leur recherche; dirigée par Merlin et les plus savans feudistes (2), elle fit une revue complète des droits féodaux qui traduisaient en faits contemporains l'ancienne condition servile et formaient une partie importante de notre droit coutumier. Nous ne signalerons ici que les points les plus saillans.

(1) Décr. 15 mars 1790, tit. 2, art. 1.

(2) Merlin invoqua le plus souvent La Rocheflavins, Bouhier, Hervé, Henrion de Pansey.

La *taille seigneuriale* pesait encore sur les vassaux; elle était exigible, dans le moyen-âge, comme *taille aux quatre cas*, pour la réception du seigneur au rang de chevalier, le mariage de sa fille aînée, la rançon du seigneur fait prisonnier, le voyage d'outre-mer. Quelques-uns des *quatre cas* étaient tombés en désuétude, mais les seigneurs y avaient suppléé par la *taille* exigée pour leurs noces, pour les couches de leur femme, pour l'acquisition de quelque nouvelle terre : un arrêt du parlement de Toulouse du 22 mai 1644 avait reconnu ces cas de *taille supplémentaire* (1). — La *taille seigneuriale* était une charge personnelle; elle s'imposait *sur le chef et la personne* : elle était bien due par le fond, mais accessoirement et à cause de la personne du possesseur. — Elle était un reste de la servitude, car il était de principe, dans le système de la féodalité absolue, que *mainmortable était corvéable et taillable*.

Le seigneur avait aussi le droit de lever sur ses vassaux une contribution pécuniaire par habitation, *par feux*, pour un besoin pressant; c'était ce qu'on appelait droit de *fouage*, de *monnéage*. — En Gascogne, on connaissait le droit de *quête*; chaque feu était tenu de payer au seigneur certaine rente en blé et autres denrées. Ces privilèges seigneuriaux (2) avaient leur origine dans le droit de battre monnaie que les barons s'étaient long-temps attri-

(1) Questions d'Olive, liv. 2, ch. 6, p. 260-268, et rapport de Merlin.

(2) Il en était fait mention dans les assises de Jérusalem, qui disent souvent, *Le Seigneur qui a fouagé son fief*.....

bué. Ce droit de souveraineté usurpé d'abord sous Louis-le-Débonnaire, mais prohibé par Charles-le-Chauve en l'édit de Pistes (854), fut librement exercé par les seigneurs sous Charles-le-Gros, puis concédé par Hugues-Capet à des corporations ecclésiastiques (1); il était pratiqué si généralement au 12^e siècle, que Philippe-Auguste fut obligé, en 1185, de demander au supérieur de l'abbaye de Corbeil la permission de donner cours dans la contrée à sa monnaie *parisis*. Les seigneurs, sans retenue dans leur despotisme, altéraient souvent les monnaies et en changeaient la valeur. Les vassaux, tourmentés par ces exactions, achetèrent de leurs dominateurs la promesse de ne pas renouveler ces altérations si ruineuses, et de là vint le droit en argent qui se payait par chaque foyer à des époques plus ou moins rapprochées, quoique les seigneurs eussent perdu depuis long-temps le droit de battre monnaie.

On connaissait dans plusieurs coutumes des rentes fondées sur le droit de *guet de garde*. Des ordonnances de Louis XI et de Louis XII (1479—1504) avaient permis de racheter par des redevances annuelles l'obligation imposée à tout habitant, non noble ou ecclésiastique, de *garder le château* du seigneur; la rente était ainsi représentative d'un droit de servitude personnelle.

« Les droits de péage nés, dit le rapporteur Gillet, « à des époques où la raison et la justice étaient

(1) Par exemple, à la fameuse abbaye de St-Martin de Tours.

« sans force , et où la force elle-même était sans raison et sans justice , » s'étaient maintenus dans les coutumes malgré les ordonnances de 1665, de 1669. Leur perception n'était plus qu'une exaction qui entraînait dans la classe des servitudes personnelles.

Des coutumes connaissaient aussi le droit de *pulvérage*, que le seigneur exerçait par un prélèvement sur les troupeaux qui passaient dans son fief , à cause de la poussière qu'ils élevaient sur leur passage; le droit de *banvin* qui privait les vassaux de la liberté de vendre leurs denrées pendant un certain temps , afin de laisser au seigneur la faculté de vendre les siennes sans concurrence; le droit de *minage* emportant contrainte de faire le commerce seulement dans les halles du seigneur; et divers droits exigés pour des faits que les seigneurs ne pouvaient empêcher , comme de vendre du fer , des planches , des cercles , *d'aiguiser les couteaux* , de ramasser les chiffons pour les papeteries, etc., etc., droits multiples et bizarres pratiqués surtout en Alsace (1).

Mais les servitudes personnelles le plus généralement répandues , et qui méritent davantage l'examen du jurisconsulte , c'étaient les banalités et les corvées.

Le droit du seigneur *banier* était , 1^o de forcer ses vassaux à venir au moulin , au four, au pres-

(1) Rapp. du comité féodal du 8 fév. 1790.

soir seigneuriaux ; 2° d'empêcher toute construction de moulin et de four dans l'étendue du fief.

Considéré en lui-même, ce droit était contraire à la liberté; il formait une servitude personnelle. Toutes les banalités n'avaient pas cependant ce dernier caractère : celles qui avaient pour cause des concessions de fonds étaient placées dans la classe des droits réels ; celles qui naissaient de conventions intéressées et réciproques, avaient un prix, une cause, et formaient des obligations innommées, *do ut facias*. L'assemblée ne les a pas confondues : elle a maintenu les banalités réelles et conventionnelles ; elle a proscrit les banalités *personnelles*. Parmi ces dernières, les unes, autrefois établies par la force, suivaient de plein droit le fief ou la justice (1) : elles avaient conservé ce caractère dans onze coutumes (2) ; — les autres étaient fondées sur des contrats d'affranchissement ; en donnant la liberté à des habitants précédemment serfs, en renonçant à certains droits de servitude ou de main-morte, les seigneurs stipulaient le droit de banalité ; sous ce double rapport, la banalité représentait l'ancienne condition servile.

« C'est une vérité malheureusement trop constante,

(1) Etabliss. de St-Louis, ch. 408 : « Les *coutaniers* (c'est-à-dire tous les habitants qui ne tenaient ni au clergé, ni à la noblesse) ne pouvaient « faire moudre qu'au moulin du seigneur. » (Voir aussi somme rurale, p. 903.)

(2) Angoumois, Anjou, Bretagne, Perche, Marche, Loudunois, Maine, Poitou, Saintonge, Sole, Touraine.

« disait le savant rapporteur, que, pendant l'anarchie
 « féodale, tous les habitans des campagnes et ceux
 « de presque toutes les villes étaient serfs. Dans cette
 « condition, ils ne connaissaient de lois que la volon-
 « té de leurs seigneurs : de là l'obligation qu'ils leur
 « imposèrent d'aller aux moulins, four, pressoir éta-
 « blis dans leurs terres, et qui étaient pour eux des
 « objets de revenu; grand nombre de chartes d'affran-
 « chissement prouvent que les serfs n'obtinent la
 « liberté que sous la condition expresse de demeurer soumis à cette espèce de servitude (1).

« Tout ce qui n'était ni ecclésiastique ni noble
 « devait être soumis aux banalités, parce qu'il n'y
 « avait alors personne dans la roture qui ne fût ou
 « *serf, ou affranchi, ou descendant d'affranchi.* »

La présomption générale était donc que les banalités avaient pour cause l'oppression, qu'elles étaient des émanations de la servitude personnelle, sauf la preuve contraire qui résulterait de titres de concession foncière ou de conventions synallagmatiques.

L'assemblée envisagea les corvées sous de semblables rapports : même origine, même cause de généralité dans la servitude primitive; même raison de distinction. Les corvées étaient *réelles* si elles

(1) *Hanc manumissionem tali conditione fecimus... quod ipsi manumissi et heredes sui molere teneantur ad molendinum nostrum, prout consueverant tempore retroacto.* (Ordonn. du Louvre, t. 2, p. 301.)

Même clause dans la charte d'affranchissement de 1250, du faubourg St-Germain. (Hist. de St-Germain-des-Prés, pièces justificatives, 4^{re} part.)

avaient été imposées sur le fonds lors de la concession seigneuriale ; celles-ci n'étaient pas abolies , mais déclarées rachetables : le possesseur du sol concédé à titre de censive devait ou les exécuter , ou les racheter , ou déguerpir. — Les corvées étaient personnelles quand elles avaient été établies sur les personnes , sur les habitans d'une seigneurie, sans considérer s'ils possédaient des héritages ou s'ils n'en possédaient pas. Les serfs, les main-mortables étaient, sous la féodalité absolue, corvéables à volonté ; en faisant des affranchissemens dans leur territoire, les seigneurs ont retenu le droit de corvée ; les corvées ont été subrogées à l'ancienne servitude, elles la représentaient : dans le doute sur leurs caractères, réel ou personnel , elles devaient donc être réputées personnelles et se trouver enveloppées dans l'abolition.

N° 2. — HOMMES LIBRES.

Égalité devant la loi.

En effaçant les traces de la servitude personnelle et réelle, la constituante devait effacer aussi des contrats de la féodalité ce qui affectait directement les personnes, ce qui établissait des rapports de dépendance et d'inégalité dans la condition des hommes libres. Ainsi , aux yeux de la loi, il ne devait plus y avoir ni seigneurs et vassaux , ni nobles et roturiers (1). — Les privilèges honorifiques dans les églises, les bancs seigneuriaux, les insignes et les

(1) Décr. 4 août 89 ; Décr. du 19 juin 90.

droits du patronage féodal cessaient d'exister. — Du vassal au seigneur qui voyaient disparaître leur qualité respective, il n'y avait plus lieu à foi et hommage, aux aveux et dénombremens; de même, du censitaire au seigneur il n'y avait plus obligation personnelle de *déclarations à terrier* (1). Tout ce qui dépassait la simple qualité de créancier et de débiteur, de vendeur et d'acquéreur, tout ce qui dépassait les obligations civiles qui en dérivait, tomba devant l'égalité de la loi nouvelle.

Le privilège féodal accompagnait et distinguait les hommes jusqu'au sein de l'expiation du crime. La loi égalisa les coupables sous le niveau du châtiement: même genre de délit, même genre de peine. — L'égalité des peines, sans considération du rang des personnes, a été votée le 24 janvier 1790; et trois ans après, à pareil jour, elle frappait une tête royale! Fausse et fatale application qui ne peut rien ôter cependant à la vérité du principe. — L'assemblée nationale, jalouse de conserver aux individus de chaque famille leur part d'honneur et leurs chances de prospérité, mit à côté de l'égalité des châtimens le dogme moral, *que les fautes sont personnelles*, et que l'expiation doit l'être; dogme chrétien contraire à l'esprit germanique et féodal, qui du crime ou de la querelle d'un homme faisait le crime ou la querelle de toute sa famille, en ligne directe et colla-

(1) Décr. 45 mars 90. Les déclarations à terrier étaient pour les censives ce que les aveux et dénombremens étaient pour les fiefs.

térale. La flétrissure légale qui était imprimée à la famille du condamné, l'incapacité qui interdisait aux parens l'entrée de certaines professions, des emplois et dignités, furent effacées : elles étaient, dans la loi pénale, une tradition de la solidarité barbare (1). — La confiscation des biens, qui était aussi une peine contre la famille, fut abolie.

Religieux. — Droits civils.

Sous l'ancienne monarchie, la loi civile et la loi religieuse s'étaient confondues dans l'alliance du catholicisme et de la royauté. L'état avait sanctionné les règles canoniques sur la vie monastique. Et comme les religieux, selon les principes du culte dominant, étaient morts au monde temporel, l'état, par contre-coup, les frappait de mort civile. Bien d'autres conséquences avaient passé dans la législation; l'ordonnance de Blois les avait recueillies et s'était ouverte largement à la réaction catholique; la révolution en détruisit successivement tous les effets. — La vie civile fut d'abord restituée aux religieux de l'un et de l'autre sexe, le mariage leur fut permis (2); ils purent transmettre à leurs héritiers légitimes ou testamentaires les biens acquis depuis la sortie du cloître; mais ils ne purent recevoir par donations entre-vifs ou testamentaires que des pensions, des rentes viagères; ils demeurèrent même

(1) On peut voir l'ouvrage de M. Lacretelle aîné sur ce sujet.

(2) Décr. 4 oct. 1790, 6 janv., 12 sept. 1791.

incapables de recueillir des successions (1); seulement, s'ils se trouvaient en concours avec le fisc, ils héritaient préférentiellement à lui. La loi ne voulut pas troubler l'ordre antérieur qui s'était établi dans les familles, en perspective de l'état religieux embrassé par quelques-uns de leurs membres. L'assemblée constituante n'a point mis dans son code la rétroactivité des lois; le principe de justice qui la gouvernait, dominait son action révolutionnaire.

Protestans. — Restitutions des biens et de la qualité de Français.

Les protestans, victimes des lois intolérantes de Louis XIV et de Louis XV, avaient été rappelés en 1787, par Malesherbes, à la jouissance de l'état civil; en 89, à l'exercice des droits politiques (2). — La justice réparatrice de l'assemblée constituante alla plus loin; elle rendit aux héritiers des religionnaires fugitifs les biens qui avaient été confisqués et qui se trouvaient incorporés au domaine de l'état (3). Les possessions particulières furent respectées. Ceux à qui le gouvernement de Louis XIV avait abandonné ou vendu les dépouilles des proscrits, ne furent point inquiétés dans leurs titres de propriété, ou chargés

(1) Décr. 43, 20 fév., 49 mars 1790.

(2) Décr. 24 déc. 1789. Voir aussi Décr. 17 août et 1^{er} déc. 1790, sur les protestans d'Alsace et les biens de leurs établissemens religieux.

(3) Décr. 40 juil. 1790, 9 déc. — Il y avait des fermiers de la régie aux biens des religionnaires.

d'une indemnité au profit des anciens fugitifs. La loi respecta le passé; deux fois cependant ce respect fléchit, mais c'était par esprit de justice : les dénonciateurs des hérétiques qui, pour prix *de leurs services*, jouissaient encore de biens confisqués, furent privés de cette jouissance à partir du 1^{er} janvier 1791 (1); de plus, les dons et concessions de biens faits à titre gratuit par des religionnaires, à d'autres que leurs parens, furent révoqués. La restitution des biens était seulement en faveur de la famille, et les dons faits à des étrangers sous le coup de l'oppression, n'étaient pas censés le fruit d'une volonté libre. Mais si ces étrangers étaient représentés par des tiers-acquéreurs ou d'autres successeurs à titre particulier, ou même par des héritiers qui auraient possédé pendant trente ans, les droits des uns et des autres étaient mis à l'abri de toute atteinte.

Les législateurs de 1790 voulurent poursuivre la réaction de Louis XIV dans ses dernières conséquences pour en effacer les traces. Si les titres du demandeur en main-levée des biens confisqués n'étaient pas suffisans pour prouver sa parenté ou la propriété des biens par lui réclamés, il était admis à compléter cette preuve par enquête de commune renommée (2). La mère-patrie, dans sa sollicitude, allait même rechercher sur la terre étrangère

(1) Décr. 9 déc. 1790, art. 15-16.

(2) Art. 4.

les derniers rejets que les exilés avaient pu y laisser, afin de leur rendre le bienfait de l'origine française : tout descendant né en pays étranger d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, est déclaré par la loi *naturel Français* ; s'il revient en France, s'il y fixe son domicile et prête le serment civique, il jouit des droits attachés à cette qualité (1).

Juifs.

Mais l'assemblée, qui s'était empressée de mettre les *non catholiques* sur la même ligne que les autres citoyens, ne se sentit pas la même sympathie pour les individus *non chrétiens*. Son esprit d'égalité luttait péniblement contre lui-même dans la question des juifs. La constituante hésita pendant tout le cours de sa session devant les préventions nationales. Lorsque, en 89, elle appelait les protestants à l'égalité, lorsque plus tard elle faisait une condition favorable aux étrangers résidant en France (2), elle déclara ne vouloir rien préjuger sur la question des juifs : seulement elle confirma les droits antérieurement accordés par lettres-patentes aux juifs portugais, espagnols, avignonnais (3). Elle abolit la redevance annuelle de 20,000 fr. levée sur les juifs de Metz et du pays messin, sous le nom de droit *d'habitation, protection et tolérance* ; elle abolit toutes

(1) Art. 22.

(2) Décr. 24 déc. 1789 et 30 avril 1790.

(3) Décr. 28 janv. 1790.

redevances de même nature, qui perçues au profit du trésor, des villes, des communautés, des particuliers, rappelaient l'époque où les juifs étaient serfs, main-mortables, et avaient les seigneurs pour héritiers (1). Mais les juifs de l'Alsace et de quelques autres provinces, que les classes populaires poursuivaient de leur animosité, ne trouvaient aucune bienveillance chez les législateurs de 89; seulement, au milieu des dangers qui les entouraient, ils furent protégés par la déclaration qu'ils étaient mis sous la sauvegarde de la loi (2) : ils furent ainsi préservés de la haine alsacienne qui les accusait d'avoir quinze millions de créances pour trois millions prêtés aux gens du peuple.

Cependant, en septembre 1791, et lorsque l'assemblée arrivait au terme de sa carrière, le principe de la constitution l'emporta; tous les droits civiques et civils furent accordés aux juifs comme aux autres citoyens : « L'assemblée nationale, considérant que
« les conditions nécessaires pour être citoyen français
« et pour devenir citoyen actif, sont fixées par la
« constitution, et que tout homme qui, réunissant
« lesdites conditions, prête le serment civique et
« s'engage à remplir tous les devoirs que la constitution impose, a droit à tous les avantages qu'elle
« assure, révoque tous les ajournemens, réserves
« et exceptions insérées dans les précédens décrets

(1) Décr. 20 juillet 1790.—Esprit des Lois, liv. 21, ch. 20.—Voir à la note un fait de 1206 qui y est relaté.

(2) Arr. 28 sept. 1789, 16 août 1790.

« relativement aux *individus juifs* qui prêteront le « serment civique (1)..... » Les juifs participèrent donc au droit commun des Français pour l'avenir; mais leurs titres de créances, antérieurs à cette époque, restèrent placés sous les lois exceptionnelles qui les avaient frappés de suspicion et de réprobation.

Étrangers. — Droits d'aubaine et de détraction. — Obtention nouvelle de la qualité de Français.

Les étrangers avaient subi successivement l'empire des coutumes féodales et des droits de la couronne. Le droit d'aubaine auquel ils pouvaient encore être soumis à la fin du 18^e siècle, avait son origine dans la féodalité. L'aubain devenait le serf du seigneur sur la terre duquel il vivait (2) : étaient réputés *aubains* ceux qui quittaient la terre d'un seigneur pour aller demeurer dans celle d'un autre; c'est la première époque. — L'émancipation des communes établit des rapports nouveaux; le commerce naquit; les changemens de résidence furent plus faciles : sous St-Louis les étrangers qui s'établissaient dans une seigneurie devaient reconnaître le seigneur dans l'an et jour, à peine d'amende; sous Philippe-le-Bel, le droit d'aubaine entre les seigneurs tomba en désuétude. Le roi avait seul le droit

(1) Décr. 27 sept. 1791. (Voir Merlin, Quest. de Droit, vo *Arrêt de règlement*, § 1^{er}.)

(2) Beaumanoir, chap. 45, p. 254, Glossaire de Delaurière, vo *Aubain*, p. 92.

d'accorder des lettres de naturalité, et Charles VI attribua expressément à la couronne le droit d'aubaine par lettres-patentes du 5 septembre 1386. Dans ce même 14^e siècle, les étrangers furent déclarés capables en France des *actes du droit des gens*, selon la distinction du droit romain, tels qu'acquérir et posséder, et incapables des actes *du droit civil*, tels qu'hériter, transmettre leurs successions *ab intestat* ou par testament. La maxime fut que l'étranger vivait libre en France, mais mourait esclave, *peregrinus vivit liber et servus moritur*. Le roi était son héritier, et au 16^e siècle le droit du roi était généralement considéré comme domanial; les extraits des registres de la cour des comptes de 1540 et 1576, publiés pour la première fois par J. Bacquet (1), supposent le droit du roi comme reconnu à l'exclusion de celui des hauts-justiciers.

Des exemptions du droit d'aubaine furent accordées par Louis XI et Charles VIII à la province du Languedoc (2). Henry IV, Louis XIII et Louis XIV accordèrent des privilèges de ce genre dans l'intérêt de l'industrie, des manufactures et de quelques ports de mer. Les villes de Bordeaux, de Lyon, de Marseille, de Dunkerque, devinrent florissantes par ces exemptions. — Sous le règne de Louis XV et de

(1) En 1577; *droit d'aubaine*, 1^{re} part., p. 11 et 12.

(2) Lettres patentes de Louis XI, juillet 1475, de Charles VIII, juillet 1481. — Les aubaines pouvaient transmettre leur succession à leurs parens aubains et regnicoles. — Bacquet, 5^e partie, ch. 39. — Mainard, liv. 8, ch. 48.

Louis XVI, de nombreux traités furent conclus entre les puissances européennes pour l'abolition réciproque de *l'aubaine*, ou pour le seul prélèvement d'un droit de 10 p. % sur les successions, sous le titre de droit de *détraction*. Louis XVI, par édit du 18 janvier 1787, abolit même le droit d'aubaine, sans réserve et sans réciprocité, à l'égard des sujets de la Grande-Bretagne, et cela malgré la rigueur des lois britanniques qui défendaient à l'étranger l'acquisition d'immeubles en Angleterre (1).

L'assemblée constituante suivit l'impulsion donnée à l'esprit public par Montesquieu et les écrivains économistes. Montesquieu avait flétri le droit d'aubaine du nom de droit insensé. Le Trône avait dit :
 « En général, ne vous est-il pas avantageux que les
 « étrangers viennent chez vous; qu'ils vous appor-
 « tent leurs richesses, leur industrie, leur consom-
 « mation; qu'ils augmentent le nombre de vos
 « sujets? Lorsqu'on a voulu favoriser quelque éta-
 « blissement particulier, tel que les foires de Lyon,
 « ou quelque manufacture privilégiée, et y attirer les
 « étrangers, on a toujours commencé par les affran-
 « chir du droit d'aubaine. Mais si cet affranchisse-

(1) En Angleterre, l'étranger, *alien*, capable de posséder, d'hériter et de léguer des biens meubles, ne peut ni hériter, ni acheter des biens fonds. Le regnicole naturalisé par le roi (*denizen*, *petite denization*) peut acheter des biens fonds et les transmettre à des héritiers. — Celui qui a été naturalisé par un acte de parlement (*grande denization*) peut seul être héritier de terres. (Voir traité d'Utrecht, 11 avril 1713, art. 13, et décl. 1739.)

« ment est utile pour faire fleurir tel ou tel objet,
 « il l'est généralement et en toute circonstance pour
 « tout le royaume (1). » — Dans son livre de l'ad-
 ministration des finances, Necker avait dit aussi :
 « Si ce droit s'établissait chez quelques nations à
 « l'égard des Français, ce ne serait pas un motif
 « pour en agir de même avec elles; car la réciprocité
 « n'est jamais raisonnable quand elle ne peut exister
 « qu'à son propre dommage...., et le droit d'aubaine
 « est encore plus préjudiciable aux nations qui l'exer-
 « cent qu'aux étrangers dont on usurpe ainsi la
 « fortune. »

L'assemblée nationale ne vit pas seulement la raison d'utilité pratique, elle proclama un principe de droit social, de droit *humain* (2) : « L'assemblée
 « nationale, considérant que le droit d'aubaine est
 « contraire aux principes de fraternité qui doivent
 « lier tous les hommes, quels que soient leur pays
 « et leur gouvernement; que ce droit établi dans
 « des temps barbares, doit être proscrit chez un
 « peuple qui a fondé sa constitution sur les droits
 « de l'homme et du citoyen, et que la France libre
 « doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre,
 « en les invitant à jouir, sous un gouvernement
 « libre, des droits sacrés et inaliénables de l'hu-
 « manité, a décrété et décrète ce qui suit : le droit

(1) De l'administration provinciale, liv. 3, ch. XI. (Voir la Législation civile de Locré, t. 2, p. 125.)

(2) Nous n'osons pas dire *humanitaire*, tant on a dernièrement abusé de ce mot, dont l'équivalent est cependant nécessaire à la science.

« d'aubaine et celui de détraction sont abolis
« pour toujours. »

L'exemption du droit d'aubaine donnait aux étrangers qui se trouvaient en France le droit de transmettre leurs biens ab intestat ou par testament, et de recueillir ceux que laissaient en France leurs parens *étrangers* : elle ne leur donnait pas le droit de succéder à leurs parens *français* (1), mais cette dernière concession leur fut faite par la loi du 8 avril 1794 et par la constitution : « Les étran-
« gers, quoique établis hors du royaume, sont capa-
« bles de recueillir en France les successions de leurs
« parens même *Français* ; ils pourront de même re-
« cevoir et disposer par tous les moyens qui se-
« ront autorisés par la loi (2). »

Ces décrets n'avaient pas renversé entre les nations les barrières légitimes, n'avaient pas appelé les étrangers à jouir en France de tous les droits civils : il nous paraît utile de bien déterminer ici les effets de l'abolition du droit d'aubaine et ceux de la loi de 1794 ; car les principes que nous allons exposer s'appliquent à la législation qui nous régit aujourd'hui (3).

Les droits civils, considérés généralement, se rapportent à l'état des personnes, à la possession, trans-

(1) Arrêt de cass., 2 prairial an 9. — Sirey, t. 4^{er}, p. 442.

(2) Décr. 8 avril 1794, art. 3, Constit., tit. 6.

(3) La loi du 14 juillet 1849, en abrogeant le système de réciprocité établi par le code civil, a consacré dans notre droit les principes émis par l'assemblée constituante

mission et disposition des choses, à titre onéreux ou gratuit. Les lois qui établissent ces droits, ou qui les sanctionnent, se divisent en lois *personnelles* et *réelles*.

— Chaque nation a son existence propre et indépendante : elle doit distinguer ses membres de ceux des nations étrangères. Elle les distingue par la capacité-civile ou l'incapacité qu'elle leur attribue et qui forme leur état. La loi nationale qui attache ce caractère distinctif à la personne est la *loi personnelle*; elle ne s'arrête pas, dans ses effets, aux limites d'un territoire, elle suit la personne en tous lieux. Ceux des droits civils qui se rangent sous ce caractère de loi sont le patrimoine commun des naturels du pays ou des individus naturalisés.

Mais entre les différentes sociétés et les membres qui les composent respectivement, des rapports sont possibles, sont même nécessaires, surtout dans un état avancé de civilisation. Ces rapports sont fondés principalement sur l'intérêt; l'intérêt a formé les liens des échanges et du commerce. Les sociétés, parvenues à un degré de civilisation qui multiplie les rapports entre les peuples et les individus, doivent donc mettre à la portée des individus, d'origine diverse, toutes les facultés, tous les droits civils qui entrent dans cette classe de rapports, et, par conséquent, tous les droits relatifs à la possession, transmission et disposition des choses mobilières et immobilières.— Dans cette classe de rapports et dans cette communauté légitime n'entrent pas les droits civils nécessairement attachés à la capacité personnelle et distinctive des individus, à la constitution

particulière des rapports des famille : ainsi les conditions nationales de la majorité des personnes , de la légitimité des enfans ; les droits de famille , comme l'autorité maritale , la puissance paternelle , le droit de tutelle et curatelle ; en un mot , tous les droits qui tiennent à l'état civil des individus et qui constituent *la loi personnelle* , sont par leur nature même hors de la participation des étrangers. Mais le droit de contracter , de vendre , d'acquérir des biens meubles et immeubles , de succéder , de transmettre par voie de succession , de donation , de testament , et généralement tous les droits qui sont compris dans le vaste cercle du commerce et de la propriété , peuvent être mis naturellement à la disposition des étrangers et de la grande famille humaine.

C'est cette dernière classe de droits que l'assemblée constituante à concédée aux membres des diverses nations , en abolissant le droit d'aubaine.

Mais la loi française n'a pas alors abdiqué sa souveraineté légitime. La société , qui doit distinguer ses membres des autres hommes , doit distinguer aussi son territoire de celui des autres états : la souveraineté nationale s'étend en effet sur le territoire comme sur les personnes ; une nation ne peut donc permettre aux lois d'un autre peuple d'exercer leur empire sur quelques portions du territoire qui lui appartient. L'assemblée constituante a permis aux étrangers qui posséderaient des immeubles , de les transmettre par voie de succession , donation ou testament ; mais les coutumes d'alors déterminaient par des *statuts réels* les conditions de

leur transmission ; et les étrangers, comme les naturels du pays, étaient obligés de s'y soumettre. C'était donc aux lois françaises à régler la transmission héréditaire et la disposition des immeubles. Tout ce qui est relatif à cette transmission par voie de succession légitime ou testamentaire est l'objet des lois réelles ; l'étranger, d'après le principe nouveau de l'assemblée constituante, ne pouvait donner plus que la coutume de la situation de l'immeuble ne le permettait ; il devait se restreindre à la quotité disponible fixée par les coutumes ; de même aujourd'hui il doit suivre les déterminations fixées par le code civil, loi territoriale du royaume.

Concluons : 1^o dans l'ensemble des droits attribués aux étrangers n'étaient pas ceux qui constituaient *la loi personnelle* des Français ; l'étranger restait soumis à la loi personnelle de son pays ; 2^o dans l'exercice des droits civils qui lui étaient départis, l'étranger était obligé de se conformer aux lois qui formaient des *statuts réels*, aux lois *territoriales* de la France : que l'on dise maintenant, comme on l'a si souvent répété, que les législateurs de 89 s'étaient laissé égarer par leur philanthropie, en abolissant le droit d'aubaine !

L'assemblée nationale a déterminé, de plus, les conditions auxquelles l'étranger serait assimilé au Français et aurait la plénitude des droits civils ; il suffisait du domicile continu en France, pendant cinq ans, accompagné de l'une de ces circonstances, l'acquisition d'un immeuble, le mariage avec une

Française, un établissement de commerce, l'obtention de lettres de bourgeoisie dans quelques villes (1).

Nous avons rappelé déjà la disposition favorable aux descendants d'un Français ou *d'une Française* expatriés pour cause de religion. Le besoin de réparer une injustice sociale a pu seul faire établir une exception en faveur de l'origine maternelle, qui ne doit être considérée généralement comme un titre que pour les enfans nés hors mariage.

Pour reconnaître l'état des personnes dans les familles et leur qualité originaire, les lois ont à apprécier l'origine de naissance et l'origine paternelle, *origo propria*, *origo paterna*; elles accordent plus ou moins à l'une ou à l'autre. Sous l'empire du droit d'aubaine, l'événement de la naissance sur la terre d'un seigneur, ou dans un lieu de la dépendance du roi, était considéré comme le fait le plus important pour fixer la qualité de la personne; c'était le fait *matériel* et ostensible, celui qui devait faire le plus d'impression sur une législation non encore dégagée du principe matériel: l'origine paternelle, quand l'enfant était né en pays étranger, n'avait pas la même force; le fils né d'un Français en terre étrangère était présumé aubain, et il avait besoin des lettres du roi pour être relevé de son incapacité de succéder (2). Le droit romain, au contraire, ac-

(1) Décr. 30 avril 1790.

(2) Voir Bacquet, droit d'aubaine; il rapporte une longue controverse et ne conclut pour l'enfant né, en pays étranger, d'un Français, que par le moyen terme des lettres du roi, 5^e partie, ch. 39, n^o 27.

cordait à l'origine paternelle les mêmes effets qu'à la double origine du sang et de la naissance (1) : l'assemblée constituante, subissant encore l'influence des idées que l'usage du droit d'aubaine avait répandues, mettait sur la même ligne les individus qui étaient nés en France d'un *père étranger*, et ceux qui étaient nés en pays étranger d'un *père français* ; elle reconnaissait dans les uns et les autres la qualité de *citoyens français* (2), s'ils avaient établi leur résidence en France : l'origine paternelle n'avait pas plus de faveur que la naissance accidentelle sur le sol français ; c'était un dernier reste, une tradition inaperçue de l'empire de la terre sur l'homme, loi de la féodalité (3).

Esclaves coloniaux. — Hommes de couleur.

La terre de France devait la liberté à l'homme qui la touchait ; même au sortir du moyen-âge, les rois avaient écrit dans les ordonnances la maxime libératrice de l'esclave qui mettait le pied sur le sol français. Le 18^e siècle avait vu la maxime entravée par l'intérêt colonial ; l'assemblée constituante l'a rétablie dans ses lois : « Tout individu est libre aussi-

(1) *Filius sequitur originem patris vel civitatem ex qua pater naturalem originem ducit, estque civis ejus civitatis in qua pater natus est.* (Cod. lib. X. l. *Filios de municip. et orig.*)

(2) Const. de 1791, tit. 2, art. 2.

(3) Le code civil a rendu à l'origine paternelle tous ses droits, art. 10 *Tout enfant né d'un Français en pays étranger est Français.*

« tôt qu'il est entré en France (1). » Mais une grave question pesait sur les esprits, la question de l'esclavage dans les colonies. « Tout homme de quelque couleur qu'il soit (dit la loi de 94), jouit en France de tous les droits de citoyen, s'il a les qualités prescrites par la constitution pour les exercer. » L'assemblée, en se reportant sur la France, appelait tous les hommes à la liberté; là elle donnait à ses principes toute leur force, tout leur essor; mais quand elle se transportait par la pensée sur ce terrain brûlant que l'esclave africain arrosait de ses sueurs, elle s'arrêtait effrayée des orages que le mot de liberté allait faire éclater. Barnave, faisant un rapport sur les colonies (4), non seulement n'ose pas prononcer le mot de *liberté*, il n'ose pas même prononcer le nom d'*esclave*: il appelle certains habitans des colonies des *personnes non libres*. Les décrets de 1794 disent aussi, *les personnes non libres* (2); mais tous les ménagemens de l'assemblée dans ses rapports et ses décrets, toutes ses concessions aux assemblées coloniales chargées de statuer sur l'état politique des hommes de couleur, concessions qui lui furent reprochées par la presse populaire comme une apostasie, ne pouvaient maîtriser les événemens et empêcher la guerre des races. La guerre d'extermi-

(1) Décr. 28 sept. 1794, art. 4^{er}.

(2) Rapport du 8 mars 1790.

(3) Décr. 13 mai et 24 sept. 1794.

nation commença, sous la conduite des nègres Jean - François et Toussaint - Louverture, par l'incendie de la plaine du Cap-Français, le 22 août 1791, et l'assemblée nationale ignorant la marche dévorante des événemens, rendait, le 24 septembre 1791, un décret en faveur des blancs et des assemblées coloniales (1) !

§ 2. — Action de la révolution à l'égard de la propriété.

Nous avons apprécié l'esprit des lois de 89 dans leur rapport avec l'état civil des personnes.

Nous devons suivre l'action de la révolution dans les divers ordres de propriété : 1° dans l'ordre de la propriété privée; 2° dans l'ordre de la propriété communale; 3° dans l'ordre de la propriété publique.

(1) Voici le tableau des travaux de l'assemblée constituante sur les nègres et les hommes de couleur :

8 mars 1790, Rapport de Barnave ;

12 oct., Rapport du même ;

29 nov., Décr. ;

13, 15 et 29 mai 1791, Décr. ;

15 juin, Instruction ;

23 sept., Rapp. de Barnave ;

24 sept., Décr. ;

Droits des hommes de couleurs :

15 mai 1791, Décr. ;

24 sept. 1791, Décr. ;

28 sept. 1791, Décr., art. 5.

Sur les événemens qui ont été connus de l'assemblée et qui ont suspendu ses travaux, voir Camus, not. 20, p. 28; — voir aussi l'*Hist. parlem.*, t. 11, p. 458.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, affranchissement. — Droits féodaux. — modification. — Division des propriétés. — Essai de mobilisation. — Vente des biens nationaux. — Création des assignats. — Immeubles fictifs.

L'objet de la révolution dans l'ordre de la propriété territoriale, fut d'affranchir le sol, de le diviser, d'en faciliter la transmission.

La distinction si rationnelle, introduite à l'égard des personnes, entre la féodalité *dominante* et la féodalité *contractante*, fut également appliquée à la propriété foncière. L'assemblée nationale effaça des héritages toutes les traces de la servitude : elle détruisit la main-morte réelle qui représentait l'héritage servile; mais elle laissa subsister, sur les fonds originairement concédés en main-morte réelle, les droits qui n'avaient rien de servile en eux-mêmes. Les clauses de main-morte étaient annulées comme illicites (1). Les droits de cens, de lods et ventes et autres droits qui pouvaient grever l'héritage *en main-morte*, comme l'héritage *en censive*, furent maintenus : ils étaient censés l'expression d'une convention libre. Tel était le respect de l'assemblée pour les *droits utiles* de la féodalité contractante, que si une concession primitive en main-morte avait été convertie en censive, le vice originaire n'était pas imputé au second titre. Le vice du contrat était légalement anéanti par le résiliement, exprès ou tacite, intervenu entre le seigneur et le concessionnaire.

(1) Rapp. de Merlin, 8 fév. 1790.

Aux yeux du législateur de 89, la convention nouvelle fondée sur des redevances ou des prestations foncières, n'était pas représentative de l'ancienne convention fondée sur des services personnels (1).

L'abolition du régime féodal entraînait l'abolition des *fiefs* et des *censives*. Affranchis des lois de la féodalité, les fiefs et les censives n'ont plus été que des biens *allodiaux* soumis aux lois communes de la propriété foncière. La propriété a repris l'indépendance antérieure à l'époque féodale. Le principe libre du droit romain, qui s'était maintenu dans les coutumes méridionales, devint, après tant de siècles de compression, le principe général de la propriété.

Le caractère des droits féodaux et censuels fut profondément modifié par suite de cette grande réaction. Mais l'assemblée nationale ne dépouilla point les contrats seigneuriaux des profits pécuniaires et des prestations en fruits qui s'y trouvaient stipulés. Le changement s'opérait dans la nature des biens et des droits, sans détruire les rapports *intéressés* entre le seigneur et le vassal, le bailleur et le censitaire. « L'objet des décrets du 4 août a été d'adoucir le sort des censitaires, mais on ne doit pas à l'amélioration de leur sort le sacrifice *des principes de la justice et de l'équité* : » c'est le langage du rapporteur

(1) Il en eût été autrement si aux services de main-morte on avait substitué d'autres services personnels ; il y aurait eu, dans ce cas, représentation de servitude personnelle abolie sans indemnité. (Voir le rapp. de Merlin, 8 fév. 1790.)

Merlin. Les droits féodaux et censuels, les rentes seigneuriales, les champarts et agriers, répandus dans toute la France, ont été généralement, convertis alors en simples droits fonciers susceptibles de rachat (1). — Enfin les charges foncières elles-mêmes, les rentes non seigneuriales qui étaient établies dans les baux à rentes foncières ou perpétuelles, furent déclarées temporaires et rachetables (2). — « En déclarant certains droits et « devoirs rachetables, disait aussi Tronchet dans « son rapport, on a converti en charges purement « réelles les droits seigneuriaux, et on les a assimilés « à toutes les charges foncières.... Les droits fonciers « que le bailleur d'un fonds s'est réservés, en l'aliénant, sont une portion de la propriété; c'est ce « genre de propriété que les lois et les jurisconsultes « expriment par le terme de propriété *directe*, et « qu'ils mettent en opposition avec la propriété *utile*, « par lequel ils désignent le droit du preneur, pour « le cas d'un simple bail à rente foncière, comme « pour celui de l'inféodation et de l'accensement dont « le caractère propre est celui d'un bail à rente « foncière. » — Dans la théorie de l'assemblée constituante, la faculté qui est accordée à l'ancien vassal, au censitaire, au débiteur de la rente foncière, de racheter des droits perpétuels et irrachetables, se réduit en dernière analyse à la faculté d'acheter une

(1) Décr. 41 août 1789, 44 mars 1790, 15 mars, 22 déc., 19 avril 1791, 7 juin, 15 juin (Instruction), Décr. 22 juin, 30 juillet.

(2) Décr. 18 déc. 1790.

propriété qu'ils n'avaient pas (1). Toutes les charges foncières, provenant soit de contrats d'inféodation ou d'accensement, soit de simples baux à rente, ont reçu de la révolution le même caractère : droits simplement fonciers et droits féodaux ont été réunis sous l'empire d'un même principe et d'une même législation.

Voilà donc la révolution opérée par la constituante dans l'ordre de la propriété féodale : plus de main-morte réelle, plus de fiefs et de censives, plus d'héritages nobles et roturiers; comme dans la classe correspondante des personnes, il n'y a plus de main-mortables, plus de vassaux et de censitaires, plus de nobles et de roturiers. — LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE EST UNE : la révolution, là encore, a conquis l'unité.

Dans l'ordre des droits réels, les anciens contrats et les droits féodaux ou fonciers sont égaux. — Les rentes simplement foncières qui étaient perpétuelles, immobilières, et qui divisaient la propriété en deux parts, conservent leur caractère immobilier, inhérent à l'immeuble (2); elles en sont encore une partie intégrante et susceptible d'hypothèque; mais elles perdent leur caractère de perpétuité : tous les droits fonciers, sans exception, sont également rachetables. — Au reste, l'assemblée constituante,

(1) Rapp. de Tronchet.

(2) Décr. 18 déc. 1790, tit. 5, art. 3: « La faculté de racheter les rentes « foncières ne change rien à leur nature immobilière, ni quant à la loi qui « les régissait pour succession, disposition entre-vifs, testament, etc.. »

a continué, sous ce dernier rapport, un mouvement historique. — Elle a fait, à l'égard des rentes foncières sur les héritages ruraux, ce que Charles VII, François I^{er} et Henri II avaient fait pour les rentes foncières et perpétuelles établies sur les maisons situées dans les villes. Les ordonnances *royaux* avaient déclaré ces rentes rachetables d'abord pour Paris et ensuite pour toutes les villes de France (1). Le législateur de 89 a donc, sous ce rapport, consommé seulement une émancipation commencée aux 15^e et 16^e siècles.

Pour déterminer les conditions du rachat et l'évaluation des droits rachetables, l'assemblée eut à vaincre, dans la diversité *dès droits fixes* et l'éventualité des *droits casuels*, d'extrêmes difficultés : Tronchet fit le rapport au nom du comité féodal; ce rapport, œuvre de travail et de combinaison, demandait toute la netteté d'idées, toute la méthode de son auteur; mais aujourd'hui c'est une œuvre inutile, même par l'histoire (2); car le principe du rachat, établi par l'assemblée, s'est bientôt perdu dans le cours impétueux des décrets et des événemens postérieurs.

Ce principe du rachat, appliqué à des droits qui étaient un attribut de la féodalité *contractante*, laissait subsister, jusqu'au rachat effectif, plusieurs vestiges

(1) Ordonnances de Charles VII, nov. 1444, de François I^{er}, oct. 1539, de Henri II, mai 1553. (Voir le *Corps du Droit français*, édition de 1600, p. 318-330, in-4^o.)

(2) Le Décr. est du 3 mai 1790.

du régime féodal : ainsi, les contrats de fief et de cens ne recevaient jusque là aucune atteinte quant aux *profits féodaux*, aux *droits casuels* des anciens seigneurs (1) : on ne pouvait même racheter les droits casuels dus par un héritage sans racheter les droits fixes (2). Le seigneur qui avait des droits *de lods et ventes*, *de quint et de requint*, d'après les conventions primitives, conservait la faculté de les percevoir lors des mutations qui y donnaient ouverture : seulement il n'aurait pu poursuivre par la saisie *féodale et censuelle*, il n'aurait eu que l'action ordinaire d'un créancier bailleur de fonds qui, faute de paiement, peut obtenir condamnation pour faire saisir l'héritage (3). L'assemblée nationale, comme on le voit, avait porté loin son respect pour les droits pécuniaires que la féodalité puisait dans les contrats anciens et modernes ; et ce respect explique les agitations qui survécurent à ses décrets.

Mais elle abolit immédiatement et sans réserve tous les droits seigneuriaux et réels qui tenaient à la féodalité *dominante*, à la féodalité considérée en dehors des contrats.

Ainsi disparurent les droits exclusifs de chasse, de garenne ouverte (4), de fuie et colombier, de

(1) Décr. 15 mars 1790, tit. 2, art. 3.

(2) Décr. 20 sept. 1790, art. 11.

(3) Art. 7, Décr. 15 mars 1790. (Voir aussi l'ouvrage de Garnier, sur la Destruction du Régime féodal, p. 88.)

(4) Droit féodal consacré par l'ord. des eaux-et-forêts, tit. 30, art. 49.

préage et ravage sur les prés, de parcours et pâturage avant la première coupe (1); les justices seigneuriales et tous les droits qui en dépendaient; comme les droits de déshérence, de bâtardise, d'épave, de troupeaux à part, appartenant encore en plusieurs coutumes aux seigneurs haut-justiciers (2): ainsi furent abolis les droits de voirie que le seigneur féodal ou le seigneur justicier exerçait sur les chemins publics, sur les rues et places des villages, bourgs et villes; le droit de planter des arbres ou de s'approprier les arbres existans sur les chemins publics, les rues et les places (3); les droits de propriété seigneuriale sur les cours d'eau non navigables (4) et sur les chemins *vicinaux* (*ad vicos*) situés dans l'étendue de la seigneurie (5).

« Nul ne pouvait établir garenne s'il n'en avait le droit par ses aveux et dénombremens, possession ou autre titre suffisant. »

(1) Décr. 19 avril 90.

(2) A. 4 août 89.; Décr. 9 et 29 nov. 90, 17 fév., 13 avril 1791.

(3) Décr. 9 nov. 1790, art. 2. — Le décret conserva les arbres existans, au profit des ci-devant seigneurs (art. 3). Les propriétaires riverains avaient seulement le droit de racheter les arbres existant en face de leur propriété (tit. 4). — Les communautés avaient le même droit pour les arbres existant sur les places publiques (art. 5).

(4) C'est-à-dire les petites rivières; cette suppression naissait de l'art. 1^{er} des décrets du 4 août, qui abolissait le régime féodal. (Henrion de Pansey, Compétence des Juges de paix, ch. 26, § 2.) L'assemblée n'a pas statué sur la propriété des cours d'eau; un décret d'ajournement de la question a été rendu le 23 avril 1791; le Code rural, 28 sept. 1791, sect. 4^{re}, tit. 4, portait: « Nul ne peut se prétendre propriétaire exclusif des eaux « d'un fleuve ou d'une rivière navigable ou flottable. » — Mais la loi autorise tous les riverains des fleuves et rivières navigables à y faire des prises d'eau; ce qui était un droit exorbitant, que l'intérêt public et celui de la navigation ont fait disparaître de notre Code, art. 644.

(5) Décr. 26 juillet 1790, 7 sept., art. 6.

Ainsi s'évanouirent, à partir du 3 novembre 1789, le retrait féodal et censuel, les droits de prélation et de retenue seigneuriale, par lesquels les seigneurs anéantissaient, de leur absolu pouvoir, les ventes d'héritages nobles ou roturiers, faites par les vassaux et les censitaires de leur mouvance (1). — Certaines villes et localités avaient usurpé sur les étrangers le droit de *retrait* que les seigneurs exerçaient sur leurs vassaux : les habitants, dans quelques coutumes de la Flandre et de l'Artois, pouvaient se faire subroger à l'achat qu'un étranger avait fait d'un fond situé dans l'étendue de leur territoire ; ils pouvaient même, dans quelques autres coutumes, comme celle de Bayonne, se faire subroger dans l'achat fait par les étrangers, *d'effets mobiliers et de vivres*. Ce droit s'appelait retrait de *bourgeoisie*, *d'habitation*, *de local* : il s'exerçait même, sous le nom de droit *d'écart*, par un prélèvement sur les biens des bourgeois, quand ces biens passaient en d'autres mains ou que les bourgeois changeaient de domicile ; à plus forte raison, s'ils devenaient étrangers (2). — Il y avait encore un retrait particulier, contraire à la liberté des aliénations, c'était le retrait de *société ou communion* : les propriétaires indivis d'une terre pouvaient se faire subroger dans l'acquisition qu'un tiers avait faite d'une portion vendue par un des commu-

(1) Décr. 15 mars 1790, tit. 4^{er}, art. 40. — Décr. 17 mai 1790.

(2) Décr. 13 juin 1790, écart. 19 juillet 1790, art. 3. (Voir le rapport de Merlin du 17 juillet.)

nistes (1). Le retrait féodal avait ainsi répandu dans les coutumes des imitations qui s'éteignirent avec lui. Cependant une distinction était faite à l'égard du retrait des domaines arrentés : si le retrait avait été stipulé dans les baux à rente, comme condition expresse au profit du bailleur, de ses héritiers ou ayant-cause, il demeurerait dans toute sa force, jusqu'au rachat de la rente foncière; s'il était seulement établi par les coutumes, comme en Bretagne, il était aboli (2).

En poursuivant son but d'affranchissement, l'assemblée anéantit les droits *régaliens*, qui étaient contraires à l'égalité des propriétés : de ce nombre se trouvaient les droits de *franc-fief* que la couronne avait empruntés au régime féodal et qu'elle imposait aux roturiers, possesseurs de fiefs ou d'autres biens nobles (3); le droit de *capitaineries royales*, par lequel on réservait pour les plaisirs et les chasses du roi une certaine étendue de pays près des maisons royales : d'après ce droit, il était interdit, même aux seigneurs, de chasser sur leurs propres terres, et les possesseurs subissaient les visites des officiers, des gardes du roi, et la juridiction du capitaine des chasses (4).

Les droits qui gênaient la culture ou entravaient la liberté de disposer de ses produits furent sup-

(1) Décr. 18 déc. 1790, tit. 5, art. 4 et 5.

(2) Les habitants de Bordeaux en avaient été affranchis par lettres patentes de 1571.

(3) Décr. 29 nov. 1790.

(4) Décr. 4 août, art. 3.

primés : la libre circulation des grains dans le royaume fut proclamée dès le 17 juin 1789; l'impôt des gabelles (1) si odieux au peuple et si préjudiciable à l'agriculture (2), les douanes intérieures (3), les droits d'*aide* ou impôts sur les boissons (4), les droits perçus à l'entrée des villes, bourgs et villages (5), tombèrent devant les réclamations générales. Un décret du 20 mars 1791 proclama la liberté de la culture, de la fabrication et du débit du tabac dans tout le royaume : il fut rendu sur les conclusions persévérantes de Roederer, mais contre l'opinion de Mirabeau qui voyait dans cette liberté indéfinie la destruction de notre commerce avec l'Amérique septentrionale (6); l'orateur, dans ses hautes spéculations, cherchait à démontrer que l'impôt sur le tabac qui, selon lui, devait nécessairement accompagner la liberté de la fabrication, serait nuisible à l'agriculture en général, et entièrement contraire aux intérêts des parties du royaume où la libre culture du tabac était permise. — L'assemblée voulut prévenir ce dernier inconvénient, et le tabac indigène ne fut frappé d'aucun impôt.

(1) Droits énormes sur le sel, objet de bien des insurrections dans les provinces et notamment, en 1548, dans la Saintonge, l'Angoumois, le Poitou, le Bordelais. En 1787, l'impôt avait donné 76 millions 592,000 fr. (Rapport de Dupont du 14 août 1790.)

(2) Décr. 23 sept. 1789, 11 mars 1790.

(3) Décr. 31 oct. 1790.

(4) Décr. 2 mars 1791.

(5) Décr. 9 fév. 1791; droits abolis à partir du 1^{er} mai, et remplacés par les sols addition. aux contributions foncière et mobilière; 29 mars, 11 juin 1791.

(6) Voir Choix de Rapports, t. 4, p. 433.

C'était sur les campagnes qu'avait pesé le régime féodal dans ses dernières rigueurs; la féodalité étant détruite, il fallait un régime pour la propriété et pour les cultivateurs. — Malesherbes qui, de sa retraite de Montmartre, suivait avec un intérêt inquiet les travaux de l'assemblée constituante, fit distribuer aux députés un mémoire sur les moyens d'accélérer les progrès de l'économie rurale (1) : le code de 1791 consacra tous les grands principes sur lesquels devait se fonder la propriété dans l'ère nouvelle; il régla les droits de parcours et de vaine pâture si importants dans plusieurs provinces; il respecta encore l'usage général qui déterminait les droits au parcours d'après l'étendue du terrain que chacun possédait dans la paroisse, mais il accorda expressément un droit à l'habitant qui n'était pas propriétaire; celui-ci put aussi conduire son troupeau dans les pâturages; la règle féodale *pro modo jugerum*, qui attachait exclusivement ce droit à la terre, fut, sinon détruite, du moins modifiée en faveur du pauvre (2). Une législation simple et prévoyante détermina les délits ruraux, assigna à leur poursuite en justice le bref délai d'un mois (3), et les réprima par une pénalité dans laquelle le dommage réel servit de base à la peine publique.

(1) C'est un fait que Camus nous apprend dans une de ses notices. — Sur les dispositions de Malesherbes en présence de la Révolution, voir l'ouvrage de Boissy-d'Anglas, intitulé *Essai sur la Vie, les Ecrits de Malesherbes*.

(2) Décr. 28 sept. 1791, tit. 4^{er}, sect. 4, art. 44.

(3) Sect. 7, art. 8.

En contemplant, à la fin de 1791, la terre affranchie d'un grand nombre de droits et l'agriculture dégagée de ses entraves, la constituante voulut formuler dans le code rural du 28 septembre les résultats de ses travaux (1); elle dit :

« Le territoire de France, dans toute son étendue,
 « est libre comme les personnes qui l'habitent ; ainsi
 « toute propriété territoriale ne peut être sujette
 « envers les particuliers qu'aux redevances et aux
 « charges dont la convention n'est pas défendue
 « par la loi, et envers la nation, qu'aux contri-
 « butions publiques établies par le corps législatif,
 « et au sacrifice que peut exiger le bien général
 « sous la condition d'une juste et préalable in-
 « demnité.

« Les propriétaires sont libres de varier à leur
 « gré la culture et l'exploitation de leurs terres, de
 « conserver à leur gré leurs récoltes, et de disposer
 « de toutes les productions de leurs propriétés dans
 « l'intérieur du royaume et au dehors, sans pré-
 « judice au droit d'autrui et en se conformant aux
 « lois. »

C'était, à l'égard de la propriété foncière, une charte de droit naturel et social tout-à-fait opposée au régime antérieur : l'expression, il faut en convenir, dépassait la réalité des résultats législatifs.

La raison des masses ne s'arrête pas où veut

(1) Décr. 28 sept. 1791, tit. 1^{er}, sect. 1, art. 1-2.

s'arrêter la raison circonspecte du législateur. La loi nouvelle avait aboli les droits de servitude personnelle et réelle et les droits honorifiques ; mais elle avait transformé et non anéanti les autres droits féodaux. Les habitants des campagnes, qui s'étaient levés contre la féodalité, se virent obligés d'acquitter comme simples droits *fonciers* des droits et des rentes qu'ils payaient auparavant comme *féodaux et censuels*. Cette transformation, qui laissait subsister en partie les liens du passé et le fardeau des rentes et des champarts, ne leur parut pas, dans l'ordre réel, une révolution suffisante. Libres de leurs personnes, les anciens main-mortables et censitaires croyaient que la terre qu'ils possédaient devait participer à cette franchise absolue. Ils étaient poussés par un instinct confus et violent vers cette loi sociale qui égalise la condition de l'homme et de la propriété ; cette égalité qu'ils subissaient jadis sous le régime féodal, ils la voulaient dans la liberté. Vainement la constituante proclamait que la révolution, dans l'ordre de la propriété féodale, devait s'arrêter à la borne qu'elle avait posée comme immuable, que cette borne était celle de la JUSTICE (1) : la logique des masses tirait d'autres corollaires du principe anti-féodal ; en temps de révolution, cette logique inflexible ne s'arrête que quand la dernière de toutes les conséquences a été réalisée par les faits extérieurs : la dernière consé-

(1) Rapp. de Merlin, plus haut cité.

quence était la libération absolue de tous les droits qui tenaient directement ou indirectement aux concessions féodales : alors seulement il y aurait équilibre entre la condition des personnes et la condition des terres ; le législateur de 93 l'établira, cet équilibre, en jetant sa hache dans la balance.

Affranchir la terre, ce n'était pas assez pour la révolution, il fallait la diviser et en faciliter la transmission.

Diviser le sol pour multiplier les propriétaires et les citoyens intéressés au nouvel ordre de choses, jeter le principe de *mobilisation* sur un sol si longtemps immobile sous la puissance des gens de main-morte ; c'était, pour les hommes forts de l'assemblée constituante, une pensée de haute politique et une vue féconde de législation civile : ils disaient énergiquement *que les domaines nationaux étaient la dot de Constitution* (1).

Je ne m'occupe pas encore de la division des biens dans les familles : c'est une application du principe qu'il faut suivre à part ; je m'occupe du principe appliqué à la société en général.

Il y avait deux grandes masses de propriétés que l'assemblée pouvait attaquer, subdiviser et répandre parmi les citoyens : c'étaient les biens du clergé et les domaines de la couronne (2) : l'assemblée les réunit sous le nom de domaines nationaux ; elle les

(1) *Hist. parlem.*, 7-167.

(2) Quant aux principes sur les domaines de la couronne, voir ci-dessous *Propriété de l'Etat*, no 3.

concentra sous son empire. C'est sur cette vaste étendue du territoire cultivable, dont chaque province fournissait une portion, qu'elle fit hardiment porter ses grandes expériences de division et de mobilisation.

La cause première de son mouvement dans cette direction, fut le besoin d'acquitter les charges, les dettes exigibles de l'état; son principal mobile ensuite fut dans la création des assignats. Moyens partiels, d'abord, de soutenir le crédit public et de payer les créanciers de l'état, les assignats devinrent bientôt le moyen général, le puissant levier de la révolution. Mirabeau proposa la mesure en grand, et la fit adopter comme la cause de salut : « Que la vente des biens nationaux s'effectue, « qu'elle devienne active dans tous le royaume, et la France est sauvée (1)! » — L'histoire du droit, en recueillant les résultats de la discussion, doit tenir compte surtout des motifs qui entrent dans son domaine.

La dette de l'état était de deux espèces : la dette constituée et la dette non constituée. — La dette *constituée* était formée de capitaux aliénés par les créanciers, lesquels avaient conservé seulement le droit d'être payés d'une rente jusqu'au *remboursement* permis à l'état débiteur, ou jusqu'au décès du créancier, selon que la rente était constituée en perpétuel ou en viager : elle s'élevait en arrérages

(1) La mesure avait été proposée le 27 août 1790, et soutenue le 27 sept. ens une admirable réplique. (*Hist. parlem.*, 7-123-230.)

à 167,737,819 livres; en capitaux de rentes perpétuelles à 2,422,987,394 livres (1). — La dette *non constituée* était exigible ou à terme; elle naissait des comptes avec l'état, de répétitions contre lui, et surtout de l'énorme liquidation des offices supprimés: elle était évaluée à 2 milliards 300 millions, selon les calculs de M. de Montesquiou, rapporteur du comité des finances.

L'assemblée n'eut point le projet de *rembourser les rentes* dues par l'état; toutefois, la question de savoir si l'état avait le droit faire ce remboursement, n'était pas regardée comme douteuse devant elle; le principe du remboursement est posé comme certain dans les rapports (2).

Mais l'assemblée voulait acquitter la dette exigible ou *non constituée*: elle n'avait pas de numéraire ou de valeurs négociables qu'elle pût destiner à cette grande libération; elle avait les *biens nationaux*: ils étaient estimés alors 2 milliards 450 millions (3).

Voici maintenant le système qu'elle adopta et qui servit de base à son opération.

L'état doit, il faut qu'il paie; il n'a pas de valeurs en numéraire, mais il a des fonds territoriaux; il doit 2 milliards 300 millions, il a pour 2 mil-

(1) Voir le premier état à la suite du rapport sur les finances de M. de Montesquiou, 27 août 1790.

(2) On peut s'en convaincre par le rapport de M. de Montesquiou du 27 août 1790, et par la 8^e notice de Camus sur les décrets.

(3) D'après la notice sur laquelle a été fait le décret du 19 juin 1791. Voir 5^e notice de Camus, p. 48.)

liards 450 millions de terres aliénables, il n'est donc pas insolvable : les biens nationaux seront mis en vente. Ils ne peuvent être vendus de suite, et en trop grande quantité ; ils perdraient de leur valeur : des assignats seront créés. Par leur émission avant la vente, ils seront l'emploi anticipé du prix des aliénations. Quand les ventes se feront, les assignats seront admis de préférence pour l'achat des biens (1). — Au surplus, les revenus des biens nationaux et le prix des ventes successives seront affectés par privilège spécial à leur garantie.

Les ventes seront faites aux citoyens, directement ou par l'intermédiaire des municipalités qui voudront acquérir pour revendre plus tard (2). Les créanciers de l'état, qui ont reçu des billets de la *caisse d'escompte* (pour 400 millions environ) les échangeront contre des assignats ; la *caisse de l'extraordinaire* sera dépositaire de tous les assignats, afin d'opérer cet échange et d'aider le trésor public ; c'est à cette caisse que seront rapportés les assignats donnés en paiement par les acquéreurs : alors ils seront brûlés et procès-verbal authentique en sera dressé (3). — Les citoyens, créanciers de l'état pour offices supprimés, pourront présenter

(1) Décr. 19 déc. 89, art. 12.

(2) C'est Bailly qui présenta cet intermédiaire des municipalités, au nom de la ville de Paris, dont alors il était maire. Les municipalités avaient dans cette opération un bénéfice de *courtage* ou de commission. Aussi les particuliers demandèrent-ils à acquérir directement de l'état. Les ventes se firent simultanément par l'état et les municipalités. (Décr. 14 mai 1790.)

(3) En sept. 1791 le tableau du brûlement est de 800 millions.

leurs reconnaissances de liquidation en paiement de leurs acquisitions de biens nationaux; et ainsi les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou administratif qui perdent dans leurs offices des *immeubles fictifs* reçoivent en compensation des immeubles réels, condition évidemment favorable (1).

Les assignats doivent, à la fois, remplacer le numéraire devenu trop rare dans la circulation, et représenter les immeubles nationaux.

Pour satisfaire à la première condition, le remplacement du numéraire, il faut qu'ils aient *cours de monnaie* entre toutes personnes, qu'ils soient reçus comme *espèces sonnantes* dans toutes les caisses publiques et particulières (2), que toutes sommes stipulées payables en espèces, dans les contrats, puissent être payées en assignats, sauf le cas du dépôt (3). La masse du numéraire qui circulait en France avant la Révolution, était portée par les financiers et selon l'évaluation de Necker, à 2 milliards (4); il en avait disparu une grande partie: il fallait y suppléer; mais afin de ne pas déranger l'équilibre des valeurs et jeter la subversion dans le prix et le commerce des choses, il est arrêté qu'il ne pourra jamais y avoir en circulation plus de 4,200 millions d'assignats.

(1) Décr. 30 sept. 90, 20 janv., 24 sept. 91.

(2) Décr. 17 avril 90, art. 3.

(3) 12 sept. 90, Décr. d'ordre du jour. (*Hist. parlem.*, 7-206.)

(4) En 1837, la statistique donne 2 milliards 200 millions. (*Voir* le tableau des productions métalliques. (*Journal des Débats*, 2 août 1837.)

Pour satisfaire à la seconde condition, la représentation d'immeubles aliénables, il est décrété qu'il ne sera jamais fait d'émission d'assignats qui puisse excéder la valeur des biens nationaux (1).

Ainsi s'accomplissaient, d'une part, l'acquittement des charges de l'état, et de l'autre, la division des propriétés sur une grande échelle. Les biens qui étaient amortis entre les mains des bénéficiers, des monastères, des régisseurs du domaine, recevaient une grande impulsion ; « et dans quel lieu, disait « Mirabeau, dans un empire sur lequel passeront « les orages de la liberté pour ne laisser après eux que « le mouvement qui vivifie, que les principes qui « fertilisent. »

Le principe de la *mobilisation* accompagnait celui de la *division*. Les biens ecclésiastiques, aliénés par l'état, étaient affranchis de toute hypothèque légale ; aucune opposition à la vente n'était reçue (2) : puis, la loi déclara, d'une manière absolue, que les biens vendus étaient francs de toutes rentes, redevances ou prestations foncières, comme aussi de tous droits de mutations, tels que quint et requint, lods et ventes, ou reliefs, et généralement de tous les droits seigneuriaux ou fonciers, soit fixes, soit casuels. — Ils étaient également libres de toutes dettes, rentes constituées et hypothèques (3). Ils furent affran-

(1) Décr. 29 sept. 1790, art. 2-3.

(2) Décr. 17 avril 1790, art. 2.

(3) 14 mai 1790, art. 7-8.

chis même des fondations pieuses qui avaient accompagné les donations primitives (1).

Ce n'était pas seulement des premières ventes que la loi voulait écarter les obstacles ; elle voulait favoriser les reventes, la circulation. Dans ce but, elle accordait des exemptions de contrôle, non seulement aux premières acquisitions, mais à trois degrés d'acquisitions successives, pendant l'espace de quinze ans (2); de plus, Merlin ayant démontré que, dans seize coutumes, le retrait lignager s'exerçait sur les *acquêts* comme sur les *propres*, l'un des motifs de l'abolition du *retrait lignager* fut d'empêcher que le retrait n'atteignît et n'entravât les reventes que pourraient faire les acquéreurs des biens nationaux (3).

La vente des biens nationaux et l'émission des assignats sont deux opérations qui, d'après le système de l'assemblée constituante, ont toujours marché parallèlement : ces deux opérations n'en faisaient qu'une dans la pensée de leurs auteurs ; et les principes sur lesquels elles étaient fondées allaient bien au-delà du fait légal, du résultat immédiat que l'assemblée voulait réaliser. « Le bienfait des assignats sera d'assurer la révolution, de rehausser le prix des ventes en multipliant les acquéreurs,

(1) Décr. 10 fév. 1791. L'assemblée cependant prit des précautions pour leur acquit.

(2) *Idem*, tit. 3, art. 11. Décr. 25 29 juin, art. 10.

(3) Décr. 17 juillet 1790. (Voir le rapport de Merlin, Code féodal, p. 191.) Parmi les coutumes citées sont celles de Normandie, Anjou, Angoumois, Saintonge, Bordeaux, et l'usage de Provence.

« disait Pétion : l'or a-t-il une valeur plus réelle
 « que des biens mis en vente et des assignats sur la
 « vente de ces biens (1)? »

Mirabeau voyait dans les assignats une représentation libre et disponible de biens réels, *un type territorial*.

« Au type territorial, au papier figuratif du premier des biens peut être attachée cette faculté de représentation générale qui fait l'attribut conventionnel du numéraire. Des assignats sont des lettres de change payables à vue en propriété territoriale; ils peuvent être un instrument général d'échange, *un numéraire national*.

« Je place les assignats sur la même ligne que les métaux précieux; s'ils ne les valent pas, il faudrait renoncer à notre mesure. Mais comme des propriétés foncières sont une chose aussi précieuse que des métaux, et qu'on ne peut pas faire circuler en nature des arpens de terre, je pense qu'il est égal d'en faire circuler le signe, et qu'il doit être pris pour la chose même....

« Si les biens nationaux ne sont pas une nouvelle richesse, ils sont du moins une nouvelle marchandise : les assignats peuvent être institués par là même comme *une monnaie accidentelle pour les acquérir*. — Ils disparaîtront quand la vente sera consommée (2). »

Mirabeau considérait les assignats comme une

(1) Pétion. (*Hist. parlem.* 5-320.)

(2) Réplique. (*Hist. parlem.*, t. 7^e, 27 sept. 1790, p. 230.)

valeur représentative des fonds nationaux, mais aussi comme une valeur accidentelle et spéciale pour les acquérir : sa pensée n'allait peut-être pas alors au-delà de la révolution (1). Cependant le principe qu'il avait posé était l'idée fondamentale de la mobilisation de la propriété foncière, savoir : « Si l'on ne peut pas faire circuler en nature des arpens de terre, il est égal d'en faire circuler le signe. »

Un plan beaucoup plus vaste, qui reposait sur ce principe, un plan de mobilisation générale fut présenté à l'assemblée; le sage marquis de Ferrières en était l'auteur (2); ce plan consistait principalement à créer dans chaque département une caisse territoriale qui correspondrait à une caisse centrale à Paris : les propriétés seraient évaluées par les administrateurs territoriaux. Les propriétaires qui voudraient emprunter recevraient de la caisse territoriale des contrats en échange; les propriétaires pourraient les négocier, ils les endosseraient comme des lettres de change (3). Ainsi le signe de la propriété circulerait comme une valeur réelle et réalisable. — M. Dupont (de Nemours), qui avait un nom parmi les économistes, dit que ce projet était

(1) Les paroles suivantes peuvent le prouver : « Nos fonds territoriaux sont permanens; c'est un papier à terme qui les représente. Ce papier, quoique fugitif, ne prendra pas du moins le chemin de nos écus, de notre vaiselle, de nos bijoux. » (*Hist. parlem.*, t. 7^e, 27 sept. 1790, p. 230.)

(2) Pétion le produisit à la tribune, en indiquant son auteur.

(3) *Hist. parlem.*, t. 7, p. 64.

connu, qu'il était emprunté à la banque d'Ecosse; qu'il le considérait comme dangereux dans son organisation et dans ses effets. Il demanda le renvoi de l'examen à la *dixième législature*; un comité d'examen fut nommé, mais la question n'a pas eu de solution. La mobilisation de la propriété territoriale, dont la vente des biens nationaux combinée avec l'émission des assignats a été une application partielle, est restée comme une immense question livrée à un avenir encore éloigné. Les théories qui préparent de loin les idées, qui les élaborent avant qu'elles puissent passer dans les lois, ne se sont pas encore assez exercées, même de nos jours, sur cette importante matière, pour éclairer et convaincre complètement les esprits spéculatifs (1).

Ce n'est pas le moment de tenter cette œuvre de conviction difficile. — Toutefois, comme la question se rattache au mouvement imprimé par la révolution, il convient de déterminer exactement ici sa nature et ses résultats logiques.

Quand on parle de la mobilisation des propriétés territoriales, on n'entend pas confondre la nature des choses, ni méconnaître la différence qui existe entre un objet mobilier et une pièce de terre. La mobilisation ne s'applique pas à la chose elle-

(1) On connaît les travaux de M. Decourdemanche; ils méritent d'être étudiés avec soin. (Lettres sur la Mobilisation, publiées dans le *Globe*, et imprimées séparément en 1834.) M. Troplong, dans sa préface des hypothèques, a dit que l'auteur avait dépensé beaucoup d'esprit pour un résultat nul. Ce jugement nous paraît bien sévère.

même, elle s'applique au mode de transmission ou d'engagement. Il y avait des coutumes, notamment celle de Lille, qui réputaient les *maisons* de ville choses mobilières, c'est-à-dire qu'elles étaient régies par le même droit que les choses mobilières; le tuteur d'un mineur pouvait les vendre comme des meubles; elles tombaient, comme meubles, dans la communauté conjugale. Sous le régime coutumier (comme sous le droit actuel) on connaissait la clause *d'ameublement*, par laquelle les époux ou l'un d'eux mettaient en communauté, soit en partie, soit en totalité, leurs immeubles présents ou futurs. « Ces
« immeubles, dit Pothier, étaient appelés propres
« ameublis, parce que la convention faisait entrer
« dans la communauté des immeubles de la même
« manière que les meubles y entrent, et qu'elle
« donnait au mari le même pouvoir sur ces im-
« meubles que sur les meubles. » Le mari pou-
vait en disposer et les aliéner sans le concours
et le consentement de sa femme; c'est un exemple
légal et frappant de l'effet attaché à la mobilisation
d'un immeuble. — La mobilisation était donc con-
nue, même dans le droit coutumier, si ami de
l'immobilisation, comme un moyen de rendre plus
faciles l'aliénation d'un immeuble et sa circulation
dans le commerce des propriétés. En se généralisant,
elle conserve ce caractère primitif; mais comme
système de législation civile, elle acquiert une tout
autre importance et des effets d'une plus grande
étendue.

Mobiliser la propriété, dans le sens le plus vaste,

c'est la rendre *mobile*, transmissible de main en main; et comme les arpens de terre, selon l'expression de Mirabeau, ne peuvent pas circuler en nature, mobiliser la propriété, c'est mettre dans la circulation un signe, une valeur qui la représente.

Si un propriétaire, ayant un domaine de la valeur de 20,000 fr., trouve à emprunter par hypothèques 40,000 fr., il met en circulation des obligations pour une valeur fictive; il en résulte que, volontairement ou involontairement, il trompe ses créanciers, et qu'il finit par faillir à ses engagements. Il est tôt ou tard en *déconfiture*: sa ressource, s'il est de bonne foi, est la cession de biens au profit de ses créanciers, car, en définitive, il ne peut payer que jusqu'à concurrence de ce qu'il possède. Mais si ayant eu besoin d'argent, il avait commencé par vendre une partie de son domaine, puis une autre portion, puis enfin le reste de la propriété, il aurait pu se ruiner sans doute, selon l'emploi qu'il aurait fait de l'argent, ou le caractère de ses entreprises; il n'en aurait pas ruiné d'autres. Il aurait mis successivement toute sa propriété en circulation, mais il n'aurait mis en circulation qu'une valeur réelle. Ce propriétaire aurait dès lors agi plus moralement en vendant son domaine, partiellement ou en totalité, qu'en empruntant par des contrats hypothécaires. — Dans le système de la mobilisation, il aurait consenti un acte de vente sous une forme négociable, au lieu d'une obligation hypothécaire; il aurait donné, en échange d'une somme d'argent,

non un signe fictif ou incertain, mais une valeur positive et réalisable.

La révolution a établi l'égalité dans la condition des terres et dans la condition des propriétaires; mais elle a laissé jusqu'à présent l'inégalité dans les *droits réels*, qui sont l'accessoire des obligations garanties sur les immeubles. — Le système des privilèges et des hypothèques est un système de préférence et d'inégalité entre les différents créanciers. La question est de savoir si l'égalité, sans blesser la justice et les intérêts sociaux, peut être établie dans les divers rapports qui naissent des obligations et des contrats faits en vue de la propriété foncière et de ses garanties. La théorie de la mobilisation se propose de résoudre le problème en substituant des acquéreurs ou des endosseurs d'acquéreurs à des créanciers hypothécaires, en effaçant toute distinction entre les acquéreurs et les créanciers. — Son principe fondamental et sa fin, c'est l'assimilation des droits réels aux droits de propriété, c'est leur identification sous une forme mobile et négociable. — Le progrès social a peut-être là une dernière conquête à faire, dans l'ordre civil, au profit de l'égalité.

La mobilisation de la propriété aurait pour résultat nécessaire, 1° de détruire, en droit civil, les privilèges immobiliers et les hypothèques; 2° de détruire, en procédure, les saisies immobilières et les ordres pour la distribution des prix de vente. — En législation, ce serait sans doute une grande simplification du système réel et judiciaire. — En éco-

nomie politique, ce serait la mise en circulation d'une grande richesse territoriale⁽¹⁾, et nous sommes à une époque où l'économie politique tendra, de plus en plus, à s'associer à la législation civile.

L'assemblée constituante recula devant une entreprise prématurée. La même circonspection qui avait écarté le jury civil, écarta l'application rigoureuse d'un système absolu.

En présence d'un monde qui conservait tant de traces vivantes d'une organisation sociale fondée sur l'immobilisation, l'assemblée nationale a achevé de *mobiliser* l'homme, qui serf ou main-mortable était assimilé à la condition de la terre; en déclarant *rachetables* les droits fonciers, les rentes perpétuelles, elle les a rendus *temporaires*; si elle ne les a pas de suite classés parmi les choses mobilières (2), elle les a du moins arrachés à la perpétuité féodale; enfin, elle a effacé de la propriété privée et héréditaire ces innombrables offices, ces immeubles fictifs que la royauté avait semés dans le monde judiciaire et administratif, et qui, depuis deux siècles surtout, empruntant à la féodalité civile ses caractères d'immobilisation et d'hérédité, étaient devenus légalement semblables aux immeubles réels.

(1) Ce n'est pas ici le lieu d'essayer l'indication des moyens pratiques qui pourraient rendre possible, dans l'avenir, la réalisation de cette théorie. — Elle sera, du reste, long-temps inapplicable. On peut encore la renvoyer, comme Dupont-de-Nemours, à la 40^e législature.

(2) C'est le Code civil qui a achevé la transformation.

C'était une assez belle conquête alors que d'affranchir ainsi et d'égaliser les droits de propriété entre les possesseurs, de diviser et de rendre facilement transmissibles les terres nouvellement livrées à la propriété individuelle, de restituer aux personnes et aux choses leur véritable nature : cette victoire fut celle de 89 et de l'assemblée constituante. Elle était grande et féconde à l'entrée de l'avenir qui s'ouvrait, elle naturalisait définitivement dans les lois réelles l'esprit du droit romain et du christianisme.

PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE. — Propriété des capitaux. — Propriété du travail industriel, commercial, littéraire.

Dans l'ordre de la propriété mobilière, il y a deux espèces de propriété productive, celle des capitaux pécuniaires, celle du travail.

Sous le régime monarchique, la propriété des capitaux n'était pas libre dans son action : leur emploi productif, mais *temporaire* et sans transformation, le prêt à intérêt, était prohibé ; tous les contrats de cette nature étaient réputés *usuraires* d'après l'ordonnance de Blois. L'emploi productif de l'argent en nature n'était permis qu'à titre *perpétuel*, par constitution de rente. Turgot, avant d'être ministre, attaqua la prohibition et prouva que la saine théologie, la raison politique et sociale réclamaient l'affranchissement des capitaux (1) ; l'assemblée cons-

(1) C'est pendant son intendance à Limoges et à l'occasion d'un prêt à intérêt fait par un habitant d'Angoulême. (Voir les Mémoires sur la vie de Turgot.)

tituante consacra la première cette doctrine de droit; elle rendit à la propriété du numéraire la liberté de son exercice (1).

Le travail considéré comme propriété, se divise en trois branches : le travail industriel, le travail commercial, le travail intellectuel.

Avant 1789, la propriété du travail et de ses produits était :

1° Dans la sphère de l'industrie, sous la loi des maîtrises et des jurandes;

2° Dans la sphère du commerce, sous la loi des communautés pour le commerce intérieur, des privilèges pour le commerce extérieur ;

3° Dans la sphère de l'intelligence, sous la loi des censures, des privilèges du roi, et relativement aux ouvrages dramatiques, sous l'empire des réglemens les plus arbitraires.

Turgot, dont le génie et la haute prudence devançaient la révolution, avait voulu rendre la liberté à l'industrie et au commerce, en détruisant les corps d'arts et métiers, les maîtrises et jurandes. Pour justifier sa mesure et prévenir l'opposition rétrograde du parlement de Paris, il avait examiné en elle-même l'institution des corporations, il l'avait suivie dans ses diverses phases. Le préambule de l'édit de février 1776 est un exposé lumineux d'histoire et d'économie commerciale; l'assemblée

(1) Décr. 3 oct. 1789.

constituante n'a fait que proclamer le principe qu'il avait démontré; par ce motif, nous croyons devoir recueillir ici quelques-unes des pensées du ministre-philosophe, que la puissance aristocratique arracha à la destinée de Louis XVI, comme pour absoudre d'avance la révolution :

« Louis..., nous devons à tous nos sujets de leur assurer *la jouissance pleine et entière de leurs droits*; nous devons surtout notre protection à cette classe d'hommes qui, n'ayant *de propriété que leur travail et industrie*, ont d'autant plus le besoin et le droit d'employer dans toute leur étendue les seules ressources qu'ils aient pour subsister. Nous avons vu avec peine les atteintes multipliées qu'ont données à ce *droit naturel et commun*, des institutions anciennes, à la vérité, mais que ni le temps, ni l'opinion, ni les actes même émanés de l'autorité, qui semble les avoir consacrés, n'ont pu légitimer.

« Dans presque toutes les villes de notre royaume, l'exercice des arts et métiers est concentré dans les mains d'un petit nombre de maîtres réunis en communauté, qui peuvent seuls, à l'exclusion de tous les autres citoyens, fabriquer ou vendre les objets du commerce particulier dont ils ont le privilège exclusif.

« Les effets de ces établissemens sont, à l'égard de l'état, une diminution inappréciable de commerce et de travaux industriels; à l'égard d'une nombreuse partie de nos sujets, une perte de salaire et de moyens de subsistance; à l'égard des habitans des villes en général, l'asservissement à des privilèges exclusifs dont l'effet est absolument analogue à celui d'un monopole effectif.

« Ces abus se sont introduits par degrés; ils sont originellement l'ouvrage de l'intérêt des particuliers qui les ont établis contre le public. C'est après un long intervalle de temps, que l'autorité, tantôt surprise, tantôt

« séduite par une apparence d'utilité, leur a donné une sorte
« de sanction.

« La source du mal est dans la faculté même
« accordée aux artisans d'un même métier, de s'assembler
« et de se réunir en corps.

« Il paraît que lorsque les villes commencèrent à s'af-
« franchir de la servitude féodale et à se former en com-
« munes, la facilité de classer les citoyens par le moyen de
« leur profession, introduisit cet usage inconnu jus-
« qu'alors (1). Les différentes professions devinrent aussi
« comme autant de communautés particulières dont la com-
« munauté générale était composée. Les confréries reli-
« gieuses, en resserrant encore les liens qui unissaient
« entre elles les personnes d'une même profession, leur don-
« nèrent des occasions plus fréquentes de s'assembler et de
« s'occuper, dans ces assemblées, de l'intérêt commun des
« membres de la société particulière, qu'elles poursuivirent
« avec une activité continue, au préjudice des intérêts de la
« société générale.

« Les communautés une fois formées rédigèrent des statuts,
« et sous différens prétextes du bien public, les firent auto-
« riser par la police.

« La base de ces statuts est d'abord d'exclure du droit
« d'exercer le métier quiconque n'est pas membre de la
« communauté; leur esprit général est de restreindre, le
« plus qu'il est possible, le nombre des maîtres, de rendre
« l'acquisition de la maîtrise d'une difficulté presque insur-
« montable, *pour tout autre que les enfans des maîtres ac-*
« *tuels.* C'est à ce but que sont dirigées la multiplicité des
« frais et des formalités de réception, les difficultés du
« *chef-d'œuvre* toujours jugé arbitrairement, surtout la
« cherté et la longueur des apprentissages et la servitude
« prolongée du compagnonage: institutions qui ont encore

(1) On attribue le classement régulier à St-Louis.

« pour objet de faire jouir les maîtres gratuitement, pendant plusieurs années, du travail des aspirans.

« Parmi les dispositions déraisonnables et diverses à l'infini de ces statuts, mais toujours dictées par le plus grand intérêt des maîtres de chaque communauté, il en est qui *excluent entièrement tous autres que les fils de maîtres ou ceux qui épousent les veuves de maîtres*; d'autres rejettent tous ceux qu'ils appellent *étrangers*, c'est à-dire ceux qui sont nés dans une autre ville.

« Dans un grand nombre de communautés, il suffit d'être marié pour être exclu de l'apprentissage et par conséquent de la maîtrise.

« L'esprit de monopole qui a présidé à la confection de ces statuts a été poussé jusqu'à exclure les femmes des métiers les plus convenables à leur sexe, tels que la broderie, qu'elles ne peuvent exercer pour leur propre compte.....

« L'habitude prévalut de regarder ces entraves mises à l'industrie, comme un droit commun.

« Le gouvernement s'accoutuma à se faire une ressource de finance des taxes imposées sur ces communautés, et de la multiplication de leurs privilèges. — Henri III donna, par son édit de décembre 1581, à cette institution l'étendue et la forme d'une loi générale. Il établit les arts et métiers en corps et communautés, dans toutes les villes et lieux du royaume. Il assujétit à la maîtrise et à la jurande (1) tous les artisans. L'édit d'avril 1597 en aggrave encore les dispositions, en assujétissant *tous les marchands* à la même loi que les artisans. L'édit de mars 1673, purement bursal, en ordonnant l'exécution des deux précédens, a ajouté au nombre des communautés déjà existantes, d'autres communautés jusqu'alors inconnues.

« La finance a cherché de plus en plus à étendre les

(1) La jurande est le corps des *jurés* ou syndics de la communauté qui ont inspection et qui jugent le *chef d'œuvre* pour la réception.

« ressources qu'elle trouvait dans l'existence de ces corps.
 « Indépendamment des taxes des établissemens de com-
 « munautés et de maîtrises nouvelles, on a créé, dans les
 « communautés, *des offices* sous différentes dénominations;
 « et on les a obligées de racheter ces offices au moyen
 « d'emprunts qu'elles ont été autorisées à contracter, et dont
 « elles ont payé les intérêts avec le produit des gages ou des
 « droits qui leur ont été aliénés.

« C'est sans doute l'appât de ces moyens de finance qui
 « a prolongé l'illusion sur le préjudice immense que l'exis-
 « tence des communautés cause à l'industrie, et sur *l'at-*
 « *teinte qu'elle porte au droit naturel.*

« Cette illusion a été portée chez quelques personnes jus-
 « qu'au point d'avancer que le *droit de travailler était un*
 « *droit royal, que le prince pouvait vendre, et que les sujets*
 « devaient acheter. — Nous nous hâtons de rejeter une pa-
 « reille maxime. — DIEU, EN DONNANT A L'HOMME DES BESOINS,
 « EN LUI RENDANT NÉCESSAIRE LA RESSOURCE DU TRA-
 « VAIL, A FAIT DU DROIT DE TRAVAILLER LA PROPRIÉTÉ DE
 « TOUT HOMME, ET CETTE PROPRIÉTÉ EST LA PREMIÈRE, LA
 « PLUS SACRÉE ET LA PLUS IMPRESCRIPTIBLE DE TOUTES.....

« Nous regardons comme un des premiers devoirs de notre
 « justice et comme un des actes les plus dignes de notre
 « bienfaisance d'affranchir nos sujets de toutes les atteintes
 « portées à ce *droit inaliénable de l'humanité*; nous voulons,
 « en conséquence, abroger ces institutions arbitraires qui ne
 « permettent pas à l'indigent de vivre de son travail, qui
 « repoussent un sexe à qui sa faiblesse a donné plus de besoins
 « et moins de ressources, et semblent, en les condamnant
 « à une misère inévitable, seconder la séduction et la dé-
 « bauche; qui éloignent l'émulation et l'industrie et rendent
 « inutiles les talens de ceux que les circonstances excluent
 « de l'entrée d'une communauté; qui privent l'état de toutes
 « les lumières que les étrangers y apporteraient; qui retar-
 « dent les progrès des arts par les difficultés multipliées que
 « rencontrent *les inventeurs*, auxquels différentes com-

« communautés disputent le droit d'exécuter les découvertes
 « qu'elles n'ont point faites; qui, par les frais immenses que
 « les artisans sont obligés de payer pour acquérir la faculté
 « de travailler, par les exactions de toute espèce qu'ils es-
 « suient, par les saisies multipliées pour de prétendues con-
 « traventions, par les dissipations de tout genre, par les
 « procès interminables qu'occasionent entre toutes ces
 « communautés leurs prétentions respectives sur l'étendue
 « de leurs privilèges exclusifs, surchargent l'industrie d'un
 « impôt énorme, onéreux aux sujets, sans aucun fruit pour
 « l'état; qui enfin, par la facilité qu'elles donnent aux membres
 « des communautés de se liguier entre eux, de forcer les mem-
 « bres les plus pauvres à subir la loi des riches, deviennent
 « un instrument de monopole et favorisent des manœuvres
 « dont l'effet est de hausser, au-dessus de leur proportion
 « naturelle, les denrées les plus nécessaires à la subsistance
 « du peuple. »

L'édit de Turgot, enregistré en lit de justice, fut révoqué après la retraite forcée du ministre; mais ce préambule resta comme une protestation au nom de la raison et de l'économie politique en faveur de la liberté de l'industrie et du commerce, protestation que le rapporteur du comité des contributions avait présente à l'esprit lorsqu'il disait(1):

« La faculté de travailler est un des premiers droits
 « de l'homme. Ce droit est sa propriété, et c'est sans
 « doute, suivant l'expression de ce ministre philo-
 « sophe qui avait deviné quelques-unes de vos pensées,
 « c'est sans doute *la première propriété; la plus sacrée,*
 « *la plus imprescriptible.* » L'exposé de Turgot doit

(1) Rapport 15 fév. 1791.

servir de frontispice au décret du 2 mars 1791 et à l'article de la constitution par lesquels l'assemblée nationale déclara « que les brevets et lettres « de maîtrise, les droits perçus pour la réception « des maîtrises et jurandes... et tous privilèges de « profession, sous quelque dénomination que ce « soit, étaient supprimés (1) ; qu'il n'y avait plus « ni jurande, ni corporation de professions, arts « et métiers (2). »

Mais suivant sa constante justice, à côté de la suppression des maîtrises et jurandes, l'assemblée plaça le principe d'indemnité en faveur de ceux qui avaient acheté leurs maîtrises.

Toutefois le législateur, en émancipant le travail, en donnant à cette propriété naturelle toute sa latitude d'action, la soumit à la charge commune de la propriété, l'impôt. Le principe héréditaire, le système des offices, le droit de réception, les privilèges des communautés et leurs prétentions exclusives, tout ce qui était contraire à la propriété du travail industriel et commercial, fut proscrit. Mais la propriété industrielle et commerciale, comme toute autre, doit contribuer aux charges de l'état, et l'impôt des patentes fut établi : « Il sera libre à toute « personne de faire tel négoce ou d'exercer telle pro- « fession, art, ou métier qu'elle trouvera bon, mais « elle sera tenue auparavant de se pourvoir d'une

(1) Décr. 2 mars 1791, art. 2.

(2) Tit. prél. de la Constitution, 3 sept. 1791. (Voir aussi le Décret du 14 juin 1791, qui prohibe toute forme de corporation.)

« patente, d'en acquitter le prix suivant le taux
 « déterminé par la loi, et de se conformer aux règle-
 « mens de police qui sont ou pourront être faits (1).

« Le droit des patentes, dit l'assemblée dans une
 « de ses adresses (2), correspond aux jurandes, aux
 « maîtrises, aux vingtièmes d'industrie, à la portion
 « de taille personnelle qu'on faisait payer aux ar-
 « tisans et aux marchands de plus qu'aux autres
 « citoyens, et aux droits d'entrée des villes.... Les
 « patentes sont jointes à un grand avantage bien
 « long-temps désiré, celui d'établir pour tout le
 « monde la liberté de toute espèce d'industrie et de
 « commerce, et de proportionner l'impôt qu'on se
 « voit dans la nécessité d'y attacher, à la durée du
 « temps pendant lequel on s'y livre, comme à l'im-
 « portance des capitaux qu'on y emploie et des pro-
 « fits qu'on en retire, qui se manifeste par l'étendue, la
 « beauté et le prix du logement de l'entreprise et
 « de l'entrepreneur. — Anciennement, lorsqu'un
 « homme voulait faire un métier dans une ville, il
 « était obligé de déboursier pour sa maîtrise une
 « somme considérable qui lui aurait été très utile
 « pour son commerce. Si, faute de cette somme re-
 « tirée de son commerce ou pour toute autre cause,
 « il ne réussissait pas ; s'il était obligé de quitter le
 « pays, ou bien s'il venait à mourir, le capital employé
 « à sa maîtrise était perdu pour lui et ses enfans.

(1) Décr. 2 mars 1791, art. 7. — Décr. 28 mars, art. 6.

(2) A. 24 juin 1791.

« Si , croyant trouver plus de ressources , espé-
 « rant plus de succès dans un autre métier ou dans
 « un autre commerce, il se déterminait à les embras-
 « ser; si, étendant ses combinaisons, il voulait en cu-
 « muler plusieurs, il fallait pour chacun d'eux payer
 « une nouvelle maîtrise : — il ne pouvait exercer
 « cette maîtrise que dans la ville où il était reçu ;
 « s'il passait dans une autre ville, il lui fallait une
 « maîtrise nouvelle..... Aujourd'hui.... il peut chan-
 « ger de séjour et de métier comme il lui plaît, il peut
 « réunir autant de professions qu'il juge convenable.
 « Au lieu d'une avance en pure perte , il n'ac-
 « quitte qu'une redevance annuelle, faible si son
 « commencement est de peu d'importance, qui aug-
 « mente ou diminue avec le succès de son établis-
 « sement, qui cesse le jour où il veut se retirer. »

L'abolition des maîtrises et jurandes émancipait l'industrie des villes et surtout des grandes villes.

Deux branches d'industrie qui ont les plus grandes ramifications en France et qui, par leur nature, s'étendent dans les campagnes, les forges et les papeteries, fixèrent l'attention spéciale de l'assemblée.

Il fallait garantir les usines destinées à la fonte des minerais contre la force d'inertie de la propriété territoriale; il fallait que le droit absolu de la propriété cédât au grand intérêt social qui réclame la fabrication du fer : les usines pour la fonte des minerais (selon le décret du 12 juillet 1791) ne pourront s'établir qu'avec la permission du corps législatif; mais la permission emportera avec elle le droit de faire des recherches du minerai sur

les terrains des propriétaires voisins. Si le propriétaire ne veut ni exploiter ni vendre le minerai, le maître de forge a la faculté d'exploiter et d'enlever la mine, à la charge d'en payer le prix à dire d'experts et de remettre le terrain en état de culture. L'industrie et la propriété sont appelées par la loi à agir d'accord; mais si la propriété résiste, l'industrie l'emporte. Ce principe de restriction est fondé sur un intérêt permanent, et il s'est conservé dans la législation française (1).

Un grand intérêt social fit consacrer aussi une ancienne restriction apportée à la liberté de ceux qui exploitaient les papeteries, soit comme ouvriers, soit comme maîtres fabricans. Les ouvriers papetiers ne pouvaient quitter leurs maîtres (2) sans les avoir avertis six semaines d'avance, en présence de témoins, à peine d'amende payable *par corps* contre eux et contre les fabricans qui les recevaient à leur service. Une obligation réciproque était imposée aux fabricans à l'égard des ouvriers qu'ils voulaient congédier. Cette condition exceptionnelle et plusieurs mesures spéciales furent longtemps attachées à cette partie de la classe ouvrière. L'esprit de corporation y était extrêmement vivace; c'est cette classe qui a offert le plus de résistance à la loi du 14 juin 1791, prohibitive de toutes les

(1) Loi du 21 avril 1810.

(2) Décr. 26 juil. 1791, conforme aux réglemens du 29 juil. 1737, art. 68.

formes que voudraient revêtir les anciennes communautés d'arts et métiers. Les pouvoirs politiques ont cherché, à plusieurs reprises, à reprimer la vie extra-légale qu'elle conservait toujours; mais l'esprit de corporation avait là toute l'opiniâtreté de l'esprit de caste (1).

Ce n'était pas assez d'assurer généralement la liberté du travail industriel, il fallait aussi garantir à chaque citoyen la propriété spéciale des découvertes, des perfectionnemens, ou des importations de procédés étrangers, utiles à l'industrie nationale. De là cette belle déclaration :

« L'assemblée nationale, considérant que toute
 « idée nouvelle dont la manifestation ou le déve-
 « loppement peut devenir utile à la société, appar-
 « tient primitivement à celui qui l'a conçue, et que
 « ce serait attaquer les droits de l'homme dans leur
 « essence que de ne pas regarder une découverte
 « industrielle comme la *propriété de son auteur*; con-
 « sidérant en même temps combien le défaut d'une
 « déclaration positive et authentique de cette vérité
 « peut avoir contribué jusqu'à présent à décourager
 « l'industrie française, en occasionnant l'émigra-
 « tion de plusieurs artistes distingués et en faisant
 « passer à l'étranger un grand nombre d'inventions

(1) Voir la loi du 23 nivôse an 2, et l'arrêté du directoire du 16 fruct. an 4 (2 sept. 1796). Ce dernier retrace toutes les règles des lois précédentes et prouve combien les papeteries étaient rebelles aux lois abolitives des corporations. Les papeteries *mécaniques* achèvent de tuer parmi les papetiers de nos jours l'esprit de corporation.

« nouvelles, dont cet empire aurait dû tirer les
 « premiers avantages ; considérant enfin que tous
 « les principes de justice, d'ordre public et d'intérêt
 « national lui commandent impérieusement de fixer
 « désormais l'opinion des citoyens français, sur ce
 « genre de propriété, par une loi qui la consacre et
 « qui la protège, décrète ce qui suit (1) : Toute dé-
 « couverte ou nouvelle invention dans tous les gen-
 « res d'industrie est la propriété de son auteur ; en
 « conséquence la loi lui en garantit la pleine et en-
 « tière jouissance suivant le mode et pour le temps
 « qui seront déterminés.

2. « Tout moyen d'ajouter à quelque fabrication
 » que ce puisse être un nouveau genre de perfec-
 « tion, sera regardé comme une invention

« 3. Quiconque apportera le premier en France
 « une découverte étrangère jouira des mêmes avan-
 « tages que s'il en était l'inventeur. —

« — Afin d'assurer à tout inventeur la propriété
 « et jouissance temporaire de son invention il sera
 « délivré.... (2) sur une simple requête au roi et
 « sans examen préalable, des patentes nationales sous
 « la dénomination de brevets d'invention à toutes
 « personnes qui voudront exécuter ou faire exécuter
 « dans le royaume des objets d'industrie jusqu'alors
 « inconnus (3). »

(1) Décr. 31 déc. 1790.

(2) Art. 7 du Décr. 31 déc., réuni à l'art. 1^{er} du Décr. 14 mai 1791.

(3) Les patentes seront données pour cinq, dix ou quinze ans, art. 8, 31
 décemb. Lorsque le propriétaire sera troublé dans l'exercice de son droit
 productif, il se pourvoira devant le juge de paix, art. 10, 14 mai.

Ainsi la loi émancipa l'industrie française et donna des garanties à la propriété des découvertes. Les merveilleux développemens de notre industrie ont entouré de la plus éclatante justification la pensée de Turgot et de l'assemblée nationale.

Le travail, dans sa seconde sphère d'activité, le commerce, s'applique à la revente en détail ou en gros des diverses marchandises, au transport terrestre et maritime des produits indigènes, coloniaux, étrangers.

Les marchands étaient divisés en six corps (1) qui comprenaient toutes les espèces de commerce : l'esprit d'exclusion s'y faisait sentir comme dans les corps d'arts et métiers ; il tendait aussi à rendre le commerce héréditaire dans les familles. Les entraves tombèrent ; les bureaux de visite, les inspecteurs et directeurs du commerce et des manufactures, le bureau de librairie (2), le bureau central de l'administration du commerce et même les *chambres du commerce*, tout fut supprimé. La liberté individuelle et la concurrence eurent devant

(1) 1^o Corps de draperie ;

2^o D'épicerie ;

3^o De mercerie (ce qui comprenait les objets les plus précieux du commerce étranger) ;

4^o De pelleterie ;

5^o De bonneterie ;

6^o D'orfèvrerie.

Pour les détails, on peut voir le *Parfait Négociant*, de Savary, liv. 4, hc. 5.

(2) Décr. 21 juillet 90, art. 43.

elles une carrière sans autres bornes que les besoins de la société et la prudence des capitaux.

Le commerce maritime, autre que celui des colonies, était soumis aux privilèges des compagnies : Il fut livré à la hardiesse de tous (1). On abolit la Compagnie des Indes, qui d'ailleurs avait depuis long-temps perdu sa puissance apparente et que le sang de Lally-Tolendal et les mémoires de son fils avaient marquée au front. — La liberté du commerce au-delà du cap de Bonne-Espérance, au Sénégal, aux échelles du Levant, fut décrétée. Mais si du sein des révolutions s'élancent les grands principes, il n'en est pas ainsi des grandes spéculations du commerce maritime ; la suppression des privilèges fut donc alors stérile dans ses effets.

A la liberté commerciale vint se joindre l'uniformité des poids et mesures. Louis XI, d'après les Mémoires de Commines, et d'autres rois, avaient entrevu la beauté, en théorie, mais aussi l'impossibilité pratique de l'uniformité au milieu des diversités de provinces et de coutumes. La nouvelle division du royaume, par laquelle l'assemblée avait dissous les anciennes provinces et circonscriptions, avait préparé la voie à la réforme. Les savans de l'Europe furent conviés à la fixation de l'unité naturelle de mesures et de poids (2), et l'académie des sciences fut l'autorité légitime à laquelle l'assemblée confia la mission de poser les bases de la loi

(1) Décr. 26 oct. 1791.

(2) Décr. 8 mai 1790, et 8 déc.

nouvelle, mission dont les résultats furent sanctionnés par le décret du 26 mars 1794 :

« L'assemblée nationale, considérant que, pour
 « parvenir à établir l'uniformité des poids et mesures,
 « il est nécessaire de fixer une unité de mesure na-
 « turelle et invariable, et que le seul moyen d'étendre
 « cette uniformité aux nations étrangères et de les
 « engager à convenir d'un même système de mesure,
 « est de choisir une unité qui, dans sa détermination,
 « ne renferme rien ni d'arbitraire, ni de particulier
 « à la situation d'aucun peuple sur le globe; consi-
 « dérant de plus que l'unité proposée dans l'avis de
 « l'académie des sciences réunit toutes ces conditions,
 « a décrété et décrète qu'elle adopte la grandeur du
 « quart du méridien terrestre pour base du nou-
 « veau système des mesures.» — Plus tard la science
 achèvera son œuvre : son intervention dans la so-
 ciété produira ce beau système décimal qui est
 fondé sur la combinaison des lois de la nature phy-
 sique et des lois immuables de la raison humaine.

Dans l'ordre des propriétés mobilières, il en était une bien digne, après l'industrie et le commerce, d'éveiller la sympathie de l'assemblée, c'était la propriété littéraire.

La révolution française était l'œuvre de l'intelligence; elle constatait le grand mouvement qui allait s'emparer de la civilisation européenne. La France avait puisé le principe de son INITIATIVE d'abord à la source chrétienne, plus tard à la source philosophique. La philosophie religieuse de Port-

Royal, la doctrine des juristes, des philosophes, des écrivains des 17^e et 18^e siècles, avaient fait briller d'avance dans l'ordre intellectuel le flambeau de la révolution : les événements contemporains avaient donné à la France l'occasion et la force de le saisir, de le secouer sur la société vieillie, pour la ranimer et lui transmettre une vie nouvelle. L'assemblée nationale, riche de ces lumières, devait proclamer avec empressement le principe constitutif de la propriété intellectuelle.

Sous le régime monarchique, la propriété littéraire existait, mais comme une concession de la royauté, et non comme un droit. Elle était liée à la concession des *privileges* en faveur de l'auteur, ou du libraire qui avait acquis de l'auteur le droit de publier l'ouvrage. Les publications sans privilège du roi n'obtenaient aucune protection. Loin de constituer un droit qui pût réclamer des garanties, elles étaient une infraction aux lois, un délit dont s'emparait souvent l'omnipotence parlementaire. Toutefois, Louis XVI avait amélioré la condition des écrivains : les arrêts du Conseil de 1777 et 1778 avaient donné des garanties aux auteurs, mais sans déroger au principe fondamental qui attachait au privilège le droit de publication et celui de propriété. La faculté d'imprimer un livre était toujours considérée comme une concession du pouvoir royal et non comme un droit existant par lui-même. « Le privilège en « librairie (dit le préambule) est une *grâce* fondée « en justice et qui a pour objet, si elle est accordée « à l'auteur, de *récompenser son travail* ; si elle est

« obtenue par un libraire, de lui assurer le rem-
 « boursement de ses avances et de l'indemniser de
 « ses frais. Cette différence dans les motifs en doit
 « produire une dans la durée; l'auteur a sans doute
 « un droit plus assuré à *une grâce plus étendue*,
 « tandis que le libraire ne peut se plaindre, si la
 « faveur qu'il obtient est proportionnée au montant
 « de ses avances et à l'importance de son entreprise. »

— L'arrêt du conseil cherchait à établir une alliance bien difficile entre le droit de l'auteur et celui du public : si le privilège était accordé à l'auteur personnellement, et si l'auteur ne le cédait pas à un tiers, il était héréditaire et pouvait ainsi se perpétuer dans la famille. Si le privilège était accordé à un libraire, il finissait avec la vie de l'auteur ; l'ouvrage, au décès de celui-ci, tombait dans le domaine public. — C'était donc, aux yeux de la loi, ou une propriété héréditaire comme toute autre, ou une spéculation commerciale qui devait avoir des garanties, et non dégénérer en monopole. L'académie française trouvant dans l'arrêt du conseil, qui unissait l'hérédité au privilège, une protection efficace pour les écrivains, en témoigna hautement sa reconnaissance au roi (1).

Mais le bénéfice de la législation nouvelle s'appliquait aux livres ; il ne concernait pas les ouvrages dramatiques destinés à la représentation. Les au-

(1) Voir le préambule de l'arrêt interprétatif rendu par le conseil, en juillet 1778.

teurs qui confiaient leurs pièces au Théâtre Français étaient sous le joug d'un règlement arbitraire (1) et sous la dépendance des comédiens du roi. Non seulement ces derniers se regardaient comme propriétaires sans partage des ouvrages de Corneille, Racine, Molière et Voltaire, mais encore ils confisquaient à leur profit les nouvelles pièces à la représentation desquelles les recettes ne s'élevaient pas au chiffre qu'il leur avait plu de fixer (1,500 fr. en hiver, 1,000 fr. en été) : l'ancien régime avait ainsi tout transformé en privilèges, même la spoliation des auteurs.

Plusieurs écrivains dramatiques, et à leur tête Laharpe et Ducis, réclamèrent à la barre de l'assemblée nationale la déclaration de leur droit de propriété et la liberté des entreprises théâtrales (2). L'assemblée accorda la libre faculté d'établir des théâtres, sous la surveillance de l'autorité municipale, déclara propriété publique les ouvrages des auteurs morts depuis *cinq ans* et plus ; elle reconnut aux auteurs dramatiques un droit de propriété exclusive sur leurs productions ; elle restreignit à une durée de cinq ans après leur mort, le droit de leurs héritiers et de leurs cessionnaires (3).

La constituante ne fit point de loi spéciale sur la *propriété littéraire*, prise dans le sens le plus étendu ;

(1) Ce règlement était fait par quatre officiers du roi, gentilshommes de la chambre.

(2) Séance du 24 août 1790.

(3) Décr. 19 janvier 1791.

mais elle garantit, « comme droit naturel et civil, la
 « liberté à tout homme de parler, d'écrire, d'im-
 « primer et publier ses pensées, sans que ses écrits
 « puissent être soumis à aucune censure ni inspection
 « avant la publication (1). » — En proclamant la
 liberté de la presse, elle avait anéanti les privilèges
 du roi en matière de publication. La propriété lit-
 téraire, qui jusqu'alors était subordonnée à l'ob-
 tention du privilège, resta donc comme un droit
 naturel et civil inhérent au travail et à ses pro-
 duits.

Le comité de constitution, par l'organe de Cha-
 pelier (2), posait ainsi les principes sur cette ma-
 tière importante :

« La plus sacrée, la plus légitime, la plus inat-
 « taquable et, si l'on peut parler ainsi, *la plus per-*
 « *sonnelle* de toutes les propriétés, est l'ouvrage
 « fruit de la pensée d'un écrivain; cependant *c'est*
 « *une propriété d'un genre tout différent des autres*
 « *propriétés.*

« Quand un auteur a livré son ouvrage au pu-
 « blic, quand cet ouvrage est dans les mains de tout
 « le monde, que tous les hommes instruits le connais-
 « sent, qu'ils se sont emparés des beautés qu'il
 « contient.... il semble que, dès ce moment, l'écri-
 « vain a associé le public à sa propriété, ou plutôt
 « la lui a transmise tout entière; cependant, comme

(1) Constit., tit. 4^{er}.

(2) Rapport sur la pétition des auteurs dramatiques, 13 janv. 1791. (*Hist. parlem.*, 8-334.)

« il est extrêmement juste que les hommes qui culti-
 « vent le domaine de la pensée tirent quelque fruit
 « de leur travail; il faut que, pendant toute leur
 « vie et quelques années après leur mort, personne
 « ne puisse, sans leur consentement, disposer du
 « produit de leur génie; mais aussi, après le délai
 « fixé, *la propriété du public commence* et tout le
 « monde doit pouvoir imprimer, publier les ouvra-
 « ges qui ont contribué à éclairer l'esprit humain. »

L'assemblée laissa, au surplus, aux législatures qui devaient la suivre, le soin de formuler dans une loi les principes posés par la constitution, et exprimés clairement dans le rapport spécial de son comité.

Ces principes, comme on le voit, consacraient la propriété littéraire; mais ils n'assimilaient pas la propriété *intellectuelle* à la propriété *matérielle*, quant au droit de succession ou de transmission par contrat, comme le demande une doctrine absolue, professée de nos jours avec conscience et talent (1).

Tâchons d'apprécier ces doctrines divergentes, dont l'objet est important en droit social.

Il y a trois points de comparaison à établir pour savoir si l'on peut assimiler complètement la propriété intellectuelle à la propriété matérielle : il faut comparer la première, 1^o avec la propriété des immeubles; 2^o avec celle des objets mobiliers, en

(1) Elle a été professée notamment dans les commissions des auteurs, réunies en 1824 et en 1837, et par M^e Marie, avocat à la cour royale de Paris, dans trois articles fort remarquables, de la *Revue de Législation*, t. 4^{er} et t. 2.

général; 3° avec la propriété des artistes sur les objets de leur création.

I. Le droit primitif de la propriété territoriale repose sur un acte de volonté personnelle d'appropriation par le travail, sur le rapport qui s'établit entre la personne et la chose. Celui qui cultive un champ, non encore occupé par la volonté de l'homme, se l'approprie par l'exercice de sa liberté; son travail établit un rapport productif entre lui et le champ dont il seconde la fertilité. S'il a des enfans ou des parens qui lui succèdent, il leur transmet une chose qui sollicite aussi leur travail, leur concours productif; l'appropriation est continuée dans la personne des héritiers ou des tiers qui achètent la chose, par le travail, fondateur du droit primitif. Si la chose était abandonnée, par insouciance, par incurie, au labeur et à la possession d'autrui, pendant un laps de temps déterminé par la loi civile, le droit de propriété passerait, par la prescription, sur la tête du possesseur. Ainsi, c'est le travail libre qui, appliqué à la terre, fonde le droit et sa transmissibilité; c'est lui qui entretient la transmission et qui garantit la perpétuité du droit (1). — Mais quand l'intelligence seule est l'instrument du travail, et que l'objet du travail est purement intellectuel; quand le produit est un livre, c'est-à-dire un produit *matériel*, sans doute, par les élé-

(1) On n'a pas besoin de rappeler que le travail peut être fait par la personne elle-même, ou par ceux qu'elle emploie, ou par ceux qui possèdent pour le propriétaire.

mens de publication, mais *intellectuel* en soi (1), alors la transmissibilité du droit de propriété ne peut plus avoir la cause qui existe dans l'ordre des possessions territoriales; la continuation, par l'héritier, du travail qui a créé la propriété première, n'est plus possible. Un livre, en effet, n'est pas un objet qui par sa nature sollicite le travail productif de l'héritier ou du cessionnaire; et puisque la cause de la propriété ne peut pas se transmettre sur la tête de ces derniers, avec l'objet lui-même, pourquoi la société reconnaîtrait-elle en eux une propriété absolue, perpétuelle? Le livre, par sa nature intime, comme œuvre intellectuelle, était essentiellement *personnel* à son auteur; l'auteur n'étant plus, le rapport qui liait la personne à la chose a cessé d'exister. Le livre, communicable à toutes les intelligences, n'a plus ce seul et unique propriétaire qui avait le droit d'agir, comme créateur, sur sa production. Racine le fils aurait-il eu le droit de modifier les tragédies de Jean Racine? Les héritiers actuels de Montesquieu, qui peuvent à leur gré cultiver ses domaines et modifier le château solitaire où Montesquieu, pendant vingt ans, médita *l'Esprit des Lois*, auraient-ils le droit de modifier ce chef-d'œuvre du génie de leur aïeul? On sent irrésistiblement qu'il y a un abîme entre ces deux droits. Le génie est seul propriétaire de

(1) Il nous semble que M^e Marie donne beaucoup trop d'importance à l'élément *matériel*, qu'il ne faut pas confondre, pour la question de propriété, avec l'élément *intellectuel*. (Voir ses deux premiers articles, t. 1^{er}, p. 31-262.)

ses œuvres : c'est une propriété exclusivement attachée à la personne, elle n'est par conséquent ni transmissible, ni aliénable à perpétuité. L'homme de génie travaille pour la société, pour l'humanité, pour les hautes intelligences, pour le présent et l'avenir; ce sont là ses héritiers. Ses œuvres, après lui, tombent dans le domaine public, puisque par leur nature elles sont destinées à l'utilité publique.

Sans doute, la société peut et doit même, dans l'intérêt de la famille des auteurs, faire aux parens une concession plus ou moins large du droit de publier et de vendre les ouvrages : elle peut récompenser dans les descendans les services des pères; mais il n'y a pas là un droit de succession qui dérive de la nature de la propriété intellectuelle. Identifier, quant au droit de transmission, la propriété intellectuelle avec la propriété immobilière, ce serait méconnaître leur nature, leur objet, et ce rapport des personnes et des choses sur lequel se fondent la propriété et sa transmissibilité indéfinie.

L'intérêt social, qui a une si grande place dans la loi des successions, ne demande pas que la transmissibilité héréditaire soit limitée pour la propriété des objets matériels. La société, si elle devenait maîtresse de ces objets, ne pourrait faire autre chose que l'héritier ou l'acquéreur : elle pourrait donc seulement posséder, cultiver, exploiter un héritage; mais l'intérêt social demande, au contraire, que la transmissibilité de la propriété littéraire soit temporaire et limitée : un livre a une autre destinée qu'un champ ou une maison; il peut concourir au bien moral,

à l'instruction, au progrès de la société : or des héritiers pourraient, par caractère ou par position, être très peu favorables à la propagation d'un ouvrage (1); leurs cessionnaires, investis à perpétuité d'un véritable monopole, maîtres du prix de l'ouvrage et des procédés de multiplication, pourraient, dans une carrière sans concurrence, entraver les bienfaits du génie.

L'arrêt du conseil de 1777 accordait, il est vrai, un droit perpétuel à l'auteur et à ses héritiers; mais cette perpétuité était fondée sur la concession du *privilege du roi* octroyé à l'auteur; elle n'avait lieu qu'autant que l'auteur ou ses héritiers conservaient par devers eux le privilège; s'ils le cédaient à un autre, l'effet de la cession était purement temporaire. L'auteur était comparable aux propriétaires d'offices. Le même principe qui avait rendu les offices transmissibles, et qui avait transformé une fonction publique en privilège héréditaire dans la famille du fonctionnaire, avait bien pu conduire à transformer aussi le droit de publier un ouvrage en privilège héréditaire dans la famille de l'auteur. L'écrivain qui publiait ses œuvres sous les auspices et le privilège du pouvoir, remplissait une fonction envers la société; et cette assimilation était d'autant plus naturelle, que les

(1) L'histoire en offre un exemple bien remarquable dans les héritiers d'Aristote, qui ont failli priver la postérité des ouvrages du philosophe de Stagyre. On sait que c'est Andronicus qui, long-temps après sa mort, a recueilli à Rome et mis en ordre les ouvrages qui sont encore aujourd'hui le fondement de la science philosophique. — Le précieux dépôt était déjà détérioré.

écrivains qui réclamaient privilège étaient des auteurs graves, voués ordinairement au culte de la théologie, de l'enseignement, de l'histoire et du droit. — Quand les offices, les immeubles fictifs, les privilèges de toute sorte se sont évanouis, le principe de la propriété littéraire a été profondément modifié : tout a été ramené à une base commune, l'égalité devant les lois. Mais les lois sont différentes, selon la différente nature des choses ; l'égalité devant la loi n'est pas la confusion des différences essentielles. On ne manque pas au principe de l'égalité, par exemple, en déclarant que les immeubles seront susceptibles d'hypothèque et que les meubles ne pourront être hypothéqués. — Il en est de même ici : on ne manque pas à l'égalité en déclarant que la propriété territoriale est transmissible à perpétuité par voie de succession et de convention, et que la propriété intellectuelle n'a pas le même caractère de transmissibilité ; dans l'un et l'autre cas, l'égalité devant la loi est modifiée par la nature des choses. La propriété territoriale est essentiellement transmissible, parce que le rapport du propriétaire à la chose peut exister aussi entre la chose et l'héritier ; la propriété littéraire n'est pas transmissible, parce qu'elle est essentiellement *personnelle*, et que le rapport primitif de l'auteur à son œuvre ne peut passer sur la tête de l'héritier.

II. Prenons maintenant pour objet de comparaison la propriété d'un objet mobilier : l'assimilation ne serait pas moins vicieuse. La propriété d'un meuble est fondée principalement sur la possession ;

en fait de meuble possession vaut titre, c'est là l'axiome de tous les temps. Or la propriété littéraire, qui suppose la production d'une œuvre intellectuelle, ne peut être comparée à la détention purement matérielle d'un meuble. En transmettant à mon héritier la propriété d'un objet mobilier, je lui transmets une possession égale à la mienne. Le rapport qui existait entre l'objet et moi, peut exister entre l'objet et mon héritier; mais il est évident que de l'auteur à son livre il y a rapport productif, incommunicable, essentiellement attaché à la *personne* de l'auteur, et que ce rapport ne peut fonder une base identique de transmissibilité perpétuelle.

III. Dira-t-on que la même raison s'opposerait à ce que le peintre, le statuaire et autres artistes pussent transmettre à leurs héritiers ou vendre à perpétuité le tableau, la statue, l'objet d'art sortis de leurs mains? — Il est bien vrai qu'il y a eu rapport créateur de l'artiste à la chose, et que ce rapport ne pourra pas exister entre l'héritier et l'objet à lui transmis; mais un autre principe qui dérive également de la nature des choses, repousse toute identité entre la propriété de l'écrivain et celle de l'artiste. Le tableau ou la statue n'a qu'une nature extérieure, indivisible : c'est un objet mobilier, qui peut être l'œuvre du génie, mais qui a son individualité; il ne peut en même temps se multiplier et se répandre en mille mains. En outre, quelle que soit la perfection de la création artistique, elle n'est que l'image d'un objet particulier, elle charme les yeux, elle donne à l'âme une impression admirative,

elle n'est pas pour la société une source possible, inépuisable de progrès et de lumières. Un livre, au contraire, par sa nature intellectuelle, est susceptible d'être reproduit et multiplié à l'infini, toujours identique à lui-même, par la copie et surtout par la grande puissance des temps modernes, l'imprimerie. Il se communique à tous, il devient pour l'intelligence un bien public, pour la société une cause de progrès ; il devient même, un élément de richesse commerciale qui se rattache à plusieurs branches d'industrie, et dont la création est d'autant plus réelle, d'autant plus profitable, selon l'expression de M. le comte Daru, *que la matière première se compose d'objets sans valeur : c'est la puissance intellectuelle qui change une stérile matière en objets précieux* (1). — Il y a certainement une grande analogie de nature entre la propriété littéraire et la propriété des découvertes industrielles : on reconnaît le droit de l'inventeur ; mais le brevet d'invention n'est pas un titre de propriété perpétuelle. A côté de la propriété personnelle de l'écrivain ou de l'inventeur, à côté de l'intérêt des héritiers ou des cessionnaires, il y a donc un autre intérêt, celui de la société : intérêt moral et commercial qui, de la société particulière à laquelle appartiennent

(1) Tableaux statistiques des produits de l'imprimerie française depuis 1811 jusques et y compris 1825, par le comte Daru, pair de France. — L'industrie de la presse crée annuellement une valeur de 54 millions, selon ses appréciations. — On trouve dans la *Revue Britannique* un travail curieux sur les résultats commerciaux des œuvres de Walter-Scott.

l'écrivain et l'inventeur, peut s'étendre à la société humaine.

Ceux qui voudraient que la propriété littéraire fût légalement assimilée à la propriété des immeubles, des meubles, des objets d'art, appliquent au produit intellectuel contenu dans un livre, des règles applicables seulement à l'existence matérielle des exemplaires. Si quelqu'un laisse dans sa succession l'exemplaire d'un ouvrage que les arts auront pu enrichir de leurs ornemens, la propriété en passera aux héritiers du possesseur, ou sera vendue à titre perpétuel; elle sera indéfiniment transmissible. Pourquoi? Parce que ce livre est pour le propriétaire et ses successeurs un objet purement mobilier qui a son *individualité*; l'auteur du livre lui-même n'y aurait évidemment aucun droit. Mais la *substance* de ce livre, à qui peut-elle appartenir? — A un seul homme, à celui qui l'a produite. Donner la même règle à ces deux propriétés, c'est confondre l'élément littéraire, scientifique, intellectuel, qui se manifeste par les signes de la typographie, avec ces signes eux-mêmes, condensés dans un certain volume et sous une forme particulière. En dernière analyse, la doctrine absolue que nous combattons, matérialise complètement les produits spirituels, pour leur imposer les principes de la propriété matérielle; c'est une doctrine que doit repousser le spiritualisme de la science moderne.

Le comité de constitution de 1790 nous paraît avoir professé les vrais principes en distinguant la propriété littéraire de toutes les autres, en marquant

son caractère essentiellement personnel. — L'assemblée nationale a consacré les mêmes principes à l'occasion des ouvrages dramatiques, quand elle a reconnu, d'une part, dans l'auteur son droit inviolable et absolu de propriété personnelle, et, d'autre part, son droit limité de transmission héréditaire et conventionnelle (4).

(4) Décr. 13 janv. 1794. L'art. 5 bornait à cinq ans le droit de l'héritier ou du cessionnaire. La question de temps ne touche pas directement à la question de principe; mais cependant le trop ou le trop peu importe beaucoup; cinq ans réduisent le droit à des effets presque nuls; et l'extension du droit des héritiers peut être telle, d'un autre côté, qu'en reconnaissant le principe spécial de la propriété littéraire, on l'annihile dans la pratique. La convention, qui, par son décret du 19 janvier 1793, a formulé les principes posés par l'assemblée nationale, a donné au droit des héritiers une durée de dix ans : un décret de l'empire, le 5 février 1810, lorsque l'empire travaillait sur plusieurs points à l'immobilisation, a étendu cette durée à 20 ans. — La commission des auteurs, réunie, en 1824, pour jeter les bases d'un projet de loi sur la propriété des ouvrages de l'esprit, alla plus loin; elle émit le vœu de prolonger pendant cinquante ans le droit héréditaire. La commission de 1837 paraît avoir partagé les mêmes idées. — C'est reconnaître, en théorie, le principe particulier de la propriété littéraire, et le paralyser dans ses effets législatifs. Avec la mobilité qui s'est emparée de l'esprit français, ou si l'on veut, avec le mouvement imprimé aux connaissances humaines par le progrès des sciences, un demi-siècle pour une œuvre de l'esprit, c'est presque toute la postérité. — La plupart des livres seraient donc enlevés réellement à la propriété publique par une extension exagérée du privilège de famille. — Nous devons recueillir ici la pensée d'un homme de génie. Cuvier, dans les conférences de 1824, vota pour qu'une rétribution fût assurée, dans tous les temps, aux héritiers des auteurs sur chaque édition nouvelle des ouvrages de leurs pères. N'est-ce pas là le véritable moyen de concilier les droits de la société avec les intérêts des successibles? Après la durée limitée du privilège des parens (10 ans par exemple), les représentants des auteurs auraient une créance sur la reproduction des œuvres dont le commerce s'emparerait avec chance de profit. L'industrie serait libre, la société pourrait retirer d'un ouvrage intellectuel tout le bien qu'il porterait avec lui, et l'humanité n'aurait pas à gémir de la misère qui a frappé la nièce de Corneille ou tout autre descendant

Biens patrimoniaux. — Droits d'usage, communaux. — Droits de cantonnement, de triage. — Responsabilité des communes.

La révolution qui, dans l'ordre de la propriété privée et immobilière, avait eu pour but principal d'affranchir le sol des droits de la féodalité, appliqua la même pensée d'affranchissement à la propriété des communes.

Les biens des communautés d'habitans se divisaient en trois espèces :

Biens patrimoniaux, droits réels d'usage, communaux.

I. Les biens patrimoniaux consistaient en maisons, terres labourables, rentes. Ils n'étaient pas réputés susceptibles d'une jouissance commune. Ils étaient le plus souvent chargés de devoirs ou droits seigneuriaux qui rapportaient l'origine de leur propriété à la concession des seigneurs ou des rois (1). Ces biens étaient affermés, employés à des besoins municipaux, ou régis par les chefs de la communauté au profit de celle-ci. Par les lois abolitives du régime féodal, ils furent, comme ceux des simples particuliers, dégagés des droits qui représen-

de nos grands écrivains. — Nous avons déjà rappelé ce même vœu dans la *Revue de Législation*, en 1836 (t. 2, p. 92), avant que les discussions sur la propriété littéraire, dont la presse s'est emparée depuis, eussent reçu la publicité qui a produit, pendant l'année 1837, tous les systèmes pour et contre.

(1) Code municipal, 2^e partie, p. 28, éd. 1761. Camus et Bayard, *vo Communauté d'habitation*.

taient la servitude ou main-morte personnelle et réelle, ou qui portaient le caractère de perpétuité.

II. Les droits d'usage avaient été concédés aux communautés d'habitans sur des bois, pâturages, marais et landes, etc., dont la propriété était réservée aux seigneurs. — Quand la commune était usagère, le propriétaire avait la faculté d'exiger le *cantonnement*, afin de circonscrire le droit indéfini des habitans sur une partie déterminée des fonds soumis à l'usage, et de laisser le surplus libre. Ce droit de cantonnement avait sa source dans les lois romaines (1); il était consacré par une jurisprudence de trois siècles (2); il était favorable également aux intérêts du propriétaire et aux besoins de l'usager; il fut maintenu (3).

III. Les biens appelés spécialement communaux étaient ceux dont la propriété avait été concédée à la paroisse, à titre universel, et dont les habitans pouvaient jouir en commun. Les seigneurs s'étaient arrogé sur ces biens un droit de spoliation partielle, que l'ordonnance des eaux-et-forêts avait textuellement consacré (4). Ils avaient usurpé la faculté de distraire à leur profit le tiers des biens communaux qui provenaient de concession gratuite. C'est là ce

(1) Digest., l. 43. — § 4, *Communia Prædiorum*.

(2) Il remontait à l'arrêt de déc. 1515, cité par Henrion de Pansey, dans ses Diss. féod., p. 460.

(3) Décr. 20 sept. 1790, art. 8 et 9.

(4) Ord. 1669, tit. 5, art. 4.

qu'on appelait *droit de triage*. Ce droit remontait seulement au commencement du 17^e siècle; il fut exercé par imitation du droit de cantonnement. A l'exemple de ceux qui n'avaient concédé que des droits d'usage, les seigneurs dont les ancêtres avaient abandonné des propriétés, voulurent en retirer une portion (1). — Louis XIV sanctionna cet abus nouveau de la féodalité civile qu'il avait d'abord prohibé, et auquel il avait renoncé pour le domaine de la couronne (2).

La différence qui distinguait les provinces du Midi et celles du Nord protégea encore ici les communes méridionales. Dans le Nord où régnait la maxime *nulle terre sans seigneur*, c'était aux communes qui voulaient s'affranchir du triage, à prouver que la concession du communal avait été faite à titre onéreux, qu'elle était accompagnée de quelques charges, corvées ou redevances; dans le Midi où régnait la maxime *nul seigneur sans titre*, c'était au seigneur à établir que la concession avait été purement gratuite. Le titre de concession *gratuite*, qui soumettait au triage, se présumait dans les premières; le titre de concession *onéreuse*, qui en dispensait, se présumait dans les secondes. Le droit de triage fut aboli pour l'avenir (3); et comme la jurisprudence, souvent complice des usurpations

(1) Arrêts 24 mai 1658, 23 nov. 1666, *Journal des Audiences*, 4-947; Henrion de Pansey, Diss., 4-457; Rapport de Merlin sur le Décret du 15 mars 1790.

(2) Edit d'avril 1667, art. 42.

(3) Décr. 15 mars 1790, art. 30.

féodales, avait accordé aux seigneurs, hors des cas de l'ordonnance, des distractions de biens communaux sous les noms divers de *triage* et *tiers-denier*, l'assemblée nationale abolit les arrêts du conseil, les déclarations, édits, lettres-patentes, les actes et jugemens qui avaient dépouillé les communes. Dans ce mouvement, justement rétrograde, elle ne s'arrêta que devant la prescription de trente ans, qui donne au fait de possession la légitimité du droit. Les communes eurent la faculté d'exercer leur action en revendication dans le délai de cinq ans, mais les fruits restèrent acquis aux possesseurs.

Le domaine de la couronne prétendait à la propriété des anciens murs, remparts et fossés des villes, ou à celle de leurs emplacements; il les regardait comme des dépendances de l'état et les frappait d'imprescriptibilité. L'assemblée nationale restitua aux villes et communes non réputées *places fortes*, le bénéfice de leur possession actuelle, si elle remontait à plus de dix ans, ou de leur possession ancienne, à l'égard de celles qui n'auraient été troublées dans leur possession que depuis quarante ans. — Les droits des particuliers, appuyés sur des titres ou sur une possession de quarante ans, furent aussi reconnus et déclarés (1). — L'assemblée fonda cette dérogation aux prétentions domaniales sur la vérité historique (2). Les villes du moyen-âge,

(1) Décr. 22 nov. 1790, art. 5.

(2) Voir Rapp. d'Enjubault, p. 446, du Recueil de M. St-M., souvent cité.

après leur affranchissement, ont joui du privilège de faire la guerre. Elles se hérissaient de remparts et de fortifications pour se défendre contre les seigneurs, contre les autres communes et les rois eux-mêmes. La monarchie ayant vaincu la féodalité politique et ouvert aux villes et communes l'ère paisible du commerce et de l'industrie, les fortifications du moyen-âge ont été abandonnées. La civilisation a abattu portes et remparts; les villes se sont agrandies et embellies. Mais ce changement avait-il pu leur faire perdre la propriété des vieilles fortifications heureusement transformées par leurs soins? La présomption était évidemment en leur faveur. — Les constructions communales du moyen-âge étaient antérieures à la réunion de la plupart des villes à la couronne. Il y avait donc équité à repousser les prétentions que le domaine avait élevées dans le 18^e siècle, et que les parlemens avaient déjà combattues par leurs arrêts (1). La règle posée par le législateur de 89 fut, que le domaine serait présumé propriétaire dans le cas seulement où les communes et les particuliers ne pourraient lui opposer ni titre valable, ni possession suffisante (2).

La servitude réciproque de paroisse à paroisse, connue sous le nom de *parcours*, et qui entraînait avec elle le droit de *vaine pâture*, fut abolie, pour

(1) Par exemple, la 1^{re} réclamation du domaine sur les fortifications de Montpellier est de 1764. (Rapport d'Enjubault.)

(2) Rapp., p. 448.

tous les cas où elle n'était fondée ni sur des titres, ni sur un usage immémorial. Mais le droit de clore sa propriété, qui était si souvent entravé et par les servitudes générales de vaine pâture et par les droits de *garenne ouverte* (1), fut restitué à chaque citoyen, libre de toute restriction. — Du reste, c'était désormais le conseil-général de la commune, qui, juge de ses intérêts, fixait la quantité de bétail qui, dans chaque paroisse, devait être envoyée à la vaine pâture (2).

L'assemblée ne classa pas dans la propriété communale les terres vaines et vagues, les landes, les biens *hermes* ou vacans; mais elle enleva aux seigneurs, à partir de la publication des décrets du 4 août, le droit de s'approprier ces portions du territoire français; elle respecta toutefois la possession que les seigneurs en auraient prise, avant cette époque, publiquement et suivant les coutumes; elle maintint, à plus forte raison, les droits de propriété et d'usage que les communautés d'habitans auraient pu avoir sur ces terres (3).

Les habitans des campagnes, aux premiers cris de l'abolition de la féodalité, voulurent s'emparer par voiedefait, des bois, des pâturages, des marais vacans, des terres vaines et vagues : l'assemblée les rappela

(1) Droit féodal qui empêchait un propriétaire de fermer sa garenne au gibier et au chasseur *privilegié*.

(2) Décr. 28 sept. 1791, tit. 1, sect. 4, art. 2 et 13.

(3) Décr. 13 avril 1791, art. 7 et 8.

par ses décrets à l'intelligence de leur droit (1). En 90, elle déclara « qu'elle n'entendait attribuer « sur ces biens aucun nouveau droit aux communes d'habitans, ni aux particuliers qui les composent. » En 94, elle abolit le droit que les anciens seigneurs auraient pu exercer sur ces biens, en leur qualité féodale. — Le vœu des communes n'était pas satisfait par cette dernière mesure...., et la révolution, dans sa 2^e période, ira bien au-delà.

Les législateurs furent moins timides à l'égard des chemins établis pour les communications rurales. Après avoir aboli les droits de propriété que les seigneurs s'attribuaient sur les *chemins vicinaux*, ils les transportèrent aux communes sur le territoire desquelles ils sont établis, en mettant à leur charge les frais d'entretien (2). — Et comme la réaction contre la féodalité devait se porter sur toutes ses traces, les villes, bourgs, paroisses et villages auxquels les seigneurs avaient donné leurs noms de famille, furent autorisés à reprendre leurs anciens noms; c'était une vieille propriété qu'on restituait aux communes sans dépouiller personne (3).

Les droits féodaux étant arrachés de la terre com-

(1) Décr. 11 déc. 1789, 15 mars 1790, tit. 2, art. 26; 3 mai 1790.

(2) Décr. 28 sept. 1791, sect. 6.

(3) Décr. 20 juin 1790. Singulières variations ! une ordonnance du 8 juil. 1814 autorisa les communes à reprendre les noms qu'elles portaient avant 90, et une autre ordonnance de 1815 a aboli cette dernière et laissé les choses au point où les avait placées le Décr. du 20 juin.

munale, il fallait régler l'administration des biens qu'on affranchissait.

Le nouveau pouvoir municipal fut chargé de régir les biens des villes, bourgs, paroisses et communautés (1) : il ne put consentir des baux pour une durée qui excéderait neuf années (2). — L'édit de 1667 avait déclaré *inaliénables* les biens des communes; l'assemblée nationale permit l'aliénation de leurs biens *patrimoniaux* lorsqu'elle serait jugée nécessaire pour contribuer au remboursement de leurs dettes (3); il fallait seulement une autorisation des directoires de district et de département. — On exigea une garantie de plus pour les acquisitions et les emprunts : il fallait un décret du corps législatif (4).

Les événemens orageux qui entouraient la révolution firent surgir une grande question communale, la question de responsabilité.

L'assemblée nationale avait émancipé les communes; son décret d'organisation en avait mis 44 mille à l'œuvre. La haine du passé promenait la torche incendiaire dans les campagnes. L'ignorance des paysans et la difficulté des subsistances entravaient la circulation des grains. Des attroupemens, grossis de mystérieux émissaires de troubles et de séditions, attaquaient les propriétés et les personnes.

(1) Décr. 14 déc. 1789, art. 50.

(2) Décr. 15 fév. 1791.

(3) Décr. 29 mars 1791, art. 4.; D. 5 août 1791.

(4) Décr. 5 août 1791, art. 7.

Les paysans se ruaient avec fureur sur les objets qui avaient matérialisé pour eux la féodalité ; châteaux, insignes de justice seigneuriale, moulins, fours, pressoirs et autres images de banalité ou d'oppression, attiraient les représailles d'une aveugle vengeance. Les législateurs cherchaient un obstacle à opposer à cette haine destructive ; la loi martiale fut proclamée ; elle dogmatisait avant de frapper : « La liberté affermit les empires , mais la licence les détruit. « Loin d'être le droit de tout faire , la liberté « n'existe que par l'obéissance aux lois. Si, dans les « temps calmes , cette obéissance est suffisamment « assurée par l'autorité publique ordinaire , il peut « survenir des époques difficiles où les peuples agités « par des causes souvent criminelles , deviennent « l'instrument d'intrigues qu'ils ignorent. Ces temps « de crises nécessitent momentanément des moyens « extraordinaires pour maintenir la tranquillité publique et conserver les droits de tous (1). »

A l'appui de sa doctrine sur les différences essentielles de la liberté et de la licence, la loi martiale organisait l'union de la force armée et de l'autorité municipale : à celle-ci les réquisitions légales, le soin d'arborer le drapeau rouge et de faire aux séditions les trois sommations ; à celle-là le devoir de dissiper les rassemblements et de combattre l'émeute par l'emploi des armes. Mais la sinistre apparition du drapeau rouge, mais l'action de la

(1) Décr. 24 oct. 89, préambule.

force armée, c'était la guerre intérieure, la répression immédiate de la sédition. Ce n'était pas une menace légale et permanente qui appelât le concours de tous ceux qui possédaient quelque chose ; c'était encore moins la réparation du dommage causé par l'attroupement séditieux : il fallait donc une autre garantie.

Sous le droit de l'Empire romain, les décurions attachés à la curie, comme le serf à la glèbe, étaient responsables sur leurs propres biens du non recouvrement des impôts, ou des autres pertes pour l'état; ils étaient même responsables du choix de leurs successeurs; mais le principe de la responsabilité générale de la municipalité était admis aussi par les lois romaines; la loi disait: « Ce que la majeure partie de la curie a fait est censé fait par tous : *Quod major pars curiæ effecit habetur ac si omnes egerint pro eo; — refertur ad universos quod publice fit per majorem partem* (1). » Sous le régime féodal, on connaissait, dans le Cambrésis et quelques autres contrées de la France, le droit de *graves* ou *gavenne*, d'*avouerie*, de *protection*, stipulé entre églises, villes, provinces et seigneurs. L'*avoué*, qui recevait une redevance pour prix de sa protection, était responsable en cas de dommages envers ses protégés (2). Cette responsabilité était toute spé-

(1) Dig. lib. 50, tit. 4, *ad Municipalem*; l. 49, *de Reg.*, l. 160.

(2) Delamrière, Glossaire du Droit français, *vo Gavenne*; Rapport de Merlin sur le Décr. du 15 mars 1790; le Décr. a supprimé le droit de Gaves.

cialle, elle naissait des conventions ou des coutumes; elle fut, en 90, supprimée comme féodale. — L'ordonnance criminelle de 1670 avait imposé aux communautés, selon le principe du droit romain, une responsabilité générale en cas de rébellion, violence ou autre crime (4). Le procès était poursuivi contre un syndic ou curateur nommé d'office, mais le jugement était rendu contre les communautés. Les condamnations aux dommages et intérêts pour réparation civile, et à l'amende pour réparation publique, s'exerçaient sur les biens de la communauté, ou à leur défaut, par des taxes levées sur tous les membres qui la composaient : ainsi le principe de responsabilité existait dans l'ancien droit. — La révolution s'en empara et lui donna une énergie et une extension motivées par l'organisation libre et puissante des nouvelles municipalités. Où est la puissance de faire et d'empêcher, là doit être la responsabilité; et l'organisation toute démocratique des communes, en leur conférant la puissance, devait y attacher son corollaire naturel. — La discussion, au sein de l'assemblée nationale, mit en présence deux principes, la responsabilité des officiers municipaux, la responsabilité des communes.

Déclarer les officiers municipaux responsables sur leur biens personnels, c'était emprunter au code des décurions le vice qui avait rendu leur institution insupportable sous la tyrannie des empe-

(4) Ord., tit. 24, et le Commentaire de Jousse.

reurs romains. On s'étonne de voir cette vieille théorie vivement défendue par Barnave, A. Lameth et Mirabeau (1). « Vous avez fait une loi martiale, dit ce dernier, vous en avez confié l'exécution aux officiers municipaux; il reste à établir *le mode de leur responsabilité*. » Et l'orateur propose de déclarer que les officiers municipaux qui auront négligé de proclamer la loi martiale dans les cas voulus, et de remplir tous les devoirs qu'elle prescrit, seront poursuivis, réputés prévaricateurs, et *personnellement responsables* de tous les dommages qui auraient été commis : il n'admettait la responsabilité des communes, qu'en cas d'insuffisance dans les biens des officiers municipaux. — Un député presque inconnu, au milieu de tant de célébrités, ramena l'assemblée à la vérité (2) : « Ne mettons pas, dit cet homme de sens, les officiers municipaux déjà établis dans le cas de donner leur démission. Quand la confiance publique est réunie sur un citoyen, si cet hommage rendu à sa vertu lui donne la force de supporter le fardeau qui lui est imposé, il faut bien vous garder de porter le découragement dans son cœur; et c'est le décourager que de lui faire craindre

(1) Séances des 20 et 23 fév. 1790. (*Hist. parlem.* 4, p. 347-369-387.)

(2) Dalley d'Agier. (*Hist. Parlem.*; 4-387.)— L'assemblée nationale contenait un grand nombre d'hommes peu connus, mais d'un sens droit, d'un esprit éclairé. Dans les graves discussions, ils laissaient échapper sans aucune prétention oratoire, des rayons de bon sens qui ramenaient la majorité dans la bonne voie. C'était sur ce centre de l'assemblée que Mirabeau ordinairement exerçait sa puissance avec tant de succès.

(3) Dupont.

« de perdre tout à la fois sa fortune et celle de sa
 « famille. » « Il faut que le dommage soit réparé par
 « la commune, dit un autre membre ; c'est là
 « le vrai moyen de rétablir la fraternité entre
 « tous les Français.... S'il arrive un désordre, ou
 « c'est la majorité qui l'a commis, et elle doit être
 « responsable ; ou c'est la minorité, et alors la ma-
 « jorité est encore coupable de ne pas s'y être op-
 « posée. » — Ainsi l'on revenait à la maxime du
 droit Romain, *quod major pars curiæ effecit pro so
 habetur ac si omnes egerint*.

De cette discussion a jailli le décret du 23
 février 1790 : il consacra le principe de la respon-
 sabilité des communes si la commune avait pu empê-
 cher le dommage, et le principe de l'assistance mu-
 tuelle entre municipalités ; la peine de la responsa-
 bilité du dommage s'appliquait à la commune qui
 avait refusé de prêter secours quand elle en était
 requise (1). Disons ici avec l'illustre procureur-gé-
 néral qui a rallumé de nos jours, au milieu de la
 cour de cassation, le flambeau de Merlin : « Le prin-
 « cipe de responsabilité est juste en soi, s'il est ren-
 « fermé dans ses limites, si la responsabilité ne
 « pèse que sur les communes qui sont coupables ou
 « qui ont manqué à la protection mutuelle que
 « réclame l'association (2). »

(1) L'assemblée nationale a souvent reproduit le principe de responsabilité.
 (Voir Décr. 15 mars 1790, art. 26; 2 juin, 6 oct., 26 juillet 1791.)

(2) Réquisitoire de M. Dupin, du 5 avril 1836, dans l'affaire des indemnités
 réclamées contre la ville de Paris, p. 2.

Souveraineté du territoire, à l'extérieur, à l'intérieur. —

Propriété publique. — Sens absolu; sens restreint. — Domaine de la Couronne. — Domaines engagés, échangés. — Apanages. — Aliénabilité du domaine de l'état. — Exception. — Capacité personnelle du roi. — Domaine privé.

La révolution devait porter une atteinte profonde aux principes de l'ancienne monarchie sur le domaine de l'état. Le dogme de la souveraineté nationale ayant remplacé le dogme de la souveraineté de la couronne, la propriété publique a changé de caractère, les principes domaniaux ont été renouvelés. Plusieurs décrets ont statué isolément sur des questions urgentes, et l'assemblée a codifié ensuite sa législation domaniale dans le décret du 22 novembre 1790, qui fut précédé des rapports instructifs de Barrère et d'Enjubault, organes du comité des domaines (1). Le décret a des lacunes, mais il a posé des règles essentielles et marqué nettement la limite entre le passé et l'avenir.

La propriété publique, prise dans le sens le plus étendu, peut être rigoureusement analysée selon les rapports qui dérivent de la nature des choses

(1) Rapport sur l'aliénabilité du domaine de la couronne, par Barrère de Vieuzac, du 10 avril 1790 ;

Rapport sur les Forêts de l'état, par le même, 6 août 1790 ;

Rapport sur les Apanages, par Enjubault, 13 août 1790 ;

Rapport sur la législation domaniale, par le même, 22 nov. 1790 ;

Inscrits au recueil complet des lois nouvelles de l'assemblée nationale, par M. de St-M....., 4^e div., 4^e part., 1^{er} vol., p. 254-399-418-441.

et de leur destination sociale. Ces rapports, nécessaires ou contingens, doivent servir à classer les différentes espèces de propriété publique; et la dogmatique peut ici s'associer à l'histoire.

Chaque société a d'abord la souveraineté de son territoire; c'est la propriété publique de nation à nation, d'état à état, la propriété qui tient au droit des gens, et qui ne permet pas à une nation étrangère d'exercer directement ou indirectement un acte de sa puissance sur le territoire ou contre les citoyens d'un autre pays. En vertu de cette propriété territoriale, l'assemblée constituante prononça l'abolition des droits féodaux que certains princes d'Allemagne exerçaient sur de vastes possessions de l'Alsace, en reconnaissant toutefois leur droit d'indemnité. La souveraineté en France était essentiellement *indivisible* depuis la troisième race, et l'indivisibilité ne peut souffrir de partage ni d'atteinte. — C'est ce même principe qui enlève aux jugemens rendus en pays étranger toute force exécutoire en France, s'ils n'ont été révisés par les tribunaux français, et qui refuse aux actes reçus à l'étranger la puissance d'exécution ou d'hypothèque.

La souveraineté du territoire a aussi une vaste application à l'intérieur de la société, abstraction faite du droit international : c'est le *domaine éminent* reconnu par les anciens jurisconsultes (2), et qui se

(1) Grotius, *de Jure Belli et Pacis*, lib. 2; cap. 2, Lebreton. Chopin, du Domaine.

rapporte à la puissance publique, comme l'effet à sa cause. La révolution n'a pas changé les effets généraux de cette souveraineté intérieure, mais elle en a transporté le titre du roi à la nation, à l'état. — L'ordonnance de 1669 (eaux-et-forêts) déclare le roi propriétaire des fleuves et rivières navigables; celle de la marine (1684) et l'édit de 1710 lui adjugent les rivages et les relais de la mer; les hauts-justiciers jouissaient de plusieurs prérogatives de même nature, comme dépositaires de la puissance publique dans le territoire de leur haute-justice. L'assemblée constituante, brisant ces formes combinées de la royauté absolue et de la féodalité, proclama « les droits de la nation sur toutes les « parties de son territoire qui n'appartiennent à per-
« sonne, c'est-à-dire qui ne sont pas susceptibles
« d'une propriété privée, ou qui sont actuellement
« sans maîtres (1). »

Les choses qui, par leur nature ou par leur destination, sont livrées à l'usage de tous, et ne forment la propriété de personne, ni individu, ni ville, ni corporation (comme les rivages de la mer, les fleuves, les ports, les grandes routes, etc.), ont été données par la nature locale ou par les travaux exécutés au nom du gouvernement (2). Elles sont destinées à tous

(1) Rapp. d'Enjubault, p. 444.

(2) Loyseau et quelques autres jurisconsultes ont prétendu que les grands chemins, les fleuves, les lieux inaccessibles n'étaient pas susceptibles d'une véritable propriété; mais ils conviennent que les fruits que ces choses produisent, appartiennent à la nation, et qu'elle exerce incontestablement sur elles les droits de souveraineté qui dérivent de la suprématie territoriale.

par leur rapport avec la société en général, elles sont donc, dans le sens le plus absolu, *propriété publique*. Quel est le propriétaire? — L'état : car il y a correspondance de condition entre la chose livrée à tous, et l'état en général qui représente tous les membres de la société. Cette correspondance de condition entre la chose et la personne morale qui en est propriétaire, se trouve conforme à la loi historique et universelle de la propriété. — Il en résulte tout naturellement que ces choses sont soumises à la surveillance et à la police générale de l'état; il en résulte encore qu'en changeant de destination par la volonté publique, elles peuvent retomber sous l'empire de la propriété privée; elles peuvent redevenir aliénables et prescriptibles, si elles sont susceptibles par leur nature de possession individuelle.

Il est des propriétés de l'état qui ne sont pas publiques dans le même sens, en ce qu'elles sont affectées à un service particulier d'intérêt social. — Tels sont les hôtels des monnaies, l'hôtel des invalides, les arsenaux, les hôtels des grandes administrations, etc. : leur destination spéciale exclut la jouissance de tous.

Tels sont encore les palais, châteaux, terres et dépendances, les objets mobiliers qui forment ce qu'on appelle la *dotation* de la couronne, et qui

— Ce n'est donc qu'une dispute de mots, ou une confusion entre la propriété privée et la propriété publique. (Voir le Rapp., p. 445, et le traité du domaine, par Lefèvre-le-Claplanche.)

sont livrés à la jouissance personnelle du chef de l'état. Le roi en est usufruitier ; le propriétaire , c'est l'état , c'est la nation considérée abstractivement comme personne morale.

C'est dans cette partie du domaine de la couronne, que l'assemblée constituante a fait de grandes innovations.

Sous la dénomination propre de domaine de la couronne, on comprenait autrefois, comme domaine *incorporel*, les droits inhérens à l'idée de la souveraineté, les droits régaliens; comme domaine *corporel*, les terres, châteaux, forêts, etc., qui avaient originairement composé les domaines des rois, et qui avaient été successivement unis et incorporés à la couronne par l'avènement des princes au trône de France.

Notre ancien droit public avait violé la nature des choses quand il avait détaché de la couronne des droits inhérens à l'idée de la royauté, pour en faire des concessions vénales à titre d'offices ou de délégation de droits d'impôts, amendes, confiscations, déshérence, etc.

L'assemblée constituante a sévèrement distingué « tout ce qui est compris dans l'idée de la couronne comme étant attaché à cette idée par la raison même ; » et elle l'a proclamé par l'organe de ses rapporteurs, un DOMAINE INALIÉNABLE, IMPRES-
CRIPTIBLE, SACRÉ POUR LES NATIONS COMME POUR LES ROIS (1).

(1) Voir les Rapp. de Barrère et d'Enjubault, p. 265-452.

Le domaine corporel était déclaré inaliénable par l'ordonnance de 1566. La doctrine de *l'inaliénabilité*, née dans le 14^e siècle (1), était une simple maxime de droit public que le chancelier de L'Hôpital avait érigée en règle absolue. La théorie, belle en elle-même, comme résistance aux dilapidations ministérielles et aux obsessions des courtisans, avait été presque stérile dans ses effets. Elle devait protéger les peuples contre la nécessité des impôts ou, du moins, leur multiplicité; mais les rois, au lieu de puiser dans leurs revenus domaniaux les moyens de subvenir aux dépenses du royaume, s'étaient laissé arracher les plus grandes parties de leurs immenses possessions. « La législation des « domaines, disait un des rapporteurs du comité, « est l'histoire des efforts faits par les rois pour « les dissiper ou les reprendre. » — Les engagements, les échanges fictifs, les apanages avaient absorbé au profit des grands et des hommes de cour, les biens qui devaient être le patrimoine de l'état; en 1788, le produit des domaines fonciers et des droits domaniaux ne figurait dans le compte général que pour deux millions 1732 livres 6 sols...! et encore on y comprenait des droits domaniaux que l'assemblée sacrifia promptement (comme le droit de franc-fief) aux intérêts du commerce et de l'agriculture (2).

(1) Ord. juillet 1318, 1321.

(2) Etat général des biens afferlés ou régis pour le compte du roi, présenté au comité des domaines. (Rapport de Barrère, 271.)

La vue d'utilité publique qui avait créé la maxime de l'inaliénabilité, ne pouvait donc plus la soutenir dans l'ordre de choses qui s'ouvrait. L'assemblée nationale qui appliquait à la propriété foncière les principes de l'affranchissement du sol, de la division et de la mobilisation, fit une loi rationnelle et juste, en déclarant les domaines de l'état aliénables en vertu d'un décret de la puissance législative.

Mais l'assemblée avait devant elle les actes accomplis sous l'empire des anciennes lois ; elle pouvait se sentir fortement entraîné à des vues rétroactives, elle fut maîtresse de ce mouvement. Pour ne pas troubler de longues possessions consacrées par la bonne foi des générations qui s'étaient succédé, elle fit une distinction fondamentale. — Elle considéra l'ordonnance de 1566 comme la déclaration authentique de l'inaliénabilité des domaines de la couronne ; tous les actes passés depuis cette époque devaient en subir la loi et se trouvaient frappés de révocabilité, quelles que fussent leurs clauses et leurs formes. — Toutes les aliénations ou inféodations antérieures à l'ordonnance du 16^e siècle, étaient définitives, à moins qu'elles ne portassent une clause expresse de retour.

Trois classes de détenteurs des domaines de la couronne existaient au moment de la révolution : les engagistes, les échangeistes, les apanagistes. Les domaines engagés, échangés, et ceux donnés

(1) Décr. 22 nov. 1790, § 5, art. 23.

à titre d'apanages avaient été des sources de richesses pour leurs heureux possesseurs. Les législateurs de 89, dans leur réaction contre le passé, voulaient ressaisir ces lambeaux dispersés de la fortune publique. — En conséquence, le décret du 22 novembre autorisa l'état à déposséder les *engagistes*, à la charge seulement de rembourser, au préalable, *les sommes réellement versées en espèces au trésor public* (1), sans avoir égard à toutes autres quittances, aux dons et compensations allégués dans les actes.

Les *échanges* furent sujets à révision et annulation si les formalités exigées pour les estimations respectives, n'avaient pas été suivies de l'enregistrement des lettres de ratification (2), et si, malgré l'observation des formes, il y avait *fraude, fiction, simulation*, ou lésion du 8^e au préjudice du domaine. Des comtés et des baronnies furent déclarés réunis, par application de cette loi, au domaine de la couronne (3).

Et enfin, quant aux apanages, il fut reconnu en principe qu'il n'y aurait plus d'*apanages réels*, que les biens donnés en apanage seraient restitués au domaine et remplacés par des rentes sur l'état, appelées rentes apanagères.

(1) Art. 26.

(2) Suivant l'édit d'oct. 1711.

(3) Plusieurs échanges furent révoqués par décrets postérieurs de 1790 et 1794; la plupart avaient été faits sous le ministère de Calonne; Chambord avait été donné à un grand seigneur pour y placer un *haras*... *proh pudor!* La législation a été fixée et modifiée par la loi du 14 ventôse an 7. (Voir ci-dessous 3^e période sect. 2, § 3.)

Les principes en matière d'apanage ont subi des modifications successives. Avant la féodalité, le droit d'aînesse était inconnu. Sous les deux premières races, le royaume était partagé entre les enfans des rois (1). Ce mode de succession, funeste à la nationalité française, cessa sous la race capétienne. Le droit d'aînesse, qui avait pris racine dans les mœurs féodales, avait rendu l'aîné des fils du roi héritier présomptif de la couronne. Ce droit de primogéniture appliqué à la royauté, avait conduit au principe salutaire de l'indivisibilité. L'instinct de nationalité qui a travaillé sans cesse à la grandeur de la France, fit établir la maxime « qu'en la maison de France *il n'y a partage, mais apanage*, à la volonté et arbitrage du roi père ou du roi frère. Les puînés des rois ne pouvaient quereller ou demander partage ni légitime certaine en la succession du roi leur père (2). » — Ils recevaient en apanage des pro-

(1) Partage, après le décès de Pepin, entre ses deux enfans (Charles et Carloman). — Après Louis-le-Débonnaire, partage entre ses trois enfans Louis, Lothaire et Charles.

(2) Dutillet, Recueil des Rois de France; Pasquier, Rech., liv. 2; Glossaire de Ragau et de Laurière, *Apanage*.

L'étymologie du mot apanage a préoccupé les érudits des 16^e, 17^e et 18^e siècles. — Voici celle qui nous paraît le plus vraisemblable. — Jean Faber (*Inst. de Leg. agnat., Success.*, no 6), emploie le mot *amagium* pour signifier droit d'aînesse. Du privatif *ab* et du mot *amagium*, on a fait, dans la basse latinité, *abamagium* et en français apanage pour signifier ce qui est différent de l'aînesse et ce qui est donné par les père et mère aux puînés pour leur nourriture et entretien. Ceux qui cherchent la racine du mot dans *panis*, pain, *panage*, lui donnent le même sens primordial. L'étymologie à *pennis* n'est pas sérieuse.

Dans plusieurs coutumes on trouve les mots *apanée*, *apanagée*, appliqués

vinces qu'ils tenaient à foi et hommage; mais quoique subordonnés par le régime féodal au chef de leur maison, ils se faisaient souverains de fait dans leur territoire. C'est la première époque des apanages. La loi salique était inapplicable à leur transmission dans la branche succcessible; la transmission du patrimoine se faisait au profit des filles. Ainsi le comté de Dreux, donné en apanage, en 1150 à Robert de France (4^e fils de Louis-le-Gros), n'est revenu à la couronne qu'en vertu de la vente qui en fut faite à Charles V, par les filles de Jeanne-de-Dreux, arrière-petite-fille de Robert: preuve positive que, dans ces premiers temps, les filles pouvaient succéder aux apanages et les apanagistes vendre les biens.

Louis VIII fut le premier qui attacha aux apanages la condition d'être reversibles à la couronne, à défaut d'*hoirs* ou d'héritiers mâles. Cette innovation fut adoptée par Philippe-le-Bel et convertie en loi de l'état par Charles V. La règle fut: « que
« les terres tenues en apanage étaient comme en
« usufruit; la propriété en demeurerait à la cou-
« ronne de France, et partant ne tombait *en dis-*
« *position ne en quenouille* (1): c'est la deuxième
« époque. »

Les idées sur les apanages se modifièrent encore.

aux filles qui renoncent aux successions de leur père quand elles sont dotées et apanagées.

(1) Ord., ch. VI, 1413; ord., ch. VII, 1453, art. 6.

Le droit public du royaume établit en principe que les biens des princes qui succédaient au trône étaient de plein droit dévolus, unis et incorporés à la couronne, et que les biens laissés à leur décès subissaient la même dévolution. L'édit de 1566 et celui d'Henri IV de 1607, avaient consacré expressément le droit de dévolution. La personne politique du roi absorbait la personne civile. L'état succédant aux droits du prince devenu roi, succédait aussi aux obligations de la *personne civile*; et par l'effet de cette dévolution absolue, l'état contractait l'obligation tacite et nécessaire de fournir aux puînés *une subvention proportionnelle à leur qualité*. Les édits de concession, dans cette troisième époque, portaient que l'apanage représentait un produit net de 200,000 livres de rente, valeur qui toujours était grandement dépassée.

Les domanistes les plus éclairés avaient fait dériver de ce dernier état de choses une doctrine de droit qui permit à l'assemblée constituante de ressaisir immédiatement les apanages *réels* et d'y substituer des rentes apanagères.

L'un des émules de Dumoulin, Chopin disait au livre sur le Domaine des Rois (1) : « L'apanage des
« enfans de France ne consiste plus qu'en une pen-
« son annuelle et pécuniaire pour laquelle on dé-
« livre à l'apanage une certaine quantité de fonds
« de terre : *nummaria pensio pro qua æstimati*

(1) Liv. 2, tit. 3, no 9.

« *fundi præstantur.* » C'est cette théorie et cette autorité qu'invoquait principalement le rapporteur du comité des domaines (1). — Il en concluait que l'état avait bien le droit d'abandonner en apanage des jouissances foncières, mais que la nation avait le droit aussi d'y substituer des rentes sur le trésor public, sans rétroagir illégalement contre l'ordonnance de 1566. « Les concessions d'apanage, « faites sous l'empire de cette ordonnance, pou-
« vaient être considérées (disait le rapporteur)
« comme des titres réguliers, dans ce sens que les
« princes ne doivent aucun compte des fruits qu'ils
« ont perçus; mais elles n'en étaient pas moins ré-
« vocables, parce qu'elles ne renfermaient qu'une
« indication du mode de paiement, indication qui n'a
« rien de synallagmatique, et qui, par sa nature,
« doit cesser de subsister dès que la nation juge à
« propos de s'acquitter d'une autre manière. »

L'assemblée, en conséquence de ces principes, prohiba les apanages réels pour l'avenir, révoqua les apanages existans, et y substitua des rentes apanagères bien supérieures au revenu nominal fixé dans les actes de concession (2).

Ainsi, l'état, en même temps qu'il retirait des mains du clergé d'immenses possessions, ressaisissait quelques beaux débris de l'ancien domaine de

(1) Rapport d'Enjubault, p. 425.

(2) Le décret de 22 nov. porte la rente apanagère à 1 million pour chaque prince apanagiste et y ajoute un traitement d'un million. Sur le sujet si intéressant des apanages, voir le savant ouvrage de M. Dupin aîné.

la couronne, et sous le nom commun de *biens nationaux*, la révolution les soumettait au principe général de l'aliénabilité.

Ce principe nouveau reçut cependant une exception à l'égard des grandes forêts domaniales; l'ancien principe qui rendait leur propriété immuable fut maintenu après une mûre délibération.

L'ordonnance de 1669 disait que les forêts « étaient la plus noble et la plus précieuse partie du « domaine de la couronne, » et l'organe du comité des domaines, en développant la haute importance des forêts de l'état, formulait ainsi la pensée qui servit de base à la loi: « Dans aucun cas, *quelque* « *urgent qu'on le suppose*, la nation ne doit s'expro- « prier des bois et forêts qui forment le vrai do- « maine public..... Je termine par un mot pro- « fond de l'ESPRIT DES LOIS sur le despotisme: *Quand* « *les sauvages de la Louisiane veulent avoir du fruit,* « *ils coupent l'arbre à la racine.....* Voilà l'image « d'une nation qui, pour payer ses dettes, livrerait ses « forêts à des compagnies ou à des capitalistes (1).

L'assemblée nationale « regardant la conservation « des bois et forêts comme un des points les plus « importants et les plus essentiels aux besoins et à la « sûreté du royaume, considérant que la nation « seule peut s'occuper de leur conservation, amé- « lioration et repeuplement, déclara, les 6 août « et 22 novembre 1790, que *les grandes masses des*

(1) Rapp. de Barrère, 6 août 1790.

« bois et forêts sont et demeurent exceptées de la
 « vente et aliénation des biens nationaux permise
 « ou ordonnée par le présent décret et autres décrets
 « antérieurs (1). »

La situation nouvelle du roi dans un état reconstitué, dont les recettes et les dépenses étaient soumises au vote et au contrôle d'une assemblée législative, amena, par rapport à sa capacité personnelle, une modification dans les anciens principes. Le roi, dans le régime nouveau, avait une liste civile, créance sur le trésor, et la jouissance d'immeubles qui formaient la dotation viagère de la couronne (2). Mais l'assemblée nationale reconnut expressément qu'il pouvait avoir *un domaine privé*. Elle sentit que le roi, libre de disposer des deniers qui lui étaient affectés à titre de liste civile, ne devait pas être entravé dans l'emploi qu'il en voulait faire; qu'il ne devait pas être privé des moyens de gratifier personnellement les membres de sa famille d'acquisitions particulières, sous une législation qui détruisait le vieil abus des apanages réels (3).

Elle n'admit donc pas aussi rigoureusement que l'ancien droit public la transformation de la personne royale. Elle distingua l'Etat du Prince; elle fit de celui-ci deux personnes : le roi et l'homme pri-

(1) Décr. 6 août 1790, 22 nov., art. 42.

(2) Décr. 3 juin 1791.

(3) Voir le Rapp. d'Enjubault.

vé. — Elle maintint la dévolution immédiate, pleine et perpétuelle des biens personnels que le roi possédait avant son avènement (1). Mais reconnaissant que le magistrat politique n'absorbait pas entièrement le citoyen, elle permit au roi d'acquérir, de posséder à titre particulier, et de disposer des biens par lui acquis pendant son règne. Toutefois, il n'y avait pas succession, héritage; *les fils puînés de France* ne pouvaient rien prétendre dans les biens laissés par le roi, la reine et l'héritier présomptif de la couronne (2). Si le roi n'avait pas disposé de son domaine privé, il y avait de plein droit réunion au domaine de l'état (3).

Les fils puînés de France devaient être, dans leur jeunesse, élevés et entretenus aux dépens de la liste civile jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ou jusqu'à leur mariage. Alors, *enfants de l'état*, ils devaient recevoir des rentes apanagères déterminées par la législature en activité (4).

Tel est l'ensemble des principes par lesquels l'assemblée nationale a renouvelé cette branche du droit

(1) Décr. 22 nov., art. 6, Const. de 91-9.

(2) Décr. 22 nov., art. 17.

(3) Décr. 22 nov., art. 7.

(4) Décr. 22 nov., art. 16.

L'expression d'*enfant de l'état*, employée par M. Dupin, comme président de la chambre, en 1836, a été vivement censurée par les organes de la presse. Elle est cependant employée par un homme dont les mêmes organes ne contestent pas l'autorité doctrinale, M. de Cormenin, dans sa 2^e lettre politique sur la liste civile. — C'est, en droit, l'expression propre, du moment que l'état leur fournit la rente apanagère qui représente la dette d'*aliment et d'entretien* proportionnelle à leur haute position.

qui participe à la fois du droit civil et du droit public. On voit qu'elle s'est élevée à toute la hauteur de sa mission. Elle n'a renié du passé que son incompatibilité avec l'avenir ; elle a fait son choix avec calme et maturité dans les doctrines domaniales de l'ancienne monarchie, et elle a donné à cette partie du DROIT SOCIAL une base qui ne périra pas (1).

§3. — Action de la Révolution à l'égard de la famille.

Nous avons vu la révolution frapper la féodalité dans la condition des personnes et des propriétés ; elle a une autre tâche à remplir : il faut qu'elle détruise tous les droits qui, dans le passé, étaient fondés sur la constitution féodale et l'intérêt aristocratique de la famille.

CONSTITUTION DE LA FAMILLE.

No 1^{er}. — RAPPORTS PERSONNELS.

Une chose est bien remarquable dans les décrets de l'assemblée ; le fondement de la famille, le mariage, attire l'attention du nouveau législateur ; sa loi constitutive est renouvelée. Cependant les rapports personnels, proprement dits, les rapports entre époux, la puissance paternelle, maritale, tutélaire, ne reçoivent alors aucune modification. C'est que l'assemblée nationale opérait d'abord par

(1) On n'a pas besoin de rappeler que les mêmes principes nous régissent aujourd'hui ; seulement la rente apanagère n'est due que lorsqu'il y a insuffisance du domaine privé. (Loi du 2 mars 1832, art. 21.)

réaction contre les principes dominateurs du passé, les principes les plus hostiles à la société nouvelle. L'alliance du catholicisme et de la royauté absolue avait principalement pénétré de son esprit, aux 16^e et 17^e siècles, les lois du mariage. Mais la féodalité était surtout dans la constitution territoriale, dans les *rappports réels* de la famille. Là il y avait urgence pour l'action révolutionnaire. — D'autres principes, émanés du christianisme et de l'esprit de sociabilité, avaient influé sur les *rappports personnels*. Les coutumes avaient reconnu dans le père de famille une puissance de protection, dans les époux une communauté d'existence et de biens qui s'associaient dignement à la condition naturelle que la religion chrétienne accordait aux enfans et aux femmes. Les ordonnances de Louis XIV, qui exagéraient l'autorité du père dans l'intérêt de l'orgueil des familles, avaient été usées par l'esprit de sociabilité répandu au 18^e siècle. Les mœurs avaient presque vaincu les lois. L'assemblée constituante n'était donc pas appelée, sur ces divers points, par une nécessité immédiate, à des vues de réforme. Elle laissait aux législatures qui devaient lui succéder la refonte universelle des lois civiles; et elle se contenta de préparer ce grand résultat dans la famille, en effaçant du droit des ordonnances la trace la plus apparente de la réaction catholique, en arrachant du droit des coutumes les racines les plus profondes de la féodalité civile.

Nous avons marqué et suivi, dans le livre des ordonnances, la naissance et les progrès de la

réaction du catholicisme moderne à l'égard du mariage et des actes de l'état civil. Le mariage avait perdu sa nature de contrat pour devenir, avant tout, un sacrement. Le sacrement avait absorbé l'acte civil, depuis le concile de Trente et l'ordonnance de Blois. L'assemblée constituante fit la séparation du principe civil et du principe religieux qui entrent dans l'union conjugale. Sans nier la sainteté du sacrement chrétien, sans violenter les consciences et interdire la bénédiction nuptiale, elle replaça les choses dans l'ordre naturel et primitif que réclamait la société. Les actes de l'état civil des personnes étaient livrés entièrement au ministère ecclésiastique, et cela, malgré même le vœu de l'ordonnance de 1539, qui avait appelé un fonctionnaire laïque à concourir à l'acte du ministre de la religion. Le mariage et l'état des personnes sont la base de la société civile et politique; c'est donc à celle-ci qu'il appartient d'en déterminer les lois et les preuves. La constitution de 1791 pose les principes dans toute leur simplicité (1) :

« La loi ne considère le mariage que comme contrat civil.

« Le pouvoir législatif établira, pour tous les
 « habitans sans distinction, le mode par lequel
 « les naissances, mariages et décès seront constatés, et il désignera les officiers publics qui en
 « recevront et consacreront les actes. »

(1) Tit. 2, art. 17.

Ces dispositions achevaient la séparation commencée depuis des siècles entre la société civile et la société religieuse, le *temporel* et le *spirituel* ; elles réalisaient le vieil axiome qui avait eu jusqu'alors une application incomplète : *l'église est dans l'état, et non l'état dans l'église*. Le catholicisme, comme pouvoir, était à jamais remplacé dans l'ordre de la société spirituelle.

Passons aux rapports réels de la famille.

Nº 2. — RAPPORTS RÉELS.

Cette branche de rapports peut être examinée à l'égard des divers membres de la famille et à l'égard des tiers. — Le premier point de vue est le plus important.

La féodalité avait fondé la constitution intérieure et *réelle* de la famille sur le principe de la force et de l'inégalité : le droit d'aînesse en était la plus haute expression. Le préciput des nobles, établi dans toutes les coutumes, était le privilège aristocratique qui frappait tous les biens nobles au moment de leur transmission héréditaire : la distinction dans la nature des biens faisait la distinction des successions nobles et roturières.

L'esprit d'aristocratie foncière était descendu des familles nobles au sein des familles bourgeoises. On distingua entre les héritiers des *propres* et les héritiers des *acquêts* ; les successions des propres imitèrent en plusieurs cas les successions des fiefs. Des *réserves coutumières* s'exerçaient sur les biens propres, et sou-

mettaient la loi d'hérédité à l'influence dominante de la terre. La qualité des biens l'emportait sur la parenté des personnes. En ligne collatérale, ce n'était pas la constitution de la famille par les liens du sang qui déterminait la successibilité, c'était la constitution foncière : les biens remontaient vers le fait primitif de la possession et suivaient la ligne de leur origine.

Le droit de masculinité, dérivé des usages germaniques, s'était allié en France au régime féodal, et concourait à représenter son esprit dans les coutumes.

L'esprit nouveau devait anéantir tout le système des coutumes sur les successions, et l'assemblée constituante l'a sapé d'avance dans ses fondemens, par la puissance d'un principe, l'ÉGALITÉ DES PARTAGES.

Ce principe, il avait apparu, dix siècles auparavant, dans les transformations incomplètes que subissaient les lois barbares sur le sol de la France : « Comme Dieu a donné également au père tous ses « enfans, ils doivent avoir une part égale dans les « biens de leur père, » disaient les formules de Marculfe au 7^e siècle ; c'était l'esprit du christianisme qui inspirait la formule de succession ; mais la féodalité avait bientôt tranché de son épée cette jeune racine du droit chrétien ; bientôt elle avait fait germer dans les entrailles de la terre le principe de la force, qui rattachait la famille et sa puissance à une tige unique et privilégiée.

La révolution de 89 établit sur l'égalité, au nom du

droit naturel et du christianisme, la loi des partages de succession. Cette loi, qui contenait et le principe essentiel de la révolution et la division des propriétés, fondait la constitution *réelle* de la famille future; elle avait puissance d'action sur le passé et sur l'avenir : elle devait détruire, sans secousse et sans rétroactivité, la base territoriale de la société antique.

Ce fut la dernière pensée révolutionnaire de Mirabeau. Il mourut; cet aîné de famille noble que l'aristocratie féodale avait repoussé de son sein, il mourut en léguant à la tribune et à la postérité son discours *sur l'Egalité des Partages dans les familles*. Rien de plus solennel, de plus religieux que la lecture de ce discours au milieu de l'assemblée nationale, dans le silence de l'affliction, une heure après la mort de Mirabeau, et du haut de cette même tribune veuve à jamais de son éloquente parole! « Que les Français, dit ce testament politique accepté par la France, que les Français donnent l'exemple et ne reçoivent la loi que de la raison et de la nature..... si la nature a établi l'égalité d'homme à homme, à plus forte raison de frère à frère.... (1). »

Ainsi Mirabeau achevait sa vie et son initiative politique en posant la nouvelle pierre du foyer de la famille, en semant sur la terre sillonnée par le soc de la révolution le principe de l'égalité des

(1) Séance du 2 avril 1791. (*Hist. parlem.*, t. 9-285.)

partages. — Là se terminait la lutte des principes du droit social contre la féodalité civile. La mission providentielle du grand orateur était finie; il avait droit à cette place que l'assemblée constituante, par un profond sentiment de deux grandes révolutions, lui décernait à côté DES CENDRES DE DESCARTES (1).

Le principe nouveau étant ainsi reconnu en lui-même, nous devons jeter un regard sur les textes.

Les droits d'aînesse et de masculinité, qui représentaient au sein de la famille le principe féodal dans toute son énergie, furent supprimés par le décret du 15 mars 1790, lequel enveloppait les droits féodaux dans une ruine commune : c'était l'égalité rétablie dans les successions des *biens nobles*; exception fut faite en faveur des individus mariés ou veufs avec enfans : par respect pour les pactes qui avaient uni antérieurement les familles, ils furent autorisés à exercer les anciens droits dans les successions à échoir.

Le principe général de l'égalité dans les partages de toute espèce de successions fut promulgué par le décret du 8 avril 1791 (2) : « Tous héritiers « en égal degré succéderont par portions égales dans

(1) L'assemblée constituante consacra, en l'honneur de Mirabeau, l'édifice de Ste-Geneviève à la gloire nationale. Le nom de Mirabeau dut être inscrit au Panthéon, et un décret ordonna « que le corps de Mirabeau serait déposé « à côté des cendres de Descartes. » (Voir *PHist. parlam.*, t. 9-281.)

(2) Dès le 2 novembre 1790, il y eut une proposition contre l'inégalité, par l'abbé Grégoire; et un Rapport de Merlin sur les successions fut prononcé à la fin de novembre.

« chaque souche, dans le cas où la représentation est admise. » — La représentation à l'infini est établie en ligne directe descendante. — La loi efface des coutumes *les exclusions des filles* et de leurs descendans; elle en efface les *dévolutions* qui mettaient l'inégalité entre enfans de différens lits : par là l'époux survivant, dont les biens étaient affectés par les coutumes aux enfans du premier lit, en cas de secondes noces, recouvrait la faculté de disposer des biens ainsi dévolus (1). — La même exception qui avait été imposée aux partages des biens nobles fut appliquée au partage des autres biens. Le respect dû aux conventions matrimoniales fit déroger encore au principe d'égalité : les personnes mariées ou veuves avec enfans purent réclamer le bénéfice des anciennes règles dans le partage des successions à échoir. Les institutions contractuelles et les conventions stipulées dans les contrats de mariage restèrent aussi sous l'empire des lois qui les avaient vues naître (2).

Mais le décret du 8 avril 1794 appliquait le principe d'égalité seulement aux successions *ab intestat*.

Il y avait une autre question qui se rattachait aux successions en général et à la grande division

(1) Décr. 8 avril 1794, art. 1^{er}, 2^e al.; arrêt de cassation, 11 nivôse an 13, Sirey, 4-77. On peut voir un premier Rapport de Merlin pour l'abolition des réserves coutumières et des dévolutions, 18 juil. 1790. (*Histoire parlementaire*, 6-411.)

(2) Même décr., art. 4-5.

des pays de coutumes et des pays de droit écrit, la question du droit de tester. Elle comprenait la faculté de tester, en elle-même, et la détermination de la quotité disponible. Elle fut soulevée dans le sein de l'assemblée par Cazalès. Un projet de décret fut soumis à la discussion; toutes les théories vinrent, avec le projet de loi, se briser et mourir au pied de la tribune; mais la discussion et ses différens caractères ne doivent pas être perdus pour l'histoire, car ils entrent dans le domaine historique des idées. La question est une des plus graves que puisse recueillir la philosophie du droit : nulle assemblée ne pouvait la mieux traiter que l'assemblée nationale.

La faculté de tester, légalement sanctionnée, est le droit qui donne à la volonté, à la pensée de l'homme une exécution efficace, après le décès du testateur, sur les biens qu'il laisse dans sa succession. C'est la volonté de l'homme, c'est sa pensée qui lui survit, *agitur de his per quæ morientes vitam sibi quasi producunt*, dit un jurisconsulte du 16^e siècle (1). C'est donc quelque chose de l'élément spirituel qui survit à la partie organique et matérielle. Leibnitz l'a dit avec toute sa profondeur philosophique, « Les testamens, en droit, n'auraient aucune existence de raison SI L'ÂME N'ÉTAIT « IMMORTELLE, *testamenta verò mero jure nullius*

(1) Æmilius Ferretius, *de Legatis (in princip.)* ed. 1553 Lugduni.

essent momenti nisi anima esset immortalis (1). Aussi la philosophie de l'histoire doit-elle faire cette remarque qui paraîtra peut-être paradoxale, mais qui est justifiée par les faits : le droit de tester a été inconnu ou extrêmement limité dans les temps et les législations qui ont été dominés par le principe matériel.

Dans l'Inde, dans le monde du panthéisme, la propriété ne se transmet guère que par succession, ou plutôt elle est immobile, puisque le père vit encore dans le fils (2). — Les Egyptiens ne croyaient pas à l'immortalité de l'âme ; ils croyaient que l'âme humaine ne conservait une sorte d'existence qu'autant que le corps conservait sa figure : chez eux point de testaments. L'aristocratie sacerdotale et guerrière attachait à la caste des prêtres et à celle des guerriers la transmission héréditaire du vaste territoire qui leur était affecté (3).

Chez les Hébreux, qui ne croyaient point à l'im-

(1) Leibnitz, *nova Methodus discendæ docendæque Jurisprudentiæ*, t. 4., 3^e part., éd. de Dutens. Il ajoute, après le passage cité :

« *Sed quia mortui revera adhuc vivunt, ideo manent domini rerum, quos « vero hæredes reliquerunt concipiendi sunt ut procuratores in rem suam.* »

(2) Voir les *Origines du Droit Français* que M. Michelet vient de publier (1837), p. 78.

(3) La caste des prêtres et celle des guerriers avaient chacune un tiers ; le 3^e était aux rois. Sésostris partagea les biens des rois entre les hommes du peuple, moyennant une redevance. Il y eut la caste des laboureurs (Hérodote). Furgole (*Traité des Test.*) suppose très gratuitement l'existence des testaments chez les Egyptiens ; il ne cite aucun fait, aucun monument ; il se fonde sur ce que les Hébreux connaissaient les testaments, comme si les Egyptiens avaient adopté les mœurs des Hébreux, ou que les Hébreux eussent tiré leurs lois de l'Egypte. — L'induction de Furgole est sans force.

mortalité de l'âme, ceux qui avaient des enfans ou des successibles ne pouvaient disposer des immeubles à *titre perpétuel* qu'en faveur de leurs héritiers : *fas... instituere ex eis qui ex lege cohæredes forent*. Les biens légués à des étrangers ne pouvaient être possédés par les légataires que jusqu'à l'année du jubilé, époque à laquelle ils devaient revenir aux héritiers des enfans du testateur. Le testament, chez les Hébreux, n'était point un acte ordinaire de la volonté individuelle ; c'était, selon la remarque de Selden, un acte judiciaire. Aussi la loi hébraïque ne permettant d'exercer des actes judiciaires que durant le jour, les Hébreux ne pouvaient pas tester pendant la nuit (1).

Dans le droit des anciens Grecs d'Athènes, point de testamens. Les lois de Solon refusaient la faculté de tester aux chefs de famille. — A Rome, avant les 12 tables, point de testamens (2). La révolution plébéienne qui marqua sa place dans la loi des décemvirs, introduisit la règle *dicat testator et erit lex* ; mais le testament se faisait avec les mêmes solennités que la loi, en présence du peuple assemblé ; c'était une loi privée, ratifiée par les comices (*in calatis comitiis*). La volonté du peuple était nécessaire pour que la volonté de l'homme pût retentir au-delà du tombeau. Quand le droit romain se spiritualise par l'école stoïcienne de Labéon et de ses successeurs, le testament n'a

(1) Selden, *de Succ. in Bonis Hæbreor.* caput 24.

(2) Esprit des Lois, liv. 27^e, ch. unique.

plus besoin de cette ratification des comices ; la volonté de l'homme se suffit à elle-même, le testament s'applique à tout, même aux fidéicommiss ; et la volonté de l'homme dicte la loi sans formalité extrinsèque dans les codicilles, dans les testaments militaires.

Chez les Germains, dans l'état de barbarie où les peint Tacite, les testaments sont inconnus ; les barbares, soumis au droit de la force, ne devaient attribuer aucune puissance à la volonté d'un homme qui n'était plus.

La féodalité ayant réagi en France contre le spiritualisme du droit romain et du christianisme, pour y substituer le principe matériel de la force et certaines traditions des mœurs germaniques, les testaments furent, sinon repoussés entièrement, du moins très limités dans leurs effets. Les biens de famille, d'origine patrimoniale, furent mis, pour la plus grande partie, hors de la disponibilité testamentaire ; mais par une contradiction réelle qui cesse et qui s'explique dans notre théorie, les coutumes qui prohibaient la faculté de se créer un héritier par testament, reconnaissaient les héritiers par institutions contractuelles, les héritiers par contrat : ce qu'elles ne permettaient pas de léguer par acte testamentaire, elles permettaient de le donner par acte entre-vifs ; tous les biens pouvaient être transmis par disposition entre-vifs, sans distinction de propres et d'acquêts (1). — C'est

(1) Ferrière, sur l'art. 273 de la coutume de Paris, no 8 ; Furgole, Comment. de Ford. de fév. 1731, sur l'art. 18.

que l'homme qui disposait ostensiblement entre-vifs, faisait un acte d'*homme vivant*, se mettait en présence de la vie actuelle ; celui qui disposait par testament faisait un acte à *cause de mort*, se mettait en présence d'une époque où il ne serait plus : or, sous la domination du principe matériel, que les nations subissent dans leurs lois, sans en avoir la conscience, l'homme qui n'est plus est censé mort tout entier : le matérialisme ne voit rien au-delà du tombeau, et par conséquent, à ses yeux, la volonté d'un mort est un non-sens. — Le spiritualisme, au contraire, traverse la tombe, voit la vie au-delà ; et une législation pénétrée de son esprit ou du principe chrétien, ne confondant pas l'âme humaine avec sa dépouille mortelle, donne une grande efficacité à la volonté des testateurs.

Le principe matériel et le principe spirituel se combattent dans l'histoire, se partagent le monde. Ils se trouvent en présence au moment surtout des grandes révolutions, crises terribles et retentissantes, où il s'agit de savoir lequel des deux restera vainqueur. — La discussion de l'assemblée constituante sur le droit de tester a porté l'empreinte de ce vieil antagonisme.

L'esprit des coutumes et l'esprit du droit romain, la philosophie matérialiste et la philosophie chrétienne se sont produits dans le combat sous le nom de Pétion et de Robespierre d'une part, de Mirabeau et de Cazalès de l'autre. Un jurisconsulte formé à l'école coutumière, Tronchet, en partant d'un système opposé au droit de tester, en partageant

l'inconséquence de la philosophie de J.-J. Rousseau, est arrivé à une conclusion spiritualiste. — Examinons avec soin les principes qui luttèrent ensemble.

Les coutumes fondaient les successions sur le droit de primogéniture, sur la prééminence du sexe, sur la qualité des terres et des personnes; elles excluaient le principe chrétien de l'ÉGALITÉ. Le principe contraire, l'INÉGALITÉ, le principe féodal et matériel de la force, était donc la base du droit de succéder. Les coutumes, en refusant aux personnes le droit de changer l'ordre des successions par voie testamentaire, en déniaient à la volonté de l'homme une puissance qui s'exercât après la vie d'ici-bas, les coutumes étaient conséquentes avec elles-mêmes : partant du principe féodal et matériel pour fonder l'ordre successoral, elles ne pouvaient reconnaître dans l'homme, après sa mort, un droit de changement qui aurait supposé le principe spirituel.

Le droit romain, dans le système opposé, était aussi conséquent avec lui-même. L'égalité, c'est-à-dire le principe spiritualiste, était le fondement des successions légitimes, d'après les Nouvelles de Justinien (4); mais les lois romaines accordaient aussi à la volonté testamentaire, à la pensée survivant à l'homme terrestre, une grande efficacité. Les deux ordres de successions, légitime et testamentaire, reposaient donc au fond sur un principe identique, le principe spiritualiste. La loi romaine avait mieux

(4) Reçues en pays de droit écrit.

aimé donner une libre carrière aux passions de l'homme que de le priver d'un droit qui tenait à la dignité de sa nature immortelle.

Ainsi, dans les deux législations qui divisaient la France, les principes des successions étaient contraires; et les dispositions sur la faculté de tester étaient en rapport avec l'esprit fondamental de chaque législation. Mais les faits prennent largement leur place dans la société, et voici ce qui se passa. — Les mœurs féodales s'étaient répandues par toute la France; et dans les provinces du Midi, la libre faculté de tester s'exerça au profit de ces mœurs orgueilleuses. Si les fiefs, patrimoine des aînés, étaient moins nombreux dans le Midi que dans le Nord, la puissance testamentaire y suppléait. Les pères de famille créaient des aînés dans les biens qui n'étaient pas nobles et qui auraient échappé au droit d'aînesse imposé par la loi coutumière. Le principe d'égalité de la loi romaine se trouvait donc étouffé par l'esprit victorieux du droit aristocratique et féodal.

L'histoire retrouve dans la discussion de l'assemblée nationale, ce que la philosophie du droit nous a montré dans les caractères différens de notre ancienne législation. — La révolution venait de fonder sur l'idée d'ÉGALITÉ l'ordre des successions légitimes. — Pétion et Robespierre, hommes des provinces du Nord (1), prennent dans les coutumes ce qui

(1) Pétion, député de Chartres; Robespierre, d'Arras.

pouvait en rester : la nécessité d'un ordre immuable. Ils veulent que le principe d'égalité soit inflexible à l'égard des héritiers en ligne directe ou collatérale, comme l'était le principe d'inégalité dans les coutumes ; mais ce sont seulement les dispositions testamentaires qu'ils proscrivent ; ils ne réclament pas contre les dispositions entre-vifs ; ils prennent ce qui subsiste du droit coutumier pour l'appliquer au principe d'égalité, qui était au fond le principe révolutionnaire. — Pétion ne cherche point à se rendre compte du mobile qui le pousse à exclure la faculté de tester : il voit seulement dans les pays de droit écrit les fruits que cette faculté a produits, et il juge de l'avenir par le passé (1).

Robespierre, qui a un esprit autrement radical et pénétrant, va tout droit au principe des testaments : « Et quel est, s'écrie-t-il, le motif de cette faculté ? » — L'homme peut-il disposer de cette terre qu'il a cultivée, LORSQU'IL EST LUI-MÊME RÉDUIT EN POUSSIÈRE (2) ? » Ainsi, c'est la poussière de l'homme qui s'élève entre le droit de tester : c'est le matérialisme qui proteste contre le droit spiritualiste naturalisé dans les lois romaines. Pétion et Robespierre étaient, au surplus, d'accord avec eux-mêmes. Dans l'ordre politique et civil, ils représentaient la philosophie sensualiste de Locke et de Condillac, d'Helvétius et de Diderot : leur opinion

(1) *Hist. parlem.*, 9-282.

(2) *Hist. parlem.*, 300.

sur le droit de tester était un reflet naturel de l'école matérialiste (1).

Mirabeau et Cazalès, hommes des pays de droit romain, voulaient qu'on maintînt la faculté qui tient à la dignité spirituelle de l'homme; mais ils étaient séparés, dans l'application, de toute la distance qui séparait leurs dogmes politiques.

Mirabeau attaquait de front toutes les causes d'inégalité dans les partages, préciputs nobles, majorats, fidéicommiss, substitutions; il voulait que l'égalité régnât dans les familles, qu'on détruisît complètement « ces lois corruptrices qui semaient les haines où la nature avait créé la fraternité (2). »

— Témoin de l'influence que les mœurs féodales avaient exercée dans le Midi sur les familles et les successions, malgré la promesse d'égalité écrite dans les lois romaines, il voulait effacer du sol ces derniers vestiges de féodalité. Il refusait au père de famille le droit de faire par testament à l'un de ses fils une part plus grande qu'aux autres. « Il n'y a plus d'ainés, plus de privilégiés dans la grande famille nationale, il n'en faut plus dans les petites familles qui la composent. L'inégalité du

(1) On pourrait objecter Popinion qu'à la fin de sa carrière, Robespierre a manifestée par le discours sur l'immortalité de l'âme; mais c'était là un discours de politique et de circonstance. (Voir la 2^e Période de la Révolution, dans ce livre, sect. 3^e.)

(2) Discours posthume de Mirabeau.

« partage appelle l'inégalité des soins paternels ,
 « celle même des sentimens et de la tendresse. L'é-
 « ducation domestique , pour être bonne , doit être
 « fondée sur des principes d'exacte justice , de dou-
 « ceur et d'égalité. Moins les lois accorderont au
 « despotisme paternel , plus il restera de force au
 « sentiment et à la raison. » — Mirabeau , dirigé
 par ce principe d'égalité toute spirituelle , de-
 mande que la quotité disponible des biens du père de
 famille soit du 10^e , et que le père ait la libre disposi-
 tion de cette quotité en faveur de personnes étran-
 gères à la ligne directe.

Cazalès alla plus loin ; il proposa d'étendre à
 tout le royaume la loi romaine sur les testamens.
 Il voulait qu'au-dessus du principe d'égalité que
 la loi française venait de consacrer dans les suc-
 cessions légitimes , planât cette puissance du père
 de famille que les provinces méridionales avaient
 reçue du droit romain , en héritant aussi du prin-
 cipe d'égalité dans les successions *ab intestat* : toute
 la France aurait pu alors réfléchir la physionomie
 des pays de droit écrit. Le droit de tester aurait
 pu être exercé encore au profit du droit d'aînesse
 et de l'orgueil des familles. Si les fiefs , patrimoine
 des aînés , avaient disparu des lois , la puissance
 testamentaire aurait pu les récomposer dans les
 transmissions d'hérédités. Cazalès , qui connaissait
 l'alliance du droit romain , dans le Midi , avec
 les mœurs féodales , et le respect général dont les
 lois romaines étaient cependant entourées , pro-
 posait l'uniformité de la loi sur les testamens ,

afin d'échapper au principe d'égalité (1). L'homme politique s'était improvisé jurisconsulte de l'école romaine, dans une vue d'opposition au mouvement révolutionnaire.

Tronchet dépouilla l'homme politique et traita la question en vrai jurisconsulte; il examina les choses du point de vue élevé de la philosophie du droit. L'assemblée attachait une telle importance à son opinion, qu'un décret spécial fut rendu pour l'inviter à occuper la tribune. Sa théorie mérite d'être analysée (2).

« Le législateur qui entreprend, dit-il, de réformer les lois risque de s'égarer, s'il ne distingue pas la *loi positive* de la *loi naturelle*, s'il ne sonde pas toutes les profondeurs des anciennes institutions.

« Pour apprécier le droit de tester, il faut remonter aux premiers principes de la propriété.

« Si l'on considère l'homme dans l'*état de nature*, il est difficile de concevoir un véritable droit de propriété; la propriété, dans l'état de nature, est moins un droit qu'un fait; elle est d'autant moins un droit, qu'elle résulte de la force. Cette propriété précaire, ou plutôt *cette possession, n'étant*

(1) Il avoua franchement à la tribune qu'il n'avait proposé la discussion sur le droit de tester que dans l'espoir d'embarrasser l'assemblée. Voyant que le projet des comités allait renverser ses espérances, il fit un discours qui souleva beaucoup d'orages; il voulut y remédier par cette proposition. (*Hist. parlem.*, 9-314.)

(2) *Hist. parlem.*, 9-302 et suivantes. L'analyse est conçue en termes empruntés au discours de Tronchet.

« que l'effet de l'occupation cesse du moment que
 « l'homme cesse d'occuper. Il n'y a donc pas de trans-
 « missibilité possible. — L'individu qui vient, après
 « la mort du premier occupant, a le même droit
 « qu'avait celui-ci de jouir de ce qu'il trouve va-
 « cant. — C'est donc l'établissement seul de la so-
 « ciété, ce sont les *lois conventionnelles* qui sont la
 « véritable source du droit de *propriété* et de trans-
 « missibilité.

« La même convention sociale, qui accorde ce dou-
 « ble droit aux sociétaires, doit déterminer encore à
 « qui il appartient de régler cette transmission, à
 « la loi ou à la volonté de l'homme.

« L'homme tient du droit naturel la faculté de
 « transmettre *entre-vifs* ses biens comme il lui plaît...;
 « mais la *convention sociale* est le seul titre du droit
 « dont jouit l'*homme social* de transmettre ses pro-
 « priétés *après sa mort* (1). »

Cette philosophie, qui distingue entre l'état de nature et l'état de société, est celle du matérialiste Hobbes : c'est aussi l'erreur du génie de Rousseau dans le contrat social. L'homme, dans ce chimérique état de nature, est un être purement *individuel* ; ses actes ne sont que des faits matériels. Tout est borné à sa personne, à ses besoins physiques : la vie animale absorbe tout son être. Les besoins moraux et intellectuels, les besoins de l'âme n'existent pas. Les idées de rapports sociaux, de justice,

(1) P. 305.

de morale, de religion, sont impossibles. L'homme en société, d'après cette doctrine, est un être déplacé; l'état de société doit être considéré comme un état contre nature. L'homme *qui pense*, dit Rousseau, *est un animal dépravé*. L'homme étant réduit à la vie instinctive et concentré dans les nécessités de la conservation physique, que devient la partie spirituelle de l'humanité? — La philosophie de l'état de nature réduit nécessairement l'homme à son organisme corporel; elle le mutile, elle nie complètement sa nature intellectuelle et morale que l'état de société peut seul manifester et comprendre. — Tronchet, dans sa thèse philosophique sur le droit de tester, a développé, sans s'en apercevoir, une théorie tout-à-fait matérialiste. Ainsi, dans sa doctrine, le droit de propriété n'est pas un acte de la liberté humaine qui s'applique aux objets extérieurs et qui devient sacré comme la liberté elle-même; c'est un fait purement matériel d'*occupation*. L'homme cesse-t-il d'occuper? Nul droit n'est acquis; le fils ne succèdera que s'il est, après son père, le premier occupant: qu'un étranger s'empare avant lui du bien devenu vacant par le décès du possesseur, il a pour lui le fait; la propriété, la transmissibilité sont exclusivement des questions *de fait ou de force*.

Il est bien évident que cet être déchu qui n'a qu'une nature périssable, doit mourir tout entier, et que sa volonté, sa pensée, son âme ne peuvent lui survivre dans un testament. Tronchet ne recule pas devant la conséquence: « La loi immuable de la

« nature, dit-il, qui a créé l'homme *mortel*, borne
 « invinciblement son droit de propriété, sinon à un
 « simple usage, au moins dans *les limites de son*
 « *existence* (4). » — C'est parce qu'il est *mortel* qu'il
 ne peut tester, dit la philosophie matérialiste de
 l'état de nature ; c'est parce qu'il est *immortel* qu'il
 peut tester, répond la philosophie sociale et spiri-
 tualiste.

Ce qu'il y a de précieux pour l'histoire, dans cette
 théorie de Tronchet, c'est que, jurisconsulte formé
 à l'école coutumière, il a donné par ce système sur
 l'état de nature la formule philosophique de son école ;
 sa profession de foi est expresse à cet égard : « Le
 « législateur doit remonter aux sources de toutes
 « les institutions humaines, jusqu'*aux premières vé-*
 « *rités* dont les institutions humaines ne peuvent être
 « que des modifications nécessaires : sous ce point
 « de vue, je n'hésite pas à dire que l'esprit du *droit*
 « *français est plus conforme aux vrais principes et à*
 « *la droite raison.* »

Nous voilà donc plongés par l'école coutumière
 dans le principe matériel de l'état de nature ; com-
 ment arriverons-nous au droit de tester ? — Tron-
 chet y arrive, en faisant une grande différence en-
 tre l'homme selon le droit naturel, et l'homme se-
 lon le droit social, et en accordant à l'homme en
 société le droit qu'il refuse à l'homme dans l'état
 de nature : comme si l'homme, par sa nature, n'é-

(4) Même discours.

tait pas un être essentiellement sociable, comme si le droit naturel n'était pas le fondement nécessaire et légitime du droit social ; comme si enfin le droit social, pris dans sa grande et légitime acception, ne devait pas être identique au droit naturel !

Mais à travers ces erreurs de théorie sur l'origine des sociétés, qui avaient égaré tant d'esprits au 18^e siècle, à travers la philosophie incomplète et fausse qui lui paraissait la formule du droit coutumier, Tronchet arriva, par la rectitude naturelle de son jugement, à ce résultat social : que l'homme doit avoir le droit de disposer d'une partie de ses biens. — En combinant l'intérêt public et celui de la famille avec le droit et les sentimens du père, il reconnaît à celui-ci, contre la restriction de Mirabeau, le droit de disposer du quart de ses biens, même en faveur de l'un de ses enfans. La doctrine vraiment spirituelle se révèle dans ces belles paroles.... : « Il peut exister des raisons très-
« légitimes qui autorisent le père de famille à chan-
« ger la distribution légale. Pourrait-on lui refuser
« de récompenser par un témoignage d'affection
« plus particulière l'enfant qui se sera le plus dis-
« tingué par son respect et sa tendresse filiale, qui
« se sera dévoué à secourir la vieillesse infirme du
« père commun, qui, par son travail, aura contribué
« sans intérêt à augmenter le patrimoine qui devient
« commun ? Un père qui voit l'un de ses enfans
« assailli dans sa fortune par des malheurs qu'il
« ne peut se reprocher, et les autres, au contraire,

« enrichis par le hasard, peut-il être privé du droit
 « de venir au secours de ce fils infortuné? Les fils
 « pourraient-ils légitimement lui envier cet acte de
 « justice? Il y a plus : si la nature unit par un lien
 « sacré le père et les enfans, les rapports de la
 « société civile ne forment-ils pas entre un père de
 « famille et des étrangers des relations intimes, dont
 « il résulte des actes de bienfaisance qui légitiment
 « ceux de la reconnaissance? Le collatéral qui dis-
 « tingue dans une nombreuse parenté celui que la
 « nature a moins favorisé de ses dons, et qui le
 « préfère à un parent plus proche, plus riche, ne
 « remplit-il pas, bien loin de le violer, *le devoir que*
 « *la nature lui prescrit ?*

« L'homme propriétaire, le père de famille lui-
 « même peut donc se trouver dans mille positions
 « différentes, qui doivent l'autoriser à distraire une
 « partie de son patrimoine en faveur d'un de ses
 « enfans, ou même à en distraire une portion en
 « faveur d'un étranger. La loi ne pouvait prévoir
 « toutes les exceptions ; elle ne pouvait donc enlever
 « à l'homme la faculté absolue de disposer, ce qui
 « l'aurait privé du droit de REMPLIR DES DEVOIRS SO-
 « CIAUX ET NATURELS. »

Au milieu de ces graves controverses, l'assemblée nationale, sentant que la loi sur les testamens et sur la quotité disponible, tenait à tout l'ensemble des lois civiles, se reposa sur le principe qu'elle avait introduit dans les successions *ab intestat* ; elle ajourna la question testamentaire pour achever

l'œuvre de la constitution et de la législation criminelle (1). Seulement, à la veille de sa retraite, elle prévint les obstacles que la liberté individuelle, politique, religieuse, la liberté des mariages ou du choix des professions pouvaient rencontrer dans les dispositions testamentaires, dans l'attachement aux anciennes doctrines; et, par un décret du 5 septembre 1791, elle déclara *non-écrite* toute clause impérative ou prohibitive qui serait contraire aux lois et aux bonnes mœurs, et qui porterait atteinte à la liberté du donataire, de l'héritier, du légataire (2).

Ainsi l'assemblée constituante a fondé l'ordre des successions légitimes sur l'égalité des droits; mais elle ne l'a pas immobilisé avec l'inflexibilité du principe tyrannique qui régissait les législations de l'antiquité sur le partage des terres (3). Avec sa haute mission de faire passer dans les lois le spiritualisme social, elle ne pouvait pas proscrire la faculté de tester, et déclarer que la volonté de l'homme et sa pensée devaient mourir avec lui. Ce respect, qui s'est manifesté alors par l'ajournement de la question testamentaire, et par une loi propre seulement à garantir la liberté des héritiers institués, était un noble enseignement pour les législateurs appelés un jour à codifier les lois civiles de la France. — Mais, avant cette époque, le principe matériel

(1) Aj. 7 avril 1791. (*Hist. parlem.*, 9-316.)

(2) Le décret énumère les différentes atteintes qui pourraient être portées à la liberté personnelle.

(3) Voir l'Esprit des Lois, liv. 5^e, ch. 5.

devait avoir aussi sa victoire dans l'ordre des successions.

Nous venons de considérer les *rappports réels* dans l'intérieur de la famille, jetons un regard à l'extérieur.

La féodalité était représentée dans les *rappports réels* de la famille avec les tiers, principalement par le *retrait lignager*.

L'ancien droit romain, de nature aristocratique, avait accordé aux proches parens des vendeurs le droit d'écarter les étrangers des biens à acquérir, *ut extraneos ab emptione removerent* (1). Mais la doctrine progressive du temps de Théodose détruisit l'antique tradition. Une loi de cet empereur l'abolit spécialement dans les Gaules, et permit à chaque citoyen de vendre son héritage à son gré, « parce que c'est une grave injustice, dit la loi, de « faire violence à la volonté de l'homme dans l'exercice du droit de propriété (2). » Lorsque la féodalité eut réagi contre le droit romain, lorsqu'elle eut implanté le principe aristocratique sur le sol de la France, le retrait lignager s'introduisit dans les coutumes. Les familles même, excepté dans le Midi, l'exerçaient de préférence au retrait féodal des seigneurs (3).

(1) *Lib. 44, cod. de contrahenda Emptione.* (L. de Valentinien, Théodose et Arcadius.)

(2) *Quia gravis injuria quæ inani honestatis colore velatur ut homines de rebus suis facere aliquid cogantur invicem.* (*idem.*)

(3) Nous en avons donné la raison, t. 1^{er}, 447.

L'assemblée constituante, qui avait aboli le *retrait féodal* en frappant sur l'ensemble des droits féodaux, abolit bientôt aussi le *retrait lignager* (1). Merlin, chargé du rapport, chercha l'origine de ce retrait dans les mœurs germaniques, qui constituaient dans chaque famille le droit de guerre privée, et imposaient à chaque parent le devoir d'épouser la querelle de tous. Cette opinion était dictée, sans doute, par le désir d'entraîner avec plus de certitude l'abolition du retrait; car le rapporteur, remarquant que les guerres privées avaient cessé depuis plusieurs siècles, en tirait cet argument de jurisconsulte, que *la cause ayant cessé, l'effet devait cesser; cessante causa, cessat et effectus*.

Les organes les plus graves de la presse contemporaine ne donnèrent pas leur assentiment à cette hypothèse (2); plusieurs considérations historiques la repoussaient. En France, les guerres privées ne sont pas nées de l'invasion germanique des 4^e et 5^e siècles; elles sont nées, vers le 10^e siècle, de la féodalité héréditaire, constituée en souverainetés territoriales et morcelées. Avant la féodalité, il n'y a pas trace en France du retrait lignager. La loi salique, rédigée après l'invasion, les lois barbares, transformées ou modifiées par les capitulaires et par les formules, sont muettes à ce sujet. Les formules de Marculfe, qui divisent les biens en deux

(1) Décr. 15 mars; Décr. 17 juillet 1790.

(2) On peut consulter le *Journal des Décrets*, n^o de juillet 1790.

classes, les biens *propres*, tout-à-fait libres, et les *benefices*, n'apportent ou ne supposent aucune restriction à la liberté de vendre les biens propres (*propria*). — Les guerres privées se sont arrêtées en France au 14^e siècle. Le retrait lignager, bien loin de s'éteindre avec elles ou d'être limité dans ses effets, s'est étendu, au contraire, dans seize coutumes, des biens propres aux acquêts (1). Il n'a cessé d'accompagner la féodalité civile, de même que le retrait féodal, qui marchait parallèlement avec lui dans les coutumes du Nord et du Midi; leur commune destinée annonce leur commune origine. La féodalité, principe absolu d'aristocratie territoriale, qui fondait sur le droit d'aînesse et de masculinité la constitution réelle de la famille, est en France l'origine naturelle du retrait lignager, comme l'aristocratie du patriciat en avait été l'origine dans l'ancien droit romain; le même principe attire des conséquences identiques dans l'histoire des législations. Aussi Merlin, revenant à la vérité logique, à la fin de son rapport, a-t-il présenté l'abolition du retrait lignager comme la conséquence des dispositions antérieures qui avaient détruit la constitution féodale de la famille. « Si quelque chose « doit étonner, dit-il, c'est que l'abolition n'en « ait pas été prononcée plus tôt : quelle a donc pu

(1) Merlin lui-même en a fait la remarque. Ces coutumes étaient celles de Normandie, Anjou, Poitou, Maine, Lodunois, Touraine, Angoumois, La Rochelle, St-Jean-d'Angély, Saintonge, Bordeaux, Dax, Saint-Séver, Bragerac (en Guienne), Bretagne, usages de Provence.

« être la cause de ce retard? Sans doute il ne peut
 « être attribué qu'à cette aveugle routine qui a si
 « long-temps conduit les hommes et dirigé leur
 « sort; mais du moins il n'a plus aujourd'hui de
 « *prétexte*, puisque par vos décrets des 15 mars et
 « 19 juin vous avez détruit la NOBLESSE HÉRÉDITAIRE
 « AVEC LE DROIT D'AÎNESSE (1). »

Le retrait lignager était une branche de cette féodalité dont Montesquieu a dit : « Un chêne anti-
 « que s'élève; l'œil en voit de loin les feuillages :
 « il approche, il en voit la tige, mais il n'en aper-
 « çoit point les racines : *il faut percer la terre pour*
 « *les trouver* (2). »

L'assemblée constituante a creusé la terre jus-
 qu'aux racines de l'arbre; le tronc et les bran-
 ches ont été renversés, le sol a tremblé sous leur
 poids (3).

SECTION QUATRIÈME.

LOIS EXCEPTIONNELLES.

« Quand je quittai la France, au commencement
 « de 1791, dit M. de Châteaubriand (4), la révolution
 « marchait à grands pas; *les principes* sur lesquels
 « elle se fondait étaient les miens; mais je détestais
 « les violences qui déjà l'avaient déshonorée; c'était

(1) Rapp. du 17 juillet 1790.

(2) Esprit des Lois, liv. 30, ch. 1er.

(3) « Elle renversa dans une seule nuit cet arbre dont les racines pénétraient
 « les entrailles de la terre, et qui depuis 10 siècles couvrait la France de son
 « ombre lugubre. » (Adresse aux habitans de campagnes, par un électeur
 du département de la Vienne, 1790.)

(4) Introduction au Voyage d'Amérique, p. 5, édit. 1836.

« avec joie que j'allais chercher une indépendance
 « plus conforme à mes goûts, plus sympathique à
 « mon caractère. A cette même époque le *mouve-*
 « *ment de l'émigration s'accroissait*. Mais comme on
 « ne se battait pas, aucun sentiment d'honneur ne
 « me forçait, contre le penchant de ma raison, à
 « me jeter dans la folie de Coblentz. Ce que l'illustre
 écrivain appelle *la folie de Coblentz*, l'émigration,
 sera plus tard la cause première des lois exception-
 nelles de la révolution. Mais l'assemblée consti-
 tuante, entraînée d'abord à quelques mesures de po-
 lice, à quelques dispositions comminatoires, rendra,
 au terme de sa carrière, un témoignage éclatant
 de sa fidélité aux principes de liberté qu'elle avait
 établis par la constitution nouvelle.

Lorsqu'à la fin de 89 le parti de la cour qui avait
 espéré vaincre la révolution dans la séance royale
 du 23 juin, s'était retiré à l'étranger, l'assemblée
 s'était bornée à suspendre les traitemens des fonc-
 tionnaires absens sans permission (1); mais après la
 fuite des tantes du roi, quand le *mouvement de l'é-*
migration s'accroissait de toutes parts, les inquié-
 tudes publiques s'éveillèrent; on craignit des projets
 hostiles de la part des puissances étrangères, et Mi-
 rabeau fut chargé de faire un rapport sur la situa-
 tion politique des puissances relativement à la
 France (2). Il chercha à dissiper les alarmes, à

(1) Décr. 5 janvier 1790.

(2) Rapport au nom du comité diplomatique, séance du 28 janv. 1791.
 (Hist. parlem., 8-342.)

rassurer les défiances populaires; il disait aux Français : « Ayez plus de confiance dans vous-mêmes et dans l'intérêt de vos voisins ; » et cependant il reconnaissait la cause de ces alarmes : « Il est trop vrai , disait-il , qu'il y a eu des préparatifs d'une entrée de quelques conspirateurs armés par les frontières de la Savoie, que quelques hommes ont été enrôlés dans la Suisse par les *mécontents français* ; qu'on a tenté d'introduire furtivement des armes dans le royaume ; qu'on a cherché , qu'on cherche encore à faire entrer quelques princes d'Allemagne dans une querelle étrangère , et à les tromper sur leurs véritables intérêts ; enfin que les *réfugiés français* ont des agens dans plusieurs cours du nord , pour y décrier notre constitution.... »

Ceux qui s'étaient retirés à l'étranger ne sont encore, dans le langage de la tribune, que les *mécontents*, les *réfugiés français*. Mais dans les assemblées populaires, les mêmes ménagemens n'étaient pas observés. Une section de la commune de Paris appelait par un arrêté les quarante-huit sections à délibérer sur les mesures qu'elles proposeraient à l'assemblée nationale pour arrêter l'émigration (1) Le comité de constitution rédigea un projet de décret dont son rapporteur n'osait pas donner lecture du haut de la tribune , parce que ce projet était une violation des maximes de liberté procla-

(1) En janv. 1791, arrêté de la section Mauconseil. (*Hist. parlem.*, 8-448.)

mées par l'assemblée nationale : Chapelier, rapporteur, disait : « Vous êtes prévenus que ce décret est « hors des principes, et que c'est une véritable dic-
« tature. » Il y avait au sein de l'assemblée une foi pleine et entière dans les principes et une pudeur invincible qui les protégeait contre les attaques des passions. Le député Dandré s'écriait : « Le comité déclare qu'après un long travail « il n'a pu faire une loi bonne et constitution-
« nelle ; que peut faire l'assemblée nationale ? Peut-
« elle, sans se déshonorer, écouter un projet de loi « que son comité déclare d'avance contraire à tous
« les principes (1) ? — Une lutte s'engagea, avec un caractère tout particulier, entre les hommes du parti populaire et le rapporteur du comité : les uns demandant la lecture du décret, et l'autre attendant un ordre de la majorité. Mirabeau vivait encore : c'est alors qu'avec toute sa puissance oratoire il souleva la question doctrinale sur le droit d'émigrer. Interrompu par la minorité où figurait Robespierre, il s'écria : SILENCE AUX TRENTE VOIX ! et il développa les maximes qu'il avait ainsi posées avant la révolution, dans sa lettre à Frédéric-Guillaume (2).

« Donnez la liberté de s'expatrier à quiconque
« n'est pas retenu d'une manière légale par des obli-
« gations particulières. — C'est encore là une de

(1) *Hist. parlem.*, 9-47.

(2) Lettre imprimée en 1783.

« ces lois d'éternelle équité que la force des choses
 « appelle.... Les lois les plus tyranniques sur les
 « émigrations n'ont jamais eu d'autre effet que de
 « pousser le peuple à émigrer, contre le vœu de la
 « la nature, le plus impérieux peut-être qui l'at-
 « tache à son pays.... L'homme ne tient pas par des
 « racines à la terre ; ainsi il n'appartient pas au sol.
 « L'homme n'est pas un champ, un pré, un bé-
 « tail ; ainsi il ne saurait être une propriété. L'hom-
 « me a le sentiment intérieur de ces vérités sim-
 « ples ; ainsi l'on ne saurait lui persuader que ses
 « chefs aient le droit de l'enchaîner à la glèbe. Tous
 « les pouvoirs se réuniraient en vain pour lui in-
 « culquer cette infame doctrine. Le temps n'est plus
 « où les maîtres de la terre pouvaient parler au nom
 « de Dieu, si même ce temps a jamais existé. Le
 « langage de la justice et de la raison est le seul
 « qui puisse avoir un succès durable aujourd'hui.... »

Fidèle à ces idées sur la liberté, Mirabeau pro-
 posa le projet de décret suivant : « L'assemblée na-
 « tionale, considérant qu'une loi sur les émigrans est
 « inconciliable avec les principes de la constitution,
 « n'a pas voulu entendre la lecture du projet de loi
 « sur les émigrans, et a déclaré passer à l'ordre du
 « jour. » — Quelques membres de l'extrême gauche,
 Rewbel et Prieur surtout, réclamèrent vivement
 contre cette théorie de liberté indéfinie : « Sans une
 « loi sur les émigrans, disaient-ils, il n'y a plus de
 « constitution ! » — Les tribunes applaudissent, les
 passions de l'assemblée s'échauffent ; Mirabeau
 s'exalte de toute sa colère : « Je déclare que je me

« croirais délié de tout serment de fidélité envers ceux
 « qui auraient l'infamie de nommer une commission
 « dictatoriale. La popularité que j'ai ambitionnée et
 « dont j'ai eu l'honneur de jouir comme un autre, n'est
 « pas un faible roseau ; c'est dans la terre que je veux
 « enfoncer ses racines, sur l'imperturbable base
 « de la raison et de la liberté : si vous faites une
 « loi contre les émigrans, je jure de n'y obéir ja-
 « mais ! »

Le *Contrat social* vint en aide aux partisans des mesures d'exception ; Merlin lut à la tribune ce passage de J. J. Rousseau : « Dans les momens de trouble, les émigrations peuvent être défendues. » — J. J. Rousseau l'emporta alors sur le publiciste de 1783, sur l'orateur de 1794 ; et l'assemblée, d'abord disposée à repousser absolument une loi sur l'émigration, se contenta, suivant la proposition de Merlin, d'ajourner la question. Le décret d'ajournement fut un triomphe pour les hommes *aux trente voix* ; et dans la soirée du même jour, Mirabeau eut à répondre, au club des Jacobins, de l'opinion qu'il avait exprimée devant l'assemblée nationale. Attaqué par A. Duport, accusé avec violence par Al. de Lameth, il monta à cette tribune habituée aux succès de Robespierre ; et ses principes sur la liberté de sortir du royaume furent reproduits avec une telle éloquence, que les nombreux auditeurs ameutés d'abord contre lui aux Jacobins, le couvrirent de leurs applaudissemens et de leurs cris d'enthousiasme ; tant l'Homme fort de la révolution pouvait élever ses contemporains au-dessus d'eux-mêmes !

Quand Mirabeau n'était plus, le roi s'enfuit vers la frontière et fut arrêté à Varennes (1). — Un autre orateur se rapprocha de Louis XVI et de la monarchie constitutionnelle : c'était Barnave, c'était celui que Mirabeau, mourant dans la tempête, avait salué dans l'avenir comme LE MAT DU VAISSEAU (2). — Et alors une lutte nouvelle s'engagea : ceux qui avaient combattu contre plusieurs parties de la constitution et contre Mirabeau, en faveur de la démocratie absolue, se divisèrent : les uns, Barnave à leur tête, se rallièrent à la monarchie constitutionnelle et à ses principes ; ils continuèrent la mission que l'Homme de la révolution s'était imposée en présence des factions. Les autres, conduits par Robespierre et Brissot, président du comité des recherches de la ville de Paris, proclamèrent le vœu de la déchéance du roi. La pétition pour la déchéance, rédigée d'abord par Brissot lui-même, et puis, dans la lutte des clubs populaires, remplacée par une œuvre improvisée de quelques membres des *Cordeliers*, fut couverte, le 17 juillet 94, de milliers de signatures sur l'autel de la patrie (3). Un appel fut fait à la souveraineté du peuple comme principe d'action. Les orateurs des clubs, Camille Desmoulins et Danton, haranguaient

(1) 21 juin 1791.

(2) On connaît l'expression de Mirabeau sur Barnave : « C'est un grand arbre qui deviendra un mât de vaisseau. »

(3) *Hist. parlem.*, t. 41.

Les Historiens ont jusqu'à présent commis une erreur de fait sur cette pétition ; l'*Histoire parlementaire* rectifie les faits et donne la pièce originale.

la multitude⁽¹⁾, Santerre commandait les faubourgs. — Il fallut résister à l'émeute républicaine. Bailly proclama la loi martiale sur le Champ-de-Mars, Lafayette défendit la cause de l'ordre public à la tête de la garde nationale; l'insurrection fut réprimée dans le sang des séditeux; la loi martiale et le drapeau rouge remportèrent la victoire; triste victoire! premier conflit des idées de 89 contre celles de 93, de la classe bourgeoise contre le peuple, de la démocratie contre la fougue des démagogues. A si peu de distance du serment du 14 juillet, et sur le champ de la fédération, s'entr'ouvrait l'ère sanglante des Danton et des Santerre!

L'enlèvement du roi et de la famille royale est un événement capital qui a fait ou qui du moins a bien précipité le succès des mauvaises passions et des fausses idées. C'est de là que vinrent aussi les premiers décrets contre l'émigration. La constituante, qui s'éleva de suite à toute la hauteur d'un pouvoir gouvernemental, ordonna par l'un des 22 décrets rendus dans la seule séance du 21 juin, d'arrêter toute personne et tous effets à la frontière. D'autres décrets de police et de précaution, mais purement provisoires, se succédèrent bientôt. « La libre sortie du royaume, dit l'un d'eux, ne sera permise qu'aux étrangers et aux négocians, jusqu'à ce qu'il

(1) Camille Desmoulins et Danton haranguaient, le 16, au Champ-de-Mars; le 17, jour du combat, ils étaient absents.

« en ait été autrement ordonné (1). » Les passeports, qui étaient nés avec les premières émigrations, furent rigoureusement exigés; la sortie des espèces, autres que les espèces étrangères, fut prohibée (2).

L'assemblée, après avoir défendu de quitter le royaume, essaya de faire rentrer les émigrés. Son premier décret fut du 9 juillet 94 : « Tout Français « hors du royaume, qui ne rentrerait pas dans le « délai d'un mois, devait être soumis à une triple « imposition. » Bientôt après (1^{er} août) fut rendu un second décret promettant protection efficace aux émigrés qui reviendraient en France, donnant un nouveau délai, et frappant d'une triple contribution les biens de ceux qui refuseraient de répondre à l'appel national.

Mais la constituante, même en présence des menaces étrangères et des préparatifs d'hostilité, ne promulguait qu'avec regret des lois d'exception; et quand la constitution fut achevée, quand Louis XVI, relevé de la suspension prononcée contre lui, eut prêté le serment du 14 septembre, l'assemblée prononça une amnistie générale et revint à la pureté de ses principes. « L'assemblée nationale déclare qu'il ne sera plus exigé aucune permission « ou passeport dont l'usage avait été momentanément établi. Le décret du 1^{er} août, relatif aux émi-

(1) Décr. 28 juin 94.

(2) Décr. 28 juin, 6 et 4 juillet.

« grans, est révoqué, et conformément à la consti-
« tution, il ne sera plus apporté aucun obstacle au
« droit de tout citoyen français de voyager libre-
« ment dans le royaume et d'en sortir à volonté. »

C'était un acte de générosité nationale dont ne tint pas compte l'esprit de l'émigration. C'était le principe même de Mirabeau que, cinq mois après la mort du grand orateur, l'assemblée proclamait pour finir dignement sa carrière.



2^e PÉRIODE (OCTOBRE 1791. — MARS 1795. — AN IV).

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE ET CONVENTION.

**OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES. — DIFFÉRENCE ENTRE LES PRINCIPES DES DEUX PREMIÈRES
ÉPOQUES DE LA RÉVOLUTION. — POINT DE DÉPART
ET PRINCIPE FONDAMENTAL DE LA LÉGISLATIVE ET DE LA CONVENTION.**

La première période de la révolution française que nous venons d'étudier, a été marquée par le triomphe légal du principe spiritualiste, ÉGALITÉ DES DROITS, LIBERTÉ. La souveraineté nationale était considérée comme la source des pouvoirs ; c'était un principe de droit public posé en face de l'ancienne théorie du droit divin. Mais le peuple n'apparaissait pas, dans le nouvel ordre de choses, comme un pouvoir actif et insurrectionnel. Les pouvoirs étaient délégués ; nulle souveraineté effective n'était reconnue en dehors de la constitution.

— L'assemblée nationale avait renversé les institutions du passé, organisé les pouvoirs nouveaux, proclamé tous les grands principes du droit social : « C'est une grande consolation pour l'assemblée (disait une de ses dernières adresses aux Français), c'était le but de ses travaux, que l'état où elle va vous laisser, semblable à celui d'une famille mue par la raison et par un intérêt véritablement commun, tandis qu'elle a trouvé la plupart d'entre vous opprimés comme par une conquête, et dans une sorte de guerre avec votre patrie (1). » — Mais ces hommes qui avaient accompli de si grandes choses, aveuglés par une fausse lueur de désintéressement, qu'on pourrait prendre aussi pour un symptôme de lassitude, oublièrent, au milieu de leurs créations, que le Dieu créateur est aussi le Dieu conservateur : ils ne s'imposèrent pas le devoir de conserver leur ouvrage. Un vaste besoin d'abnégation s'empara de tous ceux qui avaient fait et limité la révolution nationale. Sur la proposition de Robespierre, qui lisait dans l'avenir, et qui, de sa domination au club des Jacobins, pressentait pour lui une tout autre domination, les hommes de 89 s'interdirent l'entrée à la prochaine législature, malgré les profondes réflexions de Thouret et de Merlin, malgré la révélation d'Adrien Duport sur des projets de république et de subversion (2). Robespierre disait :

(1) Adresse du 14 juin 1794.

(2) *Hist. parlem.*, t. 10-26-36.

« Puisqu'il n'existe dans tous les hommes qu'une
 « même morale, une même conscience, j'ai cru
 « que mon opinion serait celle de l'assemblée ; »
 et la majorité applaudissait Robespierre habitué à
 ses murmures d'improbation. — La constituante ab-
 diqua complètement devant l'assemblée qui allait
 sortir des élections nouvelles. Elle abdiqua dans
 l'ordre législatif, en déclarant ses membres inca-
 pables de réélection ; elle abdiqua dans l'ordre
 exécutif, par l'interdiction du ministère, imposée
 pour deux ans à ses membres, et par la démission
 des deux hommes qui représentaient le mieux son
 esprit : Lafayette et Bailly. — La tribune allait être
 livrée aux Girondins ; la garde nationale, à plusieurs
 chefs alternatifs sans autorité morale (1) ; la mai-
 rie, à Pétion. La première époque de la révolution
 finissait, et par cette abdication des hommes qui
 l'avaient dirigée, elle finissait presque tout en-
 tière (2). — La seconde époque, au lieu d'être la

(1) Les colonels de chaque légion devaient successivement commander toute la garde nationale.

(2) Dès le 17 mai 1794, Duport disait à la tribune :

« Le véritable danger, encore caché sous le nuage de l'opinion, mais déjà
 « profond et étendu, c'est l'exagération des idées publiques, leur divagation
 « et le défaut d'un centre commun, d'un intérêt national qui les attire et qui
 « les unisse.

« Ce qu'on appelle la révolution est fait. Les hommes ne veulent plus
 « obéir aux anciens despotes, mais ils sont prêts à s'en faire de nouveaux et
 « dont la puissance plus récente et plus populaire serait mille fois plus dan-
 « gereuse.

« Le progrès immodéré et sans bornes de cette révolution, a pour
 « but de nous replacer au point où nous étions, à une position plus fâcheuse ;
 « il peut amener à une dissolution générale. » (*Hist. parlem.*, 40-37.)

continuation logique, la fille légitime de la première, devait en exagérer, en fausser, en détruire les principes. La royauté, rétablie dans ses droits nouveaux, la constitution acceptée et proclamée le 14 septembre 1791, allaient périr en peu de temps sous la parole des Girondins, sous les coups des faubourgs insurgés ; et bientôt, avec sa toute-puissance et ses lois de terreur, ses victoires prodigieuses contre l'étranger et ses décrets subversifs de toute société, allait surgir sur le sol révolutionnaire LA CONVENTION NATIONALE.

On ne doit pas chercher, comme on l'a fait trop souvent, à rendre la première époque de la révolution responsable de la seconde : elles ne sont point identiques dans leurs principes, elles ne peuvent être solidaires de leurs résultats. Le principe social de 89 est celui du christianisme et du droit rationnel. — La seconde époque a pour principe la souveraineté du peuple, sans limites, sans délégation constitutionnelle, souveraineté immédiatement exercée par le peuple, toujours présent, toujours armé : c'est le principe de la force jeté dans les masses populaires comme un droit absolu (1).

(1) Décl. des droits de juin 1793 :

« La souveraineté réside dans le peuple (25). Aucune portion du peuple ne
 « peut exercer la puissance du peuple entier, mais chaque section du souve-
 « rain assemblée doit jouir du droit d'exprimer *sa volonté* avec une entière li-
 « berté (26). La résistance à l'oppression est la conséquence des autres
 « droits de l'homme (33). Il y a oppression dans le corps social lorsqu'un seul
 « de ses membres est opprimé (34). Quand le gouvernement viole les droits du
 « peuple, l'insurrection est pour le peuple *et pour chaque portion du peuple* le
 « plus indispensable des devoirs. »

Si l'idée sociale de 89 reparait encore à de rares intervalles, alors les décrets nouveaux développent dans l'ordre civil une pensée d'égalité conforme au spiritualisme de la 4^{re} assemblée. Mais c'est le principe que combattit la constituante dans sa guerre contre le passé, le principe matériel de la force qui, transporté dans la sphère révolutionnaire, a produit le plus souvent les réactions nouvelles et les créations de la seconde période. Toutes les tyrannies se ressemblent par leur nature. La force avait fondé jadis la tyrannie féodale; la force a fondé la tyrannie de la convention. Le principe est le même, l'application diffère. l'ancienne application était faite par l'aristocratie féodale contre la société, contre le peuple; l'application nouvelle vint des classes populaires contre les hautes classes, contre le société. L'une avait un grand fond de durée, parce qu'elle s'appuyait sur la terre; l'autre partait des hommes et s'exerçait contre les hommes, sans autre appui que l'échafaud; elle devait vivre vite et mourir dans le sang.

Entre les deux premières époques de la révolution française, il y a opposition, contradiction de principes : l'histoire ne peut les confondre. Il y a entre elles toute la distance qui sépare l'école spiritualiste et l'école matérialiste.

C'est là le point de vue dominant qui doit nous éclairer dans l'histoire du droit, pendant la 2^e période de la révolution : l'idée fait tout, les actes sont la conséquence et la réalisation de l'idée.

Dans cette période apparaissent deux assemblées, la législative et la convention.

L'assemblée législative n'est qu'une brusque transition de la révolution française à la convention nationale.

Son point de départ est le serment solennel du 4 octobre 1791 à la constitution ; le terme qu'elle touche, c'est le *dix août*, la suspension de la royauté, l'appel de Vergniaud à une assemblée toute-puissante (1). En moins d'un an, le principe politique a passé de la doctrine constitutionnelle de la première assemblée à la doctrine républicaine des Girondins. — Dès le lendemain du serment, dont l'unanimité apparente était un mensonge d'installation, une attaque fut dirigée contre la dignité royale par un homme, depuis tristement fameux, Couthon (2) ; et l'éloquence de Vergniaud signala son début à la tribune par la défense d'un décret *ab irato*, hostile à la royauté, devant lequel cependant recula l'assemblée irréfléchie qui l'avait rendu la veille.

Deux grandes questions s'agitèrent d'abord dans le sein de l'assemblée nouvelle, celle des prêtres non assermentés et celle des émigrés. C'est encore Cou-

(1) *Hist. parlem.*, t. 17, p. 18.

C'est par erreur que des historiens ont mis cet appel dans la bouche de Guadet.

(2) A l'occasion d'une question d'étiquette de cour, il demanda la suppression des mots *sire* et *majesté* dans les relations de l'assemblée avec le roi. Il demanda aussi la suppression du fauteuil royal dans l'assemblée. Décret conforme, mais retiré le lendemain. (*Hist. parlem.*, 12.)

thon qui s'empara de l'initiative, c'est lui qui le premier dénonça les prêtres *réfractaires* en réclamant des *mesures vigoureuses*. Un évêque constitutionnel, le célèbre Fauchet, voulant prouver sa charité pour ses frères égarés, signala l'esprit de la nouvelle église par ce mot malheureux : *Tolérons-les, mais ne les payons pas* : et la sympathie de l'assemblée pour les doctrines matérialistes se manifesta par de longs applaudissemens quand l'évêque du Calvados prononça ces paroles, du haut de la tribune : « EN COMPARAISON DE CES PRÊTRES, LES « ATHÉES SONT DES ANGES ! » paroles imprudentes qui furent rétractées plus tard avec courage et presque en face de l'échafaud (1).

La question des émigrés fit éclater tout ce qu'il y avait d'énergie et d'éloquence dans l'assemblée. Brissot et Condorcet, Vergniaud surtout et Isnard laissèrent déborder de leur cœur tous les flots de leur patriotisme républicain : « Il faut, s'écriait « l'orateur girondin, regarder les émigrés comme « des traîtres qui, ayant violé leurs obligations envers la patrie, l'ont affranchie de celles qu'elle « avait contractées envers eux. Il faut les considérer « comme des ennemis auxquels elle doit indignation et non assistance. » C'est l'esprit des décrets qui furent rendus contre l'émigration.

Mais dans les faits qui s'accomplissaient au milieu du peuple, en dehors de l'assemblée législative,

(1) Voir ci-dessous un écrit de Fauchet, fév. 1793.

il y avait bien plus encore que dans les idées de la Gironde. Les clubs et les sections, long-temps préparés par les orateurs et la presse anarchiques, vont enfanter le 10 août et la nouvelle commune de Paris. Les 48 sections délèguent des commissaires munis du pouvoir de *sauver la chose publique* : les commissaires ont parmi eux Robespierre. Réunis à l'Hôtel-de-Ville, ils dissolvent le corps des officiers municipaux, ils se forment en *conseil général de la commune* : Santerre est nommé d'une voix unanime chef de l'insurrection armée (1). Danton, à l'Hôtel-de-Ville, est le centre et l'âme du mouvement révolutionnaire. — Marat, Collot-d'Herbois, Billaud-Varenne, Tallien, sont les chefs de la commune, qui s'impose comme pouvoir populaire au sortir de l'insurrection. Paris et l'assemblée législative sont désormais dominés par la commune. La distinction entre les citoyens *actifs* et les citoyens *non actifs* est effacée par la législative, selon le vœu de Marat (2) : le roi est prisonnier ; Danton est ministre de la justice.

Au bruit de l'invasion étrangère, au bruit des attaques de l'émigration et des troubles religieux, quand les prisons regorgeaient des captifs de haute classe que la commune du 10 août y avait entassés, Danton proposa comme moyen de salut public de FAIRE PEUR AUX ROYALISTES..... Le comité de dé-

(1) Procès-verbal manuscrit de la commune. (*Hist. parlem.*, 46-426.)

(2) Dès 1790, Marat dans son journal avait attaqué violemment la distinction faite par l'assemblée constituante.

fense générale se dispersa plein d'effroi ; mais la commune entendit.... Pendant trois jours et trois nuits, l'immense attentat des prisons épouvanta Paris d'une Saint-Barthélemy populaire. — Entre les Girondins et le parti de la terrible commune, il y eut dès lors pour ligne séparative un fleuve de sang.

Dans une seule année, quelle révolution nouvelle succédait à la révolution nationale ! — Les classes moyennes en 89 avaient vaincu la royauté absolue et la féodalité. Le 14 juillet, la nuit du 4 août, Mirabeau, avaient la fait révolution sociale. — En 92 triomphèrent le *peuple souverain*, les masses, les clubs, l'anarchie des sections. Le 20 juin, le 10 août et Danton étouffèrent le principe politique de la révolution française. — Les deux époques se personnifient avec tous leurs caractères de différence dans ces deux hommes, Mirabeau et Danton : Mirabeau, l'orateur aux grandes idées, qui s'adresse aux esprits cultivés, aux cœurs passionnés pour le bien de la France et de l'humanité ; Danton, l'orateur à l'éloquence populaire et rugissante qui remue dans les basses classes la fibre mystérieuse, avide de désordre et de crime.

Mais si dans l'intérieur de la France révolutionnaire s'ouvrait l'ère sanglante de la démagogie, le sentiment de la révolution vraiment nationale subsistait dans les cœurs, foyers de vie et de dévouement : c'est aux cris de *vive la nation*, poussés par Kellermann à Valmy, que l'armée française rejeta du territoire envahi les Prussiens et les émigrés ;

elle racheta ainsi, par le courage du patriotisme, dans les derniers jours de septembre, le crime inextinguible dont la commune avait souillé les premiers jours.

La convention fut appelée par l'assemblée législative pour sanctionner la suspension de la royauté et asseoir la république nouvelle. La convention accepta le 10 août, le couronna par l'abolition de la royauté et par le 21 janvier ; mais elle rejeta la doctrine fédérative des Girondins. — L'idée fédérative était infidèle à ce grand principe d'unité qui avait formé la nationalité française à travers tous les labeurs de la vieille monarchie. Dans le passé, elle reproduisait le rêve politique des protestans, que Richelieu avait anéanti par la prise de La Rochelle ; dans le présent, elle voulait transporter la jeunesse de la république américaine sur le vieux sol français qui avait tressailli de joie naguère à l'abolition des distinctions de provinces ; elle manquait à l'histoire et au destin de la France. La convention se souleva de toute la violence d'un instinct impérieux contre la doctrine qui lui paraissait contraire à l'unité nationale. Dans sa haine des Girondins, elle applaudissait à ces étranges paroles prononcées à sa barre par le procureur-général du département de Paris : « Nous vous déclarons, ainsi
« qu'à l'univers, que nous ne sommes animés que
« de *l'instinct de fusion dans le grand tout* ; que nous
« ne connaissons de division que celle que nécessite
« l'administration ; que la république est une et
« indivisible, que nous exécutons toute espèce de

« fédéralisme (1).... » Robespierre tint le même langage à la tribune ; et le 31 mai fut un affreux holocauste au principe de l'unité. Toutes les branches qui s'éloignaient de la république une et indivisible furent impitoyablement brisées ; mais à la distance où nous sommes placés de la crise révolutionnaire, nous devons sans doute porter principalement nos regards sur le résultat providentiel : or c'est au nom de l'unité nationale que la convention envoya quatorze armées contre l'Europe et sauva la nationalité française ! — Le représentant historique de l'unité et de l'indivisibilité, c'est Robespierre ; ce principe fit sa force : que ce soit pour ce terrible nom une sorte de titre de réhabilitation, aux yeux de l'histoire, on peut l'admettre ; mais l'histoire ne doit pas accepter les tristes exagérations de l'esprit de parti ou de système qui s'est mis à genoux devant l'inexorable idole. L'histoire et l'humanité ne peuvent oublier que Robespierre, ce symbole passager et non nécessaire de l'unité nationale, représenta aussi l'esprit exterminateur qui s'était emparé de l'hôtel-de-ville et des prisons au 10 août et au 2 septembre.

La différence entre la législative, dominée par la Gironde, et la convention, est ici tout entière : 1^o différence dans le système des formes de république : d'une part, système américain et fédératif ;

(1) Le procureur-général Lhuillier, au 31 mai, (Choix des Rapp., 12-109.)

d'autre part, système de nationalité française et unitaire ; — 2° différence dans les moyens de combattre les ennemis de la révolution : d'une part, et sous l'inspiration des Girondins, la convention ordonna d'abord de poursuivre les assassins de septembre ; d'autre part, et sous la domination de la Montagne, apologiste du crime, elle revint à plus de sympathie pour *ces actes de salut public* ; elle les couvrit du silence de l'amnistie, et les pieds teints du sang qui avait été déjà versé, elle s'avança hardiment dans sa sanglante carrière. Mais, malgré ces différences dont l'une honore la Gironde, le point de départ des deux assemblées et leur principe fondamental sont les mêmes : RÉACTION VIOLENTE CONTRE LES IDÉES DE 89 ; RADICALISME MATÉRIALISTE EN FACE DU PRÉSENT ET DE L'AVENIR.

C'est au sein de la société civile que se manifeste surtout cette identité de principes. — Dans l'année de convulsion dont vécut l'assemblée législative, des lois très significatives furent rendues sur les propriétés, les personnes, la famille. La convention entra dans la même voie, et passa à travers la société avec sa fougue de radicalisme : le principe matériel triompha dans ses innombrables décrets.

Nous réunissons sous un seul point de vue l'action de ces deux assemblées sur la société civile ; mais nous ne devons pas oublier que l'histoire de ce qui naît pour mourir ne doit pas être aussi développée que l'histoire des principes qui naissent pour fonder une société nouvelle. Aussi cette seconde période doit-elle être, dans notre livre, plus rapide que la

première, sans manquer toutefois aux exigences d'une histoire complète.

Nous ne ferons pas ici, comme dans la première période, une section particulière pour les personnes; les actes législatifs ne l'exigent pas; c'est dans la section de la famille que nous parlerons des personnes. Nous commençons donc par la propriété.

SECTION PREMIÈRE.

PROPRIÉTÉ.

Droits féodaux. — Propriété privée, communale, publique.
— Cadastre général. — Grand-livre de la dette publique. — Projet d'un grand-livre de propriété territoriale.
— Archives nationales.

Il y a trois momens bien marqués dans la législation des droits féodaux.

I. Sous l'assemblée constituante, abolition pure et simple de la servitude personnelle, rachat des droits féodaux qui ont pour cause des concessions de terrain, à quelque époque ou titre qu'elles aient eu lieu; maintien des droits *casuels* (1) jusqu'au rachat; de la solidarité entre les débiteurs de rentes; des banalités dans trois cas exceptionnels (2); maintien des anciennes concessions antérieures mais alliées au système féodal, et

(1) Droits de lods et vente, droits de rachat.

(2) Décr. 15 mars 1790, art. 24.

connues, principalement dans la Bretagne, sous le nom de *bail à domaine congéable* (1).

II. Sous l'assemblée législative, les restrictions apportées à l'abolition des droits féodaux disparaissent successivement; une seule est maintenue comme exception. — L'assemblée abolit d'abord les droits casuels, à moins que, d'après le titre primitif d'inféodation, ils ne soient la condition et le prix d'une concession de fonds (2). — Bientôt elle jette un coup d'œil plus hardi sur les débris de la féodalité; le 40 août l'exalte : un décret du 25 frappe généralement et abolit sans indemnité tous les droits que l'assemblée constituante avait soumis au rachat :

« L'assemblée nationale, considérant que le régime
 « féodal est aboli, que néanmoins il subsiste dans ses
 « effets, et que rien n'est plus instant que de faire
 « disparaître du territoire français ces décombres
 « de la servitude qui couvrent et dévorent les pro-
 « priétés, décrète qu'il y a urgence. — Tous les
 « effets qui peuvent avoir été produits par la
 « maxime *nulle terre sans seigneur*, par celle de l'en-
 « clave, par les statuts, coutumes et règles soit
 « générales, soit particulières, qui tiennent à la féo-
 « dalité, demeurent comme non avenus. » Les bana-
 lités sont supprimées dans les cas réservés, moins celui de convention entre un simple particulier et

(1) Décr. 7 juin 1791.

Le décret anéantissait seulement dans ces baux les stipulations de même nature que les droits féodaux, supprimés sans indemnité, art. 2.

(2) Décr. 18 juin 1792.

une communauté d'habitans (1). Les tenues *convenancières* ou à domaine congéable sont considérées comme participant de la nature des fiefs ; les coutumes locales qui les régissaient sont abrogées , et les *domaniers* sont appelés à jouir de l'avantage de leur possession et de l'abolition du régime féodal (2).

Toute propriété foncière est déclarée *franche et libre de tous droits tant féodaux que censuels* ; une seule exception est posée par le décret du 25 août 1792 : les droits sont abolis , à moins qu'ils n'aient eu pour cause une CONCESSION PRIMITIVE de fonds ; et cette cause devra être clairement justifiée par *l'acte primordial* d'inféodation , de bail à cens ou à domaine congéable (3).

Ainsi l'assemblée législative respecte encore, dans la féodalité *contractante*, la concession qui remonte à l'émancipation des terres et des hommes ; elle n'ose pas anéantir ce titre de propriété , contemporain du premier pas fait vers la liberté des personnes et des choses ; seulement , elle brise les liens de la solidarité entre les débiteurs des rentes (4) ; en s'arrêtant devant les titres de concession primitive , elle semble respecter ces premiers monumens comme le berceau de la liberté moderne.

III. Mais la convention rejette bien loin ces der-

(1) Décr. 25 août 1792, 17 juillet 93 ; arrêt de cass. 16 nov. 1836.

(2) Décr. 27 août 92.

(3) Décr. 25 août 92, art. 5 ; Décr. 27 août, art. 7.

(4) Décr. 30 août 1792.

niers scrupules. Elle saisit d'une main encore plus hardie le glaive tranchant du *radicalisme*. La distinction faite par les deux assemblées nationales, entre la féodalité *dominante* et la féodalité *contractante*, n'est rien pour elle. Dans l'image de la féodalité, alors même que, selon les temps, elle pouvait avoir été bienfaisante, elle voit toujours l'image d'une institution ennemie qu'il faut abattre complètement, qu'il faut arracher dans ses derniers rejets, et dont le souvenir même, s'il ne peut être effacé de la mémoire des hommes, doit être effacé, du moins, de la mémoire des choses et du témoignage des titres. La loi du 17 juillet 1793 décrète le néant de la féodalité. Elle supprime sans indemnité les redevances seigneuriales de toute espèce, même celles de concession primitive; elle abolit toute rente *mêlée de féodalité* (1); et pour consommer son œuvre de destruction, la loi appelle à son secours les feux de joie de la place publique :

« Les ci-devant seigneurs, les feudistes, commis-
 « saires à terrier, notaires ou tous autres dépositaires de titres consécutifs ou récognitifs de droits
 « supprimés par le présent décret ou par les décrets
 « antérieurs, rendus par les assemblées précédentes,
 « seront tenus de les déposer dans les trois mois au
 « greffe des municipalités des lieux : ceux qui seront
 « déposés avant le 10 AOUT PROCHAIN seront brûlés

(1) Les droits exclusifs de chasse et de pêche sont anéantis aussi sans distinction, par les Décr. des 6 et 30 juillet 93.

« ledit jour , en présence du conseil-général de la
 « commune et de tous les citoyens ; le surplus sera
 « brûlé à l'expiration des trois mois. » — Des titres
 nombreux furent tirés des archives publiques et
 et privées ; des chartes précieuses pour l'histoire
 furent jetées dans les flammes aux acclamations pu-
 bliques....! L'auto-da-fé populaire fut allumé pen-
 dant une année sur tous les points de la France.
 Cependant les inquisiteurs de la Montagne com-
 mencèrent à craindre enfin que tous les monumens
 de l'histoire nationale ne fussent bientôt plus qu'une
 vaine cendre jetée aux vents et à la liberté des cam-
 pagnes par la Jacquerie de 93 : un décret du 14 mes-
 sidor an 2 éteignit ces flammes impies envers l'his-
 toire qui recueille les titres pour enregistrer les
 siècles et non pour les sanctifier et les immobiliser(1).
 — Mais si les flammes s'éteignirent, la haine resta :
 « Nulle forme de société , a dit avec raison M. Mi-
 « chelet, n'a laissé plus de haine que le monde féo-
 « dal , plus de rancune dans le peuple (2). » La pros-
 cription de la féodalité ne cessa pas d'être le but
 dominant de la loi révolutionnaire. La con-
 vention semblait grossir sa voix pour être enten-
 due du monde entier , quand elle disait : « La con-
 « vention nationale décrète qu'aucun Français ne
 « pourra percevoir des droits féodaux et des re-
 « devances de servitude EN QUELQUE LIEU DE LA TERRE

(1) Un Décret du 8 pluviôse an 2 avait voulu, mais sans succès, arrêter la dévastation.

(2) Origines du Droit, et Introd., XLII.

« QUE CE PUISSE ÊTRE, sous peine de dégradation civique (1). »

Tous les droits féodaux étaient donc abolis. — C'était une grande conquête faite sur le passé. Mais la terre restait à ses anciens possesseurs. L'assemblée constituante avait repris sur le clergé tous les biens que son antique alliance avec la féodalité avait réunis dans ses mains; elle lui avait fait expier par cette prise de possession des sympathies anciennes et nouvelles. Une première base avait été enlevée à la puissance foncière. La classe bourgeoise, au moyen des assignats, avait été conviée à la distribution des biens ecclésiastiques, et les terres s'étaient divisées. Mais une seule masse de propriété avait été attaquée, au milieu de ces grandes masses qui constituaient l'aristocratie territoriale. Cette aristocratie subsistait encore par les immenses possessions qui appartenaient à la noblesse. L'assemblée constituante, malgré les menaces hostiles de l'émigration, n'avait voulu porter aucune atteinte de ce côté, de peur d'ébranler les bases mêmes du droit de propriété. La noblesse, par sa résistance postérieure à l'appel de Louis XVI, par ses rassemblements à la frontière, ses dispositions de guerre et ses attaques à main armée contre la France, fournit elle-même bientôt aux assemblées révolutionnaires le moyen d'appeler le peuple au partage de ses propriétés : l'émigration armée déposséda la noblesse propriétaire.

(1) Décr. 7 sept. 1793, non abrogé pendant la révolution.

A de grandes distances, au commencement et à la fin de la féodalité, l'histoire nous présente des rapports qui appellent la méditation. — Les anciens possesseurs de fiefs s'étaient approprié la terre, détenue temporairement comme bénéfice militaire, en y plantant leur épée d'une manière définitive, en attachant au sol eux, leurs fils, leurs parens, leur postérité. Les nobles, contemporains de la révolution, qui étaient leurs représentans, éloignés de huit siècles de cet immense résultat du fait de possession, perdirent les anciens bénéfices militaires en les abandonnant, en arrachant leur épée du sol féodal pour la porter sur la terre étrangère et contre la France. — La puissance du fait de possession avait investi leurs pères de la propriété; la puissance du fait opposé, l'abandon de la terre à eux transmise les en dépouilla; de part et d'autre le fait avait créé le droit.

Le premier acte qui annonça la révolution territoriale qui allait s'accomplir fut le séquestre ordonné par le décret du 9 février 1792, si les émigrés ne rentraient pas dans le délai fixé par le législateur (1). — La confiscation, abolie par la constitution de 94, fut l'arme politique que l'émigration, sourde à l'intimation de rentrer en France, mit aux mains de la révolution irritée. Le fisc des rois Franks avait donné, le fisc de l'assemblée

(1) Voir le D^{éc}r, 24 juillet 92.

nationale reprit (1). Mais il reprit pour rendre au peuple. Le peuple en devenant propriétaire du sol, qu'il avait si long-temps arrosé de ses sueurs, grandissait pour la révolution; et Danton, ce géant de 93, comparait la révolution française à ce géant de la fable qui reprenait de nouvelles forces en touchant à la terre.

L'état confondit en lui-même les dettes et les créances des émigrés. Les créanciers des émigrés insolubles au moment de l'émigration, furent déclarés créanciers de l'état (2). — En rejetant les titres sans date, comme suspects de collusion, en imposant des délais pour les déclarations et dépôts de titres, l'état se prépara contre les créanciers la ressource des déchéances; mais de prime abord il se constitua, par rapport aux biens et aux charges, le représentant des émigrés. Par là il livrait au peuple les biens fonciers libres de tous privilèges et hypothèques, et il se libérait en assignats, en inscriptions de rentes; les femmes même ne pouvaient exiger leurs reprises en biens fonds (3).

La convention, qui voulait disséminer les terres des ex-seigneurs dans les mains plébéiennes, et qui

(1) Décr. 27 juillet 1792. — La loi est brève: « L'assemblée nationale décrète la confiscation et la vente au profit de la nation, de tous les biens mobiliers et immobiliers des émigrés. (14 août, Décr., vente de petits lots de 2, 3, 4 arpens.) — La confiscation, proclamée le 27 juillet, fut organisée par le décret du 2 septembre.

(2) Décr. 3 floréal an 3.

(3) *Idem.*, art. 55.

avait à faire face à tant de services publics pour conjurer l'Europe ennemie, créa des milliards d'assignats, comme le plus puissant véhicule de cette distribution territoriale et l'unique ressource du trésor épuisé. Douze milliards d'assignats furent jetés en trois ans dans la circulation publique (1). La limite fixée par l'assemblée constituante à la circulation effective du papier-monnaie était de 4,200 millions : Mirabeau avait dit, en dominateur de l'avenir, à sa création nouvelle : *Tu n'iras pas plus loin!* mais les flots déchaînés après lui avaient une violence qui se jouait de ces digues impuissantes, et la convention, dans ses soulèvements intérieurs, aurait méprisé la parole impérieuse de ce Génie des tempêtes. Le bras invisible de la Providence pouvait seul l'arrêter, et il l'arrêta au plus fort de ses débordemens. Le peuple, appelé au partage du domaine des nobles, alla bientôt par sa pensée au-delà de cette vaste distribution; il entrevoyait comme possible, il souhaitait LE PARTAGE DE TOUTES LES TERRES; déjà les clubs, d'où était sortie si souvent la foudre révolutionnaire, retentissaient de ce vœu redoutable du partage universel. La convention, épouvantée de cette menace de subversion, laissa retomber ses flots sur eux-mêmes; elle rentra dans la limite marquée par celui qui veillait à l'avenir de la société:

(1) Il y eut bien 49 milliards à la fin de la convention; mais dans les derniers mois de son existence, les assignats ayant beaucoup perdu furent portés de 42 à 49 milliards; le chiffre de 42 milliards est le chiffre réel. (Voir M. Thiers, t. 8.)

un silence d'effroi se fit dans son sein, et ce silence fut rompu par un décret de mort CONTRE QUICONQUE PROPOSERAIT LA LOI AGRAIRE (1).

Si la révolution reculait devant la loi agraire, c'est qu'elle sentait bien qu'en attaquant la propriété individuelle, elle armait contre elle tous les intérêts; qu'en vain elle ferait signe ensuite, comme Tib. Gracchus du haut du Capitole, pour être défendue; qu'elle serait obligée, comme lui, de s'envelopper la tête de sa toge, n'ayant plus qu'à recevoir le coup mortel.

Mais la loi agraire, appliquée aux possessions communales, n'avait ni le même caractère, ni le même danger, et le partage des *communaux* fut admis. — L'assemblée législative ordonna d'abord que tous les terrains et usages communaux, excepté les bois, seraient immédiatement partagés entre les citoyens de chaque commune (2). Le but de l'assemblée était de multiplier les petits propriétaires. — La convention poursuivit le même but politique; son décret du 10 juin 93 voulait que le partage des biens communaux se fît par *tête* d'habitant domicilié, de tout âge et de tout sexe, absent ou présent (3). Et cependant la convention elle-même fut moins emportée alors dans ses vues démocratiques que l'assemblée législative, car le

(1) Décr. 18 mars 1793.

(2) Décr. 14 août 92.

(3) Décr. 10 juin 93, sect. 2, art. 4.

partage, qui était *obligatoire* d'après la loi de 92, fut seulement *facultatif* pour les communes, suivant le décret de 93. — Mais l'esprit de la convention se manifesta bien clairement dans la mise en exercice de cette faculté : si le *tiers* des voix dans la commune votait pour le partage, le partage était décidé (1). Par le despotisme attribué au *tiers* des ayant-droit sur la masse, la loi du 10 juin était subversive d'un principe fondamental du gouvernement représentatif; elle portait l'empreinte violente de cette domination de la minorité sur la majorité, qui a caractérisé presque toutes les phases de la convention.

Le partage des communaux est une grave question d'économie sociale. La violence *conventionnelle*, en se mêlant au principe du partage, a compromis son développement dans la société moderne; mais l'histoire du droit, en dégagant le principe lui-même des élémens étrangers qui l'ont obscurci, se demandera s'il doit être réservé pour l'avenir, si le partage des communaux doit être accordé lorsqu'il est réclamé par le vœu de la majorité des communistes (2).

(1) Sect. 3, art. 9.

(2) La révolution, en ralentissant son cours, a d'abord suspendu la loi de 93, par l'arrêté directorial du 21 prairial an 4; puis le décret du 9 brumaire an 13 a transporté aux conseils municipaux composés d'élémens très-peu démocratiques, le droit absolu de déterminer les modes de partage ou de jouissance des biens communaux. La nouvelle loi sur les attributions municipales (18 juillet 1837) votée au milieu des préoccupations politiques, se tait sur une question qui intéresse au plus haut point un grand nombre de départemens et

Le partage, que l'assemblée législative et la convention ont proclamé dans la tourmente révolutionnaire, était un vœu du 18^e siècle exprimé dans des ouvrages nourris de faits et d'observations (1), et il avait été notamment réclamé en 1783 par la raison calme et les spéculations consciencieuses de l'abbé Rozier. *Les communaux sont-ils utiles ?* Telle est la première question qu'il se posait à lui-même, et il répondait : « Ils l'ont été, et ils ne le sont plus ;
« en deux mots , voilà la solution du problème (2).
« Tant que la France a été peuplée par un très petit
« nombre d'hommes libres, et que le reste de la nation
« était serf, il fallait bien de toute nécessité
« que le seigneur concédât des terres à ses esclaves
« afin de fournir à leur subsistance, et des communaux
« indispensables à la dépaissance des troupeaux de tout genre. A mesure que les serfs ont
« été émancipés, les seigneurs leur ont accordé en
« propriété ou vendu des terres sous des redevances, censives, etc.... Les communaux ont subsisté
« jusqu'à nos jours, ou à titre onéreux, ou à titre
« de concession gratuite ; ont-ils été aussi conservés dans leur intégrité ? Il est bien prouvé qu'une

qui a été l'objet de beaucoup de réclamations devant l'autorité administrative. — Cependant il paraît que le gouvernement s'occupe d'une loi sur cette matière ; le vœu des conseils de département a été interrogé dans la session de l'année 1837.

(1) *Traité des Communes*, 1779. — *Le Produit et le Droit des Communes*, par le vicomte de la Maillardière, 1782. — *Cours d'agriculture* de l'abbé Rozier, art. *Communaux*, 1783.

(2) T. 3, p. 443.

« grande quantité a été successivement et heu-
 « reusement usurpée à l'avantage de l'agricul-
 « ture, soit par les seigneurs, soit par les particu-
 « liers; sans cela plus de la moitié du royaume
 « serait en communaux, et ce qui équivaut à ce mot,
 « cette moitié serait en friche. Malgré cela, il en reste
 « beaucoup trop, et l'agriculture en souffre. Que
 « l'on parcoure la généralité de Paris, de Soissons,
 « les provinces de Bourgogne, de Champagne,
 « d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de
 « Normandie, d'Auvergne, et surtout de Breta-
 « gne, de Guienne, de Périgord, de Languedoc,
 « de la Provence, on sera étonné de l'immense
 « quantité de terrain sacrifiée aux communaux, et
 « j'ajoute en pure perte pour l'état.

« On appelle les communaux le *patrimoine des*
 « *pauvres*; il faudrait plutôt les appeler le *patri-*
 « *moine des riches*.... Le partage des communaux
 « peut seul ramener, non pas l'abondance, mais le
 « bien-être au sein de la classe nombreuse des jour-
 « naliers indigens. Le bien de l'état n'est pas
 « qu'il y ait de très grands tenanciers, mais une
 « grande multitude de tenanciers. — La véritable
 « richesse de l'état consiste dans la multiplication
 « des familles aisées et dans l'abolition de l'indi-
 « gence. L'indigent ressemble aux plantes para-
 « sites qui ne peuvent vivre sans le secours d'autrui.

« Les distributions dont il est question ne sont
 « pas une nouveauté, puisque tous nos souverains,
 « depuis Henri IV, les ont favorisées soit par des
 « déclarations, soit par des édits. »

Ainsi l'école des économistes avait sollicité le partage des communaux dans l'intérêt de l'agriculture, de l'état, des communes, des citoyens. Les assemblées nationales de 92 et de 93 s'étaient associées à ses vues par leurs décrets ; mais elles ont nui à l'avenir d'une idée salubre par les exagérations de leur entraînement démocratique. — De nos jours, l'idée du partage doit reprendre son cours naturel. L'accroissement de la population, qui depuis 40 ans est d'un quart en France, les souffrances presque périodiques de l'industrie manufacturière, les crises même auxquelles elle est sujette par sa dépendance des évènements politiques et l'abondance de ses produits, par la découverte ou le perfectionnement des machines qui réduisent le nombre des ouvriers, quand le nombre des hommes augmente, tout fait sentir, de plus en plus, la haute importance de l'industrie agricole. L'étendue des terrains incultes mais susceptibles de défrichement, de dessèchement, de mise en rapport, est immense dans notre pays ; elle fait à peu près le 6^e du territoire (1). Elle peut, livrée aux entreprises agricoles, satisfaire aux besoins de la population et peut-être par degrés épurer le sol du vagabondage et de la mendicité. C'est là un

(1) D'après les documens statistiques publiés en 1835 par le ministre du commerce, l'étendue des terres est de 42,988,387 hectares : les landes, pâtis et bruyères sont de 7,770,672 hectares.

fait que la statistique a bien constaté ; c'est une vue désormais acquise à la science sociale (1).

Parmi les portions du territoire qui sont stériles depuis des siècles, sont placées au premier rang celles possédées par des communes ou des sections de communes : en elles se retrouve l'ancien caractère des propriétés de main-morte, avec cette différence que ces propriétés ne sont pas seulement enlevées à la circulation, mais qu'elles le sont encore à l'agriculture. Nulle part on ne trouve les communaux cultivés ou entretenus avec ce désir d'amélioration et cette intelligence soigneuse qui fécondent la propriété privée ; ce sont des terres abandonnées à tout occupant, ou dont le produit spontané disparaît bientôt au profit des propriétaires les plus riches en troupeaux, les plus hardis en spéculations. Le pauvre villageois voit son rare et maigre bétail languir au milieu d'une végétation imparfaite et rapidement consommée, tandis que le grand propriétaire, qui a des pâcages particuliers, trouve pour ses troupeaux une nourriture abondante après avoir absorbé les produits de la communalité. *Le patrimoine des pauvres* est encore, comme du temps de l'abbé Rozier, *le patrimoine des riches*.

Malgré le mode vicieux imposé par la loi de 93, les communes qui ont partagé leurs biens ont développé une prospérité qui témoigne de la bonté

(1) Voir le rapport au roi fait en novemb. 1832 sur les colonies agricoles.

de la mesure en elle-même (1). L'idée du partage n'appartenait pas à la convention, nous l'avons prouvé; elle est justifiée par le résultat d'une première application; les faits ont vérifié la théorie: le principe doit donc rester libre de l'exagération de 93 qui soumettait la majorité des communalistes au vœu de la minorité; mais il doit se dégager aussi de l'influence des réactions postérieures qui, en subordonnant l'exercice du partage à la seule volonté des conseils municipaux, ont soumis l'intérêt de la majorité de la commune à l'intérêt privé de quelques-uns. La qualité de propriétaire, intéressé à maintenir la communalité, nuit à l'indépendance du conseiller municipal appelé à décider du partage: il faut un arbitre entre les motifs opposés qui pourraient lutter en lui; cet arbitre naturel est le vœu de la majorité de la commune, constaté légalement et sanctionné par l'autorité publique (2).

L'assemblée législative, qui la première avait ordonné le partage, ne limita pas les droits des communes aux biens qu'elles possédaient; elle sa-

(1) Par exemple, dans l'arrondissement de Lesparre (Gironde), où l'on compte de 5 à 6,000 journaux de communaux d'excellente nature de terrain d'alluvion, une commune entre autres (la commune de Talais) a partagé en 93, et elle est devenue l'une des plus riches et des plus florissantes du département.

(2) Telle est la pensée formellement exprimée par le conseil-général de la Gironde dans la session de 1834. — « Permettre à la majorité des habitants « d'appeler des décisions des conseils municipaux (sur cette matière) devant le conseil de préfecture et le conseil d'état.

vait que des seigneurs puissans avaient usurpé souvent sur les communes les terrains autrefois concédés par leurs pères ; elle ne s'arrêta point à l'état présent des choses, elle rouvrit aux communes la porte du passé. Elle abolit dans ses effets antérieurs, le droit de triage que la féodalité civile avait fait inscrire dans l'ordonnance de 1669 (1) : elle annula les édits et déclarations, les jugemens, actes, transactions, qui auraient contenu la ratification de ce retrait seigneurial (2). L'assemblée constituante, en abolissant le droit de triage pour l'avenir, avait respecté les faits accomplis ; l'assemblée législative donna *cinq ans* aux communes pour aller ressaisir dans le passé tous les lambeaux de territoire que la féodalité avait repris depuis 1669 à l'aide du triage, et pour faire revivre, casser et réformer par les tribunaux de district les anciens *cantonemens*, dont le principe était admis dans la législation nouvelle.

La réaction des communes contre les seigneurs n'a pas été bornée par le décret du 28 août 92 aux effets du triage et à la révision des *cantonemens*. La loi a présumé que les terres occupées *actuellement* par les seigneurs, mais possédées *jadis*, exclusivement et à titre de propriétaire, par les communes qui relevaient de ces seigneurs (3), avaient été usurpées par la puissance féodale. La

(1) Tit. 4., art. 25.

(2) Décr. 28 août 1792.

(3) Art. 8; cass., arrêt 12 mai 1812.

commune était mise, à l'égard de son ancien seigneur, en plein droit d'insurrection contre tous édits, déclarations, arrêts du conseil, jugemens, transactions et possessions contraires à son ancienne possession : elle ne pouvait être arrêtée dans son action rétrograde que par la représentation d'un acte authentique de légitime acquisition.

Le législateur de 89 ne s'était pas prononcé définitivement sur les terres *vaines et vagues*, les landes, les biens *hermes* ou vacans, mais il avait défendu aux communautés de s'en emparer. Le législateur de 92 ordonna que ces terres leur fussent adjudgées, si les communautés les réclamaient dans les cinq ans. Les communautés n'avaient besoin de justifier d'aucune possession antérieure; elles étaient investies du droit de propriété par la loi du 28 août (4); les seigneurs ne pouvaient leur opposer que des titres de propriété, ou une possession exclusive, continuée publiquement et sans trouble pendant 40 ans.

Etsi, dans le conflit des prétentions respectives entre les communes et les ex-seigneurs, il y avait concours de plusieurs titres, « le plus favorable aux communes
« devait toujours être préféré, sans avoir égard au
« plus ou au moins d'ancienneté de leur date, ni
« même à l'autorité de la chose jugée en faveur
« des ci-devant seigneurs (2). »

(1) Art. 9.

(2) Art. 12.

Ce n'est pas tout : les communes avaient des dettes antérieures à la révolution; plusieurs s'étaient aussi fortement engagées depuis, soit pour seconder comme intermédiaires les ventes des biens nationaux (1), soit pour s'associer par une active coopération aux mouvemens révolutionnaires : ces dettes pouvaient gêner leur action administrative et entraver le partage des biens communaux. La convention affranchit les communes de leurs dettes en reconstituant la dette publique sur une base générale : elle déclara que les dettes des communes jusqu'au 10 août 93 (jour de l'inauguration de la constitution républicaine) seraient *dettes nationales* (2). Par compensation, tout l'actif des communes, jusqu'à concurrence des dettes mises à la charge de la république, fut attribué à celle-ci par *dévolution*, et les dettes de l'état envers les communes furent éteintes. Mais la dévolution n'atteignit point les biens communaux, dont le partage avait été autorisé par le décret du 10 juin. C'était ce partage et la liberté d'action des communes que la convention voulait de plus en plus assurer.

Telle fut dans son ensemble la révolution communale opérée par la législative et la convention. L'assemblée constituante avait émancipé les communes sous le rapport *politique*; dans la 2^e période,

(1) Nous avons vu plus haut que les municipalités faisaient des soumissions et acquéraient pour revendre.

(2) Décr. 24 août 93, § 28, art. 82.

elles furent émancipées comme propriétaires et sous le rapport *réel*. A la condition libre et démocratique de la personne morale de la commune a correspondu la condition libre et réactionnaire de la propriété communale. La féodalité avait jadis opprimé la commune de toute la pesanteur de son épée ; la commune se redressa contre elle de toute la hauteur des piques de 92. La féodalité civile avait implanté sur la terre , par elle nouvellement reconquise au 17^e siècle , toute la puissance des ordonnances de Louis XIV ; la révolution brisa les ordonnances du grand roi comme sa statue équestre ; et pour légitimer ses droits, elle remonta jusqu'aux communes du moyen-âge. — D'une part , elle affranchissait les anciens roturiers des droits féodaux et des rentes , que les nobles possédaient depuis les concessions primitives du 15^e siècle ; elle ne tenait aucun compte à la noblesse de l'ancienneté de ses droits ; — d'autre part , elle s'appuyait sur l'ancienne possession des communes pour annihiler la possession postérieure des nobles. Il y avait là , sans doute , contradiction apparente ; mais si la révolution était en contradiction avec elle-même sous le rapport logique , en annulant ainsi et réhabilitant tour-à-tour les actes de la même époque , elle était conséquente avec son immense besoin de réagir , par tous les moyens et en tout sens , contre la féodalité : la contradiction des moyens disparaissait dans l'unité du but.

La logique révolutionnaire, dans cette 2^e période, était aussi impitoyable à l'égard des objections

purement rationnelles, que le gouvernement révolutionnaire à l'égard des personnes opposantes. Les unes et les autres étaient sacrifiées avec la même inflexibilité. Les esprits, dans leur radicalisme, avaient un but de destruction à atteindre, et peu leur importait le reste; ils passaient impétueusement à travers les contradictions des idées ou des hommes pour arriver à la limite dernière, l'anéantissement du passé. Le passé ! les législateurs de l'an 2 ne voulaient pas qu'il en fût fait mention, même pour mémoire : un décret du 8 pluviôse défend aux notaires et officiers publics d'insérer dans les actes des clauses qui tendent à rappeler d'une manière *directe ou indirecte* le régime féodal ou nobiliaire et la royauté (1).

C'est ce radicalisme de destruction qui, poussé à ses derniers degrés, anéantit les établissemens privés et publics de piété, de charité chrétienne, et les corporations savantes. Les fabriques, les fondations, les hospices, les académies furent également supprimés (2); leurs biens furent réunis au domaine national. L'assemblée constituante, en décrétant la grande mesure relative aux biens du clergé, avait respecté la dotation de l'Ordre militaire de Malte et les institutions d'utilité et de charité publique. La convention regarda ces établissemens comme un injuste monopole de vertus,

(1) Décr. 8 pluviôse an 2, art. 4.

(2) Décr. 8-12 août 1792.

d'humanité, de science. Anacharsis Clootz, dans son enthousiasme de fraternité humaine, voulait que les Français dépouillassent leur nom de *Français* pour prendre celui de Germains, afin de mieux indiquer que tous les hommes sont *frères*, et de s'élever bien au-dessus de cette charité chrétienne et vulgaire, dont les monumens allaient se confondre dans le domaine de la république. Le principe de propriété appliqué par le législateur de 89 aux possessions du clergé, lequel ne cessait d'être propriétaire qu'en cessant d'être corporation, ce droit vraiment social devint, dans ses applications de 93, un fait immense de spoliation. La spoliation s'exerça au préjudice de l'humanité représentée dans ses misères et dans sa grandeur : dans ses misères, par ses membres les plus infirmes, que recueillaient les hospices et les soins des ordres hospitaliers (1) ; dans sa grandeur, par les vertus chrétiennes qui se dévouaient au malheur, par les sciences et les lettres, qui faisaient la force et l'ornement de la société française. La convention engloutissait tout sans distinction, dans le sein de la république une et indivisible. Quand elle confisquait les biens des hôpitaux et des fabriques, elle changeait les hôpitaux et les églises en prisons et en clubs ; quand elle supprimait l'académie

(1) La convention voulut y suppléer en décrétant des secours annuels aux enfans, vieillards, indigens, comme si quelques sommes d'argent pouvaient remplacer les soins maternels des hospitalières ! (Décr. 28 juin 93.)

française, elle assistait au triomphe de Marat, le premier agresseur de l'académie des sciences (1). Son matérialisme impitoyable se promenait, la hache à la main, dans toute l'étendue du domaine social, depuis l'asile du pauvre et du vieillard jusqu'au sanctuaire des sciences et des lettres; et sur l'abîme de destruction se penchaient du haut de la tribune, qui seule restait debout, les Danton, les Collot-d'Herbois, les Marat, les St-Just, les Robespierre, regardant bien si l'abîme était sans fond, écoutant si le dernier débris qu'on venait d'y jeter donnait par l'écho de sa longue chute la mesure et la voix d'une profondeur sans espérance!...

Voilà ce qui fut fait dans l'ordre de la propriété privée, communale, publique. — Toutefois cette unité à laquelle il était tant sacrifié produisait quelquefois pour l'avenir des jets grands et vigoureux.

Ainsi fut décrétée l'organisation du cadastre général de toutes les terres de la république (2) : la pensée de la constituante recut une nouvelle impulsion et sa réalisation se fait aujourd'hui de toutes parts.

Ainsi fut ordonnée, le 24 septembre 1793, la formation d'un grand-livre de la dette publique qui serait le titre unique et fondamental de tous les

(1) Ses lettres sur l'Académie des sciences sont rapportées dans l'*Histoire parlementaire*.

(2) Décr. 24 mars 93, art. 2.

créanciers de la république (1), institution qui sert de base aujourd'hui au crédit de l'état, et à une propriété mobilière d'une si grande importance.

Ainsi fut décrétée la suppression générale des loteries, impôt levé sur la misère, la crédulité et la probité des basses classes (2).

Ainsi, à côté du grand-livre de la dette publique, la convention eut la pensée de placer un grand-livre des propriétés territoriales : elle ordonna à ses comités de finance, de législation et d'agriculture de présenter un rapport sur une conception qui devait servir de base à la mobilisation de la propriété foncière (3).

Ainsi elle créa les archives nationales, avec la pensée formellement exprimée que tous les dépôts publics de titres ressortiraient à ces archives comme à leur centre commun (4).

Ainsi elle réalisa les idées de 89 à l'égard de la propriété intellectuelle : sa doctrine, toute matérialiste qu'elle était, n'alla pas jusqu'à identifier les œuvres de l'esprit avec les objets matériels, meubles ou immeubles. En reconnaissant la propriété personnelle de l'auteur, elle imposa le terme moyen de dix ans à la propriété des héritiers, afin de concilier l'intérêt public et l'intérêt privé, qui se rencontrent et se combattent dans ce genre de pro-

(1) Art. 6.

(2) Décr. 25 brumaire, 27 frimaire an 2.

(3) Décr. 8 pluviôse an 2, art. 4^{er}, non exécuté.

(4) Décr. 7 messidor an 2, art. 3.

priété; elle consacra par ses décrets le principe posé par l'assemblée constituante (1).

Et maintenant, sur cette terre si profondément remuée par la révolution, voyons ce que devient la famille, considérée sous le double rapport *personnel et réel*; voyons ce qu'en fera l'esprit de la seconde époque.

SECTION DEUXIÈME.

FAMILLE.

§ 1^{er}. — Rapports personnels.

N^o 1^{er}. — Etat des personnes. — Actes de l'état civil. — Majorité, abolition de la puissance paternelle sur les majeurs. — Adoption publique et privée. — Mort civile des émigrés.

L'assemblée constituante avait proclamé la sécularisation des actes de l'état civil. Un rapport du savant canoniste Durand-de-Maillane avait développé le principe que, dans le mariage, le contrat n'avait rien de commun avec le sacrement; et cette idée fondamentale avait suffi pour préparer dans l'assemblée législative le décret sur le nouveau mode de constater les naissances, mariages et décès des citoyens (2). « L'objet de mon rapport, disait en « 93 ce même député, a été rempli sinon dans les

(1) Décr. 19 juillet 93, 25 prairial an 3. (Voir plus haut notre dissertation sur la propriété littéraire.)

(2) Décr. 20 sept. 1792.

« mêmes termes du projet qui l'accompagnait, du
 « moins dans les mêmes vues qui bien considérées
 * sont les vues mêmes de l'Évangile, dans le sens de
 « ces célèbres paroles proférées par son divin au-
 « teur, *Redde Cæsari quod est Cæsaris et dei deo* (1). »

Les trois grands faits de la vie furent placés, pour la certitude de leur existence légale, sous la protection de l'autorité municipale et administrative :
 « Les municipalités recevront et conserveront à l'avenir les actes destinés à constater les naissances, mariages et décès. — Le double des registres sera déposé au district et aux archives du département. Les actes feront foi en justice. — Chacun pourra s'en faire délivrer des extraits. — Défense est faite d'écrire et de signer les actes sur feuilles volantes.

« La naissance devra être déclarée par le père ou par le propriétaire de la maison où s'est fait l'accouchement. L'enfant sera présenté à l'officier public.

« Aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de de prénom que ceux exprimés dans son acte de naissance ; aucun surnom ne pourra être ajouté au nom propre (2).

« Le mariage sera publié à la mairie, huit jours avant sa célébration ; mais les mariages secrets ne sont pas nuls, pourvu qu'il y ait un acte en forme.

(1) Lettre au ministre de la justice, du 6 février 1793. (*Histoire parlementaire*, 24-314.)

(2) Décr. 6 fructidor an 2.

« Les décès seront déclarés par les deux plus proches parens ou voisins, dans les vingt-quatre heures; l'officier public se transportera, dans les vingt-quatre heures, au domicile du défunt pour s'assurer du décès. »

L'assemblée législative, après avoir déterminé le mode de constater désormais l'état civil des citoyens, déclara qu'elle n'entendait point nuire à la liberté qu'ils ont tous de consacrer les naissances, mariages et décès par les cérémonies religieuses et par l'intervention des ministres des cultes (1).

Bien des registres publics disparurent dans les troubles de la révolution; il fallut un mode de preuve pour y suppléer. Une loi de l'an III dit : « Les registres ou parties de registres qui, depuis le 14 juillet 1789, auront été perdus ou détruits, seront remplacés par des actes dressés par des commissaires choisis par le corps municipal sur les déclarations des ascendans, époux, frères, sœurs, parens, étrangers. » — Et comme depuis 93 l'échafaud avait été en permanence, la loi ajouta : « Les *procès-verbaux d'exécution à mort* remplaceront provisoirement les actes de décès de l'état civil (2). » — A une époque plus voisine de nous, l'administration à Paris, recherchant les documens relatifs aux prisonniers de septembre, les reconnut à l'empreinte de sang qu'avaient laissée

(1) Décr. 20 sept., tit. 6, art. 8.

(2) Décr. 2 floréal an 3, art. 16.

sur le papier les doigts des septembriseurs; c'était là le signe *authentique* de leur décès: authenticité bien digne de ces nuits fatales (1)!

L'âge de majorité qui variait de vingt à vingt-cinq ans, du Nord au Midi, fut fixé uniformément à vingt-un ans accomplis (2). — Les majeurs furent affranchis de la puissance paternelle, laquelle subsistait dans les pays de droit écrit comme une de ces traditions qui se maintiennent long-temps sans cause; cette puissance fut modifiée dans ses effets et limitée aux enfans mineurs (3).

Si d'un côté l'assemblée législative effaçait la tradition romaine de la puissance absolue du père de famille, elle accueillait d'un autre côté une institution d'origine toute romaine, l'adoption.

« L'assemblée décrète que son comité de législation
« comprendra dans son plan général des lois civiles
« celle relative à l'adoption. » Mais ce plan général ne fut pas exécuté; l'ébauche de Cambacérès prouva l'impossibilité de la création instantanée d'un code civil (4). Cependant le principe de l'adoption avait été consacré: la convention donna même des exemples d'adoption publique; le 27 janvier 93, elle adopta au

(1) fait affirmé devant nous par un fonctionnaire, en présence du chef de la section historique des archives du royaume.

(2) Décr. 20 sept., tit. 4, art. 2.

(3) Décr. 28 août 92.

(4) Cambacérès présenta son projet de code le 9 août 1793. La discussion fut reprise par intervalle et puis abandonnée: il a refondé son projet jusqu'à trois fois.

nom de la patrie la fille de Michel Lepelletier, assassiné par suite de son vote régicide (1); cette forme d'adoption n'était qu'une manifestation politique sans effet déterminé dans la législation civile.

L'adoption privée n'était assujétie à aucune forme spéciale; il suffisait qu'elle fût contenue dans un acte authentique. Il fut reconnu par la convention qu'elle assurait un droit dans la succession de l'adoptant (2). Une loi transitoire d'une date postérieure déclara valables les adoptions faites jusqu'alors, sans examiner la capacité de l'adoptant ou de l'adopté : l'un et l'autre étaient réputés capables, puisque nulle prohibition n'existait entre majeurs, et que l'autorisation de la loi était indéfinie. Les droits de l'adopté étaient ceux de l'enfant légitime; l'adoption était irrévocable, sauf le droit du mineur d'y renoncer (3).

L'assemblée législative avait déterminé les conditions de la vie civile. — Elle avait mis solennellement en demeure les Français émigrés de rentrer dans leur patrie; après l'expiration des délais, plusieurs fois prorogés, elle avait frappé les émigrés dans leurs biens.

La convention alla plus loin; elle frappa les

(1) Le 23 nivôse an 2 elle adopta les six enfans de Richer.

(2) Décr. 46 frimaire an 3.

(3) Loi de transition 25 germ. an 11. (Voir Chabot, *Questions transitoires*.)

émigrés d'abord dans leurs personnes, bientôt dans leur état civil.

Tous les émigrés, et sous ce nom l'on comprenait les Français qui avaient abandonné leur patrie depuis le 14 juillet 89, sont bannis à perpétuité du territoire, dit le décret du 23 octobre 1792; ceux qui y rentreraient seront punis de mort. — Voilà pour les personnes.

Quant à leur état, tous les émigrés sont frappés de mort civile par le décret du 28 mars 93; la mort civile est encourue à compter du 9 mai 92, dernier terme assigné à la rentrée des émigrés par les décrets antérieurs (1).

Cependant la loi de 93 laissait encore une chance d'espérance à ceux qui étaient portés sur les listes fatales : elle distinguait deux classes de personnes : les émigrés, et les *prévenus d'émigration* (2).

Ceux qui, dans le délai d'un mois à partir de la publication de la liste, avaient réclamé contre leur inscription, étaient seulement prévenus d'émigration (3). Leurs biens étaient séquestrés mais non confisqués; ils avaient même d'abord le libre exercice de leurs droits civils et politiques; ils furent privés,

(1) C'est le terme du délai fixé par le Décr. du 30 mars 1792. — Le Décr. du 25 brumaire an 3 exceptait ceux qui étaient rentrés avant le 9 mai 92. Par conséquent, la mort civile ne comptait pas du jour de l'inscription sur les listes des émigrés.

(2) Décr. 25 brumaire an 3, 30-35; arrêt de cass., 18 floréal an 13.

(3) Une loi du 12 ventôse an 8 a été bien autrement brutale; tout *inscrit*, quoique en réclamation, a été réputé *émigré*; la loi de l'an 8 a voulu en finir avec l'examen des réclamations. (Voir ci-dessous 4^e Période, le Consulat.)

en l'an III, des droits politiques; ils conservèrent les droits civils, et entre autres la faculté de tester (1).

Il y avait nécessité d'une décision administrative ou judiciaire pour qu'il y eût mort civile encourue (2). Si le réclamant mourait avant qu'il eût été statué, il mourait en possession légale de tous ses droits (*integri status*). — La mort civile était-elle rétroactive quand l'inscrit était; en définitive, maintenu sur la liste? — Nulle loi révolutionnaire n'avait imprimé à la mort civile ce caractère de rétroactivité. Or, en principe de droit, elle ne peut résulter que de l'exécution de la sentence : le jour de l'exécution de la peine est le jour de la mort civile (3). Merlin cependant enseigne que la mort civile devait rétroagir (4). N'est-ce pas peut-être chez ce grand jurisconsulte un souvenir d'*outrecuidance* conventionnelle?

La loi sur l'émigration étant *personnelle*, suivait l'émigré en tous lieux; il ne pouvait, aux yeux de la loi française, jouir hors de France des droits civils, contracter un mariage valable; la nullité de son mariage était absolue; elle a pu depuis être opposée par lui, par sa femme, par les héritiers. Le mariage antérieur à l'émigration n'était pas

(1) Décr. 25 brum. an 3, 35; Décr. 4^{er} fructidor an 3, 44; Décr. 5 fructidor an 3, 5; cass., 12 mai 1806.

(2) Décr. 12 ventôse an 8; *Locré, leg. civ.*, 1-77.

(3) Ord. 1670, tit. 17, art. 27; Richer, *Mort civile*, p. 547.

(4) Rep. succ. sect. 4, § 4, art. 3. — Opinion contraire dans Dalloz, *vo Emigrés*, 769.

dissous de plein droit, parce qu'il avait été contracté sous l'empire d'une législation qui confondait le contrat et le sacrement; il ne pouvait donc disparaître comme un effet purement civil; seulement l'émigration du mari était une cause de divorce pour la femme (1); mais si le mariage subsistait en soi, il était destitué de tous ses effets civils, tels que la puissance maritale, la communauté, la légitimité des enfans, la puissance paternelle (2).

L'émigré pouvait jouir des facultés appelées du *droit des gens*, contracter, vendre, comparaître en justice. La faculté par laquelle l'homme social transmet ses biens à ses représentans par voie de succession légitime, ou fait survivre sa volonté à lui-même par voie de testament, n'existait plus pour lui (3).

L'état avait pris la place des émigrés par rapport aux biens; il était ce qu'on appelle en droit successeur universel de biens (*successor universorum bonorum*); de plus, il s'était substitué à la personne de l'émigré quant à la faculté de recueillir les successions qui pouvaient lui échoir en ligne directe ou collatérale; les effets de la mort civile ne pouvaient lui être opposés pendant l'espace de 50 ans, suivant le décret du 28 mars 93; mais cette faculté successorale fut depuis abolie,

(1) Décr. 20 sept. 92, 13 ventôse, 26 germinal, 1^{er} floréal an 3, art. 55, 65 et 66.

(2) Locré, *Leg. civ.*, 2-63.

(3) Cass., 20 mai 1812.

d'abord en ligne collatérale, postérieurement en ligne directe (1).

N° 2. — Mariage. — Divorce. — Filiation naturelle, adultérine. — Mariage des prêtres (renvoi).

Les lois sur le mariage et le divorce ont été rendues sous la domination des Girondins dans l'assemblée législative ; elles sont le résultat de leurs principes philosophiques ; c'est donc le moment de se rendre compte de la théorie sociale des Girondins. Les rapports de Condorcet sur la constitution et sur l'instruction publique sont à cet égard d'une grande valeur historique (2).

Le problème social que se proposaient les législateurs Girondins était « de laisser subsister dans « toute leur étendue la souveraineté du peuple, « l'égalité entre citoyens et l'exercice de la *liberté naturelle*. » — Il s'agissait « de consacrer pour la « première fois sur la terre, dans les institutions d'un « grand peuple, toute l'*égalité de la nature* (3). »

Or tous les droits que les hommes ont reçus de

(1) Décr. 8 messidor an 7 ; Décr. 3 floréal an 11.

Par induction de la loi du 29 avril 1828, on peut penser qu'il en était des successions testamentaires déférées à l'émigré comme des successions légitimes.

(2) Dans la convention, le comité de constitution était composé (à la fin de 92) de Condorcet, Gensonné, Barrère, Pétion, Th. Payne, Vergniaud, Sieyès, Barbaroux, Danton ; tous signèrent le plan de constitution dont Condorcet fut rapporteur en février 93 : Danton seul ne signa pas.

(3) Rapport de Condorcet sur la constitution. (Choix des Rapports, tome 12-228-264.)

la nature « dérivent essentiellement de leur qua-
 « lité d'êtres sensibles, susceptibles d'idées morales et
 « capables de raisonner.

« L'homme, disait Vergniaud, n'a pas reçu seu-
 « lement de la nature l'amour de l'indépendance,
 « mais encore une foule d'autres passions, avec l'in-
 « dustrie qui les satisfait et la raison qui les dirige.
 « — Tout législateur doit consulter la nature et la
 « politique; la nature, parce qu'il faut des lois pour
 « des hommes; la politique, parce qu'il faut des lois
 « pour des hommes en société. La constitution la
 « plus parfaite sera celle qui fera jouir de la plus
 « grande somme possible de bonheur et le corps
 « social et les individus qui le composent (1). »

Voilà pour l'ordre social; passons à l'ordre mo-
 ral et religieux.

« Il est nécessaire de séparer de la morale les
 « principes de toute religion particulière. Il est im-
 « portant de fonder la morale sur les seuls prin-
 « cipes de la raison (2).

« De quelque opinion que l'on soit sur l'exis-
 « tence d'une cause première, sur l'influence des
 « sentimens religieux, on ne peut soutenir qu'il soit
 « utile d'enseigner la *mythologie* d'une religion
 « sans dire qu'il soit utile de tromper les hommes.

« En supposant même qu'il soit utile que les hom-
 « mes aient une religion, les soins, les dépenses
 « qui auront pour objet de leur en donner une,

(1) Discours du 8 mai 1793. (Choix des Rapp., p. 310)

(2) Rapport de Condorcet sur l'inst. publique, t. 13-284-285.

« sont une tyrannie exercée sur les opinions et
« aussi contraire à la politique qu'à la morale.

« Cette proscription doit s'étendre même sur ce
« qu'on appelle religion naturelle, car les plus sim-
« ples théistes ne sont pas plus d'accord que les
« théologiens sur l'idée de Dieu et sur ses rap-
« ports moraux avec les hommes. C'est donc un
« objet qui doit être laissé, sans aucune influence
« étrangère, à la raison et à la conscience de cha-
« que individu (1). »

La déclaration des droits de 1793 s'agite à la tri-
bune : à l'entrée de la discussion, un député de
Cayenne, homme obscur, placé en dehors des par-
tis, rappelle la convention à l'idée fondamentale
de la société, à Dieu ; il dit : « Les droits naturels
« ont été donnés à l'homme par l'être suprême,
« source de toutes les vertus : je demande donc que,
« préalablement à toute déclaration, la convention,
« par le premier article, reconnaisse expressément
« l'existence d'un être suprême. »

Louvet, ardent Girondin : « Je demande l'ordre
« du jour motivé, parce que l'existence de Dieu
« n'a pas besoin d'être reconnue par la convention
« nationale de France (2). »

Un autre article est mis en discussion : « *Tout*
« *homme est libre dans son culte.* »

Un membre inconnu : « Si on entend par culte
« un culte extérieur, je soutiens que votre déclara-

(1) T. 13, note du rapporteur, p. 286.

(2) Séance du 17 avril 93. (*Hist. parlem.*, 26, p. 42.)

« tion ne peut en consacrer la liberté, car peut-
 « être il viendra un temps où il n'y aura d'autre culte
 « extérieur que celui de la liberté et de la morale
 « publique. »

Barrère (remplaçant Condorcet, rapporteur) :
 « Le but de l'article est d'assurer la liberté à celui
 « même qui voudrait prendre pour objet de son
 « culte un rocher ou l'herbe qui serait sous ses
 « pas. »

Vergniaud : « L'article est un résultat du despo-
 « tisme et de la superstition sous lesquels la France
 « a si long-temps gémi. La maxime de l'église catho-
 « lique *hors de l'église point de salut*, n'avait pas établi
 « en France l'inquisition, mais avait garni nos Bas-
 « tilles. Lorsque l'assemblée constituante donna
 « la première impulsion à la liberté, il a fallu, pour
 « détruire des préjugés qu'on ne pouvait attaquer
 « de front, consacrer les principes de la tolérance,
 « et déjà c'était un grand pas de fait ; mais aujour-
 « d'hui nous ne sommes plus au même point ; les
 « esprits sont dégagés de leurs honteuses entraves,
 « nos fers sont brisés, et dans une déclaration *des*
 « *droits sociaux*, je ne crois pas que vous puissiez
 « consacrer des principes *absolument étrangers à*
 « *l'ordre social*. »

Danton (qui n'avait pas signé le plan de consti-
 tution du comité girondin) : « Nous avons paru di-
 « visés entre nous, mais au moment où nous nous
 « occupons du bonheur des hommes, nous sommes
 « tous d'accord : Vergniaud vient de vous dire de
 « bien grandes et éternelles vérités.... »

Un membre (1) : « La suppression de l'article nous mène, par deux chemins, au théisme ou à l'athéisme..... »

Un autre membre (2) : « Je demande que la convention s'interdise des discussions théologiques.... »

Féraud (dont un jour la tête recevra le salut de Boissy-d'Anglas) : « Par respect pour la divinité, ne continuons pas cette discussion.... »

L'article fut ajourné.

Ce drame simple et profond, joint aux idées générales du philosophe Condorcet, dit tout sur la doctrine morale et sociale des Girondins.

Dans leur système, l'homme est un être sensible, selon la philosophie de Condillac et d'Helvétius. — La société est une garantie pour l'homme de la jouissance de sa liberté naturelle; elle n'est qu'une forme, un mécanisme en faveur des *droits individuels*; l'individu est le principe et la fin. La loi du devoir est absente; l'idée de Dieu est en dehors de la morale comme de la société; la religion est une ennemie qu'il faut bannir. La formule rigoureuse de cette doctrine est l'*individualisme*, le *matérialisme*, l'*athéisme*, c'est-à-dire trois grandes négations : négation de la société comme loi nécessaire de l'humanité, négation de la puissance spirituelle de l'homme, négation de Dieu.

Une telle doctrine appliquée à l'ordre civil, devait

(1) Guyomard.

(2) Phelippeau.

nécessairement ramener tout à l'individu, devait tendre à la dissolution de la famille et par conséquent du mariage, fondement de la famille. Une telle doctrine devait favoriser et prodiguer le divorce comme moyen de ramener l'individu à sa liberté naturelle; elle devait aussi concourir à renverser les barrières des mœurs entre les enfans légitimes et les enfans nés hors du mariage; enfin elle devait traiter fort dédaigneusement le célibat des prêtres et autoriser leur mariage comme un acte de liberté naturelle et une juste protestation contre un faux et vieux préjugé.

Et ce caractère est en effet profondément empreint dans les décrets de la législative et de la convention; le principe girondin a passé tout entier dans les lois de la famille.

Rien n'est plus facile que de contracter mariage, dans cette phase législative, si ce n'est de dissoudre le mariage par le divorce. Un jeune homme à quinze ans révolus, une jeune fille à treize ans peuvent s'unir : il faut le consentement du père seul; lui mort ou interdit, le consentement de la mère est exigé. Les mineurs orphelins n'ont pas besoin de recourir au consentement des aïeux paternels ou maternels; la dépendance de la volonté des aïeux suppose le lien antique et fort de la famille; elle est écartée; il suffit de l'autorisation d'un conseil de famille composé de quatre parens et d'un juge de paix. Si le conseil ne consent pas, il s'ajournera à un mois; dans cette seconde épreuve, il ne pourra motiver son refus que sur le désordre notoire des mœurs de

la personne proposée, ou son défaut de réhabilitation après une peine infamante (1).

La loi du 20 septembre, qui a été si peu exigeante pour les conditions du mariage, a introduit le divorce « au nom de la *liberté individuelle* dont un « engagement indissoluble serait la perte. » Abusant de ce principe fondamental et si vrai en lui-même, que le mariage est distinct du sacrement et forme un contrat civil, l'assemblée législative l'a mis sur la même ligne que les contrats ordinaires. A côté du consentement qui préside au pacte du mariage, elle n'a pas vu cet engagement de la nature auquel est suspendu tout l'avenir d'une famille. La famille future, elle l'oublie dans ses lois sur le divorce, comme elle a dédaigné la famille présente dans ses règles sur le mariage. L'union conjugale étant un contrat civil du même ordre que les autres contrats, le consentement qui l'a formé peut le dissoudre; de là le divorce par consentement mutuel. Le législateur ouvre la porte à tous les caprices de la mobilité : époux fatigués de votre joug, allez devant six parens ou amis; s'ils ne vous concilient pas, un mois après (ou deux mois dans le cas où vous auriez des enfans), présentez-vous devant l'officier de l'état civil, avec le certificat de non-conciliation; il rédigera votre acte de divorce dans la même forme que votre acte de mariage: le bail est rompu; rien n'a été fait.

(1) Décr. 20 sept. 92; Décr. 7 sept. 93.

Mais si l'un des conjoints ne veut pas rompre, comment dissoudre le contrat? — Ne craignez rien, la loi sera plus indulgente pour la rupture de cet acte que pour le résiliement de la moindre des locations : la volonté d'un seul des époux suffira; plaignez-vous du caractère, de l'humeur de votre femme ou de votre mari, dites que votre humeur ne peut pas sympathiser avec la sienne, et après trois convocations devant les six parens ou amis, il y aura divorce pour incompatibilité d'humeur ou de caractère: deuxième mode de rupture.

Il en est un troisième, c'est le divorce pour motifs déterminés. Là se placent des causes vraiment appréciables et qui ne tiennent pas aux simples mouvemens de légèreté, d'inconstance réciproque ou singulière. Mais à côté de ces motifs graves, et qui ont occupé les législateurs de tous les temps, si ce n'est pas pour rompre, du moins pour relâcher les liens du mariage, se placent d'autres motifs qui tiennent au principe d'*individualisme*. Si un époux tombe en état de démence ou de folie, on affranchit l'autre, on fait taire les devoirs de l'humanité devant la pesanteur du lien; si un époux est absent depuis cinq ans sans nouvelles, la liberté est rendue à son conjoint.

L'émigration fut une cause spéciale de divorce que devaient d'abord apprécier les arbitres de famille (1). Depuis, celui qui établissait que son

(1) Décr. 8 août 92.

conjoint était émigré, absent, ou bien qu'il résidait en pays étranger ou même dans les colonies, pouvait, *sans aucune citation*, faire prononcer son divorce (1).

La loi, si facile à la rupture du lien, était d'une dureté extrême envers les époux que des scrupules de religion éloigneraient du divorce; elle leur refusait l'ancienne ressource de la séparation de corps : s'ils ne voulaient pas de la liberté nouvelle, ils devaient mourir sous le joug.

Mais, du reste, elle se pliait à toutes les ondulations de la mobilité humaine. Les époux divorcés avaient-ils envie de se reprendre; ils pouvaient se remarier ensemble. — Etaient-ils pressés de se remarier avec d'autres, « Il n'y a pas de raison, dit la loi « du 8 nivôse an 2 (2), d'empêcher un mari divorcé de se remarier *immédiatement* après le divorce. — Il n'y a pas de raison, porte encore « la même loi, d'empêcher une femme de se remarier « dix mois après le divorce, et s'il est constant que « le mari a abandonné depuis dix mois son domicile « et sa femme, celle-ci pourra contracter un nouveau « mariage aussitôt après le divorce. »

La question du divorce est certainement l'une des plus graves qui puisse s'agiter dans l'ordre religieux et social; mais l'assemblée législative lui a enlevé ce caractère par le dédain avec lequel sa philoso-

(1) Décr. 24 vend. an 3.

(2) La loi du 20 septembre avait d'abord imposé le délai d'un an:

phie matérialiste a traité le mariage. Ce n'était pas ainsi que la question avait été attaquée en Angleterre, lors de la révolution de 1642 : c'est Milton qui la souleva dans une adresse au long parlement (1) ; et dès l'abord il s'empara du point de vue chrétien : « Ce n'est pas Dieu qui a défendu le divorce, disait-il, c'est le prêtre : la loi de Moïse permet le divorce ; la loi du christianisme n'a pas aboli cette loi de Moïse ; la loi canonique est ignorante et inique..... »

C'est en effet du point de vue du christianisme que la question du divorce doit être considérée. Sous l'empire d'une loi morale qui repousse la pluralité des relations, qui associe la destinée corporelle et spirituelle de l'homme et de la femme, et qui est suivie par tous les peuples issus de l'Evangile, il est une cause essentielle de divorce, c'est celle qui brise la réalité morale de cette union, qui arrache du cœur de l'époux tout sentiment de respect, d'estime, d'affection : L'ADULTÈRE. La loi chrétienne qui élève si haut le mariage en proclamant l'unité, l'indissolubilité du lien, ne voit plus le mariage après la souillure de l'âme et du corps (2).

Mais l'école sensualiste du 18^e siècle, représen-

(1) Traité de Milton sur le Divorce ; voir l'Essai de la Littérature anglaise de M. de Chateaubriand.

(2) Nous ferons une remarque qui pourra paraître singulière ; c'est que nul écrivain n'a mieux apprécié l'indissolubilité du mariage et le divorce que l'un des premiers chefs de l'école Saint-Simonienne, *Bazar*, dans une brochure postérieure à la séparation de l'école en deux branches. — 1832, Discussions morales, etc.

tée par la législative et la convention, était bien loin de l'esprit de la loi chétienne; ne cherchons ici aucun rapport de cette nature. Les lois de cette période ne peuvent nous offrir qu'une forte expression de leur dédain du mariage. Le fait le plus caractéristique en ce genre est l'assimilation des enfans naturel aux enfans légitimes. — « La différence qui existe entre eux (disait Cambacérès dans un premier discours) est-elle juste ? Peut-il y avoir deux sortes de paternité ?..... Présenter ces questions à des législateurs philanthropes, c'est préjuger leur solution. Ce serait leur faire injure que d'oser croire qu'ils fermeront l'oreille à la voix incorruptible de la nature, pour consacrer à la fois et la tyrannie de l'habitude et les erreurs des jurisconsultes.... Aussi je ne crains point de vous proposer de placer, dans la famille, les enfans naturels nés de personnes libres, presque au même rang que les enfans légitimes, sauf *quelque différence* en faveur de ceux-ci et uniquement dans la vue de favoriser l'institution du mariage.... »

Cette sorte de réserve qui, le 4 juin 93, faisait seulement décréter en faveur des enfans naturels le droit de succéder à leurs père et mère, disparut quelques mois après. Le décret du 12 brumaire an 2 proclama l'identité des droits des enfans légitimes et des enfans naturels. Cambacérès, chargé de ce second rapport, osa même

(1) Rapp. du 4 juin 1793. (Choix des Rapp., t. 43-347.)

dire que, dans son opinion personnelle, l'assimilation devait aller plus loin, qu'elle devait s'étendre *aux enfans adultérins*. « Dans un gouvernement basé « sur la liberté, les *individus* ne peuvent être la « victime des fautes de leur père. L'exhérédation « est la peine des grands crimes; l'enfant qui naît « en a-t-il commis? Et si le mariage est une institu- « tion précieuse, son empire ne peut s'étendre jus- « qu'à la destruction de l'homme et des droits du « citoyen.... » Telle était la morale personnelle et logique du rapporteur qui se présentait comme le fondateur des lois civiles de la France; mais il ajoutait: « Ce n'est pas de mes propres pensées que « je devais vous entretenir, c'est de la discussion « du comité. On a pensé presque unanimement « que le respect des mœurs, la foi du mariage, les « convenances sociales ne permettaient pas de com- « prendre dans la disposition les enfans nés de ceux « qui étaient déjà liés par des engagements.

« *A l'égard des autres*, nous aurions été en con- « tradiction avec nous-mêmes si nous n'avions pas « reconnu que leurs droits doivent être LES MÊMES « que ceux qui sont attribués aux *enfans légitimes*; « mais en consacrant ce principe incontestable, « nous avons estimé qu'il devait souffrir quelques « modifications déterminées par l'état actuel de la « société et par la transition subite d'une législa- « tion vicieuse à une législation meilleure (1). »

(1) Second rapport., 12 brum. an 2. (Choix, t. 43-353.)

Pour jouir de cette similitude de droits, les enfans naturels devaient prouver leur possession d'état par acte public ou privé du père et de la mère, ou par la justification des soins donnés par ceux-ci, sans interruption, tant à l'entretien qu'à l'éducation de l'enfant. — La reconnaissance du père suffisait pour la mère décédée, absente ou dans l'impossibilité absolue de confirmer par son aveu la reconnaissance du père(1). L'honneur, la fortune d'une femme, d'une famille, étaient livrés à la merci d'une telle reconnaissance ! — Il n'y avait plus qu'une chose à faire pour assimiler l'union tout-à-fait libre au mariage, c'était d'encourager la femme, dans cet état, à se parer de son titre ; et des récompenses furent décrétées en faveur des filles-mères..!

C'est au milieu de ce mépris déversé sur les institutions de la famille, que surgit la question du mariage des prêtres. Le même principe d'immoralité devait ici, loin de contrarier le mariage, le favoriser comme un moyen d'attaquer les derniers débris du culte et de la discipline catholiques. La question cependant n'a jamais été abordée par la convention avec cette franchise, avec cette nudité d'argumentation qui lui étaient habituelles. La première motion sur le mariage des prêtres fut

(1) Décr. 12 brum. an 2, art. 8-11.

Nous verrons au § suivant le détail des droits de succession des enfans naturels.

faite dans la législative à la fin de 94 (1) : « L'attention de la nation , disait son auteur , n'est pas de vouer au célibat une classe de citoyens , de la condamner à un état que la nature réprouve et auquel elle n'est assujétie par aucune loi. » — Un évêque constitutionnel combattit la motion (2) : « Vous vous occupez en ce moment d'éteindre le feu qui consume l'empire , et par l'impolitique motion qui a été faite , vous allez l'alimenter..! » L'assemblée se hâta de passer à l'ordre du jour. — La convention fut appelée sur ce sujet par une pétition ; elle répondit par un ordre du jour motivé « sur ce qu'un citoyen peut se pourvoir devant les tribunaux contre la violation de la loi sur la liberté des mariages. » Plus tard elle déclara « qu'une loi ne pouvait priver de leurs traitemens les ministres du culte catholique qui se mariaient. » — Mais comme les évêques constitutionnels luttèrent contre le mouvement qui emportait les ecclésiastiques vers le mariage , le décret du 19 juillet 93 parla le langage de la menace : « Les évêques qui apporteront , soit directement , soit indirectement , quelque obstacle au mariage

(1) Motion de Delaunay d'Angers, séance du 49 oct. 1794. (*Hist. parlem.*, 12-270.)

On remarque que la première discussion publique sur le mariage des prêtres est engagée par un ecclésiastique, dans l'église de Saint-Etienne-du-Mont. (*Hist. parl.*)

(2) Lecoq, évêque d'Ile-et-Vilaine.

« des prêtres, seront *déportés et remplacés*. » — Et enfin, dans l'an 2, la Terreur vint au secours de la pensée du mariage : une loi de brumaire portait :
 « Les membres du culte catholique mariés, con-
 « tractés ou publiés, ne seront point en état de dé-
 « portation ou de réclusion (1). »

Voilà comment la convention a résolu la question du mariage des prêtres ; la violence a fait l'unique fond de la solution.

Et cependant, au dehors, les principes furent proclamés avec courage : le canoniste célèbre que nous avons vu mettant la main à la constitution civile du clergé et défendant l'œuvre du comité ecclésiastique de 94, Durand-de-Maillane entra hardiment dans l'arène. Membre de la convention, il joignit l'autorité de sa doctrine aux lettres pastorales des évêques constitutionnels, de Claude Fauchet, entre autres, qui discuta la question et le droit de censure sur les prêtres mariés dans le cercle de l'autorité purement spirituelle des évêques ; mais les dénonciations de la presse et de la tribune s'élevèrent contre ce dernier (2) ; et voici comment Claude Fauchet juge le moment révolutionnaire où la doctrine du mariage des prêtres fut répandue dans l'église nouvelle : c'est au mois de février 4793 :

« L'ancien monde touche à son terme ; il va bien-

(1) Décr. 25 brum. an 2.

(2) *Hist. parlem.*, 24, p. 310.

« tôt achever de se dissoudre. Un second chaos doit
 « précéder la création nouvelle ; il faut que les élé-
 « mens de la nature sociale se mêlent , se combat-
 « tent , se confondent pour faire éclore enfin la
 « société véritable ; c'est la guerre universelle qui
 « va enfanter la paix de l'univers ; c'est l'entière
 « dissolution des maux qui va créer la vertu des na-
 « tions ; c'est le malheur de tous qui va nécessiter
 « le bonheur général. — Nous sommes au mo-
 « ment le plus terrible de la crise de l'humanité.
 « J'ai cru que la philosophie qui l'avait préparé
 « pouvait l'adoucir et rendre moins douloureux ce
 « second enfantement de la nature ; mais la phi-
 « losophie dont l'invocation est sur toutes les lèvres,
 « n'a point encore d'empire dans les âmes ; on en
 « sent le besoin partout , on n'en trouve la réalité
 « nulle part. Rien de plus opposé à la philosophie
 « que ces têtes dominatrices et prétendues législa-
 « tives , qui n'ont pas même les élémens des mœurs ,
 « ni les principes du sens commun. *Avec le maté-*
 « *rialisme* , on a la morale des brutes ; *avec l'irréli-*
 « *gion* , on a la dissociabilité même ; *avec l'irréflexion*
 « *habituelle* , on a l'impuissance de faire des lois sta-
 « bles et de créer un gouvernement ; *avec toutes les*
 « *passions* sans frein , on a tous les maux sans
 « remède. — Ainsi nous touchons à l'extrémité des
 « choses humaines..... Regardez , s'il vous est pos-
 « sible , ces hommes qui s'appellent amis de la sa-
 « gesse , et reculez d'horreur : ce sont des monstres
 « d'une violence effrénée , d'une immoralité infame ;
 « une insatiable fureur de domination les possède ;

« ILS ONT FAIM DE TOUTES LES TYRANNIES ET SOIF DE
 « TOUS LES CRIMES ; voilà les pères de la liberté...!—
 « Oui, certes ils l'enfanteront par la nécessité où
 « ils auront mis l'humanité de la produire, pour
 « exterminer ce dernier despotisme de la licence
 « et de l'impiété, qui va largement remplacer tous
 « les despotismes des cours et des superstitions.....
 « L'état actuel de la religion en France est un état
 « de crise extrême, et la révulsion des consciences
 « pour repousser l'oppression sera terrible..... Il est
 « effroyable, l'aveuglement des athées qui veulent
 « dominer en France et persécuter, avec une tyrannie
 « qui se montre tous les jours plus insolente et plus
 « féroce, cette religion si propice à la libération du
 « genre humain (1)...!

Le mariage des prêtres était donc jeté dans le monde social par la violente irruption des principes matérialistes. Ce n'était pas sous l'empire de telles passions que pouvait se produire dogmatiquement cette question si grave, qui a ses racines dans le catholicisme du moyen-âge, mais à laquelle tient peut-être le catholicisme moderne ; ce n'est pas en nous plaçant devant de tels souvenirs que nous pouvons examiner le principe en lui-même. Les derniers restes du catholicisme disparaissaient tous les jours : quelques mois après la défense de la discipline ecclésiastique par un canoniste jurisconsulte et un évêque constitutionnel, on vit le clergé

(1) *Journal des Amis*, de Cl. Fauchet, 16 fév. 93. (*Hist. parlam.*, 524-96.

de Paris, son évêque en tête, se rendre au sein de la convention nationale et abdiquer solennellement les fonctions du sacerdoce, abdiquer la religion chrétienne !

A cette scandaleuse abjuration le président de l'assemblée répondait : « Vous venez de vous élever à « cette hauteur de la révolution où LA PHILOSOPHIE « VOUS ATTENDAIT ! » — Les abdications et abjurations se succédèrent pendant plusieurs jours à la barre, à la tribune. Elles étaient si impudentes et si nombreuses, qu'elles finirent par fatiguer Danton même et Robespierre. Une seule voix a protesté alors au nom du catholicisme, celle de l'évêque de Blois : « quant à moi catholique par conviction et « par sentiment, prêtre par choix, j'ai été désigné « par ce peuple pour être évêque ; mais ce n'est « ni de lui ni de vous que je tiens ma mission (1). » Cette voix courageuse se perdait dans les imprécations populaires, dans les clameurs des apostats, dans les profanations de Notre-Dame (2) ! Et bientôt Saint-Just, jetant du haut de la tribune un coup d'œil ironique et cruel sur l'état moral de la France, disait, au nom du comité de salut public, ces paroles d'un sens profond et caractéristique : « On croirait que le prêtre s'est fait ATHÉE et que « L'ATHÉE S'EST FAIT PRÊTRE. »

Renvoyons donc à un autre temps, à une époque où l'on pourra encore avouer le christia-

(1) 17 brum. an 2; rapp. 13-230.

(2) 20 brum. an 2, fête et promenade de la déesse Raison.

nisme et l'église, l'examen de la question du mariage des prêtres, sous le rapport historique du droit religieux et civil; et entrons maintenant dans *l'ordre réel* de la famille, pendant la période conventionnelle.

§ 2. — Rapports réels. — Loi du 17 nivôse an II, et lois analogues. — Destruction du système réel des coutumes.

L'assemblée constituante avait supprimé les droits d'aînesse et de masculinité; elle avait effacé la différence des biens nobles et roturiers et proclamé le principe de l'égalité des partages. Mais elle avait oublié ou épargné les substitutions fidéicommissaires qui s'étaient unies au régime féodal et absolu, et que Mirabeau, dans son discours posthume, avait dénoncées à l'esprit de réforme.

La convention, dans ses premières séances, en prononça l'abolition; mais la loi du 14 novembre 1792, sur les substitutions, n'avait point le caractère rétroactif qui marqua les lois postérieures : « Toutes
« substitutions sont interdites et prohibées à l'avenir.
« — Les substitutions faites avant la publication du
« présent décret, par quelques actes que ce soit,
« qui ne seront pas ouvertes à l'époque de ladite
« publication, sont et demeurent abolies et sans
« effet. — Les substitutions, ouvertes lors de la
« publication du présent décret, n'auront d'effet
« qu'en faveur de ceux seulement qui auront alors
« recueilli les biens substitués, ou le droit de les
« réclamer. » Cette loi avait un but politique, mais un but légitime et social. Les anciennes or-

donnances avaient proscrit les substitutions indéfinies; elles les avaient successivement réduites à deux degrés, elles avaient agi sur le passé en enlevant des espérances et non des droits ouverts. Le décret de 92 enlevait aussi des espérances, mais il ne dépouillait pas les personnes d'un droit acquis. Il mettait la propriété définitive où il trouvait le droit de possession; il faisait cesser l'inaliénabilité dont étaient frappés les biens compris dans une substitution. C'est improprement que Merlin suppose à cette loi abolitive un effet rétroactif : « En abolissant les substitutions non encore ouvertes, dit-il, les lois de 92 se donnent à elles-mêmes un effet rétroactif; c'est rétroagir que d'annuler après le décès d'un testateur une condition sous laquelle, en se conformant aux lois, il avait appelé une ou plusieurs personnes à lui succéder (1). » Cette rétroactivité, si l'on peut lui donner ce nom, n'avait aucun caractère de spoliation, puisqu'elle consistait seulement à enlever aux substitués une espérance, et que le véritable caractère de l'effet rétroactif est dans l'enlèvement d'un *droit acquis*. La convention a signalé elle-même la différence qui séparait la loi du 14 novembre des œuvres rétroactives de l'an 2. « Le décret de 1792, dit-elle dans une loi explicative, a fait assez en conférant au possesseur la pleine propriété, pour faire cesser une indisponibilité aristocratique, funeste d'ailleurs

(1) Décr. 8 ventôse an 2 (26 fév. 1779).

« au commerce et aux transactions. Mais nulle
 « faveur n'était due ni aux grevés, ni aux substitués,
 « ni aux leurs, qui n'étaient, à vrai dire, que des
 « privilégiés de famille, pour discuter ou changer
 « leur condition respective, dans l'intervalle du
 « 14 juillet 1789 au moment où fut portée la loi
 « d'abolition des substitutions; à cette époque,
 « on ne vit que *la possession pour y consolider*
 « *la propriété*, et cette loi, qui ne dut son existence
 « qu'à des considérations politiques, n'a rien
 « de commun avec celle du 17 nivôse an 2. —
 « S'il y avait quelqu'un de favorable, *sous les*
 « *rapports de la nature*, ce seraient les parens ex-
 « propriés du substituant, et non ceux des grevés et
 « des substitués (1). » — A cette sorte de regret
 exprimé en faveur des parens du donateur origi-
 naire répondirent bientôt des pétitions formelles,
 adressées à la convention, afin que les objets compris
 dans la disposition primitive fussent remis, par les
 grevés, aux héritiers naturels dépouillés par la subs-
 titution. Mais la convention recula devant cette idée
 subversive du passé; elle repoussa, quoique en
 l'an 2, la rétroactivité brutale que l'on réclamait
 en faveur des héritiers naturels du disposant : « Un
 « double inconvénient existerait dans l'intervention
 « proposée (dit une autre loi interprétative); le
 « premier, d'ôter aux grevés une propriété qui, dans
 « leurs mains, a été consolidée à l'usufruit par une
 « loi solennelle, et dont ils ont pu disposer sous la

(1) Décr. 22 ventôse an 2; Réponse à la 52^e question.

« foi même de cette loi; le second de rappeler
 « indéfiniment à l'exercice des droits perdus depuis
 « long-temps pour les héritiers naturels; en cet état,
 « l'ordre social *doit rester* supérieur à l'intérêt de quel-
 « ques particuliers (1). »

Les substitutions fidéicommissaires formaient une institution aristocratique que le courant révolutionnaire devait nécessairement emporter; mais les droits de *retour*, malgré quelques analogies de caractère, ne devaient pas subir le même sort. De profondes différences les distinguaient; aussi le décret du 14 novembre frappa les substitutions fidéicommissaires et non les stipulations de retour. La loi du 17 nivôse maintint même expressément ces stipulations : « Les biens donnés par les ascendants
 « avec stipulation de retour ne font pas partie de
 « la succession des descendants, *tant qu'il y a lieu au*
 « *droit de retour* (2). » Or, dans l'ancien droit, on connaissait le retour *légal* et le retour *conventionnel*. En droit romain, le retour légal en faveur des ascendants, et le retour conventionnel ou stipulé par les donateurs autres que des ascendants, étaient purement *personnels* aux donateurs. Le retour légal, dans la jurisprudence française, avait conservé son caractère de personnalité; il ne se transmettait point aux héritiers du donateur, et l'on ne pouvait stipuler cette transmission; mais le retour conven-

(1) Décr. 9 fructidor an 2. — 21^e question. — Les mots *doit rester* sont mis ici par abréviation du passage.

(2) Décr. 17 nivôse an 2, art. 24.

tionnel était devenu *réel* dans les coutumes et transmissible aux héritiers, soit par stipulation expresse, soit même de plein droit. — Les lois révolutionnaires ne changèrent rien à cet état de choses. « Le droit de retour (disait M. Daniels devant la cour de cassation, qui a consacré plusieurs fois cette doctrine) ne peut être assimilé à une substitution lorsque le donateur exerce lui-même ce droit; ce n'est donc pas une substitution lorsqu'il est exercé par ses *héritiers*, qui ne représentent avec lui que la même personne (1). »

Le retour légal était en rapport avec le sentiment qui dicte souvent aux pères leurs libéralités; ils font pour leurs enfans ce qu'ils ne feraient pas pour d'autres personnes; ils les préfèrent à eux-mêmes, mais s'ils les perdent, ils doivent naturellement se préférer eux-mêmes aux héritiers collatéraux de leurs enfans et reprendre les objets donnés. — D'un autre côté, le retour conventionnel au profit du disposant et de ses héritiers était une sauvegarde offerte à la famille du donateur contre un ordre arbitraire de succession qui les dépouillait : il n'y avait donc rien, dans l'une et l'autre espèce de retour, qui pût exciter la violente antipathie des réformateurs. Au contraire, les droits de retour en faveur des parens du donateur, protégeaient l'ordre naturel des successions; et la convention

(1) Cass., arrêt du 11 frimaire an 6 : — Sirey, 6-141; les conclusions de M. Daniels s'y trouvent. (Voir aussi arrêt du 17 janv. 1809, et notre t. 4^{er}, p. 162.)

elle-même déclarait « que ses lois étaient loin
« d'avoir anéanti les moyens de retour à l'ordre
« naturel que les lois anciennes admettaient (1). »

L'assemblée constituante, comme nous l'avons vu, avait anéanti, dans l'ordre réel de la famille, les dispositions coutumières qui dérivait immédiatement de la féodalité; elle avait consacré quelques exceptions par respect pour les conventions matrimoniales et pour les droits acquis.

La convention supprima ces exceptions relatives au droit d'aînesse réservé par le décret du 15 mars 1790 (2); elle admit les ci-devant religieux à recueillir les successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789, malgré les prohibitions de la constituante.

Mais dans les coutumes subsistait encore tout un système de transmission qui était une conséquence plus éloignée, une dérivation médiate de la féodalité civile. Les institutions contractuelles, les distinctions des propres et des acquêts, des propres paternels et propres maternels, les différentes espèces de successions qui tenaient à ces distinctions de biens, faisaient une grande partie du droit coutumier.

La convention nationale qui, par l'anéantissement complet des droits féodaux, avait fait disparaître les derniers vestiges de la féodalité contractante, réagit

(1) Décr. 9 fructidor an 2, 18^e question.

(2) Décr. 4 janv. 93; Décr. 30 sept., qui ôte aux aînés de Normandie le droit de retrait à l'égard des puînés.

de toute son énergie radicale contre les statuts réels du droit des coutumes. La loi du 17 nivôse an 2 fut pour les coutumes ce que les décrets de la nuit du 4 août avaient été pour la féodalité politique.

C'est la doctrine de *l'ordre naturel des successions* qui a été le fond de la loi du 17 nivôse destinée à faire dominer l'esprit révolutionnaire dans les partages d'hérédités, à substituer au principe coutumier et conservateur des biens de la famille féodale le principe de morcellement et d'égalité absolue (1).

Dans la loi du 17 nivôse, il y a deux choses essentielles à distinguer : la partie rétroactive, et la partie constitutive du droit nouveau.

La rétroactivité dont elle était empreinte a soulevé une juste indignation. Tronchet, dans un rapport fait en l'an 9 devant la cour de cassation (2), qualifiait la loi de nivôse de « Loi essentiellement « vicieuse par l'effet rétroactif que contenait le plus « grand nombre de ses dispositions, incohérentes « dans leur ensemble, obscures et incorrectes dans « leur rédaction. » — Mais cette réprobation légitime a eu ses excès, et l'histoire ne doit pas les accepter. Ils furent signalés lors de la discussion

(1) « On sait que cette loi fut faite dans un esprit de morcellement » disait au conseil d'état Cambacérès, qui devait le savoir mieux que personne, lui qui avait présidé le comité de législation de l'an 2. (Séance du 25 frimaire an 11.)

(2) Il est textuellement rapporté dans les Questions transitoires de Chabot, t. 2, p. 408.

du code civil par le tribun Siméon : « La loi de
« nivôse, disait-il (4), est une loi sage et louable à
« beaucoup d'égards, qu'on aurait beaucoup plus
« appréciée si l'injustice de son effet rétroactif n'eût
« soulevé contre elle de trop justes ressentiments. »

— Nous devons donc marquer ici les dispositions
qui, par leur nature, ne pouvaient avoir qu'une
existence passagère, et celles qui avaient un prin-
cipe de durée digne d'être accueilli à une époque
plus normale.

La convention se reporta d'abord par la pensée
au 4/4 juillet 89; elle vit le peuple faire acte de
souveraineté dans ce jour historique, et la ré-
volution prendre possession de la société; elle vou-
lut que la réforme civile et radicale dans les droits
de famille se reportât à ce jour. Et cependant le
comité de législation de l'an 2 ne proclama pas
comme un principe, même révolutionnaire, l'effet
rétroactif qu'il donnait à ses lois; en prenant pour
point de départ de toutes les annulations le 4/4
juillet; en remontant de quatre ans et demi dans
l'effet des actes et des ouvertures de succession,
il voulait se persuader et persuader à la nation
française qu'il ne violait pas le principe de la non-
rétroactivité; tant il est vrai que les maximes vrai-
ment sociales ont peine à disparaître, même au
plus fort de l'orage! Il disait dans le décret expli-

(4) Discours au corps législatif sur les success., exp. des motifs, 4-236.

catif du 22 ventôse (1) : « Il n'y a point d'effet rétroactif à dater du 14 juillet, parce que la loi n'a fait que développer les principes proclamés par un grand peuple qui s'est ressaisi de ses droits. L'effet rétroactif commencerait là seulement où l'on dépasserait cette limite. » — mais vainement la convention protestait de son respect pour le principe de non-rétroactivité ; elle le violait ouvertement, et elle reconnut elle-même cette violation après le 9 thermidor ; car elle revint sur ses pas et annula plusieurs dispositions rétroactives.

Ce qui explique la loi, mais ne justifie pas le comité de législation présidé par Cambacérès, c'est qu'à l'époque où il proposait la loi du 17 nivôse, la convention était sous l'empire du comité de salut public et du triumvirat Robespierre, Saint-Just et Couthon. C'est le 5 nivôse que Robespierre commençait à dérouler, au nom du comité, le plan conçu entre Saint-Just et lui pour la reconstitution sociale. Le radicalisme le plus impitoyable s'annonçait par ces paroles prononcées en présence de toutes les ruines qu'avait faites la révolution : « Le but du gouvernement constitué est de conserver la république, celui du *gouvernement révolutionnaire est de la fonder.* » — Et son émule disait dans un rapport subséquent (2) : « Concevez-vous qu'un empire puisse exister si les rapports civils aboutis-

(1) Décr. 22 ventôse an 2, art. 4.

(2) Rapport du 8 ventôse au nom du comité de salut public.

« sent à ceux qui sont contraires à la forme du
 « gouvernement ? Ceux qui font des révolutions à
 « moitié n'ont fait que se creuser un tombeau. La
 « révolution nous a conduit à reconnaître ce prin-
 « cipe que celui qui s'est montré l'ennemi de son
 « pays n'y peut être propriétaire ; il faut encore
 « QUELQUE COUP DE GÉNIE POUR NOUS SAUVER. » —
 C'est entre ces deux rapports des dominateurs de
 la convention que se place la loi de nivôse an 2
 qui eut Berlier pour rapporteur. C'était un *coup*
de génie imparfait peut-être aux yeux de Saint-Just
 qui déclarait quelques jours après (8 nivôse) « que
 « la révolution faite dans le gouvernement n'avait
 « point pénétré *dans l'état civil.* » Mais son maître
 avait meilleure opinion du radicalisme convention-
 nel appliqué à la société civile ; car Robespierre
 disait un peu plus tard (1) : « Le monde a changé ;
 « il doit changer encore. Qu'y a-t-il de commun
 « *entre ce qui est et ce qui fut ?* »

Et en effet, après la loi du 17 nivôse, la ré-
 volution, en s'adressant à l'ancienne société civile,
 fondée sur les coutumes, avait pu dire, comme
 Robespierre : QU'Y A-T-IL DE COMMUN ENTRE CE QUI
 EST ET CE QUI FUT ?

C'est l'article 61 de la loi de nivôse qui met-
 tait l'abîme entre la société coutumière et la so-
 ciété nouvelle : « Toutes lois, coutumes, usages
 « et statuts relatifs à la transmission des biens par

(1) Rapport du 28 floréal an 2.

« SUCCESSION OU DONATION, sont déclarés abolis, sauf
 « à procéder au partage des successions échues de-
 « puis et y compris le 14 juillet 89, et de celles
 « à venir, selon les règles qui vont être ci-après
 « établies. »

Et la première règle générale est celle-ci : « La
 « loi ne reconnaît aucune différence *dans la nature*
 « *des biens* ou dans *leur origine* pour en régler la
 « transmission. »

Ainsi disparaissent la distinction des acquêts et des propres, comme base de succession, la distinction des propres paternels et des propres maternels, qui était une dérivation du droit féodal, et cette règle *paterna paternis, materna maternis*, qui avait passé dans l'universalité des coutumes, et qui, repoussée par le droit écrit, constituait à l'égard des successions, la principale différence entre les deux législations du Nord et du Midi de la France.

La convention nationale avait décrété, le 7 mars 93, « que la faculté de disposer de ses biens, soit à
 « cause de mort, soit entre-vifs, soit par donation
 « contractuelle, en ligne directe, *était abolie*; en
 « conséquence, que tous les descendants auraient un
 « droit égal sur le partage des biens de leurs as-
 « cendants. »

La loi du 17 nivôse reproduisit cette prohibition (1); mais de plus, elle prohiba la faculté de

(1) La loi du 5 brumaire an 2, art. 9, avait statué auparavant dans le même sens, mais elle a été refondue dans la loi du 17 nivôse, qui l'a déclarée *non avenue*.

disposer en ligne collatérale : dans les successions directes et collatérales fut donc établie l'égalité la plus absolue. Les institutions *contractuelles*, qui étaient d'un usage général dans les pays coutumiers, les institutions testamentaires, qui faisaient le droit commun dans les provinces méridionales, furent abolies : la puissance d'exhérédation mise aux mains des pères de famille par les ordonnances, pour défendre la société aristocratique, fut une arme à jamais brisée. — Il n'y eut plus que des successions *ab intestat* ; les dispositions à *titre universel* furent proscrites dans leurs effets futurs. Les instituans, donateurs et testateurs vivans, au moment de la loi, devaient refaire leurs dispositions universelles, d'une date antérieure au 14 juillet, autrement elles étaient nulles et non réductibles. Toutefois, selon la remarque du savant Tronchet (1), c'est la *disposition universelle* qui était nulle ; l'acte ne l'était pas ; il pouvait valoir pour les dons ou legs particuliers.

Le droit de disposer ou de tester ne fut pas complètement anéanti ; la convention ne poussa pas le matérialisme jusqu'à ce dernier degré d'expression légale ; ce droit fut restreint à celui de faire des dons ou legs à titre singulier.

Celui qui avait des enfans pouvait tester du dixième de ses biens, pourvu que ce ne fût pas en faveur d'un de ses enfans : c'était l'opinion de Mirabeau

(1) Rapp. fait en l'an 9, devant la cour de cass.

acceptée, sous un rapport, par le comité de législation de 93.

Celui qui avait des parens collatéraux pouvait tester du sixième de ses biens, pourvu que ce ne fût pas en faveur de l'un des successibles. L'égalité devait donc régner avec une rigueur inflexible entre les héritiers soit directs, soit même collatéraux; c'était cette égalité toute matérielle que Pétion et Robespierre avaient réclamée dans la grande discussion de 1794 sur le droit de tester. — Le droit coutumier avait prohibé généralement les avantages entre époux, sauf l'exception du don mutuel. La prohibition formait un *statut réel* (1), et tenait au principe de la conservation des biens dans les familles, principe qui eût été stérile si les époux avaient pu faire passer de leur famille dans celle de leur conjoint la fortune qui leur revenait. Les coutumes cependant avaient eu souci du sort des femmes : elles leur avaient accordé un douaire, et, dans le Midi, des gains de survie pour protéger leur existence contre le pouvoir administratif du chef de la communauté ou de la société d'acquêts. — La loi de nivôse renversa ce système de fond en comble : « Les anciennes coutumes, disait le rapporteur « Berlier, avaient apporté aux avantages entre « époux des limitations que la morale publique a « fait écarter, parce que l'espoir des libéralités res- « pectives resserre le nœud du mariage et améliore

(1) C'est la doctrine de Dargentré, Dumoulin, Boullenois; Chabot, 4-349.

« ainsi le principal état de l'homme en société. »
 — Les époux furent libres de se faire, pendant le mariage, toute espèce d'avantages, singuliers ou réciproques, même par donation entre-vifs et irrévocable. Les dons mutuels, qui, sous certaines coutumes, étaient une exception, furent permis partout. Ils cessèrent d'avoir les limites statutaires. La loi de nivôse étendit aussi son influence sur les dispositions de l'édit des secondes noces, quant à la portion d'*enfant le moins prenant*, que l'époux veuf pouvait seulement donner à son nouveau conjoint. Le système restrictif fut effacé des coutumes et des ordonnances; mais cependant, et *dans tous les cas*, les avantages entre époux devaient se réduire à l'usufruit de la moitié des biens, s'il y avait des enfans du mariage.

La prohibition des coutumes étant anéantie, la loi du 17 nivôse ayant introduit de nouvelles règles sur les avantages à stipuler entre époux, ceux qui ont contracté mariage depuis cette loi n'ont pu réclamer l'effet des anciens statuts locaux (1). Le douaire, qui était l'avantage coutumier en faveur des femmes, l'augment de dot, qui représentait le douaire en pays de droit écrit, et les autres gains de survie de même nature, cessèrent d'exister.

Le douaire *propre aux enfans*, dans la coutume de Paris et plusieurs autres coutumes, étant un statut

(1) Décr, 17 nivôse, art. 13; arrêt de cass., 20 sept. 1809; Chabot, 1-322.

relatif à la transmission des biens, fut compris dans les abolitions du 17 nivôse. — Il en fut de même de l'usage des renonciations *contractuelles* faites par les filles dotées. Les exclusions coutumières avaient été abolies par l'assemblée constituante (1); mais les renonciations contractuelles aux successions des pères et mères, dans les coutumes qui n'admettaient pas l'exclusion de plein droit, avaient été négligées (2); la grande réaction de l'an 2 les atteignit, améliora le sort des filles renonçantes et rétablit l'équilibre entre elles et leurs frères.

La loi de nivôse, en proscrivant les institutions d'héritier par contrat ou par testament, en frappant sur les coutumes et sur les traditions du droit romain qui ne tenaient pas au principe rationnel de ce droit, en prohibant les dispositions à titre universel, sans distinction du Nord ou du Midi, ne touchait point cependant aux formes extérieures des testaments et des donations, aux conditions de capacité requises pour leur validité; elle annulait les dispositions et non les actes. La raison s'en découvre facilement : la loi était essentiellement révolutionnaire; or, la nature et l'étendue des dispositions par donations ou par testaments, et non la forme des actes, pouvaient faire obstacle au but que la convention se proposait.

Ce but fut atteint : la réaction de la loi de ni-

(1) Décr. 8 avril 1791.

(2) Chabot, Q. transit, t. 2, p. 5.

vôse contre le *système réel* des coutumes, en matière de transmission de biens, est profonde et complète : elle n'oublie, elle n'épargne rien. La terre de la société féodale et monarchique est remuée dans tous les sens ; les racines des coutumes sont arrachées ; les jurisconsultes de la convention (1) savaient où il fallait frapper pour frapper à mort les anciennes institutions ; afin d'assurer leur succès, ils mêlèrent l'action rétroactive à l'action révolutionnaire.

Après avoir ainsi battu en ruine l'ancienne société, la loi du 17 nivôse formula sa pensée d'avenir, le système de succession destiné à remplacer celui des coutumes et du droit écrit. Elle confondit dans ses créations le mal avec le bien ; elle sema pour l'égalité absolue, anarchique, pour la divisibilité à l'infini ; mais, sous un autre rapport, elle créa un système rationnel et fécond.

Dans le droit ancien de la république romaine, le lien du sang ne constituait pas l'ordre successif ; le lien civil de famille, lequel tirait toute sa force de la puissance paternelle, était l'unique fondement du droit de succéder (2) ; c'était la transmission des biens mise en rapport avec l'aristocratie patricienne. Justinien renversa ce débris de la so-

(1) Il faut rappeler ici que le célèbre Merlin n'était pas alors du comité de législation, mais il convient avoir été appelé dans le comité pour assister à la préparation de la loi du 17 nivôse, Rép. success.

(2) On peut à cet égard consulter le bel ouvrage de M. Malpel, de Toulouse, sur les successions, p. 131.

ciété aristocratique de Rome ; la nouvelle 448 , inspirée de l'esprit du christianisme , a fondé le droit de succession sur l'ordre des affections naturelles : la parenté la plus proche devint le titre successif ; le lien du sang remplaça le lien aristocratique de la famille romaine. — Sous l'empire des coutumes, la succession a été fondée sur le droit d'aînesse et de masculinité , sur l'affectation à chaque branche de famille des *propres* incorporés au patrimoine du défunt ; c'était donc le lien féodal et purement civil , et non l'ordre naturel des affections , qui était le fondement des successions coutumières. Dans les pays de droit écrit , on reconnaissait la nouvelle 448 , et les liens de parenté ; mais l'institution d'héritier , combinée avec le droit d'aînesse et les idées féodales , avait comme paralysé ce principe salutaire.

La loi de nivôse remonta vers l'*ordre naturel* des affections ; le lien purement civil fut brisé , le lien du sang fut réhabilité : la révolution fit alors entre les coutumes et le droit romain , une heureuse transaction.

Le droit romain proclamait l'unité du patrimoine ou de l'hérédité ; les coutumes divisaient l'hérédité en plusieurs ordres de successions , successions des *meubles* , des *acquêts* , des *propres* : la loi de nivôse adopta l'unité de patrimoine. — Le droit romain , d'après la nouvelle 448 , en suivant l'ordre présumé des affections , transportait l'entière succession au parent du degré le plus proche , avec privilège pour le double lien en faveur des frères

germains ou de leurs enfans contre les frères utérins ou consanguins (1). Nulle division n'était opérée entre les diverses branches de la parenté. — Les coutumes qui distinguaient les propres en *paternels* et *maternels*, divisaient la succession des propres entre les deux familles.

La loi de nivôse confondit dans une seule succession les biens affectés à chaque ligne par les coutumes; mais elle appliqua aux lignes paternelle et maternelle le principe d'égalité qui était l'âme de la révolution. A la distinction des biens paternels et maternels elle substitua le partage égal entre les deux lignes; à un principe d'inégalité né du droit féodal, elle substitua un principe d'égalité qui naissait de la parenté et de sa division naturelle entre les deux familles à laquelle appartient tout enfant légitime.

La révolution française empruntait donc au droit romain l'idée de l'unité de patrimoine; au droit coutumier, l'idée d'une division entre les parens paternels et maternels; mais elle ôtait à chacun de ces élémens ce qu'il avait d'excessif. En prenant pour base l'ordre naturel des affections, elle les rapprochait et les conciliait. Cette transaction entre les deux élémens rivaux du passé a

(1) Ce privilège était établi par la novelle 118 et adopté par plusieurs coutumes, entre autres Poitou, 259; La Rochelle, 51.

Toutes les coutumes qui admettaient la représentation aux *termes de droit*, étaient présumées s'être soumises au privilège du double lien, quoiqu'elles n'en parlassent pas dans leurs dispositions. (Voir le *Traité du double Lien*, par V. Mignot, de Poitiers.

produit, en matière de successions, la théorie légale qui a pris possession de la société moderne, savoir : l'unité de patrimoine, la représentation indéfinie en ligne directe ; et quant aux successions des ascendants et des collatéraux, la division entre les deux lignes paternelle et maternelle, division qui détruisait le privilège du double lien (1).

Voilà ce que la loi de nivôse a fait, ce qui est resté d'elle au profit de l'avenir. Le résultat est grand, et il y aurait injustice à donner à tout autre code le mérite de cette innovation.

La convention, après avoir posé un principe salulaire, en a fait, dans un esprit de nivellement, des applications exagérées et fausses. — La représentation à l'infini fut admise en ligne collatérale ; cette disposition divisait une hérédité en branches multiples, donnait à chaque héritage un grand nombre de propriétaires, et à côté du morcellement plaçait une source inépuisable de procès. La loi, pour corriger le vice de cette représentation indéfinie, faisait une distinction entre la

(1) Décr. 22 ventôse an 2, 51^e question.

Une question agitée devant les tribunaux est de savoir si le privilège du *double lien* a été aboli par la loi du 17 nivôse an 2, ou par la loi du 8 avril 91, qui abolit l'inégalité entre héritiers *ab intestat*. Un arrêt de Metz, du 2 déc. 1835, n'a vu l'abolition que dans la loi du 17 nivôse an 2. Le pourvoi contre cet arrêt a été admis par la section des requêtes, le 23 août 1837. La loi de 91 n'a pas divisé les successions entre les deux lignes ; le privilège du double lien n'aurait donc pu être aboli que par une disposition expresse. — Au contraire, la loi de nivôse opérait cette division ; il y avait donc dérogation tacite au privilège du double lien. C'est ce qu'explique très-nettement le décret du 22 ventôse an 2, à la 51^e question.

famille supérieure et la famille inférieure. Les collatéraux des ascendants les plus proches étaient préférés à ceux des ascendants les plus éloignés : les biens ne pouvaient passer aux parens de l'aïeul du défunt lorsqu'il y avait des parens issus de son père (1). Le législateur de l'an 2 voulait aussi mettre une barrière à la représentation à l'infini qu'il décrétait en ligne collatérale ; et s'il cherchait à justifier cette espèce de représentation, c'était avec un langage incertain qui ne lui était pas habituel : « Les règles, disait-il, ont semblé devoir être communes en ligne directe et collatérale, et il a semblé plus simple et plus moral, qu'en tout genre de succession et sans égard à des précédés, on suivît toujours la condition de son auteur, en venant par représentation là où cet auteur vivant eût été le premier successible (2). » Mais c'était évidemment une application erronée du principe d'égalité, car la présomption d'affection qui s'étend sur tous les degrés de la ligne descendante, diminue et s'évanouit à mesure que les degrés s'éloignent et se multiplient en collatérale.

Les idées anarchiques qui avaient envahi la société politique eurent leur part dans la loi de nivôse. — Les droits des pères et mères dans les successions

(1) La *refente*, connue dans quelques coutumes, n'était pas admise.

(2) 22 ventôse an 2, 50^e question.

Il est à remarquer que ce mauvais principe avait des antécédens dans quelques coutumes.

prolongent en quelque sorte l'action de l'autorité paternelle. L'autorité paternelle est l'image d'un pouvoir, et la société de l'an 2, ennemie de tout pouvoir légitime, bannit des successions les droits des pères et mères en concurrence avec les frères et sœurs : « Pères et mères ne succèdent que si le « défunt n'a laissé ni frères et sœurs, ni *descendants* « de frère et sœur; les ascendans sont toujours « exclus par les héritiers collatéraux qui des- « cendent d'eux ou d'autres ascendans au même « degré (1). »

Enfin les idées d'*affection naturelle* eurent aussi, dans les lois de l'an 2, une application exagérée et destructive du respect que toute société doit au mariage et à la légitimité des enfans.

Dans l'ancien droit français où le lien purement civil réglait les successions, les enfans naturels n'avaient aucune part héréditaire. Ils n'avaient droit qu'à des alimens, sans distinction entre les bâtards et les adultérins; la condition des enfans naturels était la même en pays de coutume et en pays de droit écrit (2).

La convention, qui fondait tout un système de succession sur l'ordre des affections naturelles, devait sans doute reconnaître aux enfans nés de personnes libres, un droit dans la succession de leurs pères et mères. Mais emportée encore par une fausse

(1) 17 nivôse, art. 69-72.

(2) Les nouvelles 48 et 89, qui accordaient des droits étendus aux enfans nés hors mariage n'étaient pas suivies en France.

idée d'égalité, elle mit les enfans nés hors du mariage sur la même ligne que les enfans légitimes; elle déclara leurs droits de successibilité égaux à ceux des autres enfans (1); elle déclara même la successibilité réciproque entre les enfans naturels et leurs parens collatéraux (2); et pour rendre enfin plus complète l'assimilation à la filiation légitime, elle permit aux enfans et descendans d'enfans nés hors mariage de représenter leurs pères et mères dans l'exercice des nouveaux droits (3).

Les enfans adultérins ne furent pas tout-à-fait enveloppés de la même faveur que les enfans naturels. La convention leur accorda, à titre d'alimens, le tiers en propriété de la portion d'un enfant légitime, libéralité scandaleuse dans les riches successions, et part insuffisante dans les successions pauvres (4). — Mais l'adultère fut absous, dans ses effets relatifs aux enfans, s'il s'agissait de la succession de personnes séparées de corps par jugement ou par acte authentique : quelle que fût la certitude du vice de leur naissance, les adultérins alors étaient appelés, avec les enfans naturels et les enfans légitimes, au partage égal de la succession de leur père; il suffisait que leur naissance eût été *postérieure à la demande*

(1) Décr. 12 brum. an 2, et par conséquent postérieur à celui du 5 brum., refondu dans la loi du 17 nivôse an 2.

(2) Art. 9.

(3) Décr. 12 brumaire an 2, art. 16.

(4) La jurisprudence a reconnu que si le tiers était insuffisant pour les alimens, il ne fallait pas s'y renfermer rigoureusement. (Arrêt de Rouen, 8 germinal an 11, §. 7, 2-913.)

en séparation de corps. La loi admettait, sans doute, que le mariage avait été dissous, dès qu'il avait existé entre les époux une cause ou un désir de séparation; les époux avaient pu, dès ce moment, suivre l'impulsion d'affections désordonnées (1) : les enfans n'étaient plus le fruit de l'adultère, mais d'une relation libre. Le mépris du mariage et l'immoralité sont écrits en traits ignominieux dans le décret du 12 brumaire an 2.

Cependant il faut le dire, le législateur a empreint ses lois sur les enfans naturels et adultérins d'un caractère transitoire qui révèle peut-être quelque hésitation de conscience. Il assimile aux enfans légitimes les bâtards dont les droits étaient ouverts depuis le 14 juillet et s'ouvriraient depuis le 12 brumaire, mais il ne stipule pas hardiment pour l'avenir; il n'octroie l'immoralité qu'au présent : « A l'égard des enfans nés hors du mariage, dit-il, « dont les pères et mères seront encore existans lors « de la *promulgation du code civil*, leur état et leurs « droits seront en tous points réglés par les dispositions du code (2). » — Ainsi la morale publique pourra trouver un refuge; et le refuge en effet s'est ouvert à une époque meilleure.

Telle est, dans son ensemble, cette législation civile de l'an 2, qui a déraciné les coutumes et profondément labouré le sol de la vieille France.

(1) Décr. 12 brum. an 2, art. 14.

(2) Décr. 12 brum., art. 10.

A la loi du 17 nivôse expire le règne de la féodalité coutumière, la domination de la *réalité* sur la *personnalité*, de la terre sur l'homme (1).

SECTION TROISIÈME.

LOIS EXCEPTIONNELLES. — COMITÉ DE SALUT PUBLIC. — RÉACTION THERMIDORIENNE.

Nous venons de traverser une époque extraordinaire dans l'histoire des nations ; nous pourrions dire que les lois dont nous avons étudié l'esprit, la filiation, l'enchaînement, sont pour la plupart des lois exceptionnelles ; et cependant, même au milieu de cette époque convulsive, il y a encore un régime d'exception que l'histoire du droit est obligée de signaler ; il y a ce régime de la *Montagne* que la révolution de 93 elle-même qualifiait de *révolutionnaire*. C'est la dernière péripétie du drame historique de 93 et de l'an 2. Nous venons de voir ce qui, dans l'esprit de la période *conventionnelle*, devait être fondamental et durable ; il faut jeter un regard sur ce qui était transitoire ou tellement excentrique que bientôt la convention l'a révoqué par une réaction sur elle-même.

Le 24 janvier avait porté le défi à l'Europe ; au

(1) La loi du 17 nivôse a régi les successions jusqu'au code, sauf dans ses effets rétroactifs. L'effet rétroactif fut suspendu d'abord et puis aboli par les décrets du 5 floréal an 3, 9 fructidor, 3 vendém. an 4.

mois de février 93 s'étaient agités, dans un chaos menaçant, les élémens extrêmes de la révolution (1). Le mois de mars s'ouvrit par l'éclat d'une nouvelle d'effroi : revers de l'armée française en Belgique, levée précipitée du siège de Maëstricht, retraite forcée vers Valenciennes. Tout s'émeut dans Paris à cette nouvelle d'alarme, le peuple, les sections, les clubs, la commune, la convention : chaîne électrique par laquelle passe rapidement, s'agrandit, s'enflamme le mouvement révolutionnaire. La colère de septembre 92 rentre au cœur des hommes qui disaient à cette fatale époque : « Il faut nous montrer *terribles*, c'est du caractère qu'il faut pour soutenir la liberté. — Sans le 2 septembre, il n'y aurait pas de liberté, il n'y aurait pas de convention (2). » — Elle s'élève de nouveau, avec l'ouragan populaire, cette colère d'extermination qui appelle le sang, qui s'enivre d'avance de tous les excès des fureurs humaines. C'est Danton qui se dresse à la tribune de toute son audace : « Quoi ? vous avez une nation pour levier, la raison pour point d'appui, et vous n'avez pas encore bouleversé le monde !..... Eh ! que m'importe ma réputation ? Que la France soit libre, et

(1) Voir ci-dessus le fragment de Fauchet qui depuis expia sur l'échafaud sa peinture courageuse.

(2) Le ministre de la justice Danton, séance du 23 sept. 92.

Collot-d'Herbois, au club des Jacobins, novembre 92. — Il ajoutait : « Il ne faut pas se dissimuler que c'est là le grand *Credo* de notre liberté. » (*Hist. parlem.*, t. 10, p. 54, t. 20-236.)

« que mon nom soit flétri ! Que m'importe d'être
 « appelé *buveur de sang*... ? Eh bien ! buvons le sang
 « des ennemis de l'humanité, s'il le faut ; combat-
 « tons, conquérons la liberté.... — Le salut du peu-
 « ple exige de grands moyens, *des mesures terri-*
 « *bles*... Soyons terribles pour dispenser le peuple
 « de l'être.... Je demande que le tribunal révolu-
 « tionnaire soit organisé séance tenante (1).

Et dans la même séance du 10 mars est cons-
 titué « le tribunal criminel extraordinaire pour
 « connaître de toute entreprise contre-révolution-
 « naire, de tous attentats contre la liberté, l'éga-
 « lité, l'unité et l'indivisibilité de la république,
 « la sûreté intérieure et extérieure de l'état, et de
 « tous les complots tendant à rétablir la royauté,
 « ou à établir toute autre autorité attentatoire à la
 « liberté, à l'égalité et à la souveraineté du peuple,
 « que les accusés soient fonctionnaires civils ou mi-
 « litaires, ou simples citoyens. »

Le tribunal révolutionnaire et l'échafaud sont
 désormais en permanence.

La mort et la confiscation des biens sont orga-
 nisées contre tous par la généralité des termes du
 décret (2) : « Rien n'est plus difficile que de définir
 « *un crime politique* (disait le fougueux tribun) ;
 « mais si un homme du peuple, pour un crime par-

(1) Séance du 10 mars 1793.

Le tribunal révolutionnaire avait été réclamé par Carrier. (*Hist. parlem.*,
 t. 25, p. 49-57.)

(2) Décr. 10 mars 93, tit. 2, art. 1-2.

« tuculier, en reçoit à l'instant le châtiment, et
 « s'il est difficile d'atteindre un crime politique,
 « n'est-il pas nécessaire que des lois extraordinaires
 « *prises hors du corps social* épouvantent les rebelles
 « et atteignent les coupables ?

C'était là la première base du régime exceptionnel ; c'était sur l'institution judiciaire, qui frappait à la fois les personnes et les biens, que la Terreur arborait son drapeau : le couteau du Septembriseur était devenu le glaive de la loi.

Et cependant cela ne pouvait pas suffire au génie de la Montagne ; le tribunal révolutionnaire n'était qu'à Paris ; il fallait frapper partout en même temps : « Elle gonflera cette Montagne, « s'écriait Danton, elle roulera les rochers de la liberté et ses ennemis seront écrasés... ! » — Et alors ce terrible promoteur lance comme la foudre le décret qui met les aristocrates et tous les ennemis de la révolution *hors de la loi* (1). Il trouve dans ses farouches inspirations une éloquence qui ne peut être comparée qu'à celle donnée par Milton aux Princes des ténèbres : « Montrez-vous révolutionnaires, montrez-vous peuple, et la liberté « n'est plus en péril ; les nations qui veulent être « grandes doivent, comme les héros, être élevées « à l'école du malheur.

« ... Vous dites que le peuple est égaré ; mais pour-

(1) Décr. 27 mars 93. (Choix des Rapp., t. 44, p. 323.)

« quoi vous éloignez-vous de ce peuple ? Rap-
 « prochez-vous de lui, il entendra la raison. La
 « révolution ne peut marcher, ne peut être conso-
 « lidée qu'avec le peuple ; ce peuple en est l'instru-
 « ment ; c'est à vous de vous en servir.... Une
 « nation en révolution est comme l'airain qui bout
 « et se régénère dans le creuset : la statue de la
 « Liberté n'est pas fondue, le métal bouillonne...!
 « Je demande que la Convention déclare au Peu-
 « ple français, à l'Europe, à l'Univers, QU'ELLE EST
 « UN CORPS RÉVOLUTIONNAIRE. »

De là ces décrets de terreur qu'on interroge en-
 core avec une sorte d'effroi : dans l'ordre gouver-
 nemental, c'est la création du COMITÉ DE SALUT
 PUBLIC qui, dans sa première révolution trimestrielle,
 porte Danton, et qui, dans les autres, porte un
 esprit plus redoutable encore, Robespierre, et le
 triumvirat Robespierre, Couthon, Saint-Just (1). —
 Sous l'empire du premier comité, les sections et la
 commune font le 31 mai; la Gironde est vaincue et li-
 vrée au tribunal de mort. — Sous l'empire du
 second comité, Danton lui-même est envoyé à
 l'échafaud ; et par une amère dérision de la mort
 et des masses qu'il a si souvent déchaînées, l'auteur
 de tant de supplices, à son tour condamné, re-
 commande au bourreau de montrer sa tête au
 peuple !

(1) Décr. 40 avril 93.

Sur la proposition de Danton et d'Isnard. — Le premier comité fut créé
 pour trois mois; le deuxième comité commença le 40 juillet, et fut prorogé
 jusqu'au 9 thermidor.

La nouvelle dictature s'appelle, par décret de la convention, *gouvernement provisoire et révolutionnaire*.

Des convulsions de la France, de l'enthousiasme de ses bataillons qu'enfantait chaque jour LA PATRIE EN DANGER, du génie militaire qui calcule avec Carnot dans le secret du comité, ou qui se révèle, comme par inspiration, sur les champs de bataille, sort glorieusement l'indépendance nationale.

Alors commence à se formuler, dans les rapports faits par Saint-Just et Robespierre au nom du comité de salut public, un dogmatisme nouveau parmi les Jacobins. Un spectacle imprévu vient frapper la société tremblante. Ce n'est plus la fournaise *dantonienne* qui jette ses tourbillons de fumée et ses gerbes d'étincelles; ce bruit et cet éclat ont disparu : le métal est en fusion; des lignes sont tracées sur le sol par les ouvriers de la Terreur et se dirigent vers un moule inconnu; Robespierre et Saint-Just ont fait le moule; seuls ils ont le secret de sa nature et de ses replis intérieurs : bientôt ils donnent une issue au fluide brûlant des élémens sociaux, refondus par leur puissance inexorable; le ruisseau de sang et de feu coule silencieusement; il va tomber dans le moule béant.... Mais soudain le métal liquide s'arrête; il est lancé de toutes parts en étoiles enflammées; les impitoyables régénérateurs en sont frappés au front le 9 thermidor, et le moule mystérieux est brisé. Les nombreux conventionnels,

appelés depuis *thermidoriens*, qui avaient été longtemps les instrumens passifs du triumvirat, réveillés par leur propre danger, courageux par peur, livrent à l'échafaud, et le corps mutilé de Robespierre, et ses terribles coopérateurs (1).

Robespierre et Saint-Just ont prononcé bien souvent dans leurs rapports les mots de *morale* et de *devoirs*, d'institutions civiles et religieuses (2); mais comment vouloir se fixer sur la valeur réelle de leurs idées, comment chercher dans leur système des bases d'organisation sociale? Nous n'imiterons pas les recherches de cette nature que plusieurs ont tentées (3); si Robespierre, au point culminant de sa domination, marchait en triomphateur de la convention à la fête de l'*Etre suprême et de l'immortalité de l'âme*; s'il mettait le feu au bûcher qui devait consumer au Champ-de-Mars l'image de l'Athéisme vaincu, Saint-Just n'avait-il pas, à leur point de départ commun, proclamé cette maxime de l'athée : « Le monde a ses bornes au-delà desquelles est LA MORT ET LE NÉANT (4)? N'allons donc pas souiller les doctrines spiritualistes par l'attouchement de

(1) Les bruits du temps, qui furent redits même à la tribune, supposaient que Robespierre avait estimé à huit millions de victimes le nombre des personnes dont la mort devait assurer la révolution.

(2) Rapp. 5 nivôse, 17 pluviôse, 28 germinal an 2.

(3) Nous voyons avec peine, dans l'*Histoire parlementaire de la Révolution*, qui rend un si éminent service à l'histoire, une tendance à imprimer aux idées de Robespierre le cachet d'une certaine supériorité en matière d'organisation sociale. — Notre sympathie pour la doctrine des auteurs est grande, mais elle ne va pas jusque-là.

(4) Choix des Rapports, t. 44, p. 81.

ces grands sacrificateurs de 93 et de l'an 2; ce serait rappeler à la mémoire le viol du bourreau romain, exercé sur la vierge chrétienne au moment même du supplice.

Le régime exceptionnel se manifesta moins dans l'ordre civil que dans l'ordre gouvernemental; il n'eut pas le temps de tout envelopper. Cependant il marqua profondément sa trace à l'égard des personnes, des biens, des obligations.

I. *Quant aux personnes* : les ennemis de la révolution avaient été mis hors de la loi; de nouvelles catégories furent inventées par la loi sur les étrangers, par la loi des suspects, par celle sur les conspirations, sur l'éloignement des nobles et la police générale (1). Tous ceux que les dominateurs voulaient atteindre pouvaient être classés parmi les suspects et jetés dans les prisons. Des comités de surveillance, qui devinrent des comités révolutionnaires, furent institués dans ce but sur tous les points de la république (2).

L'histoire du droit ne peut s'empêcher de remarquer qu'un grand jurisconsulte fut le rapporteur de la loi des suspects. Merlin était dans cette triste occasion l'organe du comité de législation (3). — Ce souvenir protégea sans doute Merlin devant Robespierre quand il put craindre lui-même de passer pour suspect. Il s'humiliait à la tribune pour

(1) Décr. 6 sept. 93, 17 sept. 93, 27 germinal an 2.

(2) Décr. 24 mars 93.

(3) Rapp. du 17 sept. 93. (Choix de Rapp., 13-33.)

se faire pardonner la pensée qu'un décret nouveau (22 prairial an 2) qui étendait d'une manière illimitée la compétence du tribunal révolutionnaire, ne devait pas mettre les membres mêmes de la convention nationale, comme tous les autres citoyens, à la merci du dictateur : « Mes observations ne peuvent
« regarder Merlin (répondit froidement le trium-
« vir); ceux que cela regarde se nommeront eux-
« mêmes. »

II. *Quant aux biens* : le régime exceptionnel voulut donner un plus grand aliment à la confiscation. Les prêtres déportés furent assimilés aux émigrés, et par ce moyen leurs propriétés furent confisquées (1); les ecclésiastiques reclus (2), les femmes, les filles d'émigrés qui auraient vendu leurs biens (3), les parens qui recevaient chez eux leurs parens émigrés ou fugitifs, et qui ne s'en portaient pas les dénonciateurs, les pères et mères qui avaient des enfans émigrés, subirent la même assimilation et les mêmes conséquences : leurs biens furent séquestrés et mis en vente (4).

La confiscation, modifiée sous le nom de *maximum*, fut appliquée à la propriété industrielle et commerciale; le commerçant était obligé de vider ses

(1) Décr. 17 sept. 93.

(2) Décr. 22 vent. an 2.

(3) Décr. 4 germinal.

(4) Décr. 17 frimaire.

Les habitans de Lyon et de Bordeaux, qui n'étaient pas sortis lors du siège, furent frappés de semblables dispositions. — Décr. 23 juillet 93.

magasins et de consentir sa ruine en faveur des gens qui se présentaient avec le tarif du *maximum* d'une main et de l'autre des assignats décrédités. — Le décret contre les accapareurs ne voilait pas la confiscation sous quelques apparences; c'était la confiscation toute nue et appliquée sans réserve (1).

III. *Quant aux obligations* : la vente du numéraire fut prohibée; on déclara que les achats et ventes ne pourraient désormais contenir d'obligation qu'en assignats (2). — Au milieu des mesures révolutionnaires du mois de mars 1793, Danton fit décréter pour le présent et l'avenir l'abolition de l'emprisonnement pour dettes : « C'est une honte pour
« l'humanité, pour la philosophie, qu'un homme,
« en recevant de l'argent, puisse hypothéquer sa
« personne et sa sûreté. » — Et la convention trancha la grande question de la *contrainte par corps*, qu'un publiciste moderne a si énergiquement considérée comme la torture appliquée en matière civile (3). Mais la convention n'avait qu'un objet dans cette abolition instantanée, c'était d'ouvrir les prisons aux débiteurs et de favoriser la classe indigente : dans le même moment et le même esprit, elle imposait une taxe sur les riches (4). Quand les

(1) Décr. 26 juillet 93.

(2) Décr. 11 avril 93.

(3) M. de Broglie, dans un article profond de la *Revue Française*, année 1828.

(4) Décr. 9 mars 93. (*Hist. parlem.*, 25-20.)

taxes et les réquisitions furent comme épuisées par leurs renouvellemens successifs, une immense violation de dépôt eut lieu : un décret ordonna de verser dans la caisse de la trésorerie nationale et dans celles des receveurs de district les dépôts qui avaient été confiés à la foi des officiers publics (1). — C'est aussi à l'esprit exceptionnel, dans toute sa rigueur, qu'il faut attribuer les dispositions rétroactives dont furent marqués plusieurs décrets que nous avons signalés plus haut, et spécialement la loi du 17 nivôse sur les successions.

Enfin, et comme si quelque chose de fatal était attaché à l'an 2, la loi de l'abolition de l'esclavage dans les colonies (2), qui n'aurait dû être, dans le cours naturel de la civilisation, qu'un hommage lent et progressif rendu au sentiment de l'humanité et à la dignité de notre nature, l'abolition de l'esclavage ne fut qu'une grande calamité, que le signal des massacres de Saint-Domingue ! Ce n'était pas de la source démagogique que devait sortir l'émancipation des noirs : le matérialisme tue, mais il ne fonde rien. Que pouvait-il y avoir de commun entre les dominateurs de l'an 2 et la doctrine du Christ qui a proclamé l'égalité des hommes devant Dieu ?

Mais nous l'avons dit : la convention, qui était entraînée dans l'orbite du comité de salut public et

(1) Décr. 23 sept. 93.

(2) Décr. 16 pluviôse an 2.

du triumvirat par l'assentiment muet de la terreur, réagit sur elle-même en renversant Robespierre. La réaction thermidorienne vengea la Gironde frappée en masse, au 31 mai, les soixante-douze conventionnels qui avaient cherché dans la fuite un asile contre la proscription des dictateurs; elle vengea Danton lui-même dont le nom fut jeté comme un arrêt de mort à Robespierre épuisé de voix à la tribune : « *Le sang de Danton l'étouffe!* » s'écrièrent plusieurs membres et le nom de Danton fut le dernier mot que Robespierre murmura d'une voix éteinte, dans le tumulte des conjurés : « *Ainsi c'est pour venger « Danton...* » dit-il avec un effort de désespoir. Non, ce n'était pas pour réhabiliter Danton et ses inspirations anarchiques, que se levait enfin le 9 thermidor : au milieu de leurs préoccupations, de leurs craintes personnelles, les Thermidoriens étaient nécessairement entraînés vers la condamnation du système de terreur et de sang qui opprimait la France.

A l'éclat du 9 thermidor, les prisons encombrées de personnes de toutes classes s'ouvrirent, les poitrines si long-temps oppressées se dilatèrent : la première parole de la convention aux Français fut pour annoncer la répression des attentats contre les personnes et les propriétés : « Il faut que la liberté
« individuelle ne trouve de limites qu'au point où
« elle commence à blesser la liberté d'autrui; c'est
« la loi qui doit reconnaître et marquer ces limites.
« — Les propriétés doivent être sacrées : loin de
« nous ces systèmes dictés par l'immoralité et la

« paresse, qui atténuent l'horreur du larcin et
 « l'érigent en doctrine ! Que l'action de la loi as-
 « sure donc le droit de propriété comme elle as-
 « sure tous les autres droits du citoyen. — Tous
 « les actes du gouvernement porteront le caractère
 « de la justice, mais la justice ne sera plus pré-
 « sentée à la France sortant des cachots, toute
 « couverte de sang, comme l'avaient figurée de vils
 « et hypocrites conspirateurs (1). »

Pour la première fois depuis si long-temps, Sieyès recouvra la parole, et dans un rapport sur la loi de *grande police*, fait au nom des comités réunis de salut public, de sûreté générale, de législation, il dit : « Nos pensées, nos veilles, nos efforts doivent
 « tendre à sauver la liberté, à fonder, à établir
 « la république que nous n'avons guère que pro-
 « clamée. »

Il proposait des moyens de garantir la sûreté de la représentation nationale, et il ajoutait : « Si
 « une telle mesure de précaution avait été prise
 « avant le 31 mai, nous n'aurions peut-être pas à
 « déplorer une des époques les plus cruelles et les plus
 « désastreuses de l'histoire du monde. — Je ne vous
 « proposerai pas de ces horribles lois qui n'étaient
 « elles-mêmes que des attentats continuels contre
 « la liberté et la sûreté, qui n'étaient que des
 « patentes données à la scélératesse pour commet-
 « tre avec impunité les plus exécrables forfaits :

(1) Adresse de la conv., 18 vend. an 5. (Choix de Rapp., 15, p. 4-6-7.

« la loi ne créera pas des *suspects* pour en faire à l'instant même des *condamnés* (1). »

« Les patriotes de 89, dit un autre rapporteur, sont la véritable nation puisqu'ils en sont encore la grande majorité. L'anarchie les avait subjugués, isolés, mutilés. Mais ayant passé par le creuset de l'expérience et du malheur, ils sont prêts à se réunir contre les perfidies et les assauts partiels ou combinés de leurs divers ennemis. » — « Patriotes de 89, guerriers, citoyens de toutes les opinions, ralliez-vous ! » s'écriait la convention elle-même (2).

Aux noms sinistres des tyrans du pays succédèrent enfin des noms amis de l'humanité : aux premiers rangs parmi les chefs de l'opinion furent placés Sieyès et Boissy-d'Anglas, et leur influence se fit sentir immédiatement par le retrait des lois exceptionnelles les plus iniques (3).

La convention suspendit d'abord et prohiba bientôt la vente des biens des pères et mères d'émigrés (4); elle y substitua les partages de présuccession. Les pères et mères ou autres ascendants d'émigrés devaient fournir une déclaration de leurs biens; si le patrimoine liquidé n'excédait pas 20,000 fr. de capital, la

(1) Rapport 1^{er} germinal an 3. Le décret du 1^{er} germinal fut une nouvelle loi martiale pour remplacer la loi de 94, abolie par les anarchistes.

(2) Rapp. de Mailhe sur la dissolution des assemblées populaires et des clubs, 6 fruct. an 3. — Acte de présentation de la constitution de l'an 3. — *Idem*.

(3) Voir entre autres travaux, le discours de Boissy-d'Anglas, du 6 fruct. an 3, sur la situation de la république. (Choix de Rapports, t. 15, p. 39.)

(4) Décr. 1^{er} nivôse an 3.

république y renonçait et en faisait à l'ascendant l'abandon définitif ; s'il y avait un excédant , le directoire administratif prélevait cette valeur de 20,000 fr. en faveur de l'ascendant ; le surplus était l'objet d'un partage fondé sur le nombre des souches successibles , l'ascendant étant compté pour une. La portion de l'émigré , ainsi déterminée par anticipation dans la succession de ses auteurs , était réunie au domaine national : le directoire expédiait à l'ascendant, en biens meubles et immeubles dépendant du patrimoine , distraction faite du montant des dettes passives, 1° les 20,000 fr. prélevés à son profit ; 2° sa portion du surplus ; 3° celle de tous ses co-successeurs non émigrés (1). — Par là fut abolie « toute la législation relative « aux familles des émigrés ; la nation renonçait à « toutes les successions qui pourraient leur échoir « à l'avenir , tant en ligne directe que collatérale, « n'entendant recueillir que celles ouvertes jusqu'alors. Après l'exécution du présent décret, « dit encore la loi , on ne reconnaîtra plus en « France de père , mère , aïeul , aïeule , parent , ni « parente d'émigré. » — Mais les lois contre les complices des émigrés et contre ceux qui correspondraient avec eux ou leur feraient passer des secours , étaient maintenues.

La convention remplit envers les familles des

(1) Décr. 9 floréal an 3, art. 13-14-15 ; et sous le directoire, loi du 20 floréal an 4.

victimes du tribunal révolutionnaire un devoir d'humanité, le seul qui était en son pouvoir. Elle ordonna la restitution des biens confisqués par suite des condamnations révolutionnaires ; elle y fut provoquée par l'écrit d'un homme détenu dans les prisons de la Terreur, et qui deviendra bientôt célèbre, Portalis ; il avait mis en tête de sa chaleureuse réclamation ce vers d'un poète tragique :

Hérite-t-on, grand Dieu, de ceux qu'on assassine (1) !

L'assemblée prononça la même restitution en faveur des parens qui représentaient les prêtres déportés dont les biens avaient été confisqués (2) ; et elle commença une grande œuvre de réparation sociale en décrétant le sursis à la vente des biens des hospices (3).

La fortune des commerçans avait été livrée au pillage par l'effet du *maximum* ; là il n'y avait pas de restitution possible ; on ne pouvait que supprimer le *maximum* pour l'avenir (4). La fortune de tous était en proie au discrédit des assignats ; la convention voulut, au moins, donner quelque garantie à des contrats qui étaient nés sous les auspices de la bonne foi ; elle empêcha provisoirement le remboursement de toutes les rentes créées

(1) Vers de Crébillon. — Voir la notice publiée sur Portalis par son fils, aujourd'hui premier président de la cour de cassation. — Décr. 14 floréal, 21 prairial an 3.

(2) Décr. 22 fruct. an 3.

(3) Décr. 9 fruct. an 3.

(4) Décr. 4 nivôse an 3.

avant le 4^{er} janvier 1792 ; c'était une barrière qu'elle essayait d'élever contre l'improbité des débiteurs (1).

Une grande violation des principes de toute législation avait souillé les lois nouvelles sur les successions ; la convention suspendit d'abord , par un décret du 5 floréal an 3, toute action intentée d'après l'effet rétroactif de la loi de l'an 2 ; et bientôt elle abolit complètement la rétroactivité portée par les lois des 5 , 12 brumaire et 17 nivôse ; elle ne leur laissa leur caractère exécutoire qu'à partir de leur promulgation ; mais cependant elle respecta les droits acquis de bonne foi , soit à des tiers possesseurs, soit à des créanciers hypothécaires , soit aux autres créanciers dont les titres avaient date certaine et antérieure à la loi suspensive : les personnes rappelées et rétablies dans leurs droits reprenaient leurs biens dans l'état où ils se trouvaient (2).

« Nos féroces décemvirs, disait Boissy-d'Anglas, « avaient envoyé à l'échafaud des milliers d'individus « et s'étaient approprié leurs dépouilles sanglantes ; vous les avez rejetées ; vous avez restitué à « l'orphelin l'héritage de son père..... Poursuivez « ce cours de bienfaits qui chaque jour vous obtient « de nouveaux partisans. Voyez dans ce code de lois « révolutionnaires , médité quinze mois par les

(1) Décr. 25 messidor an 3.

(2) Décr. 5 floréal an 3, 9 fructidor, 3 vendémiaire an 4, art. 4-3.

« tyrans, voyez s'il ne reste pas encore des injus-
 « tices à réparer ; que chacun de nous se consa-
 « cre à cette recherche.... C'est à vous qui avez
 « renversé Robespierre , qui avez été persécutés ,
 « proscrits par lui , à faire oublier à la France le
 « mal qu'il a pu lui faire. La postérité qui vous
 « jugera n'attachera ses regards que sur les der-
 « nières pas de votre carrière ; et tout à la fois sé-
 « vère et juste , elle ne vous imputera pas les maux
 « que vous n'aurez pas faits , mais ceux que vous
 « n'aurez pas réparés. » — Tel était l'esprit de la
 réaction thermidorienne.

Après tant de confusion et d'anarchie , la con-
 vention sentit le besoin de proclamer de nouveau
 le principe de l'incompatibilité des fonctions admi-
 nistratives et judiciaires ; elle rappela , à cet
 égard , la maxime fondamentale déjà consacrée par
 les lois de l'assemblée constituante (1).

Mais elle avait une autre œuvre à faire.

La constitution de 1794 n'avait eu qu'une exis-
 tence éphémère. — Les Girondins n'avaient pas eu
 le temps de fonder leur monument de politique ré-
 publicaine. Hérault-de-Sechelles et le comité de sa-
 lut public avaient enfanté la constitution démago-
 gique de 93. Inaugurée le 10 août de cette terrible
 année, au milieu des députés des 48,000 communes,
 cette constitution que Danton et Garat avaient fait
accepter par les assemblées primaires , resta inerte et

(1) Décr. 24 vendém. an 3.

sans vie sous le poids de sa démocratie absolue (1). La convention, affranchie du comité de salut public, voulut substituer à cette œuvre informe une organisation réelle et vivante de la république française. — « Les héritiers des crimes de Robespierre s'agitèrent en tout sens pour ébranler la république (2). » La journée du 1^{er} prairial fut le résultat de leur fureur convulsive : les assassins de Féraud envahirent la convention en demandant *du pain et la constitution de 93* ; mais le président de l'assemblée, sublime dans son salut à la victime et dans son mépris de la mort, disait, quelques jours après, au nom de la commission des onze (3) : « Que la constitution de 93, qui organisait l'anarchie, soit dans un éternel oubli ! — Que vos souvenirs, qui vous ont fait sentir la nécessité d'une constitution définitive et d'un gouvernement ferme, vous avertissent sans cesse d'en écarter les germes d'anarchie, tous les levains de discorde, tous les principes de démagogie qui nous ont coûté tant de pleurs et de sang. »

La constitution de l'an 3 (promulguée le 4^{er} vendémiaire an 4) témoigna, dans son organisation politique, de l'expérience révolutionnaire; l'unité du

(1) On rapporte que Danton dit à Garat, ministre de l'intérieur, qu'il fallait à tout prix l'acceptation; et l'acceptation eut lieu.

(2) Adresse de la conv., 18 vend. an 3.

(3) La commission se composait de Boissy-d'Anglas, Cambacérès, Merlin, Thibeaudeau, Larévellière-Lépaux, Lesage, Creuzé, Latouche, J.-B. Berlier, Daunou, Raidière.

corps législatif fut partagée en deux branches, le conseil des cinq-cents et le conseil des anciens élus pour le même temps. Les cinq-cents proposent la loi; les anciens examinent, acceptent. Le renouvellement est biennal et par moitié : les membres sortans sont rééligibles. Le pouvoir exécutif est séparé du pouvoir législatif; il est exercé par un directoire de cinq membres, renouvelés tous les ans par cinquième, nommés par le pouvoir législatif, non révocables, mais responsables. La domination de la commune de Paris et l'anarchie des 48,000 communes des départemens avaient épouvanté les esprits; les municipalités furent remplacées par les cantons : les municipalités de canton devaient être formées d'un membre pris dans chaque commune. — Chaque municipalité devait avoir une certaine population, mais elle ne pouvait excéder un *maximum* déterminé : ainsi les grandes cités étaient divisées en plusieurs communes. — « Nous voulons naturaliser en France l'esprit de famille plus que celui de territoire, disait le rapporteur (1). La population est la base de l'administration bien plus que l'espace. Quoique les hommes civilisés soient essentiellement attachés au sol sur lequel ils vivent, c'est pourtant de leur masse et de leur réunion que résultent leurs droits et leurs besoins : la féodalité gouvernait le sol pour asservir les hommes; la liberté gou-

(1) Boissy-d'Anglas, 5 messidor an 3, ch. de Rapp., 15-243.

« verne les hommes pour rendre le sol fertile et
« riche. »

L'ordre judiciaire fut aussi ramené à une autre base territoriale ; de même que les communes étaient fondues dans les municipalités de canton, de même les 547 tribunaux de district de l'assemblée constituante furent ramenés à l'unité d'un tribunal par département.

L'appel circulaire entre les districts fut établi d'un département à l'autre ; mais l'arrondissement d'appel devait être fixé par le corps législatif.

Le principe des droits politiques les plus importants fut attaché à la propriété comme signe de capacité et base d'intérêt à l'ordre social : « Nous
« devons être gouvernés PAR LES MEILLEURS ; les
« meilleurs sont les plus instruits et les plus intéressés
« au maintien des lois ; or, à bien peu d'exceptions
« près, vous ne trouverez de pareils hommes que
« parmi ceux qui, possédant une propriété, sont
« attachés au pays qui la contient, aux lois qui
« la protègent, à la tranquillité qui la conserve,
« et qui doivent à cette propriété et à l'aisance
« qu'elle donne l'éducation qui les a rendus propres
« à discuter avec sagacité et justesse les avantages et
« les inconvénients des lois qui fixent le sort de leur
« patrie (1)..... Un pays gouverné par les proprié-
« taires est dans l'ordre social ; celui où les non
« propriétaires gouvernent est dans l'état de nature. »

(1) Rapport de Boissy-d'Anglas, p. 125.

— La constitution, suivant ce principe, exigea des conditions de propriété pour les éligibles et non pour les électeurs; l'élection fut directe. Tous les Français furent déclarés *citoyens*, excepté ceux en état de domesticité. Tous citoyens furent inscrits au rôle des contributions.

Les principes de l'enseignement public furent posés : pour le peuple des communes, l'instruction primaire; pour les classes aisées, les écoles centrales par deux départemens; et au sommet de la science, L'INSTITUT NATIONAL.

La déclaration des droits comprit pour la première fois la déclaration des devoirs; ces deux grandes idées du *droit* et du *devoir* furent enfin associées : « Le peuple français proclame, en présence de l'être suprême, la déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen. » — Mais la réaction thermidorienne s'arrêta devant cette formule générale : la déclaration et la constitution de l'an 3 sont muettes sur le culte, la religion; le christianisme; au moment où des idées toutes chrétiennes sont inscrites dans la déclaration des devoirs, « *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit, faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir* (1), » le législateur invoque la nature; il recule devant le souvenir du christianisme. A la fin du siècle anti-catholique, au sortir des profanations qui ont souillé les églises

(1) Art. 2.

chrétiennes, il n'a d'autre réhabilitation à offrir que le silence; on voit qu'il rougit de l'humiliation de la croix. — Mais quand son œuvre naissante a été attaquée, au 13 vendémiaire an 4, par l'alliance du royalisme ressuscité et du républicanisme de 93, quand l'anarchie qui enveloppait la convention de l'armée des sections insurgées, a été vaincue, un nom a été prononcé pour la première fois au sein de l'assemblée comme celui d'un libérateur, le nom du général BONAPARTE (1); or, au vainqueur de vendémiaire devenu le vainqueur de Marengo seront réservés un jour le courage et la gloire d'avouer, au nom de la révolution, et de rétablir en France le christianisme et l'église gallicane.

La convention avait ouvert son orageuse mission en abolissant la royauté; elle avait dressé l'échafaud pour une tête couronnée; le génie, la vertu, la beauté, toutes les puissances de l'humanité avaient tour-à-tour monté sur l'échafaud teint du sang royal; le sang le plus humble, le plus obscur s'était mêlé à celui des grands sacrifices. — La convention nationale, à son dernier jour, voulut expier en faveur de l'avenir tant d'immolations; au moment où elle écrivait dans sa constitution, LIBERTÉ, JUSTICE, ÉGALITÉ, elle promulguait le code des délits et des

(1) Rapport de Barras, 30 vendémiaire an 4 :

« Le général Bonaparte, connu par ses talens militaires et son attachement à la république fut nommé sur ma proposition commandant en second.

peines, seconde application sur une grande échelle, du principe qui proportionne les peines aux délits (1), et elle rendait ce décret, le dernier de tous : « A dater du jour de la paix générale, LA PEINE DE MORT SERA ABOLIE dans toute la république française (2). »

Mais l'avenir n'a pas encore recueilli le fruit d'un repentir tardif, et le règne de sang est resté dans l'histoire sans cette sorte d'expiation sociale; cependant l'idée de l'abolition de la peine de mort prend de plus en plus possession des esprits et des mœurs; elle passera donc un jour dans les institutions (3).

(1) Refonte générale du code pénal de 1791 avec les lois postérieures; code du 3 brumaire an 4. — Ce travail de révision fut fait rapidement par Merlin, qui introduisit sans discussion la consécration légale de la violation des lettres venant de l'étranger ou destinées pour l'étranger, art. 738, § 3.

(2) Décr. 4 brumaire an 4 (26 oct. 1795), jour de la clôture de la convention.

(3) La convention voulut aussi, comme l'assemblée constituante, donner à la fin de son règne une loi d'amnistic. Mais les réserves étaient si nombreuses, qu'elle ne peut être regardée que comme une assez vaine formule. — Décr. du même jour.



3^e PÉRIODE (DE L'AN IV AU 18 BRUMAIRE AN VIII).

DIRECTOIRE.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

La convention n'avait pas voulu abdiquer, comme l'assemblée constituante, devant la future législature. Elle avait imposé ses membres en grande majorité au conseil des cinq-cents par une disposition transitoire; le tiers seulement de l'assemblée nouvelle était le produit de l'élection. Mais le pouvoir de la convention était usé; l'opinion publique aurait voulu une puissance tout-à-fait rajeunie; dès l'entrée de la session, la lutte s'établit entre les hommes dont les noms étaient encore inconnus dans les fastes de la révolution, et ceux dont les noms étaient chargés de la gloire ou de la terreur révolutionnaire. Les

restes vivans de la convention s'alarmaient des symptômes d'une opinion indépendante qui s'éloignait de la tradition des dernières années. La presse, qui avait recouvré sa liberté, remuait à la fois tous les principes; le bien et le mal prenaient tour à tour le même caractère de réaction. Le génie conventionnel voulut s'attacher les masses républicaines par la solennité des sermens et des anniversaires : la nouvelle constitution de l'an 3 fut mise en activité sous les auspices de l'anniversaire du 24 janvier : « Considérant que le premier besoin « d'un peuple libre est de célébrer l'époque où il « s'est affranchi de la tyrannie.... le 4^{er} pluviôse « prochain, jour correspondant au 24 janvier, le « directoire fera célébrer par toutes les communes « de la république et par les armées de terre et « de mer, l'anniversaire de la juste punition du « roi des Français. » — Et les deux conseils prêtèrent le serment de haine à la royauté, sous l'inspiration de la parole sinistre de leurs présidens, qui solennisaient le souvenir de l'échafaud : Treillard, à la tête des cinq-cents, fut le premier qui prolongea dans une lugubre paraphrase le cri de *haine ! haine éternelle à la royauté !*

Une loi rendue dans les derniers temps de la convention, et pleine des ressentimens de la journée royaliste de vendémiaire (1), la loi du 3 brumaire

(1) On sait que c'est un émigré qui commandait la section la plus redoutable. (Voir l'*Hist.* de M. Thiers.)

an 4, avait exclu « de toutes fonctions législatives, administratives, municipales et judiciaires (y compris les fonctions du jury) les parens ou alliés jusqu'au degré d'oncles et de neveux, des individus compris dans la liste des émigrés et non définitivement rayés. » — Elle avait renouvelé les lois de 92 et de 93 contre les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion (1); elle avait soumis à la surveillance des municipalités les femmes d'émigrés divorcées mais non remariées, les mères, belles-mères, filles et belles-filles d'émigrés. Les officiers de l'armée de terre et de mer qui avaient été placés dans les derniers temps, étaient frappés de suspicion, éloignés du service; et la convention avait recommandé paternellement à tous les républicains, à tous les amis de la liberté et des lois, la surveillance et l'exécution de ce décret dont l'esprit était contraire à l'impulsion du 9 thermidor. — Cette loi devint d'abord le point d'attaque et le point de ralliement des partis politiques. La presse en fit l'objet de la guerre la plus vive, la plus acrimonieuse : la pensée vint aux conventionnels d'enchaîner la presse renaissante; mais leurs tentatives échouèrent devant la tribune nouvelle : « Concevez-vous, dit un nouveau membre des conseils, M. Pastoret, concevez-vous qu'un pays soit libre quand la pensée ou la pa-

(1) Art. 10. L'art. 11 déclare qu'il n'est rien innové à la loi du 22 fructidor an 3, qui a levé la confiscation des biens des prêtres déportés.

« role qui en est l'expression ne le sont pas ? quand
 « il y a des pensées sujettes et une pensée souve-
 « raine ? L'obéissance doit être fidèle, mais éclairée.
 « — Dès l'instant qu'un homme ou un corps resser-
 « rent ou enchaînent cette liberté d'écrire que ga-
 « rantissait le pacte social, ils annoncent à la na-
 « tion entière que le gouvernement va changer (1).

L'esprit de la convention trouva dans J.-B. Louvet un organe énergique : il lutta contre les apparences de royalisme comme il luttait, avant le 31 mai 93, contre les projets de Robespierre ; il invoquait les maximes qui ont servi de voile à tous les ennemis de la liberté de la presse : « Le
 « législateur, disait-il, doit s'attacher à prévenir le
 « mal plutôt qu'à le punir. La contre-révolution a
 « été tentée en vendémiaire par les émigrés ; en l'an
 « 4 elle est tentée par la presse : — la loi du 3
 « brumaire est la seule défense de la révolution. —
 « Il est temps que chacun se dégageant des liens de
 « cet amour-propre qui nous reporte sans cesse à
 « nos petites conceptions, à nos demi-succès de la
 « veille, s'attache au régime actuel, hors duquel il
 « n'y a plus que la contre-révolution. — Si vous ne
 « savez, par les moyens qui lui sont propres, con-
 « server la constitution de l'an 3, vous aurez celle
 « de 93 pour une heure, peut-être celle de 94 pour
 « un jour, et le despotisme absolu pour jamais. »

La liberté de la presse, malgré ses licencieux

(1) Séance du 23 ventôse an 4. (Choix de Rapp., t. 16, p. 41.)

égarements, fut protégée plusieurs fois par les conseils. Portalis, au conseil des anciens, fit un rapport qui contient toutes les notions fondamentales que la loi de 1819 a consacrées parmi nous sur la liberté et sur les délits de la presse (1). L'immoralité, que la Terreur avait comprimée, débordait dans les mœurs nationales : c'était la Régence transportée sous le directoire. L'amour des plaisirs et la passion des bénéfices rapides et illégitimes tourmentaient cette génération étonnée de vivre et comme enivrée du sentiment de la vie. — Les livres secondaient l'immoralité publique : les feuilles périodiques, les journaux surtout, employaient la calomnie comme une arme politique, avec toute la persistance d'un système d'attaque. Mais à la tribune s'élevaient quelquefois des voix nobles et courageuses ; en face du désordre, elles protestaient au nom de la morale, de la religion, de l'humanité : c'est alors que Camille Jordan, dans son rapport sur la liberté des cultes, révéla son talent pur, sa noblesse d'âme. Il osa recommander le souvenir de la religion catholique.

« Il n'est pas, disait-il, une religion qui ne re-
 « connaisse l'obéissance aux autorités établies, qui
 « ne la consacre en la rapportant à l'autorité de
 « Dieu même ; c'est le caractère spécial de la reli-
 « gion catholique ; elle se concilie avec toutes les
 « formes de gouvernement, mais elle respecte avant

(1) Séance du 26 germinal an 5.

« tout le gouvernement établi ; elle y attache ses
 « sectateurs par les liens les plus forts ; de là leur
 « répugnance à s'en séparer, de là le caractère
 « passif qu'ils conservent d'ordinaire à l'origine des
 « révolutions ; mais lorsqu'elles sont consommées,
 « ils transportent au nouveau gouvernement toute
 « l'obéissance religieuse qu'ils rendaient à l'ancien ;
 « ils n'en ont pas été les plus ardens fondateurs ,
 « mais ils s'en montrent les plus fidèles sujets.
 « Que tous ceux qui connaissent l'esprit du catho-
 « licisme attestent la vérité de cette explication !
 « Qu'elle serve de réponse aux alarmes de quelques-
 « uns qui affectent de la représenter comme incom-
 « patible avec notre république (1). »

Un autre orateur, Dubruel, dans un rapport sur les lois contre les prêtres insermentés, disait à la même époque : « En sommes-nous devenus
 « meilleurs depuis qu'on a cherché à effacer du cœur
 « de l'homme les principes religieux ? J'en appelle à
 « une expérience de six années. — Lisez les témoigna-
 « ges qui ont été adressés au directoire par le général
 « Bonaparte relativement à la conduite des prêtres
 « français réfugiés en Italie ; et voilà les hommes
 « que vous laisseriez encore gémir sous le poids
 « d'un affreux exil ? Impatiens de céder au vœu
 « général et à la voix de l'humanité, ne craignons

(1) Rapp. 29 prairial an 5.

Camille Jordan proposait d'abolir la loi du 5 vendémiaire an 3, qui ordonnait aux prêtres une déclaration de soumission aux lois. — Boulay de la Meurthe (21 messidor an 5) répondit et l'emporta : la déclaration fut maintenue.

« point les clameurs de ceux qui pensent que notre
 « liberté ne peut se maintenir que par des mesures
 « tyranniques; la liberté ne se maintient jamais
 « que par la bonté des lois; mais il n'y a point de
 « liberté là où il n'y a point de bonnes mœurs, et il
 « n'est point de mœurs sans morale. Nous n'aurons
 « pas de morale sans religion, nous n'aurons pas de
 « religion sans culte; un culte ne peut exister sans
 « ministres. »

Une loi du 17 fructidor an 5 détruisit tout le système révolutionnaire quant aux prêtres réfractaires insermentés, et à ceux qu'ils avaient donné retraite: les lois qui assimilaient les prêtres déportés aux émigrés furent rapportées, les ecclésiastiques atteints par les lois de la Terreur furent appelés aux droits de citoyens français, à la charge de remplir les conditions prescrites par la constitution. Boulay de la Meurthe lui-même, qui demanda et obtint, malgré l'éloquence de Camille Jordan, qu'on soumît les prêtres à une déclaration préalable, voulut cependant réhabiliter auprès des conseils la doctrine de l'assemblée constituante sur les institutions religieuses; c'était, du moins, un grand pas fait en dehors des habitudes matérialistes de 1793, par un ami fervent du directoire: « Il sera toujours glorieux
 « pour nous, disait-il, de prendre l'assemblée cons-
 « tituante pour modèle; la constitution civile du
 « clergé était un ouvrage parfaitement assorti, non-
 « seulement à la discipline primitive de l'église,
 « mais encore au régime politique introduit par
 « cette assemblée. »

Mais considérées d'un point de vue général, les nouvelles doctrines de réhabilitation morale et religieuse, qui s'agitaient dans les conseils et dans la société, au retentissement des victoires de l'armée d'Italie, étaient vraiment une guerre d'opinion contre le directoire : l'opposition politique se produisait ainsi sous la forme morale contre l'esprit conventionnel représenté par la majorité des directeurs. Ce combat d'idées, et de plus un conflit perpétuel d'intrigues ou de complots préparés par le directoire ou contre lui, aliénaient les esprits, entretenaient l'anarchie dans la société : c'était une transition laborieuse à un ordre de choses plus stable.

Le directoire, qui sentait la terre trembler sous ses pas, fit un appel à la force ; sorti de l'école révolutionnaire, il voulut agir par la terreur : il sollicita de l'armée d'Italie des adresses menaçantes contre les conseils, nouvellement fortifiés par l'élection d'un second tiers ; « Tremblez (disaient les soldats pétitionnaires aux législateurs), vos iniquités sont comptées et le prix en est au bout de nos bayonnettes..... Il faut que les armées purifient la France! » — Des troupes s'approchèrent de Paris ; le directoire, dans un message violent, attaqua les intentions et la conduite des conseils : un rapport éloquent et chaleureux de Tronçon-du-Coudray défendit le conseil des anciens : le conseil prononça l'anathème constitutionnel : DIRECTEURS, LA PATRIE VOUS CENSURE (1) ; et les trois membres qui for-

(1) Rapp. au conseil des anciens, 3 fruct. an 5.

maient la majorité du directoire dans le sens conventionnel, répondirent par un coup d'état, par la journée du 18 fructidor. Ils décimèrent la représentation nationale; ils frappèrent même sur leurs deux collègues de la minorité (1) : un lieutenant de Bonaparte à l'armée d'Italie, qui avait puisé ses premières inspirations dans l'esprit du faubourg Saint-Antoine, Augereau fut l'instrument de la violence ; et Boulay de la Meurthe, rapporteur d'une commission extraordinaire au 18 fructidor, disait, au sujet des membres des conseils portés sur la liste des proscrits : « Que faut-il en « faire? — Il faut les éloigner du corps législatif, « de toutes les autorités constituées; et ceux qui « paraissent les plus dangereux, il faut les déporter; « la déportation doit être désormais le grand moyen « de salut pour la chose publique. » — Tel était le progrès des ex-conventionnels de l'an 5 sur les conventionnels de l'an 2 : la déportation sous un ciel dévorant était substituée à l'échafaud. Le progrès imposé par les mœurs publiques était, du moins, salubre à l'humanité, car l'échafaud *enlève au temps son droit de grâce*, suivant une belle expression (2), et les plages d'outre-mer ou les chances de l'exil ont rendu plus tard à la France d'illustres proscrits de fructidor, Boissy-d'Anglas, Camille Jordan, Pastoret, Siméon, Barbé-Marbois,

(1) Carnot et Barthélemy.

(2) C'est ce que M. Lainé a dit de la peine de mort.

Muraire, Portalis. — Augereau et le 18 fructidor, sous le règne directorial, sont les précurseurs de Bonaparte et du 18 brumaire; mais le 18 fructidor frappait la représentation nationale dans l'intérêt d'un parti haineux; le 18 brumaire dissoudra le directoire dans l'intérêt de la société.

Le directoire est une époque de transition qui, placée entre la convention et le consulat, conduit la révolution de l'esprit destructif à l'esprit organisateur, comme l'assemblée législative, placée entre la constituante et la convention, avait conduit la révolution de l'esprit de 89 à l'esprit de 93. Dans l'ordre politique, la révolution, sous le directoire, passe par la gloire militaire et l'intervention de la force armée pour arriver au principe consulaire et à l'autorité impériale; dans l'ordre religieux, elle passe par le déisme des néophilantropes (1), pour revenir au christianisme catholique; dans l'ordre civil, elle dépouille les restes des lois rétroactives et exceptionnelles, pour retourner aux principes du droit rationnel et social; elle fonde sur la propriété territoriale, divisée désormais en des milliers de mains, la garantie hypothécaire des obligations privées. Le retour à l'idée monarchique, au christianisme, à l'unité et à l'équité de la législation civile, voilà donc ce qui se

(1) On sait que le directeur Laréveillière-Lépaux, était le soutien de cette secte philosophique.

prépare, sous le directoire, au profit de la société : sur ses vagues long-temps agitées et battues par tout vent de doctrine, cette troisième époque de la révolution porte la fortune de Bonaparte, l'avenir du christianisme moderne, l'avenir du droit civil français.

Des hommes nouveaux apparaissent, auxquels est réservée la gloire prochaine de la réorganisation : au conseil des anciens, Portalis; au conseil des cinq-cents, Camille Jordan, Siméon, et par-dessus tout le nom de Bonaparte, qui grandit sans cesse de toute la hauteur des Alpes, de toute la gloire de l'Italie, de tout le merveilleux de l'Egypte, et qui de l'éclat des bulletins de l'armée française domine bientôt les discussions législatives, comme il rayonne dans tous les esprits.

C'est dans cette époque transitoire que nous allons observer de plus près le mouvement des lois civiles.

SECTION PREMIÈRE.

LOIS RÉPARATRICES.

Le 9 thermidor a donné naissance à une classification nouvelle, celle des lois réparatrices : nous avons vu déjà la convention surseoir aux grandes spoliations du comité de salut public; les conseils des cinq-cents et des anciens poursuivirent cette réaction salutaire, soit en abolissant

plusieurs lois de 93 et de l'an 2, soit en détruisant leur effet rétroactif.

§ 1^{er}. — Abolition des lois exceptionnelles.

Les biens des hôpitaux et des autres établissements de charité et de bienfaisance sont d'abord exceptés de la vente des biens nationaux (1). Il est sursis à la vente des presbytères (2). L'introduction des bestiaux dans les forêts nationales est prohibée, sauf les droits des usagers (3). Les sentences arbitrales de l'époque révolutionnaire, qui avaient adjugé aux communes certaines forêts, que l'état prétendait être nationales, furent soumises à l'examen des administrations centrales et du ministre des finances, qui devaient décider si l'appel de ces sentences serait ou non interjeté (4). Le législateur enleva aux communes un droit funeste que leur avait accordé le délire de la démocratie : la loi du 2 prairial an 5 dit : « Il ne sera plus fait aucune
« vente de biens nationaux, quels qu'ils soient, ni en
« exécution de l'art. 3 de la loi du 20 juin 93 et
« de l'art. 92 de la loi du 24 août, ni en vertu
« d'aucune autre loi ; les ventes légalement faites
« jusque là sont maintenues. — A l'avenir, les communes ne pourront faire aucune aliénation ni

(1) Loi 28 germinal an 4. — La loi dit *provisoirement*, mais ce provisoire est devenu définitif.

(2) L. 26 fruct. an 5.

(3) 5 vendém. an 6. (Arrêté du direct.)

(4) L. 28 brum. an 7.

« aucun échange de leurs biens, sans une loi particulière. »

Les conseils des cinq-cents et des anciens, dont l'existence constitutionnelle était une conséquence du 9 thermidor, furent généreux envers ceux qui avaient voulu soutenir la faction de Robespierre ; ils levèrent le séquestre placé sur les biens des individus qui avaient été mis hors de la loi à cette époque ; les héritiers furent appelés à en jouir, et les conseils déclarèrent solennellement « qu'il y a plus de justice et de loyauté à rendre les biens aux familles de quelques conspirateurs, que de s'exposer à retenir ceux des innocens (1). » — Un sentiment de justice les porta aussi à réparer une erreur doctrinale de l'assemblée législative, qui avait compromis des droits sacrés de propriété : les lois des 23 et 27 août 92, sur les domaines *congéables*, furent abolies ; ce qui avait été faussement assimilé aux institutions féodales, pour être enveloppé dans la même proscription, fut rendu à sa véritable nature : le décret de l'assemblée constituante (7 juin 94) fut rétabli ; tous les propriétaires fonciers des domaines congéables furent maintenus dans la propriété de leurs *tenures* : les rentes convenancières, regardées comme féodales, reprirent leur caractère purement foncier, et à leur égard le temps intermédiaire de 92 à l'an 6 fut effacé (2).

(1) L. 5 germinal an 5.

(2) L. 8 nivôse an 6, arrêt de cass., 3 août 1812.

§ 2^e. — Abolition de l'effet rétroactif des lois de 93 et de l'an 2. — Loi du 18 pluviôse an 5.

La convention avait accordé aux enfans naturels des droits scandaleux sur les successions des pères et mères, et des collatéraux ; elle y avait ajouté l'effet rétroactif ; les conseils restreignirent l'exercice de ces droits aux successions directes, échues postérieurement à la publication de la loi du 4 juin 1793 : ils accordèrent aux enfans, privés de ce bénéfice de rétroactivité, une pension alimentaire sur les successions paternelle et maternelle (1). Les droits de successibilité réciproque entre les enfans nés hors du mariage et leurs parens collatéraux, ne purent s'exercer que sur les successions ouvertes depuis la loi du 12 brumaire an 2 : les droits restèrent donc les mêmes, sauf l'effet rétroactif. Le moment n'était pas encore venu de réhabiliter la famille.

La rétroactivité des lois du 5 brumaire et du 17 nivôse sur les successions et donations, avait été suspendue et même abolie par la réaction thermidorienne ; le décret du 9 fructidor an 3 avait déclaré que ces lois n'auraient d'effet qu'à compter des époques de leur promulgation. Mais de nombreuses difficultés s'étaient élevées sur les effets des

(1) Loi du 15 therm. an 4 : le revenu du tiers de la portion qu'ils y auraient prise s'ils étaient nés dans le mariage. — Il y avait eu doute sur les effets de l'art. 4 de la loi du 15 thermidor ; il fut levé par la loi interprétative du 2 ventôse an 6.

anciennes stipulations contractuelles; et les décisions des tribunaux étaient arrêtées à chaque pas. Une discussion approfondie où Tronchet fit briller la lumière de sa science et de sa raison, dans le conseil des anciens, donna naissance à la loi du 18 pluviôse an 5 qui a exercé une si grande influence sur la jurisprudence transitoire.

Une observation préalable est essentielle à faire : la loi du 18 pluviôse n'ayant eu pour objet que de résoudre certaines difficultés nées de l'abrogation des lois entachées de rétroactivité, les dispositions vraiment rétroactives, sur lesquelles la loi de pluviôse serait restée muette, n'en ont pas moins conservé leur caractère, et n'en ont pas moins été comprises dans l'abolition générale prononcée par la loi du 9 fructidor an 3 (1).

Les auteurs de la loi du 18 pluviôse an 5 ont jeté un regard profond sur l'ensemble des dispositions à titre gratuit qui avaient leur racine dans les coutumes, le droit romain et les ordonnances. La loi embrasse les donations entre-vifs, les avantages, les préciputs, les institutions contractuelles et autres dispositions *irrévocables de leur nature* (2), les réserves faites par les donateurs, les élections

(1) Voir Merlin, Rep., v^o *Choix*.

(2) Il fut reconnu alors que les démissions de biens étant des actes entre-vifs ou des actes pour cause de mort, suivant les diversités des coutumes, se trouveraient classées parmi les donations entre-vifs, dans les pays où elles avaient le caractère irrévocable. — Chabot de l'Allier, Quest. transitoires, v^o *Démission*.

d'héritiers ou de légataires, les exclusions des filles ou leurs renonciations à succession, les légitimes et supplémens de légitimes. Elle trace avec fermeté la ligne de démarcation entre le droit ancien et le nouveau. — Toutes les dispositions d'une nature irrévocable, faites en ligne directe antérieurement au 7 mars 1793, en ligne collatérale ou entre personnes étrangères, antérieurement au 5 brumaire an 2, doivent avoir leur pleine et entière exécution, conformément aux anciennes lois. A cet égard, nulle distinction entre les successions ouvertes jusqu'alors et les successions à venir : les dispositions ne peuvent être susceptibles de réduction que d'après les règles du droit qui existait à l'époque de leur création. Quant aux lois révolutionnaires des 7 mars 1793, 5 brumaire, 17 nivôse an 2, elles ne régissent que les donations faites sous leur empire, c'est-à-dire depuis leur promulgation.

Le législateur de l'an 5 n'a pas consacré d'une manière aussi générale les règles relatives aux objets dont les donateurs ou instituans s'étaient réservé la faculté de disposer. L'ordonnance de 1731 (art. 18) voulait que les réserves profitassent aux donataires ou institués, quand les donateurs étaient morts sans avoir usé de leur faculté. La loi de pluviôse sanctionne la réunion des objets réservés aux biens donnés, dans le cas seulement où les donateurs sont décédés avant le décret du 5 brumaire an 2 ; si les donateurs sont décédés depuis cette époque, elle veut que les objets réservés tombent dans leur succession *ab intestat*, que le partage s'en fasse en

faveur des héritiers autres que les donataires ou institués, et que même il n'en soit pas fait imputation sur les légitimes dont les donataires auraient été grevés (1). L'ordonnance de 1734 confondait les biens réservés dans l'universalité de la donation, parce qu'elle supposait au donateur, mort sans user de sa faculté, l'intention de donner ce qu'il n'avait pas enlevé (*dedit dum non ademit*); mais le législateur de l'an 5 mettait la faveur des héritiers du sang au-dessus d'une présomption de droit; il voulait rétablir l'équilibre entre l'héritier donataire et ses co-successibles.

Le principe d'égalité fut encore associé par la loi de pluviôse aux principes reçus en matière de légitime. Les droits ouverts avant le 14 juillet 1789, en faveur des légitimaires, devaient être réglés par les anciennes lois; mais la réception de la légitime, faite en tout ou en partie, après le décès des père et mère, ne pouvait plus être un obstacle à l'action en supplément; ce supplément et les sommes dues pour les dots et légitimes pouvaient être réclamés *en biens héréditaires*: il est expressément dérogé aux lois et usages contraires.

La loi du 17 nivôse avait annulé les *élections* d'héritiers ou de légataires et les ventes à fonds perdus, à compter du 14 juillet 1789; elles furent rétablies dans leur effet primitif si le choix avait été fait antérieurement au 17 nivôse; mais l'é-

(1) Art. 1-2.

lection constatée par un acte postérieur restait sans aucune efficacité.

La loi de l'an 5, destructive de la rétroactivité, avait aussi un caractère interprétatif : entre les filles *renonçantes*, elle distingua celles qui avaient renoncé sous l'empire des coutumes d'*exclusion* (1), et celles qui avaient renoncé dans les coutumes de *non exclusion*. Les premières furent rappelées aux successions, à partir du décret de l'assemblée constituante du 8 avril 1791, qui avait aboli les *exclusions coutumières*; les autres ne furent rappelées qu'à partir du décret du 5 brumaire an 2 qui avait aboli les renonciations. — Dans le premier cas, les renonciations étaient censées *surrogatoires* et comme imposées par le statut local que l'assemblée constituante avait abrogé; dans le deuxième cas, la renonciation était une stipulation conventionnelle qui avait pu s'établir légalement jusqu'au décret plus tardif d'abrogation expresse. La distinction consacrée par la loi de pluviôse an 5 était due à la science de Tronchet.

La loi de pluviôse n'osa pas devenir une loi d'innovation. Le législateur, incertain encore sur les bases d'un code civil, laissa subsister les décrets des 22 ventôse et 9 fructidor an 2, qui annulaient toutes les dispositions *universelles* émanées de personnes encore vivantes au temps de ces lois. Les

(1) D'*exclusion absolue* ou *modifiée*, peu importe; l'Auvergne, par exemple, était coutume d'*exclusion modifiée*, parce qu'elle n'excluait pas toujours les filles des successions directes.

nullités durent produire leurs effets tant que les principes à cet égard ne furent pas renouvelés; et le changement n'est venu que du code. Mais tel n'a pas été cependant l'empire des lois révolutionnaires, qu'elles aient pu anéantir, de *plein droit* et d'une manière absolue, les dispositions universelles. On ne doit pas mettre sur la même ligne, quant à la nullité, les testaments d'une date antérieure aux lois de l'an 2, et les testaments d'une date postérieure. Les premiers reprenaient toute leur force si le testateur décédait sous une loi qui autorisait les dispositions à titre universel : la loi intermédiaire ne produisait aucun effet (*tempora media non nocent*). — Les seconds étaient nuls, quelle que fût l'époque du décès; dans un testament, en effet, il y a deux choses essentielles : 1^o la *faction* du testament, ce qui comprend la forme de l'acte et la capacité civile du testateur; 2^o le *fond* de la disposition. — La forme du testament et la capacité civile du testateur sont réglées par la loi de la confection de l'acte; mais le fond des dispositions n'est réglé que par la loi du décès du testateur.

SECTION DEUXIÈME.

LOIS TRANSITOIRES ET DE CONSOLIDATION.

§ 1^{er}. — Passage des assignats aux valeurs métalliques, réduction des transactions à la valeur réelle.

Les assignats et la vente des biens nationaux avaient été un des plus puissans leviers de la révo-

lution, mais la convention, dans ses derniers jours, avait émis de nouveaux milliards d'assignats; et le directoire, à son entrée en possession du Luxembourg, n'avait eu d'autres ressources de finances que des émissions d'assignats, qui ne représentaient en valeur réelle que le 400^e ou le 450^e de leur valeur nominale : on estimait à 200 millions la valeur des 20 milliards d'assignats jetés dans la circulation. Le passage d'une telle situation à un état normal, où les rapports entre les choses et les signes d'échange se balanceraient régulièrement, semblait devoir entraîner des secousses terribles; et cependant, après vingt-et-un mois, comme le disait Tronçon-Ducoudray au conseil des anciens, en l'an 5, « de grands maux « avaient cessé, de grands maux avaient été évités; « le passage du papier à l'argent, qui semblait devoir « tout bouleverser, s'était fait sans secousse; la circu- « lation s'était rétablie (1). »

Un des moyens employés pour arriver à ce but fut la création des mandats territoriaux établis par la loi du 28 ventôse an 4 : « Considérant, disaient « les conseils, que l'industrie et le commerce sont « entravés par le défaut de confiance dans le prin- « cipal signe d'échange, que le discrédit des assi- « gnats a rompu tout rapport entre les obligations « particulières et les moyens de se libérer ; que la « dépréciation des assignats prend sa source dans « leur trop grande abondance, dans la dispropor-

(1) Séance du 3 fructidor (20 août 1797).

« tion entre la quantité en émission et la valeur
« du gage;

« Il sera créé deux milliards 400 millions de man-
« dats territoriaux. — Ces mandats auront cours
« de monnaie entre toutes personnes, et seront re-
« çus comme espèces dans les caisses particulières
« et publiques. — Les mandats emporteront avec
« eux *hypothèque privilégiée* et délégation spéciale
« sur tous les domaines nationaux situés dans toute
« l'étendue de la république. Tout porteur pourra
« se présenter à l'administration du département de
« la situation du domaine qu'il voudra acquérir,
« et le contrat de vente lui en sera passé sur le
« prix de l'estimation, à condition de payer en
« mandats moitié dans les dix jours, moitié dans
« les trois mois (1). » — L'objet spécial de cette loi était
de retirer les assignats en circulation, de mobiliser de
plus en plus les immeubles nationaux qu'on ven-
dait libres d'hypothèques (2), et de conduire à la
circulation combinée de l'argent et des mandats,
1° par les garanties données aux mandats nouveaux;
2° par la prohibition de la vente des espèces d'or
et d'argent entre particuliers (3). — Des décrets
avaient suspendu, en présence du discrédit des as-
signats, les remboursements et les paiemens des
loyers et des fermages (4); les mandats territoriaux

(1) Art. 1-2-4-7.

(2) Art. 8, et L. du 6 floréal an 4.

(3) Art. 15.

(4) Décr. 25 messidor an 3; L. 12 frim. an 4.

devant présenter une valeur réelle, la suspension ne devait pas être prolongée; elle fut levée par une loi; les loyers et les fermages devaient être payés en nature ou en mandats : quant aux obligations, il y eut réduction au taux proportionnel, à l'égard de celles contractées depuis le 1^{er} janvier 1792; mais *tout dépôt* devait être restitué en nature (1).

En attendant la confection des mandats territoriaux, le trésor émit des promesses de mandats; et cette mesure provisoire ôta une partie de la confiance qu'avait inspirée la combinaison nouvelle. Les promesses de mandats tombèrent bientôt entre les mains des agioteurs; quand les mandats parurent, ils étaient au-dessous de leur valeur nominale. La décroissance ne fut pas cependant tellement rapide que les mandats n'aient eu le temps d'absorber une certaine quantité d'assignats. Leur valeur d'opinion était la seule base sur laquelle se faisaient les transactions journalières dans les divers départemens; il en résultait que le papier-monnaie, quoique décrédité, représentait une valeur réelle (2), et que l'argent, qui reparait toujours avec la sécurité, se mêlait par degrés à la circulation. — Les élémens du crédit nécessaire aux besoins de chaque jour venaient ainsi se combiner ensemble par la force des choses; les valeurs, mal-

(1) L. 15 germinal an 4, art. 11, pour les dépôts.

(2) Comme on l'a dit, les 20 milliards représentaient 200 millions. (Voir M. Thiers, t. 8.)

gré beaucoup d'obstacles, cherchaient leur équilibre, comme l'eau cherche son niveau; et dès le 29 mèsidor an 4 le législateur put déclarer que les *assignats* cessaient d'avoir une circulation forcée.— Le 5 thermidor, il statua que désormais chaque citoyen serait libre de contracter comme bon lui semblerait, que les obligations qu'il aurait souscrites seraient exécutées dans les termes et les valeurs stipulés; toutefois il ajoutait par exception : « Nul ne pourra refuser son paiement *en mandats* au cours du jour et du lieu du paiement. » Mais, le 43 pluviôse de l'an 5, « Considérant que la faible valeur des *mandats* qui restent dans la circulation les rend inutiles aux transactions entre les citoyens; que cependant ils favorisent des spéculations nuisibles aux intérêts de la trésorerie et prolongent une complication dangereuse dans la comptabilité des deniers publics, » le conseil des cinq-cents prend la résolution suivante : « A dater de la publication de la présente loi, les mandats cesseront d'avoir cours forcé de monnaie entre les particuliers. » La loi les admet, quelques mois encore, dans les caisses publiques (1), mais elle exige que les derniers pactes, dus pour le prix des biens nationaux vendus à la charge du paiement en mandats, soient acquittés en numéraire; ou bien elle exige des obligations qui, en cas de non paie-

(1) Jusqu'au 1^{er} germinal an 5.

ment en numéraire, devaient être suivies de la re-vente des biens (1).

Du reste, les mandats, comme les assignats, devaient être annulés jusqu'à leur retirement absolu, et la loi porte « qu'ils ne pourront être remis « dans la circulation sous quelque prétexte que ce « soit (2). »

Ainsi le papier-monnaie avait accompli sa mission révolutionnaire.

Le législateur n'avait plus qu'à donner des règles sur les transactions passées pendant la durée de la dépréciation. Il fallait déterminer la baisse du papier-monnaie à ses différentes époques et réduire les obligations à la valeur d'opinion constatée au moment du contrat, et dans le département où le contrat avait eu lieu. De là le tableau de dépréciation qui part du 1^{er} janvier 1794 et s'arrête au 29 messidor an 4, suivant les bases arrêtées par la loi du 5 messidor an 5 (3). — Les obligations d'une date antérieure au 1^{er} janvier 94 ne sont point susceptibles de réduction et doivent être acquittées en numéraire; il en est de même des obligations stipulées payables en numéraire métallique, à quel-

(1) Voir les deux lois du 16 pluviôse, que le conseil des cinq-cents adopta successivement les 13 et 15 pluviôse, et qui furent sanctionnées, le même jour 16 pluviôse, par le conseil des anciens.

(2) Art. 11 de la 2^e loi du 16 pluviôse.

(3) Voir pour les différens cas la loi du 16 nivôse an 6, pour les ventes. — du 2 thermid. pour les cheptels; 11 frimaire, 6 floréal an 6, pour billets, etc.

que époque qu'elles aient été consenties (1). — Un décret du 14 fructidor an 3 avait supprimé l'action en lésion d'outre-moitié dans les ventes d'immeubles dont le prix avait été stipulé en assignats; c'était un acte de violence employé pour soutenir le crédit du papier-monnaie : une loi du 19 floréal an 6 rétablit l'action en rescision, donna un délai d'une année pour l'exercer, indiqua un mode d'évaluation. Il faut le remarquer cependant : aucune rescision pour vente ou revente de biens originellement *nationaux* ne fut admise. Mais au surplus, le mode d'évaluation fixé pour vérifier la lésion dans les ventes, fut déclaré applicable à la lésion du tiers-au-quart et à toute autre lésion établie par les lois et coutumes, relativement aux actes de partage, lorsque les conventions auraient été stipulées en papier-monnaie (2). — Pour les ventes et partages en dehors des assignats, les règles anciennes de l'action en rescision restaient dans toute leur force.

§ 2. — Réduction des rentes sur l'état. — Tiers consolidé.

Dégagée des assignats, la révolution eut besoin de régler ses comptes avec les créanciers de l'état : le 18 fructidor avait réveillé l'esprit des mesures révolutionnaires, et le directoire fit banqueroute aux créanciers. La haute probité de l'assemblée cons-

(1) L. du 15 fruct. an 5.

(2) L. du 2 prairial an 7, même délai d'un an.

tituante, qui avait mis les créanciers de l'état sous la sauvegarde de l'honneur national, fut regardée comme un écueil sur lequel échouerait la république; et les partisans de la mesure financière de l'an 6 dirent que la république devait faire *cession de biens* comme un débiteur malheureux et de bonne foi. On offrit donc les biens nationaux comme le gage des *deux tiers* de la rente, qu'on déclara remboursables; la loi du 9 vendémiaire an 6 porta que chaque inscription au grand-livre serait remboursée pour les *deux tiers* en bons du trésor, qui seraient reçus pour acquisition de biens nationaux; ces deux tiers, affranchis des anciennes oppositions, formaient la *dette mobilisée*; l'autre tiers, conservé en inscriptions au grand-livre, exempt de *toute retenue* présente ou future, formait le *tiers consolidé*. — La loi du 8 nivôse an 6 institua un nouveau grand-livre du tiers consolidé des parties de la dette publique précédemment inscrite ou liquidée; elle statua qu'il ne serait plus reçu à l'avenir d'*opposition* sur le tiers conservé de la dette publique inscrite ou à inscrire (1); et une loi postérieure régla un mode facile pour le transfert des inscriptions de rente (2). — Au moment de la réduction, le service annuel de la dette publique s'élevait à 258 millions. Le tiers consolidé restait comme charge annuelle de 86 millions. Les deux tiers, déclarés remboursables au

(1) Art. 4.

(2) L. du 28 floréal an 7.

capital de vingt fois la rente, formaient un capital de trois milliards environ. Les biens nationaux, qui étaient présentés comme le gage de ce remboursement, s'élevaient à une valeur approximative de 4300 millions. Cette garantie était le seul voile que le directoire pût jeter sur la violation de la foi jurée : or les biens nationaux évidemment étaient insuffisants ; les rentiers, en général, étaient trop pauvres d'ailleurs pour acheter des biens, et la masse énorme de *bons des deux tiers* mise subitement entre leurs mains, devait nécessairement en réduire la valeur à une bien faible réalité. Tout cela était vrai ; mais le gouvernement de fructidor, par ce procédé conventionnel, brisait les entraves qui enchaînaient sa marche ; et comme les créanciers ne perdaient pas tout, qu'ils avaient devant les yeux les désastres que chaque classe de citoyens avait subis dans le cours de la révolution, ils se résignèrent à ce résultat et se reposèrent sur la solidité de leur titre réduit, mais libre de toute opposition présente ou future.

Aux rentiers qui perdaient les deux tiers des revenus, à tous ceux qui avaient été dépouillés par le *maximum* ou par les désastres publics, au peuple qui s'agitait dans les angoisses de la misère, le directoire ouvrit une source d'illusions et de misères nouvelles : la loterie nationale. L'auteur du *Tableau de Paris*, Mercier, au conseil des cinq-cents, soutint par de longues considérations le rétablissement de la loterie ; et, à cette époque de notre histoire, la loterie, loin de paraître un impôt immoral levé sur la misère et les passions, fut redemandée, au nom du peuple, comme

un aliment d'espérance et une source morale de consolation (1)!

§ 3. — Anciennes aliénations des domaines de la couronne, consolidation sur la tête des possesseurs. — Loi du 14 ventôse an 7.

Le décret du 40 frimaire an 2 révoquait d'une manière absolue toutes les aliénations, tous les engagements des domaines de la couronne, et autorisait la régie nationale du droit d'enregistrement et des domaines à *prendre possession de tous les biens*. — Le 9 thermidor paralysa cette violence du comité de salut public; un décret (22 frimaire an 3) suspendit la dépossession et chargea le comité des finances de présenter un nouveau projet de loi sur les domaines aliénés. — Cette loi, rendue à une époque moins agitée, est celle du 14 ventôse an 7, dont les motifs furent exposés par Regnier, au conseil des anciens (2). Elle eut pour objet de fixer et de régler, *d'après des bases nouvelles*, le sort des aliénations du domaine de l'état qui avaient été frappées d'annulation et de révocation par les lois précédentes (3). — Elle révoqua les dispositions qui autorisaient l'*éviction pure et simple* des détenteurs de biens domaniaux; elle maintint la possession

(1) L. du 17 vend. an 6.

(2) Séance du 13 ventôse an 6.

(3) Voir les motifs d'un arrêt de la cour de cassation du 16 décemb. 1836, rendu sur le réquisit, de M. Dupin.

des détenteurs, engagistes, échangistes (ou donataires), à la charge par eux de payer *le quart* de la valeur des biens domaniaux par eux possédés (1). Nulle loi précédente n'avait autorisé les détenteurs à *garder les biens* en payant *le quart* de leur valeur; la loi de ventôse, en réduisant l'état à recevoir seulement le quart du prix des biens dans la propriété desquels divers décrets l'avaient fait rentrer, améliorerait évidemment la situation des détenteurs. C'était une loi nouvelle qui embrassait toutes les catégories d'aliénations domaniales sur lesquelles les lois antérieures avaient statué; c'était une modification importante apportée et à l'ancienne législation domaniale qui avait déclaré les biens inaliénables, et à la législation révolutionnaire qui ordonnait la dépossession absolue. « Le but de la « loi du 14 ventôse an 7 (a dit la cour de cassation), « en disposant à la fois pour tous les concession-
naires à titre gratuit ou onéreux, a été de con-
solider une classe nombreuse de propriétés ébran-
lées dans les mains des tiers détenteurs (2).

§ 4. — Propriétés des défenseurs de la patrie.

La révolution avait été sauvée de l'oppression étrangère par le dévouement des soldats. Ce mot de soldat va peut-être mal au caractère héroïque

(1) La loi ne parle pas nommément des *donataires*; mais cela résulte des art. 4-2-3-4-13-14-16. (Voir l'arrêt et le réquisitoire cités.)

(2) même arrêt.

de ces jeunes Français qui avaient répondu à l'appel de la patrie en danger : la loi les nomme *défenseurs de la patrie*. C'est une belle loi que celle du 6 brumaire an 5, de cette année 1796 si féconde en campagnes glorieuses ! A l'époque où la loi était promulguée, nos drapeaux étaient plantés aux confins de la Dalmatie ! Il était temps que la patrie veillât aux intérêts de ses défenseurs (1) ! C'est à la voix de Tronchet que la législation prend un caractère de protection maternelle. Un conseil officieux de trois hommes probes et éclairés doit être nommé par les tribunaux de département pour consulter et défendre gratuitement les affaires des *défenseurs de la patrie* et des autres citoyens employés pour les services des armées de terre et de mer. — « *Aucune prescription, expiration de délai ou péremption d'instance ne peut être acquise contre eux pendant tout le temps qui s'est écoulé ou qui s'écoulera depuis leur départ jusqu'à l'expiration d'un mois après la publication de la paix générale, ou après la signature du congé absolu qui leur serait délivré avant cette époque.* » — C'est une *suspension de prescription pour le passé et pour l'avenir*, que la loi de l'an 5 a voulu ac-

(1) Une loi du 11 ventôse an 2 instituait un curateur à chaque défenseur de la patrie pour les droits qui *pourraient s'ouvrir* à son profit pendant son absence; loi incomplète et vicieuse qui ne donnait aucune garantie pour le patrimoine actuel. — Tronchet a fait au conseil des anciens deux rapports à ce sujet : 1^o le 10 vendém. an 5 (*Moniteur* du 11); 2^o 6 brum. an 5; c'est le premier qui a donné au conseil des cinq-cents la base de la loi de l'an 5.

corder ; son esprit ne peut être douteux en présence du rapport de Tronchet : « La création d'un défenseur officieux et la SUSPENSION de toute espèce de prescription et de délai fatal , telles sont les précautions que le conseil des cinq-cents a cru devoir prendre. Il était raisonnable de suspendre toute espèce de prescription et de délai fatal pour *le passé et pour l'avenir*. Ce n'est point un privilège en faveur des défenseurs de la patrie , c'est une justice dont l'exemple a été sagement puisé dans les lois romaines , et que les rois de France avaient eux-mêmes imitée. Enfin , la résolution a sagement fixé le temps où commençait et finissait la *suspension de toutes les prescriptions....* Elle finit pour tous à la paix générale (1). » — La loi veut de plus que nul jugement ne soit exécutoire qu'avec caution ; et les propriétés des défenseurs de la patrie sont mises sous la surveillance des agens municipaux (2). Une autre loi , ins-

(1) La paix générale semblait résulter du traité d'Amiens ; mais sa durée a été si courte que la jurisprudence a établi que la paix générale ne datait que de 1814. — La loi du 21 déc. 1814 a prorogé le délai jusqu'au 1^{er} avril 1815.

Plusieurs arrêts n'accordaient pas à la loi de l'an 5 son effet naturel ; ils supposaient qu'elle concédait seulement aux défenseurs de la patrie le délai d'un mois pour être relevés de la prescription acquise. — Cette interprétation étroite était combattue par nos principaux jurisconsultes, Merlin (Rép., Prescript., sect. 1, § 7, art. 44). — Troplong (Prescr., t. 2, n° 707). Un arrêt de la cour de Paris du 16 août 1837, vient d'adopter, sur la plaidoirie de M. Teste, la doctrine de la *suspension* de prescription. (Arrêt *contre*, cass. 23 nov. 1834, et 8 fév. 1836.)

(2) Art. 4-2-4-7.

pirée du même esprit, portait : « Les rentes viagères constituées par l'état au profit et sur la tête d'un défenseur de la patrie, *tué en défendant la liberté*, ou mort par suite des blessures reçues sur le champ de bataille, appartiendront à sa femme et seront constituées pour le tiers, tant sur sa tête que sur celle de ses enfans et de ses père et mère, avec reversibilité au profit du survivant (1). »

C'était bien faiblement, sans doute, que la patrie acquittait sa dette en faveur de ceux qui avaient conquis son indépendance ; mais il y avait un haut caractère de moralité dans l'acte de reconnaissance d'un peuple libre envers des frères qui, selon l'expression de Tronchet, avaient défendu si glorieusement la république, et qui avaient reculé si loin ses limites (2).

SECTION TROISIÈME.

GARANTIES DES OBLIGATIONS ET DROIT FISCAL.

§ 1^{er}. — Régime hypothécaire. — Loi du 11 brumaire an 7.
— Observations sur la réforme hypothécaire et les systèmes proposés.

Il y a trois espèces de crédit : le crédit public, le crédit commercial, industriel et moral, le crédit hypothécaire ou foncier. Après les secousses de la révolution, le crédit public et le crédit com-

(1) L. du 8 nivôse an 6.

(2) Rapport du 10 vend. an 5.

mercial n'existaient plus. — Pour relever le premier, le directoire fit la loi du *tiers-consolidé*; pour ramener le second, il rétablit la *contrainte par corps*, comme moyen « de rendre aux obligations entre citoyens la sûreté et la solidité qui seules peuvent donner au commerce la splendeur et la prospérité qu'il doit avoir (1). » — La loi du 15 germinal au 6 précisa les cas auxquels devait être appliquée la contrainte par corps; elle établit l'uniformité, limita l'emprisonnement à cinq ans, imposa au créancier l'obligation de consigner tous les mois la nourriture du débiteur. — Quant aux étrangers résidant en France, mais sans y posséder un établissement de commerce ou une propriété foncière, ils furent soumis à la contrainte par corps pour tous les engagements contractés avec des Français (2). — La banqueroute d'une part, la prison de l'autre, ne pouvaient certainement rendre immédiatement la vie au crédit public et commercial.

Le crédit foncier était le seul possible et prochain; c'est celui qui devait préparer la voie aux autres. — Il était le seul possible à cette époque; pourquoi? Parce que le CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE VIENT DE LA TERRE ET NON DE L'HOMME. Les ressources de toute nature étaient épuisées; la valeur morale des hommes en général semblait épuisée aussi : en France, il res-

(1) L. du 25 vent. an 5.

(2) L. du 4 floréal an 6.

tait la terre, qui, par la combinaison des assignats et de la vente des biens nationaux, avait sauvé la révolution; la terre seule pouvait encore offrir une garantie aux engagements civils; et c'est pour établir le crédit foncier que fut rendue la loi du 14 brumaire an 7.

Elle distingue les hypothèques conventionnelles, judiciaires et légales (4); mais elle les appuie sur deux bases nécessaires, la publicité et la spécialité de l'hypothèque sur les biens présents du débiteur: seulement la spécialité pour l'hypothèque judiciaire et légale, moins rigoureuse que pour l'hypothèque conventionnelle, s'exerce en frappant sur tous les biens qui appartiennent au débiteur, dans l'arrondissement du bureau des inscriptions. Il n'y a pas d'hypothèques sur les biens à venir (2). — La publicité tient à l'inscription; et l'inscription est soumise à des formalités qui ont pour objet essentiel: 1° de faire connaître les nom et domicile du débiteur, ceux aussi du créancier, lequel est obligé d'élire un domicile spécial dans l'inscription; 2° la date du titre ou de l'hypothèque; 3° la somme due et l'époque de l'exigibilité, ou la nature du droit à conserver; 4° l'espèce et la situation des biens, à moins qu'il ne s'agisse de l'hypothèque légale des femmes, des mineurs et du trésor public.

(1) Le droit du trésor sur les comptables est mis dans la classe des hypothèques légales; le code en a fait un privilège.

(2) Seulement le créancier par hypothèque légale peut faire porter l'hypothèque sur les biens qui écherraient à son débiteur, ou qu'il acquerrait par la suite, mais sans préjudice de celles antérieures à la sienne (art. 4).

Pour assurer l'inscription de l'hypothèque des mineurs, la loi enchaîne le subrogé-tuteur et les parens et amis qui ont déferé la tutelle, des liens rigoureux d'une responsabilité solidaire (1).

Mais le système de publicité organisé par la loi de brumaire est plus exigeant encore en faveur des tiers; il impose la transcription des actes translatifs de propriété comme condition de la transmission des droits du vendeur à l'acquéreur (2): le privilège du vendeur ou du précédent propriétaire n'existe que pour le prix ou les prestations dont la dette est constatée par l'acte de mutation transcrit au bureau des hypothèques.

La loi, qui subordonne le privilège du vendeur à cette publicité, ne reconnaît point celui des cohéritiers et co-partageans sur les objets compris dans le partage; mais elle maintient les anciennes lois en ce qui concerne le droit des créanciers ou des légataires d'une personne décédée, de demander la séparation des patrimoines; et ce droit, qui est un privilège d'origine, n'est point soumis cependant à la formalité de l'inscription.

Après avoir posé ses bases, la législation nouvelle met le système en action : la notification du contrat de vente, la purge de l'hypothèque, la surenchère du vingtième, puis l'expropriation et l'ordre, réglés par une seconde loi, viennent développer les phases suc-

(1) Art. 22,

(2) Art. 26-28.

cessives de l'hypothèque, qui par elle-même est un droit réel et immobilier, mais qui se résout en paiement d'une somme mobilière. — A côté des formalités exigées des créanciers et des acquéreurs pour la garantie de leurs droits et pour leur sécurité, se place la responsabilité des conservateurs; ministres d'une loi rigoureuse et dépositaires du crédit foncier, ces fonctionnaires sont astreints à une surveillance dont leur responsabilité personnelle pouvait être le plus sûr garant.

La loi de l'an 7 affecte à l'hypothèque : 1^o les biens territoriaux avec leurs accessoires; 2^o l'usufruit et la jouissance emphytéotique des mêmes biens. — Les rentes foncières et les rentes constituées, que l'ancien droit assimilait à des immeubles, et dont la législation révolutionnaire avait déjà modifié le caractère, cessèrent d'être susceptibles d'hypothèque (1); elles ne furent pas alors expressément mobilisées; mais elles le furent implicitement, puisqu'elles n'eurent plus la qualité passive qui les soumettait à la condition hypothécaire des immeubles, puisqu'elles n'étaient plus constitutives d'un démembrement de propriété. Le code civil a déclaré la qualité mobilière des rentes, mais elle préexistait par l'effet des lois de l'an 7 (2).

(1) L. du 11 brum. an 7, art. 6-7.

(2) Voir la L. du 22 frim. an 7, art. 27.

C'est ce que la cour de Rennes vient de décider, par arrêt du 26 août 1837, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Foucher. (*Journal général des Tribunaux*, n^o 269.) — Voir encore Locré, t. 5, p. 240.

La loi du 11 brumaire était destructive des systèmes romain et coutumier sur les hypothèques; elle arrachait encore à l'édifice de l'ancienne jurisprudence française une de ses pierres fondamentales :
 « Les lois, coutumes et usages sur les constitu-
 « tions d'hypothèques et sur les moyens de con-
 « sommer et de consolider les aliénations d'immeu-
 « bles et d'en purger les hypothèques, demeurent
 « abrogés (1).

Pour préparer le passage de l'ancien droit au nouveau, la loi prescrivit l'inscription de toutes les hypothèques antérieures, dans un délai déterminé (trois mois), si déjà l'inscription n'en avait pas eu lieu en vertu de la loi du 9 messidor an 3, qui n'a jamais été suivie d'une exécution complète (2). L'inscription des anciennes hypothèques n'avait pas besoin de spécialité; elle embrassait les biens présents et à venir, elle conservait à l'hypothèque le rang qui lui était assigné par les lois antérieures. — Les possesseurs d'immeubles, qui n'avaient pas encore consolidé leurs propriétés, pouvaient suppléer aux anciennes formalités par la transcription de l'acte de mutation. — Les créanciers qui avaient des hypothèques anciennes sur les rentes

(1) Art. 56.

(2) Elle devait être exécutée à partir du 1^{er} nivôse an 4; elle fut prorogée au 1^{er} brum. an 5, suspendue indéfiniment jusqu'à la loi nouvelle qui fut celle de brum.; c'est pourquoi nous n'en avons pas parlé dans l'enchaînement des faits. — Nous en parlerons bientôt incidemment à la mobilisation.

foncières ou constituées pouvaient les faire inscrire, pour les unes au bureau de la situation de l'immeuble arrenté; pour les autres, au bureau du dernier domicile du créancier de la rente. — Pour purger ces hypothèques, les nouveaux possesseurs pouvaient opérer la transcription de leurs titres dans les mêmes circonscriptions (1). — Ainsi les droits étaient conservés, dans le passage d'une législation à l'autre, sans aucune atteinte de rétroactivité : si les hypothèques antérieures n'étaient pas inscrites dans le délai fixé par la loi nouvelle, elles n'étaient pas éteintes et abolies de plein droit; manifestées par des inscriptions prises hors des délais, elles reprenaient tous leurs effets, sinon à l'égard des autres créanciers, du moins à l'égard des acquéreurs, tant qu'il n'avaient pas fait la transcription de leurs titres (2).

Maintenant, recueillons-nous, et apprécions à sa juste valeur la loi hypothécaire de l'an 7 dans ses rapports avec la théorie.

Le principe même de l'hypothèque, c'est que la terre représente l'argent prêté ou *les droits protégés spécialement par la loi*. Si la représentation n'est pas assurée, si la vérité n'est pas garantie, le crédit foncier n'est souvent qu'un vain nom. Une législation hypothécaire sera bonne ou défectueuse

(1) Art: 37-42-43-45.

(2) Arrêt de cassat, 30 août 1807.

selon qu'elle remplira cette condition fondamentale, cette nécessité du vrai.

Pour établir cette vérité de représentation, la loi du 14 brumaire a organisé la publicité, déjà vaguement proclamée par la loi du 9 messidor an 3; elle a créé la spécialité de l'hypothèque sur les biens présents. — De plus, la transcription de tous les actes translatifs de propriété a été exigée dans l'intérêt des tiers; l'acte non transcrit ne pouvait leur être opposé au préjudice des droits ou des hypothèques qu'ils auraient acquis dans le temps intermédiaire entre l'acte de vente ou de donation et la transcription. La publicité a été imposée aussi aux hypothèques légales. — Telles étaient les bases de la loi. Mais d'une part, il n'était pas pourvu à l'inscription de toutes les charges qui pouvaient peser sur l'immeuble et se trouver en dehors de l'acte de vente: le privilège important de la séparation de patrimoine n'était même pas soumis à la formalité de l'inscription; — d'autre part, la nécessité de l'inscription des hypothèques légales ôtait toute garantie réelle aux droits des incapables, et la ruine de ces derniers était une conséquence logique que les faits n'ont pas tardé à manifester (1). Ainsi la loi de brumaire, malgré ses exigences et ses vues progressives, ne satisfaisait pas complètement à la condition constitutive du vrai

(1) Les femmes ont été ruinées pendant la durée de la loi du 14 brumaire; c'est un fait constaté par la discussion au conseil-d'état, lors de la question des hypothèques.

crédit hypothécaire; mais elle avait jeté une base excellente, la transcription, comme complément de la vente et de la donation; il ne s'agissait plus que d'y ajouter la transcription de toutes les charges foncières, l'inscription de tous les privilèges. — Quant à l'inscription de l'hypothèque légale, la différence des systèmes vient du point de vue principal sous lequel on envisage la matière. Si l'on regarde la constitution du crédit foncier comme une base sociale de première nécessité, nul doute que l'inscription ne doive être imposée à l'hypothèque des femmes et des mineurs. Si l'on regarde, au contraire, l'intérêt de la famille comme une base primitive de droit civil, alors l'intérêt de la femme, qui est celui de la famille, l'intérêt des enfans qui forment la famille elle-même, doivent être préférés aux avantages du crédit hypothécaire et général. C'est entre ces systèmes que se sont partagés la loi du 41 brumaire et le titre du code sur les hypothèques. Le législateur de l'an 7, qui avait besoin de reconstituer le crédit en général, et qui avait moins souci de la sécurité privée et domestique, que de l'intérêt public d'une société violemment rejetée hors de toute voie, mit la sécurité des prêteurs et des créanciers avant celle des mineurs et des femmes. — Le code civil, au contraire, apparaissant lorsque déjà la réorganisation sociale avait avancé son œuvre, considéra moins la faveur due aux prêteurs et aux capitalistes, que celle due à la famille; et c'est à ce point unique que fut ramenée la discussion au conseil d'état, par

l'inflexible logique de Bonaparte : « La sûreté de la
« femme et des mineurs doit être préférée à celle
« des acquéreurs et des prêteurs. — La différence
de l'époque directoriale de l'an 7 et de l'époque consulaire de l'an 12 est caractérisée par la différence qui sépare la loi de brumaire et le titre du code sur les hypothèques : dans la première, il fallait reconstituer le crédit foncier ; dans la seconde, il fallait reconstituer la famille.

Les jurisconsultes contemporains, qui comparent les législations, dans des vues d'amélioration, ont approuvé le système de la loi de l'an 7 sur la transcription des actes translatifs de propriété comme complément du contrat à l'égard des tiers : M. Troplong en propose le rétablissement. Cependant ce savant magistrat enseigne « qu'un bon système hypothécaire doit se coordonner avec le droit qui préside à la transmission de propriété (1). » Dans le dernier état de la jurisprudence antérieure au code, la tradition était encore nécessaire à la perfection de la vente pour le transport de propriété. Pothier en avait professé la nécessité dans ses ouvrages ; il avait été dominé par les souvenirs du droit romain et des dispositions coutumières, et malgré quelques variétés de pratique, sa doctrine avait prévalu (2) ; la vente était parfaite entre les contractans par le consentement sur la chose et sur le prix ; il en

(1) Préface des Hyp., p. 38.

(2) Le nouveau Denisard signale les changemens qui commençaient dans la jurisprudence peu avant 1789.

naissait une action et un droit à des dommages et intérêts en cas d'inexécution ; mais le droit de propriété n'était transmis réellement que par la tradition (1) ; la transcription exigée par la loi du 14 brumaire an 7 était une sorte de tradition publique, une condition extrinsèque pour la transmission de propriété. Il y avait donc harmonie entre le système de transmission de propriété et le système hypothécaire. Le code, qui a proclamé l'indépendance et la force morale de la volonté humaine, et qui a reconnu dans le consentement à la vente une efficacité complète, sans tradition réelle ou feinte, n'a point exigé la transcription comme complément du contrat à l'égard des tiers. C'est devant l'autorité du célèbre Tronchet que tomba le système de la loi de brumaire. Le code civil a été conséquent avec lui-même, dans le sens indiqué par M. Troplong ; mais pour acquérir ce caractère d'unité logique et coordonner le droit hypothécaire à sa théorie sur la transmission de propriété, il a sacrifié les intérêts des créanciers en nombre de cas, et il a sacrifié en partie la publicité, qui est la base du crédit hypothécaire. Si l'on veut implanter la transcription de brumaire dans les dispositions du code, il ne faut pas proclamer la formule qu'un bon système hypothécaire doit se

(1) Répert. de Merlin, Tradition, n° 2 ;
 Touillier, t. 4, n° 54, t. 6-202 ;
 M. Troplong, Vente, t. 1er, n.° 37.

coordonner avec le droit qui préside à la transmission de propriété. Il y a évidemment deux choses dans la transmission de propriété, l'intention des parties contractantes et l'intérêt des tiers; c'est cet intérêt que le système hypothécaire embrasse dans ses prévisions : ce sont deux sphères de droits qui peuvent rester séparées, puisqu'elles renferment des rapports différens; il n'est pas nécessaire de les confondre l'une dans l'autre.

Pour être dans le vrai et pour protéger en même temps les droits qui ont besoin d'une protection spéciale, il faudrait une théorie qui, sans choquer les droits de propriété, assurât pleinement la représentation réelle de l'argent prêté ou des droits garantis par la loi : tel nous paraît être le principe fondamental.

Trois systèmes de réforme hypothécaire se sont produits jusqu'à ce jour dans la controverse : celui de la mobilisation générale du sol (1); celui d'un régime nouveau, à l'imitation de l'Angleterre, pour les droits des incapables (2); celui des associations territoriales de crédit, empruntées à l'Allemagne (3).

Qu'il nous soit permis d'apporter ici le tribut de quelques réflexions.

Le système de la mobilisation générale est une conception hardie que nous avons vue poindre à l'assemblée constituante, dès l'origine de la révolu-

(1) Publié par M. Decourdemanche. (Lettres sur la Propriété.)

(2) Publié dans la *Revue de Législation*; par les comités d'office pour l'amélioration du régime hypothécaire, t. 2, p. 241.

(3) Publié par M. Wolowski, *Revue*, t. 4-35-276, t. 4-81-241.

tion (1). — La convention, en fondant le grand-livre de la dette publique, avait eu la pensée de fonder un grand-livre de la propriété territoriale. C'était une vue d'unité, immense comme plusieurs créations de la première période conventionnelle, mais qui s'est évanouie d'elle-même. La loi du 9 messidor an 3, sans créer un grand-livre, voulut donner à chaque citoyen le moyen de mobiliser sa propriété territoriale. — Après une déclaration foncière et en prenant une hypothèque sur lui-même, un propriétaire pouvait négocier par voie d'endossement la valeur de sa propriété; l'acte par lequel cette valeur pouvait être mise en circulation, au gré du propriétaire, était appelé *cédula hypothécaire*. Mais la convention redouta sa propre innovation; l'exécution de la loi fut successivement ajournée, non peut-être par crainte de la mobilisation du sol, mais par crainte du parti que les émigrés pourraient tirer de la mesure, afin de soustraire leurs immeubles à la confiscation. — Depuis, nulle tentative n'a été faite en faveur de la mobilisation générale: les *mandats territoriaux*, créés par le directoire, n'étaient qu'une transformation des assignats en un papier réalisable en biens nationaux.

Considérée comme une doctrine absolue et d'une application indéfinie, la mobilisation a sans doute l'avantage possible de mettre des milliards de va-

(1) Proposition de M. de Ferrière, lue par Pétion.

leurs réelles dans la circulation ; mais elle détruit l'esprit de la propriété foncière , l'esprit de la France agricole et toutes les vertus qui s'enchaînent à la propriété : l'amour de l'ordre , de l'économie , les vertus domestiques , le patriotisme. Quoiqu'on puisse estimer beaucoup les résultats d'un système qui substitue la vente à l'hypothèque , qui efface tout régime hypothécaire , supprime les expropriations forcées et les procédures d'ordre , on doit toutefois reconnaître hautement que les inconvéniens sont plus grands que les avantages ; et si cette doctrine peut réussir , ce n'est qu'en dépouillant son radicalisme et en ne demandant qu'une application partielle.

Le second système qui s'est produit à l'imitation des Anglais , tend à mettre les femmes , les mineurs et en général les incapables sous un régime nouveau et tout exceptionnel , afin de détruire l'hypothèque légale dans sa racine. Ce n'est plus le mari qui reçoit , qui administre , qui est le chef de la société conjugale ; c'est un pouvoir quasi-judiciaire , *une cour d'Equité* qui intervient comme un gérant actif ; il en est de même à l'égard du père tuteur légitime , ou du tuteur étranger. Cette loi peut être bonne en Angleterre , parce que les mœurs s'y sont faites ou qu'elle en est émanée ; mais en France où depuis si long-temps les principes de la communauté conjugale ont prévalu , elle choquerait nos idées et tout notre passé. Elle répugnerait à cette dignité de l'époux , à cette autorité morale du père qui , dans nos mœurs ,

valent bien l'esprit britannique. — Aussi sommes-nous convaincus, par la différence des mœurs des deux pays, que cette implantation anglaise n'aurait parmi nous aucune chance de succès.

Reste la troisième théorie, celle des associations territoriales de crédit, qui se pratiquent en Bavière, en Prusse, en Pologne. Leur objet essentiel est de mettre entre le capitaliste et le propriétaire qui a besoin d'emprunter une association de forces, un être collectif et moral qui réunisse en lui une grande puissance territoriale et qui favorise également la position des prêteurs et des emprunteurs : des prêteurs, en assurant le service régulier des intérêts, et le remboursement du capital à l'échéance; des emprunteurs, en maintenant l'intérêt à un taux modéré, représentatif des revenus de la terre, en divisant par annuités le remboursement du capital, en créant même, au besoin, un fonds d'amortissement. — C'est là une belle et féconde institution, que la *caisse hypothécaire* a cruellement parodiée en France : elle semble respirer toute la bonté et la moralité prudente du génie allemand; elle est digne d'être étudiée avec soin et d'être essayée au moins par des applications particulières. — Mais cette institution ne lève pas la difficulté quant à notre régime hypothécaire; elle en suppose au contraire la réforme. C'est seulement un moyen de mettre en action une bonne loi d'hypothèques et d'en régulariser les effets. Dans l'état actuel de nos idées et de notre législation, l'institution n'est point susceptible d'une application immédiate et générale.

C'est une institution secondaire pour l'établissement de laquelle nous manque la pierre fondamentale.

Un bon système hypothécaire, ainsi que l'observe M. Troplong, est nécessairement une chose très-compiquée. — Il y a tant d'intérêts différens qui peuvent se rattacher à la terre, depuis ceux de la famille jusqu'à ceux du capitaliste le plus éloigné, qu'il est impossible de songer à la simplicité d'un unique ressort, à moins que l'on ne se jette dans le système de la mobilisation absolue, ce qui serait trancher le nœud et non le délier. Quand les rapports sont multiples, les lois doivent se combiner avec leur multiplicité. Il peut, il doit y avoir unité dans l'idée créatrice, mais il ne faut la chercher ensuite que dans la déduction logique des dispositions que cette pensée a produites. Le principe générateur du crédit foncier, c'est que la *terre doit représenter l'argent prêté et les droits garantis*, c'est que la *représentation doit être vraie*. Il faut donc que toutes les combinaisons légales tendent à réaliser la vérité de cette représentation : là est l'unité ; il faut que les créanciers capitalistes ou les incapables, créanciers éventuels, puissent avoir la certitude morale que l'immeuble qui paraît leur gage est leur gage réel. Si l'on peut prendre dans la mobilisation ce qu'elle a de bien et écarter ce qu'elle a de mal, allier l'emprunt qu'on lui ferait avec un système qui conserverait l'esprit de la propriété et ses effets accessoires, peut-être aurait-on préparé la solution du problème hypothécaire. Dans les lois civiles, le vrai absolu cesse d'être le vrai, *summum jus summa*

injuria : il faut combiner les rapports qui *dérivent de la nature des choses*, suivant la grande pensée de Montesquieu ; il faut l'unité d'harmonie et non l'unité absolue et tyrannique (1).

§ 2. — Enregistrement.

La révolution, qui avait voulu fonder le crédit foncier sur la publicité des hypothèques et la transcription des actes translatifs de propriété, imposa aussi des règles précises à la certitude de la date et à la publicité de toutes les transactions civiles : la loi sur l'enregistrement, du 22 frimaire an 7, est encore le code principal qui régit l'ensemble des droits sur les obligations et les mutations. Elle a été inspirée par une pensée de fiscalité, par le besoin d'exploiter au profit de l'état épuisé une branche féconde d'impôts ; mais ses habiles classifications, qui se lient à tout l'ensemble de l'ancien droit féodal et coutumier, ont aussi une justesse et une largeur de prévisions qui en font un monument durable.

Il y avait bien de la science et de la profondeur dans la conception de la loi de frimaire : tous les vieux jurisconsultes, tous les feudistes ont été mis à contribution pour clore la législation révolutionnaire en matière d'enregistrement ; et ce sont eux

(1) Ce n'est pas ici le lieu d'exposer une théorie particulière et nouvelle. — Nous nous hasarderons à la donner plus tard, quand des hommes d'expérience pratique auront été lentement consultés. C'est une tentative qui pourra paraître bien hardie, mais elle a été le résultat de longues réflexions ; ce sera une thèse livrée à la controverse dans une matière si difficile, où chacun est redevable de sa pensée d'amélioration.

encore qu'on peut interroger avec le plus de fruit pour résoudre de graves difficultés. — « Simplifier les droits d'enregistrement, en régler les taux et quotités dans de justes proportions, étendre cette contribution à toutes les mutations qui en sont susceptibles, pour améliorer les revenus publics : » tel est le but annoncé par la loi ; tâchons d'en saisir et d'en préciser la théorie.

Dans la législation sur l'enregistrement, il y a trois choses essentielles à observer :

1° La formalité extrinsèque de l'enregistrement, que l'intérêt public demande comme une garantie de publicité, de véracité, de certitude de date ;

2° L'impôt des transactions commutatives qui va saisir et frapper les capitaux au moment où ils manifestent leur emploi ;

3° L'impôt des mutations gratuites qui s'applique aux donations entre-vifs, aux successions légitimes et testamentaires.

L'intérêt public, qui exige la formalité de l'enregistrement, détermine un *droit fixe* qui sera payé par les citoyens comme le prix de cette formalité. Les droits fixes s'élèvent d'un *minimum* à un *maximum* ; leur échelle correspond à divers actes qui sont indiqués par la loi, d'une manière négative, comme n'étant ni *obligatoires*, ni *attributifs*, ni *libératoires*, ni *translatifs de propriété* (1).

(1) Art. 3.

L'impôt frappe l'emploi ostensible, la circulation des capitaux qui ne pouvaient être matière imposable, tant qu'ils restaient cachés ou stationnaires, mais qui tombent sous la loi commune de la propriété, quand ils se manifestent par un changement de propriétaires. L'impôt se traduit alors en *droits proportionnels*. Dans cette classe se trouve l'impôt des mutations gratuites, soit entre-vifs, soit à cause de mort, véritable prime payée par tout nouveau propriétaire à titre gratuit ou successif, en vue de la protection garantie par la société (1).

Telle est la formule sous laquelle se placent la loi du 22 frimaire an 7 et celles qui ont augmenté ou modifié ses dispositions (2) : toute la loi se ramifie dans la division des droits fixes et des droits proportionnels; mais cette division n'est vraiment que secondaire. Il y a au fond des choses, dans la nature des actes, une distinction primitive, essentielle, sur laquelle doit reposer la véritable théorie de l'enregistrement. La loi du 5 décembre 1790 par laquelle l'assemblée constituante avait jeté les premières bases d'une législation nouvelle sur les droits d'enregistrement, avait divisé les actes en trois classes dont elle exprimait l'objet général (3); mais elle n'avait pas nettement dégagé sa division fondamentale, elle n'avait pas fait entrer rigoureusement les uns dans les autres des caractères

(1) Art. 4.

(2) L. 27 ventôse an 9, du 28 avril 1816, du 16 juin 1824.

(3) Art. 3.

vraiment identiques. — La loi de frimaire a exprimé sa distinction essentielle et générale par deux dispositions, dont l'une est seulement négative, *actes qui ne contiennent ni obligation, ni libération, etc....; actes qui contiennent obligation, libération, etc....* Elle ne détermine pas, d'une manière dogmatique, les caractères de sa division; cependant elle la suppose dans la classification des actes et dans le tarif correspondant des droits fixes et proportionnels établis par les articles 68 et 69. Cette énumération de tant d'actes divers peut nous donner le moyen de formuler le caractère net et tranchant d'une division scientifique. En comparant les différentes nuances de la nomenclature légale et en ramenant à l'unité toutes celles qui s'unissent par leur analogie, on peut tout classer sous deux chefs principaux, sous deux unités :

1° Actes civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui ont le caractère purement DÉCLARATIF;

2° Actes civils, judiciaires ou extrajudiciaires, qui ont le caractère ATTRIBUTIF.

Dans la première classe sont tous les actes de précaution, de formalité, de déclaration par inventaires, procès-verbaux, jugemens; les déclarations par contrats de mariage, par actes de partage, par dispositions soumises à l'évènement du décès; les actes qui sont l'exécution, le complément, la consommation d'actes obligatoires précédemment enregistrés;

Dans la seconde classe sont les obligations, les ventes, les donations, les successions, les condamna-

tions, collocations, liquidations de droits et de créances, toutes les transmissions de propriété mobilière et immobilière, d'usufruit ou de jouissance (1).

Aux actes *déclaratifs* répondent les droits fixes; aux actes *attributifs* répondent les droits proportionnels.

Dans les droits fixes on peut ranger par analogie les droits du timbre (2).

La société marque de son type et vend au profit du trésor l'instrument matériel des transactions civiles. Le timbre est, comme on l'a dit (3), l'allié fidèle de l'enregistrement, depuis les ordonnances de Louis XIV qui l'ont établi (4). La révolution, qui avait, en matière de contribution, des besoins aussi impérieux que la royauté absolue, lui a conservé son caractère d'alliance fiscale (5).

Le timbre fournit l'instrument matériel et nécessaire des contrats; la société leur ouvre ensuite ses registres et ses archives dans l'intérêt des contractants, de leurs ayant-cause, des tiers, et dans l'in-

(1) Voir le tarif de la loi du 22 frimaire et le tableau des droits fixes dressé par l'administration de l'enregistrement. (Dalloz, *vo Enregist.*, 34.) La loi de frimaire avait fait à l'égard des lettres de change une exception que la loi de 1816 a effacée.

(2) Le génie du fisc, en 1816, a trouvé le moyen de créer un timbre *proportionnel* pour les effets négociables, dont les lois de la révolution ne s'étaient pas avisées.

(3) Encyclopédie moderne de M. Courtin, *vo Enregist.*

(4) Ord. d'août 1674, juin 1680; le contrôle avait été établi en 1581. Le droit de mutation remonte à l'époque féodale.

(5) Le timbre produit à l'état de 25 à 30 millions; l'enregistrement, de 135 à 140 millions.

térêt des revenus publics. — La société qui, pour asseoir l'impôt territorial, lève le plan cadastral des propriétés, enveloppe aussi les conventions et mutations dans un vaste tableau qui détermine leur titre et la valeur imposable. L'enregistrement, dans son ensemble, est le cadastre et l'imposition des capitaux mobiliers livrés ostensiblement à la circulation, des capitaux mobiliers et immobiliers livrés à la transmission gratuite et héréditaire.

La loi du 22 frimaire a refondu et abrogé toutes les lois antérieures sur les droits d'enregistrement (1); et par là s'est trouvé aboli l'un des effets que la loi du 5 décembre 1790 attachait à l'enregistrement des actes authentiques : « Les actes des notaires, disait « l'art. 2, et les exploits des huissiers seront assu-
« jétis, dans toute l'étendue du royaume, à un en-
« registrement, pour assurer leur existence et constater leur date (2). » — La loi de frimaire a renouvelé cette disposition, à l'égard des exploits, en déclarant nuls les actes non enregistrés dans les délais (3); mais elle ne l'a pas renouvelée à l'égard des actes notariés (4). Ces derniers actes, faute d'enregistrement, ne sont pas assimilés à des actes sous

(1) Art. 73.

(2) M. Troplong fait observer que c'était là plutôt un moyen de colorer l'enregistrement d'une apparence d'utilité, qu'un effet réel, puisque l'acte enregistré dans les dix jours prenait date de l'époque indiquée par le notaire, t. 2, Hyp., p. 290.

(3) Art. 3-4, conformément à l'art. 8 de la loi du 5 déc. 90.

(4) Art. 33, contraire à l'article 8 de la loi de 90.

seing privé : la fixité de la date est donc imprimée à l'acte notarié par le caractère de l'officier public, lequel est astreint, au surplus, par la loi de frimaire elle-même, à tenir un répertoire qui mentionne *la date des contrats* (1).

La loi de l'enregistrement touche à tous les actes civils et judiciaires; elle en tarifie la multiplicité indéfinie suivant leur nature et leur espèce : nous ne faisons point un seul pas dans la carrière des transactions civiles et commerciales sans nous trouver en présence de la régie et de ses investigations. Aussi nulle branche du droit n'a-t-elle été plus féconde en discussions et décisions judiciaires; plus de deux mille arrêts sur cette matière sont émanés de la cour suprême (2). Les conventions prennent tant de formes différentes et peuvent revêtir des nuances si variées et si difficiles à saisir, que c'est souvent après de grands efforts que l'on parvient à déterminer les signes distinctifs des contrats et à ranger l'acte civil ou judiciaire dans l'une ou l'autre des classifications qui entraînent le droit fixe ou le droit proportionnel à différens degrés. La décomposition des contrats, l'analyse de leurs dispositions, pour bien pénétrer leur nature sous l'apparence de leurs

(1) Art. 49-50. C'est ce que déclare expressément la loi du 25 ventôse an 11, sur le notariat, quant à la *date*. — Voir M. Troplong, *Hyp.*, t. 2, no 507. Il y combat victorieusement l'opinion contraire de MM. Merlin et Grenier.

(2) En avril 1837, on comptait plus de 2,000 procès jugés par la cour de cassation et plus de 250 pourvois inscrits dans son greffe. (*Journal des Tribunaux*, art. de M. Championnière, no 1^{er} avril 1837.)

formes, mettent à chaque instant le fonctionnaire de la régie sur les limites du droit; autrefois on disait, *Point de bon domaniste où n'est pas bon feudiste*, et nos meilleurs feudistes étaient en même temps les plus grands jurisconsultes de l'école française : c'étaient plusieurs branches diverses qui se rattachaient au même tronc, la science du droit. — Aujourd'hui nous laissons à la *pratique* des affaires les questions d'enregistrement; par là nous sommes infidèles à l'antique alliance que représentaient les Dumoulin, les Loyseau, les Dargentré; mais dans cette partie du droit privé, quelque aride qu'elle soit, il se fera une réaction favorable, comme dans plusieurs autres; cette réaction s'opèrera par la science : une œuvre contemporaine l'a commencée par l'histoire et la théorie (1).

Le directoire qui, dans un intérêt de fiscalité et son besoin de ressources pécuniaires, plutôt que dans un intérêt de progrès législatif, avait fait naître les lois sur les hypothèques et l'enregistrement, fut conduit par le même mobile vers la résurrection et le perfectionnement des droits de greffe. Aussi la loi du 24 ventôse an 7 sur l'établissement des droits de greffe (2), doit-elle être regardée comme un appendice à la loi du 22 frimaire :

(1) *Traité des Droits d'Enregistrement*, par MM. Championnière et Rigault, 1836 : les anciens jurisconsultes ont été interrogés avec soin par les auteurs du savant traité.

(2) La loi du 22 prairial an 7 contient des additions à la 1^{re}.

« Il est établi des droits de greffe au profit de la
 « république dans tous les tribunaux civils et de
 « commerce : ils seront perçus (dit l'art. 1^{er}), à
 « compter du jour de la publication de la présente,
 « pour le compte du trésor public, par les re-
 « ceveurs de la régie de l'enregistrement. »

En établissant des droits pour la mise au rôle de chaque cause, la loi nouvelle impose à la justice un ordre salulaire et dont trop souvent elle s'est écartée : « L'usage des placets pour appeler les causes est interdit ; elles ne pourront l'être que sur les rôles et dans l'ordre du placement (1).

Les droits de greffe ont le caractère de droits fixes, mais sont distribués sur une échelle appropriée à la nature des actes judiciaires et à l'autorité des tribunaux dont émanent les jugemens.

Les rôles d'expédition des jugemens définitifs sont plus haut tarifés que ceux des jugemens préparatoires ; et les rôles des arrêts sur appel, plus que ceux des jugemens de première instance : la part du greffier, à titre de remise, est faite sur chaque rôle d'expédition (2).

La loi ne veut pas qu'on puisse confondre les droits de greffe avec les autres : « Ne sont pas

(1) Art. 3. On aurait bien besoin souvent de rappeler cet article dans les tribunaux. La cour royale de Bordeaux s'est imposé récemment l'obligation de suivre cette règle, et elle en a éprouvé les salutaires effets pour l'expédition des causes.

(2) Art. 49.

« compris dans ces droits le papier timbré et l'enregistrement, qui continueront d'être perçus conformément aux lois existantes (art. 42). »

Ainsi la fiscalité a réuni toutes ses branches éparses; droits d'inscription hypothécaire, droits de timbre, droits d'enregistrement fixes et proportionnels, droits de mutation, droits de greffe; voilà le faisceau lié par le directoire en l'an 7, et sur lequel il voulait appuyer ses forces chancelantes: ressource impuissante; son heure approchait.

La désorganisation sociale entraînait partout, quand la France cependant sentait le pressant besoin d'une époque d'ordre et de réorganisation. Le directoire n'était pas né pour cette époque organique: pouvoir de transition, sur lequel le vainqueur d'Italie avait projeté les reflets de sa gloire, mais qui n'avait brillé que d'un éclat emprunté; gouvernement de bascule et de réactions opposées, épuisé d'avance par la convulsion du 48 fructidor, le directoire tomba sans retour devant les faisceaux consulaires de l'an 8.

Si le 48 fructidor avait été la convulsion de la faiblesse expirante, le dernier effort de la Terreur, un instant ressuscitée, le 48 brumaire fut l'enfantement d'une époque nouvelle pleine de force et d'avenir; mais la violence y présida; le berceau du pouvoir fut souillé par elle: « *Il fallait emporter la journée*, a dit Bonaparte consul; c'est la seule excuse du 48 brumaire. Ce n'est pas le coup d'état de Saint-Cloud, c'est la bataille de Marengo qui a donné au consulat son baptême de gloire.

Entrons dans cette époque, vers laquelle on aspire de loin pendant la longue et cruelle traversée de la révolution : la terre promise par le génie de la France en 1789, se montre enfin à l'horizon, et l'histoire en prend possession avec un élan d'enthousiasme.



4^e PÉRIODE (DU 18 BRUMAIRE A L'AN 12).

*Qui cuncta discordiis fessa sub imperium
unius accepit* (TACITE, ANN., lib. 1).

CONSULAT.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Bonaparte lui-même nous l'apprend : en l'an 6, avant le départ pour l'Egypte, « le général d'Italie fut invité par les hommes influens des deux conseils à faire un mouvement et à se mettre à la tête de la république; il s'y refusa. *Il n'était pas encore assez fort, dit-il, pour marcher tout seul.* Il avait sur l'art de gouverner et sur ce qu'il fallait à une grande nation, des idées si différentes des hommes de la révolution et des assemblées, que ne pouvant agir seul, il craignit de compromettre son

« caractère : il se détermina donc à partir pour
 « l'Egypte , mais *résolu de réparer* si les cir-
 « constances venaient à rendre sa personne néces-
 « saire (1). »

Dès l'an 6 , lorsque le directoire lui décernait le triomphe dû à ses prodiges de l'Italie , le jeune vainqueur laissait entrevoir sa pensée : il parlait de la grandeur assurée de la France , « lorsque la
 « France aurait les meilleures lois organiques (2). » Dans sa proclamation du 18 brumaire , c'est la LIBERTÉ CIVILE qu'il promet , qu'il exalte à la fin d'une révolution si long-temps dominée par les idées et les fureurs de la *liberté politique* ; et au milieu de la crise nouvelle , le même orateur qui , par une singulière destinée , parut également comme rapporteur-apologiste , à la tribune du 18 fructidor et à celle du 18 brumaire , Boulay de la Meurthe élevait aussi par-dessus tout la LIBERTÉ CIVILE. « Le
 « bonheur du peuple , disait-il , consiste dans la li-
 « berté civile pour laquelle seule les hommes se réu-
 « nissent et restent en société. Or les citoyens fran-
 « çais jouissent-ils de cette liberté civile ? Leur est-
 « elle suffisamment garantie ? Non ; il est notoire que
 « la sûreté personnelle peut être facilement compro-
 « mise , que la plupart des propriétés sont dans
 « l'incertitude , que les transactions , le commerce ,
 « tous les arts nécessaires et utiles sont dans un état

(1) *Mémorial de Ste-Hélène.*

(2) Disc. du 20 frimaire an 6.

« de stagnation; qu'il n'y a plus de confiance ré-
 « ciproque, que partout le peuple est tourmenté
 « dans tous les sens (1). »

Ainsi l'une des idées de Bonaparte, qui le rendaient si différent des hommes de la révolution, selon son langage, c'était de donner à la France, épuisée de passions politiques, la liberté civile.

« Il est temps qu'il n'y ait plus que des Fran-
 « çais dans la république française, dit un des orga-
 « nes du nouveau pouvoir; que celui-là soit flétri
 « qui voudrait provoquer une *réaction* et oserait en
 « donner le signal. Les *réactions* sont le produit de
 « l'injustice et de la faiblesse des gouvernemens : il
 « ne peut plus en exister parmi nous, puisque nous
 « avons un gouvernement fort ou, ce qui est la même
 « chose, un gouvernement juste (2). »

La loi sur les otages, qui dans les communes agitées se prenaient parmi les nobles, est immédiatement abrogée (3). L'emprunt forcé, source de vexations, est révoqué. — La fête anniversaire du 21 janvier est abolie (4). — Les émigrés français, naufragés à Calais le 23 brumaire an 4 et détenus au château de Ham, contre le droit des gens, sont mis en liberté hors du territoire de la république. Les prêtres déportés par le directoire sont rappelés en France. — Portalis, Siméon, Barbé-Marbois,

(1) Rapp. fait le 19 brumaire.

(2) Instruction de Fouché, ministre de la police, 26 brumaire an 8.

(3) L. 24 messidor an 7, abrogée par la loi du 22 brumaire an 8.

(4) L. 3 nivôse.

Carnot, Barthélemy, tous les proscrits de fructidor, sont réintégrés au sein de leur patrie (1).

Le ministre de la justice annonce « qu'on va
« préparer dans le calme de la méditation et dis-
« cuter avec sagesse des codes établis sur les bases
« immuables de la liberté, de *l'égalité des droits*,
« *du respect à la propriété* (2). » — La pensée de Bonaparte sur la LIBERTÉ CIVILE a donc rayonné subitement dans tous les esprits.

La constitution du 22 frimaire an 8, dont toutes les combinaisons étaient dirigées contre la liberté politique, mais où s'inscrivaient en caractères apparens, et le principe le plus cher à la France, et la promesse de la liberté civile, est présentée à l'acceptation du peuple dans tous les départemens : trois millions de citoyens donnèrent leur signature d'adhésion, et les consuls, dans leur proclamation, disaient à la nation reconnaissante : « Ci-
« toyens, la révolution est fixée aux principes qui
« l'ont commencée ; ELLE EST FINIE (3) ! »

Bonaparte devance l'époque assignée d'abord à la convocation des assemblées créées par l'acte constitutionnel ; il ouvre la première session du corps législatif et du tribunal le premier janvier 1800 (4). Il veut que l'ère nouvelle commence avec le 19^e siècle.

(1) 5 nivôse, arrêté.

(2) Adresse de Cambacérès, ministre de la justice, 20 brumaire.

(3) proclam. 24 frimaire.

(4) 11 nivôse an 8.

Oui, c'est une ère nouvelle, c'est la résurrection de l'ordre social. « Voici le pouvoir de l'unité et « de la concentration (a dit le prisonnier de Sainte- « Hélène) : ce sont des faits propres à frapper le « dernier vulgaire. La France livrée aux tiraille- « mens de plusieurs, allait périr sous les coups « de l'Europe réunie; elle mit le gouvernail aux « mains d'un seul, et aussitôt, moi, premier con- « sul, je donne la loi à toute cette même Euro- « pe (1). » La révolution jusqu'alors avait agi sur- tout comme puissance de destruction, elle agit enfin comme puissance d'organisation. Les idées de 89 avaient brisé l'ordre dans leur violente expansion, avaient déraciné tous les principes sociaux qu'elles doivent protéger et non détruire; il fallait recomposer l'ordre public et l'adminis- tration de l'état, rappeler à la vie organique les principes fraternels de la famille et de la religion : mais en rétablissant les institutions dont l'existence se lie à celle de la société, il fallait les dépouiller de tout ce que le passé leur avait attaché de haine légitime. Le siècle nouveau ne devait pas oublier ce qu'il y avait de juste dans la grande lutte intellectuelle du 18^me siècle. En réhabilitant les abus, on eût ranimé les germes de la guerre intestine. L'homme fort de la révolution avait fait, dans sa pensée, la séparation du bien et du

(1) *Mémorial*, nov. 1816, t. 2, p. 35, édit. du Panthéon.

mal ; il avait vu qu'après les éruptions des dix dernières années , l'idée qui avait survécu dans toute sa force , la passion qui avait conservé son énergie primitive , c'était l'idée , la passion de l'égalité. La France était prête à donner sa liberté au pouvoir qui saurait sauver et garantir l'égalité conquise. Ce principe de notre caractère national a fait la puissance et la grandeur du premier consul , qui a mis le pouvoir et l'ordre à la place de la liberté politique , qui a remplacé dans les cœurs la passion de la liberté par la passion de la gloire , et qui a organisé magnifiquement dans les lois religieuses et civiles l'idée chrétienne et nationale de l'égalité.

Chaque époque a son caractère distinctif : les deux élémens de la révolution française , la liberté et l'égalité , ne pouvaient s'organiser subitement au sortir de la crise décennale ; il fallait commencer par le plus impérieux. — On a dit que Bonaparte était la révolution incarnée. — Non ; Bonaparte est la grande personnification de l'idée sociale de l'égalité. C'est au profit de cette idée qu'il a reconstitué le pouvoir , recomposé l'ordre , appelé autour de lui les classes naguère ennemies , relevé les autels du catholicisme et de tous les cultes chrétiens , sillonné même l'Europe de son épée victorieuse. Il appartenait à une époque plus tardive d'organiser la liberté et les garanties politiques.

La révolution française était trop grande avec ses deux idées de liberté et d'égalité , pour qu'un seul homme , quel que fût son génie , pût les jeter en-

semble dans le moule d'une vivante organisation : à l'assemblée constituante la gloire de les avoir proclamées comme le symbole de l'humanité ; à la convention la gloire de les avoir sauvées du naufrage de toutes les institutions, sous le feu de l'Europe conjurée ; à Bonaparte, l'honneur immortel d'avoir organisé les principes de la vie et de l'égalité sociale. — La gloire de fonder et de garantir la liberté politique appartiendra à l'époque contemporaine, qui a porté la révolution électorale de 1817, la révolution intellectuelle de 1819, la révolution nationale de 1830.

N'allons donc pas demander injustement au premier consul ce qu'il a fait des droits politiques de la France ; il nous en a préparé dans l'avenir la possession et le libre exercice en fondant la LIBERTÉ CIVILE : la liberté civile a été tout son programme au 18 brumaire.

Et c'est là que nous devons le suivre.

La première chose que fit ce général de trente ans, que les siècles avaient contemplé avec admiration du haut des Alpes et du haut des Pyramides, ce fut de proposer la paix à l'Angleterre et à l'Europe. La haine britannique, en signe de guerre, a secoué les plis de sa robe devant le jeune consul : la guerre se prépare. La mort de Washington, qui vient de rendre le dernier soupir en Amérique quand Bonaparte s'élève en Europe, est mise à l'ordre du jour de l'armée d'Italie ; des crêpes noirs sont suspendus aux drapeaux de la France républicaine : l'armée de réserve, Bonaparte à sa tête, franchit le mont Saint-

Bernard, et le 14 juin 1800 (1), la victoire de Marengo salue l'avènement du consul, délivre l'Italie, fonde le traité de Lunéville et donne la paix continentale. Le 25 mars 1802 l'Angleterre elle-même vient humilier son orgueil dans le traité d'Amiens : Bonaparte a conquis la paix générale : « A Amiens, a-t-il dit, je croyais de très-bonne foi le sort de la France, celui de l'Europe et le mien fixés ; la guerre finie, j'allais me donner uniquement à l'administration de la France, et je crois que j'eusse enfanté des prodiges (2). »

Deux ans avaient suffi à l'œuvre du capitaine et du négociateur, et le génie de l'organisation sociale avait déjà marché à pas de géant dans ces deux années de gloire et de civilisation.

SECTION PREMIÈRE.

ORGANISATION POLITIQUE, ADMINISTRATIVE, JUDICIAIRE.

§ 1^{er}. — Organisation politique.

La constitution du 22 frimaire an 8, où le génie de Sieyès s'était exercé à immobiliser la vie politique, à étouffer le principe électoral, était, surtout dans l'organisation du pouvoir exécutif, une réaction ouverte contre les constitutions de 94 et de l'an 3. — Faible et désarmé dans la première, di-

(1) 25 prairial an 8.

(2) *Mémorial*, nov. 1817, t. 2, p. 36.

visé par la seconde entre cinq directeurs, le pouvoir exécutif fut vigoureusement concentré dans une seule main. Lui donner toute l'énergie possible sans invoquer les formes du despotisme, enchaîner la liberté politique sous le vain simulacre d'une représentation nationale, mais donner à l'administration de l'état toute la puissance de la centralisation, tous les bienfaits de l'ordre, tel était le point de vue fondamental de la constitution consulaire, du sénatus-consulte organique de l'an 40 et des lois qui en formaient le corollaire. Un homme qui a joué un grand rôle dans les phases conventionnelles et directoriales, Garat, dans un pompeux panégyrique adressé aux commissions législatives du 49 brumaire, mettait ainsi en relief la pensée première :

« Vous avez voulu donner aux lois, pour leur exécution, une force aussi puissante que les lois elles-mêmes sont sacrées, un pouvoir exécutif qui, par son unité, fût toujours en action et d'accord; par sa rapidité, atteignît à tout; par le nombre de ses agents et conseils, connût tout; par l'initiative des lois, fût passer toutes les acquisitions de l'expérience, toutes les lumières positives du gouvernement dans le code de la république; par son irresponsabilité, fût un point fixe et immuable autour duquel rien ne pût s'agiter pour ébranler, et tout pût se mouvoir, avec une haute assurance, pour tout perfectionner (1). »

(1) Discours de Garat, 23 fr. an 8. (Choix de Rapp., t. 47-445.)

Cet idéal du pouvoir exécutif, que représentait l'ancien ministre de la convention, a été réalisé par la constitution de l'an 8 : tout a été ramené à ce point ; toutes les nouvelles sphères du pouvoir politique, le conseil-d'état, le tribunal, le corps législatif, le sénat, le corps électoral, ont gravité vers ce centre d'attraction universelle.

Le conseil d'état, sous la direction des consuls, discutait et rédigeait les projets de lois, les réglemens d'administration publique, résolvait les difficultés en matière administrative. C'était par les orateurs pris dans son sein que le gouvernement consulaire exerçait l'*initiative* des lois, qui lui était exclusivement attribuée (1).

Le tribunal discutait les projets de lois présentés au corps législatif par les orateurs du gouvernement, émettait un vœu d'adoption ou de rejet, et envoyait ses orateurs dans le sein du corps législatif pour y soutenir son vote. — Le corps législatif faisait la loi en statuant par scrutin secret, sans aucune discussion de la part de ses membres.

Le sénat, d'après la constitution, avait deux missions principales :

1° Celle d'élire, sur les listes nationales qui lui étaient adressées des départemens, les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de cassation, les commissaires de la comptabilité ;

2° Celle de veiller à la *conservation* de la constitu-

(1) Le tribunal avait seulement le droit d'émettre un vœu, mais non de proposer une loi.

tion ; il maintenait ou annulait pour cause d'inconstitutionnalité les actes qui lui étaient déférés comme inconstitutionnels par le gouvernement ou par le tribunat (1).

Le sénatus-consulte du 16 thermidor an 10 fit une distinction qui devait concentrer encore plus le pouvoir.

Il distingua entre la législation *politique* et la législation *civile* (2) :

La première fut attribuée au sénat ; la seconde resta dans les attributions du corps législatif. Le sénat manifestait son action par les sénatus-consultes organiques, dont l'emploi abusif changea deux et trois fois la forme du gouvernement (3).

Un *conseil privé* fut institué pour rédiger les projets de sénatus-consultes de cet ordre élevé : le conseil d'état resta comme conseil législatif et administratif. Le conseil privé fut le conseil politique ; et le premier consul qui, d'après la constitution, devait soumettre au tribunat et au corps législatif les traités de paix et d'alliance, n'eut plus besoin que de l'avis du conseil privé pour la ratification des traités.

Le corps électoral était représenté, sous la constitution, par des listes d'arrondissement, de département, et par les listes nationales, qui étaient

(1) Const., art. 21-28-37.

(2) Rapp. de Cornudet. (Choix de Rapp. 48-256.)

(3) Consulat à vie, gouvernement impérial 1804, suppression du tribunat, 1807.

le résultat de trois degrés d'élection et qui formaient une vaste candidature aux fonctions du corps législatif et du sénat. — Le sénatus-consulte de l'an 40 créa les assemblées de canton, les collèges électoraux d'arrondissement et de département : les membres des collèges étaient électeurs à vie et présentaient des candidats au premier consul pour la nomination des juges de paix, des conseillers municipaux, des tribuns, des législateurs, des sénateurs. — Les membres de la cour de cassation étaient nommés par le sénat, sur la présentation des consuls.

C'est en exposant les motifs de ce sénatus-consulte, qui enchaînait tout reste de vie politique, et qui n'a pu être surpassé que par le sénatus-consulte organique du 28 pluviôse an 42, créateur du grand-électeur, des grands dignitaires et des commissions sénatoriales de la liberté individuelle et de la liberté de la presse, que le sénateur Cornudet disait : « Il faut fermer sans retour la place publique AUX GRACCHES..... : les vœux des citoyens sur les lois politiques auxquelles ils obéissent, s'expriment par la prospérité générale. La garantie des droits de la société place absolument la pratique du dogme de la souveraineté du peuple dans le sénat, qui est le lien de la nation; voilà la seule vraie doctrine sociale pour nous. »

Il est évident qu'en voulant anéantir l'anarchie, le premier consul tuait la liberté politique; mais aussi il n'avait pas adopté celle-ci; et dans ses réponses solennelles aux autorités nouvellement constituées, il promettait à la France la JUSTICE, l'ORDRE,

L'ÉGALITÉ (1), comme il avait promis au 18 brumaire la **LIBERTÉ CIVILE**.

Au milieu de cette organisation toute coercitive, on doit remarquer deux dispositions, dont l'influence s'est fait sentir, même depuis que l'ère de la liberté politique s'est rouverte pour nous :

1° L'une donnait au sénat le droit d'annuler les actes du gouvernement et du corps législatif qui lui étaient dénoncés comme inconstitutionnels; dans la constitution, c'était le tribunal qui avait le droit de dénonciation; dans le S. N. C. organique, ce droit fut conféré à tout sénateur (2); mais quand le délai fixé pour l'exercice de cette faculté était expiré, l'acte du corps législatif ou du gouvernement avait toute sa force exécutoire. — C'est par suite de cette disposition que la jurisprudence de la cour de cassation a sanctionné la légalité des décrets de l'empire, qui avaient usurpé la fonction de la loi.

2° Une autre disposition a maintenu son énergie, au milieu de toutes les attaques : c'est le fameux article 75 de la constitution de l'an 8, portant que les agens du gouvernement ne pourraient être traduits devant les tribunaux pour les faits relatifs à leurs fonctions, qu'après la décision rendue par le conseil d'état; question grave que celle de l'autorisation préalable aux poursuites, mais qui, dans le système

(1) Réponse au discours de présentation des S. N. C. organiques de l'an 10, Rap. 18-258.

(2) Art. 70. En 1807, le tribunal fut supprimé; le droit, qui n'a jamais été exercé, appartient donc seulement aux sénateurs.

administratif du consulat, devait être résolue en faveur des agens du pouvoir.

En régularisant les pouvoirs nouveaux, la constitution effaçait les dernières traces des lois révolutionnaires, qui excluaient de l'admissibilité aux droits et fonctions publics les parens d'émigrés et les ci-devant nobles (1). Bonaparte aspirait dès lors à une fusion complète des partis. Il a dit, depuis, qu'il aurait mis également dans son conseil d'état Robespierre et Louis XIV : c'est l'expression exagérée de la pensée qu'il a réellement manifestée, dès l'origine, par le choix de Cambacérès et de Lebrun pour ses collègues au consulat; l'un conventionnel de l'an 2, l'autre ancien secrétaire intime du chancelier Meaupou; et par la nomination de Fouché et de Talleyrand aux ministères de la police et des affaires étrangères, l'un violent motionnaire de 93, l'autre orateur influent de 89.

Le titre de gloire du consulat n'est pas sans doute dans l'organisation des pouvoirs politiques; mais de ces pouvoirs, qui n'étaient qu'une fausse image de représentation nationale, sont sorties les grandes œuvres d'organisation administrative et de codification; le génie de Bonaparte a suppléé par le choix des hommes aux chances de l'élection libre : les gouvernemens modernes doivent être ceux de la capacité, et la capacité de l'homme de

(1) L. du 13 brum. an 3., 19 fruct. an 5, 9 frim. an 6, décision du conseil d'état, 6 niv. an 8.

génie , qui était au sommet de la puissance , cherchait à se répandre sur tous les degrés de la nouvelle hiérarchie , par les capacités secondaires qu'elle mettait en saillie.

§ 2°. — Organisation administrative.

La constitution de l'an 3 avait changé la division territoriale établie par l'assemblée nationale en substituant les cantons aux districts et aux municipalités. Le corps législatif revint à la division territoriale de 1791 ; les arrondissemens communaux furent mis à la place des cantons (1) , et la France fut divisée par la loi du 28 pluviôse an 8 en départemens , arrondissemens et municipalités. Les cantons ont pris place dans cette division , pour la circonscription des justices de paix , et , de nos jours , pour l'élection des conseils d'arrondissement et de département. Les motifs donnés par le conseiller d'état Rœderer respirent l'esprit d'organisation qui allait régner en France (2) : « L'expérience solli-
« citait une nouvelle division du territoire de la
« république. Les cantons étaient trop multipliés ,
« les administrateurs trop nombreux..... La réfor-
« me que l'expérience demandait , la constitution
« l'a exigée... Elle est d'ailleurs conforme aux prin-
« cipes qui ont déterminé la plupart des divisions

(1) Il y eut 398 arrondissemens au lieu de 7,800 cantons.

(2) Rapp. du 18 pluv. an 8.

« qui ont été faites par l'assemblée constituante. La
 « division proposée rétablit entre les subdivisions
 « des départemens l'égalité que l'on avait voulu y
 « mettre dans le principe; et elle assure une grande
 « économie dans les frais d'administration. »

La division territoriale rétablie et perfectionnée par Bonaparte est devenue la base de toutes les circonscriptions administratives, financières et judiciaires. Les départemens, les arrondissemens, les municipalités ont été mis sous la direction de préfets, de sous-préfets, de maires nommés par le premier consul. A côté d'eux ont été placés des conseils de départemens, d'arrondissemens, et des répartiteurs communaux pour la distribution des impôts entre les masses et les individus : le jugement du contentieux, dans toutes les parties de l'administration et pour tous les contrats administratifs, a été confié aux conseils de préfectures. — Les maires ont été entourés de conseils municipaux; mais les libertés communales s'étaient épuisées par les excès révolutionnaires, et ne furent point rétablies. Toutes les nominations, même celles des conseillers municipaux, étaient entre les mains du premier consul : c'était l'unité absolue qui envahissait l'administration. Depuis ce temps, la liberté exilée des institutions qui semblaient le mieux lui appartenir, a reconquis sa position légitime. « Nous héritons aujourd'hui (a dit un célèbre orateur politique) et nous profitons des grandes « œuvres de Napoléon; malgré les vices qui y sont « déposés, le despotisme peut en sortir, la liberté

« *peut y entrer* ; elle y entre tous les jours..... Au
 « moment où ce fait a eu lieu, il était nécessaire; un
 « pouvoir unique et fortement constitué pouvait
 « seul rétablir en France l'ordre social (1). »

C'est ce principe de concentration qui présida aussi à l'organisation de l'enregistrement et des domaines, en créant un directeur-général et un conseil (2); à celle de l'administration forestière, en établissant une hiérarchie qui, des administrateurs résidant à Paris, descendait jusqu'aux gardes particuliers (3).

L'un des premiers regards de Bonaparte se porta sur les besoins du crédit commercial et public. Pour donner un centre aux relations, il rétablit les bourses de commerce; pour assurer la fidélité et la facilité des transactions commerciales, il investit les courtiers et les agens de change d'un caractère public (4). — Dégagé des derniers embarras du papier-monnaie, le gouvernement devait craindre jusqu'à l'apparence de ce système frappé de réprobation; il accorda à l'association qui s'était formée à Paris dès l'an 8 sous le nom de banque de France, le caractère légal, et l'investit du privilège exclusif d'émettre des billets de banque (5). La banque, créée pour l'utilité du commerce, devait escompter

(1) Discours de M. Guizot à la chambre, séance du 15 mars 1837.

(2) Arrêté du 3^e jour complém., an 9.

(3) L. du 16 niv. an 9.

(4) Loi du 28 vent. an 9.

(5) L. du 24 germ. an 11.

les lettres de change et autres effets ayant *une cause et une valeur réelles*. Le capital de la banque se formait d'un fonds primitif en actions (1), et du fonds de réserve composé du bénéfice qui excéderait le dividende annuel de 6 pour cent par chaque action de mille francs. Le fonds de réserve devait être converti en cinq pour cent consolidé; le crédit de la banque se liait ainsi au crédit de l'état. Cette alliance du crédit commercial et du crédit public fut plus d'une fois une charge onéreuse (2); elle empêcha la banque de faire refluer ses ressources dans les canaux du commerce ordinaire et surtout du commerce inférieur.

La pensée régénératrice du crédit donna lieu aussi à l'organisation de la caisse d'amortissement (3). Cette institution, dont les avantages sont mis en doute quand le crédit public est dans sa plénitude, était une institution salubre à la renaissance du crédit. Si l'Angleterre, à laquelle nous l'avons empruntée, l'abandonne aujourd'hui, c'est qu'il lui est impossible d'avoir un fonds d'amortissement en rapport avec l'énormité de sa dette; mais il y a garantie quand ce rapport existe dans une proportion rationnelle: sous le consulat, et

(1) 45,000 actions de 1,000 fr.

(2) L'institution de la banque fut modifiée en 1806; à cette époque, suspension des remboursements en argent, doublement des mises de fonds; en 1814, 40 millions étaient dus par le pouvoir. — La banque fut d'une faible ressource pour le petit commerce.

(3) Arrêté 23 messidor an 9.

après la réduction des rentes par le directoire, c'était la fondation même du crédit public.

La puissance d'organisation qui passait de l'administration générale aux intérêts du commerce et du crédit, porta également son action vers les intérêts communaux. Les communes, déjà destituées de la libre faculté d'aliéner leurs biens, furent protégées par la nécessité de l'autorisation administrative avant de paraître devant les tribunaux; cette condition leur était imposée quand elles voulaient plaider en demanderesses; elle était imposée à leurs créanciers quand ils voulaient prendre l'initiative et les attaquer judiciairement (1). Les usurpations commises sur les biens communaux, à la faveur de la loi du 40 juin 1793 sur leur partage, furent réprimées (2). Le droit de réclamer le partage ou un nouveau mode de jouissance de ces biens fut enlevé à la minorité, que la loi de 93 avait revêtue des droits de la majorité: les conseils municipaux en furent investis (3); les partages antérieurs furent maintenus.

L'humanité et la science reprirent leurs droits: les hospices furent réintégrés dans leurs biens non aliénés, ou indemnisés pour leurs biens aliénés; des rentes, des biens nationaux furent affectés à leur service (4).

(1) L. 28 pluv. an 8, art. 4; 17 vend. an 10.

(2) Loi 9 vent. an 12, 4^e jour compl., an 13.

(3) Décr. 9 brum. an 13, art. 2. (Voir 2^e Période, section 4^{re} du présent livre.)

(4) L. 15 brum. an 9; 4 vent.

La loi de l'an 10 sur l'instruction publique, en fondant les écoles primaires, les écoles secondaires, les lycées; en faisant entrevoir l'établissement prochain des écoles spéciales de droit, de médecine et du haut enseignement des sciences naturelles et mathématiques, exprimait un besoin vivement senti par cette société battue par l'orage, mais fille du 18^e siècle et avide de lumières. — Les sciences et les lettres avaient déjà trouvé un centre éclatant dans l'institut national; celui de ses membres qui, par la victoire, ouvrit l'Égypte à ses savantes recherches, en fut le réorganisateur (1).

Et comme il faut à la nation française une passion, que l'amour de la liberté s'était endormi, que le vieux sentiment national et monarchique, l'honneur, se ranimait à l'apparition d'une époque glorieuse, le premier consul saisit le puissant ressort qui s'offrait à lui; il organisa la passion de la gloire, il créa la Légion-d'Honneur (2). C'est le projet de Bonaparte qui trouva le plus d'opposition dans le conseil d'état et le corps législatif; on craignait alors le retour des honneurs et des privilèges, au-devant desquels on se précipita bientôt.

Bonaparte avait aussi préparé à un autre sentiment national et primitif une grande manifestation; mais le rétablissement du christianisme est une institution sociale que nous devons considérer à part.

(1) Arrêté du 3 pluv. an 11.

(2) L. 29 vent. an 10. Le général Jourdan, sous le directoire, avait proposé des rentes viagères pour récompenses; projet inexécuté.

§ 3^e. — Organisation judiciaire.

La division territoriale adoptée par le consulat servait de base à la nouvelle distribution des tribunaux.

Aux tribunaux civils de départemens la constitution et la loi du 27 ventôse an 8 substituèrent des tribunaux civils et correctionnels d'arrondissemens. Les tribunaux de départemens ne subsistèrent que pour l'administration de la justice criminelle, et leur institution fut combinée avec celle du jury d'accusation et du jury de jugement. La hiérarchie judiciaire, devant laquelle avaient reculé les constitutions de 94 et de l'an 3, fut rétablie. Des tribunaux d'appel supérieurs aux tribunaux de première instance furent institués. Leur ressort embrassa trois et quatre départemens; et à l'époque de leur création ils furent au nombre de vingt-neuf, y compris ceux de Liège et de Bruxelles pour la Belgique incorporée à la France. — Le tribunal de cassation, qui avait traversé toute la révolution avec le calme de la force et le caractère d'une mission sociale qui ne pouvait pas périr, reçut une distribution plus régulière et des règles de compétence plus précises (1). Toutes les sections furent appelées pour la première fois à nommer le président du tribunal suprême; et ce fut Tronchet, le fondateur de l'institution, qui

(1) L. 27 vent. an 8.

fut élevé à la présidence; digne récompense de la science et de la vertu de l'un des défenseurs de Louis XVI.

A la hiérarchie des tribunaux, qui renouait l'alliance avec le passé sans ressusciter les parlemens, vint se joindre un principe que l'assemblée constituante avait rejeté après un mûr examen, l'inamovibilité des juges. — L'inamovibilité, qui était une garantie d'indépendance sous l'ancien ordre de choses, en était encore une au moment de la réorganisation judiciaire. La société n'était pas solidement assise sur ses bases nouvelles; la politique avait envahi tous les intérêts; il fallait beaucoup de temps avant que les intérêts et les idées se fussent classés suivant leur nature propre et spéciale, avant que la société civile eût acquis cette fixité, cette durée qui la mît en dehors des mouvemens politiques. En présence d'un pouvoir exécutif qui voulait marcher rapidement à la conquête de l'ordre, mais qui pouvait être trop impétueux dans son action, l'inamovibilité des juges était une garantie nécessaire. Il en sera toujours ainsi au sortir des révolutions, qui ébranlent les fondemens de la société et laissent après elles l'impérieux besoin d'un refuge assuré aux intérêts et aux droits compromis ou menacés. Mais comme principe livré à l'examen d'une société éloignée des secousses révolutionnaires et capables de se livrer paisiblement aux améliorations de ses institutions, l'inamovibilité change de caractère; il ne s'agit plus de la juger dans ses rapports avec un état social ébranlé, avec un pouvoir

envahisseur; il faut la juger dans ses rapports avec l'institution judiciaire elle-même, avec les conditions de lumière et d'impartialité, de progression morale et scientifique qui constituent dans sa grandeur la justice sociale; et il faut se demander alors si l'inaltérabilité est la garantie de ces conditions essentielles. Or l'inaltérabilité par sa nature est bien une garantie d'indépendance qui a une grande valeur selon l'état politique de la société, mais elle n'est pas une garantie de lumières, d'impartialité, de progression morale et scientifique; elle peut être contraire à ces qualités fondamentales du bon magistrat, elle peut en être le pervertissement. Tel homme, dont les premières années de magistrature étaient tout entières au sentiment noble et pur de la justice, s'est refroidi dans ses devoirs, s'est immobilisé dans ses études sous l'influence de l'inaltérabilité; aussi l'assemblée nationale et Tronchet lui-même, adversaire des créations hardies de Duport, l'avaient-ils exclue de la théorie de l'institution judiciaire.

Bonaparte, qui avait tout à reconstituer, ne pouvait plus rester au point de vue théorique de la constituante; après s'être séparé d'elle sur la question d'inaltérabilité, il s'en sépara sur la question de l'élection des juges. La constitution de l'an 3 avait conservé le mode électoral; la constitution de l'an 8 porta : « Le premier consul nomme tous
« les juges criminels et civils, autres que les juges
« de paix et les juges de cassation, sans pouvoir les
« révoquer. » Les juges de paix furent quelque temps encore à la nomination des citoyens; les mem-

bres de la cour de cassation, à celle du sénat. — Par ce double moyen de la nomination des juges et de leur inamovibilité, le premier consul a recomposé promptement le corps de la magistrature française : avec une administration qui étreignait toute chose des liens de la centralisation, il n'avait plus à craindre le retour de l'esprit parlementaire. Aussi s'empressa-t-il d'ouvrir les tribunaux d'appel aux débris survivans de la magistrature ; il acquitta une dette envers le passé sans compromettre l'avenir.

L'organisation de l'institution judiciaire entraînait après elle des institutions qui en sont, dans l'histoire nationale et dans la nature des choses, le corollaire indispensable : à de faibles intervalles se produisit l'organisation des officiers ministériels, de l'ordre des avocats, du notariat et des écoles de droit.

Les avoués étaient la transformation épurée de l'ancienne compagnie des procureurs ; mais si les fonctions furent renouvelées, les offices ne furent pas rétablis comme une propriété vénale et transmissible. Bonaparte, qui voulait la reconstruction sociale, mais en respectant l'égalité, n'avait pas réédifié le système des offices, branche de propriété exceptionnelle que 1846 a rendue à la France, d'abord sous le titre timide d'indemnité de cautionnement (1), et qui aujourd'hui, accessible

(1) Indemnité pour augmentation de cautionnement établie pour suffire à l'emprunt des 400 millions.

principalement à la richesse, rapporte beaucoup aux possesseurs, mais aux dépens du sol nourricier.

L'ordre des avocats se retrouva dans toute sa noblesse ; la révolution l'avait dissout comme corporation, mais l'honneur de la profession était resté pur. La gloire ne tarda pas à rentrer au sein d'un ordre dont le talent et la vertu étaient la base ; le lien de la fraternité se resserra de suite entre les avocats, avec une énergie que depuis il a bien perdue (1).....

L'étude du droit civil se réveilla dans l'académie de législation avant la réorganisation des écoles de droit, qui ne tardèrent pas à se rouvrir. L'institution du notariat, dont toutes les assemblées nationales s'étaient successivement occupées avec le sentiment de son importance, fut complètement reconstituée. La belle loi du 25 ventôse an 44 eut pour objet d'assurer aux transactions civiles et à la propriété l'ordre et la sécurité, qui étaient l'esprit de l'époque nouvelle ; la loi résume le passé, le corrige et fonde à jamais la moralité du notariat : l'époque actuelle ne pourrait y ajouter que la nécessité d'un cours de droit pour les récipiendaires (2).

(1) Le barreau de Paris paraît être celui qui l'a encore le mieux conservée.

(2) Un vice dangereux se glisse dans les études de province ; des notaires font la banque, et *quelques-uns* trafiquent des actes de remplacemens militaires : ils font par intermédiaire les *marchands d'hommes*.

SECTION DEUXIÈME.

ORGANISATION RELIGIEUSE.

Concordat et lois organiques. — Question du mariage des prêtres, sous le rapport historique et légal.

Ce n'était pas assez de recomposer ainsi la société pièce par pièce. Il y avait une institution qui avait civilisé l'Europe, dont les idées-mères avaient éclaté avec force à l'origine même de la révolution, et que la révolution, imprudente d'abord, aveugle et cruelle ensuite, avait anéantie, sinon dans le sanctuaire des cœurs, du moins dans ses formes et dans ses manifestations sociales. — La grande pensée de la régénération chrétienne et catholique semblait trop forte pour un homme, pour une assemblée; mais elle fut portée par Bonaparte, comme la pensée de la révolution l'avait été par Mirabeau. Dix jours avant la bataille de Marengo, le premier consul, qui venait de franchir les Alpes et qui se sentait à l'aise sous le ciel de l'Italie, disait aux ecclésiastiques de Milan : « Mon intention formelle est que
« la religion chrétienne, catholique et romaine
« soit conservée dans son entier ; qu'elle soit publi-
« quement exercée, qu'elle jouisse de cet exercice
« public avec une liberté aussi pleine, aussi étendue,
« aussi inviolable qu'à l'époque où j'entrai pour la
« première fois dans ces heureuses contrées. Per-
« suadé que cette religion est la seule qui puisse
« procurer un bonheur véritable à une société bien

« ordonnée , et affermir les bases d'un bon gouver-
 « nement, je vous assure que je m'appliquerai à la
 « protéger et à la défendre *dans tous les temps et par*
 « *tous les moyens.....* Moi aussi je suis philosophe ,
 « et je sais que , dans une société quelconque , nul
 « homme ne saurait passer pour vertueux et juste
 « s'il ne sait d'où il vient et où il va. La simple
 « raison ne peut fournir là-dessus aucune lumière.
 « Sans la religion on marche continuellement dans
 « les ténèbres , et la religion catholique est la seule
 « qui donne à l'homme des lumières certaines et
 « infaillibles sur son principe et sa fin dernière.
 « Nulle société ne peut exister sans morale , et il
 « n'y a pas de bonne morale sans religion. Il n'y a
 « donc que la religion qui donne à l'état un ap-
 « pui ferme et durable. Une société sans religion
 « est comme un vaisseau sans boussole. Un vaisseau
 « dans cet état ne peut ni s'assurer de sa route , ni
 « espérer d'entrer au port ; une société sans religion,
 « toujours agitée , perpétuellement ébranlée par
 « le choc des passions les plus violentes , éprouve
 « en elle-même toutes les fureurs d'une guerre
 « intestine qui la précipite dans un abîme de maux
 « et qui tôt ou tard entraîne infailliblement sa
 « ruine. — La France, instruite par ses malheurs, a
 « ouvert enfin les yeux ; elle a reconnu que la
 « religion catholique était comme une ancre qui
 « pouvait seule la fixer dans ses agitations et la
 « sauver des efforts de la tempête ; elle l'a en con-
 « séquence rappelée dans son sein. Je ne puis pas
 « disconvenir que je n'aie beaucoup contribué à

« cette belle œuvre.... — Quand je pourrai m'a-
 « boucher avec le nouveau pape, j'espère que j'au-
 « rai le bonheur de lever tous les obstacles qui pour-
 « raient s'opposer encore à l'entière réconciliation
 « de la France avec le suprême pasteur de l'E-
 « glise. »

La victoire donna la force et la réalité à ces es-
 pérances ; immédiatement après la paix d'Amiens,
 le concordat de l'an 10 et la loi organique des
 cultes , présentés au conseil d'état et au corps lé-
 gislatif par l'éloquente raison de Portalis, furent
 inaugurés en grande pompe. La paix générale et
 la paix de l'Eglise furent célébrées sous les voûtes
 de Notre-Dame revêtues d'une splendeur toute
 nouvelle, et retentissant , après un long et morne
 silence, de l'hymne catholique qui avait éclaté en
 chant de triomphe après la nuit du 4 août 1789;
 même salut religieux au début et à la fin de la
 révolution française !

« Ministres d'une religion de paix, disaient les
 « proclamations des consuls, que l'oubli le plus
 « profond couvre vos dissensions, vos malheurs et
 « vos fautes; que cette religion, qui vous unit,
 « vous attache tous par les mêmes nœuds, par
 « des nœuds indissolubles aux intérêts de la
 « patrie. Déployez pour elle tout ce que votre mi-
 « nistère donne de force et d'ascendant sur les es-
 « prits..... Que cette morale commune à tous les
 « chrétiens, dans le même respect pour les lois,
 « cette morale si sainte, si pure, si *fraternelle*, les
 « unisse tous dans le même amour pour la patrie,

« dans la même affection pour tous les membres de
« la grande famille!

« Que jamais des combats de doctrine n'altèrent
« ces sentimens que la religion inspire et commande!
« Français, soyons tous unis pour le bonheur de la
« patrie et pour le bonheur de l'humanité! Que cette
« religion qui a civilisé l'Europe soit encore le lien
« qui en rapproche les habitans; et QUE LES VERTUS
« QU'ELLE EXIGE SOIENT TOUJOURS ASSOCIÉES AUX LU-
« MIÈRES QUI NOUS ÉCLAIRENT. »

Ainsi le christianisme se lève encore une fois sur la France; et à quelle époque? — A l'époque où la société civile va être reconstituée en entier. Le spiritualisme chrétien et le droit civil doivent donc encore reparaître ensemble; et leur antique alliance va devenir plus fraternelle et plus intime pour fonder la législation française.

Le premier fruit de cette alliance est le droit canonique du 19^e siècle, tel qu'il est professé dans le discours de Portalis sur la loi organique du concordat. Ce discours est un monument de droit, de philosophie et de religion. Pour la doctrine théologique, il réfléchit la pensée des Bossuet et des Fleury; mais l'ancienne doctrine des libertés extérieures de l'église gallicane s'y trouve associée au principe nouveau de la liberté des cultes, né de la révolution; l'ensemble de ces principes, dégagé du droit mixte et confus qui résultait des anciennes concessions de la couronne, constitue en matière ecclésiastique notre droit national.

La déclaration du clergé de 1682 est une des bases du concordat de l'an 10; les libertés *extérieures* de l'église de France à l'égard du Saint-Siège, y sont consacrées; mais les libertés *intérieures* de l'église de St-Louis et de Charles VII, stipulées dans les anciennes pragmatiques-sanctions, et que l'assemblée nationale avait voulu vivifier et agrandir dans la constitution civile du clergé, furent mises à l'écart par Bonaparte comme par Louis XIV. Le principe électoral était donc repoussé : le chef du gouvernement nommait les évêques; le pape leur imprimait l'institution canonique, il était collateur nécessaire. Les évêques nommaient les curés, sous l'agrément du premier consul. L'esprit de l'église primitive qui, sous la constituante, avait produit l'antique égalité des évêques sans nécessité d'institution pontificale, et qui avait donné à tous les citoyens le droit d'élire leurs évêques et leurs curés, fut condamné au moment où la révolution rétablissait le christianisme et l'église : « La constitution civile du clergé, disait Portalis, n'y mettait aucun obstacle, puisqu'elle n'existait plus; on ne pouvait la faire revivre sans perpétuer le schisme qu'il s'agissait d'éteindre. » La circonscription des diocèses, première cause apparente des divisions de 90, fut abandonnée au pouvoir politique, suivant la doctrine de la constituante; seulement le pape fit un appel en faveur de la réconciliation générale, à tous les ecclésiastiques de promotion ancienne ou nouvelle; et tous, obéissant au véritable esprit de l'abnégation chrétienne, donnèrent la démission de leurs titres

et charges. La nouvelle circonscription des métropoles, des évêchés et des cures fut faite par le gouvernement; il put choisir les ministres de l'église régénérée parmi ceux qui avaient ou supporté les douleurs de l'exil, ou partagé les maux de la patrie.

La loi nouvelle distingua avec une lumineuse précision les puissances temporelle et spirituelle, dont la vie historiques'est manifestée par les mouvemens contraires qui tendaient à les confondre ou à les séparer.

Deux pouvoirs sont reconnus au gouvernement en matière religieuse : « Celui qui compète essentiellement au magistrat politique en tout ce qui intéresse la société, et celui de protecteur de la religion elle-même (1). » Le premier a pour objet d'empêcher toute entreprise de l'église sur la puissance temporelle; le second, de faire jouir les citoyens des biens spirituels, sans acception des cultes reconnus par l'état : *indépendance et protection*, voilà qui résume les caractères que revêt l'autorité politique en matière de religion. A ces deux points fondamentaux se rapporte toute l'organisation de la société religieuse dans la société civile. L'ancienne règle de l'église gallicane, *l'église est dans l'état et non l'état dans l'église*, maxime sur laquelle reposait l'indépendance civile, faisait encore le fond de la nouvelle constitution ecclésiastique de la France. Mais, de plus, la liberté des cultes y avait pris une

(1) Portalis, au conseil d'état.

large place et réclamait aussi une grande part de la protection sociale. Ce principe de liberté était une conquête de la conscience et de la raison de l'homme, qui compensait les derniers maux essuyés par la société chrétienne. Mais de ce principe le consulat ne tirait pas la conséquence, comme l'avait fait la constitution des Etats-Unis, qu'il devait laisser tous les cultes vivre les uns à côté des autres, sans se préoccuper du soin de les protéger ou de les diriger. Dans cette tolérance absolue, dans cette inertie de l'indifférence politique en matière de religion, que demandaient alors les hommes peu sympathiques aux cultes religieux, le nouveau gouvernement voyait une sorte d'anarchie morale dont l'état lui-même pouvait être ébranlé. Il accordait au catholicisme la force de l'organisation en échange de ses bienfaits envers la société générale ; mais il voulait l'organisation avec le principe de liberté et d'égalité ; c'est ce qu'exprimait très-bien Lucien Bonaparte dans son rapport au corps législatif : « Le gouvernement rétablit l'église catholique ; mais en déclarant cette religion publique, « il organise celle des autres sectes d'une manière « parallèle, parce qu'en fait de conscience la majorité « même n'impose pas la loi. »

Pour justifier d'ailleurs l'importance du concordat, la nécessité du rétablissement de l'église catholique, les garanties respectives données à l'église et à l'état, la loi déclarait que la religion catholique était celle de la *grande majorité* des Français et celle des membres du gouvernement. « On

« s'est réduit à énoncer *deux faits* qui sont incon-
 « testables, dit Portalis, sans entendre par cette
 « énonciation attribuer au catholicisme aucun des
 « caractères politiques qui seraient inconciliables
 « avec notre nouveau système de législation. Le
 « catholicisme est en France, dans le moment actuel,
 « la religion des membres du gouvernement, et non
 « celle du gouvernement ; il est la religion de la
 « majorité du peuple français, et non celle de l'état ;
 « ce sont des choses qu'il n'est pas permis de con-
 « fondre et qui n'ont jamais été confondues (1). »

L'organisation et la protection marchaient tou-
 jours ensemble : « Protéger un culte, ce n'est pas
 « le rendre dominant ou exclusif, c'est seulement
 « veiller sur sa doctrine et sa police, pour que l'état
 « puisse diriger des institutions si importantes vers
 « la plus grande utilité publique, et pour que les
 « ministres ne puissent en corrompre la doctrine
 « confiée à leur enseignement, ou secouer arbitrai-
 « rement le joug de la discipline, au grand pré-
 « judice des particuliers et de l'état (2)... »

Du double droit d'indépendance et de protection
 était née pour le pouvoir royal l'ancienne préro-
 gative de *vérification et d'enregistrement* de toutes
 les bulles, de toutes les expéditions de cour de Rome ;
 cette prérogative fut transformée par la loi orga-
 nique en nécessité d'autorisation de la part du gou-

(1) Disc. au corps législatif. (Ch. de Rapp., 18-72.)

(2) *Idem.*, 56.

vernement « pour la publication , impression ou
 « mise à exécution des actes émanés du pape; pour
 « l'exercice des fonctions de ses délégués en France,
 « à quelque titre que ce soit; pour la publication
 « des décrets de synodes étrangers , même des con-
 « ciles généraux ; pour la tenue des conciles natio-
 « naux ou métropolitains , des synodes diocésains
 « ou toute autre assemblée délibérante (1). »

De là encore était née l'antique institution des appels comme d'abus ; des parlemens elle fut transportée par la loi organique dans les attributions du conseil d'état : « Les cas d'abus sont l'usurpa-
 « tion ou l'excès de pouvoir , la contravention aux
 « lois et réglemens de la république , l'infraction
 « des règles consacrées par les canons reçus en
 « France, l'attentat aux libertés , franchises et cou-
 « tumes de l'église gallicane; et toute entreprise ou
 « tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut
 « compromettre l'honneur des citoyens, troubler ar-
 « bitrairement les consciences , dégénérer contre
 « eux en oppression , ou en injure , ou en scan-
 « dale public. » — L'appel comme d'abus avait, sans doute, plus de garantie que sous la constitution civile du clergé, qui le déférait à un tribunal de district; mais c'est une institution qui est tellement liée à l'histoire parlementaire et à celle des gens du roi, qu'il est difficile que hors de là elle ne paraisse pas faible et destituée de tout prestige. Au

(1) L. org. 48 germ. an 10, tit. 4er, art. 4-2-3-4.

surplus, la lutte ne pouvait plus entrer bien avant dans les prévisions du pouvoir : la révolution avait arraché l'église à sa base territoriale, à sa puissance politique; elle l'avait réduite à la sphère religieuse; et Bonaparte qui cherchait dans le catholicisme un fondement à la société, par la morale et la religion, et non une institution politique, n'avait pas besoin de redresser sur la base antique du 14^e siècle l'appel comme d'abus : le Saint-Siège et le clergé n'étaient plus l'image redoutable de la théocratie.

Le premier consul, en héritant de la révolution, choisissait dans le legs qu'elle avait fait à l'avenir ce qui convenait à son autorité nouvelle. Il laissait dans toute sa force d'anéantissement, la suppression des ordres monastiques; il ne voulait qu'un clergé séculier, des prêtres ayant des fonctions dans un diocèse : il imposa même aux évêques la condition de ne conférer l'ordination qu'à ceux qui justifieraient d'un revenu annuel de 300 fr., condition qui tendait à empêcher le sacerdoce de descendre dans les rangs du peuple, mais qui fut bientôt retirée devant l'impossibilité morale de fournir aux autels les ministres nécessaires. — D'un autre côté, il défendit au clergé de posséder, à ce titre, des propriétés immobilières; il ne permit des fondations, dans un but limité, qu'autant qu'elles seraient en rentes sur l'état (1). —

(1) L. org., art. 73.

Les principes de d'Aguesseau et son édit de 1749 (1) furent l'une des bases du nouveau droit sur la propriété ecclésiastique, comme la déclaration de Bossuet et les quatre articles de 1682 servirent de fondement à la nouvelle église gallicane et à l'enseignement catholique. Portalis, qui avait pris la plus grande part au rétablissement du christianisme, s'était associé, par sa belle et pure doctrine, aux deux plus grandes illustrations de l'église et de la magistrature : le monument nouveau était donc éminemment national.

Mais si la propriété ecclésiastique n'était pas rétablie, il fallait cependant, comme une suite nécessaire du rétablissement de la religion catholique, assurer aux cultes des édifices propres à leur destination, et une habitation aux archevêques, aux évêques, ainsi qu'aux curés et desservans des succursales.

Les édifices anciennement destinés aux cultes catholiques et qui se trouvaient dans les mains de la nation, durent être mis à la disposition des évêques par les préfets, à raison d'un édifice par cure ou succursale (2). Dans les paroisses où il n'y avait pas d'édifice disponible pour le culte, l'évêque devait se concerter avec le préfet pour la désignation d'un édifice.

(1) Sur les acquisitions des gens de main-morte.

(2) L. org., art. 75.

Les fabriques étaient rétablies pour veiller à l'entretien, à la conservation des églises et à l'administration des aumônes; plus tard leurs biens non aliénés leur furent restitués (1).

Quant à l'habitation, les conseils généraux de départemens étaient autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable (2).

Les presbytères et les jardins y attenans, non aliénés, devaient être rendus aux curés et aux desservans des succursales : à défaut de ces presbytères, les communes étaient autorisées à leur procurer un logement et un jardin.

Il ne peut exister d'incertitude sur le caractère de la propriété des édifices consacrés au culte ou destinés à l'habitation de ses ministres. Les églises appartiennent à l'état, aux départemens ou aux communes, selon leur destination : les archevêchés et évêchés appartiennent aux départemens ; les presbytères, aux communes. Les archevêques, les évêques, les curés ne sont pas plus propriétaires des lieux destinés à leur habitation, qu'ils ne le sont des édifices consacrés au service religieux ; seulement la jouissance des biens affectés à leur usage, est individuelle ; la jouissance des églises, au contraire, n'est attachée qu'à l'exercice du culte divin, et avec le fait de l'exercice cesse le fait de la jouissance à laquelle sont associés tous les citoyens.

(1) Voir sur les fabriques, le décr. du 30 déc. 1809.

(2) L. org. 71.

En un mot, le clergé n'est point propriétaire ; il n'a qu'un usufruit *imparfait*, car les obligations ordinaires de l'usufruit restent à la charge de l'état, des départemens, des communes. Les propriétés que possède le clergé pour le service divin ou pour l'habitation des évêques et des curés, ne sont, en définitive, qu'une propriété publique, départementale ou communale (1).

En proclamant son double caractère de pouvoir politique indépendant et de pouvoir organisateur et protecteur en matière religieuse, le consulat se trouvait en face d'une question toute révolutionnaire, celle du mariage des prêtres.

« L'autorisation d'un culte, disait Portalis, suppose nécessairement l'examen des conditions suivant lesquelles ceux qui le professent se lient à la société, et suivant lesquelles la société promet de l'autoriser. La tranquillité publique n'est point assurée si l'on néglige de savoir ce que sont les ministres de ce culte, ce qui les caractérise, ce qui les distingue des simples citoyens et des ministres des autres cultes (2). Mais quand on ad-

(1) Voir la discussion à la chambre des pairs sur l'archevêché de Paris. Il appartenait au fils de l'illustre Portalis de rétablir les principes obscurcis par un orateur politique, et M. le premier président de la cour de cassation s'est noblement acquitté de cette tâche. (*Moniteur* de mai 1837.)

(2) Disc., Rapp. 18, p. 55.

« met ou que l'on conserve une religion, il faut la
 « régir d'après ses principes. La prohibition du ma-
 « riage faite aux prêtres catholiques est ancienne ;
 « elle se lie à des considérations importantes. Des
 « hommes consacrés à la divinité doivent être ho-
 « norés ; et dans une religion qui exige d'eux une
 « certaine pureté corporelle, il est bon qu'ils s'abstien-
 « nent de tout ce qui pourrait les faire soupçonner
 « d'en manquer. Le culte catholique demande un tra-
 « vail soutenu et une attention continuelle. On a cru
 « devoir épargner à ses ministres les embarras d'une
 « famille. Enfin, le peuple aime dans les réglemens
 « qui tiennent aux mœurs des ecclésiastiques, tout
 « ce qui porte le caractère de la sévérité ; et on l'a
 « bien vu, dans ces derniers temps, par le peu de
 « confiance qu'il a témoigné aux prêtres mariés. On
 « eût donc choqué toutes les idées en annonçant
 « sur ce point le vœu de s'éloigner de tout ce qui se
 « pratique chez les autres nations catholiques. Le
 « célibat des prêtres ne pourrait être inquiétant
 « pour la politique ; il ne pourrait devenir nuisible
 « qu'autant que la classe des ecclésiastiques serait trop
 « nombreuse, et que celle des citoyens destinés à
 « peupler l'état ne le serait pas assez. C'est ce qui
 « arrive dans les pays qui sont couverts de monas-
 « tères, de chapitres, de communautés séculières et
 « régulières d'hommes et de femmes, et où tout
 « semble éloigner les hommes de l'état du mariage et
 « de tous les travaux utiles. Ces dangers sont écartés
 « par nos lois, dont les dispositions ont mis dans les
 « mains du gouvernement les moyens faciles de

« concilier l'intérêt de la religion avec celui de la
« société. »

Portalis vient de présenter le côté religieux et politique de la question : sous le rapport civil, il n'hésite pas à reconnaître le droit qui dérive de la liberté individuelle, et à proclamer la validité du mariage :
« Pour les ministres que nous conservons et à qui
« le célibat est ordonné par les réglemens ecclésiastiques, la défense qui leur est faite du mariage
« par ces réglemens n'est point consacrée comme
« *empêchement dirimant* dans l'ordre civil; ainsi leur
« mariage, s'ils en contractaient un, *ne serait point*
« *nul aux yeux des lois politiques et civiles*, et les
« enfans qui en naîtraient seraient légitimes; mais
« dans le for intérieur et dans l'ordre religieux, ils
« s'exposeraient aux peines spirituelles prononcées
« par les lois canoniques. — Ils continueraient à
« jouir de leurs droits de famille et de cité, mais
« ils seraient tenus de s'abstenir de l'exercice du
« sacerdoce. Conséquemment, sans affaiblir le nerf
« de la discipline de l'église, on conserve aux individus toute la liberté et tous les avantages garantis par les lois de l'état; mais il eût été injuste
« d'aller plus loin et d'exiger pour les ecclésiastiques
« en France, comme tels, une exception qui les
« eût déconsidérés auprès de tous les peuples catholiques et auprès des Français même auxquels ils administreraient le secours de la religion (1). »

(1) Disc. sur la loi organique, Rapp., t. 18, p. 65-68.

En posant ainsi les principes sur les mariages des prêtres, Portalis manifestait la véritable pensée du législateur ; et le plus sûr commentaire de la loi est dans la parole de celui qui présida au concordat et à la loi organique de l'an 40. Cependant les tribunaux de notre époque n'ont pas eu foi dans cette manifestation si sincère et si éclatante. La cour de cassation elle-même, dans la question de savoir si les prêtres qui renonçaient au sacerdoce pouvaient se marier, a supposé que la loi organique du concordat était en contradiction avec les principes professés par Portalis et reproduits par M. le procureur-général Dupin : son dernier arrêt porte « qu'il
 « résulte des articles 6 et 26 de la loi organique que
 « les prêtres catholiques sont soumis aux canons qui
 « étaient alors reçus en France, et par conséquent
 « à ceux qui prohibaient le mariage aux ecclésiasti-
 « ques engagés dans les ordres sacrés ; que le code
 « civil et la charte ne renfermant aucune dérogation
 « à cette législation spéciale, l'arrêt attaqué, en in-
 « terdisant le mariage, n'a violé aucune loi (1). »
 — Or, l'article 6, invoqué par l'arrêt, est relatif aux causes de recours au conseil d'état dans tous les cas d'*abus* de la part des *supérieurs et autres personnes ecclésiastiques*, disposition spéciale au prêtre qui exerce le culte et qui doit observer les canons reçus pour cet exercice, mais disposition tout-à-

(1) Arrêt et réquisitoire du 24 février 1833.

fait étrangère au prêtre qui, dépouillant le sacerdoce, abandonnant la hiérarchie de l'église, rentre dans la classe des citoyens, ne demande rien à la loi de l'église, et demande seulement à la société civile et aux tribunaux ordinaires l'application d'une loi de l'ordre civil. Les cas d'appel comme d'abus ne sont relatifs qu'aux actes exercés par les ecclésiastiques, en leur qualité.

L'article 26 également invoqué, est applicable aux conditions d'aptitude nécessaires pour qu'un individu puisse être admis au sacerdoce, et que l'évêque puisse lui conférer l'ordination : M. Dupin a victorieusement répondu, à la tribune, en s'écriant : « Il s'agit là de l'entrée dans l'église ; et « pour y être admis, il faut bien satisfaire aux lois « de l'église ; mais s'il est question de celui qui veut « en sortir, cet homme n'est plus le prêtre aux « yeux de la loi, ce n'est que le citoyen, il n'y a « plus d'empêchement (1). » — Ces motifs de l'arrêt n'ont donc aucune force légale ; ils constituent une interprétation abusive du texte littéral, interprétation repoussée par l'esprit de la loi si clairement exposé par le savant et consciencieux rapporteur.

Pour les légistes, la question du mariage des prêtres doit rester sous l'empire de la solution donnée par MM. Portalis et Dupin.

Mais la question doit se développer dans l'his-

(1) Discours du 23 fév. 1835, Recueil des Réquisitoires et Discours de M. Dupin, t. 3, p. 477.

toire du droit sous un point de vue plus complet. Elle peut être envisagée dans ses rapports avec les phases successives de la discipline ecclésiastique et de l'ancienne jurisprudence française, avec le droit public et civil né de la révolution ; l'importance de la question pour le présent et pour l'avenir, justifiera les développemens que nous lui donnons ici.

La loi du célibat des prêtres catholiques n'est ni d'institution divine ni d'institution apostolique. Le christianisme a proscrit la polygamie ; il a élevé la femme à sa dignité naturelle par le dogme de l'unité et de l'indissolubilité du mariage ; mais les apôtres étaient mariés, à l'exception de St-Jean et de St-Paul, et ils n'interdisaient point le mariage à leurs successeurs (1). Ils imposaient aux évêques l'obligation d'être irréprochables et de *n'avoir qu'une épouse, episcopum... unius uxoris virum*, dit St-Paul à Timothée (2). L'église primitive n'avait donc aucune répugnance pour le mariage des prêtres ; le cumul des fonctions sacerdotales et des devoirs du mariage était permis : c'est la première époque.

Dans les jours difficiles, au milieu des épreuves du martyre, le prêtre ne dut pas être porté à associer une compagne aux dangers de la persé-

(1) Première Epître aux Corinthiens, IX, 5. — Commentaire des Epîtres de St-Paul; *Septimius, de Exhortat. Castit.*; M. Dupin, Réquisit., t. 3, p. 49.

(2) *Oportet episcopum irreprehensibilem esse unius uxoris virum*. (1^{re} Epître de St-Paul à Tim., Verset 6, *unius uxoris vir*.)

cution ; et le célibat, sans devenir une loi de l'église militante, devint une condition assez commune dans le sacerdoce. Après le triomphe du christianisme, le concile de Nicée (320), qui représentait sous Constantin l'église universelle au sortir de la grande lutte, et réunissait tant de confesseurs et de martyrs (1), le concile défendit aux évêques, prêtres et diacres d'avoir dans leur maison d'autres femmes que leurs mère, sœurs, tantes, ou personnes hors de tout soupçon (2). « On voulait à Nicée passer plus avant, dit « Fleury, et faire une loi générale qui défendît à « ceux qui étaient dans les ordres sacrés d'habiter « avec la femme qu'ils avaient épousée étant laï- « ques (3). » Le confesseur St-Pahnuce, évêque de la Thébaïde, qui portait sur ses traits l'empreinte de son martyre (4), dit hautement « qu'il ne « fallait point imposer un joug si pesant aux clercs « sacrés, que le lit nuptial est honorable et le mariage « sans tache, que cet excès de rigueur nuirait à l'église ; « qu'il suffisait que celui qui a été ordonné clerc « n'eût plus la liberté de se marier, suivant l'ancienne tradition de l'église (5), mais qu'il ne fallait pas le séparer de la femme qu'il avait épousée étant encore laïque. » — Le concile suivit

(1) Observ. de Tillemont.

(2) 3^e canon, *Recueil de Jurisp.*, canon de Lacombe, v^o *Empêch.*, sect. 1.

(3) *Hist. ecclés.*, liv. 11, n^o 16.

(4) Il avait eu un œil arraché dans les supplices.

(5) Cette tradition était attestée par les conciles récents d'Ancyre (313) et de Néocésarée (315).

cette doctrine et ne fit point de loi nouvelle sur ce sujet. Chaque église demeura dans son usage et liberté : « En effet , ajoute Fleury , les coutumes étaient différentes sur ce point..... Il suffisait que l'usage ne fût pas universel pour empêcher le concile de Nicée de faire une loi universelle ; car en ces temps-là on ne faisait pas des canons pour introduire de nouvelles pratiques, au hasard d'être mal observées, mais pour confirmer les anciens usages de la tradition apostolique. »

Ainsi deux choses sont attestées par ce grand monument du 4^e siècle : c'est 1^o que l'épiscopat et le sacerdoce étaient compatibles avec l'état du mariage ; c'est 2^o que l'engagement dans les ordres sacrés était , pour le prêtre non marié avant l'ordination , un empêchement de mariage ; mais l'empêchement était purement *prohibitif* ; le prêtre qui se mariait était déposé , le mariage subsistait : « *Presbyter si uxorem acceperit, ab ordine deponatur,* » selon les expressions du concile de Néocésarée de l'an 345. — Même doctrine est enseignée au 5^e siècle par le concile de Calcédoine (451), qui défend aux moines et aux religieux de se marier , mais sans prononcer la nullité du mariage. St-Augustin reconnaissait la validité du lien (4) : « Ceux qui disent qu'une telle union n'est pas le mariage ,

(4) *Qui dicunt talium nuptias non esse nuptias sed adulteria, non videntur diligenter considerare quid dicant.* (*De Bono Viduitatis, cap. 40.*)

Ce passage de Saint-Augustin a été inséré comme loi dans le Recueil de Gratien.

« mais l'adultère , ne paraissent pas bien considérer
« ce qu'ils disent. »

Justinien alla plus loin que les conciles ; sous le prétexte que les canons ne devaient pas avoir moins de force que les lois (*sacros autem canones non minus quam leges valere*), il établit comme sanction pénale l'assimilation de ces mariages à l'inceste : « De même que de tels liens sont prohibés par les saints canons , de même ils doivent être prohibés par nos lois. En outre de la peine rappelée plus haut, l'exclusion du ministère des autels , nous voulons que les enfans qui naissent ou qui sont nés de cette alliance souillée ne soient point légitimes , mais que sortis d'une source impure ils participent de sa turpitude. Nous voulons qu'ils soient assimilés , sous le rapport légal , aux produits de l'inceste et des unions criminelles (1). » Les nouvelles ne déclaraient point abroger cette loi , mais elles contenaient une abrogation implicite ; les 6^e et 22^e portaient que le prêtre qui se marierait serait déchu de son ordre , sans ajouter que son mariage serait frappé de nullité (2) , ce qui

(1) *Quemadmodum enim sacris canonibus prohibita sunt talia, sic et secundum nostras leges rem ipsam prohiberi; et præter supradictam excidendi a ministerio pœnam, ne legitimos quidem et proprios esse eos qui ex hujusmodi inordinata constupratione nascuntur aut nati sunt: sed eam, quæ ex talibus seminibus oritur, participari turpitudinem: tales enim eos esse disponimus quales quos leges ex incestis aut nefariis natos nuptiis definiunt.* (Loi 45, au code de *Episcop. et Clericis*.)

(2) M. Merlin, et M. Dupin dans son réquisitoire, 21 février 1833, t. 3, p. 51, ont soutenu qu'aucune loi du droit romain n'avait annulé le mariage; ils citent seulement la loi 5 au code de *Episcop. et Clericis*; mais c'est une erreur

suppose que le mariage devait subsister aux yeux de la loi civile.

Malgré cette législation *prohibitive* ou *dirimante*, l'Orient a conservé le mariage des prêtres.

Dans l'église et dans les états de l'Occident, il y eut d'abord diversité de doctrine. Les capitulaires de Charlemagne privaient des fonctions sacerdotales tout prêtre qui avait *plus d'une femme* (1) : c'était la doctrine de l'église primitive. — Le concile de Paris tenu sous Louis-le-Débonnaire, en l'an 829, ordonnait l'exécution du concile de Néo-césarée, et la déposition du prêtre qui se mariait ; il ne prononçait pas la nullité du mariage. L'usage des mariages ecclésiastiques continuait malgré ces prohibitions.

Grégoire VII, qui, dans sa grande lutte contre l'Empire et la féodalité germanique, voulait constituer l'omnipotence pontificale, fit beaucoup d'efforts pour arracher le clergé aux liens du mariage ; ses efforts furent impuissans (1074-75). Ce n'est qu'au 12^e siècle que les conciles de Latran prohibèrent les mariages d'une manière absolue, ordon-

échappée à ces grands jurisconsultes. La loi 45, au même titre, que nous avons citée, contient la preuve que Justinien avait annulé les mariages ecclésiastiques. Godefroy présume que cette loi a été révoquée par la nouvelle 22, ch. 42 ; mais la nouvelle ne paraît pas contenir cette révocation, ainsi que le font remarquer les auteurs du nouveau Denisard, v^o *Empêch. de mariage*, § 7. — On ne peut vraiment argumenter que de l'abrogation implicite résultant des nouvelles 6^e et 22^e, ch. 5.

(1) 1^{er} capitul., titre 5^e : *Si sacerdotes plures uxores habuerint, sacerdotio priventur.*

nant la séparation des époux et statuant qu'il n'y avait pas de mariage (1). Les canons émanés de ces conciles ont pour la première fois établi l'empêchement des ordres sacrés, dans l'église latine, comme *empêchement dirimant*. — Les décrétales des papes Alexandre III, Boniface VIII, ont été puisées à cette source. La loi du célibat est devenue la loi de l'église et des ordres religieux.

Mais les canons sur le mariage n'ont point été admis comme lois temporelles en France ; avant le 16^e siècle, le mariage était considéré comme un contrat civil, tout-à-fait distinct du sacrement. L'empêchement tiré des ordres sacrés ne pouvait donc être, en jurisprudence civile, un empêchement *dirimant* ; il restait de pure discipline ecclésiastique.

Luther attaqua vigoureusement le célibat des prêtres et des moines, et se maria avec une religieuse : « Je veux faire moi-même ce que j'ai enseigné, dit-il, puisque tant d'autres se sont montrés pusillanimes pour pratiquer ce qui est si clairement dit dans l'évangile : c'est la volonté de Dieu que je suis (2)..... » Il ne donnait pas l'exemple, cependant ; un de ses disciples fougueux, qui voulait s'ériger en nouveau docteur et s'élever sur les ruines de son autorité (*pressa mea auctoritate*), Carlostad fut le premier prêtre de quelque

(1) Concile de 1123, pape Calixte 2, can. 21, et concile de 1139, can. 7, *Ejusmodi personas disjungi. — Matrimonium non esse.*

(2) Lettre à Armsdorf, 21 juin 1525. Mémoires de Luther, par M. Michelet, t. 2, p. 222.

réputation qui se maria, et « cet exemple, dit Bos-
« suet, fit des effets surprenans dans l'ordre sacerdo-
« tal et dans les cloîtres (1). »

Pendant les troubles de religion, le clergé catholique fut entraîné vers l'imitation des réformés. Les mariages des prêtres furent nombreux; et au concile de Trente, la question de mariage et de discipline fut grandement agitée: l'empereur d'Allemagne, et le roi de France surtout, par l'intermédiaire de son ambassadeur Lansac et du cardinal de Lorraine, demandèrent la liberté du mariage pour les prêtres de leurs états. Le pape Pie IV s'y opposa vivement dans l'intérêt du Saint-Siège et de la hiérarchie: « A la tête d'un clergé qui aurait
« femme, enfans et patrie, disait-il, le pape se-
« rait réduit à être évêque de Rome. » Ce point de vue de centralisation et d'unité catholique, en face des progrès du calvinisme, détermina le concile à maintenir les vœux solennels et les ordres sacrés comme empêchement *dirimant* du mariage: « Si
« quelqu'un dit que les ecclésiastiques qui sont dans
« les ordres sacrés, ou les réguliers qui ont fait pro-
« fession solennelle de chasteté, peuvent contracter
« mariage, et que l'ayant contracté, il est bon
« et valide, nonobstant la loi ecclésiastique ou le
« vœu qu'ils ont fait.... qu'il soit anathème (2)! »

(1) *Hist. des Variations*, liv. 2, no 12.

(2) 24^e session du concile, 41 nov. 1563, can. 9.

A cet anathème du concile Dumoulin répondit, dans sa fameuse consultation de février 1564 *sur le fait du concile de Trente* : « Le premier décret sur
 « la réformation des mariages est contre les ordon-
 « nances et édits de pacification qui approuvent les
 « mariages contractés en l'assemblée des églises ré-
 « formées, et néanmoins par faute d'un prêtre pa-
 « pal sont déclarés nuls ; qui serait révoquer les
 « édits de pacification et arrêts émologatifs d'iceux
 « et remettre les guerres civiles et la perturbation
 « de récent sopie (assoupie) si ledit concile était
 « reçu. »

La disposition du concile ne fut point reçue alors ; toutefois Charles IX rendit une déclaration, en interprétation de l'édit de pacification de décembre 1563, et il ordonna aux prêtres mariés *durant les troubles* de laisser leurs femmes ou de se retirer hors du royaume (1) ; mais en faisant cette concession à l'esprit du concile, il ne prononça point la nullité des mariages. La répudiation de la femme ou l'expulsion du royaume était une menace employée pour séparer les mœurs des prêtres catholiques des mœurs calvinistes, pour diminuer en France le nombre des fauteurs du protestantisme : c'est la remarque de M. Dupin : « Cette déclara-
 « tion, portée au milieu des troubles du
 « royaume et huit ans seulement avant la Saint-
 « Barthélemy, était une mesure de circonstance,

(1) Décl. du 4 août 1564.

« une mesure de police et de gouvernement plu-
 « tôt qu'une loi civile, et cela est si vrai, que ces
 « rigueurs furent effacées par un édit de mai 1576 :
 « pour le regard des mariages des prêtres et de
 « personnes religieuses, qui ont été ci-devant con-
 « tractés, nous ne voulons ni n'entendons, pour
 « plusieurs bonnes considérations, qu'ils en soient
 « recherchés ni molestés, imposant sur ce silence à
 « nos procureurs-généraux (1) ; » disposition qui se
 trouve confirmée par le fameux édit de Nantes
 (1598) : « Défendons très-expressement de recher-
 « cher ou molester les prêtres, religieux-profès et
 « autres qui *durant* ou *depuis* les troubles se sont
 « mariés. »

L'ordonnance de Blois (1578), qui a introduit dans la jurisprudence française une véritable révolution en matière de mariage, en confondant le contrat et le sacrement selon l'esprit du concile de Trente, n'a point cependant statué sur l'empêchement tiré des ordres sacrés.

Ainsi donc, au 16^e siècle, la législation française ne reconnaissait pas comme cause de nullité du mariage l'engagement dans les ordres.

Le concile de Trente, pour les matières de discipline et de gouvernement ecclésiastique, n'a jamais été enregistré dans les parlemens; il a été repoussé par les états-généraux de 1576 et de 1614. Mais le

(1) Réc. de M. Dupin, t. 3-53.

parlement de Paris, au 17^e siècle, a sanctionné par ses arrêts l'*empêchement dirimant* proclamé par le concile : en 1640, il a même refusé les effets civils au mariage d'un curé français qui avait abjuré le catholicisme et s'était fait protestant pour pouvoir se marier (1). Sa jurisprudence a été constante pendant les 17^e et 18^e siècles. MM. Merlin et Dupin ont soutenu devant la cour de cassation que le parlement n'avait eu sur cette matière qu'une jurisprudence incertaine : nous croyons que c'est une erreur de fait. Dans l'ancien droit canonique, on distinguait, en matière d'empêchement, différens degrés dans les ordres, les évêques, les diacres et les sous-diacres ; à l'égard des évêques et des diacres, l'empêchement était absolu ; à l'égard des sous-diacres, le pape pouvait accorder une *dispense* de mariage. Ce point de doctrine est établi par Dumoulin et fondé sur ce qu'au temps des apôtres les sous-diacres n'étaient pas compris dans les ordres sacrés (2) ; il est également reconnu par Bouchel, par Camus et Bayard, et par Durand-de-Maillane (3). Or, l'arrêt invoqué par les deux grands jurisconsultes, en date du 18 mars 1666, était rendu à l'égard des enfans d'un sous-diacre, conseiller-clerc au parlement (M. Chauvelin), et qui avait été marié *avec dispense du pape* ;

(1) Arrêt 22 août 1640, Scève, 1-25.

(2) *Dicas quod subdiaconus tempore apostolorum non fuit sacer ordo*. Annotations in *Decretum causa*, 25, quest. 1, t. 4, p. 56-57.

(3) Jurisprud. can., *vo Empêch.* ; nouveau Denisard, *vo Empêch.*, § 7. ; Dict. du Droit canonique, *vo Célibat*, in fine.

et dans l'année 1640, le parlement avait déjà rendu sur la validité du mariage un premier arrêt en faveur d'un sous-diacre qui avait aussi obtenu pour son union *une dispense du pape* (1).

Il faut donc reconnaître ce fait historique et judiciaire, que la jurisprudence des 17^e et 18^e siècles admettait les ordres sacrés comme empêchement *dirimant* du mariage, sauf le cas exceptionnel de la dispense du pape en faveur des sous-diacres.

Mais cette jurisprudence s'était formée, d'une part, sous l'influence civile de l'ordonnance de Blois et de l'ordonnance de 1639, qui avaient admis la plupart des règles du concile de Trente en matière de mariage; d'autre part, sous l'influence politique d'une religion qui était *dominante* avant l'édit de 1685 sur la révocation de l'édit d'Henri IV, et qui est devenue *exclusive* après le fatal édit de Louis XIV.

Dans un nouvel ordre de choses où les principes du contrat civil et du sacrement se séparaient, où le mariage était complètement *sécularisé*, où la liberté religieuse était une base constitutionnelle de l'état, où l'égalité des cultes était organisée, il est évident que l'engagement dans les ordres sacrés ne pouvait plus être une cause civile de nullité, un empêchement *dirimant* du mariage. Les canons de l'église, les décisions des conciles conservent leur force dans l'ordre religieux, mais ils n'ont aucune

(1) Sœfre, arrêt 9 juillet 1640, t. 1, p. 24.

puissance dans l'ordre civil. Les canons ne peuvent passer dans la loi temporelle, comme le disait Justinien, que par la volonté du législateur : or la volonté du législateur moderne a été d'établir la parfaite indépendance de la société civile à l'égard de la société religieuse; donc on ne peut étendre les effets des lois canoniques sur les lois civiles sans manquer aux principes de la révolution de 89 et aux principes constitutifs du nouveau droit public, religieux et civil. « Les anciens empêchemens avaient disparu, a dit Portalis à la tribune du corps législatif (1), depuis que la liberté religieuse était devenue un principe inébranlable de notre droit public et une loi de l'état. »

Ainsi, liberté pour l'église : l'église est libre d'interdire le ministère au prêtre qui viole les canons et renonce au célibat; elle est libre de frapper l'apostat de ses foudres spirituelles : voilà sa sphère d'action. — Mais liberté pour le citoyen : le citoyen doit être libre de renoncer à la discipline ecclésiastique, de se retirer du sacerdoce, et même d'abjurer sa foi religieuse, pour contracter une union purement civile, pour se concentrer dans les droits et les obligations de la société civile. — C'est là une sphère nouvelle, dont on ne peut lui fermer l'entrée en un état de choses qui a rompu toute alliance avec

(1) En présentant le titre de mariage.

les idées de religion *exclusive* ou *dominante*, et qui pose comme droit naturel et constitutionnel LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE, LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE.

Nous avons examiné les bases de la constitution religieuse donnée à la France par Bonaparte et Portalis. Le monument répondait à un besoin impérieux des esprits et des cœurs; et par une belle communauté d'idées, par une admirable intelligence des sympathies d'une époque de régénération, quand Bonaparte relevait les autels catholiques, Chateaubriand publiait le *Génie du Christianisme*, et en faisait la dédicace au premier consul, à l'homme *que la providence avait marqué de loin pour l'accomplissement de ses desseins prodigieux* (1). — Un critique célèbre disait alors : « Cet ouvrage s'associe à une des plus grandes époques de l'histoire, et il ne reste pas au-dessous. Une nouvelle carrière s'ouvre pour la littérature avec l'ère nouvelle de la religion et de la France (2). »

Une ère nouvelle aussi, mais plus profondément régénératrice, va s'ouvrir pour la législation civile : elle devait naître sous l'inspiration du christianisme, qui s'est placé, comme un céleste gardien, à l'entrée du 19^e siècle.

(1) Expression de la dédicace de la 2^e édition.

(2) M. de Bonald, en floréal an 10.

SECTION TROISIÈME.

SOCIÉTÉ CIVILE.

§ 1^{er}. — Loi transitoire. — Emigrés. — Sénatus-consulte du 6 floréal an 10.

Le premier regard que le consulat jeta sur la société civile fut pour ranimer un peu l'autorité paternelle et l'esprit de famille qui s'unit si étroitement à l'esprit religieux.

La loi du 4 germinal an 8 donna au père la faculté de disposer, en faveur de qui bon lui semblerait, du quart de ses biens, ou d'une part d'enfant (1). Elle étendit encore le droit de disposition dans le cas où le testateur n'avait que des ascendans des frères et sœurs, ou des descendans de ces derniers: la moitié des biens alors était disponible. Mais elle ne rendait point au citoyen la liberté de disposer de la *totalité* de ses biens quand il n'existait que des parens plus éloignés. Il y avait toujours une quotité indisponible affectée aux parens jusqu'au degré d'enfans issus de germains. Le morcellement établi par les lois de l'an 2 n'était donc que faiblement attaqué. La loi de l'an 8 ne changeait rien, du reste, à la nullité des dispositions universelles :

(1) Du quart s'il y avait moins de quatre enfans, du cinquième s'il y en avait quatre, du sixième s'il y avait cinq, et ainsi de suite.

l'ordre des successions *ab intestat*, réglé par la loi du 17 nivôse an 2, subsistait. Ce n'était là qu'une loi transitoire, un signe avant-coureur des principes combinés de la famille et de la liberté des testateurs; c'était une transition de la loi du 17 nivôse au code futur.

Au moment où le consulat proclamait *la révolution finie*, il y avait sans doute une grande mesure à prendre : c'était la clôture d'abord, et puis la radiation de la liste des émigrés. Mais la constitution de l'an 8 contenait une stipulation toute révolutionnaire contre le retour des émigrés : « La nation
« française déclare qu'en aucun cas elle ne souffrira
« le retour des Français qui ayant abandonné leur
« patrie, depuis le 14 juillet 1789, ne sont pas
« compris dans les exceptions portées aux lois ren-
« dues contre les émigrés; elle interdit toute ex-
« ception nouvelle sur ce point. Les biens des émi-
« grés sont irrévocablement acquis au profit de la
« république. »

La constitution avait voulu, par cette disposition exclusive, rattacher au gouvernement des consuls tout le parti des républicains les plus prononcés. Mais le *jamais* en politique est un mot sans valeur, et surtout quand il s'agit d'une mesure de rigueur contre les personnes. — La loi du 12 ventôse an 8, qui suivit de si près la constitution, fut empreinte de cet esprit de rigueur (1) : on ne connut plus, à la

(1) Voir aussi l'arrêté du 29 messidor an 8.

vérité, d'émigration que pour cause *antérieure* à la constitution nouvelle; mais la guerre européenne menaçant encore la France, la révolution voulut en finir avec les incertitudes de la liste des émigrés : la distinction entre les émigrés et les prévenus d'émigration fut effacée. On considéra comme émigrés 1° tous ceux qui inscrits avant la mise en activité de la constitution (1), n'avaient pas été rayés définitivement; 2° tous ceux dont l'inscription sur la liste avait été ordonnée, avant la même époque, par des arrêtés du directoire exécutif ou des administrations centrales (2).

Ces rigueurs imposées par les exigences des partis et l'approche de la guerre, tombèrent devant la victoire. Après la bataille de Marengo, de vastes éliminations de la liste des émigrés furent arrêtées par le premier consul (3); et après le traité d'Amiens sur la paix générale (4), fut promulgué le S. N. C. du 6 floréal an 10 par lequel « amnistie
« est accordée pour fait d'émigration à tout individu
« qui en est prévenu et qui n'est pas rayé défini-
« tivement. » Le projet d'amnistie, ouvrage des consuls, approuvé par la délibération du conseil d'état, fut transformé en sénatus-consulte à cause

(1) 4 nivôse an 8 ou 4^{er} janvier 1800, jour de l'installation des nouveaux pouvoirs.

(2) Pourvu que ces arrêtés eussent été publiés ou suivis soit du séquestre, soit de la vente des biens.

(3) Arrêté du 28 vendém. an 9.

(4) Le traité d'Amiens est du 4 germinal an 10.

de la prohibition portée par la constitution contre la réintégration des émigrés et par suite du pouvoir politique conféré aux sénateurs : le sénat s'associa dignement à l'œuvre de la réconciliation sociale ; voici les motifs du sénatus-consulte :

« Considérant que la mesure proposée est com-
 « mandée par l'état actuel des choses, par la justice,
 « par l'intérêt national, en ce qu'elle est conforme
 « à l'esprit de la constitution ;

« Considérant qu'aux diverses époques où les
 « lois sur l'émigration ont été portées, la France,
 « déchirée par des divisions intestines, soutenait con-
 « tre presque toute l'Europe une guerre dont l'his-
 « toire n'offre pas d'exemple et qui *nécessitait* des dis-
 « positions rigoureuses et extraordinaires ;

« Qu'aujourd'hui la paix étant faite au-dehors,
 « il importe de la cimenter dans l'intérieur par
 « tout ce qui peut rallier les Français, tranquil-
 « liser les familles et faire oublier les maux insé-
 « parables d'une longue révolution.... »

Mais en amnistiant les personnes, le S. N. C. mar-
 qua les droits acquis du sceau de l'inviolabilité :
 « Les individus amnistiés ne pourront, en aucun cas
 « et sous aucun prétexte, attaquer les partages de
 « présuccession, succession, ou autres arrangemens
 « faits entre la république et les particuliers
 « avant la présente amnistie » — Les biens qui
 étaient encore dans les mains de la nation étaient
 rendus, sans restitution de fruits ; mais dans les
 biens restituables n'étaient pas compris les bois et
 forêts déclarés inaliénables, les immeubles affectés

à un service public, et spécialement les biens d'émigrés, attribués aux hospices en remplacement de leurs immeubles vendus. — Les droits de propriété sur les grands canaux de navigation, les créances qui pouvaient appartenir aux émigrés sur le trésor public, et dont l'extinction s'était opérée par confusion au moment où la république avait été saisie de leurs biens, droits et dettes actives, furent également écartés de la restitution (1).

Ainsi donc, la patrie et la vie civile, sauf les droits acquis définitivement à l'état et aux tiers, étaient rendues par Bonaparte vainqueur aux Français expatriés; la victoire avait été généreuse; et la législation pouvait, loin des passions politiques et dans le calme de la méditation, préparer ces lois sociales que, dès le 18 brumaire, le nouveau pouvoir avait promis d'établir *sur les bases immuables de la liberté, de l'égalité des droits, du respect de la propriété.*

§ 2°. — Travaux préparatoires du code civil. — Effets de la codification par rapport à la science du droit; coup d'œil historique sur les phases, les progrès, l'alliance du droit avec l'histoire et la philosophie, depuis l'Empire jusqu'à nos jours. — Résumé philosophique.

Le jurisconsulte, aux diverses périodes de notre histoire, a revêtu un caractère bien différent; mais son grave sacerdoce a presque toujours

(1) Par la loi du 2 nivôse an 4.

été en rapport avec l'esprit de l'époque, qu'il s'agissait de diriger dans les voies du progrès : les grandes époques de progrès ont été signalées par l'alliance du droit avec l'histoire et la philosophie.

Au 12^e siècle, lorsque l'esprit humain commence à sortir de son assoupissement, le légiste italien et français (1), au milieu des coutumes féodales dont le réseau de fer couvre l'Europe, se ressouvient qu'il y avait autre fois des lois romaines, flambeau du monde civilisé; il s'enquiert des textes, il les ramasse, il les codifie; et saisi d'enthousiasme en présence des pandectes, du code, des institutes de Justinien, qu'il a conquis sur les ténèbres du moyen-âge, il devient l'apôtre du droit romain. Il parcourt l'Europe, il va prendre sa place dans les jeunes universités *pour lire les lois*; et la science du moyen-âge, la théologie, voit son culte déserté : les couvens ouvrent leurs portes pour laisser échapper les moines, qui sont avides des lectures publiques du droit des pandectes. Le légiste n'a pas alors d'autre besoin moral que de propager les textes qu'il a retrouvés.

Saint-Louis, qu'inspire l'instinct de l'unité nationale, fait traduire en langue vulgaire les lois romaines. Il veut, avec les principes de justice qu'elles contiennent, déraciner certains usages de la féodalité; il veut que le praticien se pénétre

(1) Irnerius et Placentin. — Voir mon t. 4^{er}, liv. 6^e.

involontairement d'un esprit propre à modifier les traditions coutumières. Les jurisconsultes du 13^e siècle, qui travaillent sous son inspiration, P. Desfontaines et l'auteur inconnu des *Etablissements*, engagent la grande lutte du droit contre la féodalité civile et la théocratie.

Aux 14^e et 15^e siècles, la scolastique déborde des universités et des livres. Les disputes de mots, les subtilités, la fureur de l'argumentation péripatéticienne, envahissent le droit; les gloses se surchargent de puérilités logiques: Barthole travaille jour et nuit à entasser dans ses *in-folio* des bizarreries d'imagination, à étouffer la simplicité des principes sous les lambeaux d'une érudition indigeste. Le jurisconsulte cesse d'associer ses idées à l'œuvre sociale, et cependant il concourt encore indirectement à son progrès par le retentissement qu'il donne aux recherches, à l'étude, à la passion du droit: c'est même au 15^e siècle que l'institution judiciaire se répand de toutes parts et se régularise.

Le seizième siècle apparaît: il porte en lui de grandes destinées; il est plein de l'esprit révolutionnaire. Cette réforme dont il ébranle la catholicité, il l'introduit dans la science du droit, plus décidée et plus féconde. Le protestantisme se pose comme un adversaire, au nom de la raison humaine et de la liberté d'examen, contre l'autorité de Rome catholique; et presque tous les grands jurisconsultes de l'époque, dont la science invoque aussi l'examen comme méthode, et la raison comme

principe, deviennent protestans. Dumoulin fait aux prétentions du Vatican et aux usages ultramontains une guerre éclatante, opiniâtre. Dans son commentaire sur l'édit des *petites dates*, dans son conseil sur le *fait du concile de Trente*, il est le Luther du droit civil.

C'est dans l'école romaine et dans l'école française du 16^e siècle que la philosophie et l'histoire, pour la première fois en France, s'allient au droit. Mais cette philosophie est à peine sortie des langages théologiques; elle ne sait pas encore la valeur de son principe; elle n'a pas la conscience de sa future destinée. Et l'histoire d'alors, combien elle est incertaine, obscure et dépourvue de méthode! Elle vit seulement de l'esprit des chroniques et des annales. Appliquée au droit romain par Cujas, elle éclaire admirablement le code et les Pandectes, parce que les historiens latins prêtent là leur flambeau; mais appliquée au droit français, elle n'a pas une pensée ferme sur le point de départ, les combats intérieurs, les développemens de la nationalité française. Aussi le génie de Dumoulin, qui fonde la grande école du droit français, perd toute sa vigueur dans les investigations historiques. Voulant rechercher l'origine et les progrès de la monarchie des Français, il est frappé surtout de l'idée de mettre en parallèle le règne de Judée sous le roi David et ses successeurs, et celui de France (1).

(1) Tom. 2 de ses œuvres, *in fine*.

Le 17^e siècle continue le mouvement du seizième dans la science, mais les travaux historiques ont une autre portée. La patiente érudition des Bénédictins rassemble les historiens de la France; et d'un autre côté, Baluze, Lathaumassière et Eusèbe de Laurière réunissent dans de grands monumens les capitulaires, les anciens coutumiers et les ordonnances des rois; ils les enrichissent de dissertations lumineuses qui éclairent les origines et les révolutions du droit en France. Le jurisconsulte unit donc alors sa science à l'histoire : « l'étude particulière de notre jurisprudence française, dit de Laurière, lui ayant fait voir qu'il était difficile d'y faire de grands progrès sans remonter jusqu'à la source, il a toujours tâché de l'étudier *historiquement* (1). » — Quant à la philosophie du jurisconsulte français, elle est désormais celle de Port-Royal, qui a pris pour base la méthode de Descartes, et qui a trempé sa logique dans le génie des Arnaud et des Pascal. L'école de Port-Royal fonde sa science sur le principe rationnel,

(1) Privilège en tête de la Dissertation sur l'Origine du Droit d'Amortissement, 1692.

Voici la fin de ce document : « Et comme cette méthode l'a convaincu non-seulement qu'il y avait plus de découvertes à faire dans notre droit français et pour le moins d'aussi belles que dans le droit romain, dont pourtant *tout le monde est si fort prévenu*, mais aussi que la plupart des fautes qu'ont faites ceux qui l'ont manié jusqu'ici viennent de ce qu'ils n'en ont pas assez connu l'origine, il a cru qu'il fallait prendre de cette manière chaque matière en particulier, et faire des dissertations de chacune. »

commun à Descartes et aux protestans ; elle fonde sa foi catholique et son caractère d'indépendance sur la tradition du vrai christianisme et de l'église gallicane : sa philosophie est donc tout à la fois rationnelle et catholique. Le jurisconsulte du siècle de Louis XIV se pénètre du même esprit ; il n'est plus protestant, il est philosophe cartésien et janséniste : ainsi Domat, Lemaistre, d'Aguesseau allient à la science du droit romain la méthode de Port-Royal et le point de vue religieux. — Le traité des lois de l'ami de Pascal est la théorie de la société par la volonté providentielle, et la classification toute chrétienne des lois civiles *en lois immuables et lois arbitraires*. Lemaistre voit dans les principes généraux du droit romain la *raison civile des sociétés*, et fatigué de la lutte judiciaire, il se retire à Port-Royal-des-Champs pour méditer l'alliance de la foi et de la raison, et mettre la main à l'œuvre du catholicisme rationnel que Pascal poursuivait de sa pensée. D'Aguesseau, si profond dans l'étude du droit romain, a laissé des méditations métaphysiques inspirées par la méthode de Descartes et la sévérité stoïque de la morale du jansénisme. La philosophie, chez lui, a été plus puissante que l'histoire, et vers la fin de sa carrière, il se reprochait de n'avoir pas assez abondamment puisé dans les sources et les études historiques.

Le 18^e siècle s'annonce avec une philosophie nouvelle qui proclame la *méthode expérimentale* et déclare la guerre au passé ; elle proclame une mé-

thode nécessaire, sans doute, à la manifestation de la vérité, mais elle en fait souvent des applications incomplètes, qu'elle prend pour la vérité elle-même. Deux grands systèmes, ceux qui se partagent l'histoire de l'humanité, sont bientôt en présence : le matérialisme et le spiritualisme. — Le jurisconsulte qui depuis l'antique école du stoïcien Labéon, sous Auguste, avait été toujours nourri du principe spiritualiste, ne pouvait se séparer de l'atmosphère hors de laquelle le droit mourrait. Le jurisconsulte du 18^e siècle, c'est Pothier, qui fait pénétrer jusqu'au fond des coutumes l'esprit du droit romain et du christianisme. Dumoulin avait créé l'école du droit français; de Laurière avait jeté les bases de son histoire progressive : Pothier rapproche et combine les divers élémens du droit; il les transforme en corps de doctrine rationnelle et chrétienne; il élargit et aplanit les bases de l'école française; et de plus, il popularise la science. — Montesquieu l'élève à toute sa hauteur : Montesquieu, c'est le jurisconsulte dans sa plus grande acception, qui fait comparaître les lois humaines au tribunal de l'histoire et de la philosophie, les interroge dans la profondeur de leurs secrets, classe et juge les institutions politiques et civiles par leur nature, par leurs principes d'action; c'est le jurisconsulte philosophe qui, planant par la pensée sur toutes les époques du monde, marque avec une religieuse reconnaissance l'influence du christianisme sur les lois et la civilisation modernes. — Etranger à la science du droit, mais ennemi déclaré du matéria-

lisme, que le droit repousse, J.-J. Rousseau sonde hardiment l'origine et les bases des sociétés humaines; et telle est l'influence de ses écrits, que lorsque les jurisconsultes-pratiques de la fin du 18^e siècle veulent s'élever à la théorie générale du droit, ils subissent ses idées et même les inconséquences de sa doctrine philosophique. Le dogmatisme du *Contrat social* les domine bien plus que les vues historiques de l'*Esprit des Lois*. Quand la révolution de 89 éclate de toute sa colère contre le passé, et de toute sa puissance d'avenir; quand elle recherche théoriquement quels sont les principes constitutifs de la propriété, des successions, du droit de tester, pour les réorganiser par les lois, le plus grave des jurisconsultes de l'assemblée constituante, Tronchet reproduit la distinction de Rousseau sur *l'état de nature et l'état de société*; il refuse à l'homme le droit de propriété, le droit de succession, le droit de testament; il les fait dériver de *lois purement conventionnelles*. Il fait de l'homme selon le droit naturel, et de l'homme selon le droit social, deux êtres tout-à-fait distincts, conformément aux idées du philosophe de Genève.

Les jurisconsultes de la révolution, dans la première période, ont été égarés en théorie par la doctrine étroite et fausse du contrat social; mais en réalité, leur participation aux lois de la constituante a été l'application constante du droit rationnel contre le droit féodal, contre le principe matériel de la force. Tronchet, Merlin, Thouret sont les législateurs civils et judiciaires de cette pre-

mière époque, qui a posé tous les grands principes. On doit s'étonner de chercher en vain, dans les différentes histoires de la révolution française, la trace de leurs travaux. Les savans rapports dans lesquels le comité féodal passait en revue toutes les anciennes institutions et développait leur raison d'existence pour les flétrir et les renouveler; ces travaux, si précieux pour l'histoire et pour le droit, ont été recueillis par nous et patiemment étudiés. Ce sont eux qui nous révèlent dans toute leur vérité les principes qui présidaient aux conceptions de ces grands rénovateurs : on y voit briller l'idée-mère à laquelle se rapportent toutes les autres; et c'est une idée spiritualiste, chrétienne, admirablement féconde, l'ÉGALITÉ CIVILE.

Dans la deuxième période de la révolution, sous le règne de la législative et de la convention, l'égalité est proclamée encore; mais ce n'est plus la même. Ce n'est pas celle du droit; c'est l'égalité matérielle, impitoyable, qui veut tout accabler sous son niveau, famille, personnes, propriété, passé, présent et avenir. C'est celle que Vergniaud comparait à l'égalité du *lit de Procuste*. Les jurisconsultes de ce temps, qui font les lois rétroactives de 93 et de l'an 2, sous la présidence du citoyen Cambacérès, et qui discutent ses projets de code civil avorté, sont pour la plupart les ardens prosélytes de l'école matérialiste des d'Holbach et des Diderot. Le matérialisme, qui dominait les législateurs de ces temps orageux, a passé dans leurs lois, parce que l'idée

dominante finit toujours par se réaliser dans les faits. Mais quand l'idée dominante est fausse, elle violente la société, et sa tyrannie ne dure pas ; quand elle est vraie, elle subsiste malgré les efforts conjurés pour l'arracher : le principe de 89, l'égalité civile, est resté dans nos lois ; le principe de 93 a passé comme une trombe.

Dans la dernière période de la révolution à laquelle nous sommes arrivés, la période réorganisatrice, le jurisconsulte avait devant lui la plus belle mission. *L'esprit révolutionnaire*, dans le sens que lui donnait Portalis, « ce désir exalté de sacrifier violemment « tous les droits à un but politique et de ne plus « admettre d'autre considération que celle d'un « mystérieux et variable intérêt d'état (1), » cet esprit destructeur de tout grand monument de législation était vaincu. Le jurisconsulte, devenu législateur, avait à créer un code civil tout entier ; il avait à faire la plus large application de sa philosophie sociale ; l'alliance ancienne et nouvelle de l'histoire et de la philosophie avec le droit, devait enfin donner au monde civilisé son œuvre législative.

Les jurisconsultes du code civil étaient encore les hommes de 89 ; ils avaient TRONCHET à leur tête (2).

(1) Disc. préliminaire en tête du projet du code civil.

(2) Tronchet était président du tribunal de cassation quand il fut appelé à coopérer à la rédaction du projet du code.

Des hommes nouveaux s'associaient à leurs travaux, à leurs profondes méditations ; deux surtout exercèrent une haute influence, BONAPARTE et PORTALIS : Bonaparte qui avait vaincu l'Europe et la révolution, pour recomposer l'ordre social, s'avança dans une sphère toute nouvelle pour lui, avec les principes donnés par Tronchet (1) et la divination du génie. Dans les discussions du conseil d'état, quand les esprits, nourris des traditions diverses de la jurisprudence, cherchaient inutilement le principe qui devait naître de la nature des choses, lui, par la seule force de son intelligence, il arrivait à la dernière raison et conciliait les systèmes opposés en les rappelant ainsi à la source de la lumière.

« Si le code civil a opéré la fusion des idées anciennes avec les idées de la révolution, dit M. Troplong (2), s'il est empreint de cet éclectisme qui est la philosophie du 19^e siècle, c'est principalement à Napoléon qu'il faut en attribuer l'honneur ; son esprit de conciliation prudente brille dans le code, comme dans la réunion des partis politiques qui déchiraient l'état. »

Portalès, né sous le ciel de la Provence (3), avait puisé sa science de jurisconsulte à l'école du droit romain, et sa philosophie à la source chrétienne, comme les Domat, les Daguesseau, les Pothier. Dès sa première jeunesse, il avait écrit un essai en ré-

(1) C'est lui-même qui l'a dit, selon le *Mémorial de Ste-Hélène*.

(2) Préface de la Vente, XXIII.

(3) Né au Beausset, près de Toulon, le 1^{er} avril 1746.

ponse à l'*Emile*; il avait pris en main la défense de la religion (1); avocat, il avait publié en 1770, sur la validité du mariage des protestans, un mémoire que Voltaire appelait un véritable traité de philosophie, de législation et de morale politique (2). Dans l'exil qui lui était infligé par le 18 fructidor, il avait médité son livre sur *l'usage et l'abus de l'esprit philosophique au 18^e siècle* : « par « ce tableau de toutes les bonnes idées, de toutes « les bonnes méthodes, des progrès en tout genre(3), » il s'était préparé, sans le savoir, à la grande tâche qu'allait lui imposer bientôt le génie du premier consul. C'est ce livre qui fait connaître toute la pensée chrétienne et philosophique de Portalis; c'est là que se révèle dans toute sa simplicité le philosophe-jurisconsulte du code civil : cette qualité le distingue entre tous ceux qui ont pris part à la confection du code.

Tronchet est le jurisconsulte profond de l'école coutumière; il en représente les idées au sein du conseil d'état. Treilhard et Berlier sont des logiciens sévères qui ont concouru avec Cambacérès aux lois civiles de la convention; ils sont toujours disposés à réaliser dans les lois toutes les conséquences de la révolution; et si, par exemple, il

(1) Observations sur un ouvrage intitulé *Emile ou de l'Education*, par M. Portalis, 1763; il avait 17 ans.

(2) Notice sur Portalis, par M. le comte Portalis, p. 6.

(3) Avertissement en tête de la 3^e édition; l'ouvrage a été composé en 1798, à Emkendorf.

s'agit d'exposer les motifs de la loi du mariage et ceux du divorce, le premier consul choisit Portalis pour le mariage, et Treilhard pour le divorce. Bigot - de - Préameneu et Malleville, magistrats d'une science très étendue, sont hostiles aux idées nouvelles (1); ils ont l'esprit timide du jurisconsulte qui révère la *tradition*, se défie des *nouveautés*, et ne peut s'élever qu'au niveau d'une *transaction* entre les principes opposés. — Tous ont sans doute un mérite éminent, mais spécial; aucun d'eux n'a la puissance de généralisation, l'esprit philosophique de Portalis. Voici comment Portalis décrit cette haute faculté; lui-même va nous expliquer le caractère qui distingue son intelligence : « L'esprit philosophique, tel que je le
 « conçois, est le coup d'œil d'une raison exercée; il est
 « pour l'entendement ce que *la conscience* est pour le
 « cœur. Je le définis un esprit de liberté, de recher-
 « che et de lumière, qui veut tout voir et ne rien sup-
 « poser; qui se produit avec méthode, qui opère avec
 « discernement, qui apprécie chaque chose par les
 « principes propres à chaque chose, indépen-
 « damment de l'opinion et de la coutume; qui ne
 « s'arrête point aux effets, qui remonte aux causes;
 « qui, dans chaque matière, *approfondit tous les rap-
 « ports pour découvrir les résultats, combine et lie
 « toutes les parties pour former un tout*; enfin qui

(1) Le premier était commissaire du gouvernement, le second juge près le tribunal de cassation.

« marque le but , l'étendue et les limites des diffé-
 « rentes connaissances humaines , et qui seul peut
 « les porter au plus haut degré d'utilité , de di-
 « gnité et de perfection. — L'esprit philosophique est
 « au-dessus de la philosophie même , comme l'es-
 « prit géométrique est au-dessus de la géométrie ,
 « comme la connaissance de l'esprit des lois est
 « supérieure à la connaissance des lois. »

Le philosophe vient de révéler sa pensée ; et main-
 tenant le futur législateur va nous dire la sienne :

« La véritable science de la législation et du
 « gouvernement n'est autre chose que la connaissance
 « *des droits de l'homme* sagement combinée avec les
 « *besoins de la société*. — Pourquoi ne pas distinguer
 « parmi les lois romaines celles dans lesquelles les
 « législateurs romains n'avaient été que les reli-
 « gieux interprètes du *droit naturel* et les ministres
 « éclairés de *la raison universelle* , de celles qui ne
 « tenaient qu'à des institutions particulières , étran-
 « gères à notre situation et à nos usages.... ?

« Nous n'avions point de droit civil ; car pouvions-
 « nous appeler de ce nom cet amas informe de cou-
 « tumes anciennes et diverses dont l'esprit avait
 « disparu devant un autre esprit , dont la lettre était
 « une source journalière de controverses intermina-
 « bles, et qui, dans plusieurs de leurs dispositions, ré-
 « pugnaient autant à la raison qu'à nos mœurs.....
 « Il était réservé à Montesquieu de créer la véritable
 « science des lois : *l'ouvrage de Montesquieu était en-*
 « *core trop fort pour le moment où il parut*. — Mon-
 « tesquieu donne des raisons de toutes les lois qui

« existent; il nous instruit de leur origine et de leurs
 « effets; il distingue les divers ordres de lois selon les
 « divers ordres de choses sur lesquelles ces lois sta-
 « tuent.... Rien n'échappe aux vues de ce grand
 « homme; jamais ouvrage plus complet que le
 « sien (1). »

Et si nous voulons interroger la pensée de Portalis sur les rapports du droit avec l'histoire et la philosophie, que nous poursuivons de nos recherches, il répond : « La science explique les lois par l'histoire, « et la philosophie travaille à les épurer par la mo-
 « rale, source première de lois (2). » — On le sent, Portalis, jurisconsulte, est le disciple et l'admi-
 rateur de Montesquieu; l'*Esprit des Lois* dominera le futur législateur.

Au sortir de la révolution, quand le premier consul a voulu réorganiser la société, Portalis est l'homme que Bonaparte a choisi pour exposer la théorie de la codification nouvelle; il a eu ainsi la double gloire, comme philosophe et législateur, de proclamer le rétablissement du christianisme et de développer les principes fondamentaux de la législation civile. Si le discours sur le concordat est un travail approfondi où respire l'alliance de la philosophie et de la religion, le discours préliminaire sur le projet du code civil est un monu-

(1) *De l'Usage et de l'Abus, etc.*, t. 2, de la p. 212 à la p. 223.

(2) Montesquieu avait dit : « Il faut éclairer les lois par l'histoire, et l'his-
 « toire par les lois (liv. 31, ch. 2). »

ment historique où respire l'alliance de la philosophie et du droit.

En faisant la part de la science du droit parmi les sommités du conseil d'état, et en tenant compte de la haute influence exercée par la raison de Bonaparte, on doit le reconnaître, Tronchet et Portalis, parmi les jurisconsultes vivans de l'école française et de l'école romaine, sont les principaux fondateurs de notre législation civile. C'est donc le spiritualisme social de l'assemblée constituante, du droit romain et du christianisme, qui a constitué la philosophie des législateurs modernes. — Et voilà pourquoi le code civil, riche des lumières combinées de l'école romaine et de l'école française, est un code essentiellement civilisateur. Il renferme trois caractères : *tradition* des anciens principes, *transaction* entre les coutumes et le droit romain, *originalité* puisée dans les idées de la révolution de 89. — Il réfléchit l'esprit du christianisme, des coutumes et de la révolution dans le droit des personnes, ce droit *personnel* dont l'antique racine se trouve même dans les usages germaniques ; il réfléchit l'esprit du christianisme et des lois romaines dans le droit des choses, le droit de la propriété et des obligations qui s'y rapportent, ce droit *réel* dont les premiers fondemens sont dans Rome antique.

La propriété territoriale, dans les nouvelles phases que lui ouvre de notre temps le progrès de l'industrie, verra sans doute s'unir à son esprit

d'égalité et de liberté un principe plus large de mobilisation ; l'économie politique s'associera efficacement à la législation civile, mais ce ne sera encore qu'une nouvelle application du principe de 89. Tout ce que le code a d'imparfait ou d'incomplet disparaîtra successivement au flambeau de la philosophie chrétienne et sociale.

Les travaux préparatoires du code civil sont de diverse nature et d'un intérêt divers.

Au premier rang, et comme élément antérieur à la rédaction, nous placerons les ouvrages produits par l'école rationnelle et d'association qui formait la dernière branche de l'école du droit français, les ouvrages de Domat, de Daguesseau, de Pothier. C'est là principalement qu'avait été puisée la science des jurisconsultes associés à l'œuvre législative de Bonaparte. L'école du 16^e siècle, trop loin de la pratique des affaires, n'était alors que faiblement étudiée. La promptitude des travaux et les nécessités d'exécution demandaient beaucoup à l'expérience personnelle des célèbres collaborateurs ; elles concentraient toutes les recherches sur les livres les plus usuels et de l'autorité la plus populaire (1). Il s'agissait de régler ou de créer la société du 19^e siècle, mais au fond c'était la société des 17^e et 18^e siècles qui subissait une transformation. Les hommes ne créent rien ; le

(1) « A force de travail, dit M. Malleville, nous parvîmes à faire un code civil en quatre mois. »

génie lui-même, quand il paraît créateur, ne fait que dégager et combiner des rapports : le présent est à divers degrés le descendant du passé ; pour retrouver et lier dans un vaste ensemble les rapports sociaux que nous avaient transmis le 18^e siècle et la révolution, il fallait nécessairement interroger les jurisconsultes qui avaient le mieux résumé la société civile dans ses époques les plus rapprochées de nous ; il fallait s'éclairer des principes reçus dans le dernier état de la science. Lorsque Domat, Daguesseau, Pothier nous sont présentés comme les premiers interprètes du code, c'est donc avec un sentiment vrai de l'une de ses origines. Le caractère de *tradition* de nos lois civiles vient des productions de cette école scientifique : leur caractère de *transaction* entre les élémens romain et coutumier est aussi dérivé de cette association d'élémens divers dont Pothier avait illustré la méthode dans ses grands traités. — Sous ce point de vue, sans doute, on ne pourrait pas dire que l'*originalité* est le mérite et l'un des élémens de la codification française. Un code n'est pas une œuvre d'art, et peu importerait à sa valeur l'absence de ce mérite, s'il réfléchissait d'ailleurs complètement l'état social pour lequel il serait fait. Mais notre code, mis en regard des monumens scientifiques des derniers siècles, a vraiment le troisième caractère que nous avons signalé, celui de l'originalité ; il le tient de la révolution, laquelle, en extirpant tous les principes de la société féodale et du régime absolu, avait jeté

des élémens nouveaux dans la société civile qui allait se reconstituer. Le principe de 89 demandait à faire un choix dans les doctrines du passé; il rejetait les alliances étrangères et forcées qu'avait subies le droit des Daguesseau et des Pothier. L'égalité civile était devenue le dogme fondamental de la société moderne; il y avait donc, à côté des trésors de la science, un esprit d'originalité qui allait animer différentes parties du code, et qui devait concourir à former l'ESPRIT DES LOIS NOUVELLES.

L'importance et l'intérêt des travaux préparatoires du code civil se balancent entre ces deux points de recherche et d'examen : le respect pour la science du passé, le caractère d'innovation.

Quand les consuls appelèrent Portalis, Tronchet, Bigot-de-Préameneu et Malleville, le 24 thermidor an 8, à des conférences sur la rédaction du code civil, ils leur firent remettre les deux projets du code soumis à la convention nationale par Cambacérès, et différens titres présentés après le 18 brumaire aux commissions législatives, par l'organe de Jacqueminot. Dans les projets de Cambacérès, il y avait hardiesse et simplicité de plan, mais bouleversement des notions du droit; c'était une loi civile à l'image de la société politique de 93 et de l'an 2 : aussi les sages et savans rédacteurs du nouveau projet de code ne purent-ils que repousser l'œuvre de l'ex-conventionnel. Le souvenir de l'époque suffisait : « Ce n'est pas dans un tel moment, » disaient-ils, que l'on peut se promettre de régler

« les choses et les hommes avec cette sagesse qui
 « préside aux établissemens durables, et d'après les
 « principes de cette équité naturelle dont les légis-
 « lateurs humains ne doivent être que les respectueux
 « interprètes (1). »

Il n'en était pas ainsi du projet Jacqueminot ; si la section de la commission législative n'était pas composée d'hommes profondément versés dans les lois, elle eut la prudence d'appeler le concours de plusieurs jurisconsultes, Tronchet, Favard et Grenier, qui depuis ont pris une si grande part à la rédaction définitive. La commission avait envisagé la réforme de la législation civile sous un beau point de vue : « elle attendait de son influence l'épuration
 « des mœurs, l'introduction des vertueuses habitu-
 « des, le respect du mariage, le légitime empire
 « de l'autorité paternelle (2). » Mais elle savait qu'elle ne pouvait tracer qu'une esquisse, comme pour annoncer le retour des idées sociales et conservatrices.

Le projet du code, enfanté par le noble triumvirat Tronchet, Bigot et Portalis (3), fut digne de ce concours de grands talens, et mérita d'être offert à la méditation du tribunal de cassation et de tous

(1) Disc. prél. du projet du code.

(2) Idées prélim. sur le projet de Jacqueminot. (Fenet, Recueil des Travaux prép., t. 4, p. 334.)

(3) M. Malleville, membre du tribunal de cassation, était nommé par l'arrêté des consuls pour remplir les fonctions de secrétaire-rédacteur ; mais il prit aussi une part active à la collaboration.

les tribunaux d'appel de la France. C'est la pensée du code, dans la beauté primitive de sa conception, avec son respect, et pour l'antique science du droit épurée et généralisée, et pour les principes nouveaux dont la révolution a doté la France et l'humanité : il y avait, dans cette œuvre commencée et achevée en quatre mois, unité de conception ; elle gagnait en harmonie et précision ce qu'elle perdait en deductions et développemens. La science la plus élevée et la plus exacte avait dicté le livre premier sur les notions générales du droit, qu'on a laissées depuis, avec raison, dans le domaine purement scientifique. L'exposé des motifs qui précède et explique l'ouvrage, décèle le disciple de Montesquieu ; c'est un bel appendice de l'*Esprit des Lois*. De tous les travaux préparatoires émanés de l'époque consulaire, ce discours préliminaire de Portalis est le plus important pour l'histoire philosophique du code : là est tout entière la pensée d'histoire et de philosophie qui a dominé ses fondateurs ; nous devons en reproduire le point de vue général :

« De bonnes lois civiles sont le plus grand bien
 « que les hommes puissent donner et recevoir ; elles
 « sont la source des mœurs, le palladium de la
 « propriété et la garantie de toute paix publique
 « et particulière ; si elles ne fondent pas le gou-
 « vernement, elles le maintiennent ; elles modèrent
 « la puissance et contribuent à la faire respecter
 « comme si elle était la justice même. Elles attei-
 « gnent chaque individu, elles se mêlent aux prin-
 « cipales actions de sa vie, elles le suivent partout ;

« elles sont souvent l'unique morale du peuple, et
 « toujours elles font partie de sa liberté; enfin elles
 « consolent chaque citoyen des sacrifices que la
 « politique lui commande pour la cité, en le pro-
 « tégeant, quand il le faut, dans sa personne et
 « dans ses biens, comme s'il était lui seul la cité
 « tout entière....

« Mais quelle tâche que la rédaction d'une lé-
 « gislation civile pour un grand peuple! L'ouvrage
 « serait au-dessus des forces humaines s'il s'agissait
 « de donner à ce peuple une institution *absolument*
 « *nouvelle*, et si, oubliant qu'il occupe le premier
 « rang parmi les nations policées, on dédaignait de
 « profiter de l'*expérience du passé* et de cette tra-
 « dition de bon sens, de règles et de maximes qui est
 « parvenue jusqu'à nous et qui forme l'*esprit des*
 « *siècles*.

« Les lois ne sont pas de purs actes de puissance,
 « ce sont des actes de sagesse, de justice et de raison.
 « Le législateur exerce moins une autorité qu'un
 « sacerdoce : il ne doit point perdre de vue que les
 « lois sont faites pour les hommes, et non les hom-
 « mes pour les lois; qu'elles doivent être adaptées
 « au caractère, aux habitudes, à la situation du
 « peuple pour lequel elles sont faites; qu'il faut
 « être sobre de nouveautés en matière de législation,
 « parce que s'il est possible, dans une institution
 « nouvelle, de calculer les avantages que la théo-
 « rie nous offre, il ne l'est pas de connaître tous
 « les inconvénients que la pratique seule peut dé-
 « couvrir.....

« L'office de la loi est de fixer, par de grandes
 « vues, les maximes générales du droit, d'établir
 « des principes féconds en conséquences, et non de
 « descendre dans le détail des questions qui
 « peuvent naître sur chaque matière. — C'est au
 « magistrat et au jurisconsulte, pénétrés de l'esprit
 « général des lois, à en diriger l'application....

« La France, autrefois divisée en pays coutumier et
 « en pays de droit civil, était régie en partie par des
 « coutumes et en partie par le *droit écrit*. Il y avait
 « quelques ordonnances royales communes à tout
 « l'empire.

« Depuis la révolution, la législation française a
 « subi sur des points importants des *changemens con-*
 « *siderables*. Faut-il écarter tout ce qui est nouveau?
 « faut-il dédaigner tout ce qui est ancien?

« Le droit écrit, qui se compose des lois romaines,
 « a CIVILISÉ L'EUROPE. La découverte que nos aïeux
 « firent de la compilation de Justinien, fut pour eux
 « une sorte de RÉVÉLATION. C'est à cette époque que
 « nos tribunaux prirent une forme plus régulière
 « et que le terrible pouvoir de juger fut soumis à des
 « principes.

« La plupart des auteurs qui *censurent le droit romain*
 « *avec autant d'amertume que de légèreté*, blasphèment
 « ce qu'ils ignorent (4). On en sera bientôt con-
 « vaincu si, dans les Collections qui nous ont trans-
 « mis ce droit, on sait distinguer les lois qui ont

(4) Qu'on songe que c'est Tronchet, Bigot-de-Préameneu et Portalis qui donnent cet avis à leurs contemporains,..... et à la génération actuelle.

« mérité d'être appelées la *raison écrite*, d'avec celles
 « qui ne tenaient qu'à des institutions particulières,
 « étrangères à notre situation et à nos usages; si l'on
 « sait distinguer encore les sénatus-consultes, les
 « plébiscites, les édits des bons princes, d'avec les
 « rescrits des empereurs, espèce de législation
 « mendrée, accordée au crédit ou à l'importunité,
 « et fabriquée dans les cours de tant de monstres
 « qui ont désolé Rome et qui vendaient publique-
 « ment les jugemens et les lois.

« Dans le nombre de nos coutumes, il en est sans
 « doute qui portent l'empreinte de notre première
 « barbarie, mais il en est aussi qui font honneur à
 « la sagesse de nos pères, qui ont formé le caractère
 « national et qui sont dignes des meilleurs temps.
 « Nous n'avons renoncé qu'à celles dont l'esprit a
 « disparu devant un autre esprit, dont la lettre n'est
 « qu'une source journalière de controverses inter-
 « minables et qui répugnent autant à la raison
 « qu'à nos mœurs.

« En examinant les dernières ordonnances royales,
 « nous en avons conservé tout ce qui tient à l'ordre
 « essentiel des sociétés, au maintien de la décence
 « publique, à la sûreté des patrimoines, à la pros-
 « périté générale.

« Nous avons respecté, dans les lois publiées par
 « nos assemblées nationales sur les matières civiles,
 « toutes celles qui sont liées aux grands changemens
 « opérés dans l'ordre politique, et qui par elles-mêmes
 « nous ont paru évidemment préférables à des institu-
 « tions usées et defectueuses. Il faut changer quand

« la plus funeste de toutes les innovations serait
 « pour ainsi dire de ne pas innover. On ne doit
 « point céder à des préventions aveugles. Tout ce
 « qui est ancien a été nouveau. L'essentiel est d'im-
 « primer aux *institutions nouvelles* ce caractère de
 « permanence et de stabilité qui puisse leur garantir
 « le droit de devenir anciennes.

« Nous avons fait, s'il est permis de s'exprimer
 « ainsi, une TRANSACTION *entre le droit écrit et les*
 « *coutumes*, toutes les fois qu'il nous a été possible
 « de concilier leurs dispositions, ou de les modifier
 « les unes par les autres, sans rompre l'unité du
 « système et sans choquer l'esprit général. Il est
 « utile de conserver tout ce qu'il n'est pas nécessaire
 « de détruire; les lois doivent ménager les habitu-
 « des quand ces habitudes ne sont pas des vices.
 « On raisonne trop souvent comme si le genre hu-
 « main finissait et commençait à chaque instant,
 « sans aucune sorte de communication entre une
 « génération et celle qui la remplace; les généra-
 « tions en se succédant, se mêlent, s'entrelacent
 « et se confondent. Un législateur isolerait ses ins-
 « titutions de tout ce qui peut les naturaliser sur
 « la terre, s'il n'observait avec soin les rapports
 « naturels qui lient toujours, plus ou moins, *le*
 « *présent au passé et l'avenir au présent*, et qui font
 « qu'un peuple, à moins qu'il ne soit exterminé ou
 « qu'il ne tombe dans une dégradation pire que l'a-
 « néantissement, ne cesse jamais, jusqu'à un certain
 « point, de se ressembler à lui-même. Nous avons
 « trop aimé, dans nos temps modernes, *les change-*

« *mens et les réformes* ; si en matière d'institutions
 « et de lois, les siècles d'ignorance sont le théâtre
 « des abus, les siècles de philosophie et de lumières
 « ne sont que trop souvent le théâtre des excès.

« Notre objet a été de lier les mœurs aux
 « lois et de propager l'esprit de famille, qui est si
 « favorable, quoi qu'on en dise, à l'esprit de cité. Les
 « sentimens s'affaiblissent en se généralisant; il faut
 « une prise naturelle pour pouvoir former des liens
 « de convention. Les vertus privées peuvent seules
 « garantir les vertus publiques, et c'est par la pe-
 « tite patrie, qui est la famille, qu'on s'attache à la
 « grande; ce sont les bons pères, les bons maris,
 « les bons fils qui font les bons citoyens. Or, il ap-
 « partient essentiellement aux institutions civiles de
 « sanctionner et de protéger toutes les affections
 « honnêtes de la nature (1). »

Les rédacteurs du projet de codification ont laissé par ces passages une trace lumineuse derrière eux : on voit des hommes respectueux sans superstition envers les anciennes lois, amis des réformes sans enivrement de l'esprit d'innovation, des législateurs qui pouvaient fonder sur le passé et sur le présent un monument pour l'avenir.

Quatre espèces de travaux préparatoires ont suivi le projet du code et contiennent la lente élaboration de la pensée du législateur :

(1) Disc. préliminaire, *passim* et *in fine*.

1° Les observations des tribunaux sur le projet du code ;

2° La discussion du tribunal de l'an 40 sur les trois premiers titres ;

3° La discussion au conseil-d'état, y compris le résultat des conférences avec la section législative du tribunal ;

4° Les exposés des motifs par les orateurs du gouvernement, les rapports et discours des tribuns.

I. Un concert de louanges s'éleva de tous les tribunaux d'appel sur l'œuvre des quatre jurisconsultes dont les noms avaient donné de si grandes espérances. Le Midi, le Centre, le Nord et l'Est de la France, Bordeaux, Bourges, Paris, Besançon, Metz, Nancy firent entendre un même langage pour approuver un code qui allait porter l'uniformité au milieu des diversités infinies de la jurisprudence ; il n'y eut de critique générale sur le plan et la pensée des auteurs du projet, que de la part du tribunal de Montpellier, qui leur reprochait la *transaction*, annoncée par le discours préliminaire, entre les coutumes et le droit écrit ; critique étroite et fautive, qui contrastait péniblement avec l'approbation générale. Bourges, l'ancienne patrie du droit au centre de la France, appelait le projet du code UN MONUMENT PRÉCIEUX DU GÉNIE, DE LA SAGESSE ET DU TRAVAIL.

Le culte pour le passé domine les observations des tribunaux sur l'ensemble du projet : on voit qu'ils louent avec prédilection le soin avec lequel

les quatre jurisconsultes ont puisé dans les sources fécondes des lois anciennes et de la jurisprudence, et en ont extrait ce qui pouvait être le mieux assorti aux mœurs actuelles (1). Ils louent dans les auteurs du projet leur respect religieux pour les mœurs, sans lesquelles les meilleures lois deviennent un bienfait insuffisant ; leur attention scrupuleuse à maintenir les droits de la propriété, base primordiale de l'ordre social (2), à rétablir dans toute leur pureté les grands, les vrais principes si long-temps méconnus (3), à les approprier aux mœurs et au caractère du peuple français, pour garantir ses droits de propriété, sa liberté civile (4). « — Pour affermir l'ordre social, disait le « tribunal d'appel de Rouen, il fallait lier les ci-
« toyens par des rapports fixes d'intérêts, d'habi-
« tudes et de sentimens : la stabilité des mariages,
« l'autorité paternelle, le droit de famille, sont les
« premiers anneaux de cette grande chaîne. Les
« rédacteurs du nouveau code ont montré sur tous
« ces points de vue des intentions infiniment loua-
« bles. » — « Il était difficile, disaient les magis-
« trats qui avaient succédé au parlement de Bor-
« deaux si rebelle au progrès ; il était difficile de
« resserrer dans un cadre plus étroit les principes
« fondamentaux de la législation civile, de les pré-

(1) Amiens.

(2) Besançon.

(3) Dijon.

(4) Grenoble.

« senter avec plus de méthode et de clarté. En res-
 « pectant les usages dont une longue expérience a
 « démontré la sagesse, les auteurs du projet ont
 « su les améliorer par des *innovations heureuses*,
 « qui en généralisent l'application, et tarissent dans
 « leur source un grand nombre de procès. L'en-
 « semble et le plan de ce code paraissent bien con-
 « çus, et l'on pense qu'ils ne sont susceptibles d'au-
 « cune réforme utile. » — A cette voix du Midi ré-
 pond celle du Nord :

« Le caractère le plus essentiel d'une loi, disait
 « la magistrature de Metz, est de convenir au
 « peuple à qui elle est donnée, ce qui exige dans
 « le législateur des connaissances profondes de
 « la morale et du droit politique; et c'est ce que
 « l'on trouve dans le projet du code civil; il
 « n'est, s'il est permis de s'exprimer ainsi, que l'épu-
 « ration de notre ancienne *jurisprudence*, que l'aboli-
 « tion de ce que nos lois et surtout nos coutumes
 « avaient conservé de la barbarie des siècles d'igno-
 « rance et dont l'observation était plutôt un
 « culte superstitieux que la soumission à des lois
 « utiles; en sorte que les mœurs, les habitudes des
 « peuples sont disposées à le recevoir, et que le pas-
 « sage d'une législation à une autre sera presque
 « insensible, ne soulèvera aucune opinion, aucun
 « intérêt particulier, et que ses effets seront reçus
 « partout comme un bienfait. » — A ces éloges don-
 nés à l'ensemble du projet, se trouvent jointes des
 critiques impartiales sur les détails : dans cette criti-
 que éclairée et féconde, se placent au premier rang

les observations du tribunal de cassation, qui se mettait à la tête de la jurisprudence nouvelle par sa doctrine comme par son institution. Les observations critiques de la magistrature nouvelle n'ont pas toutes la même importance; mais il en est qui concernent les points fondamentaux de la jurisprudence; elles font connaître les divers rapports sous lesquels ces questions peuvent être envisagées: « Les remarques de quelques-uns des « tribunaux, disait le ministre de la justice d'alors (1), auraient honoré les plus beaux jours « de la magistrature. » — Ces observations ont ouvert le champ aux discussions du conseil d'état: elles en sont le préliminaire indispensable. Elles concourent à mettre en lumière les motifs de la loi: on voit comment le projet était adopté, modifié ou rejeté, en quel sens les remarques des magistrats ont prévalu devant les rédacteurs du code. La classification de ces discussions intéressantes sous chaque article du projet, est une indication de l'esprit qui a dominé dans la rédaction définitive; c'était le but que se proposait et qu'avait atteint le magistrat auquel on doit l'analyse des observations des tribunaux (2).

II. La discussion du tribunaat de l'an 40, sur les premiers titres du code, fut brillante, orageuse

(1) M. Abrial.

(2) Analyse des observations des tribunaux de cassation et d'appel, *Recueil* in-4° de 1802, attribué à M. Faure, membre de la cour de cassation.

et sans résultat législatif; de grandes questions furent agitées par des hommes de talent qui avaient le défaut irrémédiable de manquer de la spécialité nécessaire aux discussions de droit civil : tels étaient Andrieux, Chazal, Thiessé, Garat, Boissy-d'Anglas, Ganilh, Chénier, Benjamin-Constant, qui tous se prononcèrent avec vivacité contre les trois premiers titres et en déterminèrent le rejet. Dans cette lutte pleine d'ardeur et de l'esprit d'opposition entre les orateurs du tribunal et les orateurs du gouvernement, il y eut, de la part de Portalis et de Berlier, des discussions pleines de sève et de profondeur (1). Le premier exposé des motifs, où Portalis a donné le plan général du code, manifeste cette hauteur de vues, cette puissance de généralisation, cet éclat d'éloquence dont il avait fourni déjà tant de preuves; sa réplique aux attaques du tribunal est un modèle de discussion logique et chaleureuse. Mais en vain les tribuns jurisconsultes, Siméon, Grenier, Duveyrier joignaient leurs savans efforts à la science des conseillers d'état, le vice du mode de discussion l'emporta. Le tribunal n'examinait chaque projet de loi qu'après sa présentation *officielle* au corps légis-

(1) Voir nos 1^{er} et 45 du *Recueil* de Didot, exposé des motifs, 1^{er} volume du suppl. (9^e du Recueil).

C'est avec étonnement qu'on lit, dans le grand ouvrage de M. Locré, qu'il publie pour la première fois cette discussion de l'an 40; il oubliait ou ignorait qu'il y avait eu en 1810 une publication complète de ces intéressantes discussions.

latif; il ne pouvait proposer d'amendement à un projet sans en proposer le rejet. De son côté, le gouvernement ne pouvait adopter les amendemens proposés qu'en retirant le projet. Le troisième titre du code sur les actes de l'état civil, livré à une orageuse discussion, allait, comme les deux premiers, être encore rejeté : le premier consul intervint par un message adressé au corps législatif le 12 nivôse an 10 : « *Les consuls de la république* »
 « *au corps législatif* : Législateurs, le gouverne-
 « ment a arrêté de retirer les projets de lois du
 « code civil. C'est avec peine qu'il se trouve obligé
 « de remettre à une autre époque les lois atten-
 « dues avec intérêt par la nation; mais il s'est con-
 « vaincu que le temps n'est pas venu où l'on por-
 « tera dans ces grandes discussions *le calme et l'u-*
 « *nité d'intention* qu'elles demandent. — Le premier
 « consul, signé BONAPARTE. »

Le tribunal ordonna l'insertion de ce message au procès-verbal; et la discussion du code civil fut suspendue.

Fort de sa popularité et de ses intentions, le premier consul fit un *coup d'état*. Il élimina du tribunal les membres de l'opposition; il divisa l'assemblée des tribuns en trois sections permanentes de législation, d'intérieur et de finances (1); il organisa des communications *officieuses*

(1) Arrêté du 10 germinal an 10.—En 1807, le tribunal fut supprimé.

et confidentielles entre le conseil d'état et le tribunal. Des conférences s'établissaient entre les membres nommés à cet effet par les sections du tribunal, et les conseillers d'état désignés par le gouvernement; ces conférences étaient présidées par un consul. A partir de cette époque, chaque projet de loi sur le code civil a d'abord été discuté par le conseil d'état, communiqué ensuite à la section de législation du tribunal, qui a proposé ses observations, et enfin arrêté, après délibération nouvelle, par le conseil d'état, pour être soumis au corps législatif. C'est par ces différentes filières que les améliorations arrivaient jusqu'au projet de loi; la discussion publique de l'an 44 et de l'an 42 n'était plus pour le projet une épreuve redoutable; c'était l'exposé des motifs de la loi par l'orateur du gouvernement, le rapport fait au tribunal par un de ses membres, et le discours d'un tribun au corps législatif pour motiver l'adoption du projet : de là cette fixité de pensées, cette harmonie des exposés et des rapports avec les lois proposées et votées, qui permettaient de chercher dans ces travaux la pensée du législateur, le commentaire naturel de la loi.

III. Mais le recueil des procès-verbaux du conseil d'état forme le vaste dépôt où se trouvent l'élaboration des textes et l'esprit du code civil. C'est là que comparaissent dans leurs diversités ces belles intelligences, cette science nette et profonde, ou cette pratique des affaires, qui brillaient dans le conseil organisé par Bonaparte; et, au-dessus

des autres esprits, cette pensée de l'homme de génie qui saisissait d'un coup d'œil les rapports de la propriété, de la famille, de la société civile, pénétrait les points de vue les plus opposés de la science des jurisconsultes, et conciliait par de justes tempéramens les différens principes du droit. Aux discussions savantes et approfondies de Tronchet, de Treilhard, de Berlier, de Portalis, se mêlaient les observations de tous ces hommes à capacités diverses, qui apportaient quelquefois, au milieu des combats d'érudition, ce bon sens qui fait le fond de toutes les bonnes lois. Sans doute toutes les parties du code n'ont pas là leur source aussi apparente les unes que les autres; mais le code séparé des discussions du conseil d'état serait souvent une lettre morte: il faut le vivifier à cette source contemporaine, en même temps que l'on remonte aux sources historiques de la jurisprudence française.

IV. Les exposés des motifs, les rapports des tribuns présentent une forme plus régulière, plus harmonique; c'est la synthèse de chaque titre qui épand sa lumière sur un sujet partiel. Chaque orateur donne à cette synthèse le caractère de son talent: elle est profonde et lumineuse dans les exposés de Portalis; mais la forme quelquefois s'inspire trop de la tribune. Dans Treilhard et Berlier, elle est sévère et didactique; mais les vues générales et fécondes lui manquent. Dans Bigot-de-Préameneu, elle est plus substantielle; ainsi l'exposé des obligations est une œuvre scientifique. Dans

les rapports du tribun Siméon, on sent la parenté de talent, de patrie, de famille avec l'illustre Portalis (1); ce sont des intelligences formées à l'école rationnelle des jurisconsultes romains. Le tribun Jaubert porte à la tribune la science nourrie et la dialectique du professeur de droit romain; Duveyrier, la science et la clarté de l'habile avocat; Grenier et Chabot de l'Allier, la vaste érudition et les habitudes logiques du grave jurisconsulte. Ces discussions savantes, mais trop abrégées et trop brillantes peut-être, ont servi puissamment à populariser le code civil. La jeunesse, rebutée par les formes arides de la codification, est amenée à l'intelligence et à l'étude des lois par cette méthode rationnelle qui pose des principes pour en déduire les conséquences, et qui éclaire l'esprit en remontant à la raison des choses, aux motifs de la loi.

Nous n'en dirons pas davantage sur les travaux préparatoires du code. On doit les étudier et s'en servir sans cesse; on ne peut ici les analyser. L'immense travail de M. Locré a marqué scrupuleusement toutes les filières par lesquelles est passée chaque disposition; et si la lumière ne sort pas toujours de cette opération difficile, c'est que l'esprit de la loi est souvent en dehors de la rédaction des textes; c'est que le crible le plus ingénieux n'est

(1) Ils étaient tous deux avocats au barreau d'Aix.

qu'un instrument d'analyse et non un conducteur de science et de lumière. Peut-être, cependant, les savans de l'Allemagne, et entre autres le célèbre historien du droit, Savigny, qui ont jeté l'anathème sur la codification, auraient-ils été moins sévères s'ils avaient pu suivre dans les discussions du conseil d'état, telles que nous les possédons, l'élaboration des textes et les développemens de la pensée des législateurs. L'anathème germanique est le résultat d'une illusion qui doit aujourd'hui s'évanouir. — La codification, à son origine, semble tuer la science; heureusement ce n'est qu'une apparence passagère. La science s'arrête quelque temps, sans doute, devant l'œuvre nouvelle; mais bientôt elle l'entoure de ses méditations, de ses recherches; elle interroge son passé, son avenir; elle dépouille l'exégèse timide et grammaticale, la servilité envers la lettre, la forme purement matérielle; elle dit encore, *Scire leges non est verba tenere, sed vim ac potestatem*; elle pénètre dans le cœur du code nouveau; elle lui demande la source de sa vie, remonte aux origines historiques et rationnelles du droit, et se place ainsi sous l'alliance protectrice de la philosophie et de l'histoire.

Le point d'arrêt de la science s'est fait sous l'empire : les jurisconsultes qui, au commencement du siècle, avaient accompli la grande mission de législateurs, semblaient, depuis, s'être retirés dans un sanctuaire inaccessible. Ils ne descendaient pas jusqu'aux débats des intérêts privés, jusqu'aux discussions judiciaires. A l'exception de M. Malleville

qui rendait un compte analytique des conférences du conseil d'état sur le code, et des ex-tribuns Grenier et Chabot de l'Allier qui publiaient de faibles essais sur les donations et les successions (1), ils ne payaient point tribut, comme écrivains, à l'esprit scientifique. Bonaparte craignait pour le succès de son code le secours des commentaires, et les illustres collaborateurs s'arrêtaient devant ses craintes, devant la simplicité du monument national. Un seul homme en France, MERLIN, représentait activement et par ses publications la science du droit. La représentation était éclatante, et le savant rapporteur des lois civiles de 89 et de 90 déroulait devant la cour de cassation, sous l'application étroite en apparence, des textes nouveaux, tous les trésors de son érudition romaine et coutumière. Toutefois, dans les profondes dissertations du procureur-général, il ne faut pas chercher l'empreinte d'une pensée philosophique : on y trouve, avant tout, le jurisconsulte puissant par la science du 16^e siècle, l'homme de la révolution qui avait mis également la main à la législation de 89, à celle de 93, et qui possédait mieux que personne toute l'époque révolutionnaire; mais le jurisconsulte qui avait fait partie indifféremment et du comité féodal de la constituante, et du comité législatif de la convention, était sans foi sociale. La phi-

(1) Ces essais, d'abord remplis d'erreurs, sont successivement devenus des ouvrages très estimés dans la science.

losophie de Condillac, qui régnait, sous l'époque impériale, dans les esprits spéculatifs, et formait la secte rare des idéologues, était la seule que le jurisconsulte, subissant l'idée de son siècle, aurait pu s'assimiler.

Mais quel fruit le jurisconsulte dont la science est née d'une école spiritualiste, aurait-il pu retirer de cette alliance ? Il valait bien mieux qu'il s'enfermât alors dans la solitude de la science juridique.

Pour la masse des citoyens, comme pour le barreau en général et pour les écoles de droit, la codification semblait avoir rompu complètement avec l'érudition du passé. Un jeune avocat qui commençait alors la carrière qu'il a tant illustrée, M. Dupin seul protestait, par le caractère de ses plaidoyers et de ses écrits, contre ce dédain de la vieille et féconde science. Il réveillait l'étude du droit romain dans ses rapports avec le droit nouveau. Portalis avait dit : « La science du droit « fournit tous les matériaux de la législation. La « législation choisit dans la science tout ce qui peut « intéresser plus directement la société. — Ce « ne sera pas connaître nos codes que de les étu- « dier seulement en eux-mêmes; il faut, pour com- « prendre le droit français, remonter au droit ro- « main. Le législateur français a rassemblé un « certain nombre de principes, leur a donné force « de loi; mais c'est dans le droit romain que se « trouve le développement de ces principes et « que la loi est reconnue l'œuvre et le produit de la « raison. » M. Dupin, pénétré alors de la même pen-

sée, rassemblait des textes précieux pour établir la corrélation entre la loi française et les principes de la loi romaine (1). Un juge à la cour de Liège, en 1840, développait encore la même idée sur une plus grande échelle, et nul ne faisait attention à un ouvrage en huit volumes qui contenait tant de choses (2). Le jurisconsulte sous l'empire est l'avocat qui plaide les faits avec éloquence, rédige des consultations sur des intérêts privés, mais se renferme pour le droit dans les limites de l'exégèse, et puise principalement son argumentation dans l'esprit du code civil de Locré, dans les motifs exposés au corps législatif, ou quelque extrait incomplet des procès-verbaux du conseil d'état. Cependant les premières questions qui naissaient après l'apparition du code, étaient d'une si haute nature, que le barreau à sa renaissance, en liant les traditions anciennes aux habitudes nouvelles, avait pris un caractère de gravité et d'élévation qui a fait la gloire de l'époque des Ferrère, des Ravez, des Delamalle, des Mauguin, et de cette première génération d'avocats qui, dans la solennité du discours, réfléchissait encore les souvenirs de Gerbier. — Quant à l'école, elle était

(1) La critique, qui s'est attachée à déprécier ses manuels, ses *petits livres*, n'a pas assez tenu compte de leur époque et de leur influence. Il fallait commencer à étudier le droit romain dans ses rapports avec notre droit, avant d'étudier le droit romain scientifiquement et en lui-même.

(2) Rapports du Droit romain et du Droit français, par M. Leclercq. Merlin semble n'avoir connu cet ouvrage que dans l'exil. Il le cite pour la première fois, je crois, dans le grand article *Effet rétroactif*, aux additions, 16^e vol.

muette ou ne produisait que des institutes élémentaires ; toute intelligence de l'histoire et de la philosophie dans leurs rapports avec le droit , semblait avoir disparu. La codification alors avait enchaîné la science , surtout dans son domaine, celui de l'enseignement : c'était le temps où régnait la sécheresse des Delvincourt (1).

Une ère nouvelle pour la science comme pour la politique commence en 1814. Royer-Collard, perdu long-temps dans la solitude de la faculté des lettres , est entouré d'auditeurs. Il fait connaître le système de la philosophie écossaise. Le *sentiment moral* vient protester pour la première fois contre la métaphysique de Locke et de Condillac. Il jette dans quelques jeunes esprits le germe d'une philosophie nouvelle. Puis Laromiguière engage le combat pied à pied contre l'école de Condillac; l'activité de l'homme se dégage de la passivité sensualiste; puis enfin la philosophie se renouvelle laborieusement en France par l'étude et la traduction des idées allemandes dans l'école normale et dans l'académie de Paris. M. Victor Cousin , si difficilement compris dans les premières années , sort des nuages qui entouraient ses travaux préparatoires, et associant enfin la méthode et la clarté française à la pro-

(1) L'ouvrage de M. Pardessus sur les servitudes est une exception; l'érudition en est remarquable. La 3^e édition est de 1811. L'ouvrage sur le *Droit commercial* est postérieur à 1814.

fondeur germanique, à l'obscur et puissante originalité des Kant et des Hegel, il fait entrer victorieusement le spiritualisme dans la science moderne. La révolution intellectuelle fut grande dans la belle année 1819, quand le professeur appliquait sa philosophie aux bases de la société politique, au moment même où le ministre de Serres, à la tribune nationale, fondait la liberté de la presse (1). Il faut avoir assisté, comme nous, à ces premières émotions d'un immense auditoire qui comprenait enfin la valeur de la science, pour mesurer la profondeur de cette révolution intime. La jeunesse des écoles, à partir de cette époque, se sentit éprise d'amour pour les hautes études et les sciences philosophiques. Ce mouvement donna naissance à la publication du *Globe* philosophique et littéraire, qui propagea la révolution intellectuelle (2). — Une réaction non moins féconde s'opérait dans une autre branche de la science morale : Aug. Thierry révolutionnait l'histoire ; MM. Guizot et Villemain communiquaient à tous, par la puissance de leur parole, la nouvelle impulsion de l'école historique, qui cherchait les idées sous les faits, et le progrès de l'humanité sous les formes mobiles des institutions et des lettres. Lorsque la liberté publique, après la compression exercée par le ministère Villèle et le silence imposé à la faculté

(1) L. du 17 mai 1819.

(2) A partir de 1824.

de Paris, rétablit sous les auspices de l'éloquent Martignac les chaires d'histoire et de philosophie, l'école historique grandit rapidement. Les cours de MM. Guizot et Villemain accomplirent dans l'histoire ce que l'éloquence de M. Cousin achevait dans la philosophie.

La philosophie et l'histoire étaient donc renouvelées ; mais ce n'était pas tout : il fallait que leur alliance aussi fût faite ; il fallait que la science morale se complétât par l'application de la philosophie à l'histoire, comme jadis les sciences mathématiques s'étaient complétées par l'application de l'algèbre à la géométrie. Cette application, cette alliance, c'est la philosophie de l'histoire.

Vico fut produit dans la science par l'organe pur d'un jeune homme, M. Michelet, qui depuis est devenu l'une des illustrations de l'école historique. Hegel fut dépouillé de ses formules par M. Cousin ; il rayonna sur les intelligences françaises par l'introduction à l'histoire de la philosophie (1) ; pour la première fois parmi nous les nations et les grands hommes furent élevés à la hauteur de leur mission historique ; ils portèrent le signe éclatant et représentatif des idées sociales. Toutes les intelligences furent bientôt initiées à la *science nouvelle* : déjà, sans doute, Bossuet l'avait introduite dans l'histoire du christianisme, Montesquieu dans celle des lois ; mais

(1) Cours de M. Cousin, 1828, 1^{er} vol.

Bossuet n'avait eu qu'un imitateur, hostile à ses idées, Voltaire (1); Montesquieu n'avait eu qu'un disciple influent, Portalis; et la philosophie de l'histoire, pour le grand nombre des esprits, était restée aussi stérile dans leurs œuvres que dans les ouvrages inconnus jusqu'alors du philosophe napolitain ou du penseur allemand.

L'école des jurisconsultes du 19^e siècle, que fait-elle pendant que ces révolutions s'accomplissent dans l'histoire et la philosophie ?

Henrion de Pansey et Toullier, hommes d'un autre âge, que la codification avait comme ensevelis dans leur science, en sortent avec de longues méditations sur le droit nouveau; ils s'adressent à la magistrature, aux écoles, au barreau; ils recommandent l'érudition. Tout n'est pas dans le code, s'écrient-ils, les principes sont ailleurs, dans les lois romaines, dans les œuvres de nos vieux jurisconsultes. Henrion de Pansey qui, avant la révolution de 89, résuma les Fiefs de Dumoulin et pénétra dans tous les replis de la législation féodale, vient, en face du code civil et du barreau moderne, publier les objets de son culte, Dumoulin et Loyseau : « Pour acquérir la science, il faut
« puiser dans les sources; il faut, et il faut nécessaire-
« ment une étude approfondie des anciens auteurs;
« Ceux qui prendront la peine de parcourir ce traité

(1) Essai sur les Mœurs;

« verront combien les jurisconsultes anciens sont au-
 « dessus des écrivains modernes, et s'ils se pènè-
 « trent assez fortement de cette vérité pour se dé-
 « terminer enfin à étudier dans les sources, j'au-
 « rai rempli le but que je me suis proposé (1). »

Le savant magistrat ne voit, dans les œuvres con-
 temporaines sur le droit, que des idées superficielles;
 mais il est, lui-même, étranger au mouvement
 philosophique et historique qui s'opère autour de
 lui : dans son histoire des assemblées nationales en
 France et du pouvoir municipal, il n'a pas un
 seul reflet de la pensée des Thierry et des Guizot.

Toullier est aussi le jurisconsulte de la science
 antique, mais toute sa philosophie est dans Menoc-
 chius et dans Wolf. On le voit avec peine faire
 des efforts surnaturels pour comprendre et pour
 combattre la définition des lois donnée par Mon-
 tesquieu : « Les lois, dans la signification la plus
 « étendue, sont les rapports nécessaires qui déri-
 « vent de la nature des choses. » De son point de
 vue de commentateur du code et de jurisconsulte-
 pratique, il ne peut mesurer l'étendue de la philoso-
 phie de l'*Esprit des Lois* : il nie, il mutile ce que la di-
 rection de son esprit lui rend incompréhensible (2);
 il se console en pensant que Montesquieu lui-
 même n'a pas dû se comprendre.

Hâtons-nous de le reconnaître cependant : un

(1) Compétence des Juges de paix, ch. 4, § 7.

(2) Œuvres de Toullier, discours préliminaire.

immense service a été rendu par ces deux savans jurisconsultes ; ils ont remis en honneur l'érudition et la belle polémique du droit ; avec Merlin, ils ont brisé en faveur de la science la barrière apparente des textes, la gêne étroite de la codification. Toullier a été proclamé le Pothier moderne par ses admirateurs, et si ce titre est d'une grande exagération pour l'ensemble des ouvrages du professeur de Rennes, il est vrai du moins pour les quatre volumes sur les obligations : là est son œuvre de gloire ; ce qui en fait la supériorité, c'est l'application de l'ancienne philosophie que possédait l'auteur, et qui se trouvait heureusement placée dans la théorie des conventions et des preuves.

Mais la science du droit n'a commencé à sentir l'influence de la révolution historique et philosophique que par la publication périodique de Jourdan. La *Thémis* recueillait les textes précieux nouvellement découverts, les introduisait dans l'histoire du droit, remuait les théories anciennes et nouvelles, mettait la France en communication avec l'Allemagne. Elle portait quelquefois le caractère de réaction dans ses attaques contre le code civil, dont elle grossissait les imperfections (1) : l'esprit de Savigny contre la codification respirait dans plusieurs de ses collaborateurs ; mais elle donnait, même par ses attaques, de l'intérêt et de la vie à

(1) Voir spécialement plusieurs articles de Jourdan sur le titre de la vente.

la science du droit. Bientôt après, M. Lermnier, dans ses brillantes improvisations sur les grands jurisconsultes dont s'honore la civilisation européenne depuis la renaissance, fit à la science du droit, considérée dans sa réalité philosophique et historique, la première application de la philosophie allemande naturalisée française. De cet enseignement libre, plein de sève et de jeunesse, sortit l'*Introduction à l'Histoire du Droit*, qui a propagé le besoin d'associer la science nouvelle à la science antique.

C'étaient là les premiers symptômes de la révolution qui devait s'opérer. Aujourd'hui de grands travaux s'accomplissent dans cet ordre d'idées. Quant au droit romain, les ouvrages nouveaux fécondés par les découvertes des *Institutes* de Caius, expliquent le droit par l'histoire; c'est la méthode de Cujas qui revient en France après avoir passé par l'Allemagne. La *Chrestomathie* de M. Blondeau, avec son introduction si substantielle; les *Institutes* de M. Ducaurroy, ouvrage dont les jurisconsultes s'emparent avec fruit; les *Instituts* de M. Ortolan, dans lesquels la méthode historique, par sa continuité d'application, révèle des points de vue nouveaux et marque si clairement la filiation des idées; l'*Introduction aux élémens d'Heineccius* de M. le professeur Giraud, qui a lié tous les mouvemens du droit romain aux mouvemens de l'histoire; la propagation des travaux de G. Hugo et de Savigny: tout manifeste la révolution nouvelle et la fait entrer plus avant dans la science. Une voix s'est récemment élevée de l'école de Paris contre le droit romain;

mais l'anathème est plus apparent que réel ; il se réduit à un changement de méthode dans l'enseignement du droit ; M. Bravard-Veyrières formule sa pensée de professeur en proposant la méthode historique et rationnelle, qui est en effet le véritable auxiliaire de la science.

L'école du droit français ne reste pas en arrière ; de grands monumens s'élèvent : M. Pardessus, après avoir mis sa vaste érudition au service d'un titre du code, a élevé au droit commercial un monument durable, où dans une belle exposition s'unissent et se distinguent les principes civils et commerciaux. L'émule de Toullier, M. Duranton, dans sa vaste revue du code civil, compare le droit romain avec le droit nouveau, et recueille les lumières de la jurisprudence contemporaine ; l'ouvrage, commencé sous l'empire d'une méthode déjà vieillie, sacrifie trop la théorie et l'histoire au point de vue pratique ; il perd en élévation ce qu'il gagne en caractère usuel ; mais Pothier et Toullier lui-même ont prouvé que la théorie et la pratique n'étaient pas ennemies ; et le continuateur de Toullier, M. Duvergier, réalise de plus en plus cette féconde association. M. Proudhon, dans ses traités sur l'usufruit et le domaine public, conduit sans cesse au droit actuel par les progrès du droit ancien ; sa force de conception lui trace une marche hardie, un plan vaste ; et son érudition y répand dans leur plénitude les principes généraux du droit comme les spécialités du sujet qu'il a choisi. C'est la grande école dogmatique du 16^e siècle, l'école de Doneau, qui commence parmi nous sa

seconde apparition, et qui compte déjà plusieurs productions d'un grand mérite (1). L'histoire des institutions judiciaires et la théorie de la procédure de M. Boncennes ont élevé à l'état de science ce qui semblait condamné aux stérilités de la pratique; l'ouvrage du professeur de Poitiers manifeste, dans la partie la plus ingrate du droit, l'alliance de l'école historique et de l'école rationnelle. Mais où cette alliance jette l'éclat le plus vif, le plus général, c'est dans les commentaires de M. Troplong et dans les réquisitoires par lesquels le digne successeur de Merlin à la cour de cassation a provoqué depuis 1830 tant de changemens progressifs dans la jurisprudence : jamais, avant M. Dupin, l'histoire, la science et la philosophie du bon sens n'avaient régné dans le droit avec une telle puissance (2).

Les commentaires de M. Troplong sont lus avec avidité, même par ceux qui n'avaient pas observé le mouvement opéré dans les sciences morales. Ils présentent, avec tout l'éclat du style et sous un point de vue très élevé, l'union du droit civil avec l'histoire et la philosophie du 19^e siècle. On étudie, comme par nécessité, les autres commentateurs, on lit M. Troplong avec une sorte d'entraînement. La codification, loin de gêner l'essor de son talent, semble

(1) Nous citerons en ce genre le *Traité de la Dot* de M. Tessier, de Bordeaux, dont on ne saurait trop estimer l'érudition consciencieuse.

(2) Voir la collection des réquisitoires en 3 vol. Chaque grande question qui se présente à la cour suprême l'enrichira d'un nouveau réquisitoire ; celui sur le *Duel* est un chef-d'œuvre qui a été couronné par le plus beau succès, en faveur de la morale et de l'humanité.

être un point d'appui duquel il s'élance sans cesse avec une nouvelle vigueur, allant ainsi librement en plusieurs directions que lui interdiraient la forme dogmatique, la marche continue du traité : la sévérité de la théorie y perd sans doute, mais l'abondance des idées s'y déploie amplement; peut-être n'est-ce pas une complète compensation pour la science que Portalis appelait « une suite de vérités » ou de règles liées les unes aux autres, déduites des « premiers principes, réunies en corps de doctrine » et de système (1). » L'unité se brise quelquefois sous la forme mobile des commentaires de M. Troplong; mais l'histoire y apparaît avec tous les trésors de l'érudition du seizième siècle et la hardiesse de pensée de l'école contemporaine. Bien souvent les autorités historiques de M. Troplong sont MM. Guizot et Thierry; c'est avec eux qu'il combat, au sujet des *communaux*, les idées de M. Proudhon chez qui la science historique a moins de jeunesse et d'actualité. La philosophie de l'ancien président de la cour de Nancy, c'est le spiritualisme de l'école moderne dans toute sa chaleur et son élévation : aussi le droit se trouve-t-il tout-à-coup ramené à une grande hauteur. Les anciens jurisconsultes romains voulaient que la jurisprudence fût la science des choses *divines et humaines*; et le nouveau jurisconsulte, fidèle à cette mission, cherche

(1) Exposé des motifs de la loi sur la révision des lois civiles. — Motifs, t. 7, n° 412, p. 179.

à faire rentrer toutes les sciences morales dans l'étude de la législation civile. Il offre en ce moment, dans l'école du droit français, le type de l'alliance nouvelle. Les idées d'économie politique revendiqueront bientôt aussi leur place dans le cercle ouvert par le code civil du 19^e siècle; le signal en a été donné par un célèbre professeur de la Faculté de Paris (1); et ainsi la codification, qui semblait avoir amorti la science, lui communique une nouvelle énergie et devient le centre de son activité.

Il est, dans les régions élevées, une application scientifique qui, par sa nature, doit être la plus tardive, c'est l'application de la philosophie à l'histoire du droit. Elle se fait en Allemagne; le profond Gans a cherché à vérifier par l'histoire du *droit de succession* les formules historiques de la philosophie de Hegel. Le professeur Frédéric Sthal, en rattachant la philosophie du droit au point de vue historique, la fait mouvoir dans le cercle extensible et vrai de la philosophie chrétienne (2). Vico avait donné l'exemple pour le droit romain, et son traducteur, en écrivant l'histoire de la république romaine, a commencé parmi nous l'application de sa théorie; M. Michelet a clairement distingué les

(1) M. Rossi, dans un mémoire lu devant l'Académie des sciences morales.

(2) La *Revue Germanique* (année 1837) a inséré un résumé de la philosophie du droit de Sthal; ce résumé a été imprimé à part. Il est dû à M. Klimrath, que la science vient de perdre. On ne saurait trop déplorer la mort de ce jeune savant de 30 ans qui se dévouait avec ardeur à l'histoire du droit.

deux élémens , aristocratique et plébéien , qui luttèrent et transigeaient dans la loi des douze tables. M. Michelet est le premier historien de l'école moderne qui révèle par ses ouvrages de longues et sérieuses études sur le droit civil. La première partie de son histoire de France en contenait des jets précieux ; mais le livre qu'il vient de publier sur les origines du droit français, cherchées dans les symboles et les formules du droit universel , lui assigne un rang élevé dans la philosophie de l'histoire du droit. Il a recueilli les symboles et les formules du droit féodal et français au moyen-âge , et il les a rapprochés de toutes les époques du monde , depuis le droit panthéistique de l'Inde jusqu'aux formules si poétiques et si abondantes que le Ducange de l'Allemagne , Jacob Grimm , a déposées dans les *antiquités du droit germanique*. Il a spécialement constaté par ces rapprochemens la différence essentielle qui sépare l'ancien droit germanique et l'ancien droit français : l'un qui a vécu des symboles et des formes matérielles de l'âge primitif ; l'autre qui procède par le principe rationnel du droit romain et la méthode de généralisation. M. Michelet , du point de vue de l'historien , l'a reconnu, comme Portalis de sa position de jurisconsulte : « Rome fut la vraie patrie du droit. — Fils de la moralité , c'est au droit , dit-il , de réformer la nature et non de la suivre. — La France est le vrai continuateur de Rome (1). » L'auteur des

(1) *Origines du Droit*, p. 61, Introduction, p. CIX-CXXIX.

origines a créé parmi nous une branche de la science juridique , que Vico avait entrevue seulement comme possible , que J. Grimm avait lentement préparée , LA SYMBOLIQUE DU DROIT. En cherchant la pensée du droit sous le voile des symboles primitifs , en la poursuivant à travers les variétés moins poétiques des formules, et sous la mouvante action de législations et d'époques plus civilisées , M. Michelet entrevoit des lois successives de transformation et d'abstraction qui se résolvent dans le caractère d'universalité inhérent à la raison humaine. Dans le droit français , *qui gagne l'Europe aussi rapidement que la langue française* , selon ses expressions , il reconnaît « le caractère d'un droit « essentiellement humain : *humain* , c'est-à-dire « sans mystère , sans formule ni symbole ; *humain* , « c'est-à-dire non national , mais commun aux « nations (1). »

C'est le droit rationnel et social qui marche à la conquête de la société civilisée ; c'est le droit qui du code civil des Français, comme d'un centre lumineux, rayonne sur la France et sur l'Europe.

(1) Introd., p. cxxi. Nous avons rendu compte avec plus de détail de l'ouvrage de M. Michelet (*Revue de Législ.*, no de juillet 1837.)

RÉSUMÉ PHILOSOPHIQUE.

Avant de clore ce livre, qu'il nous soit permis de jeter un regard philosophique et religieux sur le passé que nous avons traversé dans notre *Histoire du Droit Français*, et sur le présent dont l'atmosphère nous entoure. L'histoire de l'humanité et du droit se résume dans les IDÉES et les FAITS, et dans le lien sacré qui les unit sur la terre.

L'ancien monde était livré aux dominations du principe matériel.

Rome régnait par les armes sur les peuples connus; et Rome elle-même était subjuguée par le matérialisme de la Grèce épicurienne : dans les lois politiques et civiles, il y avait lutte de l'homme con-

tre l'homme, du patricien contre le plébéien; dans la philosophie alors la plus avancée, celle d'Aristote, se reproduisait l'antagonisme matériel, par la distinction qu'elle établissait entre la nature de l'homme libre et la nature de l'homme esclave. Le monde moral et religieux ne connaissait pas sa loi de gravitation.

Le monde moral, au sortir de l'antiquité payenne, a eu son VERBE, sa révélation dans l'Évangile, dans le christianisme.

Les peuples réunis sous la domination universelle des Romains pour entendre la parole du Christ, l'ont entendue; les intelligences ont reçu la lumière de la civilisation spiritualiste; mais les mœurs infectées du principe matériel qui avait si profondément régné, avant la venue du Fils de Dieu, n'ont point été transformées par le christianisme. Des âmes ont brillé d'une sainteté isolée; les générations presque entières ont vécu des anciennes mœurs: « Je voudrais crier ces vérités de toute
« la force de ma poitrine (disait un prêtre gau-
« lois du 5^e siècle, l'éloquent Salvien); je vou-
« drais faire entendre ces paroles au monde en-
« tier: Romains! ayez honte de votre vie! les
« Barbares, moins vicieux que vous, sont plus
« forts que vous! notre faiblesse est dans nos âmes;
« et nous sommes vaincus par nos vices! — Venez,
« venez, Saxons et Huns! voyez ces chrétiens: ils
« lisent l'Évangile, et ils sont impudiques; ils écou-
« tent les apôtres, et ils courent s'enivrer; ils sui-
« vent le Christ, et ils vont ravir le bien d'au-

« trui (1) ! » — Alors sont accourus de toutes parts les hommes nouveaux, les farouches enfans du Danube et de la Germanie. Le christianisme leur a parlé par l'organe des évêques de la Gaule. Ils ont eu foi dans le Verbe divin : leur idées et leurs mœurs se sont lentement pénétrées de l'esprit nouveau. L'église catholique les a enveloppés dans l'immensité de ses nefs et les mille liens du culte et de la liturgie. Elle leur a imposé les mœurs chrétiennes par ses sévères commandemens, ses formes extérieures, ses pratiques de chaque jour, de chaque instant. A l'aide de ce puissant intermédiaire, le monde moral a été fécondé par la parole évangélique. Mais le Verbe divin ne s'est pas adressé alors à la destinée sociale ; il a montré la voie du ciel à travers les labeurs de la vie terrestre.

Dans la sphère extérieure, c'est-à-dire dans la société politique et civile, régnait encore le principe de la force. La féodalité, qu'il ne faut pas confondre avec les mœurs chevaleresques inspirées d'un esprit chrétien de protection et de dévouement, la féodalité a représenté dans les lois du moyen-âge le principe matériel qui, avant Jésus-Christ, régnait à la fois dans le monde réel et dans le monde intelligent. La force s'était enracinée dans la terre ;

(1) *Evangelia legunt et impudici sunt; apostolos audiunt et inebriantur; Christum sequuntur et rapiunt !* (Salv., de *Gubernatione Dei*, lib. 6.)

elle y avait attaché les hommes par les conditions de l'isolement et de l'hérédité, par les liens presque universels du servage et du vasselage. Les coutumes, en retenant des traditions germaniques ou des lois de Théodose quelques germes favorables à la destinée humaine, avaient subi dans leurs diversités, et manifesté dans la *réalité* dominante de leurs statuts le droit féodal et ses différentes transformations. Les classifications corrélatives des personnes et des choses liaient l'ensemble du droit civil des personnes, des propriétés, des successions à l'empire du régime féodal.

Quand la féodalité politique avait été vaincue par l'émancipation des communes, par la royauté, amie et auxiliaire des franchises du peuple, par la puissance parlementaire, également redoutable à la féodalité et à la théocratie, la royauté, fière de la victoire, avait aspiré à la domination. Elle avait appelé au centre la force et la souveraineté, qui étaient dispersées auparavant sur tous les points de la circonférence : mais de la centralisation, idée vraiment sociale, elle avait monté rapidement vers son excès, le pouvoir absolu. — Le changement des formes monarchiques s'est accompli sous Richelieu et Louis XIV; mais la société civile alors est restée généralement sous l'empire des anciennes idées. Les conditions des personnes et des terres se correspondaient toujours dans les classifications oppressives des coutumes féodales; si l'ancienne condition des serfs avait disparu en grande partie depuis la révolution communale, elle était re-

présentée par la classe des roturiers ; la transformation était vivante. Les personnes et les terres nobles , les personnes et les terres de roture, les successions nobles et les successions roturières, se partageaient les grandes divisions de la société civile. L'indépendance personnelle du droit germanique et le principe libre de la propriété romaine ne s'étaient maintenus, au milieu des révolutions sociales, que dans les provinces du Midi et sous l'antique patronage de la propriété DES ALLEUX.

Mais si les faits étaient stationnaires ou ne se modifiaient que sous l'influence immédiate du pouvoir absolu, le progrès se faisait dans le domaine de l'intelligence ; la science émancipait les idées. Le Droit romain, fils de l'école spiritualiste des stoïciens, n'avait cessé depuis l'avènement du Christ de protester et de lutter contre les applications anciennes et modernes du principe aristocratique. L'école romaine du 46^e siècle avait porté le droit au sommet de toutes les sciences de l'époque et s'était unie elle-même au mouvement de la réforme religieuse : l'école française avait fait descendre son influence historique et ses maximes nationales dans la jurisprudence parlementaire ; et bientôt les jurisconsultes cartésiens des 17^e et 18^e siècles préparaient la société civile à une grande transformation du droit romain et du droit coutumier dans le droit, pris à sa source la plus élevée, l'ÉQUITÉ RATIONNELLE.

Cependant les vices avaient débordé des hautes

classes sur le peuple; le trône de Louis XIV, qui s'était comme enorgueilli de fastueux adultères, avait été souillé des voluptés ignominieuses de Louis XV. La parole chrétienne, qui avait jadis retenti dans la sphère religieuse et morale, était dédaignée des grands et méconnue du peuple entraîné par l'exemple des puissants de la terre; elle n'avait plus même qu'un faible écho dans le sanctuaire catholique. La corruption des richesses et des vanités mondaines avait altéré la pureté du sacerdoce. — Mais la science sociale avait été le refuge des hautes intelligences du 18^e siècle; on embrassait toutes les théories avec ardeur, en haine des institutions imposées par l'esprit de la féodalité et de la royauté absolue. Les hommes à forte pensée prévoyaient un avenir terrible et prochain, une violente catastrophe qui devait engloutir ou renouveler la société. Un roi, insouciant de sa gloire et de l'avenir du pays, avait eu lui-même un confus pressentiment de la fin des choses qui l'entouraient; dans son froid égoïsme, il s'était rassuré en disant : *Tout cela du moins durera bien autant que moi*; et il avait légué avec indifférence à son successeur le poids d'une monarchie prête à s'écrouler.

Les peuples de l'Europe, si long-temps armés les uns contre les autres, étaient en paix. Ils applaudissaient aux cris de liberté poussés par des Français aux rives d'un autre hémisphère; ils étaient impassibles quand le vieil Orient, placé en dehors de la civilisation moderne, voyait se projeter sur

lui l'ombre menaçante d'une ambition demi-tartare. Les nations européennes, comme averties par la conscience de leur avenir, avaient les yeux tournés vers la France, cette reine de la civilisation, qui avait proféré le vieux cri des *Etats-généraux*. Les nations attentives présentaient ce calme majestueux de l'univers romain à la naissance du Christ : la terre encore faisait silence quand éclata le Verbe de 1789, LIBERTÉ, ÉGALITÉ !

C'était le Verbe du christianisme qui avait retenti dix-huit cents ans plus tôt dans le monde moral et religieux, et qui allait entrer vainqueur dans le monde social.

Mais à cette entrée d'un monde dans l'autre et sur le seuil de l'avenir qui s'ouvrait, un grand sacrifice s'est accompli. Bien des fautes, bien des résistances, bien des passions humaines l'ont préparé. Peut-être était-il inévitable ; car qui peut sonder les décrets providentiels ?

La nation française a été élue pour le sacrifice, pour la rédemption, non de l'homme, mais de la société humaine. Puis, l'esprit nouveau s'est répandu ; la gloire des conquêtes a couronné le front du peuple vainqueur ; et dans les sillons faits à travers l'Europe par l'épée du grand Capitaine, a germé la semence du principe social.

L'Idée évangélique a donc passé du monde moral dans le monde réel. La société civile du 19^e siècle l'a réalisée dans une partie de ses lois. — La société politique l'a embrassée avec la même sympathie, et elle en a commencé l'application à

travers les destinées laborieuses des peuples de l'Europe.

Par un merveilleux enchaînement, une réaction toute chrétienne semble se faire aujourd'hui au sein du monde religieux : elle a été préparée par la science ; elle a jeté par elle ses premières lueurs.

L'Allemagne, qui a envoyé, il y a quatorze siècles, les hommes de ses forêts pour conquérir et renouveler le monde vieilli, envoie de nos jours ses idées philosophiques à la conquête et au renouvellement du monde chrétien. Mais la France, qui fut le centre de la victoire des peuples barbares, et qui se les assimila pour les transformer dans le peuple moderne le plus actif et le plus civilisateur, la France, en subissant l'invasion des idées de l'Allemagne contemporaine, les approprie à sa haute et claire intelligence ; elle se les assimile, elle les concentre en elle pour les transformer et leur donner ce caractère de clarté et de généralisation qui leur assure la conquête du monde intellectuel. — La puissance de l'esprit français brise l'écorce de l'esprit germanique. Les idées de nos philosophes, les pensées de nos historiens s'élancent avec vigueur dans les régions élevées ; et le spiritualisme de la philosophie ou de l'histoire va se retremper, en même temps, aux sources divines du spiritualisme chrétien. Ainsi le pacte d'union se fait entre les sciences morales et la science chrétienne ; ainsi Dieu a tracé encore son

arc d'alliance entre le passé et l'avenir de l'humanité !

L'histoire du droit civil français touche à tous les points fondamentaux de l'histoire et de la philosophie : nous avons usé trop largement peut-être de son privilège. — Il nous resterait à faire une œuvre de jurisconsulte qui préoccupe l'école contemporaine, qui se fait lentement et partiellement dans les esprits, et qui n'est nulle part dans une vivante harmonie; ce serait une œuvre de jurisprudence rationnelle, de philosophie du droit, dont quelques germes sont répandus dans les livres de notre époque. Après avoir recherché, ce qui est l'objet de notre ouvrage, l'ensemble des principes du droit civil français dans les sources historiques, le droit romain, le droit coutumier, les ordonnances, la jurisprudence parlementaire, la révolution, il s'agirait d'exposer la théorie philosophique du code, en développant ses trois caractères de *tradition*, de *transaction*, d'*originalité*. La philosophie du droit en compléterait ainsi l'histoire.

Et comme le droit civil n'est qu'une branche du droit naturel et social, les principes fondamentaux du droit naturel et politique, selon l'état actuel de la science, seraient les prolégomènes nécessaires du livre qui serait consacré aux principes substantiels, à l'esprit de la codification nationale. Le code civil, avec les perfectionnemens dont ses principes portent le germe nécessaire, fera la conquête de la civilisation humaine. Il a déjà répandu son influence

au loin; l'Allemagne, après l'avoir subi par l'effet de la conquête, l'adopte aujourd'hui par conviction (1). Le monument civil du 19^e siècle mérite d'arrêter long-temps la philosophie du droit comme la philosophie de l'histoire.

A notre essai historique nous tâcherons donc de joindre, un jour, un essai philosophique: après les faits, la théorie. Notre dévouement à la science du droit fera peut-être absoudre notre hardiesse.

(1) Tout récemment encore la Prusse en a demandé le maintien.

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE SEPTIÈME.

ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE,

ET CODIFICATION.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES. — CARACTÈRES DES GÉNÉRATIONS ET DES ÉCOLES DU 18 ^e SIÈCLE. — MIRABEAU AVANT LA RÉVOLUTION. — PRINCIPES DE 1789.—DIVISION GÉNÉ- RALE DU PRÉSENT LIVRE EN QUATRE PÉRIODES.	PAGE 1 ^{re}
--	-------------------------

1^{re} PÉRIODE (DE 1789 A LA FIN DE 1791).

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

INITIATIVE RÉVOLUTIONNAIRE. — DIVISION.

26

SECTION PREMIÈRE.

RÉACTION CONTRE L'ANCIENNE MONARCHIE. — VUES D'ORGANISATION NOUVELLE.

§ 1 ^{er} . — Réaction contre les institutions politiques.....	31
§ 2. — Réaction contre les institutions administratives. — Vues d'organisation. — Système des contributions foncière et mobilière	35
§ 3. — Réaction contre les institutions judiciaires. — Vues sur le jury civil, l'inamovibilité, l'élection des juges, principes des juridictions nouvelles.....	52

SECTION DEUXIÈME.

RÉACTION CONTRE LES INSTITUTIONS CANONIQUES. — VUES D'ORGANISATION.
— CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ.

81

SECTION TROISIÈME.

RÉACTION CONTRE LA FÉODALITÉ DANS L'ORDRE CIVIL. — ESPRIT DE LA RÉVOLUTION
A L'ÉGARD DES COUTUMES. —

DÉCRETS DE LA NUIT DU 4 AOUT. — DIVISION GÉNÉRALE DE LA SECTION. 109

§ 1^{er}. — Action de la révolution à l'égard des personnes.... 124

No 1^{er}. — SERFS, SERVITUDE.

Main-morte personnelle et réelle. — Droits féodaux représentatifs de la servitude personnelle..... 124

No 2. — HOMMES LIBRES.

Egalité devant la loi. — Religieux; droits civils. — Protestants; restitution des biens et de la qualité de Français. — Juifs. — Etrangers; droits d'aubaine et de détraction. — Esclaves coloniaux. — Hommes de couleur..... 134

§ 2. — Action de la révolution à l'égard de la propriété..... 152

No 1^{er}. — PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE, affranchissement. — Droits féodaux, modification. — Division des propriétés. — Essai de mobilisation. — Vente des biens nationaux. — Création des assignats. — Immeubles fictifs..... 153

PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE. — Propriété des capitaux. — Propriété du travail industriel, commercial, littéraire..... 180

No 2. — PROPRIÉTÉ COMMUNALE.

Biens patrimoniaux. — Droits d'usage, communaux. — Droits de cantonnement, de triage. — Responsabilité des communes..... 210

No 3. — PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT.

Souveraineté du territoire, à l'extérieur, à l'intérieur. — Propriété publique. — Sens absolu; sens restreint. — Domaine de la Couronne. — Domaines engagés, échangés. — Apanages. — Aliénabilité du domaine de l'état. — Exception. — Capacité personnelle du roi. — Domaine privé..... 223

§ 3. — Action de la révolution à l'égard de la famille..... 238

CONSTITUTION DE LA FAMILLE.

N^o 1^{er}. — RAPPORTS PERSONNELS.

N^o 2. — RAPPORTS RÉELS.

- A l'intérieur de la famille.*—Droit d'aînesse, de masculinité.
— Egalité des partages. — Droit de tester, discussions et
théories philosophiques.—Restrictions..... 241
A l'extérieur. — Retrait lignager. — Observation sur un
passage du rapport de Merlin..... 263

SECTION QUATRIÈME.

LOIS EXCEPTIONNELLES.—CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. 266

2^e PÉRIODE (OCTOBRE 1791.—MARS 1795.—AN IV).

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE ET CONVENTION.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES. — DIFFÉRENCE ENTRE LES PRINCIPES DES DEUX PREMIÈRES
ÉPOQUES DE LA RÉVOLUTION. — POINT DE DÉPART
ET PRINCIPE FONDAMENTAL DE LA LÉGISLATIVE ET DE LA CONVENTION. 276

SECTION PREMIÈRE.

PROPRIÉTÉ.

- Droits féodaux.—Propriété privée, communale, publique.—
Cadastre général. — Grand-livre de la dette publique. —
Projet d'un grand-livre de propriété territoriale.—Archives
nationales..... 289

SECTION DEUXIÈME.

FAMILLE.

- § 1^{er}. — Rapports personnels..... 313
N^o 1^{er}. — Etat des personnes.—Actes de l'état civil. — Majo-
rité, abolition de la puissance paternelle sur les
majeurs.—Adoption publique et privée. — Mort
civile des émigrés..... 313
N^o 2. — Mariage. — Divorce. — Filiation naturelle, adulté-
rine.—Mariage des prêtres (renvoi)..... 321

§ 2. — Rapports réels.—Loi du 17 nivôse an II et lois analogues. — Destruction du système réel des coutumes.....	339
--	-----

SECTION TROISIÈME.

LOIS EXCEPTIONNELLES. — COMITÉ DU SALUT PUBLIC. — RÉACTION THERMIDORIENNE. —ESPRIT DE LA CONSTITUTION DE L'AN III.—CLÔTURE DE LA CONVENTION.	362
---	-----

3^e PÉRIODE (DE L'AN IV AU 18 BRUMAIRE AN VIII).

DIRECTOIRE.—CONSEILS DES CINQ-CENTS ET DES ANCIENS.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.	387
-----------------------------	-----

SECTION PREMIÈRE.

LOIS RÉPARATRICES.

§ 1 ^{er} . — Abolition des lois exceptionnelles.....	398
§ 2. — Abolition de l'effet rétroactif des lois de 93 et de l'an II.—Loi du 18 pluviôse an V.....	400

SECTION DEUXIÈME.

LOIS TRANSITOIRES ET DE CONSOLIDATION.

§ 1 ^{er} . — Passage des assignats aux valeurs métalliques, réduction des transactions à la valeur réelle.....	405
§ 2. — Réduction des rentes sur l'état. — Tiers consolidé.....	411
§ 3. — Anciennes aliénations des domaines de la couronne, consolidation sur la tête des possesseurs.—Loi du 14 ventôse an VII.....	414
§ 4. — Propriétés des défenseurs de la patrie.....	415

SECTION TROISIÈME.

GARANTIES DES OBLIGATIONS ET DROIT FISCAL.

§ 1 ^{er} . — Régime hypothécaire. — Loi du 11 brumaire an VII. — Observations sur la réforme hypothécaire et les systèmes proposés.....	418
§ 2. — Enregistrement et timbre. — Loi du 22 frimaire an VII.....	434

4^e PÉRIODE (DU 18 BRUMAIRE A L'AN XII).**CONSULAT.**

*Qui cuncta discordiis fessa sub imperium
unius accepit (TACITE, ann. lib. 1).*

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

445

SECTION PREMIÈRE.**ORGANISATION POLITIQUE, ADMINISTRATIVE, JUDICIAIRE.**

§ 1 ^{er} . — Organisation politique.....	452
§ 2. — Organisation administrative.....	459
§ 3. — Organisation judiciaire.....	465
Accessoires. {	
Officiers ministériels.....	
Notariat.....	
Barreau.....	
Ecoles de droit.....	
}	468

SECTION DEUXIÈME.**ORGANISATION RELIGIEUSE.**

Concordat et lois organiques.—Question du mariage des prêtres, sous le rapport historique et légal.....	470
---	-----

SECTION TROISIÈME.**SOCIÉTÉ CIVILE.**

§ 1 ^{er} . — Loi transitoire sur les dispositions à titre gratuit. — Emigrés.—Rigueur momentanée.—Eliminations.—Amnistie.—Conditions relatives aux biens et aux droits acquis. — Sénatus-consulte du 6 floréal an X.....	500
§ 2. — Travaux préparatoires du code civil. — Effets de la codification par rapport à la science du Droit; coup d'œil historique sur les phases, les progrès, l'alliance du Droit avec l'histoire et la philosophie, depuis l'Empire jusqu'à nos jours.—Résumé philosophique.....	504

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES DÉCRETS, RAPPORTS ET SÉANCES DES ASSEMBLÉES NATIONALES

CITÉS DANS LE SECOND VOLUME.

1^{re} PÉRIODE (Assemblée Constituante).

ANNÉE 1789.

Rapport de Necker, 27 déc. 1788,.....	page 113
Déclaration du 17 juin 1789.....	27-31-113
Décr. 17 juin et 7 octobre.....	32
Décl. 20 juin.....	27
Séance royale du 23 juin.....	32-33-83-114
Décr. 23 juin.....	33
Décr. 13 juillet.....	304
Décr. de la nuit du 4 août.....	23-28-35-83-84-110-113-115 120-134-154
Décr. 11 août, 11 mars 1790, 19 avril 1791, 7 juin, 15 juin; Instruct. 22 juin ; Décr. 30 juillet.....	155
Message du roi, 20 septembre.....	121
Décr. 23 sept.....	162
Arrêtés 28 sept., 16 août 1790... ..	140
Rapport de Thouret, 29 sept.....	36
Séance de sept., Mirabeau.....	25
Décr. 3 octobre.....	181
Arrêté 15 octobre.....	35
Décr. 20 octobre.....	121
Décr. 21 octobre.....	218
Décr. 26 octobre.....	26
Décr. 28 octobre, 1 ^{er} novembre.....	82
Décr. 29 octobre.....	82
Décr. 2 novembre.....	94
Décr. 3 nov.....	52
Lettres patentes, 3 nov.....	121
Rapp. du com. de const., 3-4 décembre.....	47

Décr. 14 décembre.....	page 39-217
Décr. 19 déc.....	169
Déclar. 24 déc., 17 août, 1 ^{er} déc. 1790.....	137
Décr. 24 déc., 30 avril 1790.....	139

ANNÉE 1790.

Décr. 5 janvier, page.....	267
Décr. 21 janv.....	135
Décr. 28 janv.....	139
Séance royale 4 février.....	37
Décr. 5 fév.....	82
Décr. 13 et 20 fév.....	83
Décr. 13, 20 fév., 19 mars.....	137
Séances 20 et 23 fév.....	221
Décr. 23 fév.....	222
Décr. 26 fév.....	36
Décr. 15 mars.....	14-128-135-158-212-216-264-289
Séance 12 avril.....	21
Décr. 14 avril, 3 mai et 7 novembre.....	85
Décr. 17 avril.....	171
Décr. 19 avril.....	159
Décr. 30 avril.....	149
Décr. 3 mai.....	216
Décr. 8 mai, 8 décembre.....	294
Décr. 14 mai.....	171
Décr. 17 mai.....	160
Décr. 13 juin.....	<i>idem</i>
Décr. 19 juin.....	35-134
Décr. 9 juillet.....	172
Décr. 10 juillet.....	<i>idem</i>
Décr. 12 juillet, 13 juillet et 27 novembre.....	105
Décr. 17 juillet.....	264
Décr. 19 juillet.....	160
Décr. 20 juillet.....	439
Décr. 26 juillet.....	162
Décr. 6 août.....	235
Décr. 16 août.....	70

Décr. 24 août.....	page 78
Séance 24 août.....	198
Décr. 7 septembre.....	74
Décr. 12 sept.....	171
Décr. 20 sept.....	158-211
Séance 27 sept., Mirabeau.....	173
Décr. 29 sept.....	171
Décr. 30 sept., 20 janv., 21 sept. 1691.....	170
Décr. 4 octobre, 6 janvier, 12 septembre 91.....	136
Décr. 31 oct.....	43-162
Décr. 2 novembre.....	244
Décr. 9 nov., 29 nov., 17 fév., 13 avril 1791.....	159
Décr. 22 nov.....	213-223-229-234-237
Décr. 23 nov.....	46-47
Décr. 5 décembre.....	50-140
Décr. 9 déc.....	138
Décr. 18 déc.....	156-161
Décr. 31 déc.....	192
Droit d'aubaine, discussion.....	145
Assignats, discussion.....	168
Déclaration des droits de l'homme.....	35-41-90
Biens du clergé, discussion.....	86
Constitution civile du clergé, discussion.....	92
Rapport de Voidel.....	22
Rapp. de Merlin..	125-126-129-131-133-154-160-227-245-266
Rapport de Montesquiou.....	168
Rapport de Barnave.....	151
Rapport de Chasset.....	83
Rapport de Tronchet.....	227
Rapport de Gillet.....	131
Rapport d'Enjubault... ..	190-225
Adresse de l'assemblée nationale.....	30

ANNÉE 1791.

Constitution de 1891, pages...	33-42-111-145-150-187-199- 240
Décr. 13 janvier.....	209

Décr. 19 janv.....	page 198
Décr. 9 fév.....	162
Décr. 10 fév.....	172
Décr. 15 fév.....	217
Décr. 2 mars.....	162-187
Décr. 26 mars.....	195
Décr. 28 mars.....	188
Décr. 29 mars, 11 juin.....	162-217
Décr. 2 avril.....	243
Séance 7 avril.....	262
Décr. 8 avril.....	244-353
Décr. 23 avril.....	43-159
Séance 9 mai.....	279
Décr. 13 mai, 24 sept.....	151
Décr. 14 mai.....	192
Décr. 27 mai.....	50
Décr. 2 juin, 26 septembre, 6 octobre.....	222
Décr. 3 juin.....	236
Décr. 7 juin.....	46-290
Décr. 14 juin.....	187-191
Adresse 14 juin.....	278
Instruct. 15 juin.....	126
Décr. 21 juin.....	273
Adresse 24 juin.....	46-188
Décr. 28 juin.....	274
Décr. 4 et 6 juillet.....	274
Décr. 9 juillet.....	274
Décr. 19 juillet.....	78-79
Décr. 26 juillet.....	190
Décr. 1 ^{er} août.....	274
Décr. 4 août.....	51
Décr. 5 août.....	217
Décr. 8 août.....	145
Décr. 21 août, 16 septembre.....	51
Décr. 5 sept.....	262
Décr. 6 sept.....	79

Décr. 14 septembre.....	page 274
Décr. 27 septembre.....	145
Code rural, 28 sept.....	151-159-162-163-164-215
Décr. 29 sept.....	39
Instruction 29 sept.....	79
Rapport de Merlin.....	186
Rapport de Chapelier.....	199
Rapport de Mirabeau.....	267

2^e PÉRIODE (Assemblée législative et Convention).

ANNÉES 1791 (fin), 1792 et 1793.

Séance du 4 octobre 1791.....	282
Séance du 19 oct. 91.....	334
Décr. 26 oct. 91.....	192
Décr. 24 décembre 91.....	46
Décr. 30 mars 1792, 25 brumaire an 3.....	319
Décr. 18 juin 92.....	290
Décr. 27 juillet 92.....	296
Décr. 8 août et 12 août 92.....	309-328
Décr. 14 août 92.....	298
Décr. 25 août 92, 17 juillet 93.....	291
Décr. 27 août 92.....	<i>ibid.</i>
Décr. 28 août 92.....	305-306-316
Décr. 30 août 92.....	291
Décr. 20 septembre 92.....	315-316-320-327
Décr. 20 sept. 92, 13 ventôse, 26 germinal, 1 ^{er} floréal an 3	320
Décr. 20 sept. 92, 7 septembre 93.....	326
Décr. 23 octobre 92.....	318
Décr. 14 novembre 92.....	339
Décr. 4 janvier 1793.....	344
Décr. 19 janv. 1793.....	209
Séance 27 janv. 1793.....	316
Décr. 7 mars.....	353
Séance 10 mars (Danton).....	364

Décr. 10 mars.....	page 364
Décr. 18 mars.....	298
Décr. 21 mars.....	369
Décr. 27 mars.....	365
Décr. 28 mars.....	318
Décr. 10 avril.....	366
Décr. 11 avril.....	371
Séance 17 avril.....	323-24-25
Séance 8 mai.....	322
Séance 31 mai.....	287
Décr. 10 juin.....	298
Décr. 28 juin.....	310
Décr. 6 juillet, 30 <i>idem</i>	292
Décr. 10 juillet.....	313
Décr. 17 juillet.....	292
Décr. 19 juillet.....	334
Décr. 23 juillet.....	370
Décr. 26 juillet.....	371
Séance du 9 août.....	316
Décr. 23 et 27 août.....	399
Décr. 24 août.....	307
Décr. 6 septembre, 17 septembre.....	369
Décr. 7 sept.....	214
Décr. 17 septembre.....	370
Décr. 23 septembre.....	372
Rapport de Gallois et Gensonné.....	192
Rapports de Condorcet.....	321
Rapports de Cambacérès.....	331
Rapport de Merlin.....	369
Rapport de Hérault-de-Séchelles.....	59

AN 2.

Décr. 5 brumaire.....	353
Décr. 12 brumaire.....	333-360-361
Séance 17 brumaire.....	338
Décr. 25 brumaire.....	335

Décr. 10 frimaire.....	page 414
Décr. 17 frimaire.....	370
Décr. 8 pluviôse.....	393-309-312
Décr. 16 pluviôse.....	372
Décr. 8 nivôse.....	416
Décr. 17 nivôse.....	342 à 359-403
Décr. 23 nivôse, 6 fructidor an 4.....	191-317
Décr. 8 ventôse.....	340
Décr. 11 ventôse.....	416
Décr. 22 ventôse.....	344-347-358-370
Décr. 4 germinal.....	370
Décr. 27 germinal.....	369
Décr. 22 prairial.....	370
Décr. 7 Messidor.....	312
Décr. 6 fructidor.....	314
Décr. 9 fructidor.....	344
Rapport de Cambacérès.....	332
Rapports de Robespierre.....	358-368
Rapports de Saint-Just.....	<i>ibid.</i>

AN 3.

Adresse de la Convention, 8 vendémiaire.....	380
Adresse de la Convention, 18 vendémiaire.....	374
Décr. 24 vendémiaire.....	329-379
Décr. 13 brumaire, 19 fructidor an 5, 9 frimaire an 6.	458
Décr. 25 brumaire, 29 frimaire.....	312
Décr. 25 brumaire, 1 ^{er} fructidor.....	319
Décr. 5 frimaire.....	<i>id.</i>
Décr. 9 frimaire.....	401
Décr. 16 frimaire.....	317
Décr. 22 frimaire.....	414
Décr. 1 ^{er} nivôse	375
Décr. 4 nivôse.....	377
Décr. 1 ^{er} germinal.....	375
Décr. 2 floréal.....	315
Décr. 3 floréal	296

Décr. 5 floréal, 9 frimaire 3 vendémiaire an 4, page 357-378	
Décr. 9 floréal, 20 floréal an 4.....	375
Décr. 14 floréal, 21 prairial.....	377
Décr. 25 prairial.....	313
Décr. 9 messidor.....	423
Décr. 25 messidor.....	425-407-430
Décr. 14 fructidor.....	411
Décr. 3 brumaire an 4.....	388
Décr. 4 brumaire an 4.....	<i>idem</i>
Rapport de Sieyès.....	275
Rapport de Boissy-d'Anglas.....	375-381
Rapport de Barrère.....	384

3^e PÉRIODE (Directoire, Conseils des cinq-cents et des anciens.)

AN 4.

Loi 22 ventôse.....	390
Loi 28 ventôse.....	406
Loi 15 germinal.....	408
Loi 28 germinal.....	398
Loi 6 floréal.....	407
Adresse du Direct. , 21 prairial.....	299
Loi 29 messidor.....	409
Loi 5 thermidor.....	409
Loi 15 thermidor.....	400
Rapport de Barrère.....	384

AN 5.

Loi 6 brumaire.....	416
Loi 13 frimaire.....	406
Loi 15 frimaire.....	411
Loi 16 pluviôse.....	410
Loi 18 pluviôse.....	401-404
Loi 5 germinal.....	399
Loi 26 germinal.....	391
Loi 2 prairial.....	398

Loi 5 messidor.....	page 410
Loi 17 fructidor.....	393
Rapports de Tronchet.....	448
Rapport de Camille-Jourdan.....	392
Rapport de Dubruel.....	392
Rapport de Tançon-du-Coudray.....	394
Rapport de Boulay de la Meurthe.....	395

AN 6.

Arrêté 5 vendémiaire.....	398
Loi 17 vendémiaire	414
Loi 19 vendémiaire.....	412
Loi 11 frimaire... ..	410
Loi 8 nivôse... ..	399-412-418
Loi 16 nivôse.....	410
Inst. 2 ventôse.....	400
Loi 13 ventôse.....	414
Loi 15 germinal.....	419
Loi 4 floréal.....	419
Loi 6 floréal.....	410
Loi 19 floréal.....	411
Loi 2 thermidor.....	410

AN 7.

Loi 11 brumaire.....	418-422-428
Loi 28 brumaire.....	398
Loi 22 frimaire.....	434-436
Loi 14 ventôse.....	414
Loi 21 ventôse.....	441
Loi 28 floréal.....	412
Loi 2 prairial.....	411
Loi du 8 messidor, 3 floréal an 11.....	321
Loi 24 messidor.....	447

4^e PÉRIODE (Consulat).

AN 8.

Rapport de Boulay, 18 brumaire.....	446
Adresse de Cambacérès, 20 brumaire.....	448

Loi du 22 brumaire.....	page 447
Constitution du 22 frimaire.....	448-452-457-465-467-501
Loi 3 nivôse.....	447
Séance des consuls, 4 nivôse.....	448
Proclam. des consuls, 11 nivôse.....	448
Loi 28 pluviôse, 17 vendémiaire an 10.....	463
Loi 12 ventôse.....	329-448-501
Loi 27 ventôse.....	465
Loi 4 germinal.....	500
Arrêté 29 messidor.....	501
Rapport de Rœderer.....	439

AN 9,

Arrêté 28 vendémiaire.....	502
Loi 15 brumaire.....	463
Arrêté 5 nivôse.....	448
Loi 16 nivôse.....	461
Loi 28 ventôse.....	<i>ibid.</i>
Arrêté 28 messidor.....	<i>ibid.</i>
Arrêté 3 ^e jour complémentaire.....	<i>ibid.</i>
Rapport de Tronchet dev. la cour de cassat.....	345-350

ANS 10, 11, 12.

Message des consuls 12 nivôse an 10.....	535
Loi 29 ventôse.....	464
Concordat, loi organique, 18 germinal.....	472-478
Sénatus-consulte 6 floréal.....	502
J. N. C. 16 thermidor.....	455
Arrêté 3 pluviôse 11.....	463
Loi 25 ventôse.....	465
Loi 24 germinal.....	461
Loi 25 germinal.....	317
S. N. C. 28 pluviôse an 12.....	456
Décr. 9 brumaire an 13.....	299-463

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

ERRATA DU 2^e VOLUME.

- Page 52, ligne 8, au lieu de *convoqués*, lisez *invokés*.
Page 62, ligne 44, au lieu de *mer*, lisez *former*.
Page 76, ligne 4, au lieu de *ces*, lisez *ses*.
Page 83 à la note dernière, au lieu de *janv.*, lisez *juin*.
Page 406, à la note dernière, au lieu de 4781, lisez 4794.
Page 457, ligne 20, au lieu de *par*, lisez *pour*.
Page 464, aux notes, changer d'ordre le notes (2) et (3).
Page 222, ligne 10, au lieu de *so*, lisez *co*.
Page 348, ligne 42, au lieu de *nivôse*, lisez 8 *ventôse*.
Page 383, ligne 5, au lieu de *tous citoyens*, lisez *tous les citoyens*.



